

REVUE MILITAIRE DE L'ÉTRANGER





STANFORD UNIVERSITY

DEC 1970

STACKS
LIBRARY



REVUE MILITAIRE
DE L'ÉTRANGER

PARIS. — IMPRIMERIE L. BAUDOUIN ET C^s, 2, RUE CHRISTINE.

PUBLIÉ PAR ORDRE DU MINISTRE

REVUE MILITAIRE DE L'ÉTRANGER

Rédigée à l'état-major général du Ministre de la guerre
(DEUXIÈME BUREAU)

XV^e ANNÉE
TRENTIÈME VOLUME
Juillet-Décembre 1886

PARIS
L. BAUDOUIN ET C^{ie}, IMPRIMEURS-ÉDITEURS
30, Rue et Passage Dauphine, 30

U2
R475

MIN:	VAN OORLOG
	56402-51.
	BIBLIOTHEKEN DEPOT

REVUE MILITAIRE

DE L'ÉTRANGER

N° 650

15 Juillet

1886

SOMMAIRE

A propos de la dernière invasion de la Russie par Sarmaticus. — Les nouvelles règles de tir de l'artillerie de campagne autrichienne. — La loi sur le landsturm en Autriche-Hongrie. — L'appréciation des distances dans le tir de l'infanterie allemande. — Nouvelles militaires.

A PROPOS

DE LA

DERNIÈRE INVASION DE LA RUSSIE

PAR SARMATICUS

« La dernière invasion de la Russie par Sarmaticus, » dit le *Novoe-Vremia* du 3 avril, « à la tête des trois millions de soldats des armées austro-allemandes, vient d'évoquer une fois de plus l'éternello et toujours nouvelle vision de la ruine militaire de notre pays ; ruine inévitable, attendu que les troupes allemandes

« si bien organisées » peuvent, en dix jours seulement, enserrer notre frontière occidentale en un cercle de fer. Notre « intelligence militaire » a dû prendre la plume et — elle s'est empressée de répandre dans les journaux la preuve des assertions du stratège prussien : Oui, pauvres Russes, dit-elle, oui, malheureux compatriotes, dans ce conflit avec la science allemande, nous sommes exposés à un désastre, et si ce désastre n'est pas la ruine totale de la Russie, c'est simplement parce que nos adversaires ne savent quel objectif donner à leurs coups. S'ils savaient où prendre ce point vital, leur future victoire serait non seulement probable, certaine, mais elle serait l'anéantissement de la Russie.

» Signons-nous, d'abord, en tremblant devant cette lugubre prophétie, et puis posons quelques questions :

» Est-ce que nos stratèges ne se dissimuleraient pas à eux-mêmes le plus grand de tous les dangers qui nous menacent ? Est-ce qu'ils ne se laisseraient pas aller à quelque illusion, lorsqu'ils supposent que les Allemands ne savent pas où est le point sensible de notre puissance militaire ? Est-ce que nous ne sommes pas « battus et moulus d'avance » par cette crainte d'une « base en l'air » ; par ce manque de confiance dans la force de notre armée et de la nation, que nos « savants militaires » ont sucé avec le lait et répandent partout autour d'eux ?

» Il nous semble que les stratèges allemands connaissent très bien ce point vulnérable, ce talon d'Achille de la Russie, et avant toute mobilisation, toute concentration et tout investissement, ils ont confié d'abord à Sarmaticus le soin de semer le découragement parmi nous et d'inspirer une salubre terreur de la toute-puissante armée allemande à ses futurs adversaires.

» Parmi toutes les preuves de l'habileté et de la sagacité du militaire prussien, celle-là, certes, n'est pas la moindre.

» Et, en effet, sans préjudice de notre grand état-major, est-ce qu'il n'y a pas, dans tous les quartiers généraux de corps d'armée et de division, des chefs de tous grades chargés d'ailleurs de conduire à l'ennemi ces corps d'armée et ces divisions, qui sont intimement persuadés que tout est supérieur chez les Prussiens et tout détestable chez les Russes ; qu'il est bien plus facile au soldat allemand de marcher, de combattre, de mourir, d'écraser ses voisins qu'au soldat russe qui défend ses foyers ; qu'on ne peut appuyer aucune opération valide sur une base en l'air, tandis

qu'au contraire rien n'est plus facile pour le Prussien qui a, lui, une base fixe ; que nous sommes inférieurs en nombre aux armées austro-allemandes et que nous n'avons rien de mieux à faire qu'à nous retirer en Sibérie ; que la tâche de l'état-major et des généraux de l'Allemagne, en parfaite communauté de vues, d'ailleurs, avec leurs généreux adversaires, sera aux trois quarts résolue sitôt qu'ils auront franchi la frontière. Et la nation russe et l'armée russe supportent ces défaites et ces humiliations sur des champs de bataille ? Non ; sur les tables vertes de l'état-major, où travaillent et méditent des stratèges de cabinet, très érudits, très intelligents, mais qui mettent leur science et leur intelligence à dénigrer leur pays dans les journaux.

» Oh ! nous savons ce que vont nous répondre nos aimables adversaires. Vous niez la science ! Soit, mais quelle science ?

» Oui, la science qui enseigne à notre jeunesse à mépriser son pays, non seulement à se défier de ses propres forces, mais à s'humilier devant l'ennemi héréditaire, celle-là nous la nions comme on la nie partout ailleurs, où les tribus exotiques, étrangères à l'élément national, n'ont pas reçu cependant les privilèges exorbitants dont elles jouissent chez nous ! Mais si nous nions cette science funeste, insidieuse, qui mine sourdement nos véritables forces, nous ne préconisons pas, en revanche, l'aveuglement patriotique. Nous disons que, tout comme les autres, nous devons connaître notre fort et notre faible, mais connaître en même temps le fort et le faible de nos voisins. Pas d'illusions, mais pas de calomnies. Point de bravade, sans doute, mais nous préférons cependant de beaucoup la foi aveugle du moujik dans la stratégie « des coups des chapeaux (1) » à cette crainte puérile, à cette terreur stupide devant les « bases en l'air ».

» De même à ceux qui nous recommandent d'imiter les Prussiens, nous répondrons : oui, imitons, mais complètement, sinon, non. Quand des officiers allemands, avec une ingénuité extraordinaire pour ces stratèges prussiens d'ordinaire si peu bavards, viennent nous enserrer dans un cercle de fer et supputer les chances d'une défaite, à leur avis presque inévitable, pourquoi

(1) Nous sommes si nombreux, dit le paysan russe, qu'il nous suffira de jeter nos chapeaux sur l'étranger pour l'étouffer : *chapkami zabraçemo*.

donc un stratège à nous ne ferait-il pas de même vis-à-vis de la Prusse et de l'Autriche ? Est-ce que les routes qui mènent en Russie ne sont pas les mêmes que celles qui mènent en Prusse ?

» Cet exercice serait intéressant d'ailleurs, nous verrions avec curiosité ce qu'en diraient les militaires prussiens. Se mettraient-ils à persuader à leurs compatriotes qu'en effet l'invasion russe est leur ruine inévitable ou feraient-ils tout le contraire ?

» Inutile de poser une pareille question et de chercher la réponse !

» Les Prussiens mobilisent en dix jours, nous dira-t-on, et il nous en faut au moins vingt avant d'avoir sur notre frontière une force capable seulement de contenir les armées allemandes. Les avantages sont tous du côté des Allemands et, militairement parlant, la route qui conduit en Prusse est deux fois plus longue que celle qui conduit en Russie.

» Soit ; cela c'est l'enseignement militaire allemand, c'est la théorie allemande, mais ce n'est pas la nôtre. — Ils ont une mobilisation rapide, vous dit-on, et tout dépend de là. Nous devons bien avoir quelque chose aussi ; nous avons par exemple une assez longue et assez belle série de victoires à notre actif : mais qu'est-ce que tout cela vis-à-vis d'une mobilisation rapide ? Une poignée de Russes mal instruits, mal conduits, sont entrés à Berlin ; ils ont donné du fil à retordre au grand Frédéric à Knnersdorf, à Zorndorf. Ces mêmes troupes ont aussi vaincu à Novi, à la Trebbia, et elles ont montré à Napoléon le chemin des hautes cimes des Alpes. A Schœngraben, à Kulm, les régiments russes ont contenu l'ardeur du grand capitaine, ils l'ont plus tard chassé de Moscou et ils ont conduit l'Europe dans les murs de Paris. Ils avaient sauvé la Prusse contre l'ennemi du dehors — et ils ont aussi sauvé l'Autriche contre l'ennemi du dedans. Il est avéré également qu'aux temps de Pierre et d'Alexandre ils allaient à l'ennemi sur des mers de glace, et il y a dix ans ils ont passé le Danube, franchi les Balkans en plein hiver, traînant derrière eux cette éternelle « base en l'air ».

» Mais, encore une fois, qu'est-ce que tout cela vis-à-vis de la mobilisation ? Le Prussien se mobilise — et adieu la gloire militaire de la Russie ; nos jours sont comptés jusqu'au coup de télégraphe qui décrètera cette épouvantable mobilisation. Ainsi l'ont

décidé nos mécaniciens et nos géomètres, nos savants professeurs, notre savant état-major.

» Et cet excellent Sarmaticus les a crus sur parole, et il se demande avec impatience pourquoi on retarde tant l'heure de cette mobilisation qui le fera commandant militaire de la ville de Varsovie, qui est entourée de si jolies villas, de si beaux domaines !

» Mais le malheureux stratège allemand ignore absolument que la nation russe et le soldat russe ont des idées très différentes des siennes sur les vertus de la mobilisation ; qu'ils n'ont nulle envie de se jeter la tête contre le mur parce qu'ils n'ont pas de « base fixe » ni une organisation modèle comme celles des Prussiens. A ces causes, ladite nation combattrait dans toutes les conditions imaginables et son passé militaire en fait foi.

» Heureusement pour Sarmaticus et ses savants amis de Russie, les puissants hommes d'État qui tiennent entre leurs mains les destinées de l'Allemagne, non seulement connaissent bien notre histoire militaire, mais surtout ils la comprennent beaucoup mieux. »

C'est dans les journaux non militaires qu'il faut, jusqu'ici du moins, aller chercher les échos de l'impression produite par la nouvelle incartade de Sarmaticus. Un autre organe de la presse russe, les *Novosti*, a ouvert aussi ses colonnes à des réflexions quelque peu différentes mais non moins vives et non moins intéressantes que celles du *Novoe Vremia*.

L'article est un peu long ; nous le résumerons :

« Après quelques hésitations causées par l'éventualité d'un nouveau conflit avec la France, le militarisme allemand n'a pas tardé à porter son attention vers l'autre ennemi héréditaire, vers la Russie.

Rien n'est impossible pour la nouvelle armée allemande, c'est entendu ; mais elle reconnaît qu'ici la besogne sera rude ; Napoléon lui-même, avec tout son génie et l'écrasante supériorité numérique de 1812, qu'on ne retrouvera plus, n'y a pas suffi.

Cependant, au début de cette lutte terrible, les avantages matériels sont manifestement du côté des armées alliées austro-allemandes.

Le stratège prussien attribue aux alliés 67 divisions d'infan-

terie et 29 divisions de cavalerie avec l'artillerie correspondante et seulement 48 divisions d'infanterie et 16 divisions et demie de cavalerie à la Russie.

De plus, ils bénéficieraient d'une avance d'une ou deux semaines pour la mobilisation et de deux ou trois semaines pour la concentration des forces.

Soit : un excédent de 19 divisions d'infanterie et 12 divisions et demie de cavalerie et une avance totale d'environ un mois pour les alliés.

Donc ceux-ci promettent aux Russes des émotions pendant la première période de la campagne et se promettent à eux-mêmes une installation solide dans tout le pays compris entre la Vistule d'une part, la Dvina et le Dniepr de l'autre.

Mais après ? Après ! c'est l'inconnu dont aucun stratège, même prussien, n'a encore osé jusqu'ici mesurer la profondeur. Après ? la Russie tout entière sera sous les armes et il faudra compter avec son indomptable patriotisme, son esprit d'abnégation, son fanatisme religieux, son endurance et enfin avec cette vieille haine de race du Slave contre le Teuton, qui sera portée alors jusqu'au paroxysme.

Comment faire pour obtenir cette victoire vraie qui terrasse réellement l'adversaire, qui le démoralise enfin et qui a toujours manqué à Napoléon en Russie, — absolument nécessaire cependant pour faire renoncer à la lutte cette nation de 100 millions d'hommes qui défend le sol sacré de la patrie et son existence ? Même la prise de Moscou et de Pétersbourg, avouent les Allemands, pourrait bien ne rien terminer.

Et néanmoins le militarisme allemand ne veut pas renoncer à se mesurer avec l'esprit national russe.

Soit : qu'il y vienne donc ! Défense acharnée en Pologne et en Lithuanie, retraite s'il le faut au cœur de la Russie ; puis, l'agresseur épuisé par ses marches et ses propres succès, offensive énergique qui jaillira spontanément, fatalement comme en 1812. »

Bref, faire de propos délibéré ce que les armées russes ont fait instinctivement, *volens nolens*, en 1812 : tel est le plan auquel se rallie volontiers l'auteur de l'article qui, comme tous les Russes, est encore sous l'impression des souvenirs de cette mémorable campagne.

Après avoir lu le livre cause de tout ce tapage, on ne comprend guère une alarme si chaude et on serait tenté de le fermer en disant avec Shakespeare : *Much ado about nothing*. Beaucoup de bruit pour rien. Mais cette guerre de plume, assez inoffensive au fond, soulève tant de questions, suggère tant de réflexions, que nous nous laissons aller volontiers à en remuer quelques-unes.

Comme on le verra plus loin, la thèse principale de Sarmaticus est la suivante : Les conditions géographiques et l'immense étendue de l'empire russe ne constituent plus pour lui une situation exceptionnelle en Europe. *Russland nimmt durch seine geographische Lage und seine Ausdehnung keine Sonderstellung in Europa mehr ein.*

Conclusion : la Russie est soumise désormais à la loi commune et ne peut plus avoir la prétention d'être invulnérable, ou mieux irréductible. « Si le conflit teuton-slave doit être dénoué militairement par notre génération, il sera tranché victorieusement par les armées allemandes. Il nous suffira d'appliquer judicieusement en Pologne et en Lithuanie les enseignements de la guerre moderne. »

On comprend bien que les patriotes allemands de la nouvelle école se fatiguent, comme l'a dit le *Novoe Vremia*, d'entendre sans cesse rappeler les services rendus par la Russie au jeune empire ; on comprend bien aussi que le militarisme allemand, exalté par des succès sans exemple, ait la conscience de sa force et ne veuille plus connaître d'obstacles ; on s'explique également qu'il soit attiré vers ce problème redoutable que n'a pu résoudre le plus grand homme de guerre des temps modernes, — précisément parce qu'il n'a pu le résoudre, et tout cela abstraction faite et sans préjudice des incitations politiques et des suggestions de cette vieille haine de race entre le Slave et le Germain.

Mais le militaire prussien est avisé et il ne veut pas qu'on lui reproche d'aller courir en Russie des aventures pareilles à celles de Charles XII et de Napoléon. Non, dit Sarmaticus, la situation est changée : les chemins de fer, l'organisation si savante des armées modernes, la sage prévoyance des états-majors, peuvent avoir raison des conditions géographiques, climatiques et autres ; quant à l'immense étendue de l'empire russe qui n'a fait que croître depuis 1812, elle peut s'agrandir encore ; peu nous

importe, la Russie est réductible parce que la Russie, pour nous, c'est la Pologne, c'est la Lithuanie, et c'est entre la Vistule et le Dniepr que nous appliquerons les leçons de la guerre moderne. Telle est la pensée de derrière qui a dicté le titre si exact et si clair du livre de Sarmaticus : *Von der Weichsel zur Dniepr*.

Sans doute, le stratège anonyme a dû se demander ce qu'on ferait si d'aventure les armées russes, après avoir été battues en Pologne et en Lithuanie, ne venaient pas à résipiscence. Il n'hésite pas à répondre qu'il faudrait alors aller à Moscou, et il conjure ses lecteurs de ne pas laisser hanter leurs esprits par les souvenirs de 1812.

— Nous serons peut-être obligés d'aller à Moscou, mais nous n'irons pas à la légère comme Napoléon. Nous irons méthodiquement et sûrement, s'il faut y aller. — Toutefois cette éventualité assez déplaisante ne le préoccupe pas plus que de raison, parce qu'elle est déplaisante. Battons soigneusement les armées russes en Pologne et en Lithuanie; chassons-les de ces provinces que nous organiserons solidement et à titre de conquête définitive; établissons-nous sur la ligne de la Dvina et du Dniepr; voilà l'objectif de la première campagne; après, nous verrons si une deuxième est nécessaire. Et en effet, soit dans ses études statistiques et géographiques sur le théâtre de la guerre future, soit dans ses rapprochements historiques, Sarmaticus ne sort pas de cette région comprise entre la Vistule d'une part, la Dvina et le Dniepr de l'autre. — Là nous pouvons frapper la Russie tout à l'aise, donc là est la Russie. — Et le plan de campagne de Sarmaticus, n'est pas autre chose que le plan *méthodique* qu'on a tant reproché à Napoléon de n'avoir pas suivi.

Et voilà pourquoi dans la liste des ouvrages consultés par Sarmaticus ne figure pas le classique Clausewitz, qui a fait cette campagne, qui en a tant parlé dans ses œuvres, mais toujours le plan dit méthodique; mais toujours pour le plan dit méthodique, qui est et restera irréductible tant qu'il y aura une Russie.

Il est vrai que Sarmaticus, en 1812, élaborer les souvenirs de 1812, élaborer instinctivement les souvenirs de 1812, mais surtout mieux que le rallie volontairement à la cause de la Russie, une seule fois Clausewitz est encore sous le coup de la catastrophe et prétend les

avoir trouvées, c'est un oubli fâcheux et qui serait inexplicable chez un Prussien, si nous ne savions que le Prussien, comme les autres, est exposé, lui aussi, à devenir *subjectif*, en dépit de ses prétentions à rester toujours *objectif*. C'est, dans tous les cas, une lacune vraiment regrettable dans une étude aussi consciencieuse et sur une aussi grave question. Nous aurons le devoir de la combler, bien entendu, et nous n'y manquerons pas. Mais, auparavant, il nous faut dire un mot des moyens et instruments que l'auteur distribue un peu à sa guise aux deux futurs champions, ainsi que de la façon de s'en servir, c'est-à-dire de son fameux plan de campagne, qui a tant ému les journaux russes.

Le livre est divisé en trois parties : Statistique et Géographie, Historique des principales campagnes et Partie *opérative* (*Operativer Theil*). C'est cette dernière, bien entendu, qui va seule être mise à contribution ou plutôt reproduite à peu près intégralement, car elle est très courte.

Dislocation de l'armée russe en temps de paix.

« Après avoir examiné le théâtre d'opérations polonais au point de vue géographique et historique, il faut dire un mot des forces armées qui doivent être amenées dans ces régions, de leur groupement en temps de paix et en cas de guerre, ainsi que de certaines propriétés du théâtre de la campagne. De cette façon, nous nous ferons une idée au moins générale du cours probable de la lutte. »

Suit un tableau de dislocation des 48 divisions d'infanterie et des 18 divisions de cavalerie de l'armée russe en Europe. Nous ne le reproduisons pas. « En outre, il faut ajouter à ces troupes de campagne, en cas de mobilisation, 24 divisions d'infanterie de réserve (à 16 bataillons, 4 batteries) destinées, la moitié environ, à renforcer l'armée de campagne et l'autre moitié à occuper les places fortes; plus les régiments de cosaques, dont le nombre total atteint le chiffre de 100, en cas de guerre.

» Le tableau de dislocation permet de constater qu'une très forte partie de l'armée russe est déjà installée, dès le temps de paix, sur la frontière occidentale de l'empire. Ainsi, dans la région dite polonaise, que nous avons spécialement étudiée, on

compte : les II^e, IV^e, V^e, VI^e, XIV^e, XI^e et XII^e corps d'armée, la 3^e division de la garde, une brigade de cavalerie de la garde et au total, 18 divisions d'infanterie et 8 1/2 de cavalerie.

» Cette énorme accumulation de troupes est moins une menace contre les voisins, qu'une précaution commandée par la situation politique et l'insuffisance des moyens de transport. Si la Russie, avec son immense étendue, était obligée de jeter à la frontière *toutes* les troupes qu'elle destine à une guerre vers l'ouest, l'avance que ses voisins possèdent déjà sur elle serait encore plus considérable. »

Mobilisation de l'armée russe.

« La mobilisation se fait en Russie, comme dans les autres pays, par la mise au complet de guerre des effectifs du temps de paix, en hommes et en chevaux.

» L'infanterie reçoit, en nombre rond, 500 hommes par bataillon. Elle les prend dans les districts de recrutement » (brigades de recrutement au nombre de 24) « qui sont pour la plupart fort éloignés des lieux de garnison (1). Ce complément (en chiffres ronds, 8,000 hommes par division d'infanterie, à 16 bataillons) va absorber toute l'activité des chemins de fer pendant les premiers jours de la mobilisation. Les voitures du pays sont mises en réquisition pour accélérer l'arrivée des réservistes à la station d'embarquement » (quand la distance à parcourir est longue seulement).

(1) L'auteur ignore ou feint d'ignorer que les ressources du recrutement sont divisées en deux grandes catégories, l'élément dit *national* et l'élément des frontières occidentales ou des *marches*; les garnisons sont divisées en deux catégories correspondantes : *intérieur* et *marches*. En temps de paix, les troupes de l'intérieur reçoivent ou prennent sur place comme contingent annuel trois quarts d'éléments nationaux et un quart des *marches*; les troupes des *marches*, trois quarts d'élément national pris à l'intérieur, et l'autre quart sur place. Cette répartition est-elle applicable aux réserves en cas de mobilisation ? C'est ce qu'on ne sait pas. Mais si nous étions à la place de Sarmaticus, et, par prudence, nous supposerions que les troupes de Pologne, par exemple, prennent les trois quarts de leurs réservistes sur place et mobilisent leurs unités de campagne sans attendre l'autre quart qui leur viendra de l'intérieur et trouvera sa place dans les formations dites de réserve.

» Les voitures des régiments d'infanterie sont à la disposition des corps et les attelages sont fournis par la réquisition des chevaux. La cavalerie a une mobilisation beaucoup plus simple. Les 46 régiments de dragons et les régiments divisionnaires de cosaques du Don sont toujours sur le pied de guerre et, à partir du 1^{er} octobre 1886, tous les régiments de dragons seront à 6 escadrons. Les régiments de cavalerie n'ont pas de jeunes chevaux; ceux-ci sont dressés dans les cadres de dépôt.

» Par conséquent, tous les régiments de cavalerie seront prêts à partir du premier jour de la mobilisation et n'ont plus besoin que d'attelages pour leurs voitures.

» L'artillerie de campagne a un pied de paix très élevé en hommes, et elle n'a besoin que de 30 réservistes par batterie, mais il faut environ 140 chevaux de réquisition pour atteler 8 pièces au lieu de 4 et 20 voitures au lieu de 2. Les ressources chevalines sont considérables, il est vrai, dans tous les gouvernements de la Russie, mais tous ne pourront pas fournir les chevaux de taille convenable pour atteler l'artillerie qui est de gros calibre. Il y aura donc de nombreux transports de chevaux en chemins de fer, pour la mobilisation de l'artillerie.

» Les trains sont, en grande partie, mobilisés aux quartiers généraux des divisions. Leur organisation est lourde et compliquée ; leur mobilisation sera longue et laborieuse, déjà, à cause de l'accumulation du matériel et des attelages dans les grandes garnisons.

» La durée de la mobilisation ne peut être estimée que d'une façon approximative. Elle dépend, pour l'infanterie, des distances qui séparent les lieux de garnison des districts de recrutement et elle variera en conséquence avec les corps de troupe. Ceux qui sont stationnés en Pologne et dans l'Ouest, tirent presque tous leurs éléments de l'intérieur. Il s'écoulera des semaines avant que les réservistes aient pu rejoindre leurs corps respectifs.

On peut admettre comme chiffre moyen 15 jours pour la mobilisation de l'infanterie et de l'artillerie.

Il faut remarquer qu'en général le travail de la mobilisation réparti des ressources en hommes et en chevaux, transport, matériel, est beaucoup plus centralisé que dans les autres armées. Le commandant en chef, le grand-duc, le lieutenant-major général, à Saint-Petersbourg, dirige les travaux, et il n'a laissé que fort peu

d'initiative aux divers quartiers généraux. Cette manière de faire, surtout avec les énormes distances de la Russie, amènera bien des frottements.

» Enfin, il ne faut pas oublier que l'armée russe n'a fait que des mobilisations partielles et n'a pas encore eu de mobilisation générale. Dans toutes ses campagnes antérieures, la Russie s'est présentée sur le théâtre de la lutte dans un état de préparation insuffisant au début. Ce n'est que peu à peu qu'elle a pu rassembler ses forces pour porter de grands coups.

» Ce phénomène a été très visible en 1877-78. L'hiver entier de 1876 à 1877 a été employé à la mise sur le pied de guerre, et il n'y avait, au printemps de 1877 que 6 corps d'armée prêts à franchir le Danube. Lorsqu'il a été démontré par les événements que ces forces étaient insuffisantes, alors seulement on a ordonné la mobilisation et le transport du complément nécessaire.

» Les expériences faites dans cette campagne ont pu être mises à profit; le travail de préparation a pu être perfectionné et complété. Il y a douze ans que la loi du service obligatoire fonctionne et le ministre de la guerre dispose maintenant de trois millions d'hommes exercés. Après l'armée française, c'est l'armée russe qui est le plus largement dotée en cadres du temps de paix. Outre les troupes de campagne, elle possède en tout temps des cadres de réserve et de dépôts. Mais cet énorme développement de forces fait augurer précisément qu'une mobilisation générale se heurtera à de grandes difficultés. Elles auront pour causes : l'excessive centralisation, les différences entre les situations locales des provinces, l'insuffisance et l'inhabileté du personnel et, enfin, les grandes distances à parcourir. L'Europe centrale peut envisager sans effroi le moment où le colosse russe sera entièrement sous les armes. Tant qu'il n'aura pas été démontré par l'expérience que cette énorme machine peut fonctionner sans à-coup, il n'y a que des déficits à prévoir dans le bilan total des moyens politiques de la Russie.»

Concentration des armées russes à la frontière occidentale.

« Le rassemblement des armées vers la frontière menacée dépend, bien entendu, des mesures de l'adversaire et de la configuration de notre frontière. Mais elle est surtout dans une



dépendance des voies ferrées qui y aboutissent. Cette dernière donnée est d'autant plus importante ici que la Russie ne possède que trois lignes conduisant de l'intérieur vers la frontière occidentale.

1. Pétersbourg-Vilna { Kovno,
Bielostok ;
2. Moscou-Brest-Varsovie ;
3. Odessa-Kiev-Loublin.

» Dans quelques années, une quatrième voie en construction, Briansk-Gomel-Jabinka pourra amener directement à Brest les troupes du IX^e et du X^e corps, les nombreuses formations des cosaques du Don et, éventuellement, les troupes du Caucase (1). Par contre, les lignes transversales Romny-Minsk-Vilna et Voronège-Smolensk-Dunabourg ne peuvent être employées que comme *lignes secondaires*.

» Le réseau russe nous donne donc très simplement la concentration suivante :

1. Entre Kovno et Vilna (ligne Pétersbourg-Vilna) :

	Divisions d'infanterie.	Divisions de cavalerie.
La garde (moins la fraction de Varsovie).	2	2
I ^{er} corps.	3	1
III ^e corps.	2	1
II ^e corps.	3	1
Environ 4 divisions de réserve. . .	4	»
TOTAL.	14	5

2. A Goniondz-Bielostok :

	Divisions d'artillerie.	Divisions de cavalerie.
IV ^e corps.	3	1

(1) Cette voie, dite de la Polésie, vient d'être ouverte à la circulation de Brest à Gomel. (Note de la rédaction.)

3. *Entre Varsovie et Brest.*

	Divisions d'infanterie.	Divisions de cavalerie.
Garde.	1	1/2
V ^e corps.	2	1
VI ^e corps.	3	1
XIV ^e corps.	2	1
Cosaques du Don.	»	1
Grenadiers.	3	»
IX ^e corps.	2	1
X ^e corps.	2	1
XV ^e corps.	2	»
Environ 4 divisions de réserve. . .	4	»
TOTAL.	21	6 1/2

4. *En Volhynie, entre Radzivilov et Rovno :*

	Divisions d'infanterie.	Divisions de cavalerie.
XI ^e corps.. . . .	2	1
XII ^e corps.	2	1
VII ^e corps.	2	1
VIII ^e corps.. . . .	2	1
Environ 4 divisions de réserve. . .	4	»
TOTAL.	12	4

» Il faut aussi tenir compte des considérations suivantes :

» La surveillance de la ligne Vilna-Varsovie, entre Kovno et Goniondz sera probablement confiée aux II^e et IV^e corps.

» Nous supposons que la rive gauche de la Vistule et toute la région comprise entre la Narev et la frontière prussienne sont dégarnies de troupes. Les garnisons de ces régions (6^e division, Plotsk ; 7^e, Radom ; 1^{re} brigade de chasseurs, Voslavek ; 2^e à Tchenstokhov) seront probablement repliées derrière la Vistule pour y faire leur mobilisation. Il serait très imprudent de les exposer aux entreprises d'un adversaire qui sera prêt à agir avant elles. Cette hypothèse paraît confirmée par le développement donné au système des places polonaises qui s'appuient sur la

Vistule, la Narev et la Bobr. Si les armées russes avaient l'intention d'accepter la lutte sur la rive gauche de la Vistule ou au nord de la Narev, on se serait ménagé quelques points d'appui dans ces régions. En l'état de choses actuel, pareille prétention provoquerait, dès le début de la campagne, une aventure suivie d'une retraite désastreuse dans le quadrilatère polonais.

» Le désir d'utiliser la ligne Kiev-Kovel et de surprendre la Galicie découverte — la concentration des forces autrichiennes ne pouvant se faire qu'avec de grandes difficultés — rend très probable la formation d'une grosse masse en Volhynie. Il est peu probable, par contre, que les troupes du sud-ouest de l'Empire soient portées sur la Vistule, attendu que la ligne de transport qui court le long de la frontière de Galicie est exposée aux entreprises de l'adversaire.

» Nous avons mis en mouvement tous les corps de l'armée russe, à l'exception des corps d'armée du Caucase. Ces derniers, qui comptent 6 divisions d'infanterie, 3 divisions de cavalerie et de nombreuses formations cosaques, constituent une masse importante, mais celle-ci a dû être laissée de côté parce que, dans le cas de complications européennes, la Russie serait occupée en Asie par les troupes turques et par des mouvements insurrectionnels dans les montagnes du Caucase.

» De même, le VII^e corps sera probablement affecté à la garde des côtes de la mer Noire. Quant au XV^e, on ne peut le faire figurer que dans une mesure très restreinte parmi les troupes de première ligne; ses deux divisions (Kazan et Saratov) doivent se mobiliser en grande partie sans voies ferrées et le transport de ces troupes jusqu'à Nijni-Novgorod ne peut se faire que par eau.

» C'est donc aux trois uniques voies se dirigeant vers l'ouest qu'incombera la lourde tâche de transporter ces masses énormes, avec tous leurs trains et parcs. Ces trois lignes sont, jusqu'ici, à voie unique, sauf certaines sections, mais on travaille à la pose de la deuxième voie.

» On doit se demander comment l'administration des chemins de fer russes pourra suffire à une aussi rude besogne. Elle est loin d'avoir fait des prouesses dans la dernière campagne des Balkans. Celui qui veut s'édifier sur le rendement des chemins russes, n'a qu'à examiner le *« Labell's Jahresbe-*

richt » pour 1878. On y lit, entre autres choses, ce qui suit : « Abstraction faite de l'insuffisance du réseau, les chemins russes n'ont pu développer une grande activité dans les transports militaires, parce qu'ils n'ont qu'une voie, parce qu'ils sont trop faiblement dotés en matériel roulant, parce que les distances sont trop grandes entre les stations, etc. Les agents font leur service en temps de paix d'une façon patriarcale et pleine de laisser-aller ; tout le personnel est habitué à une existence paisible, machinale, et ne serait guère préparé à un travail et à des difficultés extraordinaires.

» Que les autorités militaires se soient préoccupées de la question des transports militaires, qu'elles aient préparé avec soin tout le travail, elles ne pourront pas néanmoins venir à bout des habitudes de nonchalance et de la routine du personnel. Des lignes qui n'ont que 4 à 6 trains par jour ne pourront pas facilement en fournir 18 par 24 heures. Un pareil surcroît d'activité ne pourra pas surtout se maintenir longtemps.

» On ne peut donc pas appliquer aux chemins russes les données d'expérience adoptées pour l'exploitation des chemins allemands. On ne risque pas de se tromper en affirmant que la concentration des forces russes sera trois fois plus longue que celle des troupes allemandes. »

Dislocation du temps de paix et concentration en Galicie de l'armée austro-hongroise.

« D'après les tableaux d'emplacement, nous avons au total, dit l'auteur :

» Quinze corps d'armée ou 36 divisions d'infanterie et 21 brigades de cavalerie. De ce nombre il faut retrancher, pour une guerre contre la Russie, 6 divisions et demie cantonnées dans le Tyrol, à Trieste et en Bosnie ; de sorte que l'armée de Galicie comprendrait, en chiffres ronds, 30 divisions d'infanterie et 10 divisions de cavalerie.

» La disposition des lignes ferrées conduisant en Galicie obligera probablement à former deux groupes, dont les centres sont figurés par les places fortes de Przemyśl et Cracovie. La Galicie orientale et Lemberg sont, il est vrai, exposés à une invasion de l'adversaire ; mais il s'agira tout d'abord, avant de s'occuper

de remédier à ce danger, d'achever en toute sécurité la concentration.

» Les lignes qui conduisent vers Przemyśl seront affectées aux IV^e, V^e, VI^e, VII^e, XII^e et XIII^e corps stationnés en Hongrie, et celles qui conduisent vers Cracovie, par Olmütz, aux II^e, III^e, VIII^e, IX^e et X^e corps stationnés dans le Pays cisleithan.

» Les effectifs et les emplacements de l'armée allemande sont connus du lecteur. Des lignes ferrées nombreuses et excellentes sont à notre disposition pour une concentration vers l'est. Cette concentration peut se faire à volonté sur le haut Oder, sur la Wartha, sur la rive droite ou la rive gauche de la Vistule ou sur la Pregel. Nous possédons des lignes transversales en nombre suffisant pour faire passer rapidement un groupe d'une région dans une autre. Contrairement à l'état-major russe, l'état-major allemand est donc libre dans le choix de ses mouvements de concentration et par suite dans la direction des opérations. Sous tous les points de vue il a l'initiative. »

Suivent un certain nombre d'indications sur les précautions à prendre pour une campagne en Russie ; précautions qui concernent l'habillement, les ravitaillements, les voies et les moyens de transport, le passage des nombreux cours d'eau, etc., et l'auteur passe ensuite à la dernière et principale pièce de son œuvre :

Objectif de la guerre et plan de campagne (Kriegszweck und Kriegsplan).

« Nous supposons l'empire allemand et l'Autriche-Hongrie étroitement unis dans cette lutte éventuelle contre la Russie. Cette hypothèse est la formule magique qui doit avoir raison de l'empire des tsars. La coopération de cette monarchie voisine et amie apportera à l'armée allemande un surcroît de force considérable. Mais ce qui est encore d'un plus grand prix, c'est la situation de la Galicie dont la pointe extrême touche à la Russie propre et qui favorise à un haut degré l'attaque de flanc.

» L'objectif des alliés est celui de toutes les guerres : abattre l'ennemi. Et, comme objectif des opérations, il ne peut pas être question d'autre chose que de l'armée de l'adversaire. C'est seulement après avoir terrassé l'adversaire qu'on peut songer à

envahir le pays, à prendre la capitale, etc. Ces dernières opérations ne sont que des moyens pour atteindre le but.

» Le premier déploiement des forces russes ne peut se faire que dans certaines régions déterminées. Comme on ira chercher l'armée russe pour la contraindre à accepter la bataille, on verra bientôt, dès l'ouverture des hostilités, se dessiner trois théâtres d'opérations distincts, savoir : la Lithuanie ou bas Niémen ; la Pologne, entre la Vistule et le Bug ; la Volhynie, sur le haut Bug et le Styr. »

Alors il fallait dire « les armées russes » et non « l'armée russe ».

« Il est difficile d'admettre que les forces alliées soient réparties également sur ces trois théâtres d'opérations. De part et d'autre, les masses principales s'attireront réciproquement sur un de ces théâtres d'opérations ; ici auront lieu les batailles décisives, et les régions voisines seront le théâtre d'opérations latérales et d'importance secondaire. Si l'on réussit à joindre le gros de l'ennemi et à lui imposer une bataille, les dés sont jetés sur le tapis. De la solution qui interviendra dépend toute la suite ultérieure de la campagne.

» On peut objecter que les Russes n'accepteront pas de bataille en Pologne et qu'ils chercheront à entraîner l'adversaire vers l'intérieur ; mais pareille hypothèse ne paraît guère soutenable. Les procédés de 1812, renouvelés des Scythes comme on l'a dit, étaient la conséquence d'une telle infériorité politique et militaire et ont coûté de tels sacrifices à la nation, que cette déplorable façon de conduire la guerre serait une calamité et un crime aujourd'hui. La Russie est devenue trop puissante et a trop conscience de sa force pour donner au monde cet aveu d'indigence. Il y a d'ailleurs des témoignages positifs d'intentions contraires ; ce sont les travaux de fortifications entrepris à Varsovie, à Kovno, à Novo-Georgievsk et à Ivangorod. Les sommes considérables dépensées dans ces places seraient du gaspillage et un non-sens si ces places ne devaient pas servir à protéger, en avant et sur le flanc, le rassemblement des armées russes.

» On peut donc admettre que les premiers coups décisifs seront portés en Pologne et non loin de la frontière. Si le succès favorise les alliés, ceux-ci passeront à la deuxième partie de leur tâche : occuper la Pologne, se créer une ligne de défense.

quelle on puisse tenir longtemps avec des forces peu considérables et entreprendre le siège des places importantes de Kovno, Georgievsk, Varsovie et Brest. Les derrières seront dégagés et les communications assurées; on prendra en main l'administration du pays afin de rétablir les routes et les voies ferrées et de pourvoir aux besoins de l'armée.

» Avant d'aller plus loin, ce rassemblement des forces est absolument nécessaire. La nature même de ce théâtre d'opérations oriental exige que la guerre y soit conduite avec plus de méthode et avec une plus sage lenteur que dans les pays à culture intense. Les distances sont considérables; la région peu habitée. Tout mouvement de recul doit être évité et l'entretien des armées doit être l'objet de soins incessants. Pour pousser les opérations au delà de la ligne Brest-Vilna et plus tard au delà de la ligne Kiev-Smolensk, il faut dans chacune de ces directions une base solide.

» La première condition à remplir, c'est un fonctionnement régulier des voies ferrées et par suite la possession des places de la Vistule et du Niémen. La conduite de la guerre a été modifiée d'une façon essentielle par l'emploi des voies ferrées. La marche sur Moscou, témérité du temps de Napoléon, peut être considérée aujourd'hui comme une opération normale, comme une entreprise plausible dont on peut prévoir l'exécution et les résultats.

» Trois voies ferrées peuvent servir de lignes d'étapes à autant d'armées : Lemberg-Radzivilov-Kiev, Varsovie-Brest-Smolensk, Kovno-Vilna-Minsk. La deuxième sera doublée ultérieurement par la ligne Jabinka-Briansk. Ces lignes d'étapes assurent complètement le ravitaillement des armées d'opérations. La sécurité de leurs flancs le sera par l'occupation de la ligne de la Dvina au nord et par la position en pointe de la Galicie au sud.

» La marche ultérieure vers le centre de la Russie, avec l'objectif Kursk-Moscou, est exécutable dans les conditions actuelles. Elle doit entrer dans les prévisions. Que cet objectif puisse être atteint dans une seule campagne, c'est ce qui, par contre, paraît douteux. Il y faudra plus de temps, si l'on tient compte des distances et de la résistance probable de l'adversaire.

» Quant à la question de savoir quel sera le but final des opérations, Saint-Petersbourg ou Moscou, elle doit être résolue nettement. La prise de cette dernière. Saint-Petersbourg est la

création artificielle d'un puissant monarque ; elle est la résidence du souverain, mais non la capitale de l'empire. Elle est d'ailleurs située à la périphérie, sous un climat rude, dans une région improductive, et les routes qui y conduisent de l'Occident traversent les gouvernements les plus pauvres de toute la Russie. Les marches d'une armée dans ces régions seraient très difficiles. une station un peu prolongée serait à peine possible, — et par-dessus tout la prise de Saint-Pétersbourg ne produirait aucun effet.

» Le vainqueur en portant ses ravages dans cette direction ne frapperait pas au cœur la Russie et le peuple russe, mais seulement un de ses organes dont la disparition momentanée ne paralyserait point le corps entier. Le parti national des vieux Russes ne se laisserait point persuader que Saint-Pétersbourg, ce caprice si coûteux de Pierre, est réellement indispensable à la Russie, et ils triompheraient au contraire de l'inviolabilité de la sainte Moscou. Et l'armée d'invasion serait obligée de descendre vers le sud et de conduire une nouvelle campagne dans les gouvernements inhospitaliers de Novgorod et de Tver, beaucoup moins riches que les gouvernements du Sud.

» Plus l'invasion se rapproche du centre, plus les chances sont favorables. Cette direction conduit au cœur de la sainte Russie par les régions les plus riches et les plus productives. Parties du haut et du moyen Dniepr, les deux armées d'invasion feraient leur jonction à Moscou. Pour la première campagne jusqu'au Dniepr, le Bug et le Niémen formeraient les bases d'opération ; pour la campagne ultérieure, le Dniepr lui-même serait la base des deux armées. Les différents points de passage des routes et des voies ferrées deviendraient les points fortifiés qui serviraient d'appui, de magasins et de dépôts.

» Savoir si toutes ces opérations pourront se faire en une année, c'est une question dont la solution dépendra de l'époque de l'ouverture des hostilités et du degré de la résistance qu'on aura rencontrée avant le Dniepr. Mais, nous le répétons, c'est à Moscou et non à Saint-Pétersbourg que la Russie doit être vaincue.

» Beaucoup d'esprits se cabrent devant ces immenses espaces et devant les difficultés de l'entreprise, qu'ils considèrent comme inexécutable parce qu'ils n'en voient pas la fin. La catastrophe de la grande armée en 1812 pèse encore sur les imaginations comme

un cauchemar. Plusieurs prétendent, par analogie avec ce qui s'est passé à cette époque, qu'on ne trouverait pas la paix même à Moscon, qu'il y a encore au delà de Moscou, dans la direction de Saint-Pétersbourg et du Volga, d'immenses espaces où les Russes peuvent se retirer et entraîner ainsi l'adversaire pour avoir raison de ses efforts par la durée et par l'étendue.

» Cependant la comparaison avec 1812 n'est plus valable aujourd'hui ; la plus grande difficulté, celle des lignes d'opérations et de leur sécurité, est bien diminuée par l'existence de deux voies ferrées. L'organisation des armées modernes est beaucoup plus parfaite que celle des armées de 1812 ; et les fautes commises à cette époque seraient évitées : défaut de sécurité des bases d'opérations et relâchement dans la discipline. Par contre, les Russes pourraient beaucoup plus difficilement qu'en 1812 abandonner et détruire leurs foyers, parce que ce procédé tournerait contre eux sans *grand dommage* pour une armée d'invasion bien pourvue et bien ravitaillée.

» Nous touchons au terme de nos dissertations. Nous avons tracé à grands traits les conditions géographiques de la région entre la Vistule et le Dniepr au point de vue des luttes passées et à venir. Nous laissons au lecteur le soin de tirer les conclusions. Nous n'ajouterons plus que deux mots :

» La Russie, par ses dimensions et ses conditions géographiques, n'a plus en Europe de situation exceptionnelle. Si le soin de trancher par les armes le conflit entre Slaves et Germains incombe à notre génération, la guerre sera conduite par l'Allemagne avec succès. Il suffira, à cet effet, d'appliquer sur le territoire de la Pologne et de la Lithuanie les enseignements de la guerre moderne et de faire comprendre aux soldats allemands qu'ils ont à défendre dans les régions boisées et marécageuses de l'Est nos foyers, notre civilisation allemande et notre existence contre les entreprises et les convoitises du panslavisme. »

(A suivre.)

(45)

LES
NOUVELLES RÈGLES DE TIR
DE
L'ARTILLERIE DE CAMPAGNE AUTRICHIENNE

Depuis l'adoption de son nouveau matériel de campagne, l'artillerie autrichienne a constamment cherché à perfectionner ses méthodes de tir. Une instruction provisoire, mise entre les mains des troupes dans ces dernières années, a été plusieurs fois remaniée d'après l'expérience des écoles à feu ; enfin la question ayant paru suffisamment étudiée, les nouvelles règles de tir ont été publiées et appliquées pour la première fois, sous leur forme définitive, aux écoles à feu de 1885. Ces règles, tout en se rapprochant par certains côtés de celles qui sont en vigueur en Allemagne, en diffèrent notablement en ce qui concerne le tir fusant et le tir sur un but mobile. Elles présentent en outre certaines particularités dont on trouve la raison dans la constitution de la batterie autrichienne à 8 pièces. Nous pensons qu'il y a quelque intérêt à les faire connaître, en signalant les améliorations qu'elles ont apportées aux méthodes précédemment usitées.

L'instruction débute par des considérations générales sur la nécessité du réglage et le choix de la partie du but qu'il convient de battre. Ces considérations reproduisent celles que l'on trouvait en tête de l'ancienne instruction, mais avec quelques additions et modifications. C'est ainsi qu'il prescrit, dans le tir contre des troupes, de pointer sur le pied du but et non plus au milieu de sa hauteur. La répartition du feu après le réglage, laissée précédemment à la disposition du capitaine, a été réglementée de manière à éviter un morcellement fâcheux des effets de

doit se faire *par section* ou même *par demi-batterie*. Il est recommandé d'éviter une trop grande dissémination du feu lorsqu'on tire contre des buts larges. De même, dans le tir contre l'artillerie, il convient, après le réglage, de concentrer le feu de deux pièces sur un seul des canons ennemis. On trouve encore une prescription nouvelle pour le cas où la batterie qui sert de but est entourée de fumée : il faut alors pointer sur la lueur des coups de l'adversaire, puis repérer sur un but auxiliaire.

Ces principes généraux étant posés, l'instruction énonce les règles du tir à obus, du tir à shrapnels et du tir à mitraille, puis donne quelques indications pour certains cas particuliers qui n'ont que de rares applications en campagne : celui où l'ennemi en mouvement doit passer en un point déterminé et connu à l'avance, celui du tir d'une demi-batterie ou d'une section, enfin celui où la grandeur des écarts est connue. Nous examinerons *seulement* les règles du tir dans le cas général.

TIR A OBUS.

Tir à obus contre un but fixe. — Dans la première partie du réglage on cherche à encadrer le but entre deux coups obtenus avec des hausses différant de 50 pas (1). A cet effet, le premier coup étant tiré avec la hausse correspondant à la distance appréciée, et supposé court, on augmente successivement la hausse de 100 pas aux petites distances, 200 aux moyennes et 400 aux grandes (2), jusqu'à ce qu'on ait observé un coup long. Puis on resserre la fourchette à 50 pas, en prenant successivement pour hausse la moyenne de celles qui ont donné le dernier coup court et le dernier coup long observés (3).

(1) Les hausses des canons de campagne autrichiens portent une graduation de 600 à 3,000 pas pour le tir à shrapnels, une graduation de 500 à 2,500 pas pour le tir plongeant à obus, et une graduation en millimètres jusqu'à 460 mill. Le pas vaut 0^m,75.

(2) On entend par petites distances celles qui sont inférieures à 4000 pas ; par moyennes distances, celles qui sont comprises entre 4000 et 2,000 pas ; par grandes distances, celles qui sont supérieures à 2,000 pas.

(3) Pour le canon de 9 cent., la longueur de la bande de largeur indéfinie qui contient 50 p. 400 des coups, est de 22 pas à la distance de 2,000 pas. La grandeur de la fourchette de 50 pas correspond donc environ à 4 écarts probables.

Si le premier coup est long, il faut diminuer immédiatement la hausse d'une quantité suffisante pour que le coup suivant soit court, puis on procède comme ci-dessus.

Si l'on observe avec certitude un coup au but, on considère la première partie du réglage comme terminée.

Les règles que l'on vient d'exposer souffrent quelques exceptions. Si l'on observe un coup *près du but*, on doit réduire l'amplitude des corrections à faire à la hausse ; on arrivera ainsi plus rapidement à former la fourchette. Inversement, si le premier coup est *très court*, on augmente la hausse d'une quantité telle que le second coup arrive près du but. Les règles précédemment en usage prescrivaient, pour le cas où cette dernière correction aurait amené un coup long, de revenir à un coup court par des diminutions successives de la hausse de 100 pas. Cette disposition a été supprimée dans la nouvelle instruction.

Par contre, elle contient deux prescriptions nouvelles importantes :

La première est relative à l'emploi de la manivelle (1), qui est réglementé pour la première fois, tout en étant limité à des cas nettement définis ; l'usage de la hausse reste le mode normal de correction du tir. Pendant la première partie du réglage contre des troupes ou de l'artillerie, jusqu'à la distance de 3,000 pas, les corrections de 50 à 500 pas se font au moyen de la manivelle pour la pièce dont c'est le tour de tirer, et qui a été pointée avec la hausse précédemment indiquée. Toutes les autres pièces sont pointées avec la nouvelle hausse. L'emploi de la manivelle ne s'applique d'ailleurs qu'au tir de plein fouet (*Schiessen*) et est absolument interdit dans le tir plongeant (*Werfen*).

Une seconde innovation consiste à vérifier au moyen d'un second projectile le coup court ou le coup long de la fourchette lorsqu'il n'y en a pas eu d'autre de même sens. C'est d'ailleurs le seul cas, en dehors de celui des coups douteux, où une vérification soit prescrite.

(1) La manivelle du système de pointage consiste en un volant relié à la vis extérieure de pointage ; ce volant a été divisé en cinq parties égales par des fils de laiton soudés au volant. En faisant tourner le volant de la quantité correspondant à une de ces parties, on modifie la portée de 100 pas.

La fourchette étant ainsi réduite à 50 pas, on répartit le feu conformément aux principes énoncés plus haut, puis on passe à la deuxième période du réglage pendant laquelle on cherche à améliorer le tir d'après l'observation d'un certain nombre de coups : c'est ce qu'on appelle le tir d'ensemble (*Gruppenschüssen*). Précédemment, les corrections se faisaient pour toute la batterie à la suite d'un tir de 4 à 6 coups exécuté avec la hausse du coup court de la fourchette ou du coup au but. Actuellement elles se font *par demi-batterie*. Chaque demi-batterie tire 4 coups, avec la hausse que nous venons d'indiquer, aussi vite que le permet l'observation des points de chute. Si dans cette série tous les coups sont courts, on augmente la hausse de 25 pas ; si 3 des coups ou les trois premiers sont longs, on la diminue de 25 mètres. On peut répéter ces corrections après de nouvelles séries de 4 coups. En somme, la proportion des coups courts doit être comprise entre $\frac{1}{3}$ et $\frac{3}{4}$.

La règle formulée ci-dessus suppose que le feu a été réparti. Si, par exception, toutes les pièces devaient tirer sur le même point du but, les corrections du tir d'ensemble se feraient d'une manière analogue, mais pour toute la batterie et non plus par demi-batterie.

Enfin l'on admet des corrections de 25 pas *par pièce*, lorsque le tir d'une même bouche à feu donne 4 coups courts ou 3 coups longs consécutifs.

Les corrections en direction se font proportionnellement à la grandeur des écarts. On doit considérer le tir comme réglé en direction lorsque l'on observe les points de chute tantôt à droite, tantôt à gauche du but.

Lorsque le but est placé derrière une masse couvrante, on emploie d'une manière générale, pour régler le tir, la même méthode que lorsqu'il est découvert. Mais il convient de commencer le tir d'ensemble avec la hausse du coup long de la fourchette (ou du coup au but) ; de plus la proportion des coups courts ne doit plus être que de $\frac{1}{4}$ à $\frac{1}{2}$.

Dans le tir aux très grandes distances (au delà de 3,000 pas), et dans le cas où un masque empêche le pointage direct, on a recours au niveau. On ouvre le feu avec l'angle correspondant à

la distance appréciée (en prenant un nombre rond de dizaines de minutes), corrigé de l'angle de site si ce dernier est plus grand que 10'. Puis on procède comme pour le réglage avec la hausse, en augmentant successivement l'angle de 1°, puis resserrant la fourchette jusqu'à 10'. Lorsqu'on observe des coups très courts, on peut faire des corrections de 1° 1/2 à 2°. Le tir d'ensemble s'exécute comme il a été prescrit; les corrections à faire sont de 5', et la proportion des coups courts doit être comprise entre 1/4 et 1/2.

Tir à obus contre un but mobile. — Les prescriptions relatives à ce tir sont entièrement nouvelles.

Précédemment, lorsqu'il s'il s'agissait de tirer sur un but s'avancant vers la batterie, on ne cherchait pas à l'encadrer. On se contentait d'ouvrir le feu avec une hausse inférieure de 200 à 400 pas à celle de la distance estimée; si le premier coup était long, on diminuait immédiatement la hausse de manière à avoir un coup court. On continuait à tirer avec la hausse du premier coup court obtenu, jusqu'à ce que l'on observât 2 coups longs consécutifs; on diminuait alors la hausse de 200 pas ou plus, selon la rapidité du mouvement du but. — Dans le cas d'un but s'éloignant de la batterie, on procédait d'une manière analogue, mais en commençant le tir avec la hausse correspondant à la distance estimée.

La nouvelle méthode consiste, au contraire, à encadrer le but dans une fourchette large; une section de la batterie continue alors à tirer avec la hausse d'essai ainsi déterminée, tandis que les autres pièces pointent constamment sur le but. Dès que l'observation du tir de la première section a permis de constater un effet des projectiles sur le but, on exécute un feu avec toutes les pièces. Voici d'ailleurs, reproduites intégralement, les nouvelles prescriptions relatives à ce genre de tir :

« Pour tirer à obus jusqu'à la distance de 3,000 pas contre des troupes qui s'avancent ou s'éloignent au pas (ou au trot), il faut encadrer le but dans une fourchette de 200 (ou 400) pas. Cependant, si l'on observe avec certitude que l'on a obtenu un point de chute qui n'est pas situé à plus de 100 (ou 200) pas en avant d'un but qui s'avance au pas (ou au trot), on peut s'arrêter dans la recherche de la fourchette; il en est de même lors-

qu'un but fixe, sur lequel le tir était réglé, commence à s'avancer vers la batterie (ou à s'en éloigner), et que l'on obtient un coup court (ou long) après avoir diminué la hausse de la quantité convenable.

» On procède, pour la formation de la fourchette, comme il a été prescrit dans le tir contre un but fixe.

» La première section continue alors à tirer avec la hausse du coup court ou long de la fourchette (ou du coup court ou long obtenu), selon que le but s'avance ou s'éloigne. Le capitaine commande lui-même le feu (1), en réglant la vitesse du tir d'après la rapidité du mouvement du but et son entrée dans la zone d'action efficace des projectiles.

» Aussitôt que l'on observe l'éclatement d'un projectile de cette section dans le voisinage du but, ou une action d'un projectile sur le but, ou enfin un coup long (ou court) dans le cas où le but s'avance (ou s'éloigne), le commandant de la batterie fait tirer immédiatement toutes les autres pièces, qui ont constamment pointé sur le but. Néanmoins, dans le cas où, le but s'avancant vers la batterie au pas (ou au trot), on a observé un coup long de la première section, le capitaine prescrit, avant le feu de salve, une diminution de 50 (ou 100) pas à la manivelle. Dans le cas inverse, c'est-à-dire si, le but s'éloignant de la batterie, on a observé un coup court, on laisse à l'appréciation du capitaine le soin de décider s'il convient de prescrire une augmentation correspondante de portée à la manivelle.

» Si, après le feu de salve, le but continue à s'avancer (ou à s'éloigner) le capitaine commande pour toutes les pièces une diminution (ou une augmentation) de la dernière hausse employée ; selon le temps plus ou moins long nécessaire pour le pointage, cette modification est de 100 à 200 pas si le but se meut au pas, et de 200 à 400 s'il se meut au trot. La première section, seule, continue le feu avec la hausse ainsi modifiée, et les autres pièces exécutent ensuite un feu simultané, comme il a été dit plus haut. »

(1) Cette prescription modifie, pour le cas dont il s'agit, les conditions normales du feu par pièces, dans lequel le feu est généralement commandé par les lieutenants chefs des deux demi-batteries. (*Note de la Revue.*)

La nouvelle instruction a également réglementé le tir contre des buts se mouvant perpendiculairement à la ligne de tir. Dans ce cas :

« Le réglage en portée s'exécute comme il a été indiqué pour la première période du réglage contre des troupes immobiles (1). Puis toutes les autres pièces (2) qui ont constamment pointé sur le but exécutent un feu simultané.

» Si le but poursuit son mouvement, la première section continue le feu, comme il a été prescrit dans le cas d'un but se mouvant suivant la ligne de tir, pour contrôler la distance et former au besoin de nouveau la fourchette; les autres pièces tirent ensemble aux moments opportuns. On tient compte, pour ces dernières, des changements de distance du but signalés par le tir de la première section; on exécute les corrections nécessaires à la hausse ou, au besoin, en agissant sur la manivelle avant de faire feu.

» Si le but est étroit, on corrige la dérive de 5, 10 ou 15 millimètres selon qu'il se meut au pas, au trot ou au galop; cette correction se fait en déplaçant l'œilleton dans le sens du mouvement du but, par conséquent vers la droite si celui-ci se dirige de gauche à droite.

» Dans le tir contre des buts qui suivent une direction oblique, on combine les deux procédés de réglage contre des buts se déplaçant parallèlement et perpendiculairement au plan de tir. »

TIR A SHRAPNELS.

La nouvelle instruction définit, comme le faisait l'ancienne, les conditions d'efficacité des shrapnels et l'effet produit sur le tir par les corrections faites à la hausse et à la durée de la fusée.

Dans le tir contre un but fixe, l'intervalle doit être en moyenne de 100 pas et la hauteur d'éclatement d'autant de tiers de mètre que la distance compte de centaines de pas. Un changement de la hausse seule ne modifie pas l'intervalle, mais augmente ou diminue la hauteur d'éclatement. Un changement de la durée seule

(1) C'est-à-dire en formant la fourchette de 50 pas. Les pièces sont pointées sur la tête du but. (*Note de la Revue.*)

(2) C'est-à-dire toutes celles qui sont pointées et prêtes à tirer. (*Note de la Revue.*)

agit à la fois sur la grandeur de l'intervalle et la hauteur d'éclatement. Si l'on veut changer l'intervalle en conservant la hauteur d'éclatement, il faut modifier simultanément la hausse et la durée du même nombre de pas (1).

On ne fait généralement pas, soit à la hausse, soit à la durée, de correction inférieure à 50 pas. Exceptionnellement, dans un tir à distance connue ou contre des buts couverts, on peut faire des corrections de hausse de 25 pas.

Les règles proprement dites du tir fusant ont été modifiées. Précédemment on commençait par déterminer la hausse en formant la fourchette de 50 pas au moyen d'un tir à obus. Puis on passait au tir des shrapnels et l'on réglait la hauteur d'éclatement en agissant sur la durée seule; on modifiait ainsi du même coup l'intervalle, mais on admettait que, la hausse étant supposée exacte, une hauteur d'éclatement trop faible correspondrait à un intervalle trop petit et inversement, et que par conséquent les corrections de durée devaient suffire pour faire éclater le projectile au point convenable.

La nouvelle méthode prescrit également, en principe, de faire porter les rectifications sur la durée seule. Mais on a jugé que la hausse d'essai n'était pas déterminée avec une exactitude suffisante par la fourchette de 50 pas du tir à obus. Aussi une des quatre sections de la batterie continue-t-elle ce tir pour améliorer la hausse; les autres pièces passent au tir à shrapnels en modifiant la situation du point d'éclatement par des changements de la durée, mais en faisant aussi subir à la hausse des corrections dont la nécessité est signalée par le tir de la première section.

Nous reproduisons ci-après l'ensemble des règles nouvelles relatives au tir à shrapnels contre un but fixe.

« *Réglage aux moyennes et aux grandes distances.* — Aux moyennes et aux grandes distances, le premier réglage est exécuté en principe, au moyen d'obus, par les 1^{re} et 2^e sections, le feu commençant par la 4^e pièce. Dès qu'il est achevé (2), la

(1) La fusée à temps de l'artillerie de campagne autrichienne est graduée en pas, de 600 à 3,000 pas.

(2) C'est-à-dire quand on a encadré le but dans une fourchette de 50 pas. (*Note de la Revue.*)

première section continue à tirer à obus pour déterminer plus exactement, conformément aux principes des tirs d'ensemble, la distance indiquée par ce réglage ou pour faire les corrections nécessaires et au besoin former de nouveau la fourchette, en cas de déplacements inaperçus du but; on obtiendra ainsi la hausse qui donne un groupement convenable des points de chute en avant et en arrière du but; enfin, en cas de changement d'objectif, le tir de cette section permettra de recommencer promptement le réglage contre le nouveau but.

» D'autre part, aussitôt après le premier réglage, la deuxième demi-batterie procède à la rectification de la durée de la fusée en tirant 4 shrapnels avec la hausse du coup court (1) de la fourchette ou du coup au but, et la durée normale correspondante; ces 4 coups sont tirés aussi vite que le permet l'observation des points d'éclatement.

» Si l'on observe des hauteurs d'éclatement trop considérables (hauteurs comptées à partir du pied du but) ou si les balles des shrapnels tombent loin en avant du but, on augmente la durée de la quantité convenable (50, 100 pas ou davantage); si plusieurs shrapnels rencontrent le sol en avant ou en arrière du but, on diminue la durée de 50 pas. Cette correction peut se renouveler dans la suite.

» Aussitôt après on passe à l'un des modes de feux réglementaires (2), en tenant compte de la correction de la durée.

» Dans le courant du tir, il faut avoir constamment égard à la hausse déterminée par la première section.

» On peut se dispenser du tir d'essai des shrapnels pour déterminer les corrections de la durée, lorsque après un premier tir à shrapnels on doit encore tirer à shrapnels contre un nouveau but; dans ce cas, après le premier réglage exécuté au moyen d'obus, on passe immédiatement à l'un des modes normaux du tir à shrapnels, en tenant compte au besoin des corrections de durée qui ont été reconnues nécessaires dans le tir précédent.

» *Tir des shrapnels contre des buts couverts.* — Dans le tir

(1) Contre des buts dominants, on prend la hausse du coup long.

(2) C'est-à-dire au feu par pièce, ou au feu à volonté, etc. (*Note de la Revue.*)

à shrapnels contre un but couvert, on peut compter sur un résultat favorable lorsque les shrapnels éclatent en moyenne à une distance de 30 à 80 pas de la crête couvrante et à la hauteur normale ou même un peu plus haut. L'effet est augmenté si l'on peut choisir une position telle que la ligne de tir soit oblique à la crête.

» Après le premier réglage exécuté au moyen d'obus, on passe au tir à shrapnels avec la hausse du coup long de la fourchette ou une hausse supérieure de 50 pas à celle qui a donné un coup dans le parapet, et la durée correspondante. Pendant ce temps-là, la première section continue le tir à obus pour déterminer la hausse qui donne la proportion convenable de points de chute en avant et en arrière de la crête. On règle le tir des shrapnels d'après les indications de la première section, de manière à toujours employer une hausse supérieure de 50 pas à celle du tir à obus et la durée correspondante, corrigée toutefois d'après l'observation directe des coups fusants et exprimée en nombre rond de 50 pas.

» On corrige la durée d'après le principe que les trois quarts des shrapnels doivent éclater en avant de la crête, à la hauteur normale ou un peu plus haut. Si l'on a au début trois intervalles négatifs, il faut diminuer la durée de 50 pas.

» Quand on a complètement fixé la hausse, la première section peut passer au tir à shrapnels.

» *Réglage avec des shrapnels.* — Dans le tir à shrapnel aux petites distances, toutes les pièces sont chargées à shrapnels et l'on ouvre le feu, suivant l'un des modes normaux, en employant la hausse de la distance estimée et la durée correspondante. On cherche à avoir des intervalles positifs (1) avec des hauteurs d'éclatement normales, en agissant sur la durée et, au besoin, sur la hausse.

» Si aux moyennes et aux grandes distances on ne peut régler préalablement le tir avec des obus, soit que l'on manque de projectiles de cette espèce, soit que le terrain soit défavorable à leur

(1) Les intervalles positifs correspondent à des coups courts; les intervalles négatifs à des coups longs. (Note de la Revue.)

tir, on règle directement avec des shrapnels, en s'efforçant d'avoir de faibles hauteurs d'éclatement.

» Le feu est ouvert avec la hausse et la durée de la distance estimée. Si l'éclatement se produit en avant du but, on augmente la hausse et la durée de 200 pas et ainsi de suite jusqu'à ce que le but soit encadré. Lorsqu'au début ou dans le courant du tir on ne peut distinguer, en raison de la grande hauteur d'éclatement, si l'intervalle est positif ou négatif, il faut immédiatement augmenter la durée. Si l'on obtient alors un intervalle positif, on augmente la hausse et la durée employée en dernier lieu de 200 pas (on les diminue dans le cas contraire) jusqu'à ce que le but soit encadré. On resserre ensuite la fourchette jusqu'à 100 pas. Puis on tire plusieurs shrapnels dans les conditions du coup court de la fourchette, et l'on cherche à obtenir des intervalles positifs avec hauteurs d'éclatement normales, en faisant subir des corrections de 50 pas — que l'on renouvelle au besoin dans la suite — à la hausse ou à la durée, ou à toutes deux simultanément. Si l'on observe des intervalles négatifs, il faut diminuer la durée de 50 pas.

» *Corrections du tir à shrapnels par pièce.* — Lorsque après avoir déterminé la durée convenable dans le tir à shrapnels, on constate pour certaines pièces des points de chute en avant du but, il convient de prescrire pour celles-ci une augmentation de hausse de 50 pas.

« On ne fait jamais de correction de durée par pièce. »

Tir à shrapnels contre un but mobile. — Les règles prescrites pour le tir des shrapnels, aux moyennes et aux grandes distances contre un but qui s'avance ou s'éloigne, sont analogues à celles qui s'appliquent au tir à obus dans le même cas. Les deux premières sections forment la fourchette de 200 à 400 mètres (selon l'allure du but) au moyen d'un tir à obus. La première section continue ensuite seule le tir à obus, tandis que les autres sont chargées à shrapnels. Mais, au lieu de prendre, à partir de ce moment, la hausse du coup court ou du coup long de la fourchette, on adopte une hausse de 100 à 200 mètres (selon l'allure du but) plus petite ou plus grande que ces deux limites. On donne à la fusée la durée correspondante à la hausse, corrigée,

s'il y a moyen, par les observations qu'on a pu faire antérieurement. Les six pièces, chargées à shrapnels, pointent constamment sur le but, et tirent ensemble au moment opportun que le capitaine apprécie d'après les effets produits par la première section. On ne peut pas, dans ce cas, faire précéder le tir des shrapnels d'une correction à la manivelle, puisqu'il faudrait également modifier la durée des fusées, ce qui est impossible; mais, pour la salve suivante, on fait à la durée la correction résultant de l'observation de la première.

Contre un but qui s'avance ou s'éloigne à petite distance, on emploie des shrapnels avec fusée réglée à l'avance (*vortempirte Shrapnels*) (1). S'il s'agit d'une charge de cavalerie, on exécute un feu de salve quand elle arrive à 1000 pas; on admet qu'on pourra tirer contre elle une deuxième salve. S'il s'agit d'infanterie, on exécute des salves par demi-batteries aux distances comprises entre 400 et 1000 pas. S'il s'agit de troupes en retraite, on les poursuit jusqu'à 800 pas par le feu de ces shrapnels.

Dans ce tir, on place la hausse invariablement à 800 pas, et l'on augmente ou l'on diminue la portée au moyen de la manivelle.

Contre des troupes se mouvant perpendiculairement ou obliquement à la ligne de tir, on emploie, pour le tir à shrapnels, des procédés analogues à ceux du tir à obus; une section conserve ce dernier genre de tir.

TIR A MITRAILLE

Pour le tir à mitraille, on fait toujours usage du feu à volonté. Quoique la nouvelle instruction n'indique pas la limite jusqu'à laquelle il peut être exécuté, on peut admettre que cette limite est de 400 mètres, puisque, pour les distances plus grandes, il est prescrit d'avoir recours aux shrapnels avec fusées réglées d'avance.

En résumé, l'instruction que l'on vient d'analyser a introduit

(1) Les shrapnels sont conservés dans les coffres avec la fusée réglée pour 600 pas. C'est ce que l'on nomme *vortempirte Shrapnels*.

des modifications importantes aux règles du tir d'ensemble percutant, du tir sur un but mobile et du tir fusant. Ces modifications marquent un effort pour obtenir le rendement maximum d'une batterie à 8 pièces ; de fait, elles ne sont applicables ou ne réalisent un progrès que pour une batterie de cette force. En effet, on ne saurait admettre de corrections de hausse basée sur un tir d'ensemble de moins de 4 coups ; si donc, une demi-batterie compte moins de 4 pièces, il y aura avantage, pour arriver le plus rapidement possible au résultat cherché, à employer toutes les pièces de la batterie. De même, si une batterie n'a que 3 sections, on se résoudra difficilement à en sacrifier une pendant toute la durée du tir sur un but mobile ou du tir fusant pour avoir une vérification constante de la distance.

(96)

LA

LOI SUR LE LANDSTURM

EN AUTRICHE-HONGRIE

Dans le discours du Trône prononcé en septembre dernier, à l'ouverture du Reichsrath, l'empereur d'Autriche s'adressait aux membres du Parlement dans les termes suivants :

« Pour répondre à la nécessité de compléter le système militaire de la monarchie, un projet de loi sur le landsturm sera soumis à votre approbation.

» Sans peser, en temps de paix, sur la population, cette institution donnera, pour le cas d'événements graves, une force militaire répondant à l'importance des levées régulières prévues chez les autres puissances et permettra d'augmenter la force de résistance et la puissance extérieure de l'Empire. »

Le projet annoncé a été déposé le 17 février sur les bureaux des chambres des députés du Reichsrath de Vienne et du Reichstag de Budapest. Transmis aux commissions de l'armée de ces deux chambres, il a été discuté en avril et en mai par les députés des deux parties de la monarchie, puis par les Chambres des seigneurs et des magnats, et vient d'être adopté, après quelques remaniements sans importance. La loi définitivement votée à la fin de mai a été promulguée le 6 juin dernier (1).

Le projet du gouvernement a été soutenu, dans chacun des Parlements, par le ministre de la défense nationale, le feld-marschall-lieutenant comte Welsersheimb, pour les Pays cisleithans, et le feld-marschall-lieutenant baron Fejerváry, pour la Hongrie.

(1) *Verordnungsblatt* du 19 juin.

Ce n'est pas la première fois que se pose en Autriche-Hongrie la question du landsturm. A l'époque de la réorganisation qui suivit la guerre de 1866, on avait déjà pensé à constituer une réserve de ce genre, et la loi militaire de 1868 en fait mention dans ses §§ 2, 5, 9 et 10.

Les termes de cette loi relatifs à l'organisation éventuelle de ce landsturm diffèrent suivant qu'il s'agit des Pays hongrois, où cette institution était considérée comme prévue d'une manière normale et se trouvait réglée par quelques dispositions d'ensemble, ou des Pays cisleithans pour lesquels elle devait faire l'objet d'une loi particulière; les principes communs aux deux parties de la monarchie sont inscrits dans les articles précités dont voici le texte :

§ 2 (partie). « Le landsturm fait partie de la force armée. »

§ 5. « Il est formé de volontaires n'appartenant ni à l'armée, ni à la marine, ni à la landwehr. »

§ 9. « Il a pour but, en temps de guerre, de soutenir l'armée et la landwehr en repoussant toute tentative d'invasion de l'ennemi sur le territoire national, et en le combattant s'il a réussi à y pénétrer; par suite de cette destination, le landsturm est considéré comme partie intégrante des forces nationales et placé comme tel sous la protection du droit des gens. »

§ 10 (partie). « Il est convoqué et organisé sur l'ordre de l'empereur par le ministre de la défense nationale lorsque le pays est immédiatement menacé d'une invasion ennemie, et dans la mesure exigée par l'imminence du danger.

» L'emploi éventuel du landsturm est fixé par un commandant supérieur nommé par l'empereur. »

La loi militaire prévoyait une réglementation ultérieure du landsturm.

Un premier projet présenté en mars 1869, peu après le vote de la loi militaire, ne put réussir à passer à l'ordre du jour. Il ne fut plus question de landsturm jusqu'en 1880, où le gouvernement déposa, à la date du 23 avril, sur le bureau de la Chambre des députés du Reichsrath, un nouveau projet de loi.

Comme celui qui n'avait pu aboutir précédemment, ce dernier était basé sur les principes de la loi de 1868 dont il reproduisait les articles précédents relatifs à la composition du landsturm. Il

n'avait, d'ailleurs, d'autre but que de chercher à organiser en unités constituées les volontaires qui, seuls, devaient composer cet élément des forces militaires. Il reconnaissait l'existence légale des compagnies de francs-tireurs, les soumettait à l'obligation de faire partie du landsturm, et leur assurait, en revanche, la fourniture par l'État des armes et des munitions. Les volontaires ayant l'intention, en cas de guerre, de s'engager dans le landsturm, étaient admis à se faire inscrire, dès le temps de paix, après acceptation du commandant local de la landwehr. En temps de guerre il était constitué des commissions régionales de défense chargées de recevoir les enrôlements; les engagements pour la cavalerie n'étaient admis que pour les hommes montés à leurs propres frais. Au moment du besoin, on devait constituer les unités régulières en réunissant le nombre voulu de soldats de landsturm; ceux-ci nommaient leurs officiers à l'élection; le même droit à la nomination des gradés était reconnu aux compagnies de francs-tireurs, dont les officiers devaient jouir du privilège de porter en temps de paix les insignes de leur grade, lors des convocations éventuelles de leurs compagnies.

Les unités ainsi constituées pouvaient être réunies en corps de plus grande importance. Les hommes qui les composaient étaient soumis à la discipline militaire et possédaient les mêmes droits que ceux de l'armée ou de la landwehr au point de vue des récompenses, du traitement dans les hôpitaux en cas de blessure ou de maladie, des secours attribués aux veuves et aux orphelins, en cas de mort.

On voit, d'après ce résumé sommaire, que la seule disposition avantageuse du projet de 1880 était de permettre l'organisation de compagnies de francs-tireurs. Au point de vue militaire, le landsturm ainsi constitué ne pouvait être considéré comme un appoint sérieux à la puissance de l'empire; par contre l'avantage restreint, signalé plus haut, présentait, au point de vue politique, de graves inconvénients; autoriser la création et l'organisation de compagnies franches, en temps de paix, c'était reconstituer, à bref délai, la garde nationale dont le rétablissement présentait les plus grands dangers en présence des sentiments de rivalité, parfois d'animosité et presque de haine, qui séparent les diverses nationalités de l'empire; c'était s'exposer peut-être à voir se renouveler les désordres de 1848. Le projet fut repoussé

par la commission de l'armée de la Chambre autrichienne des députés (1).

La question du landsturm se représente aujourd'hui, mais sous une tout autre forme. Abandonnant franchement le système des volontaires, le gouvernement vient de demander aux Chambres la constitution d'une sorte d'armée territoriale analogue au landsturm allemand et à celui qui existe déjà dans le Tyrol et le Vorarlberg. Nous allons rappeler en quelques mots l'organisation de ce dernier, qui ne se trouve, d'ailleurs, modifié en rien par la nouvelle loi.

Le landsturm du Tyrol et du Vorarlberg doit servir de soutien à l'armée active et à la landwehr en arrêtant l'invasion de l'ennemi et en cherchant à le rejeter hors du pays s'il réussissait à y pénétrer. Il fait partie intégrante de la force armée et jouit, à ce titre, de la protection du droit des gens.

Il comprend, de l'âge de 18 ans à celui de 45, tous les hommes propres à porter les armes qui n'appartiennent ni à l'armée, ni au landesschützen.

Il se divise en 2 bans : le premier se compose des hommes de 18 à 39 ans, le second des hommes de 40 à 45 ans ; le premier ban est tenu de servir dans son district et dans les districts avoisinants, le deuxième ne doit pas sortir de son propre district.

Le territoire se divise en districts de défense (2) à la tête de

(1) Il semble que vers la fin de 1833 on ait pensé à organiser en Galicie un landsturm destiné spécialement à arrêter la cavalerie russe, notamment les cosaques, et à protéger les communications du pays, ponts, chemins de fer, etc., pendant la période de concentration. Il ne fut donné aucune suite officielle aux projets que l'on avait pu préparer dans ce sens.

(2) Rappelons que ces districts de défense, qui sont d'ailleurs communs aux landesschützen et au landsturm sont au nombre de 10, savoir :

- 4^{or} district : Vallée de l'Inn inférieur. — Chef-lieu Schwaz ;
- 2^o — Vallée d'Innsbrück et vallée de la Wipp. — Chef-lieu Innsbrück ;
- 3^o — Vallée de l'Inn supérieur. — Chef-lieu Imst ;
- 4^o — Vallée de l'Adige supérieur. — Chef-lieu Méran ;
- 5^o — Vallée de l'Adige moyen et de la Fleims. — Chef-lieu Bozen ;
- 6^o — Pusterthal. — Chef-lieu Bruneck ;

chacun desquels sont placés un commandant de district et un commissaire de district relevant tous deux du conseil supérieur de défense établi à Innsbrück ; ils sont aidés dans chaque district par une commission locale de défense. En outre, chaque canton possède un commissaire particulier, chargé de la tenue des contrôles des hommes, du magasin, etc. (1).

Le service du landsturm ne peut dépasser quatorze jours sans interruption (2).

En temps de paix, il est tenu un contrôle des hommes soumis à l'obligation de servir dans le landsturm. Ils sont organisés en pelotons (3) ; chaque peloton doit être de 50 hommes au moins et de 100 au plus. Au moment du besoin on forme les unités d'ordre supérieur en réunissant plusieurs pelotons : une compagnie peut comprendre de 2 à 6 pelotons, de manière à atteindre un effectif de 150 à 300 hommes ; un bataillon se compose de 3 à 6 compagnies, sa force peut varier de 500 à 1000 hommes.

Les hommes de chaque peloton élisent l'officier commandant qui doit avoir été autrefois officier ou sous-officier, soit dans l'armée active, soit dans la landwehr ; les chefs de peloton nomment le capitaine ; les capitaines choisissent le major et nomment aux autres emplois spéciaux du bataillon. Le landsturm n'a pas d'habillement particulier : les hommes portent seulement au bras gauche, comme signe distinctif, un brassard blanc et vert avec le numéro du bataillon.

Les armes, les munitions, le matériel de campement sont

7^e district : Vallées de l'Avisio et de la Noce. — Chef-lieu Mezzo-Lombardo ;

8^e — Trente et le val Sugana. — Chef-lieu Trente.

9^e — Roveredo et vallée de la Sarca. — Chef-lieu Riva ;

40^e — Vorarlberg. — Chef-lieu Bregenz.

(4) Le commandant de district de landsturm est le plus souvent le chef du bataillon de Landesschützen, le commissaire de district est le chef de l'administration locale (situation analogue à celle d'un sous-préfet), le commissaire de canton est choisi parmi les notables.

(2) L'appel ne portant pas, en général, sur tout le landsturm à la fois, on doit procéder tous les quatorze jours à un relèvement des hommes appelés sous les armes. La condition de service local permet de le faire sans inconvénient grave.

(3) Ces contrôles sont tenus par l'autorité civile représentée par les commissaires cantonaux.

fournis par l'État et déposés en temps ordinaire dans les magasins de district de landsturm.

En temps de paix, aucun appel n'est imposé aux hommes du landsturm tyrolien ; ils ne sont réunis que pour l'exécution d'exercices de tir, considérés dans tout le pays comme une fête, et non comme une corvée.

L'appel à l'activité est ordonné par l'empereur, auquel appartient la nomination du commandant en chef.

On évalue à 98,500 hommes la force actuelle du premier ban du landsturm tyrolien, à 28,200 hommes la force du deuxième ban et à 19,300 hommes l'effectif du landsturm du Vorarlberg, soit au total 146,000 hommes (1) ; l'ensemble des dépenses ne s'élève, pour 1886, qu'à 163,309 francs (2), dont la moitié est consacrée aux exercices de tir. On voit que les frais sont d'environ 1 fr. 50 par homme et par an. Cette institution, si avantageuse pour les finances de l'État, donne cependant de bons soldats, excellents tireurs, dont la présence sous les drapeaux permet aux troupes de l'armée active et aux landesschützen de se mouvoir en toute liberté sans crainte de se voir coupés par surprise de leurs lignes de retraite, l'un des grands dangers de l'offensive en pays de montagne. Une telle organisation ne paraît d'ailleurs applicable que dans ces contrées, où elle convient au tempérament des habitants, à la nature du pays, et où elle est, d'ailleurs, de tradition séculaire ; on ne saurait, sans inconvénients, l'imiter chez la plupart des autres peuples pour lesquels le danger d'une garde nationale constamment armée s'est souvent fait sentir.

Si l'on excepte cette organisation toute particulière des forces territoriales du Tyrol et du Vorarlberg, il n'existait jusqu'à présent, pour faire face aux éventualités d'une grande guerre européenne, que l'armée active avec ses réserves et la landwehr des deux pays de la monarchie. Il peut être utile, avant d'analyser les discussions auxquelles a donné lieu le vote de la loi sur le land-

(1) Les chiffres indiqués comprennent la totalité de la population mâle. La proportion des hommes exercés est très faible ; il y aurait à en retrancher un certain nombre d'hommes impropres même au service sédentaire.

(2) Au taux actuel du florin.

sturm d'indiquer l'importance de ces forces et, pour cela, de rappeler sommairement les conditions actuelles du recrutement.

Le service militaire commence à l'âge de 20 ans; le classement annuel comprend les jeunes gens de 20 ans, les ajournés des deux classes précédentes (21 et 22 ans) et, s'il est nécessaire d'y recourir pour parfaire le contingent du cercle de classement, les ajournés de la classe antérieure (23 ans) (1).

En dehors du Tyrol et du Vorarlberg, la durée totale du service est, pour tout l'empire, de 12 ans (2) qui, suivant que les jeunes gens sont enrôlés au début dans l'armée active, l'ersatz-reserve ou la landwehr, se divisent de la manière suivante :

3 ans dans l'armée active, 7 dans la réserve et 2 dans la landwehr;

ou 10 ans dans l'ersatz-reserve et 2 dans la landwehr;

ou bien 12 ans dans la landwehr.

Pour fixer les idées, nous donnons ci-après la décomposition de l'effectif des hommes ayant participé aux classements de 1883 et de 1884, le nombre des appelés était respectivement de 900,155 et de 891,624 :

		1883.	1884.
Ne se sont pas présentés	par exemption temporaire (3).	48,092	48,217
	pour tout autre motif.	41,335	41,747
TOTAL.....		89,427	89,964
Ont été			
Incorporés dans l'armée active et la marine	d'office (4).....	998	874
	Volontaires d'un an (5).....	1,727	1,707
	Élèves ecclésiastiques (6)....	298	311
	Instituteurs et élèves-instituteurs (7).....	434	402
	Contingent.....	97,484	92,528
TOTAL.....		400,644	95,822

(1) Cette dernière disposition, qui date de 1882, est largement appliquée; elle a donné, pour 1883, un recrutement plus fort du tiers que ceux de 1881 et de 1882.

(2) Sauf dans la marine, où elle est de 4 ans dans l'activité, et de 5 ans dans la réserve.

(3) Fils aînés de veuves, aînés d'orphelins, etc., etc.

(4) Insoumis, mutilés volontaires, jeunes gens mariés sans autorisation.

(5) N'ayant pas encore accompli leur volontariat.

(6) Dispensés conditionnellement.

(7) Soumis à une période d'instruction, puis placés en congé illimité.

		1883.	1884.
Incorporés dans l'ersatz-reserve.	{ Propriétaires d'exploitations agricoles (1).	286	310
	{ Contingent.	14,570	7,514
	TOTAL.	44,856	7,824
Incorporés dans la landwehr.	{ Volontaires d'un an (2).	182	85
	{ Contingent.	33,827	21,089
	TOTAL.	34,009	21,174
TOTAL GÉNÉRAL des incorporés.		449,506	424,817
Ajournés.		589,307	607,607
Réformés.		69,309	65,235
Divers non encore classés.		784	828

Les exemptés temporaires, qui correspondent aux hommes dispensés, en France, du service actif, en vertu de l'article 17 de la loi du 27 juillet 1872, ne sont, en Autriche, soumis à aucune espèce d'obligation militaire, ni en temps de paix, ni en temps de guerre. Ils doivent se présenter au classement les trois premières années (3) et, s'il y a lieu, la commission de classement renouvelle chaque fois leur exemption. A partir de la quatrième année, ils figurent, pour ordre, sur les contrôles de l'ersatz-reserve. Les hommes qui, dans le courant de leur service militaire, se trouvent dans un cas d'exemption temporaire sont, en vertu du § 40 de la loi, libérés du service dans les mêmes conditions et figurent, s'ils appartenaient à l'armée ou à ses réserves, sur les contrôles de l'ersatz-reserve; s'ils faisaient partie de la landwehr, sur les contrôles de cette dernière.

Le nombre des exemptés temporaires de la troisième classe, c'est-à-dire de ceux qui sont libérés définitivement, a beaucoup varié.

(1) Versés d'office, sous certaines conditions, dans l'ersatz-reserve, disposition ayant pour but d'encourager l'agriculture.

(2) Versés dans la landwehr par suite de leur numéro de tirage au sort.

(3) La quatrième année également, si la quatrième classe d'âge est appelée à participer au classement.

Pour les 12 classes en service, il s'est élevé :

En 1874 à 32,197 hommes.	En 1880 à 19,657 hommes.
1875 29,020 —	1881 19,253 —
1876 24,323 —	1882 16,367 —
1877 22,264 —	1883 15,419 —
1878 21,686 —	1884 15,843 —
1879 21,635 —	1885 ?

En déduisant les pertes annuelles, évaluées à 3 p. 100, on trouve que la somme actuelle des exemptés temporaires s'élève, pour les onze classes de 1874 à 1884, à l'effectif de 195,000 hommes. Si l'on évalue les exemptés de 1885, dont le nombre n'est pas encore publié, au chiffre de 15,000 hommes, moyenne des deux dernières années, on arrive, pour les douze classes, à un total d'environ 210,000 exemptés, pour lesquels la proportion d'hommes bons pour le service peut être donnée par l'examen des deux dernières classes ayant terminé leurs quatre années de classement :

	Classe 1860.	Classe 1861.
Nombre des appelés.	349,376	341,704
Nombre des hommes n'ayant pas été soumis à l'examen médical. . . .	38,716	25,890
Nombre des hommes examinés. . .	310,660	315,814
Incorporés en 1880.	50,838	„
— 1881.	29,362	50,558
— 1882.	27,828	29,474
— 1883.	2,985	37,968
— 1884.	„	2,967
TOTAL.	111,013	120,967
Proportion pour cent des hommes reconnus bons.	0,357	0,383
Moyenne.	0,37	

L'application de ce coefficient à l'effectif des 210,000 exemptés donne 78,000 hommes bons pour le service. Ce chiffre doit être un

peu faible, car, d'après une remarque fort judicieuse du ministre, ce sont surtout les hommes aptes au service qui font valoir leurs droits à l'exemption temporaire ; les autres préfèrent, en effet, établir leur incapacité de servir, et se faire ainsi dispenser de concourir aux classements ultérieurs.

Nous pouvons donc admettre que le nombre des exemptés aptes à porter les armes est d'au moins 80,000, et c'est ce chiffre que nous ferons entrer dans les calculs.

Après cette explication, qui était nécessaire pour l'intelligence de la discussion de la loi sur le landsturm, nous allons indiquer sommairement les forces que la loi militaire en vigueur met à la disposition de l'empire d'Autriche.

Voici, d'après les annales militaires statistiques de 1884, récemment parues (1), la décomposition de l'effectif de l'armée commune au 1^{er} janvier 1885 :

Officiers et cadets.	{	12,344 officiers de l'armée active.
		2,560 cadets de l'armée active.
		6,428 officiers de réserve.
		376 cadets de réserve.
		218 officiers en non-activité)pouvant être rappelés).
		21,926
Hommes de troupe.	{	281,497 sous les drapeaux (2).
		519,627 dans la réserve.
		79,390 dans l'ersatz-réserve.
		880,514

La landwehr est évaluée par les journaux militaires à 396,898 hommes, dont :

- 158,778 appartenant à la landwehr cisleithane ;
- 213,436 appartenant à la honved ;
- 24,684 à la disposition.

(1) *Militär-Statistisches Jahrbuch* pour 1883 et 1884, publication officielle.

(2) Ce chiffre diffère sensiblement de celui qui a été donné par la *Revue militaire de l'Étranger* à l'occasion du budget de 1886 (n° 643). Ce dernier représentait l'effectif budgétaire, celui-ci correspond à l'effectif réellement présent sous les drapeaux ; il est supérieur à l'autre, grâce à certaines économies, à la présence des volontaires d'un an, etc.

L'ensemble des forces de l'empire s'élèverait, d'après les effectifs précédemment indiqués, à 1,299,338 hommes, soit en chiffres ronds 1,300,000 hommes. Cet effectif peut être considéré comme notablement supérieur au nombre des hommes réellement mobilisables, qui ne s'élève guère, d'après les déclarations du ministre hongrois de la défense nationale, qu'à 1,200,000 hommes; la différence porte surtout sur la honved, dont la force utilisable ne paraît pas devoir dépasser 160,000 hommes, et sur les hommes à la disposition.

Ainsi donc, pour une population de 37 1/2 millions d'habitants, l'empire ne peut disposer que de 12 à 1,300,000 hommes, alors que l'Allemagne, la Russie et l'Italie disposent de forces notablement plus nombreuses, toutes proportions gardées. Pour faire ressortir plus clairement cette vérité, les journaux officieux ont publié le tableau suivant, reproduit dans les annexes du rapport établi par la commission de l'armée du Reichsrath (1) :

	Autriche.	Allemagne.	Russie.	Italie.
Population.....	37,465,430	47,240,000	102,000,000	29,040,650
Armée active, marine, réserve de rempla- cement.....	881,786	2,440,000	2,487,000	807,942
Landwehr.....	396,898	565 000	737,000	299,233
Landsturm.....	446,034	3,000,000	7,568,000	4,366,600
Durée normale du service.....	42 ans (2)	25 ans	20 ans	49 ans

(1) Nous reproduisons ce tableau tel qu'il a paru, sans discuter l'exactitude plus que contestable des chiffres qu'il renferme et des classifications adoptées. On y a compris comme *armée active* : l'armée active, la marine et leurs réserves pour tous les pays, l'ersatz-reserve en Autriche, l'ersatz-reserve de 1^{re} et de 2^e classe ainsi que la *seewehr* de 2^e classe en Allemagne, les cosaques de 1^{re} ligne pour la Russie, la réserve de complément de l'armée active pour l'Italie. Sous le titre *Landwehr* sont portés : en Autriche, la *landwehr* et les hommes à la disposition; en Allemagne, la *landwehr* et la *seewehr* de 4^{re} classe; en Russie, les troupes de réserve et les cosaques de 2^e ligne; en Italie, la milice mobile et sa réserve de complément. — Sous la rubrique *Landsturm* figurent les *landsturms* autrichiens et allemands, les deux bans de l'Opol'tchenie russe et les cosaques, la milice territoriale italienne et sa réserve de complément.

(2) 9 ans dans la marine, 27 ans dans le Tyrol et le Vorarlberg.

	Autriche. —	Allemagne. —	Russie. —	Italie. —
Proportion 0/0 des forces militaires à la population.....	3,8	12,2	10,3	8,5
Proportion 0/0 des dé- penses militaires au budget général de l'État	15,02	26,00	28,70	20,75

C'est en se basant sur la comparaison des chiffres précédents que le gouvernement a demandé la création du landsturm; il a cherché à établir que les charges militaires étaient plus légères en Autriche que dans aucun des États voisins, y compris même les royaumes de Roumanie et de Serbie, pour lesquels on a publié des états analogues à ceux du tableau ci-dessus. Il a fait valoir les pertes considérables qu'entraînent les combats d'aujourd'hui, l'énorme consommation d'hommes exigée par le développement de la guerre moderne, et sans tenir compte de la valeur relativement médiocre des armées de troisième ligne de certains pays voisins, dans lesquelles la proportion des hommes instruits est très faible, il a montré l'infériorité numérique dans laquelle le plaçait la loi militaire actuelle vis-à-vis des autres puissances, qui disposent pour leur défense de 19 à 25 classes d'hommes, et peuvent ainsi prolonger la lutte jusqu'aux dernières limites de la résistance. Pour faire disparaître cette infériorité, il a proposé à la sanction du parlement le nouveau projet de loi, qui, comme nous l'avons dit précédemment, semble inspiré en partie par les dispositions de la loi allemande sur la même matière, en partie par les règles adoptées pour la composition et l'organisation du landsturm tyrolien, dont nous avons rappelé les traits principaux.

(A suivre.)

(2)

L'APPRÉCIATION DES DISTANCES

DANS LE

TIR DE L'INFANTERIE ALLEMANDE

Dans les divers règlements de tir à l'usage de l'infanterie allemande antérieurs à celui du 11 septembre 1884 (1), il n'avait jamais été question d'exercices relatifs à l'appréciation des distances. C'est dans la partie supplémentaire (2) du nouveau règlement que nous trouvons, pour la première fois, des prescriptions assez peu détaillées du reste, sur ce sujet important; nous croyons utile de les signaler à nos lecteurs.

L'appendice K du règlement allemand sur le tir de l'infanterie est uniquement consacré à l'appréciation des distances : il débute par des principes généraux qui fixent entre quelles limites les officiers et sous-officiers d'une part, et les hommes de troupe de l'autre, devront être exercés à évaluer une distance : on y détermine ensuite les bases de la progression à suivre pour atteindre le mieux possible les résultats désirés.

« Les hommes de troupe, dit le règlement, doivent être exercés à l'appréciation des distances jusqu'à 800 mètres et savoir évaluer assez exactement une distance jusqu'à 400 mètres.

» On doit exiger des officiers et sous-officiers une grande approximation dans l'évaluation d'une distance, non seulement jusqu'à 400 mètres, mais encore jusqu'à 800 mètres.

» Les officiers et sous-officiers doivent, de plus, être suffisamment exercés à l'appréciation des distances entre 800 et 1200 mètres, pour pouvoir assurer au tir une réelle efficacité avec l'emploi simultané de plusieurs hausses. »

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 620 (1885).

(2) Appendice K (*Beilage K*).

Comparant ensuite la méthode qui consiste à évaluer les distances à *simple vue*, d'après le souvenir de distances connues, bien gravées dans l'œil du soldat, avec la méthode qui consiste à déduire l'éloignement où l'on se trouve de l'ennemi des apparences différentes que présente le corps humain à telle ou telle distance, le règlement donne la préférence à la première méthode sur la seconde, parce que « les conditions du combat permettront rarement de faire sur la personne de l'adversaire des observations susceptibles d'être utilisées pour l'appréciation des distances ».

Ces principes posés, le règlement fixe la marche de l'instruction et prescrit, comme premier exercice préparatoire, l'étalonnage du pas par des moyens analogues à ceux énoncés au premier article du quatrième chapitre de notre règlement actuel sur le tir de l'infanterie. On enseigne ensuite aux hommes, comme deuxième exercice préparatoire, à bien se graver dans l'œil des distances de 50, 100 et 200 mètres par des exercices répétés en terrain varié : ces distances leur serviront « *d'unités de mesure (1)* » qu'ils devront porter par la pensée sur les longueurs à évaluer, en tenant compte de ce fait que, jusqu'à *un certain point*, une même longueur à la surface du sol paraît d'autant plus courte qu'elle est plus éloignée du point d'observation.

On opère pratiquement de la manière suivante pour cet exercice : des distances de 50, 100 et 200 mètres sont piquetées sur le sol dans différentes directions, de face et latéralement, de manière à être vues assez fortement en raccourci. Les hommes doivent observer attentivement ces distances : on leur fait comparer, de la sorte, les apparences différentes que présentent des distances *égales* vues de face ou autrement.

Pour se rendre compte de l'impression produite sur l'œil des soldats par les distances en question, on procède comme il suit : l'instructeur ordonne aux hommes de s'approcher d'une ligne figurée sur le terrain, jusqu'à une distance déterminée, ou de désigner sur le sol des points éloignés d'eux de 50, 100 ou 200 mètres. Pour s'assurer de la justesse de la réponse faite, on opère, séance tenante, le mesurage au cordeau, ou par le procédé de l'étalonnage du pas, de la distance énoncée. Dès que les soldats se sont montrés

(1) *Maasseinheiten.*

familiarisés avec ce genre d'exercice, c'est-à-dire lorsque les erreurs d'évaluation deviennent de plus en plus minimes, on passe à l'appréciation *réelle* des distances, d'abord jusqu'à 200, puis jusqu'à 400 et enfin jusqu'à 800 mètres.

Appréciation des distances jusqu'à 200 mètres. — Les hommes sont exercés à apprécier des distances inférieures ou égales à 200 mètres dans différentes directions, de face ou de côté. Ils cherchent à déterminer la distance en portant par la pensée sur l'étendue à évaluer les « *unités de mesure* » inférieures à 200 mètres, qu'ils ont dû antérieurement bien se graver dans l'œil. Ils doivent répéter cet exercice, étant à genou, ou couchés, après l'avoir exécuté debout. L'instructeur a soin de faire remarquer les causes d'erreur qui peuvent provenir de l'influence de la lumière, suivant que celle-ci vient de dos ou de face, comme aussi des effets d'un soleil éclatant, etc., etc. (1); il *rectifie enfin* toutes les fautes d'évaluation.

Appréciation des distances jusqu'à 400 mètres. — Le règlement propose deux méthodes :

1° L'observateur porte sur la ligne qui va de lui à l'objet dont on doit évaluer l'éloignement les *unités de mesure* qui lui sont déjà familières. Il subdivise par la pensée la distance d'abord en une ou plusieurs fractions de 100 ou de 200 mètres, puis le reste en fractions de 50 mètres ;

2° L'observateur cherche sur la ligne à mesurer un point qui semble en marquer le milieu. Il évalue la moitié la plus rapprochée de lui en la divisant encore en deux parties, s'il y a lieu, et ainsi de suite.

Le règlement donne la préférence au deuxième procédé sur le premier parce qu'il est assez difficile de déterminer exactement la quantité dont une longueur se raccourcit pour l'œil de l'observateur, à mesure que ses différentes portions s'en éloignent.

Quand il n'y a pas à compter sur un résultat d'une approxi-

(1) Le règlement allemand dit aussi que, dans le combat, on apprécie généralement les distances *en moins*, spécialement dans la position couchée ou accroupie.

mation suffisante par l'un ou l'autre des deux procédés, le règlement en conseille un autre dont l'application sur le terrain nous semble toutefois sujette à caution : « Lorsqu'il ne se trouve point entre l'observateur et le but dont on doit évaluer l'éloignement un point qui permette de diviser la distance par la pensée en deux portions à peu près égales, dit le règlement, on peut au besoin se servir avec avantage d'un point situé sur le côté, à égale distance environ de l'observateur et du but. En joignant idéalement ce point auxiliaire avec le but d'abord et avec soi ensuite, on n'a plus qu'à comparer les angles à la base du triangle ainsi formé. Selon que les angles sont égaux ou non, on reconnaît si le point latéral a été bien ou mal choisi (1).

» On évalue alors la distance du point auxiliaire par l'une des deux méthodes précédemment indiquées, et de cette distance *doublée* on retranche une fraction plus ou moins grande, selon que le point auxiliaire est plus ou moins éloigné de la ligne dont il s'agit d'apprécier la longueur.

» Lorsque le sol entre le but et l'observateur n'est pas visible sur toute son étendue ou lorsqu'on a devant soi des terrains d'aspect uniforme, il peut être avantageux de projeter les deux extrémités de la distance à évaluer sur des lignes latérales qui lui soient parallèles autant que possible, par exemple sur une rangée d'arbres ou sur la lisière d'un bois ; l'on apprécie plus facilement alors la distance cherchée. »

Lorsque la distance à mesurer se trouve sur un terrain où l'on ne peut rencontrer aucun point auxiliaire utilisable, le règlement conseille simplement de se rendre compte des limites supérieure et inférieure entre lesquelles la distance peut sensiblement être comprise et de prendre la moyenne.

Appréciation des distances jusqu'à 800 mètres. — Le règlement se borne à recommander, à ce sujet, d'exercer les hommes

(1) Le triangle en question sera, en effet, isocèle, si les angles à la base sont égaux ; mais il nous semble très difficile, sans la pratique, de reconnaître l'égalité des angles à la base, à *simple vue*, surtout pour un homme de troupe. Il faut, en outre, que le point auxiliaire, sommet du triangle isocèle, ne soit pas trop distant de la base, si l'on veut obtenir une certaine approximation, dans chaque cas particulier.

tout d'abord à se rendre compte de combien le but dont on doit évaluer la distance est en deçà ou au delà de 400 mètres : on est ramené de la sorte au cas précédent.

Enfin, les officiers et sous-officiers *seulement* sont exercés à apprécier des distances jusqu'à 1200 mètres par un principe identique ; ils doivent se demander si le but à battre se trouve en deçà ou au delà de 800 mètres : on les engage, au besoin, à se mettre sur le flanc de la position pour mieux observer, si le terrain en avant n'est pas visible dans toute son étendue.

Mentionnons également une recommandation de la *théorie allemande* analogue à l'observation consignée au § 138 de notre règlement, c'est de faire connaître aux hommes la longueur en mètres de certains espaces qu'ils parcourent journellement ou qui se trouvent continuellement devant leurs yeux, comme les dimensions de la place d'exercice, la longueur d'une portion de route habituellement fréquentée, etc., etc.

Disons encore que pour ce qui est de l'appréciation des distances au moyen de la vitesse de propagation du son dans l'air, autrement dit, de la *cadence hectométrique*, le règlement du 11 septembre 1884 n'en fait aucune mention, pas plus que de tout autre procédé dérivant de la même base.

En résumé, il est à remarquer que les prescriptions dont nous venons de donner l'analyse ont parfois, comme toutes celles des règlements allemands en général, quelque chose d'indéterminé. Il semble que ce soit fait à dessein afin de laisser aux instructeurs *plus de liberté et d'initiative*. L'enseignement du tir, en effet, comporte des développements pratiques tout particuliers. En Allemagne, cette instruction est réservée, d'une façon absolue, au commandant de compagnie qui la dirige sous son entière responsabilité. L'emploi spécial de capitaine de tir y est inconnu. C'est là un fait caractéristique qui explique, jusqu'à un certain degré, le laconisme du règlement allemand sur le tir de l'infanterie dans certaines de ses parties.

NOUVELLES MILITAIRES

AUTRICHE-HONGRIE

CONDITIONS EXIGÉES POUR LE MARIAGE DES OFFICIERS. — D'après le *Pester Lloyd* du 27 juin, d'importantes modifications vont être apportées aux conditions exigées pour le mariage des officiers. Actuellement, l'apport demandé pour les officiers de tous les grades supérieurs et inférieurs est de 12,000 florins (10,000 fr. au taux nominal du florin), sauf pour les officiers âgés de moins de 30 ans, pour lesquels on demande un apport double, soit 24,000 florins: seuls, les officiers généraux sont dispensés de remplir cette condition. Dans la landwehr cisleithane, on demande la justification d'un revenu annuel de 300 florins (750 fr.) pour tous les officiers jusqu'au grade de colonel, et de 600 florins pour ceux qui n'ont pas encore atteint leur trentième année. Les conditions sont tout autres dans la honved, où l'on exige des officiers inférieurs la preuve d'un revenu total de 600 florins et des officiers supérieurs celle d'un revenu de 400 florins.

Les nouvelles conditions d'apport dont il est question pour les officiers de l'armée active sont basées sur un principe analogue à celui qui est en vigueur dans la landwehr hongroise, principe consistant à déterminer le minimum de revenu compatible avec les exigences de l'existence la plus modeste que puisse mener un ménage d'officier et à combiner le revenu exigé comme apport avec la solde, de manière à ne pas descendre au-dessous de ce minimum. On paraît s'être arrêté en Autriche au chiffre de 1800 florins (4,500 fr.), ainsi que le prouve le tableau comparatif ci-après, des soldes et des apports dotaux nouvellement fixés; dans la dépense prévue, ne sont pas compris les frais relatifs au logement qui est fourni en nature ou donne lieu à une indemnité spéciale (1) :

(1) Pour se rendre un compte exact de la valeur de cette fixation de 1800 florins, il ne faut pas oublier que les objets de consommation et de première nécessité se trouvent à très bon compte dans la plupart des pays de l'Autriche-Hongrie et que la somme de bien-être obtenue par une dépense annuelle de 4,500 francs y est bien supérieure à ce qu'elle serait, pour la même somme, dans d'autres pays, notamment en France.

	Solde brute.	Indemnité de subsistance.	Apport total exigé.	Total.
Sous-lieutenants.....	600 fl.	420 fl.	1000 fl.	1720 fl.
Lieutenants....	720	120	1000	1840
Capitaines de 2 ^e classe..	900	420	800	1820
— 1 ^{re} classe.	1200	"	800	2,000
Majors.....	1680	"	600	2,280
Lieutenants-colonels....	2,400	"	600	2,700
Colonels.....	3,000	"	"	3,000

La somme minimum de 1800 florins n'est pas atteinte pour les sous-lieutenants, mais une disposition complémentaire porte que, pour tous les officiers âgés de moins de 30 ans, l'apport total exigé est augmenté de 50 p. 100 ; or le nombre des sous-lieutenants âgés de plus de 30 ans est très faible ; pour l'infanterie, par exemple, il n'atteint pas 6 p. 100 ; ce cas sera donc tout à fait exceptionnel.

Il est à noter que les dépenses résultant de déplacements de service, souvent ruineuses ailleurs pour les ménages d'officier ne disposant que de la dot réglementaire, ne causent en Autriche que des frais insignifiants. Nous avons expliqué, en étudiant la question du casernement (1), que l'officier marié ou non n'avait aucune préoccupation à avoir pour son logement et que les déplacements n'entraînaient pour lui aucune dépense à ce sujet, tandis qu'ailleurs ils se traduisent par des frais souvent élevés de fin de bail. Le transport en lui même n'est pas plus onéreux, car l'officier a droit au transport *gratuit* de sa femme, de ses enfants, de ses domestiques (2), de ses bagages, jusqu'à concurrence d'un poids déterminé assez élevé pour les officiers mariés (3), et cette gratuité du transport s'applique non seulement au

(1) *Revue militaire de l'Étranger*, n° 630 (1885).

(2) Au nombre de 2 ou de 3, suivant que l'officier est de grade inférieur ou supérieur, plus un palefrenier par 2 chevaux ou par cheval en sus.

(3) Le poids de bagages transporté est de :

4,200 kil. pour un feld-marschall non marié, de 42,000 kil. s'il est marié.

4400 à 2,800 kil. pour un officier général non marié, de 4,500 à 9,000 kil. s'il est marié.

850 à 1050 pour un officier supérieur non marié, de 2,300 à 3,400 kil. s'il est marié.

600 kil. pour un capitaine non marié, de 1700 s'il est marié.

300 kil. pour un lieutenant ou sous-lieutenant non marié, de 1000 kil. s'il est marié.

Les officiers, étant meublés par l'État, n'ont pas de transport de mobilier

chemin de fer, mais à la voiture qui le conduit à la gare, lui et sa famille, au camion qui vient chercher ses bagages, etc.

Ces derniers avantages faits aux ménages militaires comportent naturellement, pour le Trésor, des frais d'une certaine importance; aussi les considérations budgétaires ont-elles amené une limitation du nombre des ayants droit, c'est-à-dire du nombre des officiers autorisés à se marier. Le maximum des autorisations à accorder était jusqu'à présent fixé au sixième de l'effectif des officiers, non compris les officiers généraux, soit 3,800 à 3,900; il sera désormais porté au quart de l'effectif, non compris les colonels et officiers généraux, et atteindra environ le chiffre de 4,500. Cette mesure a été prise malgré le dépôt d'un nouveau projet de loi sur les pensions des veuves et des orphelins, qui va créer en faveur des familles d'officiers de lourdes charges pour les finances de l'État.

ITALIE

LES CAMPS D'INSTRUCTION EN 1886. — Comme les années précédentes, une partie des troupes italiennes sera envoyée dans des camps d'instruction pour y prendre part à des manœuvres d'ensemble.

Les troupes désignées et les emplacements sont les suivants :

1^{er} CORPS D'ARMÉE.

Camp de Suze, du 20 juin au 5 août.

Brigade des Marches : 55^e et 56^e régiments d'infanterie,
2 batteries d'artillerie,
1 escadron de Royal-Piémont.

Les batteries et l'escadron arriveront au camp le 12 juillet.

Du 26 juillet au 5 août, les troupes précédentes seront renforcées des bataillons alpins val Dora, mont Cenis, val Chisone et d'une batterie de montagne.

Camp d'Aoste, du 2 juillet au 5 août.

Brigade de Calabre : 59^e et 60^e régiments d'infanterie,
1 batterie d'artillerie,
1 escadron de Montebello.

à effectuer, les poids précédents ne s'appliquent qu'à leurs effets ou à quelques meubles supplémentaires.

Arrivée de l'escadron et des batteries au camp le 12 juillet.

Du 26 juillet au 5 août, ces troupes seront renforcées des bataillons alpins val d'Orco et val d'Aoste et d'une batterie de montagne.

II^e CORPS.

Camp de Castelnuovo-Bormida, du 1^{er} juillet au 7 août.

Brigade de Vérone : 85^e et 86^e régiments d'infanterie,
1 batterie d'artillerie,
1 escadron de Royal-Piémont.

Camp d'Alba, du 1^{er} juillet au 7 août.

Brigade de Sicile : 61^e et 62^e régiments d'infanterie,
1 batterie d'artillerie,
1 escadron de Saluces.

III^e CORPS.

Camp de Lonato, du 30 juin au 8 août.

Brigade de Livourne : 33^e et 34^e régiments d'infanterie,
4^e régiment de bersaglieri,
1 escadron de Catania.

Camp de Somma, du 10 juillet au 20 août (1). — Commandant, le major général Francisco Boselli.

Régiment de cavalerie de Foggia,
— — — Saluces,
1 batterie d'artillerie à cheval.

IV^e CORPS.

Camp de Rivergaro-Ponte del Olio, du 1^{er} juillet au 5 août.

Brigade de Toscane : 77^e et 78^e régiments d'infanterie,
10^e régiment de bersaglieri (2 bataillons),
2 batteries d'artillerie,
1/2 escadron de guides.

(1) Actuellement suspendu pour raisons sanitaires.

V^e CORPS.

Camp de Velo d'Artico, du 1^{er} juillet au 7 août (1).

Brigade de Palerme : 67^e et 68^e régiment d'infanterie,
 9^e régiment de bersaglieri,
 2 batteries d'artillerie,
 1 peloton de Plaisance.

Du 26 juillet au 7 août, ces troupes seront renforcées du bataillon alpin monti Lessini et d'une batterie de montagne.

Camp de Pordenone, du 10 juillet au 20 août (1). — Commandant, le colonel Carlo Mago.

Régiment de cavalerie de Gênes,
 — — Plaisance,
 — — Padoue,
 1 brigade d'artillerie à cheval.

VI^e CORPS.

Camp de Cattolica, du 1^{er} juillet au 8 août.

Brigade de Casale : 11^e et 12^e régiments d'infanterie,
 2 batteries d'artillerie,
 2 escadrons de Montferrat.

VII^e CORPS.

Camp de Castellamare-Adriatique, du 25 juin au 29 juillet.

Brigade de Cagliari : 63^e et 64^e régiments d'infanterie,
 2 batteries d'artillerie,
 2 escadrons de Lodi.

VIII^e CORPS.

Camp d'Empoli, du 1^{er} juillet au 7 août,

Brigade du roi : 1^{er} et 2^e régiments d'infanterie,
 2 batteries d'artillerie,
 2 escadrons d'Aoste.

(1) Suspendu comme le camp de Somma.

Camp de Livourne, du 1^{er} juillet au 7 août.

Brigade de Ravenne : 37^e et 38^e régiments d'infanterie,
 2 batteries d'artillerie,
 2 escadrons d'Aoste.

IX^e CORPS.*Camp de Bracciano*, du 1^{er} juillet au 4 août.

Brigade de Cunéo : 7^e et 8^e régiments d'infanterie,
 1 batterie d'artillerie,
 1 escadron de Lucques.

Camp de Viterbe, du 1^{er} juillet au 4 août.

Brigade de Savone : 15^e et 16^e régiments d'infanterie,
 2 batteries d'artillerie,
 1 escadron de Lucques.

X^e CORPS.*Camp de Caserte*, du 30 juin au 7 août.

Brigade de Piémont : 3^e et 4^e régiments d'infanterie,
 2 batteries d'artillerie,
 2 escadrons de Caserte.

Camp de Maddaloni, du 30 juin au 7 août.

Brigade de Modène : 41^e et 42^e régiments d'infanterie,
 1 batterie d'artillerie,
 1 escadron de Rome.

Camp de Sainte-Marie de Capoue, du 10 juillet au 20 août. — Commandant, le major général comte Alfonso Crotti di Costigliole.

Régiment de cavalerie de Florence,
 — — — Lodi (4 escadrons),
 1 batterie d'artillerie.

XI^e CORPS.*Camp d'Acquaviva*, du 1^{er} juillet au 4 août.

Brigade mixte : 58^e et 63^e régiments d'infanterie, aux ordres du commandant de la brigade des Abruzzes.

XII^e CORPS.

Camp de Piana de' Greci, du 1^{er} juillet au 13 août environ.

Brigade de la reine : 9^e et 10^e régiments d'infanterie,
2 batteries d'artillerie,
1 escadron de Rome.

Camp de Floridia, du 5 juillet au 7 août.

Brigade des Alpes : 51^e et 57^e régiments d'infanterie,
1 batterie d'artillerie,
1 batterie de montagne (4 pièces),
1 peloton du 5^e escadron de Rome.

MONTÉNÉGRE

RECRUTEMENT DU CORPS D'OFFICIERS. — Nous extrayons ce qui suit d'une correspondance adressée de Cetinje à la *Correspondance politique* :

« Il y a déjà un an que le prince de Monténégro a approuvé le projet relatif à la formation d'un corps d'officiers instruits et capables. La difficulté de créer dans la principauté un établissement répondant au but qu'on se propose a mis obstacle, jusqu'ici, à la réalisation de ce projet. Actuellement, on a l'intention d'appeler à Cetinje des jeunes Monténégrins appartenant aux meilleures familles et de leur faire suivre des cours théoriques et pratiques, pour les mettre à même de commander une compagnie ou un bataillon. Des officiers étrangers seraient, au moins au début de l'organisation de ces cours, employés comme instructeurs. »

RUSSIE.

UN NOUVEAU PORT DANS LA TRANSCASPIENNE. — La *Gazette de Moscou* du 3 juin nous donne les renseignements suivants sur le nouveau port de Ouzoun-Ada :

« Le 26 avril/8 mai 1886 sera certainement un jour historique pour la province transcaspienne. C'est en effet à cette date que l'on a prouvé pratiquement l'utilité de la nouvelle baie de Ouzoun-Ada, située à proximité de la presqu'île de ce nom, pour la navigation des grands bâtiments de transport. Déjà, au temps de Pierre I^{er}, le gouvernement russe avait tenté à plusieurs reprises de trouver sur la côte

orientale de la mer Caspienne un port commode, pour faciliter le commerce entre la Russie, l'Asie centrale et l'Inde. De nombreuses explorations et recherches avaient été faites dans ce but sur les rives de la mer Caspienne, recherches pour lesquelles on avait dépensé des millions. Le problème à la solution duquel on a consacré près de deux siècles, vient d'être résolu il y a quelques jours. Jusqu'à présent, la baie de Krasnovodsk était regardée à juste titre comme la meilleure ; elle est en effet très commode ; mais, en revanche, le rivage est entouré de montagnes élevées et dont l'accès est très difficile. Cette circonstance, outre le désir de ne pas allonger le chemin de fer transcaspien de plus de 120 verstes, a précisément obligé le constructeur de la ligne à rechercher un nouveau port. On comprend qu'une œuvre aussi importante ait exigé des essais préalables, et voilà pourquoi on choisit d'abord pour port de débarquement une partie du golfe de Mikhailovski, puis plus tard un autre emplacement situé entre l'île de Tchéléken et Mikhailovski. Ces essais ne donnèrent pas de résultats satisfaisants, mais aujourd'hui on peut considérer le dernier choix comme définitif. Les avantages de la baie située à mi-chemin entre celles de Krasnovodsk et de Mikhailovski et qui forme le nouveau point terminus de la voie ferrée, sont les suivants : elle est plus profonde que les deux premières ; dans les circonstances les moins favorables, c'est-à-dire avec des vents d'une direction donnée et un reflux considérable, son fond n'a jamais moins de 8 pieds et demi, et il augmente encore dans les conditions normales.

« Les gros bâtiments de transport qui naviguent sur la mer Caspienne, à l'exception de 3 ou 4, valent tous de 7 à 9 pieds d'eau ; de plus, la nouvelle baie est moins sujette à être congelée que les deux premières ; si elle se congèle, c'est pour peu de temps. Sa supériorité sur la baie de Krasnovodsk est évidente aussi bien sous le rapport de l'accès facile de la côte que sous celui de la réduction de la longueur de la voie ferrée, d'où résulte en somme une économie de près de 2 millions de roubles.

« Dans la nuit du 25 avril/7 mai, un des plus grands schooners à vapeur de la société *Lébedz*, le *Batoum*, ayant un tirant d'eau de 12 pieds, vint jeter l'ancre tout près du bord de la baie nouvelle, mais pas encore le long du quai qui n'était pas achevé ; il portait une cargaison de bois et de rails appartenant à l'État, dont le poids s'élevait à 48,000 pouds (186,240 kil.). Quand le jour parut, les habitants de la côte purent voir ce navire en fer amarré à peu de distance du rivage.

« Le 26 avril/8 mai, le schooner *Arménien*, de la société *Caucase et Mercure*, calant 8 3/4 pieds d'eau, se rangea contre le quai. Le même jour, la baie contenait 9 bâtiments, parmi lesquels on comptait

le vapeur *Tchikichlar* de la flottille de la Caspienne. L'*Arménien* avait amené le général-lieutenant Annenkov, venu de Saint-Pétersbourg par Tiflis et Bakou. Le général inaugura solennellement le nouveau port dont la création, a-t-il dit, permet de considérer comme un fait accompli les communications directes entre les ports de la Caspienne et la voie ferrée sans recourir au transbordement des marchandises.

« Il y a deux mois, les rives de la baie de Ouzoun-Ada, entourées de collines de sable, offraient l'aspect d'un désert aride et nu, sans aucun indice de la présence de l'homme. Elles sont actuellement animées tous les jours par les sifflets des locomotives et des bateaux à vapeur; des habitations construites à la hâte ont surgi comme par enchantement; une gare assez élégante, des dépôts et des magasins de matériaux de construction et de marchandises ont été rapidement bâtis; on a même ouvert plusieurs boutiques; déjà tous les emplacements propres aux constructions ont été retenus et plusieurs compagnies de bateaux à vapeur y ont transféré le siège de leur agence. Encore quelques mois et cette côte déserte sera méconnaissable.

« On procède maintenant au creusement d'un puits artésien, et les travaux ont déjà été poussés à une profondeur de 50 pieds. »

Le Gérant : L. BAUDOUIN.

Paris. — Imprimerie L. BAUDOUIN et C^e, rue Christine, 2.

REVUE MILITAIRE

DE L'ÉTRANGER



N° 651

30 Juillet

1886

SOMMAIRE

*La loi sur le landsturm en Autriche-Hongrie (suite). —
Les torpilleurs sous-marins. — L'assaut des retranche-
ments par l'infanterie russe. — Nouvelles militaires.*

LA

LOI SUR LE LANDSTURM

EN AUTRICHE-HONGRIE

(Suite) (1).

Les considérations précédentes permettent de se rendre un compte exact des conditions dans lesquelles a été présenté le projet de loi sur le landsturm. Nous allons en donner le texte et nous examinerons ensuite les discussions auxquelles a donné lieu

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger* n° 650 (1886).

chacun de ses articles en indiquant les modifications successives qui y ont été apportées.

Les projets cisleithan et hongrois ne sont pas identiquement semblables, nous avons choisi le dernier qui est un peu plus complet ; les différences seront indiquées plus loin.

PROJET DE LOI SUR LE LANDSTURM

DÉPOSÉ LE 17 FÉVRIER À LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS HONGROIS.

« § 1. — Le landsturm fait partie intégrante de la force armée ; il est, comme tel, soumis au droit des gens.

« § 2. — Tous les citoyens, qui n'appartiennent ni à l'armée ou à ses réserves (y compris la marine), ni à la landwehr, sont tenus de servir dans le landsturm du commencement de l'année où ils atteignent 19 ans révolus, jusqu'à la fin de celle où ils accomplissent leur 42^e année.

« Sont, en outre, astreints à servir dans le landsturm, jusqu'à l'âge de 60 ans révolus, dans la mesure de leur aptitude physique, les officiers et employés en non-activité ou en retraite, ayant appartenu à l'armée, à la marine et à la landwehr, à moins qu'ils n'aient un emploi désigné dans quelque autre partie des forces de l'empire.

« L'obligation de servir dans le landsturm s'étend également, sans préjudice de leurs autres obligations générales, à tous les corps organisés ayant un caractère militaire et portant des insignes militaires. Les personnels de la gendarmerie (1), des douanes, des forêts de l'État, doivent être appelés dans le landsturm dès que les circonstances de la guerre les empêchent de remplir leur office ordinaire.

« Sont admis à faire partie du landsturm, eu égard à leur aptitude physique, ceux qui n'étant soumis à l'obligation de servir ni dans l'armée ou la marine, ni dans la landwehr, se présenteraient volontairement ; tels par exemple que les fonctionnaires ou employés des services publics qui en auraient obtenu l'autorisation de leurs chefs supérieurs (2).

(1) Rattachée en Autriche-Hongrie aux ministères de l'intérieur.

(2) Les personnes nécessaires au fonctionnement des services publics

« § 3. — Le landsturm se divise en deux bans :

« Au premier ban appartiennent, à dater du commencement de l'année où ils atteignent l'âge de 19 ans révolus, jusqu'à la fin de celle où ils accomplissent leur 37^e année, tous les hommes soumis d'après le § 2 de la présente loi à l'obligation de servir dans le landsturm, y compris les dispensés temporaires de l'article 17 de la loi militaire, les hommes en congé en vertu des dispositions de l'article 40 de la même loi, et les hommes libérés du service dans l'armée, la marine, l'ersatz-reserve et la landwehr.

« Le deuxième ban comprend les hommes des catégories précédentes, à dater du 1^{er} janvier de l'année où ils atteignent l'âge de 38 ans révolus jusqu'au 31 décembre de celle où ils achèvent leur 42^e année.

« § 4. — L'appel du landsturm à l'activité est ordonné par l'empereur sur avis conforme du conseil des ministres. Le ministre de la défense nationale est chargé de l'exécution de cette mesure, qui est prise dans les limites tracées par les intérêts de la défense du pays.

« L'empereur arrête l'organisation du landsturm et en nomme le commandant supérieur (1) chargé d'en fixer l'emploi d'après les besoins.

« Le licenciement en est ordonné par le souverain.

« § 5. — Le landsturm doit en principe être employé à l'intérieur; il peut, cependant, à titre exceptionnel, être utilisé en dehors des frontières. Toutes les fois que cette mesure devra être prise, l'autorisation en sera donnée par une loi précisant les dispositions spéciales à adopter dans chaque circonstance.

« Dans le cas seul où les Chambres ne seraient pas réunies et où le retard résultant de leur convocation présenterait quelque danger, l'empereur peut autoriser l'emploi du landsturm en dehors des frontières, sous la responsabilité collective des ministres, et sous la condition de faire ratifier ultérieurement cette mesure par le Parlement.

« S'il se produit des besoins extraordinaires — notamment si,

peuvent être dispensées du service en temps de guerre en vertu du § 26 de la loi militaire.

(1) Il existe de même des commandants supérieurs pour chacune des deux landwehrs.

au cours de la guerre, l'ersatz-reserve devenait insuffisante pour tenir au complet l'effectif normal de guerre de l'armée (1) ou de la marine — le premier ban du landsturm pourrait être appelé à compléter l'armée et la landwehr en proportion de ces besoins et tant qu'ils se feront sentir.

« § 6. — Les hommes du landsturm, appelés à l'activité, sont soumis du jour de l'appel à celui du licenciement aux prescriptions pénales et disciplinaires du Code militaire. L'action de la discipline est cependant suspendue pendant la durée des congés qu'ils peuvent obtenir.

« § 7. — Tant qu'ils ne seront pas habillés et équipés militairement, les officiers et les hommes du landsturm porteront un insigne commun, reconnaissable de loin. Les vêtements des officiers et sous-officiers seront pourvus des insignes distinctifs de grade.

« § 8. — Les hommes du landsturm sont traités comme ceux de l'armée et de la landwehr au point de vue des récompenses et distinctions, des droits en matière de transport, de casernement, des allocations en deniers ou en nature, du traitement en cas de blessures ou de maladie, et enfin des pensions et secours attribués aux familles.

« § 9. — Les officiers de landsturm sont nommés par l'empereur, sur la proposition du ministre de la défense nationale qui les désigne d'année en année.

« Les sous-officiers de landsturm sont également désignés d'année en année, et en cas de mobilisation nommés par les commandants des bataillons ou des régiments de cavalerie honved chargés du contrôle des divers éléments du landsturm. A cet effet, ces derniers auront à s'entendre, dans certains cas, avec les autorités politiques intéressées.

« La nomination de ces officiers et sous-officiers n'a lieu qu'au moment de la levée du landsturm, et seulement pour la durée de l'appel à l'activité; ils n'ont d'emploi effectif et d'autorité que pendant cette même période; leurs attributions prennent fin avec le licenciement.

« § 10. — Le contrôle des hommes est tenu par les comman-

(1) 800,000 hommes.

dants de honved, chargés en outre de leur répartition en unités tactiques.

« Les autorités administratives ont également l'obligation d'aider à la tenue des contrôles, notamment par l'intermédiaire de l'employé chargé des registres de l'état civil.

« Les cadres sont désignés dès le temps de paix.

« § 11. — Les frais de l'appel du landsturm sont supportés par le budget du ministère commun de la guerre.

« §§ 12, 13 et 14. — Sont abrogées les dispositions de la loi militaire contraires à la présente loi, qui entrera immédiatement en vigueur; le ministre de la défense nationale est chargé de son exécution. »

Le projet de loi déposé au Reichsrath de Vienne ne diffère de celui qui vient d'être reproduit que par la suppression du § 9, relatif à la formation des cadres et le remplacement du § 10 par le suivant :

« Les communes auront, avec l'aide de l'employé de l'état civil, à établir et à tenir au courant les contrôles du landsturm, sur lesquels les hommes seront inscrits par classe, à partir de la plus ancienne. »

Au projet de loi déposé au Reichstag était annexé un exposé des motifs du ministre de la défense nationale, comprenant un exposé général dont nous donnons ci-après les parties les plus intéressantes, et un examen de détail pour chaque article, examen dont nous reparlerons en analysant la discussion à laquelle a donné lieu chacun d'entre eux.

Exposé général des motifs (1).

Le ministre expose que, depuis une vingtaine d'années, tous les États de l'Europe continentale ne cessent de développer constamment leurs forces militaires : « Le principe du service obliga-

(1) Tous les chiffres reproduits dans cet exposé sont ceux du document

toire et personnel une fois posé, il a fallu le suivre dans toutes ses conséquences, et l'organisation de la puissance militaire sur cette base est devenue pour les États européens une condition vitale. La première après la Prusse, l'Autriche adoptait ce principe et fixait à 12 ans la durée du service ; depuis lors, elle s'est uniquement préoccupée de perfectionner son organisation sans chercher à la développer, tandis que les États voisins travaillaient sans relâche à accroître le nombre des combattants en reculant le plus possible l'âge de la libération définitive. Aujourd'hui la durée du service est en Allemagne de 25 ans, en France et en Russie de 20 ans, en Italie de 19, en Roumanie de 25, en Serbie de 30 ; jusqu'à 42 ou 45 ans et même jusqu'à 50 ans, tout citoyen valide doit concourir à la défense de son pays. Grâce à ces prescriptions, on est parvenu à dépasser, en y comprenant le landsturm, l'effectif de 5,705,000 hommes pour l'Allemagne ; ceux de 10,482,000 hommes pour la Russie, de 3,634,000 hommes pour la France et de 2,473,000 hommes pour l'Italie, alors que la monarchie austro-hongroise ne dispose, en chiffres ronds, que de 1,200,000 hommes, landwehrs comprises ; la population de l'Allemagne n'est cependant supérieure que d'un cinquième à celle de l'Autriche ; celle de la France lui est équivalente et celle de l'Italie n'en est que les quatre cinquièmes.

« Il est hors de doute que les masses dont il vient d'être question ne pourraient être appelées en une seule fois, mais les divers États précités ont su se créer ainsi un *réservoir* dans lequel, au moment du besoin, ils viendront puiser les renforts nécessaires. La seule inspection de ces chiffres fait suffisamment ressortir l'urgence des améliorations demandées pour la puissance de l'empire, et fera passer sur les sacrifices indispensables de ce développement de ses forces, sacrifices que se sont d'ailleurs successivement imposés tous les grands États de l'Europe continentale. »

Le ministre explique qu'on a cherché à concilier les nécessités d'ordre militaire avec les intérêts financiers et économiques de la nation : une prolongation au delà de 12 ans du service militaire,

original. Voir à ce sujet, la note de la page 49 du dernier numéro de la *Revue*.

tel qu'il est actuellement pratiqué, aurait constitué une trop lourde charge pour la population aussi bien que pour le trésor; il a semblé préférable de n'exiger en temps de paix aucun nouveau sacrifice des intérêts civils, quitte à demander à chaque citoyen valide de prendre les armes le jour où sa présence sous les drapeaux est nécessaire à la défense du pays.

Le baron Fejérváry parle ensuite des dispositions antérieures relatives au landsturm; il montre que son recrutement par voie d'engagement volontaire était insuffisant et inefficace: « Aujourd'hui les masses d'hommes non organisées d'avance et réunies seulement au moment de la mobilisation n'ont aucune valeur militaire; elles peuvent même devenir dangereuses. L'organisation des forces militaires doit être dès le temps de paix préparée dans tous ses détails, car le sort des guerres actuelles peut se décider en quelques semaines, peut-être en quelques jours, et l'État menacé n'aurait ni le temps, ni la possibilité d'improviser des éléments de combat pour sa défense. Nul doute que, sous l'empire de la loi actuelle, les volontaires ne fussent accourus en masse pour remplir les rangs du landsturm; mais ni leur nombre, ni l'usage à faire des capacités de chacun d'eux, ne pouvait être prévu d'avance; il n'existait aucune donnée permettant de préparer l'emploi de ces forces. Seul le service obligatoire donnera le moyen de les organiser de manière à les faire concourir efficacement à la défense du pays. Cette condition est nécessaire pour mettre le landsturm à même de remplir le rôle de *soutien des armées d'opérations* que lui assigne la loi de 1868, rôle d'autant plus important qu'aujourd'hui la valeur d'une armée dépend avant tout du nombre des combattants instruits qu'elle peut mettre en ligne. »

En quoi consistera ce rôle de soutien? Le ministre l'explique en faisant ressortir combien l'armée serait affaiblie s'il lui fallait laisser derrière elles les garnisons des places fortes et des grandes villes, fournir les détachements nécessaires pour la surveillance des frontières et l'exécution des travaux sur le théâtre de la guerre et assurer, en outre, les divers services secondaires. Il est indispensable d'arriver à faire face à ces besoins sans diminuer l'effectif des armées d'opérations et, pour cela, de les confier à des forces de deuxième ligne.

En second lieu, il faut prévoir les pertes considérables causées

par les blessures, les maladies, les fatigues de la guerre et disposer, pour combler les vides, d'une réserve d'hommes capables de porter les armes; c'est à ce dernier besoin que répond l'institution des *réserves de remplacement* existant actuellement dans la plupart des États européens et dont l'effectif s'élève à 1,100,000 hommes pour l'Allemagne, 3,300,000 hommes pour la Russie (premier ban de la milice), 900,000 hommes pour la France (réserve de l'armée active), 300,000 hommes de réserve de remplacement et 1,000,000 d'hommes de milice pour l'Italie. En regard de chiffres aussi élevés, l'Autriche ne possède que 80,000 hommes d'ersatz-réserve, et encore cet effectif normal sera-t-il absorbé en grande partie, dès les premiers jours de la mobilisation, par les prélèvements à opérer pour porter au complet de guerre les troupes de l'armée active. Quant à la landwehr, elle serait certainement employée en 1^{re} ligne. Pour les remplacements ultérieurs, il faut constituer une importante réserve sans laquelle on ne pourrait, même dans une campagne heureuse, donner aux opérations de guerre tout le développement qu'elles comportent.

.

L'examen de la loi dans les commissions et dans les quatre assemblées législatives a donné lieu à des discussions générales et à des discussions par articles. Dans les premières, on s'est généralement placé à un point de vue plus politique que militaire; pour la clarté de cette étude, il paraît inutile de les reproduire; nous nous bornerons à en rappeler les parties essentielles en exposant les articles du projet auxquels elles se rapportent.

Le § 1 a donné lieu à quelques considérations intéressantes sur l'application au landsturm, du droit des gens. On conçoit en effet que, jusqu'au jour où les hommes qui le composent auront été pourvus d'habillements militaires, ils seront pour l'ennemi, malgré le brassard distinctif, de véritables francs-tireurs, mais infiniment plus dangereux et plus insaisissables que ces derniers. Un député, qui sort des rangs de l'armée, l'a clairement fait ressortir dans la séance du 1^{er} mars de la commission autrichienne de l'armée :

« Si j'étais général ennemi, a-t-il dit, je ne reconnaitrais pas aux hommes du landsturm la qualité de belligérants et ne leur

accorderais pas la protection du droit des gens, d'autant plus que jusqu'ici aucune convention internationale ne m'y obligerait. En cas de succès sur des corps réellement militaires, ceux-ci battent en retraite et le vainqueur peut contrôler leur mouvement, surveiller les troupes battues, se couvrir contre elles et poursuivre sa marche en avant dans des conditions de sécurité relative. Au contraire, après une défaite, les troupes territoriales du landsturm disparaissent sans laisser de traces, se reforment dès que l'armée envahissante a dépassé leur province, menacent ses communications, ses lignes de retraite. Pour se défendre contre de tels ennemis, le vainqueur n'hésitera pas à entamer une guerre d'extermination. »

La même manière de voir est exprimée dans la discussion de la loi au club allemand-autrichien (1), où l'on conclut en demandant que la qualité de belligérant soit assurée au landsturm par une convention semblable à celle de la Croix rouge de Genève. Autrement l'inscription faite dans la loi ne serait en réalité qu'un *pieux desideratum*. Aussi la commission autrichienne de l'armée, en adoptant le § 1, avait cru devoir ajouter la mention suivante :

« Le gouvernement impérial est invité à prendre les mesures nécessaires pour faire reconnaître au landsturm la protection du droit des gens par une convention internationale. »

Le comte Welsersheimb a combattu cet amendement, en faisant observer l'inanité des conventions internationales auxquelles manque toujours la sanction d'un *exécuteur* ; il a fait remarquer que tous les peuples possèdent une institution analogue au landsturm et ont par suite tout intérêt à lui accorder cette protection afin d'en jouir pour leurs nationaux. L'amendement proposé n'a pas été voté et le § 1 est resté sous sa forme primitive.

On peut ajouter d'ailleurs que les conditions demandées par la conférence de Bruxelles de 1874 (2), pour accorder la protection

(1) Fraction parlementaire de la Chambre des députés de Vienne.

(2) Ces conditions sont les suivantes :

Être commandés par des chefs responsables subordonnés au gouvernement, porter un insigne reconnaissable de loin, tenir ses armes à découvert et se conduire d'après les lois et les usages de la guerre

du droit des gens aux combattants des corps francs, sont remplies par le landsturm autrichien.

Dans le § 2 sont définies les diverses catégories d'hommes astreints à l'obligation de servir dans le landsturm ; il a été l'objet de vives objections, dont la plupart se sont fait jour dans la presse avant la mise en discussion de la loi et dans les Chambres pendant les discussions générales. On a tout dit sur la charge nouvelle imposée à la population ; on l'a dépeinte sous les couleurs les plus sombres ; on a présenté les jeunes gens de 19 ans comme de simples victimes, incapables de rendre aucun service sérieux (1), les hommes de 35 à 42 ans comme des pères de famille dont la mort à l'ennemi par suite de blessures ou de maladies laisserait de nombreuses familles sans ressources et deviendrait pour l'État la source de graves embarras économiques. Les partisans de la loi ont reconnu que la prolongation du service jusqu'à 42 ans devait entraîner de pénibles sacrifices, mais que ce nouvel impôt du sang était un mal nécessaire auquel le patriotisme exigeait de se soumettre. On a rayé sans trop de peine le principe des volontaires contenu dans la loi de 1868 ; tout le monde comprenant fort bien qu'il n'y avait aucune ressource sérieuse à attendre de ce mode de recrutement.

La définition de *l'aptitude à porter les armes* a été demandée avec insistance par la presse et par plusieurs députés ; on avait même parlé de son inscription dans la loi. La Chambre hongroise s'est bornée à voter un amendement aux termes duquel l'aptitude sera définie par un statut émané du ministre de la défense nationale. La question doit être tranchée, par un règlement ultérieur ; mais, d'après ce qu'ont fait pressentir les ministres, les conditions d'aptitude seront moins rigoureuses que pour l'armée active, surtout pour les services sédentaires qui comportent

(1) On s'est basé sur la proportion assez faible des jeunes gens bons pour le service à l'âge de 20 ans (elle est d'environ 4/7) ; le ministre a répondu qu'on ne prendrait les jeunes gens de 19 ans pour le service qu'après un scrupuleux examen de leur aptitude physique et que l'administration de la guerre avait, elle-même, le plus grand intérêt à n'incorporer que des jeunes gens suffisamment robustes pour ne pas aller, au bout de quelques jours, encombrer les hôpitaux.

moins de fatigue. Pour les hommes appelés à compléter l'armée active, ce seront celles habituellement exigées pour l'incorporation des recrues. Les hommes faibles de constitution seront classés dans les services auxiliaires dans des conditions analogues à celles du § 18 de la loi militaire; ils pourront encore de cette manière être utilement employés.

On a fait observer avec quelque raison, au sujet des jeunes gens de 19 ans, que si l'on ne procède pas d'avance à l'examen de l'aptitude on rencontrera les plus grandes difficultés à le faire sérieusement après l'ouverture des hostilités. Les médecins militaires et un grand nombre de médecins civils auront rejoint l'armée et la visite sera passée dans la plupart des cas très hâtivement et sans contrôle de l'autorité militaire. Il y aurait donc intérêt, à ce point de vue, à soumettre ces jeunes gens à une première visite médicale destinée à les classer au point de vue de l'aptitude. Cette question n'a pas été discutée au Parlement.

On s'est occupé de la situation des jeunes gens engagés à l'âge de 17 et de 18 ans (1) pour lesquels la durée totale du service se trouverait, d'après la lettre du projet de loi, dépasser de un ou deux ans le service normal. D'après le ministre hongrois, la plupart de ces jeunes gens appartiennent aux classes élevées de la société et considéreront certainement comme un devoir de patriotisme l'honneur de remplir, en cas de guerre, les emplois d'officiers de landsturm; il a cependant reconnu, comme le ministre cisleithan d'ailleurs, qu'il serait injuste de leur imposer cette obligation, et tous deux ont consenti à l'insertion, au § 2 du projet, de l'amendement suivant :

« Pour les citoyens qui, en vertu du § 20 de la loi militaire, sont entrés volontairement dans l'armée avant l'âge de 19 ans accomplis, le service du landsturm ne durera que 10 années à la suite des 12 années de service normal prescrites par les lois de 1868 et de 1882. »

Une autre catégorie d'hommes pour lesquels on a demandé des modifications au texte de la loi, est celle des *exonérés*. L'exonération à prix d'argent, admise par la législation antérieure à 1868, pouvait être acquise à l'intéressé moyennant le versement d'une

(1) En général, dans les écoles militaires.

somme de 1200 florins, à un âge quelconque depuis sa naissance jusqu'à sa vingtième année (1). Ce droit, consacré par un décret de 1856 (2), avait été reconnu dans les termes suivants par le décret annexe de la loi de 1868 :

« Quiconque aura, avant la promulgation de la présente loi, acquitté la taxe d'exonération conformément à la décision du 21 février 1856, restera dispensé de tout service militaire entièrement et pour toujours. »

Entre le vote de la loi et sa promulgation, un grand nombre de mères de famille s'empressèrent de verser le prix du rachat de leurs enfants même en bas âge, de sorte qu'il se trouve aujourd'hui des exonérés depuis l'âge de 18 ans jusqu'à celui de 41 ans, c'est-à-dire dans toutes les classes soumises à l'obligation de servir dans le landsturm. Cette catégorie d'individus a trouvé des défenseurs d'après lesquels l'exonération constituait, entre l'État et les particuliers, un contrat qui ne pouvait être violé par l'une des parties; le ministre baron Fejérváry a répondu que ce genre de dispense ne pouvait s'appliquer qu'aux obligations militaires existant lors de son institution, c'est-à-dire au service dans l'armée et dans la landwehr, et ne pouvait concerner le landsturm dont les hommes, ayant accompli leurs 12 années de service, pouvaient au même titre se croire libérés. Il a cependant consenti à ce que les exonérés faisant partie du landsturm ne fussent pas compris dans les éléments destinés, comme nous le verrons plus loin, à renforcer l'armée active et la landwehr. (Voir § 5.)

On a demandé des dispenses en faveur des employés de l'État nécessaires au fonctionnement des grands services publics : administration, justice, instruction publique, etc. La loi militaire prévoyait déjà en leur faveur une exemption de service inscrite au § 26. Une disposition analogue pour le landsturm a été consentie par le gouvernement sous la forme d'un alinéa supplémentaire du § 2, ainsi conçu :

« Les hommes appartenant au landsturm qui seraient néces-

(1) Depuis 1839 seulement. Le prix d'exonération était auparavant fixé à 1500 florins.

(2) Par un décret et une décision du commandement général de l'armée.

saires au fonctionnement des services publics peuvent être dispensés de l'obligation de servir. »

La prolongation jusqu'à l'âge de 60 ans du service des officiers retraités ou pensionnés a été acceptée sans difficulté, bien que leur situation dans le landsturm ait paru insuffisamment définie.

Les dernières objections importantes adressées au § 2 ont porté sur l'incorporation dans le landsturm des corps constitués militairement. Pour la gendarmerie (1), les douanes et les agents forestiers, la chose a paru naturelle ; mais pour certaines troupes de milice bourgeoise qui pourraient se former éventuellement pour le maintien de l'ordre, on a trouvé cette obligation excessive et l'on en a demandé la suppression, consentie d'ailleurs par le gouvernement. La discussion de ce point de la loi a fait ressortir la pensée qui avait inspiré la rédaction de cette partie du projet ; on avait espéré obtenir la formation de sociétés de tir, corporations militaires, compagnies franches, etc., et se procurer ainsi un noyau tout formé pour l'organisation des unités du 2^e ban du landsturm. Cette idée, rappelant celle qui avait dicté le projet de 1880, n'a pas été admise.

Le § 3 relatif à la division du landsturm en deux bans n'a donné lieu à discussion qu'au sujet de l'affectation des hommes entrés volontairement au service avant l'âge de 19 ans. Le Parlement hongrois a adopté un amendement aux termes duquel les 10 années de landsturm sont dues : 5 dans le 1^{er} ban, 5 dans le 2^e. A la Chambre autrichienne, le ministre a obtenu, pour simplifier la tenue des contrôles, que ces hommes resteraient comme les autres dans le premier ban jusqu'à 37 ans et ne bénéficieraient de la diminution de service que dans le second ban, où ils seraient définitivement libérés après leurs 10 années accomplies.

Dans l'exposé des motifs détaillé par paragraphes, le ministre hongrois s'est attaché à établir, à l'occasion du § 3, la légalité de l'incorporation des exemptés temporaires de l'article 17. Il a montré que les lois de 1868 et de 1882 ne les dispensaient nullement de servir dans le landsturm, a signalé

(1) Comme nous l'avons dit plus haut, la gendarmerie dépend, en Autriche, des ministères de l'intérieur.

l'absence, à l'étranger, de toute dispense semblable en dehors du temps de paix et fait ressortir que l'utilisation des soutiens de famille pour le service de guerre était plus naturelle en Autriche que partout ailleurs, puisque l'État y prenait soin des familles des hommes mobilisés et leur assurait des secours, en cas de décès, par blessures ou fatigues de guerre, de celui qui les faisait vivre.

Les dispositions du § 4 relatives à l'appel du landsturm n'ont donné lieu à aucune objection intéressante. La commission autrichienne de l'armée a cependant cru devoir placer en tête du paragraphe la mention suivante :

« Le landsturm ne peut être appelé à l'activité que si une guerre est imminente ou vient à éclater, et seulement tant que durent la menace de guerre ou les hostilités. »

La Chambre hongroise a adopté un amendement de même nature.

Le § 5 renferme les deux dispositions les plus importantes du projet : 1^o Le droit laissé au gouvernement d'utiliser le premier ban du landsturm pour compléter l'armée et la landwehr ; 2^o Le principe de l'emploi du landsturm en dehors des frontières. C'est à l'occasion de cet article que se sont produites les discussions les plus vives. Nous allons en donner le compte rendu sommaire pour chacune des deux parties du § 5.

1^o L'opposition reprochait au projet de loi de constituer, par le droit de puiser dans le landsturm pour compléter l'armée, une augmentation pure et simple du service normal jusqu'à l'âge de 37 ans et refusait de consentir à un tel accroissement des charges militaires ; elle demandait tout au moins que les hommes du landsturm ne pussent être incorporés que dans la landwehr, chargée à son tour de tenir au complet l'armée active. Elle ajoutait que la restriction du texte du § 5, limitant cette faculté d'employer le landsturm en première ligne, au seul cas d'*impérieux besoin*, était absolument illusoire ; le ministre seul étant juge de ce besoin, c'était lui accorder un pouvoir discrétionnaire sur tous les citoyens de 19 à 37 ans.

En réponse à ces objections, le gouvernement s'est borné à déclarer qu'en proposant le projet actuel, il avait eu principalement en vue la formation d'une réserve importante pour les élé-

ments de première ligne, d'un vaste « réservoir » où l'on pût venir librement puiser pour les tenir au complet. Il a montré la nécessité de cette réserve, résultant clairement de l'insuffisance de l'ersatz-reserve telle qu'elle est actuellement constituée; il a repoussé toute proposition tendant à réduire aux exemptés temporaires et autres hommes appartenant par leur âge aux douze classes en service le droit d'incorporation dans l'armée active, en faisant ressortir que les éléments obtenus de la sorte seraient trop faibles comme nombre et comme instruction pour faire face aux besoins d'une grande guerre (1), et que de plus la formation d'une ersatz-reserve ainsi composée serait une charge plus lourde pour la population et entraînerait de nouvelles dépenses. Quant à la proposition de compléter, à l'exemple de l'Allemagne, l'armée par la landwehr et celle-ci par le landsturm, elle ne pouvait être admise en Autriche où la landwehr marche en première ligne avec l'armée commune, ayant la plupart de ses divisions encadrées dans les corps d'armée actifs (2); dans de telles conditions, il n'y avait pour les hommes aucun avantage personnel à être incorporés dans l'un ou l'autre élément puisque le service était le même pour tous deux et, par contre, il y avait des inconvénients évidents à désorganiser perpétuellement les unités de la landwehr par incessants changements de personnel. On s'est attaché à démontrer

(4) On paraît estimer à 40 0/0, soit 320,000 hommes, l'effectif de la réserve de complément à prévoir pour l'armée active. Cette proportion de 40 0/0 est basée sur les pertes de l'armée allemande pendant la campagne de 1870-71; elle aurait, paraît-il, employé au remplacement 2,000 officiers et 220,000 soldats; on a cité notamment les pertes du corps de la garde, dont l'effectif s'est réduit en six semaines (du 31 juillet au 17 septembre) de 30,000 combattants (38,000 rationnaires) à 9,000 combattants, et cela dans un pays riche en vivres et en cantonnements, et pourvu de bonnes routes. On a parlé aussi des pertes de l'armée serbe, qui se seraient élevées à 10 0/0 pour une campagne de deux semaines (6,957 hommes).

Il est certain qu'une campagne un peu longue contre la Russie, fût-elle même heureuse, entraînerait de très grandes pertes dues, en dehors de l'action du feu, aux maladies causées par la rigueur du climat, aux privations résultant de la pauvreté du pays, et aux fatigues occasionnées par le mauvais état des communications.

(2) Il y a exception pour les landwehriens des armes spéciales qui sont employés à compléter les unités de l'armée active.

que le service du landsturm était beaucoup plus doux que le service normal, puisqu'il ne comportait, comme ce dernier, ni exercices périodiques, ni revues de contrôles, ni entraves à la liberté de voyager.

Obligée d'admettre en principe l'emploi comme ersatz-reserve d'une partie du premier ban du landsturm, l'opposition a cherché à faire dispenser de ce service un certain nombre de catégories plus ou moins intéressantes : exemptés temporaires, pères d'une famille nombreuse, exonérés, etc. Le ministre cisleithan a obtenu que ces exceptions ne fussent pas inscrites dans la loi.

On a cependant réussi à faire voter par le Parlement hongrois, l'amendement suivant en faveur des exonérés :

« Les hommes exonérés en vertu des dispositions antérieures à la loi de 1868 ne seront pas employés au recomplètement de l'armée ni de la landwehr. »

La commission autrichienne de l'armée a légèrement modifié le texte du projet de loi en plaçant en tête du troisième alinéa la mention *pendant une guerre*, et en ajoutant la phrase suivante approuvée plus tard par le Reichsrath.

« L'appel se fera au fur et à mesure des besoins, parmi les catégories mentionnées au § 3, en commençant par les classes les plus jeunes. »

La Chambre des députés autrichiens a, de plus, ajouté l'amendement suivant à la fin du paragraphe :

« Les hommes du landsturm (appelés dans l'armée active) seront renvoyés dans leurs foyers, immédiatement après la cessation de la guerre. »

Dans quelles conditions se fera ce recomplètement de l'armée active ? Emploiera-t-on les hommes déjà instruits qui ont déjà porté tout le poids du service militaire, ou bien s'adressera-t-on aux hommes non instruits tels que les exemptés temporaires ? Cette question secondaire a été soulevée au sujet de ce même § 5. Les ministres cisleithan et hongrois ont fait comprendre aux Chambres que l'intérêt supérieur du pays passait avant toute considération d'intérêt privé, et que l'obligation d'employer de préférence les hommes ayant déjà servi pour les unités combattantes s'imposait, tant que les autres parties du landsturm ne recevraient pas d'instruction militaire. On utiliserait les hommes non instruits dans les services secondaires : services de seconde

ligne des troupes techniques, de l'administration, service normal et auxiliaire de santé, etc. Il ressort, en outre, des diverses déclarations faites à ce sujet que l'appel pour le remplacement de l'armée porterait d'abord sur les douze classes précédemment astreintes au service, dans lesquelles on prendrait successivement les hommes instruits de l'ersatz-reserve, puis les hommes en congé, en vertu du § 40 de la loi militaire (1), et en troisième lieu, les hommes non instruits (exemptés temporaires de l'art. 17, etc.). On appellerait ensuite les hommes instruits de 33 et 34 ans, puis ceux de 35, 36 et 37 ans; en dernier lieu, on aurait recours aux jeunes gens de 19 ans.

La Chambre hongroise a voté à cette partie du § 5 divers amendements tendant : 1° à limiter l'appel pour le remplacement aux hommes ayant déjà reçu une instruction militaire ou désignés pour la recevoir immédiatement à la mobilisation; 2° à réserver aux seules troupes de nationalité hongroise le droit de se compléter par le landsturm hongrois (sauf en ce qui concerne le service de santé); 3° à ordonner que les hommes directement incorporés dans la honved, au début de leur service militaire, ne seraient versés comme remplaçants que dans la même armée.

2° Quant à l'emploi du landsturm en dehors des frontières, on a voulu le présenter comme un symptôme de l'esprit de conquête. On a cherché à l'attaquer en se basant sur les dispositions spéciales au landsturm tyrolien; le ministre cis-leithan a fait ressortir que la nature montagneuse du pays permettait seule une semblable exception : « L'institution du landsturm tyrolien est basée sur d'anciennes traditions, a-t-il ajouté, aujourd'hui nous faisons une loi nouvelle, faisons-la conforme aux règles de la guerre moderne. » Il a montré ensuite la nécessité d'employer, en cas de guerre heureuse, le landsturm hors des frontières pour servir sur les lignes d'étapes, dans le service de santé, etc. Il a enfin signalé l'avantage incontestable de porter la guerre sur le territoire ennemi et d'y faire vivre, autant que possible, les unités mobilisées.

Les principales discussions relatives à ce point du projet ont

(1) Voir le dernier numéro de la *Revue*, page 56.

porté sur les garanties légales ; le gouvernement a montré qu'elles étaient très complètes, puisque le Parlement devait être consulté et autoriser lui-même par une loi cet emploi du landsturm. Le projet prévoit, il est vrai, la possibilité de remplacer cette loi par un décret à faire approuver ultérieurement ; mais cette disposition était indispensable pour le cas où les Chambres ne seraient pas rassemblées ; il serait inadmissible qu'une troupe de landsturm poursuivant un ennemi battu sur le territoire de l'empire fût arrêtée à la frontière pour attendre la réunion des députés. On doit cependant reconnaître que si le Parlement ne ratifiait pas une autorisation de ce genre donnée par décret, l'expression de sa manière de voir n'aurait aucune conséquence pratique en raison de l'impossibilité évidente de revenir sur une mesure de cette nature.

Le § 6 n'a soulevé aucune objection sérieuse ; on a cependant demandé, mais sans succès, que le code militaire, dont la rigueur est extrême en Autriche, fût appliqué exclusivement aux crimes et délits d'ordre militaire, à l'exclusion des autres crimes et délits. Le ministre cisleithan a rappelé qu'on avait cherché à apporter un tempérament de ce genre à l'action de la justice dans la landwehr, et que son application avait, même en temps de paix, soulevé de graves difficultés ; il y a intérêt, a-t-il dit, même pour la population à ce que la répression des crimes et délits soit des plus rapides en temps de guerre ; on trouvera, à ce point de vue, tout avantage à s'adresser à la justice militaire dont l'action est notablement plus prompte que celle de la justice civile.

Le § 7 a été l'objet de plusieurs amendements tendant à faire inscrire dans la loi l'obligation, pour le gouvernement, de pourvoir le landsturm d'uniformes réguliers dans un délai plus ou moins long et de ne considérer l'emploi d'un *signe distinctif visible de loin* que comme une disposition transitoire et exceptionnelle. La plupart de ces amendements se basaient sur la nécessité de placer le landsturm sous la protection efficace du droit des gens, et les arguments mis en avant ont été ceux dont il a été parlé à l'occasion du § 1. La commission hongroise de l'armée a modifié dans ce sens la rédaction du § 7. et lui a donné la forme suivante, acceptée par le ministre :

« Le landsturm doit être habillé et équipé militairement. Si cependant il n'avait pas été possible d'assurer, au moment de l'appel, la quantité voulue d'effets d'habillement, les hommes seraient pourvus d'un insigne aux couleurs nationales, reconnaissable de loin ; les officiers et sous-officiers portent, en outre, les insignes de grade et de distinction. »

Le ministre hongrois a déclaré que les hommes recevraient au moins un képi, et que, par suite, le brassard dont il avait été primitivement question était inutile. Le ministre cisleithan a déclaré d'autre part, que les unités de landsturm, appelées à combattre, seraient pourvues d'effets militaires.

Le parlement autrichien a cru devoir ajouter, de son côté, la disposition suivante dans le but de favoriser la formation de corps libres de milice.

« Les corps de milice bourgeoise et de tireurs, autorisés par l'empereur à s'organiser dès le temps de paix, ont le droit de conserver, pour le service du landsturm, l'habillement, l'équipement et l'organisation fixés par leurs statuts ; leurs commandants et officiers seront, avec la permission du souverain, maintenus, en temps de guerre, dans leurs emplois. »

Une motion de même nature a été présentée sans succès à la Chambre hongroise dans le but d'amener un certain nombre d'hommes à s'équiper à leurs frais et de diminuer d'autant les dépenses incombant à l'État.

Enfin le texte de ce paragraphe a été complété au Reichstag par la mention que la langue de commandement, les insignes distinctifs, l'équipement, l'armement, les règlements de service et de manœuvres seraient les mêmes que dans la honved.

Le § 8 n'a donné lieu à aucune discussion : on s'est borné à inviter le gouvernement à présenter à bref délai la loi en préparation sur les pensions des veuves et des orphelins (1) ; on lui a, de plus, demandé d'allouer une indemnité pour usure d'effets aux hommes qui ne seraient pas habillés aux frais de l'État.

Le § 9 du projet hongrois est relatif à la formation des cadres ;

(1) Le projet de loi sur les pensions des veuves et des orphelins a été déposé dans le courant du mois de juin.

comme nous l'avons dit plus haut, il n'est pas reproduit dans le projet autrichien. Il reconnaît au souverain le droit exclusif de nommer les officiers, sur la proposition du ministre de la défense nationale. Il consacre aussi le principe que les officiers de landsturm n'ont aucune situation particulière en temps de paix et sont revêtus du caractère d'officier seulement pendant la durée de leur présence sous les drapeaux. Ces dispositions sont contraires au texte de l'amendement relatif aux corps de milice bourgeoise adopté par les Chambres autrichiennes; ces dernières ont d'ailleurs manifesté une certaine préférence pour la nomination des gradés par voie d'élection, telle qu'elle avait été proposée dans le projet de 1880, système à peine discutable au point de vue militaire, car l'instruction des gradés doit être d'autant plus soignée que la troupe est moins entraînée. Aussi, malgré l'expression de ce sentiment, le ministre cisleithan a-t-il déclaré que les nominations se feraient en Autriche dans les mêmes conditions qu'en Hongrie (1).

Il est surprenant, cependant, qu'une question de cette importance n'ait pas été portée devant les Chambres du Reichsrath. Un seul amendement relatif à la nomination des officiers a été discuté par le Parlement de Vienne; il proposait d'édicter que les anciens officiers de l'armée ou de la landwehr conserveraient leurs grades dans le landsturm. Le ministre comte Welsersheimb a répondu que le recrutement des officiers de landsturm serait beaucoup trop difficile à assurer pour qu'on se privât volontairement des services de ces anciens officiers, mais il a demandé qu'on ne leur constituât pas un droit légal et absolu à la conservation du grade, droit qui n'existe même pas pour les officiers de l'armée active (2). La Chambre hongroise a accepté un amendement tendant à conserver leur rang, même après la conclusion de la paix, aux officiers qui se seraient distingués dans le landsturm, bien entendu avec l'approbation de l'empereur, chef suprême de l'armée.

Le mode de nomination des officiers est d'une grande importance en Autriche. Ils seront, en effet, appelés non seulement à conduire à l'ennemi les unités indépendantes de landsturm, mais peut-être aussi à les maintenir dans le devoir si les sentiments

(1) Séance du 1^{er} mars à la commission de l'armée.

(2) La propriété du grade n'est pas garantie par une loi.

de rivalité nationale venaient à se faire jour d'une façon menaçante pour la sécurité de l'État. On a rappelé dans cette discussion les événements de 1871 pour montrer que la guerre civile se greffait parfois sur la guerre étrangère : on conçoit facilement quelles craintes pourrait inspirer, en cas de troubles graves, l'organisation d'une force militaire dont les chefs, tenant leur mandat de leurs propres hommes, seraient fatalement entraînés à les suivre dans la manifestation plus ou moins violente de leur hostilité contre d'autres peuples de l'empire. Au cours de la discussion de cette loi, les tendances à l'autonomie se sont fait jour, à tout propos, et de la manière la plus vive ; tantôt ce sont les Croates qui réclament pour leur landsturm une organisation à part, des signes distinctifs à leurs couleurs, leur langue pour le commandement, la nomination exclusive d'officiers croates et vont même jusqu'à demander une destination et une direction séparées pour le temps de guerre ; tantôt ce sont les Polonais ou les Tchèques qui émettent des prétentions analogues. Partout se poursuit la lutte la plus vive contre l'hégémonie de la race allemande en deçà de la Leitha, et contre celle de la race hongroise, au delà ; chaque nationalité manifeste l'acharnement le plus opiniâtre à réclamer le remplacement du dualisme actuel, par une sorte de fédéralisme général, dont l'avènement marquerait, sans nul doute, les préliminaires de la dissolution de l'empire. Les deux races prépondérantes elles-mêmes sont loin de donner l'exemple d'une union bien intime. A la Chambre hongroise, les officiers autrichiens sont qualifiés d'étrangers ; on y exige le choix d'officiers hongrois pour commander le landsturm du pays, on y demande même la formation d'un landsturm entièrement indépendant, etc.

On a dû promettre aux Croates de leur donner des officiers de leur nationalité ou, à défaut, des sujets hongrois parlant leur langue, qui sera, comme pour la landwehr de ce pays, celle du commandement, mais on conçoit que les concessions, même faites dans ce sens, donnent plus d'importance à cette disposition de la loi qui réserve au gouvernement la nomination aux divers emplois d'officier, et lui laisse par l'intermédiaire des officiers de la honved la désignation des sous-officiers et la constitution des cadres inférieurs.

Quant à l'instruction des officiers, on chercherait à l'assurer

en instituant des cours libres d'une durée plus ou moins longue auxquels les personnes désignées pour les divers emplois d'officiers de landsturm seraient invitées à assister, sans qu'il en résultât pour elles aucune obligation absolue. On leur donnerait de la sorte les moyens de se mettre en mesure de prendre utilement, le cas échéant, le commandement d'un peloton ou d'une compagnie (1).

Le § 10 (9 de la loi autrichienne) impose la tenue des contrôles, en Hongrie aux autorités de la honved, en Cisleithanie aux communes ; il a donné lieu au Reichsrath à quelques réclamations en faveur de ces dernières, pour lesquelles on a demandé une indemnité répondant à cette nouvelle charge. Le comte Welsersheimb a rappelé que les contrôles du landsturm tyrolien étaient tenus sans frais pour l'État et a exprimé l'opinion qu'il pouvait en être de même dans les autres pays cislei-

(1) La loi n'assure pas aux anciens officiers de réserve et du cadre non permanent de la landwehr la conservation de leur grade dans le landsturm ; aussi, un certain nombre d'entre eux, ayant donné leur démission après les douze années de service, ont craint de se voir appelés à faire campagne comme simples soldats, et demandé à être portés de nouveau sur les contrôles de la landwehr, sous la condition d'être réintégrés dans leurs anciens grades. Le Ministre hongrois a bien accueilli leurs requêtes et, d'après le *Peeter Lloyd* du 15 juillet, il aurait invité tous les anciens officiers de cette catégorie désireux de reprendre leurs grades dans la landwehr à lui adresser leurs demandes. De grandes facilités leur seraient accordées pour l'accomplissement des stages d'instruction dus par les officiers de landwehr. On réduirait le nombre des appels à un tous les trois ans ; leur durée serait de cinq semaines et pourrait même descendre à trois pour ceux qui justifieraient d'une bonne instruction militaire. L'année du stage et le corps de troupe resteraient à leur choix, etc. Grâce à ces dispositions, les cadres de la landwehr pourraient être bientôt complétés et, si ce personnel devenait trop nombreux pour être intégralement employé dans la landwehr, le landsturm y trouverait des officiers encore au courant du service, évidemment supérieurs à ceux qui, n'ayant pas profité de cette latitude, seraient nommés après être resté huit ou dix ans sans porter l'uniforme et sans assister à une seule manœuvre. La préférence accordée aux premiers pourra donner aux autres officiers démissionnaires la crainte de n'être pas choisis en cas de guerre, et en décider le plus grand nombre à suivre leur exemple ; on arriverait ainsi à conserver les officiers dans la landwehr jusqu'à 42 ans. La plupart d'entre eux, inutiles dans la landwehr, seraient utilisés dans le landsturm, dont les cadres se maintiendraient ainsi à un certain niveau d'instruction.

thans ; cette manière de voir a prévalu. Il a déclaré, en outre, qu'il n'y aurait, en temps de paix, aucun enrôlement des hommes du landsturm et qu'en temps de guerre les mesures nécessaires seraient prises, en raison des besoins à prévoir. Il a accepté l'inscription dans la loi de l'amendement suivant, demandé par la commission de l'armée :

« Tant que le landsturm n'est pas appelé à l'activité, les hommes qui le composent ne sont soumis à aucune obligation ni comme manœuvres ni comme contrôle. »

De son côté, le ministre hongrois a expliqué que la tenue des contrôles n'entraînerait aucune obligation pour les hommes du landsturm. Les commandants de honved en seront chargés et auront, en outre, à préparer la formation d'unités combattantes et de détachements de travailleurs.

Les ministres ont reconnu combien une instruction du landsturm en temps de paix serait désirable, mais le gouvernement a reculé devant la nécessité qui en résulterait, d'augmenter les dépenses annuelles et aussi les charges imposées à la population. Le comte Welsersheimb a exprimé l'espoir que les hommes du landsturm se prépareraient d'eux-mêmes à une partie des devoirs qu'ils auraient à remplir en temps de guerre, soit en suivant les instructions de la société de la Croix-Rouge pour ceux qui doivent faire partie du service de santé, soit, pour ceux qui sont appelés à marcher à l'ennemi, en prenant part à des exercices de tir. Ces exercices ne seraient cependant pas rendus obligatoires en raison de l'importance des frais pouvant en résulter ; mais on encouragerait les sociétés de tir formées dans ce but.

Le § 11 a été l'objet de quelques demandes de renseignements sur l'importance des sacrifices pécuniaires à prévoir, les questions de finances présentant toujours un grand intérêt dans ce pays où le budget se solde régulièrement en déficit. Des explications données à ce sujet par le baron Fejérváry, ainsi que des considérations de la presse, on peut extraire les quelques renseignements suivants :

Les hommes du landsturm versés comme complément dans l'armée active ne seront l'objet d'aucune demande spéciale de crédits, le ministre de la guerre pouvant les équiper avec ses ressources actuelles ; pour ceux qui seront employés à compléter

la landwehr il n'en sera pas de même et quelques dépenses sont à prévoir, les approvisionnements n'étant pas proportionnellement de même importance. Quant à la formation des unités indépendantes, elle entraînera, sans doute, d'assez grands frais, mais l'acquisition des équipements nécessaires ne présente pas un caractère d'urgence, et les dépenses pourront se répartir sur un certain nombre d'exercices budgétaires. La tenue des contrôles coûtera peu (1) (rien à l'État, dans les pays cisleithans). En ce qui concerne l'armement, il existe, pour le moment, environ 400,000 anciens fusils Wenzl, avec les munitions correspondantes, utilisables pour les unités indépendantes du landsturm; les hommes appelés au remplacement recevraient naturellement l'arme en usage dans l'armée active. D'ailleurs, l'adoption probable d'un fusil à magasin rendra disponibles les fusils Werndl en service dans l'armée et permettra d'assurer sans frais spéciaux l'armement du landsturm (2).

Pour le temps de guerre, les dépenses à prévoir par suite de la nouvelle institution, sont très considérables; la seule obligation pour l'État d'entretenir les familles pauvres des hommes appelés sous les drapeaux se chiffrera chaque jour par des sommes très élevées, en raison du grand nombre des ayants droit.

Les § 12 et 13 ont été acceptés sans modification.

Le § 12, portant abrogation des dispositions contraires, a cependant motivé une question touchant la situation faite par la loi nouvelle aux populations des cercles de Cattaro et de Raguse, soumis, aux termes de la loi militaire, à la seule obligation de servir dans la landwehr. D'après la réponse du ministre, tant que cette disposition spéciale subsistera, les hommes du landsturm provenant de ces parties de la Dalmatie ne seront pas pris pour les remplacements dans l'armée active. On a de même réservé la question du service militaire en Bosnie et en Herzégovine (3).

(1) D'après la *Neue freie Presse* du 5 mai, la tenue des contrôles en Hongrie entraînerait une dépense annuelle de 230,000 florins (574,500 fr.) à ajouter au budget du ministère transleithan de la défense nationale.

Le prix de l'équipement d'un homme du landsturm serait, d'après le même journal, évalué à 35 florins (87 fr. 50).

(2) *Militär Zeitung*, 5 mars.

(3) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 648 (1886).

La loi du landsturm sera suivie d'un règlement d'application qui est, paraît-il, entièrement prêt et paraîtra prochainement (1). Il peut être cependant intéressant de rassembler, dès maintenant, les quelques renseignements épars dans les discussions et de chercher à se faire une idée approximative de la force du landsturm, de son emploi éventuel, de son organisation, etc.

(A suivre.)

(2)

(1) Il comprendrait trois parties : la première, traitant de la tenue des contrôles et de l'appel des hommes ; la deuxième, purement militaire, concernant l'organisation, le commandement, les nominations aux divers emplois, les prescriptions disciplinaires, etc. ; la troisième, consacrée aux questions administratives : équipement, armement, prestations, etc.

LES

TORPILLEURS SOUS-MARINS

Les torpilleurs sous-marins (1) constituent l'un des éléments les plus importants de la guerre sous-marine appelée à jouer un grand rôle dans les luttes navales de l'avenir. Les expériences exécutées l'année dernière à Landskrona, par M. Nordenfeldt, devant les représentants de la plupart des États du monde entier, ont attiré de nouveau l'attention sur ces redoutables engins qui paraissent destinés à apporter une perturbation profonde dans les idées admises jusqu'ici sur la puissance d'un pays au point de vue maritime.

Le XIX^e siècle verra sans doute la solution de deux grands problèmes scientifiques : la navigation aérienne et la navigation sous-marine. L'application de ces importantes découvertes à l'art militaire semble devoir produire plus tard des bouleversements politiques semblables à ceux que provoqua l'apparition des armes à feu sur les champs de bataille du moyen âge : aussi voyons-nous presque tous les États se préoccuper activement des ballons dirigeables et des torpilleurs sous-marins.

L'étude des progrès successifs de la navigation sous-marine est des plus intéressantes, car elle se lie intimement à ceux qui ont

(1) Les principaux documents consultés pour ce travail sont les suivants : *Treatise on Coast Defence*, par le lieutenant-colonel von Scheliha, de l'armée des États-Unis (Londres, 1868).

Submarine Warfare, par le lieutenant-commander Barnes, de la marine des États-Unis (New-York, 1869).

La guerre sous-marine et les Torpedos, conférence militaire par le major d'état-major Daudenaert, de l'armée belge (Paris-Bruxelles, 1872).

Torpedoes and Torpedo-Warfare, par Sleemann (Portsmouth, 1880).

La collection de la *Revue maritime et coloniale*.

Les journaux périodiques militaires et maritimes français et étrangers.

été réalisés depuis un siècle dans toutes les branches de la science. Ces progrès sont tellement rapides que le temps ne paraît pas éloigné où il faudra compter sérieusement avec les torpilleurs sous-marins : lors des récentes difficultés qui se sont élevées entre la Grèce et la Turquie, on a vu ces deux États s'empressez d'acheter des bateaux Nordenfeldt qui, jusqu'à présent d'ailleurs, n'ont pas eu l'occasion de faire leurs preuves comme engins de guerre.

Les anciens ne paraissent pas avoir connu l'art de naviguer sous les eaux.

Les premières recherches à ce sujet ne remontent guère qu'au XVI^e siècle de notre ère. On trouve dans le *Polyhistor* de Marhof, la description d'un bateau sous-marin construit par le physicien allemand Sturmius (1).

Le *Mathematical magic* de Wilkins, évêque de Chester, publié à Londres 1680, cite un bateau sous-marin construit par Cornelius Van Drebbel ou Debbrel, mécanicien hollandais que le roi Jacques I^{er} avait appelé à la Cour d'Angleterre. Ce bâtiment pouvait contenir 12 rameurs et quelques passagers.

Drebbel avait découvert un liquide permettant de reconstituer l'air et de le débarrasser des impuretés produites par la respiration. Il mourut avant d'avoir perfectionné son invention et son secret périt avec lui (2).

Plus tard, un Anglais, nommé Day, construisit un bateau plongeur ; mais à la seconde expérience, ce bateau resta sous l'eau sans pouvoir remonter à la surface (3).

Bateau sous-marin Buschnell. — Le bateau imaginé en 1773 par l'Américain David Buschnell, du Connecticut, constitue en réalité le premier type du torpilleur.

D'après une lettre écrite par l'inventeur, au mois d'octobre 1787, à Jefferson, ministre des États-Unis à Paris, ce ba-

(1) *Dictionnaire de la Conversation et de la lecture* (Paris, Belin-Mandart, 1833).

(2) *The Engineer*, du 3 septembre 1875.

(3) Barnes. — *Submarine Warfare*.

teau avait extérieurement la forme de deux carapaces de tortue jointes ensemble hermétiquement.

La partie supérieure de l'appareil présentait un cylindre en saillie, garni de regards dans toutes les directions et servant tout à la fois d'entrée et d'observatoire à l'homme chargé de la manœuvre.

Une soupape, placée à la partie inférieure, et manœuvrée avec le pied, servait à introduire la quantité d'eau nécessaire à l'immersion du bateau à la profondeur voulue. Un manomètre permettait de connaître à chaque instant la profondeur à laquelle on se trouvait.

Une vis horizontale, terminée par une sorte de pale d'aviron, mue avec la main ou avec le pied, déterminait la marche en avant, si on la tournait dans un sens, et la marche en arrière, si on la tournait dans l'autre sens.

Une vis exactement semblable, dont l'axe était incliné à 45° au-dessus de celui de la première, servait à déterminer la direction dans le sens vertical, c'est-à-dire à faire enfoncer ou remonter le bateau (1).

La direction dans le sens horizontal était donnée au moyen d'un gouvernail.

Les montures des instruments, tels que manomètre, baromètre, thermomètre, compas, etc., étaient recouvertes d'une composition phosphorée, rendant possible la lecture des indications lorsqu'on se trouvait sous l'eau.

L'intérieur renfermait deux réservoirs à air, qu'un ventilateur permettait de remplir lorsqu'on remontait à la surface : ce ventilateur expulsait aussi l'air devenu impur.

Pour enfoncer, l'opérateur mettait le pied sur le levier commandant la soupape inférieure : immédiatement l'eau pénétrait dans le fond du bateau qui descendait graduellement ; pour remonter, il suffisait d'expulser cette eau au moyen de pompes.

En cas d'accident, un mécanisme très simple donnait le moyen de lâcher le lest suspendu au dessous du bateau de manière à assurer son équilibre. L'appareil remontait alors instantanément à la surface.

(1) Ces deux vis, terminées par des pales d'aviron, constituaient en réalité deux hélices.

Enfin, deux bras en cuir à terminaisons digitales et imperméables, permettaient de manœuvrer la torpille (1) habituellement portée par une sorte de bout-dehors, et de la fixer aux flancs du navire ennemi, au moyen d'une vis à bois en saillie sur l'appareil.

Comme on peut en juger par cette description succincte, le rôle de l'opérateur était fort compliqué à bord d'un semblable bateau. Il était seul pour exécuter la manœuvre du bateau proprement dit, et celle, bien délicate aussi, de la torpille qu'il s'agissait de fixer sous la coque de l'adversaire. En outre, les dimensions restreintes de la chambre, devaient en faire un véritable lieu de supplice.

Il se trouva cependant des hommes intrépides qui n'hésitèrent pas à utiliser ce nouvel engin dans la lutte entreprise par la jeune Amérique pour se débarrasser du joug de la métropole anglaise.

D'après le *Silliman's Journal* (avril 1820), le sergent Ezra Lee, montant le bateau *Buschnell*, tenta en 1776, de faire sauter pendant la nuit le vaisseau anglais de 64 canons l'*Eagle*, mouillé près de *Governor's-Island*, non loin de *New-York*. Il put arriver sans être vu jusque sous la coque ; mais il ne réussit pas à fixer la torpille : la vis rencontra une plaque de fer. Il s'éloigna un peu pour se dégager, mais il ne put plus retrouver l'*Eagle* ; lorsqu'il remonta à la surface de l'eau, le jour commençait et il ne jugea pas possible de renouveler sa tentative sous le feu des Anglais qui l'avaient aperçu.

D'autres attaques faites en 1777 contre le *Cerberus* entre le *Connecticut-River* et *New-London*, et contre la flotte anglaise à *Philadelphie*, échouèrent également par suite de circonstances diverses. Il y a lieu de remarquer que ces dernières attaques furent faites au moyen de torpilles trainées.

Le Nautilus de Robert Fulton. — Vingt ans environ après les essais de Bushnell, qui commençaient à être oubliés, Robert Fulton, le célèbre mécanicien américain, résidant alors en

(1) Cette torpille consistait en un récipient en bois de chêne contenant environ 450 livres de poudre, et le feu était mis au moyen d'un appareil d'horlogerie.

France, imagina et construisit en 1797, une sorte de machine destinée à se mouvoir sous l'eau et à faire sauter les bâtiments ennemis. Mais le gouvernement français, auquel il avait soumis son projet, le rejeta, comme entièrement impraticable, bien que son adoption dût, disait Fulton, « délivrer la France et le monde entier, de l'oppression britannique (1) ».

Pendant le Consulat, l'inventeur parvint à intéresser le Premier Consul à sa cause, et il obtint les secours nécessaires pour faire construire un nouveau bateau sous-marin, qu'il appela le *Nautilus*, et avec lequel il exécuta, au mois de juillet 1801, des expériences intéressantes dans la rade de Brest.

Il commença par descendre, avec plusieurs personnes, à une profondeur de 25 pieds (8 m. environ) au-dessous de la surface de la mer, et resta une heure sans remonter pour renouveler sa provision d'air.

Il compléta peu à peu son bateau en le munissant d'une roue pour le faire avancer sous l'eau, tandis qu'il employait des mâts et des voiles pour la marche à la surface : bien entendu, ces derniers accessoires disparaissaient rapidement lorsqu'il s'agissait de plonger. Une chambre cubique en cuivre, dans laquelle il comprimait l'air, servait de réservoir, pour remplacer l'air absorbé par l'équipage au bout d'un certain temps.

La vitesse obtenue sous l'eau alla jusqu'à environ un mille à l'heure.

Dans une de ses expériences avec son bateau perfectionné, Fulton resta quatre heures et demie sous l'eau, sans éprouver le moindre inconvénient.

Au mois d'août 1801, il vint placer avec le *Nautilus* une torpille sous un petit bâtiment, et le fit sauter sans difficultés.

D'après un témoin oculaire, membre de la commission chargée d'examiner l'invention, le *Nautilus* pouvait recevoir huit hommes d'équipage et leurs provisions pour vingt jours. Il était assez solidement construit pour descendre à une centaine de pieds au-dessous de la surface de la mer, si cela était nécessaire ; ses réservoirs à air étaient suffisants pour permettre à son équipage de rester sous l'eau pendant huit heures. Les mâts, au nombre de deux, disparaissaient rapidement lorsqu'on désirait plonger.

(1) Barnes. — *Submarine Warfare*.

Malgré les avantages, signalés par la commission, que présentait un semblable bateau, soit pour porter un ordre secret, soit pour secourir un port bloqué, soit pour reconnaître la force et l'emplacement d'une flotte ennemie devant un port, le gouvernement français hésita avant d'adopter la nouvelle invention. Fulton, fatigué des lenteurs qu'il rencontrait, passa en Angleterre où l'appelaient des amis et où il espérait un meilleur succès.

Arrivé à Londres en mai 1804, il exécuta immédiatement des expériences devant les Ministres anglais. Pitt s'y intéressa vivement, mais il ne put amener ses collègues à adopter les engins proposés par Fulton qui se résigna à retourner aux États-Unis où ses compatriotes s'empressèrent d'utiliser la plupart de ses inventions, sauf toutefois celles qui avaient rapport à la navigation sous-marine.

Bateau Hodgman. — Pendant que Fulton exécutait ses premières expériences en France, un Anglais, nommé Hodgman, construisait en 1800 un bateau sous-marin avec lequel il réussit à parcourir environ un quart de mille sous l'eau. Mais on ne possède point de renseignements sur cette tentative, qui paraît d'ailleurs n'avoir pas été renouvelée à en juger par l'empressement que l'on mit en Angleterre à suivre, quelques années après, les expériences de Fulton.

Bateau Klingler. — En 1807, un Allemand du nom de Klingler, fit à Breslau, des essais de navigation sous-marine qui ne donnèrent que des résultats incomplets.

Bateau Coëssin frères. — Napoléon I^{er} qui n'avait pu accorder, comme Premier Consul, aux inventions de Fulton l'encouragement qu'elles méritaient, se souvint d'elles lorsqu'il devint empereur. Il prescrivit aux frères Coëssin, habiles constructeurs du Havre, la mise en chantier d'un bateau sous-marin qui fut expérimenté en 1810, et dont la description détaillée se trouve dans un mémoire du capitaine de frégate de Montgéry publié en 1823.

L'air nécessaire à l'équipage arrivait au moyen de tuyaux en cuir, terminés par des flotteurs en liège; cette disposition faillit amener un accident terrible : dans une expérience, l'immersion

eut lieu par mégarde à une profondeur plus grande que la longueur des tuyaux.

Outre ce grave inconvénient, le nouveau *Nautilus* en présentait beaucoup d'autres qui firent promptement abandonner les essais commencés.

Bateau Johnson. — En 1821, un Anglais, nommé Johnson, expérimenta sur la Tamise, mais sans succès, un bateau sous-marin, sur lequel on ne possède point de renseignements.

Bateaux de Castera et Lemaire. — MM. de Castera, à Bordeaux et Lemaire, d'Angerville, près de Rochefort, firent en 1832 des essais de navigation sous-marine, qui ne donnèrent aucun résultat.

Bateau Payerne (1). — Après avoir perfectionné la cloche à plongeur, le Dr Payerne imagina, en 1847, d'appliquer la machine à vapeur à la navigation sous-marine en employant comme combustible un composé pyrotechnique renfermant l'oxygène nécessaire à sa combustion. Mais les dangers évidents d'explosion qu'entraînait l'emploi d'un semblable combustible, arrêtaient les essais du bateau qui présentait la forme d'un cylindre, terminé par des calottes sphériques.

Bateau Bauer. — En 1851, un Bavaïois, nommé Bauer, construisit un bateau sous-marin destiné à agir contre les vaisseaux danois qui bloquaient le port de Kiel. Cet engin ne donna pas de bons résultats.

Il était muni d'une hélice mue à la main : un système de pompes servait à faire varier sa densité spécifique.

Un appareil spécial permettait de fixer la torpille sous le bâtiment que l'on voulait faire sauter; l'explosion était produite au moyen de l'électricité (2).

Bateau Alexandre. — A la même époque, un Français, nommé

(1) Louis Figuier. — *Merveilles de la science.*

(2) Conférence de M. Nordenföldt, à l'*United Service Institution* de Londres.

Alexandre, fit à New-York quelques essais avec un bateau qui ne présentait aucune particularité nouvelle (1).

Bateau Babbage. — Pendant la guerre de Crimée l'attention publique se porta avec empressement sur les torpilles et les bateaux sous-marins.

Un Anglais, M. Babbage, imagina un bateau sous-marin dont l'*Illustrated London News*, du 23 juin 1855, donne une description très complète.

Ce bâtiment avait la forme d'un prisme de 4 mètres de long, 1^m,30 de large et 1 mètre de creux, terminé à chaque extrémité par des prismes triangulaires et entièrement ouvert par la base. C'était donc en réalité plutôt une cloche à plongeur qu'un bateau sous-marin, bien qu'il fût muni d'une hélice mise en mouvement par quatre hommes.

L'intérieur renfermait quatre compartiments étanches situés à l'avant, à l'arrière et de chaque bord : ces compartiments étaient remplis d'eau ou vidés, suivant les besoins, au moyen d'une pompe.

A chacune des extrémités se trouvaient deux gouvernails agissant, l'un dans le plan horizontal, l'autre dans le plan vertical.

On adjoignait à l'appareil trois sphères métalliques renfermant de l'air comprimé et servant de réservoirs. Avec l'air déjà contenu dans les compartiments étanches, l'inventeur estimait que l'équipage pouvait rester 60 heures environ sans avoir besoin de renouveler sa provision d'air. L'acide carbonique produit par la respiration était immédiatement absorbé par un procédé chimique.

De nombreux regards disposés sur le pourtour de l'appareil, et fermés par des verres très épais, permettaient à la lumière de pénétrer dans l'intérieur.

Nous ne croyons pas que ce bateau destiné par M. Babbage à faire sauter les défenses sous-marines du port de Sébastopol, ait jamais été essayé.

Bateau Scott Russel. — A la même époque, un ingénieur anglais, M. Scott Russel, reçut de lord Palmerston une subvention

(1) Conférence de M. Nordenfeldt, à l'*United Service Institution* de Londres.

de 7,000 livres sterling pour la construction d'un bateau sous-marin dont les essais ne donnèrent pas de résultats suffisants.

Bateau Conseil. — Une commission nommée par le Ministre de la marine et des colonies fut appelée à examiner au mois de mai 1859 un bateau sous-marin, présenté par M. Conseil, qui l'avait imaginé et construit et le fit manœuvrer sur la Seine, dans l'intervalle compris entre le barrage de la Monnaie et le pont Saint-Michel, à Paris.

Ce bateau ressemblait beaucoup à celui qui avait été construit douze ans auparavant par le Dr Payerne. Il portait, comme lui, un réservoir d'air comprimé et deux réservoirs à eau qu'un système de pompes permettait de remplir ou de vider à volonté, suivant les besoins.

L'appareil propulseur était aussi une hélice mue à bras.

Mais le bateau *Conseil* présentait des dispositions tout à fait spéciales, dont l'une surtout offrait un grand intérêt au point de vue de l'avenir de la navigation sous-marine.

C'étaient deux ailerons, à axe horizontal, placés sur la partie antérieure du bateau, et qui, manœuvrés de l'intérieur, permettaient, pendant la marche, de plonger ou de revenir à la surface dans un temps très court. Cette disposition ingénieuse a été appliquée depuis à la plupart des bateaux sous-marins.

A la partie supérieure du bateau se trouvait un petit compartiment séparé de la chambre intérieure par une sorte de pont et deux cloisons verticales, et mis en communication permanente avec l'extérieur. Ce pont présentait un trou d'homme sur le pourtour duquel était fixé le bord inférieur d'une chemise en caoutchouc. Un homme s'introduisait de bas en haut dans cette chemise, passait un bras dans les manches étanches et se faisait coiffer d'un casque de scaphandre. Ainsi habillé, il était placé dans l'atmosphère régnant à l'intérieur du bateau, mais il pouvait voir et agir à l'extérieur : en conséquence, c'était lui qui tenait le gouvernail et commandait la manœuvre.

Cette disposition, essayée déjà plusieurs fois dans les cloches à plongeur, était défectueuse : l'étanchéité absolue était bien difficile à obtenir et le moindre accident pouvait avoir les conséquences les plus graves pour l'homme revêtu de la chemise en caoutchouc. De plus, lorsqu'on s'approchait d'un obstacle, cet

homme risquait beaucoup d'être coincé, sinon écrasé, entre son propre bateau et l'obstacle.

Aux essais, le bateau n'atteignait qu'une vitesse de un nœud et demi à la surface : il ne put jamais évoluer entre deux eaux.

M. Conseil le présentait comme devant servir de bateau de sauvetage et éventuellement de torpilleur, mais il ne montra aucune des qualités nécessaires pour remplir l'un ou l'autre de ces buts.

Plongeur de MM. Bourgois et Brun. — En 1858, M. Bourgois (1), alors capitaine de vaisseau, dans un mémoire adressé à l'amiral Hamelin, Ministre de la marine et des colonies, exposa l'idée d'employer, à la défense des ports français, des bateaux sous-marins mus par des machines à air comprimé et dans lesquels l'air, après avoir produit un effet comme moteur, servirait à la respiration de l'équipage.

A la suite des études prescrites, les plans de M. Brun, ingénieur de 1^{re} classe (2), reçurent l'approbation du Conseil des travaux et du Ministre de la marine, et servirent à la construction du *Plongeur* dans l'arsenal de Rochefort.

Ce bâtiment avait extérieurement la forme d'un cigare (d'où le nom de bateau-cigare), légèrement aplati sur le tiers de sa circonférence. Il mesurait 44^m,50 de long et 3^m,60 de hauteur totale. Lorsqu'il flottait, son tirant d'eau était de 2^m,80 et, dans ce cas, il ne dépassait la surface de la mer que de 0^m,80.

L'intérieur était divisé en trois parties : l'une renfermait la machine à air comprimé, d'une force approximative de 80 chevaux ; l'autre, 21 cylindres en acier dans lesquels se trouvait l'air comprimé à 12 atmosphères environ. Entre ces deux parties se trouvait la chambre de l'équipage, composé de douze hommes. Le capitaine se plaçait dans une petite tourelle s'élevant au-dessus du pont et munie d'ouvertures garnies de glaces épaisses.

Quand on voulait faire plonger le bateau et naviguer entre deux eaux on remplaçait l'air par de l'eau, dans certains des cylindres ; quand on voulait remonter à la surface on chassait cette eau, en mettant en communication les cylindres qui la contenaient avec ceux qui renfermaient de l'air comprimé.

(1) Aujourd'hui vice-amiral et conseiller d'État.

(2) Ancien ministre de la marine et des colonies, sénateur.

Un évidement de l'arrière servait à loger l'hélice, un gouvernail vertical et deux gouvernails horizontaux qui suivant l'inclinaison qu'on leur donnait, facilitaient l'immersion du bateau ou son retour à la surface.

Le *Plongeur*, lancé en mai 1863, devint aussitôt l'objet d'une série d'expériences exécutées sur la Charente et dans le bassin de Rochefort, sous la direction de MM. Bourgois et Brun.

Afin d'obvier aux conséquences d'accidents imprévus, une cheminée en tôle assez élevée pour déboucher au-dessus de l'eau pendant les immersions fut ajoutée sur la coque du bâtiment.

En outre, une partie de la carapace pouvait, au moyen d'un mécanisme spécial, se détacher rapidement et servir de canot de sauvetage suffisamment grand pour contenir tout l'équipage.

A la première expérience, qui consista à descendre au fond du bassin et à soumettre les marins aux effets de l'air comprimé, la pression intérieure ayant fait sauter un verre lenticulaire, l'eau s'introduisit avec abondance dans le bateau qu'on dut évacuer par la cheminée. Ce fut, d'ailleurs, le seul accident qui se produisit au cours des expériences et, grâce aux précautions prises, il n'eut aucune gravité.

Le 12 septembre 1863, la sécurité parut assez grande pour supprimer la cheminée, et le *Plongeur*, immergé jusqu'à la partie supérieure de la petite tourelle qui dominait le pont, effectua avec succès toutes les évolutions que permirent l'étendue et la profondeur du bassin de Rochefort.

Les expériences furent alors interrompues pour être reprises au commencement de l'année suivante.

Le personnel du *Plongeur* était commandé par M. le lieutenant de vaisseau Doré, secondé par le premier maître mécanicien Laure et le contre-maitre Huguet.

Une allège du port de Rochefort, le *Cachalot*, portait les pompes destinées à renouveler l'approvisionnement d'air après chaque expérience. Il devait accompagner partout le *Plongeur* et servir à caserner son équipage.

Le 11 février 1864, l'avis à vapeur la *Vigie* prit le *Plongeur* et le *Cachalot* à la remorque et les conduisit à Port-des-Barques, mais le mauvais temps obligea la petite flottille à se réfugier à La Rochelle.

Le 18 février, le temps étant redevenu beau, le *Plongeur* se

rendit, à la remorque de la *Vigie*, en rade de La Palisse, située entre l'île de Ré et le continent, et procéda à des essais d'immersion par des fonds de 9 à 10 mètres.

Le 24 février, le *Plongeur* évolua au large de Fouras, montrant par intervalles le sommet de sa tourelle, pour disparaître ensuite. Sa position était alors révélée par un petit drapeau surmontant une longue tige de fer plantée sur le sommet de sa coque et qu'on voyait courir à la surface de la mer, s'élevant et s'abaissant tour à tour, sans jamais se cacher entièrement.

Le 25 février le bateau rentrait à Rochefort, où il était peu après désarmé.

Malgré la supériorité incontestable que présentait le *Plongeur* sur tous les bateaux sous-marins imaginés et expérimentés antérieurement, il ne possédait pas toutes les qualités nautiques indispensables à un bâtiment destiné à évoluer en mer entre deux eaux. On ne put jamais arriver à donner à cette masse de 400 tonnes une stabilité satisfaisante.

Pour utiliser le *Plongeur* comme torpilleur on devait fixer à l'avant un espars de 4^m,50 de longueur portant à une extrémité une torpille que l'on aurait fait éclater au moyen de l'électricité, après l'avoir mise en contact avec le flanc du bâtiment attaqué. Il ne semble pas que des expériences dans ce sens aient été tentées.

Torpilleurs sous-marins David. — Pendant la guerre de la Sécession ce sont les États confédérés du Sud qui employèrent, les premiers, les torpilles, sous toutes les formes. Pour essayer de dégager leurs ports bloqués par les flottes fédérales, ils construisirent des torpilleurs de divers modèles et en arrivèrent bientôt aux bateaux sous-marins.

La population du Sud baptisa du nom de *David* ces engins minuscules qui attaquaient, avec succès parfois, les gros vaisseaux du gouvernement fédéral, en souvenir de la lutte du jeune David et du géant Goliath.

Celui de ces torpilleurs sous-marins qui a laissé le plus glorieux souvenir est celui qui réussit à faire sauter le *Housatonic*, bâtiment de guerre faisant partie de la flotte qui bloquait le port de Charleston. Le fait est d'autant plus digne d'attention que c'est jusqu'ici le *seul* exemple d'un bateau sous-marin ayant réussi à torpiller son ennemi.

Mais, avant d'accomplir cet exploit, le *David* en question avait éprouvé bien des vicissitudes.

D'après le rapport du général sudiste Maury, sur la défense de Mobile, ce bâtiment, construit en tôle de fer, présentait la forme d'un cigare. Il avait environ 12 mètres de long, 1 mètre de large et 1^m,60 de creux. Il était monté par 9 hommes d'équipage : 8 d'entre eux agissaient à bras sur des manivelles qui faisaient mouvoir une hélice servant de propulseur ; le 9^e dirigeait le bateau au moyen du gouvernail, et se tenait dans une petite tourelle.

Le *David*, en station, était immergé en introduisant de l'eau dans des compartiments que l'on vidait avec des pompes lorsqu'on voulait remonter à la surface.

En marche, l'immersion ou l'ascension se produisait à volonté, au moyen de gouvernails latéraux.

En eau calme, sa vitesse pouvait atteindre 4 nœuds.

Le réservoir à air était suffisant pour permettre à l'équipage de rester deux heures sous l'eau.

D'habitude, le *David* traînait une torpille à la remorque, mais le jour où il attaqua le *Housatonic*, il employa une torpille-portée.

Dès que ce bateau arriva à Charleston, le lieutenant Paine, de la marine confédérée, résolut, avec 8 autres volontaires, de s'en servir pour attaquer la flotte fédérale. Au moment où il se préparait à partir pour son expédition, le remous causé par le passage d'un bateau à vapeur fit subitement couler le *David*, et tout l'équipage périt, à l'exception du lieutenant Paine, qui se trouvait à ce moment dans la tourelle ouverte.

Le bateau fut promptement renfloué et mis en état : le lieutenant Paine en reprit volontairement le commandement ; mais, au mouillage, devant le fort Sumter, il chavira de nouveau, entraînant sous l'eau tout son équipage, à l'exception du commandant et de deux hommes.

Le *David*, renfloué et réparé, fit une série d'essais dans la rivière Cooper sous le commandement de M. Aunley, un de ses constructeurs. Pour une cause inconnue, il coula tout à coup à une grande profondeur, et resta pendant plusieurs jours au fond de la rivière : son équipage de neuf hommes fut tout entier noyé.

Le bateau étant encore une fois renfloué, le lieutenant Dixon, du 21^e régiment de volontaires, avec huit hommes, réussit à torpiller, dans la soirée du 17 février 1864, le vaisseau fédéral *Housatonic*, devant Charleston, mais il fut enseveli dans son triomphe, et ce n'est que trois ans après la guerre que l'on retrouva au fond de l'eau le *David*, avec les neuf braves qui le montaient, couché à côté de son ennemi.

Les seuls renseignements que l'on possède sur cet événement sont donnés par le rapport adressé à l'amiral Dahlgren, commandant la flotte fédérale qui bloquait Charleston, par M. Higinson, lieutenant de l'*Housatonic*.

Voici la traduction de ce rapport :

« A bord du *Canandaigua*, devant Charleston,
« le 18 février 1864.

« Monsieur, j'ai l'honneur de vous adresser le rapport suivant
« sur la destruction de l'*Housatonic* de la marine des États-
« Unis, par un torpilleur rebelle de Charleston, dans la soirée
« du 17 courant.

« Vers 8 h. 45 du soir, l'officier de quart, M. Crasby, aperçut
« à environ 90 mètres de l'avant, quelque chose qui se mouvait
« dans l'eau. On aurait dit une planche glissant à la surface. En
« deux minutes, cet objet était à toucher le bâtiment ; aussitôt,
« on file la chaîne, on met la machine en arrière et on rappelle
« aux postes de combat ; une minute après que le torpilleur
« nous eut frappé le côté de tribord par le travers de la soute
« aux poudres, sans qu'il eût été possible de lui envoyer un
« coup de canon, l'explosion eut lieu et le bâtiment coula par
« l'arrière en s'inclinant sur bâbord. La plus grande partie de
« l'équipage se sauva dans la mâture et fut recueillie par les ca-
« nots du *Canandaigua*.

« Le capitaine Pickering a été grièvement blessé par l'explo-
« sion, et il lui est impossible de vous adresser lui-même un
« rapport sur la perte de son bâtiment.

« Votre très respectueux et très obéissant serviteur.

« Signé : HIGINSON,

« Lieutenant. »

L'histoire n'a conservé les noms que de six des hardis compagnons du lieutenant Dixon. Ce sont, d'après un rapport adressé le 29 avril 1864 par le capitaine Gray, chargé du service des torpilles à Charleston, au général Dabney Maury, à Mobile, les suivants :

Arnold Becker,	} de la marine confédérée,
C. Simpkins,	
James A. Wicks,	
F. Collins,	
Ridgeway,	
et le capitaine J.-F. Carlson, du train d'artillerie.	

Ce que l'on peut admirer sans réserves, c'est l'indomptable énergie des marins confédérés et la confiance sans bornes que surent leur inspirer les commandants successifs du *David*. Quant au bateau lui-même, il était très imparfait et, sans son exploit de Charleston, peut-être n'eût-il laissé aucune trace dans l'histoire de la navigation sous-marine.

Torpilleur sous-marin fédéral. — M. Barnes, dans son ouvrage, *Submarine Warfare*, rapporte que le gouvernement fédéral, désireux de détruire surtout le cuirassé confédéré *Merri-mac*, traita de la construction d'un bateau torpilleur sous-marin avec un Français dont on ne donne pas le nom, qui disparut après avoir touché une première somme de 250,000 francs sans avoir fait connaître la partie principale de son invention, consistant en un procédé pour revivifier l'air vicié par la respiration de l'équipage.

Ce bateau, construit en tôle de fer, dans l'arsenal de Washington, avait environ 12 mètres de long; il présentait la forme d'un cigare de 2 mètres de diamètre. Pour le faire enfoncer, on introduisait de l'eau dans un compartiment disposé dans le sens de la longueur; pour remonter, on expulsait cette eau au moyen de pompes.

L'équipage se composait de 16 hommes agissant chacun sur un aviron: il y en avait 8 de chaque bord. Ces avirons étaient formés de deux parties s'ouvrant et se fermant comme les feuillets d'un livre; ils agissaient comme les pieds palmés des oiseaux aquatiques.

Dans les expériences qui furent faites, avec l'équipage au complet, on atteignit à peine une vitesse de deux nœuds et demi, à la surface de l'eau.

Un certain nombre de hublots à verres dépolis, très épais, permettaient à la lumière de pénétrer dans l'intérieur du bateau sous-marin où se trouvaient deux appareils pour purifier et reconstituer l'air. L'un d'eux consistait en un appareil pour la fabrication de l'oxygène par un procédé chimique; l'autre, en un récipient plein de jus de citron que l'air, projeté par un ventilateur, était obligé de traverser.

Malgré la disparition de l'inventeur, on fit quelques essais avec ce bateau qui, muni plus tard d'un propulseur, fut envoyé à Port-Royal, à la remorque d'un bâtiment à vapeur et sombra, dans un coup de vent, à hauteur du cap Hatteras.

Bateau-cigare Villeroi (1). — En 1862, on fit à Philadelphie quelques essais avec un bateau-cigare sous-marin, imaginé par M. Villeroi, ingénieur français, qui avait déjà expérimenté son invention à Noirmoutiers.

Ce bâtiment, long de 11^m,55, avait la forme d'un cylindre de 1^m,11 de diamètre, terminé par deux cônes. Il était hermétiquement fermé et éclairé intérieurement par un grand nombre de hublots munis de verres épais. Une écoutille permettait à l'homme qui devait constituer tout l'équipage, de rentrer et de sortir.

Pour s'enfoncer, il suffisait de remplir d'eau, au moyen d'une pompe, des tubes en gutta-percha placés à l'intérieur et communiquant avec l'extérieur par un conduit à robinet. L'appareil propulseur consistait en une hélice mue par une machine sur laquelle on ne possède pas de renseignements.

Malgré le succès des expériences de Noirmoutiers, ce bateau ne parut pas répondre à toutes les exigences de la navigation sous-marine.

Bateau-cigare Winan. — Un Américain, M. Winan, a lancé, en 1864, sur la Tamise, un bateau sous-marin, long de 78 mètres, rappelant beaucoup le *Plongeur* de MM. Bourgois et Brun. A chacune des extrémités de ce bateau, mû à la vapeur, se trouvait

(1) Louis Figuier. — *Merveilles de la Science*.

une hélice : celle de l'arrière pour refouler l'eau, celle de l'avant pour l'attirer et s'y visser en quelque sorte. Son inventeur affirmait qu'il se comportait très bien à la mer. Le journal la *Science pour tous* (année 1886) a donné la description complète d'un bateau-cigare de ce modèle qui aurait été commandé à M. Winan, par le *Yacht-Club* de Saint-Pétersbourg, et qui aurait résumé tous les progrès réalisés jusqu'à cette époque, dans la navigation sous-marine. Mais ce dernier bateau ne paraissant pas avoir été même construit, il est probable que M. Winan n'avait pas mieux résolu que ses devanciers le problème de la navigation sous-marine.

Bateau sous-marin Monturiol. — En 1866, les journaux espagnols signalèrent les essais satisfaisants faits dans le pays, avec un bateau sous-marin *El Ictineo*, inventé par un Catalan nommé Monturiol.

Dans une correspondance adressée au journal *Le Temps* et reproduite par la *Revue maritime et coloniale* de mars 1886, *El Ictineo* a manœuvré à 18 mètres sous l'eau, avec la même facilité qu'à la surface. Un appareil servant à la préparation chimique de l'oxygène a permis à l'équipage, composé de dix hommes, de rester cinq heures sous l'eau, sans remonter à la surface.

Le bâtiment était en outre armé de canons et muni d'une puissante tarière mue par la vapeur, et propre à percer la coque des navires ennemis.

On a peu de renseignements sur les expériences faites avec *El Ictineo* ; elles ne donnèrent probablement pas des résultats très satisfaisants, car, bientôt, ce nouvel engin de guerre tomba dans l'oubli.

Bateau-cigare Rædel. — La *Revue maritime et coloniale* du mois de juin 1866 donne une description complète d'un bateau-cigare construit par M. Ræder, à Newark, près de New-York (États-Unis).

La longueur de ce nouveau bateau était de 9 mètres, non compris l'hélice, et sa plus grande largeur, égale à son creux, était de 2^m,15 environ. Lorsqu'il flottait, l'arête supérieure de sa carapace n'était élevée que de 0^m,45 au maximum au-dessus de l'eau, sur une longueur de 2^m,10 à 2^m,40 et une largeur

de 0^m,90, c'est-à-dire qu'à une certaine distance, il n'offrait qu'un but presque invisible, à la surface des flots.

Une des innovations les plus intéressantes que présentait ce bateau était la mobilité de l'hélice, qui servait de gouvernail.

Cette hélice, à trois branches, de 0^m,90 de diamètre, était enveloppée dans une sorte de cage en fer. La partie extérieure de son arbre de couche pouvait, grâce à un genou articulé, se mouvoir horizontalement, hors du plan longitudinal de l'axe. Un T en fer, horizontal, était fixé autour de l'arbre, en avant de la cage de l'hélice, et servait à manœuvrer le propulseur, au moyen d'une drisse venant de l'intérieur. Le T servait, en réalité, de barre de gouvernail, et il entraînait à la fois l'hélice et sa cage.

Deux ailerons en fonte, mus sur un axe horizontal traversant le navire perpendiculairement à son grand axe et un peu au-dessous, étaient placés vers l'arrière, à 0^m,60 environ en avant de l'hélice : ils étaient destinés à faciliter à volonté les mouvements d'ascension ou de descente du bateau.

La coque était toute en fer, de 0^m,012 d'épaisseur, maintenue solidement par une membrure en fer à cornière.

La partie inférieure du bateau était plane au lieu d'être convexe comme la partie supérieure. Elle présentait un plancher en fonte de fer de 0^m,076 d'épaisseur environ, ayant pour but de donner à l'appareil une grande stabilité.

L'intérieur était divisé en trois parties : au milieu se trouvait la chambre des machines, pouvant contenir un équipage de 6 à 8 hommes. Les parties avant et arrière formaient de vastes réservoirs que l'on pouvait remplir d'eau ou d'air, à volonté, au moyen de robinets, en communication d'une part avec la mer, d'autre part avec des cylindres renfermant de l'air comprimé à une haute pression. Deux pompes servaient à comprimer l'air dans ces cylindres.

Il suffisait de 20 secondes pour refouler l'eau en dehors des réservoirs quand ils étaient pleins, et par conséquent pour faire remonter le bateau. Il fallait environ 30 secondes pour remplir d'eau les réservoirs et provoquer ainsi l'immersion.

L'air destiné à l'équipage était fourni par les cylindres renfermant de l'air comprimé. Une petite pompe placée dans un coin de la chambre, au ras du plancher, servait à expulser l'air vicié.

A l'intérieur de la chambre se trouvait une double manivelle engrenant sur l'arbre de l'hélice au moyen de roues dentées, multipliant le nombre des tours. En temps ordinaire, deux hommes agissant sur chaque manivelle suffisaient pour produire la marche du bateau : avec trois hommes de chaque bord, on a atteint une vitesse de 4 nœuds, 4.

Le capitaine, assis sur un tabouret, passait sa tête dans une sorte de casque surmontant la partie supérieure du bateau, et muni d'ouvertures garnies de verre épais, lui permettant de voir dans toutes les directions.

Dans le but d'éviter que le bateau fût obligé de remonter de temps en temps à la surface pour que le capitaine pût observer l'horizon et assurer sa direction, M. Røder avait cherché à utiliser, quand cela était possible, la communication avec la terre ou un autre navire. Le bateau était muni, en conséquence, de plusieurs rouleaux de fil électrique, d'un développement de deux à trois milles, qu'il déroulait dans sa marche ; il recevait ainsi des indications sur la route à suivre. En outre, deux petites ouvertures placées sur l'arrière de l'observatoire, laissaient passer des étais à guidon, au moyen desquels on échangeait avec la terre quelques signaux simples, destinés à rectifier la position du bateau.

On pouvait, à volonté, utiliser ce bateau comme cloche à plongeur ou comme torpilleur sous-marin. Pour remplir le premier but, le plancher inférieur était percé de quatre portes rectangulaires s'ouvrant du dehors en dedans.

L'inventeur a dessiné les plans d'un bateau plus grand (22^m,86), dans lequel les fonds ne sont plus plats : deux quilles assurent la stabilité. La partie supérieure est blindée avec des plaques de 0^m,05 d'épaisseur. Les réservoirs se prolongent dans tout l'intérieur de la chambre.

A l'avant, est installé un système permettant d'allonger ou de replier une tige métallique de 5 à 6 mètres de longueur, à l'extrémité de laquelle est fixée une torpille que l'on peut faire éclater au moyen de l'électricité. En temps ordinaire, cette tige est repliée et la torpille est abritée en partie, dans un logement creusé dans la coque.

La locomotion est obtenue, soit au moyen de manivelles mues à bras comme dans le petit modèle, soit au moyen d'une machine

à air comprimé et, dans ce cas, l'inventeur estime que la vitesse pourra atteindre 6 nœuds.

M. Røder affirme qu'un semblable bateau peut descendre jusqu'à 24 mètres au-dessous de l'eau et y rester plusieurs heures sans inconvénient pour l'équipage.

Mais, depuis cette époque, rien n'est venu confirmer les affirmations de l'inventeur et nous ignorons même si ses plans ont été mis à exécution.

Bateau Alexandrowski. — En 1868, un bateau sous-marin construit par les chantiers Winan, sur les bords de la Néva, près de Saint-Petersbourg, sur les plans de M. Alexandrowski, fit quelques essais qui réussirent d'une manière incomplète (1).

Nous ne possédons aucun renseignement sur ce bateau.

Nautilé, de M. Samuel Hallet. — A l'Exposition universelle de 1867, à Paris, on vit figurer un nouveau *Nautilé*, imaginé par M. Samuel Hallet, de New-York. Ce bateau sous-marin avait une grande analogie avec celui du docteur Payerne; il n'était en réalité qu'une vaste cloche à plongeur (2).

Bateau Otto Vogel. — L'*Army and Navy Journal* a signalé, en 1869, d'après le *Berlin Borsenzeitung*, l'invention d'un nouveau bateau sous-marin par un Allemand, M. Otto Vogel, assurant que l'amirauté prussienne avait approuvé les plans qui lui avaient été soumis.

En temps ordinaire, ce bateau protégé par une épaisse cuirasse, ne laissait apparaître que son pont recouvert d'une toiture en fer. Ce pont portait quelques pièces de gros calibre, de sorte que l'ensemble présentait l'aspect d'un cuirassé de premier rang. Lorsque le bateau était immergé il employait, comme moyens d'attaque, soit un canon sous-marin, soit des torpilles.

Nous ne pensons pas qu'un semblable bateau ait jamais été construit, et le peu de renseignements que nous possédons à son sujet permet de supposer que les plans de l'inventeur étaient inexécutables.

Bateau Dgewetzkî. — M. Nordenfeldt, dans une intéressante

(1) M. Nordenfeldt. — Conférence à l'*United Service Institution* de Londres.

(2) Louis Figuier. — *Merveilles de la Science*.

conférence sur les bateaux sous-marins, faite à l'*United service Institution*, de Londres, le 6 février 1886, signale l'adoption, par l'Amirauté russe, d'un torpilleur sous-marin imaginé en 1873, par M. Dgewetzki.

Ce bateau, d'après des renseignements donnés par l'*Année scientifique* de 1882, a de 4 à 6 mètres de long : il a la forme d'un cigare et porte, à sa partie supérieure, une petite coupole vitrée.

L'équipage se compose de quatre hommes, faisant mouvoir à bras une hélice, et du capitaine : la vitesse obtenue est d'environ quatre nœuds.

Les cinq hommes sont logés au centre, dans une chambre que surmonte la coupole. Les autres compartiments renferment de l'air sous pression qu'un régulateur débite lentement au milieu de la chambre de l'équipage : l'approvisionnement est calculé pour vingt-quatre heures. L'acide carbonique produit par la respiration est absorbé au moyen d'un procédé chimique.

L'appareil qui sert à faire monter ou descendre le bateau est très simple. Deux tiges de fer prolongent l'axe du torpilleur à l'avant et à l'arrière : sur chacune d'elles est embroché un poids que l'on peut faire mouvoir de l'intérieur au moyen de chaînes.

Pour plonger, on pousse le poids à l'extrémité de la tige avant, ce qui produit immédiatement une inclinaison : en mettant aussitôt l'hélice en mouvement, tout l'appareil progresse suivant l'inclinaison donnée. Lorsque l'on est parvenu à la profondeur voulue, on ramène le poids vers le centre : le bateau se redresse alors horizontalement et continue sa marche en ligne droite.

Lorsqu'on désire remonter, on éloigne le poids d'arrière, ce qui oblige l'avant à se relever, et l'hélice continuant à fonctionner, le bateau se dirige obliquement vers la surface.

Pour exécuter une attaque le torpilleur plonge et va se placer sous la quille du bâtiment qu'il veut faire sauter. L'équipage lâche alors les torpilles transportées extérieurement et construites de telle sorte qu'elles remontent et vont se coller comme des pieuvres à la coque de l'ennemi : elles sont munies, à cet effet, de grandes ventouses en caoutchouc. Le torpilleur s'éloigne alors en dévidant des fils électriques et, parvenu à une certaine distance, il détermine l'explosion en faisant passer un courant dans les fils.

Le faible poids de ces torpilleurs sous-marins (2,500 kilogrammes) permet d'en embarquer un certain nombre sur les bâtiments de combat.

Bateau Garrett. — Vers 1875, M. Garret imagina un bateau sous-marin qui fut construit par les chantiers Cochrane, à Liverpool.

Ce bateau avait environ 15 mètres de long et offrait la forme de deux cônes réunis par une partie cylindrique. Il s'enfonçait au moyen d'un gouvernail central mû par des pistons. Il renfermait de l'air comprimé et des compositions chimiques servant à en fabriquer pour les besoins de l'équipage.

De nombreuses expériences eurent lieu avec ce bateau sur les côtes du pays de Galles : M. Nordenfeldt les suivit avec le plus grand intérêt et il en a profité pour remédier, dans le bateau qu'il méditait déjà, aux causes d'insuccès qui s'étaient manifestées.

Bateau Goubet. — *L'Iron*, du 8 janvier 1886, donne la description détaillée d'un torpilleur sous-marin inventé par un ingénieur français, M. Goubet, et qui aurait été adopté par le gouvernement russe. Depuis 1883, 50 bateaux de ce type auraient été livrés par l'inventeur et l'amirauté russe en aurait commandé 300.

Le bateau Goubet appartient au type des bateaux-cigares, mais ses dimensions sont restreintes : il n'a que 5^m,03 de long, sur 0^m,98 de large et 1^m,82 de haut. Il ne doit porter que deux hommes qui s'assoient dos à dos au-dessous du panneau par lequel ils sont entrés et qui se ferme au moyen d'une coupole présentant sept hublots munis de verres permettant d'observer tout l'horizon. Des accumulateurs fournissent la force motrice : mais, en cas de déperdition fortuite de l'électricité, un appareil mû à bras permet d'actionner l'hélice. L'introduction de l'eau dans des réservoirs convenablement disposés produit l'immersion du bateau : quand on veut remonter, on expulse cette eau au moyen de pompes. L'air vicié par la respiration de l'équipage est également rejeté au moyen de pompes, et un réservoir d'air comprimé pourvoit à son renouvellement. L'équilibre est assuré au moyen de deux réservoirs à eau, l'un à l'avant, l'autre à l'arrière, et d'un pendule placé au centre du bateau.

Le torpilleur Goubet remorque une torpille qu'il va accrocher sous la coque de son ennemi au moyen d'une ligne garnie de

chevilles à pointes aiguës, puis, s'éloignant à environ 250 mètres, il déroule en même temps un fil conducteur permettant de faire éclater la torpille au moyen de l'électricité.

Le bateau ne déplace qu'un demi-tonneau environ, ce qui permet de l'embarquer sur les bâtiments destinés à la défense des côtes, comme un simple canot.

La vitesse est de cinq nœuds environ.

Bateau Nordenfeldt. — Le bateau sous-marin imaginé par M. Nordenfeldt et expérimenté à Landskrona (Suède), au mois de septembre 1885, s'il n'a pas résolu complètement le difficile problème de la navigation sous-marine, semble lui avoir fait faire néanmoins un pas considérable en avant.

Ce bateau, dont la coque est en acier doux de Suède, a la forme d'un cigare. Sa longueur est de 19^m,50; sa largeur, au centre, est de 2^m,74 et son creux de 3^m,35. Il déplace 60 tonnes.

La partie supérieure présente une petite tourelle de 0^m,30 de hauteur environ, munie d'un couvercle étanche mobile pour laisser entrer ou sortir les hommes de l'équipage : ce couvercle est surmonté d'une coupole en verre protégée par un bâti en acier. Le capitaine, monté sur un escabeau, place sa tête dans la coupole pour diriger le bateau.

Sur les flancs on remarque deux tambours destinés à protéger deux hélices à axe vertical. La largeur de la coque, avec les tambours, atteint en ce point 3^m,65.

A l'arrière se trouve une hélice motrice à quatre ailes de 1^m,53 de diamètre et le gouvernail de route.

A l'avant on remarque deux ailerons ou gouvernails compensés, un de chaque bord, destinés à assurer la stabilité lorsque le bateau est plongé.

L'intérieur peut être divisé en cinq parties dont les deux extrêmes contiennent des réservoirs d'eau chaude : la partie centrale est destinée à l'équipage; les deux autres contiennent, l'une la chaudière, l'autre la machine.

L'appareil moteur consiste en une machine à vapeur système Compound de 100 chevaux avec condenseur à surface. La vapeur est fournie par une chaudière marine ordinaire chauffée avec un combustible quelconque, de l'anthracite de préférence.

Une petite machine spéciale actionne un ventilateur quand on

navigue à la surface et les propulseurs verticaux quand le bateau est plongé. Le ventilateur renouvelle l'air intérieur et produit un tirage puissant : les résidus de la combustion sont entraînés dans deux tuyaux latéraux aboutissant au-dessous de la ligne de flottaison.

L'appareil d'immersion se compose de deux hélices à axe verticale protégées par les tambours. Leur mouvement est réglé d'une manière ingénieuse au moyen d'un piston hydrostatique gouverné par un levier gradué et portant un poids correspondant à la profondeur à laquelle on veut descendre. Quand la pression extérieure dépasse celle du niveau prévu, le mouvement automatique du piston ferme la soupape d'introduction de la vapeur et arrête la marche des hélices. Le bateau remonte aussitôt en vertu de sa flottabilité propre : la pression extérieure diminuant en même temps, la vapeur fonctionne de nouveau et les hélices se remettent en mouvement.

Ces propulseurs verticaux ne suffisent pas à déterminer l'immersion : le bateau contient un réservoir central que l'on remplit d'eau avant d'actionner les hélices. Quand on doit faire une longue course à la surface, ce réservoir est transformé en soute à charbon.

Lorsque le bateau est sous l'eau, la vapeur nécessaire est fournie par la réserve emmagasinée dans la chaudière et dans les citernes de l'avant et de l'arrière. D'après M. Nordenfeldt cette réserve est suffisante pour permettre au bateau de parcourir 14 milles.

La quantité d'air contenu dans la coque est assez considérable pour que l'équipage, composé de trois hommes, puisse rester six heures sans avoir besoin de remonter à la surface.

Malgré l'emploi de la vapeur, la température intérieure, grâce à un système bien entendu de circulation d'eau froide, ne s'élève pas à plus de 32°, tandis que l'on a parfois constaté jusqu'à 42° dans les chambres de chauffe de certains cuirassés.

Le bateau peut descendre jusqu'à une profondeur de 16 à 17 mètres. Sa flottabilité a été calculée de telle sorte qu'elle suffise pour lui permettre de remonter instantanément à la surface dès qu'on arrête le mouvement des propulseurs verticaux, ce qui constitue une garantie de sécurité pour l'équipage.

L'approvisionnement de charbon est suffisant pour parcourir 150 milles sans arrêt.

La vitesse théorique est de neuf nœuds, mais elle ne paraît pas avoir jamais été atteinte.

Les mémorables expériences de Landskrona eurent lieu du 21 au 23 septembre 1885 : l'Allemagne, l'Angleterre, l'Autriche, le Brésil, le Danemark, l'Espagne, la France, l'Italie, le Japon, la Norvège, la Russie, la Suède, la Turquie et les Colonies australiennes, s'y étaient fait représenter, sur l'invitation de M. Nordenfeldt.

La première journée fut employée à une visite du bateau.

Dans la deuxième journée on devait simuler toutes les phases d'une attaque contre la canonnière *Edda*, qui portait les représentants des puissances étrangères.

Le temps était mauvais. Une chaloupe à vapeur remorqua le torpilleur jusqu'à 500 mètres environ de la canonnière, mais l'amarré fut à ce moment larguée si maladroitement qu'elle s'engagea dans l'un des gouvernails horizontaux et le faussa complètement. Cet accident rendait la marche sous l'eau impossible. Le bateau dut se contenter d'évoluer en ne laissant paraître que l'extrémité supérieure de la coupole hors de l'eau : il plongea aussi deux ou trois fois, de manière à démontrer le bon fonctionnement des propulseurs verticaux.

Le troisième jour le bateau, suivi par l'*Edda*, se rendit de Landskrona à Helsingborg, en naviguant à la surface. Les tuyaux pour l'expulsion de la fumée au-dessous de la flottaison ont très bien fonctionné, et rien ne révélait la présence d'une machine motrice, mais la vitesse ne dépassa guère cinq nœuds.

L'avarie du gouvernail horizontal n'étant pas réparée, la quatrième journée fut consacrée à une nouvelle visite du bateau.

Pendant la cinquième journée, le temps étant beau et la mer calme, on devait reprendre le programme qui n'avait pu être exécuté le deuxième jour. Malheureusement, le mécanicien fut victime d'un accident, et l'équipage se trouvant réduit à deux hommes, le succès des expériences se trouva compromis. Le bateau fit bien quelques immersions et parcourut lentement une certaine distance sous l'eau, mais il ne parut pas répondre complètement à ce que l'on attendait de lui.

Pour lui faire remplir le rôle de torpilleur sous-marin, M. Nordenfeldt se proposait de l'armer d'une mitrailleuse placée à l'avant de la tourelle, sur le pont, d'un tube pour

pilles Whitehead à l'avant et d'une torpille trainée, système Nordenfeldt, à l'arrière. Aucune des installations nécessitées par ces dispositions n'avait été faite sur le bateau expérimenté à Landskrona : il n'est donc pas possible de se prononcer sur elles.

En résumé, les trois points importants du système de navigation sous-marine imaginé par M. Nordenfeldt sont les suivants :

1^o Emploi de la vapeur comme moteur ;

2^o Submersion obtenue par des moyens mécaniques ;

3^o Horizontalité absolue donnée par les gouvernails disposés à l'avant.

On a pu constater, dans la description des divers bateaux sous-marins qui ont précédé celui de M. Nordenfeldt, que plusieurs inventeurs avaient déjà songé à appliquer les mêmes procédés, mais il était réservé à l'ingénieur suédois d'en démontrer la praticabilité d'une manière incontestable.

La Grèce et la Turquie se sont empressées de faire l'acquisition de ces nouveaux engins.

Le torpilleur sous-marin acheté par le gouvernement grec est semblable à celui qui a été expérimenté à Landskrona, mais il a été complété par l'installation à l'avant d'un tube lance-torpille.

D'après le *Journal d'Athènes* du 16 avril 1866, les essais de ce bateau par la commission de réception auraient donné de mauvais résultats : le torpilleur en mouvement n'aurait pu rester plus de deux heures sous l'eau et sa vitesse ne dépasserait pas deux nœuds. Le *Messager d'Athènes*, au contraire, prétend que le bâtiment a répondu à toutes les espérances, et que sa vitesse a atteint facilement 8 nœuds et demi (1).

Nous n'avons pas de renseignements sur les essais qui ont dû être faits avec les deux torpilleurs sous-marins Nordenfeldt, achetés par le gouvernement turc. Nous savons seulement qu'ils sont plus grands que celui expérimenté à Landskrona, et qu'ils sont armés à l'avant de deux tubes lance-torpilles. Ils doivent répondre, par conséquent, au deuxième type imaginé par M. Nordenfeldt, pour la défense des côtes découvertes, lorsqu'on est forcé de naviguer pendant plusieurs jours, sans qu'il soit possible de trouver un abri, soit derrière des îlots, soit dans des embouchures de rivières d'eau.

(1) 1886.

Ce deuxième type doit avoir 35 mètres de long, 4 mètres de large et un déplacement de 160 tonnes. Sa vitesse théorique est de 12 nœuds, et il peut parcourir 900 milles sans avoir besoin de se réapprovisionner en charbon. Il peut descendre à 20 mètres environ en dessous de la surface de l'eau.

Il est mû par une machine Compound à 2 cylindres de 250 chevaux de force nominale. Deux machines, de six chevaux chacune, actionnent les propulseurs verticaux. La chaudière, du système marin ordinaire, est à trois foyers.

L'avant présente deux tubes lance-torpilles.

L'équipage est de trois hommes.

Avec du charbon dans ses soutes seulement, un semblable bateau peut tenir la mer pendant cinq jours.

Bateau Waddington. — D'après le *Broad Arrow* du 3 avril 1886, M. J. F. Waddington, de Birkenhead, vient d'inventer un nouveau bateau sous-marin, mû par l'électricité, qui a été expérimenté avec succès à Liverpool.

Ce bateau a la forme d'un cigare; il mesure 11^m,28 de longueur totale et 1^m,83 de diamètre au milieu. Sur le sommet, se trouve une petite tourelle munie de hublots permettant de voir dans toutes les directions, et couverte d'une écoutille étanche donnant accès à l'intérieur.

La profondeur à laquelle le bateau s'enfonce sous l'eau est réglée par deux ailerons placés sur les côtés et actionnés par un levier manœuvré à l'intérieur. Le gouvernail de l'arrière, par l'effet d'un appareil agissant automatiquement, maintient le navire dans une position horizontale.

Un seul homme suffit, à la rigueur, pour manœuvrer le bateau, il est préférable cependant d'en mettre deux.

A chacune des extrémités se trouve un compartiment qui renferme une provision d'air comprimé pour le cas où le bateau serait maintenu sous l'eau pendant un temps assez long; mais, par suite de l'absence de chaudière, de feu, etc., il existe, sans avoir besoin de cette réserve, assez d'air pour que deux hommes puissent séjourner six heures sous l'eau.

L'électricité, servant de force motrice, est emmagasinée dans cinquante puissants accumulateurs qui, une fois chargés, peuvent faire marcher le bateau, soit à la surface, soit sous l'eau, à raison de 9 nœuds pendant dix heures, ou lui faire parcourir envi-

ron 250 milles à vitesse réduite, sans avoir besoin d'être rechargés.

Le moteur actionne directement l'hélice et lui fait donner environ 800 tours par minute. Il peut être aussi appliqué à une pompe centrifuge qui, en quelques minutes, viderait les caisses à eau de lest, dont le contenu sert à faire immerger le bateau.

L'intérieur est éclairé par des lampes à incandescence, et la tourelle est munie d'un appareil d'éclairage électrique, qui permet à l'homme de barre de voir sous l'eau aussi bien qu'au-dessus. Cet appareil est le plus puissant qui ait été employé jusqu'ici à bord d'un navire : il a été exécuté avec succès par MM. Perry and Cox, de Liverpool.

Les éléments qui donnent la force motrice sont de la Compagnie *Electrical Power and Storage*, de Londres.

Un des principaux avantages que l'inventeur prétend avoir réalisé dans ce bateau est qu'il peut être porté sur les bossoirs d'embarcations d'un bâtiment de guerre. Dans cette position et avant de le mettre à la mer, on peut charger les éléments de force fournie par des dynamos. Il est alors prêt à fonctionner immédiatement.

Comme on le voit, ce nouveau bateau sous-marin ressemble beaucoup, extérieurement, à celui de M. Nordenfeldt, sauf les tambours protégeant les propulseurs verticaux, mais il en diffère entièrement par ses dispositions intérieures et la force motrice employée. Il sera intéressant de suivre les essais qui semblent devoir être continués.

Il n'est donné aucun renseignement sur le procédé employé pour assurer l'horizontalité : c'est là cependant un point très important, on peut même dire le plus important à réaliser dans un bateau sous-marin.

Il n'est rien dit non plus sur le mode d'emploi de ce bateau comme torpilleur sous-marin : sera-t-il muni de tubes de lancement ou d'espars porte-torpilles ? On signale bien la présence de compartiments renfermant de l'air comprimé, mais rien ne permet de supposer qu'il soit destiné à agir dans des tubes de lancement.

Bateau Dupuy de Lôme. — Le bateau Waddington constitue, à l'heure actuelle, le type le plus perfectionné de bateau sous-marin, s'il possède réellement toutes les qualités qui lui sont

attribuées par le *Broad Arrow*. Il semble même réaliser, dans une certaine mesure, le type imaginé par M. Dupuy de Lôme, le célèbre ingénieur français décédé récemment, ainsi qu'il résulte d'une note communiquée à l'Académie des sciences, le 5 avril dernier, par M. le contre-amiral Zédé.

D'après M. Dupuy de Lôme, la forme naturelle des bateaux sous-marins est celle d'un fuseau (bateau-cigare). On pourrait, dès à présent, leur donner de grandes dimensions, mais, dans une question aussi nouvelle, où tant de détails auront besoin d'être consacrés par l'expérience, il semble, au contraire, prudent de commencer par concevoir le plus petit navire possible pouvant rendre des services militaires utiles. En conséquence, M. Dupuy de Lôme a songé à un bateau ayant 20 mètres de long et 1^m,80 de diamètre, déplaçant environ 30 tonnes et pouvant soutenir une vitesse de 11 nœuds pendant trois heures, au moyen d'un moteur dynamo-électrique du système Krebs, employé dans la navigation aérienne, moteur qui est actionné par des accumulateurs spéciaux.

A l'intérieur se trouveraient des réservoirs d'eau, remplis ou vidés par une petite machine électrique permettant de régler, à chaque instant, la flottabilité et l'assiette : des réservoirs d'air comprimé pour renouveler l'atmosphère ambiante et régler la pression intérieure.

Deux gouvernails, l'un vertical, l'autre horizontal, actionnés également par des machines électriques donneraient la faculté de suivre la route voulue en direction comme en profondeur.

Des lampes à incandescence éclaireraient l'intérieur ; un appareil optique spécial permettrait de voir dans l'air lorsqu'on est près de la surface, et dans l'eau lorsqu'on plonge.

La mort a empêché M. Dupuy de Lôme de mettre son projet à exécution, mais le bateau expérimenté à Liverpool, par M. Waddington, vient de démontrer la praticabilité des idées de l'ingénieur français, sans qu'on puisse supposer que M. Waddington en ait eu connaissance.

M. Nordenfeldt se montre opposé à l'emploi de l'électricité dans la navigation sous-marine, et il a donné, à ce sujet, des raisons qui semblent très plausibles.

Les accumulateurs ou les batteries, que l'on est obligé d'employer pour emmagasiner la force nécessaire,

appareils délicats qui demandent à être manœuvrés par des mains exercées. En outre, des cas de force majeure peuvent enlever la possibilité de charger ces accumulateurs ou ces batteries.

La vapeur ne présente aucun de ces inconvénients : un bateau trouvera partout de l'eau et presque partout du charbon. De plus, la machine installée à bord des bateaux Nordenfeldt est du type employé dans la marine : donc pas d'éducation spéciale pour le mécanicien. Enfin, avec la vapeur, on obtient une certitude d'effets qui n'existe pas encore complètement avec les autres moteurs, surtout avec l'électricité.

Il semble néanmoins que, pour la navigation sous-marine, l'électricité soit appelée à détrôner la vapeur, comme elle l'a déjà fait pour la navigation aérienne.

M. le commandant d'état-major Daudenaert, de l'armée belge, proposait, en 1872, l'emploi combiné de la vapeur pour naviguer à la surface et de l'air comprimé pour manœuvrer sous l'eau. M. Nordenfeldt, en employant de la vapeur emmagasinée pour la navigation sous-marine, a résolu la question plus simplement.

Tactique sous-marine. — Il va sans dire que la tactique sous-marine n'existe encore qu'à l'état de projet, sans règles bien définies; nous croyons utile cependant de faire connaître, à ce sujet, les idées exposées par M. Nordenfeldt dans sa conférence du 6 février 1886, à l'*United Service Institution*.

Lorsqu'un torpilleur sous-marin arrive à l'extrême limite de la vue de l'ennemi, il s'enfonce de manière à ne laisser que sa coupole, ou tourelle, au-dessus de la surface de l'eau. Il continue à s'avancer ainsi jusqu'à la distance où il peut supposer que sa coupole sera aperçue. Il s'enfonce alors complètement et continue à se diriger sur le bâtiment qu'il compte attaquer. Arrivé à la distance voulue, il lance sa torpille et s'éloigne rapidement en restant submergé.

M. Nordenfeldt prévoit que, dans sa marche sous l'eau, le torpilleur sera parfois obligé de remonter à la surface pendant quelques secondes pour permettre au capitaine, dont la tête est dans la coupole, de rectifier la direction du bateau.

Ce sera une manœuvre dangereuse; il peut se faire, en effet, que des torpilleurs de surface, doués d'une grande vitesse, aient aperçu la coupole, soit avant sa disparition complète,

soit à l'une de ses rapides émerisions, et cherchent à s'en rapprocher immédiatement. Le capitaine du sous-marin, préoccupé d'assurer sa direction sur le gros bâtiment qu'il cherche à attaquer, peut fort bien ne pas se rendre compte de la surveillance dont il est l'objet sur d'autres points de l'horizon et, au moment où son bateau remonte, se trouver attaqué à son tour par des torpilleurs de surface.

M. le commandant Daudenaert avait prévu cet inconvénient, et il a imaginé une ingénieuse installation, permettant d'obtenir à la plus courte apparition au-dessus de la surface une photographie instantanée de tout l'horizon autour de la coupole (1). Cette photographie instantanée peut se répéter plusieurs fois, de manière à permettre au capitaine de vérifier avec la boussole s'il se dirige toujours exactement sur le bâtiment qu'il veut attaquer, et de constater en même temps s'il n'est pas entouré d'autres bâtiments cherchant à le cerner, grâce à leur vitesse supérieure et agissant en quelque sorte avec lui, comme les harponneurs avec une baleine.

C'est en 1872 que M. le commandant Daudenaert a fait connaître ce procédé : depuis cette époque, la photographie a beaucoup progressé, et il est étonnant que l'on n'ait pas cherché à l'utiliser dans la navigation sous-marine comme le proposait l'officier belge. Pour s'assurer contre toute surprise venant d'un point quelconque de l'horizon, le capitaine du sous-marin, dans sa coupole, est obligé d'exercer une surveillance des plus fatigantes, qui se trouverait ainsi très facilitée.

Les torpilles lancées dont M. Nordenfeldt préconise l'emploi renferment une charge de dynamite d'environ 300 livres. Il est fort probable qu'un semblable projectile aura facilement raison des filets protecteurs et autres moyens de défense que pourront employer des cuirassés, et que la coque elle-même de ces bâtiments est exposée à de très dangereuses, sinon mortelles, blessures. Mais, ainsi que l'a fait observer le duc d'Édimbourg présent à la conférence de M. Nordenfeldt, le torpilleur sous-marin ne sera-t-il pas en danger d'être détruit, lui aussi, par le coup

(1) *La Guerre sous-marine et les Torpedos*, par Daudenaert major, pages 44 et suivantes.

qu'il aura tiré. On sait, en effet, qu'à la suite des explosions de mines sous-marines chargées de dynamite, on retrouve des poissons morts à une très grande distance. Cette objection paraît avoir une sérieuse importance ; on connaît bien les effets des explosions sous-marines sur les torpilleurs de surface porte-torpilles, mais nous ne croyons pas qu'il ait été fait des expériences suivies sur les effets des explosions sous-marines sur les bateaux sous-marins. Nous rappellerons cependant que le *David*, des États confédérés, a coulé en même temps que le vaisseau fédéral l'*Housatonic*, contre lequel il avait fait éclater une torpille.

A quelle distance faudra-t-il lancer la torpille pour qu'elle produise un effet certain, sans que le torpilleur sous-marin ait à redouter le contre-coup de l'explosion ? C'est là un problème dont la solution paraît importante au point de vue de l'emploi des nouveaux engins, dans les guerres de l'avenir.

Conclusion. — On peut affirmer aujourd'hui que le problème de la navigation sous-marine, s'il n'est pas encore complètement résolu dans toutes ses parties, le sera prochainement. D'ailleurs, les progrès de la défense des bâtiments de haut bord contre les torpilleurs de surface rendront de plus en plus indispensable l'emploi des torpilleurs sous-marins, dont la valeur, au point de vue militaire, a été depuis longtemps reconnue. Peut-être même, ces nouveaux engins mettront-ils d'accord les cuirassés et les torpilleurs en les annulant tous deux, selon l'opinion exprimée par M. Dupuy de Lôme.

(98)

L'ASSAUT DES RETRANCHEMENTS

PAR

L'INFANTERIE RUSSE

Dans le n° 649 du 30 juin dernier, la *Revue militaire de l'Étranger* a déjà fait connaître à ses lecteurs le caractère particulier des manœuvres qui auront lieu cette année au camp de Krasnoé. On sait qu'elles ont surtout pour but de rechercher les procédés les meilleurs que peuvent employer les troupes d'infanterie pour attaquer et défendre les retranchements de campagne, et qu'à cet effet on a créé un véritable camp retranché à la construction duquel ont contribué toutes les troupes réunies actuellement à Krasnoé. Nous avons dit également qu'en attendant les grandes manœuvres, auxquelles doit assister l'empereur, les troupes prenaient part à des exercices préparatoires, et que l'un de ces exercices avait été exécuté le 5/17 juin dernier, en présence du grand-duc Vladimir, d'après un programme fixé par le général Dragomirov. *L'Invalide russe* nous fournit à ce sujet quelques renseignements.

L'ouvrage qu'il s'agissait d'attaquer et de défendre était une redoute construite par le régiment de la garde de Semenovski, pour deux compagnies à l'effectif de guerre, avec 3 pièces de campagne aux saillants. Le grand-duc Vladimir avait invité le général Dragomirov à exposer sa manière de voir au sujet des procédés d'attaque et de défense des retranchements et à appliquer, avec des troupes, ceux qu'il considérait comme les meilleurs. L'exercice du 5/17 juin représente donc l'application des principes posés par cet officier général, en même temps qu'on y trouve un nouvel exemple des méthodes d'enseignement qu'il préconise pour l'instruction des troupes. Cette double considération justifie l'intérêt que cet exercice nous offre.

Tout d'abord, nous voyons que la manœuvre eut lieu contre un

ennemi *réel*. Il fut, en effet, formé deux partis composés, l'un d'un bataillon de chasseurs de la garde, et l'autre d'un bataillon de grenadiers, ayant chacun deux pièces de la 2^e brigade d'artillerie de la garde. Le commandement supérieur fut donné au général-major Lioubovitski. Puis un thème peu compliqué eut pour but de transformer cette manœuvre à double action en un véritable exercice, c'est-à-dire en une *étude pure et simple d'une phase de l'action*. Le programme ne comportait, en effet, qu'une attaque de front commencée à 1000 pas : il ne s'agissait donc que d'étudier des procédés d'assaut.

Avant de commencer l'exercice, les officiers des deux partis furent conduits dans la redoute et assistèrent à une conférence qui avait pour but de faire ressortir la manière dont l'ouvrage devait être attaqué et défendu. Cette étude préliminaire, au cours de laquelle furent certainement exposées, sous leur forme entraînante, les doctrines du général Dragomirov en matière d'assaut, donne bien la physionomie de l'exercice en question et montre son caractère méthodique. Après quoi, le détachement chargé de la défense fut amené dans l'ouvrage et placé conformément à l'hypothèse adoptée. Deux compagnies furent disposées le long des faces qui devaient être assaillies; les flancs ne reçurent que des sentinelles, puisque l'attaque de front était seule admise. Les deux autres compagnies du bataillon furent placées sur les traverses postérieures de l'ouvrage; deux pièces en barbette furent mises aux saillants. L'infanterie et l'artillerie ne devaient ouvrir le feu que lorsque l'assaillant serait à 600 pas, cette prescription ayant pour but de retarder le moment où la position exacte du retranchement pourrait être repérée par l'ennemi. Lorsque ces premiers préparatifs furent achevés et que les défenseurs eurent pris leurs dispositions, les officiers du parti chargé de l'attaque rejoignirent leur troupe. Celle-ci, placée d'abord face au retranchement, se porta à 1000 pas des faces de la redoute, en laissant des jalonneurs aux distances de 200 et de 600 pas. Ces deux distances représentent : la première, celle que la chaîne ne devait pas dépasser avant l'assaut du retranchement, et la seconde, celle à laquelle les défenseurs de l'ouvrage devaient ouvrir le feu. Arrivé sur l'emplacement où il devait se porter en avant, le bataillon de chasseurs prit sa formation de combat en envoyant ses réserves en arrière, à la distance réglemen-

taire. A un signal parti de l'ouvrage, la manœuvre commença. La chaîne, marchant rapidement, franchit, sans se coucher, la distance de 1000 à 200 pas. Les réserves du bataillon, au lieu de suivre la première ligne avec des temps d'arrêt fréquents, la laissèrent gagner 500 ou 600 pas, puis se portèrent en avant par une marche de 400 à 500 pas. A 600 pas de l'ouvrage, elles n'étaient plus qu'à une cinquantaine de pas des compagnies de première ligne. Celles-ci, tout entières déployées, franchirent rapidement la distance de 600 à 200 pas et se couchèrent. A ce moment, les réserves, serrant sur la première ligne, la rejoignirent, la dépassèrent et s'élancèrent dans le fossé de l'ouvrage en observant le plus profond silence. Protégés par le feu intense de la chaîne restée en position, les assaillants reprirent haleine, puis se jetèrent sur les retranchements qu'ils enlevèrent en poussant des hurrahs. La chaîne, dont le feu se trouvait alors masqué, se précipita au pas de course pour prendre part à l'action finale.

L'assaut se termina par une attaque traversée, l'assaillant se formant dans l'ouvrage et le défenseur se portant dans le fossé extérieur.

Telle fut la marche suivie par le bataillon. Elle mérite de retenir un instant l'attention, car elle nous offre un exemple d'emploi tactique de l'infanterie qu'il est utile de méditer. Appliquée seulement au cas spécial de l'attaque d'un retranchement, elle ne semble, il est vrai, que rééditer les méthodes qui ont toujours été préconisées pour cette opération. Couronner le chemin couvert par une ligne de feu destinée à combattre celle de la défense, faire opérer la descente du fossé par les colonnes chargées d'escalader la brèche et de donner l'assaut, rallier les troupes au pied de l'escarpe, les laisser reprendre haleine et les lancer ensuite à l'attaque, tels ont toujours été les procédés classiques pour les opérations de ce genre.

L'exercice du 5/17 juin en est l'exacte reproduction, autant que semblent l'indiquer les renseignements qui nous fournit l'*Invalide russe*, et qui auraient besoin d'être complétés par certains détails pour qu'il fût possible de mieux apprécier le côté pratique des dispositions adoptées.

Quoi qu'il en soit, la chaîne, qui, dans la formation normale et le jeu des divers échelons, reste toujours en tête du mouvement, passe ici, à un moment donné, en seconde ligne, pour se laisser

dépasser par les éléments disposés en arrière, auxquels incombe l'attaque. C'est la solution vraie donnée à la question du général Dragomirov que nos lecteurs connaissent déjà. — « Tu viens de mettre la chaîne devant; tu es bien sûr qu'il doit en être ainsi partout et toujours?... Eh bien, quand la mettras-tu derrière? Réponds, ou tu n'es qu'un *dourak*. » La question, si étrange qu'elle paraisse, n'était donc pas, dans l'esprit du général Dragomirov, une simple boutade ou un rébus. Nous savons, d'ailleurs, que ce procédé emprunté à Souvarov, « le grand pédagogue militaire », a pour but de faire sans cesse appel au bon sens et de soustraire les esprits paresseux à l'influence de la routine et des *épures*. Et combien de fois, ajoute-t-il, ne voyons-nous pas des formations de combat descendre processionnellement dans un ravin quand le bon sens nous dit d'agir ici comme devant un retranchement !

Nous aurons d'ailleurs, sans doute, de nouveaux détails à fournir à ce sujet lorsque les manœuvres proprement dites succéderont aux exercices préparatoires. Nous répondrons à ceux qui s'étonneraient de ne voir figurer dans les manœuvres du 5/17 juin ni préparation de l'attaque, ni dispositions prises pour parer aux contre-attaques, etc., que cet exercice ne constituait qu'une étude de mécanisme. Il n'avait pour but que de faire comprendre aux officiers et aux troupes qui y prenaient part la manière dont un bataillon, qui reçoit l'ordre d'enlever un retranchement, doit s'acquitter de la tâche qui lui est confiée. Avec un thème simple, dont on écarte toutes les hypothèses qui compliqueraient inutilement la question et dont le souci ferait perdre de vue le véritable but de l'exercice, on fait de bonne instruction, celle dont les enseignements sont durables parce qu'ils sont bien compris.

Afin que les troupes pussent bien se pénétrer des dispositions prescrites par le programme, lorsque l'assaut eut été donné par le bataillon de chasseurs, on répéta l'opération en intervertissant les rôles et en faisant attaquer la redoute par le bataillon de grenadiers. Les choses se passèrent comme avant et dans l'ordre le plus méthodique.

La présence du grand-duc Vladimir, celle du général Dragomirov et d'un grand nombre d'officiers attestaient l'importance qu'on attachait à cet exercice préparatoire.

C'est la première fois que des grandes manœuvres auront le caractère spécial de celles qui doivent avoir lieu à Krasnoé, le mois prochain. Il y a lieu de supposer que les troupes russes apporteront dans leur exécution le résultat des enseignements que leur ont suggérés les opérations autour de Plewna.

Elles n'en seront que plus intéressantes.

(34)

NOUVELLES MILITAIRES

EMPIRE ALLEMAND

ADOPTION PAR LA BAVIÈRE DU NOUVEAU RÈGLEMENT D'EXERCICES DE LA CAVALERIE PRUSSIENNE. — Une décision ministérielle, en date du 2 juillet 1886, met en vigueur, dans l'armée bavaroise, le nouveau règlement d'exercices de la cavalerie prussienne (1).

ITALIE

SIMULACRE DE SIÈGE A VÉRONE. — Le gouvernement italien a décidé de faire exécuter cette année, à Vérone, des manœuvres de siège qui semblent devoir présenter d'autant plus d'intérêt que ce seront les seules qui auront lieu, cette année, en Italie.

D'après l'*Italia militare* du 24 juillet, les troupes appelées à prendre part à ce simulacre seront placées, pour l'attaque, sous les ordres du général-major Malvani, et comprendront les unités suivantes :

CORPS DE L'ATTAQUE.

Artillerie.

1 brigade de 2 compagnies du 13^e d'artillerie,

1 — 4 — — —

1 — 3 — 16^e —

Le parc comprendra 26 canons, 4 obusiers, 6 mortiers de divers calibres et 4 mitrailleuses White.

Génie.

1 brigade de 4 compagnies du 1^{er} régiment du génie,

1 — 2 — 2^e —

Parc du génie de corps d'armée du 1^{er} régiment,

Parc télégraphique du 3^e régiment,

2 locomotives routières du 3^e régiment,

Service d'éclairage par l'électricité.

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n^o 649 (1886).

Infanterie.

2 brigades des 18^e et 23^e, 27^e et 50^e régiments.

Artillerie de campagne.

4 batteries du 4^e d'artillerie (les batteries à 6 pièces).

Cavalerie.

Régiment de Foggia (moins un escadron).

Train et services administratifs.

1 compagnie du train du 9^e d'artillerie,

1 section des subsistances,

1 section de santé.

A l'état-major général, la direction du service de santé et celle du commissariat seront organisées comme pour une division. Dépendra en outre de l'état-major une prévôté forte de 1 officier et de 46 gendarmes.

CORPS DE LA DÉFENSE.

Commandant, le général-major Pastore.

Artillerie.

1 brigade de 3 compagnies du 16^e d'artillerie,

1 — — — 17^e —

8^e régiment d'artillerie.

Génie.

1 brigade de 3 compagnies du 2^e régiment du génie,

1 détachement de télégraphistes du 3^e régiment du génie,

1 parc aéronautique du 3^e régiment du génie,

Service de télégraphie optique et d'éclairage par l'électricité.

Infanterie.

67^e régiment d'infanterie,

68^e — — —

Bataillon alpin Monti Lessini.

Cavalerie.

1 escadron de régiment de Foggia.

Le Gérant : L. BAUDOUIN.

Paris. — Imprimerie L. BAUDOUIN et C^e, rue Christine, 2.



REVUE MILITAIRE

DE L'ÉTRANGER

N° 652

15 Août

1886

SOMMAIRE

*Les tendances actuelles de la cavalerie russe (suite et fin).
— La loi sur le landsturm en Autriche-Hongrie (suite
et fin). — A propos de la dernière invasion de la Russie
par Sarmaticus (suite). — Nouvelles militaires.*

LES TENDANCES ACTUELLES

DE LA

CAVALERIE RUSSE

(Suite et fin) (1).

VIII.

La *Revue* a exposé précédemment les doctrines qui ont cours actuellement en Russie, relativement au rôle de la cavalerie dans les guerres de l'avenir. Nous allons analyser aujourd'hui le *Règlement d'instruction tactique pour le combat à pied de la*

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 617, 618, 623, 625 et 636 (1885).

cavalerie et des cosaques. Ce règlement a été publié en 1881; mais, après la transformation en dragons des régiments de hussards et de uhlans effectuée en 1882, une nouvelle édition, datée de 1884 et mise en harmonie avec le nouvel ordre de choses, est devenue officielle. Les seules modifications que comporte l'édition de 1884 sont: la suppression des paragraphes spéciaux relatifs

Nombre de files

Nombre des hommes ayant mis pied à terre

16		20
18		20
14		18
13		16
12		16
11		14
10		12
9		12
8		10

Fig. 1.

au combat à pied des hussards et des uhlans et, en second lieu, l'augmentation du nombre des escadrons qui, pour le régiment, a été porté de quatre à six.

Le règlement comprend deux parties, l'une formelle et qui donne des prescriptions fixes pour l'exécution des divers mouvements, l'autre didactique, qui est un corps de doctrines concernant les conditions d'emploi du combat à pied. Cette dernière partie porte le titre d'instruction complémentaire.

La partie réglementaire se divise en neuf chapitres, dont le premier a simplement pour but d'indiquer que toutes les prescriptions ordonnées pour la cavalerie sont applicables aux cosaques, sauf à remplacer, le cas échéant, le mot *escadron* par celui de *sotnia*.

Le chapitre II a pour objet la répartition de l'escadron pour le combat à pied. Il pose comme règle que cette opération ne s'exécute que sur un peloton au moins, mais que lorsque l'escadron opère séparément, il faut éviter, à moins de circonstances exceptionnellement favorables, de l'exécuter sur tous les pelotons.

La mise à pied comporte deux degrés :

1° La mise à pied ordinaire,

2° La mise à pied renforcée.

Pour la mise à pied ordinaire (1), les pelotons sont partagés par fractions de trois files (d'après le mode de rupture de la colonne de route). Le croquis ci-dessus (fig. 1) indique le nombre des cavaliers qui mettent pied à terre. Les gardes-chevaux restent à cheval.

Le croquis suivant (fig. 2) donne la disposition d'un escadron qui a mis pied à terre.

La mise à pied renforcée n'a lieu que dans des cas exceptionnels; on ne laisse qu'un homme par fraction de trois files. Cet homme reste à cheval pour tenir les six chevaux. De même l'officier commandant le groupe des chevaux haut-le-pied, le maréchal des logis chef (*vachmistre*) et un trompette restent à cheval. La mise à pied ordinaire, ou renforcée, s'exécute l'escadron étant formé soit en bataille, soit en colonne de pelotons ou de divisions.

(1) Pour la mise à pied ordinaire, ce sont les cavaliers de la file n° 2 de chaque fraction de trois qui tiennent les chevaux; pour la mise à pied renforcée, le cavalier du deuxième rang de cette même file reste seul à cheval.

Le chapitre III donne la formation des fractions qui ont mis pied à terre et fixe les places à occuper par les gradés. Les pelo-

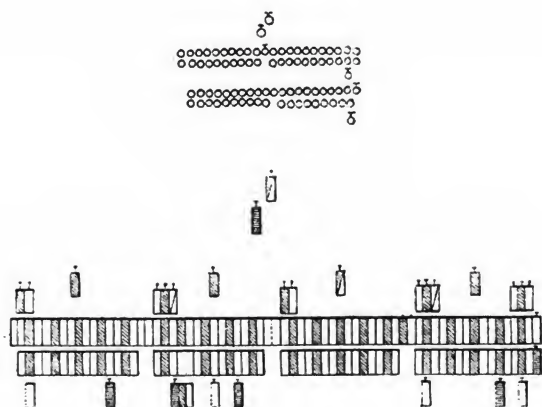


Fig. 2.

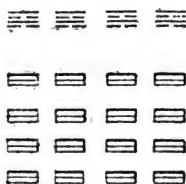
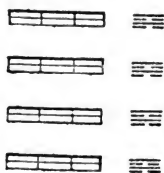
tous restent constitués sur eux-mêmes et sur deux rangs, à un demi-front d'escadron en avant des chevaux. Les distances et les intervalles à observer sont les mêmes qu'à cheval, ainsi que les places occupées par les gradés.

Disposition d'un régiment (1) en ligne déployée.



Fig. 3

(1) Ce dispositif et celui des figures 4, 5 et 6 concernent le régiment à 4 escadrons (règlement de 1881).

Disposition d'un régiment en ligne de colonnes.*Fig. 4**Disposition d'un régiment en masse de colonnes.**Fig. 5**Disposition d'un régiment en colonnes d'escadrons.**Fig. 6*

Le chapitre IV est relatif aux commandements et aux signaux.
 Les commandements se font à la voix.

La sonnerie *Au trot* indique le *Pas gymnastique*.

La sonnerie *Garde à vous* précédant un commandement ou une sonnerie signifie que l'un et l'autre ne s'adressent qu'à la réserve et aux fractions en ordre serré.

La sonnerie *Ralliement* indique une menace de cavalerie.

On ne doit employer les sonneries que rarement. Le sifflet sert aux officiers et aux gradés pour attirer l'attention des cavaliers.

Le chapitre V donne des prescriptions pour la manœuvre à pied.

En ordre serré, on exécute les mouvements au pas accéléré et au commandement.

En ordre dispersé, on emploie le plus souvent le pas gymnastique ; on ne s'attache pas à la conservation de l'alignement ; les hommes marchent à volonté en tenant le fusil horizontal et par le milieu, librement.

Le chapitre VI donne le dispositif de combat.

L'escadron déploie une chaîne de tirailleurs sur un front de 100 à 120 pas. Il conserve un soutien qui ne doit pas rester au delà de 500 pas et qui se rapproche d'autant plus que la chaîne est plus près de l'ennemi. La chaîne s'avance par bonds successifs d'environ 100 pas. A environ 200 pas de l'objectif, elle exécute un feu à volonté, le soutien la rejoint, et tout l'escadron se porte en avant au pas de course. A 50 pas, on se jette sur l'ennemi à la baïonnette au cri de *hourra* !

Le chapitre VII traite du combat de plusieurs escadrons. Une troupe comprenant un certain nombre d'escadrons se forme, à pied, sur une seule ligne, ou sur deux, suivant les circonstances. Dans ce dernier cas, la première, ou avant-ligne, comprend la chaîne et les soutiens. Les escadrons de seconde ligne constituent la réserve qui se maintient à environ 500 pas de la première ligne.

Le chapitre VIII est relatif aux chevaux haut-le-pied. Dans la mise à pied ordinaire, les gardes-chevaux exécutent des mouvements pour se mettre à l'abri des feux et pour suivre, autant que possible, les groupes qui ont mis pied à terre. Ils se portent en avant le plus rapidement possible à la rencontre des hommes à pied, dès que ceux-ci doivent remonter à cheval.

Dans la mise à pied renforcée, les chevaux haut-le-pied restent sur place. Ils sont alors protégés par une fraction montée. L'effectif de cette réserve à cheval varie selon les circonstances ;

elle se place à un front de peloton en avant des chevaux haut-le-pied et détache des patrouilles et des vedettes sur les flancs et en arrière. Elle a pour mission de poursuivre l'ennemi battu, en cas de succès des combattants à pied, et, dans le cas contraire, de dégager ces derniers et de les protéger pendant qu'ils rejoignent leurs montures. Enfin, la réserve à cheval doit encore se maintenir en liaison avec les cavaliers à pied, pendant toute la durée du combat, et assurer leurs flancs.

Le chapitre IX traite des revues et de l'ordre en colonne pour défilé. Les prescriptions indiquées ne diffèrent en rien des conditions habituelles relatives au rassemblement d'un régiment à pied; il y est question de l'étendard et de son escorte, du salut du sabre, etc. Mais, ce qui est particulier, c'est que le règlement admet les chevaux haut-le-pied à l'honneur du défilé et fixe leur place et les diverses formations dans lesquelles ils doivent paraître, selon les circonstances.

La seconde partie du règlement comprend, nous l'avons dit, une *Instruction* qui a pour but de donner des indications générales sur l'emploi du combat à pied de la cavalerie, et qui doit servir de guide pour l'application tactique des formations prescrites par la première partie de ce même règlement.

Cette instruction pose en principe, tout d'abord, que le but de la cavalerie c'est l'action à cheval et à l'arme blanche; cette arme ne doit avoir recours à l'emploi du combat à pied qu'à défaut de troupes d'infanterie et quand la nature du terrain ou les circonstances l'empêchent de remplir, à cheval, la mission qui lui incombe, comme par exemple : pour défendre pied à pied une localité, pour déloger une troupe ennemie d'un bois, d'un village, d'une ferme, etc. On devra d'ailleurs, même dans ces différents cas, ne mettre à pied que le nombre d'hommes strictement nécessaire pour l'opération projetée.

La mise à pied *renforcée* est un expédient exceptionnel. Il faut, quand on y a recours, que les chevaux haut-le-pied soient dans une entière sécurité et n'aient pas besoin de se déplacer. Exemples : Défense d'un pont sur un cours d'eau non guéable, d'une chaussée sur un marais impraticable, d'un défilé de montagne, etc.

Si l'on a le choix, les dragons devront être employés de préférence aux cosaques, pour le combat à pied.

Les règles tactiques du combat de l'infanterie sont applicables au combat à pied de la cavalerie, mais en tenant compte des particularités suivantes :

1^o La cavalerie à pied est bien moins libre de ses mouvements, que l'infanterie, car elle est liée à ses chevaux ;

2^o La cavalerie doit combattre à pied avec moins d'opiniâtreté que l'infanterie ; car, même en cas de succès, des pertes sérieuses, en hommes, auraient pour résultat de mettre hors de combat les escadrons qui auraient le plus souffert, en raison des chevaux de main dont ils resteraient ensuite embarrassés. D'autre part, si les cavaliers combattant à pied se laissent acculer à leurs chevaux, en cas d'insuccès ils courent risque de perdre un grand nombre de leurs montures et d'être jetés dans un désordre inextricable au moment de se remettre en selle. Aussi, dans l'accomplissement des diverses missions qui peuvent lui incombent, à pied, la cavalerie ne doit-elle chercher qu'à gagner du temps pour ralentir la marche de l'ennemi, en attendant l'entrée en ligne de sa propre infanterie. Opposée à des fantassins ennemis, en force, la cavalerie réussira généralement mieux à les arrêter en restant à cheval et par la menace de mouvements tournants à grande envergure sur les flancs ou à revers.

A pied, dans la défensive, la cavalerie doit donner immédiatement à son feu le maximum d'intensité ; dans l'offensive, elle doit marcher à l'ennemi le plus vivement possible, et, si son attaque échoue, rompre le combat, au plus vite, afin d'éviter des pertes inutiles.

Un escadron, pour le combat à pied, devra donc en se déployant porter sur la chaîne le plus grand nombre de fusils possible, dès le début et même la totalité de ses hommes, s'il est soutenu par une autre fraction à cheval. Plusieurs escadrons à pied, disposés sur deux lignes, mettront en avant-ligne toujours au moins la moitié de leurs forces. En ce qui concerne le tir, l'*Instruction* recommande de ne pas faire de feux individuels au delà de 800 pas. Les salves peuvent être employées à toute distance. Le feu à cartouches comptées est de règle quand la voix du chef risque de ne plus être entendue et qu'il se présente un objectif de vastes dimensions, mais susceptible de disparaître rapidement. Le tir indirect et le tir plongeant peuvent être employés à plus de 1000 pas lorsque des rapports certains font con-

naître la présence de troupes ennemies cachées par le terrain ou derrière des retranchements.

Jusqu'à 500 pas on emploie le but en blanc naturel de l'arme, mais on indique aux cavaliers s'ils doivent viser la tête, la poitrine ou les pieds de l'adversaire.

Dans le combat défensif, il est recommandé au commandant de la troupe de faire soigneusement la reconnaissance des localités à défendre, afin de se rendre un compte exact des points les plus dangereux et de répartir les combattants de la première ligne, la réserve, ainsi que les chevaux haut-le-pied, dans les conditions les plus favorables. On aura soin de se ménager un champ de tir étendu, tout en utilisant les coupures ou autres obstacles de nature à arrêter la marche de l'assaillant. Quand on en a le temps, on creuse des abris de tirailleurs, et l'on organise des retranchements improvisés, en profitant des ressources dont on dispose à cet effet. S'il s'agit de défendre un bois ou un village, on en fait occuper la lisière par la chaîne des tirailleurs, mais on ménage à l'avance des passages destinés à permettre aux troupes en réserve de se porter rapidement en ligne. Celles-ci peuvent être maintenues très à proximité des tirailleurs si la disposition des lieux permet de les abriter, elle-mêmes, suffisamment.

Il est utile, quand on le peut, de repérer les distances en avant et sur les flancs de la position. Néanmoins, on ne devra pas, en général, tirer de trop loin, afin de réserver le plus de munitions possible pour la défense à portée efficace, entre 800 et 200 pas. Quand l'assaillant sera parvenu sans hésitation jusqu'à cette dernière distance, si le défenseur n'a pas pour mission de conserver à tout prix le point menacé, mais seulement de gagner du temps, les cavaliers démontés devront au plus vite retourner à leurs chevaux. Ils ne se laisseront entraîner à joindre l'adversaire à l'arme blanche qu'au cas où de petites fractions ennemies se seraient imprudemment aventurées. S'il fallait, au contraire, se défendre jusqu'à la dernière extrémité, la réserve, au moment de l'assaut, se précipiterait sur l'adversaire par une contre-attaque en ordre serré.

Quant à la poursuite de l'adversaire repoussé, elle est exclusivement réservée aux soutiens à cheval, et les cavaliers démontés ne devront pas s'y laisser entraîner, mais se contenter d'user de

leurs feux pour accélérer sa retraite. Si les circonstances le permettent, les combattants à pied devront rejoindre leurs montures afin de poursuivre, à cheval, l'adversaire battu.

Dans le cas où l'ennemi tenterait un mouvement tournant sur la position attaquée de front d'autre part, ce serait à la réserve de repousser le premier par une contre-attaque énergique.

Pour l'offensive, l'*Instruction* donne des prescriptions étendues qui sont, d'ailleurs, en concordance avec les dispositions admises pour le combat de l'infanterie. Nous n'insisterons donc pas. Disons seulement qu'il est recommandé à la cavalerie de mettre pied à terre le plus près possible de l'ennemi, soit à 1500 pas environ, normalement. De 1500 à 800 pas on marche vivement ; à cette dernière distance commence l'attaque méthodique. Ce que le règlement russe offre de plus particulier, c'est d'indiquer aux cavaliers à pied des formations spéciales contre la cavalerie. A la menace d'une charge, les pelotons déployés en tirailleurs se rallient, au commandement de leur chef, et attendent l'ennemi de pied ferme, en ordre compact, en faisant des feux à commandement. Les tirailleurs qui se trouvent protégés par des obstacles impraticables pour la cavalerie restent en ordre déployé ; la réserve joint ses feux à ceux des pelotons de première ligne.

La cavalerie qui a mis pied à terre attaque l'artillerie ennemie dans l'ordre dispersé, les réserves se portant à la rencontre des troupes de soutien des batteries.

Quand la cavalerie est accompagnée d'artillerie, l'*Instruction* recommande de laisser à sa garde un soutien, à cheval autant que possible. En cas de retraite, les combattants à pied doivent couvrir le mouvement de manière à donner aux pièces le temps de se retirer sans désordre.

Telles sont les principales prescriptions du règlement sur le combat à pied de la cavalerie russe.

IX.

Pour compléter l'exposé des principes qui ont cours aujourd'hui en Russie, relativement au rôle de la cavalerie dans les guerres de l'avenir, nous allons reproduire maintenant la critique du règlement que nous venons d'analyser. Elle est due à un écri-

vain militaire bien connu, le colonel d'état-major Baïkov. Sous ce titre : « *De l'emploi du combat à pied et de la manière de le conduire pour la cavalerie* », cet officier supérieur a résumé, dans une brochure récemment publiée, les instructions officielles qui servent de *directives* pour l'instruction tactique du combattant à deux fins, devenu l'idéal et le prototype des dragons russes et des cosaques.

L'auteur, dans une notice historique, commence par démontrer que les peuples cavaliers de tous les temps, Arabes, Tartares, Tourkmènes, Cosaques du Caucase et des steppes d'Asie, etc., ont sur le combat à pied de tout autres idées que les cavaleries régulières.

Pour ces dernières, mettre pied à terre au moment de combattre est un procédé particulier et anormal, tandis que pour les cavaliers de naissance, c'est un mode naturel et instinctif dont ils se servent à merveille, et à propos, sans en avoir jamais connu la théorie et sans avoir jamais pensé à en discuter les avantages ou les inconvénients respectifs. Ils n'ont qu'un but, atteindre leur ennemi ; que ce soit à pied ou à cheval, ils n'y font point de différence. Surprendre leur adversaire et lui causer le plus grand dommage possible, telle est la seule tactique qu'ils connaissent.

Dans l'antiquité, comme au moyen âge, l'homme de cheval n'hésite pas à mettre pied à terre pour combattre, quand il le faut, et souvent il remporte ainsi la victoire. En effet, de tout temps, il a semblé avantageux d'utiliser la vitesse, qui est propre au cheval, pour transporter rapidement le combattant muni des meilleures armes en usage selon l'époque. C'est ce que faisait Pierre le Grand, comme Napoléon I^{er} qui exigeait que toute sa cavalerie fût armée du fusil. Le tzar Nicolas I^{er} avait la même idée quand il formait un corps de dragons composé de 8 régiments (à 10 escadrons, dont 2 armés de lances) et de 6 batteries à cheval, pouvant mettre en ligne 7,000 baïonnettes, 16 escadrons de lanciers et 48 pièces. L'expérience de la guerre a manqué pour déterminer la valeur de cette conception (1). Mais l'erreur, c'est d'avoir voulu faire des dragons une sorte de cavalerie moyenne.

(1) Organisé en 1833, ce corps de dragons fut licencié en 1856, après la guerre de Crimée, à laquelle il ne prit d'ailleurs aucune part.

intermédiaire, destinée à un rôle spécial. Ce fut au XVII^e siècle (1) que l'on imagina de faire des dragons une arme à part destinée à soustraire la cavalerie proprement dite à l'obligation de combattre à pied, à l'occasion. Aussi l'instruction des dragons péchait-elle par la base et contre le sens commun, puisqu'il fallait convaincre l'homme de sa supériorité à la fois comme fantassin et comme cavalier ! Une telle contradiction devait forcément compromettre l'éducation du soldat ; dans la pratique, les dragons, de toutes les armées, mettaient leur amour-propre à rester uniquement des cavaliers, et le combat à pied paraissait d'autant plus méprisable. Il faut arriver à la guerre de la Sécession pour trouver l'emploi sur une grande échelle de masses de cavalerie réellement indépendantes, agissant à grand rayon, sans souci de leurs communications et sachant utiliser leur armement dans toutes les circonstances. Cependant, cette expérience remarquable passa presque inaperçue en Europe ; on vit dans les raids américains une conséquence de l'emploi d'une cavalerie improvisée et peu instruite, et l'on estima, *à priori*, que ces procédés seraient inapplicables en Europe. Aussi, la campagne de 1866 est-elle remarquable par l'incapacité dont la cavalerie des deux partis fait preuve (2).

La guerre franco-allemande de 1870-71 permet aux cavaliers des deux partis de montrer un peu plus d'indépendance. Pendant les premières opérations, la cavalerie allemande s'acquitte convenablement de ses devoirs relatifs à l'exploration et à la sécurité. D'autre part, celle des Français nous donne quelques exemples de combat à pied (deux escadrons de dragons à Forbach, le

(1) Baikov fait remonter l'origine des dragons, en tant que combattants à deux fins, à Alexandre le Grand, qui avait mis à cheval, sous le nom de *dimaques*, une troupe de fantassins.

(2) Dans son *Histoire de la guerre de 1866*, le colonel fédéral suisse Lecomte mentionnait la *majestueuse inutilité* des cavaliers allemands, et il ajoutait : « Nous les prions de nous pardonner, ainsi que maints autres en Europe, de leur dire qu'ils pourraient avantageusement s'instruire auprès de leurs collègues de l'Amérique du Nord. Sheridan, Stoneman, Kilpatrick, Grierson, Pleasanton, Custer et Merritt, sans parler de Stuart, de Morgan et Fitz Lee, pourraient leur apprendre, dans leur propre pays et avec leurs propres chevaux allemands, beaucoup de choses dont ils ne se doutent guère, et qu'ils ont oubliées depuis les cosaques de Platov... »

6 août, et un régiment de même arme à Coincy, le 31). Mais, pendant la seconde partie de la guerre, nous voyons les régiments allemands, même de dragons, se retirer aux premiers coups de fusil des moindres bandes de francs-tireurs ; la cavalerie n'ose plus s'aventurer sans être soutenue par de l'infanterie, elle a du plomb dans l'aile et ne peut s'affranchir de cette influence dissolvante. Elle admet comme un dogme son absolue incapacité vis-à-vis de l'infanterie. Pendant les six années qui suivent, on discute le rôle de la cavalerie dans toutes les armées, et l'on en revient, en théorie, à préconiser la tactique de décision sur le champ de bataille, selon le mode d'emploi de Frédéric et de Napoléon. Arrive la guerre turco-russe, qui remet en question tous les exploits que se promettaient les cavaliers. Les faits bouleversent tous les calculs, la cavalerie est forcée d'avouer son impuissance, elle tombe d'un extrême dans l'autre et n'ose plus rien entreprendre : « La cavalerie ne peut rien en face de l'armement moderne de l'infanterie ! » Tel est le mot d'ordre qu'acceptent nos meilleurs officiers, et ils réclament pour leurs cavaliers l'adoption d'un fusil perfectionné et à la baïonnette. Des masses d'une magnifique cavalerie chargées de compléter le blocus de Plewna ne parviennent pas à arrêter même des convois ; elles ne réussissent seulement pas à retarder leur marche ! Et cependant notre cavalerie brûle, en pure perte, un million et quart de cartouches ! Le manque absolu de toute initiative, de tout esprit d'entreprise, tel est le résultat d'une préparation insuffisante et d'une instruction mal dirigée. Voici un exemple caractéristique : une forte reconnaissance destinée à opérer sur les derrières de l'ennemi est composée d'hommes triés sur le volet, tous bons tireurs, et un officier connu pour son audace est choisi pour la commander. Cette troupe part à la nuit tombante ; mais à peu de distance du point de départ, elle met pied à terre et renvoie ses chevaux ; puis, après avoir parcouru cinq verstes environ, elle rencontre une poignée de paysans musulmans en armes et, renonçant à l'accomplissement de sa mission, elle rentre dans la même nuit au cantonnement, convaincue qu'elle a fait tout ce qu'elle devait !

Après la campagne des Balkans une longue polémique s'engage sur le sujet du rôle désormais réservé à la cavalerie. Des écrivains militaires et des qu'étrangers, préconisent l'emploi exclusif du feu des armes. On admet généralement que le feu des armes

à tir rapide chasse à tout jamais la cavalerie du champ de bataille, et cette arme perd à tel point le sentiment de sa valeur que deux troupes à cheval qui marchent à la rencontre l'une de l'autre, — nous l'avons constaté aux grandes manœuvres, trois ans de suite, — au lieu de s'aborder le sabre à la main, mettent pied à terre et se fusillent de loin.

Les choses en étaient là quand, en 1882, fut ordonnée la transformation de tous les régiments de hussards et de uhlans en dragons. Dans les choses militaires, les mots ont leur importance. C'était donc une erreur que de donner le nom de dragons à nos cavaliers, parce que la tradition réservait aux dragons un rôle spécial qui, de tout temps, les avait fait considérer par les autres subdivisions de l'arme comme une cavalerie de moindre valeur. Or, de même qu'il n'y a qu'une infanterie, on ne devrait admettre qu'une seule espèce de cavalerie dont les régiments ne comprendraient aucune subdivision d'arme et se contenteraient de cette simple désignation : « N° *Régiment de cavalerie* ». Armés du fusil à tir rapide et de la baïonnette, ils apprendraient à s'en servir et seraient capables de combattre à cheval ou à pied, selon les éventualités, sans avoir, comme aujourd'hui, à s'adonner, plus ou moins exclusivement, à la pratique de l'un ou l'autre de ces procédés, suivant les goûts particuliers de leurs chefs.

De même, si l'emploi du combat à pied devient une véritable manie dans un grand nombre de corps de cavalerie, Baïkov en fait remonter la cause aux *Règlements* de 1881 et de 1884 (1), ainsi qu'aux *Instructions* complémentaires qui les ont accompagnés. Leurs prescriptions sont souvent trop étroites, ou rédigées sans qu'on ait tenu un compte suffisant de la valeur des mots qui, en certains cas, peuvent être pris dans un sens trop littéral, surtout par des hommes dont l'esprit, dépourvu de sens critique, est peu habitué à l'étude réfléchie des théories et ne possède qu'une trop légère teinture d'histoire militaire. Elles peuvent, au dire du colonel russe, fausser les idées de beaucoup d'officiers. Ainsi, l'*Instruction* complémentaire énumère (§ 2) les cas où, dit-

(1) Le *Règlement d'instruction tactique de la cavalerie et des cosaques pour les formations à pied*, publié en 1884, n'est qu'une nouvelle réduction de celui de 1881 mise en harmonie avec la récente formation du régiment à 6 escadrons au lieu de 4.

elle, la cavalerie *doit* combattre à pied ; ce mot *doit* semble indiquer une obligation ; n'eût-il pas mieux valu employer le terme *peut* ? Nous ne suivrons pas l'auteur dans sa dialectique grammaticale, sans toutefois en méconnaître l'intérêt, car ce n'est pas exclusivement dans les règlements russes que se rencontrent des vices de rédaction offrant plus ou moins de danger à être pris dans un sens trop absolu.

Le combat à pied, dit le colonel Baïkov, n'est qu'un expédient auquel on a recours seulement dans des cas exceptionnels, quand le terrain ou les circonstances empêchent de joindre l'ennemi à cheval. Son emploi est toujours dangereux pour la cavalerie, car il entraîne pour elle une situation aventurée, par suite du point vulnérable que présentent les chevaux haut-le-pied. La cavalerie ne devra donc jamais mettre pied à terre pour combattre, si ses flancs ne sont pas couverts et protégés de manière à laisser une entière sécurité aux gardes-chevaux. Par conséquent, il ne faut jamais y recourir en face d'un adversaire qui dispose lui-même d'une fraction de troupes à cheval ; et, vis-à-vis d'une infanterie égale ou supérieure en nombre, des cavaliers à pied devront toujours renoncer à la lutte, quand l'adversaire arrive à se rapprocher de 4 à 500 pas. A cette distance, en effet, la cavalerie à pied peut se laisser entraîner au combat à courte portée, au corps à corps même, et alors il lui est impossible de compter rejoindre ses chevaux. A plus forte raison, si l'emplacement où les chevaux haut-le-pied sont arrêtés n'est pas absolument défilé des vues et du feu de l'ennemi, on devra rompre le combat à 800 ou 1000 pas ; car si les gardes-chevaux étaient exposés aux projectiles de l'adversaire, les cavaliers combattant à pied n'auraient que bien peu de chances de retrouver leurs montures, parmi lesquelles l'ordre serait impossible à maintenir dans de semblables conditions.

De même, une troupe de cavalerie à pied ne sera presque jamais à même d'arrêter, ou simplement de ralentir dans sa marche une infanterie fraîche et déterminée, en nombre sensiblement égal. Que l'on songe qu'une division de cavalerie peut, au plus, mettre en ligne 1900 fusils qui ne sauraient avoir la prétention de faire éprouver à une infanterie numériquement égale (et à plus forte raison supérieure) des pertes équivalentes à celles dont elle aurait à souffrir. Tandis qu'en restant à cheval, sa

mobilité, l'imprévu de ses menaces sur les flancs, à revers, etc., auront une influence morale bien plus grande et de nature à rendre l'adversaire très circonspect. Même sur un terrain favorable, c'est-à-dire abrité par des obstacles sérieux, ou des coupures de terrain, la cavalerie ne doit pas s'engager à fond contre l'infanterie, car le combat défensif est essentiellement contraire à l'esprit et à la nature des troupes à cheval.

En général, la cavalerie ne devra mettre pied à terre pour combattre que devant de faibles détachements qui voudraient lui barrer le chemin et qu'il serait impossible de tourner; ou bien encore, pour s'emparer d'un point dont la possession aurait une haute importance. Mais, dit le colonel Baïkov, la cavalerie ne doit jamais perdre de vue les principes suivants :

1° Le combat à pied n'est pas une branche spéciale de l'instruction de la cavalerie, il n'entraîne pas pour elle des modifications à son rôle naturel, il n'a pas de caractère particulier et est en parfaite connexité avec le but assigné à toute arme, qui est d'ébranler l'ennemi.

2° Il ne faut pas que le combat à pied soit employé jamais dans des conditions contraires à l'esprit d'offensive qui est l'essence même de la tactique de la cavalerie. Celle-ci ne met pied à terre pour combattre que si le terrain lui interdit d'agir à cheval, et, même à pied, il faut mener l'action vigoureusement et rapidement, *cavalièrement* pourrait-on dire.

3° Toute occasion doit être mise à profit pour seconder l'arme à feu par l'arme blanche. Celle-ci doit toujours être préférée; aussi ne faut-il mettre à pied que le nombre de fusils strictement nécessaire.

4° Jamais le combat à pied de la cavalerie ne doit prendre les proportions d'une défense acharnée vis-à-vis de troupes d'infanterie. Les pertes auxquelles s'exposerait la première pouvant avoir pour résultat de la désorganiser complètement, il n'est pas d'occasion où elle soit tenue de se sacrifier *à pied*; elle ne saurait prétendre arrêter une infanterie fraîche ou supérieure en nombre; sa mission se borne à gêner, à ralentir la marche de celle-ci, et elle y réussira mieux en menaçant à cheval les flancs ou les derrières des assaillants.

5° La mise à pied de la cavalerie arrête son action offensive et lui enlève les qualités de vitesse qui lui sont propres. Il ne faut

donc y avoir recours que si le combat à pied fait gagner du temps en évitant un trop long détour.

6° La baïonnette n'est d'un usage avantageux que pour opérer par surprise ; mais dans la défensive, pour les causes déjà indiquées, on n'emploie que les feux et on évite le combat rapproché.

7° Le concours de l'artillerie à cheval est toujours utile pour préparer l'attaque de la cavalerie même démontée.

8° Le succès du combat à pied dépend de la force de l'effectif disponible ; il est donc interdit aux petites fractions de cavaliers de descendre de cheval pour agir.

9° Enfin, si l'on peut user de ce mode de combat dans des circonstances très diverses et sur tous les points du théâtre des hostilités, il ne faut pas oublier que ce n'est qu'à défaut de troupes d'infanterie ; encore ne peut-on engager, dans une action d'une certaine importance, des cavaliers démontés en nombre considérable, que si l'on dispose de masses de cavalerie à cheval pour seconder leur action.

Aussi, ayant posé ces principes, Baïkov n'a pas grand effort à faire pour démontrer que l'instruction officielle n'en a pas tenu un compte suffisant, et il conclut par cette affirmation que le *Règlement sur le combat à pied de la cavalerie russe* est en complet désaccord avec l'esprit de cette arme, parce que les auteurs de ce règlement semblent avoir méconnu :

1° Que, même à pied, la cavalerie doit toujours conserver ses procédés tactiques ;

2° Que la défensive à tout prix est essentiellement contraire à l'esprit de l'arme ;

3° Qu'il est inadmissible d'imposer à la cavalerie démontée les mêmes obligations qu'à l'infanterie dont elle ne serait plus alors qu'une sorte de doublure.

Les conséquences de ces erreurs sont déplorables, dit Baïkov ; elles ont eu pour résultat de faire attacher beaucoup trop d'importance au combat à pied de la cavalerie, et d'amener dans les méthodes d'instruction de cette arme une dualité néfaste. Par suite, cet officier supérieur réclame l'abrogation du règlement et son remplacement par une instruction très courte, conforme aux principes généraux de la cavalerie : « Cavaliers nous sommes, cavalerie-t-il, nous n'avons rien à imiter

des fantassins; foin des procédés d'instruction méticuleux (1) et artificiels! ce qu'il nous faut, c'est l'unité de doctrine et la simplicité des moyens. »

Passant aux critiques de détail, le colonel russe blâme l'emploi du double procédé de mise à pied *ordinaire* et *renforcée*. Dans les deux cas les garde-chevaux restent à cheval afin de se mouvoir plus facilement, de suivre les tirailleurs de plus près et d'être à portée de leur amener rapidement leurs montures.

Il est inutile de démontrer les avantages inhérents à la mise à pied d'un plus grand nombre de fusils; moins on conserve de garde-chevaux, plus on a d'hommes disponibles comme tireurs, ou pour le soutien à cheval. Baïkov estime qu'en faisant mettre pied à terre aux garde-chevaux, on peut leur donner un plus grand nombre d'animaux à tenir, tandis que si ces cavaliers restent en selle ils offrent plus de prise aux coups de l'ennemi et trouvent plus difficilement à s'abriter. L'homme à pied conduira, plus facilement qu'à cheval, un nombre donné de chevaux de main; si l'un des animaux qu'il mène *par la figure* est atteint par un projectile, le désordre sera moindre et plus aisément réparable que si le cavalier était resté à cheval. Un homme à pied peut facilement non pas seulement tenir, mais mener six chevaux; au cas où l'un des garde-chevaux serait mis hors de combat, les animaux qu'il tenait peuvent être pris par un camarade. Dans ces conditions, les chevaux haut-le-pied seront évidemment moins mobiles que si deux hommes sur trois, seulement, mettaient pied à terre. Mais cette mobilité des chevaux haut-le-pied est-elle si désirable? Et ne vaut-il pas mieux les laisser bien à l'abri? Pour l'offensive les tirailleurs démontés n'ont que des mouvements très simples à exécuter. Les chevaux haut-le-pied n'auront qu'à se déplacer latéralement pour ne pas rester dans la zone dangereuse; quant à la poursuite de l'ennemi battu, c'est le soutien à cheval qui en a cure, et les tirailleurs secondent son

(1) Baïkov s'élève surtout contre les recommandations à la cavalerie d'avoir à se retrancher et à creuser des abris de tirailleurs, ainsi que contre les prescriptions relatives aux formations de la cavalerie à pied contre les charges d'une cavalerie à cheval. Si le terrain permet à l'adversaire de combattre à cheval, il n'y a pas de raison pour mettre pied à terre.

action de leurs feux. Qu'importe alors si les chevaux haut-le-pied ne rejoignent qu'un peu plus tardivement ? Pour la défensive, au contraire, la prescription réglementaire de conduire aux tirailleurs leurs chevaux est des plus dangereuses. Les cavaliers à pied ne doivent pas se laisser entraîner à attendre l'ennemi de près ; ils doivent rompre le combat à 600 ou 1000 pas, mieux vaudra donc qu'ils se retirent rapidement et en bon ordre, sur les chevaux haut-le-pied, que d'avoir à les attendre. Combien de fois le moindre retard dans l'arrivée de leurs montures n'entraînerait-il pas une action à courte distance, et quel désordre n'en résulterait-il pas s'il fallait remonter à cheval à bonne portée de l'ennemi ?

Baïkov tire de ces considérations les conclusions suivantes :

1° L'inutilité de faire tenir les chevaux haut-le-pied par des hommes montés a pour conséquence de diminuer le nombre de ces non-valeurs.

2° Il n'y a pas de raison pour conserver deux procédés différents de mise à pied, car il suffit de laisser au chef le soin de désigner le nombre de fusils dont il juge avoir besoin, et qui ne devra jamais être moindre que les $\frac{3}{4}$ de la troupe.

Baïkov blâme également le règlement d'avoir formellement prescrit au capitaine commandant de mettre pied à terre, s'il a plus de deux pelotons désignés pour combattre à pied. C'est à cet officier de choisir le poste où sa présence lui paraît le plus utile.

Tous les mouvements des cavaliers démontés devront être exécutés le plus vivement possible, chacun prenant de suite l'espace nécessaire pour marcher plus librement. Il ne faut pas perdre de vue que l'affaire doit être menée *cavalièrement* et promptement décidée. Aussi devra-t-on déployer immédiatement la chaîne, afin d'éviter que, dans les renforcements successifs, les cavaliers de pelotons différents ne viennent à se mêler. Mieux vaudra, si l'on a conservé un soutien à pied, le porter sur le prolongement de la chaîne, au moment décisif.

La conclusion à laquelle on arrive ensuite à l'examen des règles de l'emploi des pelotons, dès l'abord, qu'en exposant sur ce sujet des principes si raisonnables, il est certain de rencontrer bien

La cavalerie qui a mis pied à terre doit, dit-il, chercher à remplir l'objet de sa mission le plus rapidement possible.

Le feu à grande distance doit être la règle, car le tir à courte portée peut, dans la défensive, amener les plus déplorable conséquences et, dans l'offensive, il arrête le mouvement en avant et paralyse la troupe qui y a recours. Aussi, Baïkov est-il d'avis de donner immédiatement au feu la plus grande intensité, pour ébranler l'adversaire en le couvrant d'une nappe de plomb. Le feu lent n'est à recommander que pour gagner du temps.

Pour l'attaque comme pour la défense, le feu de la cavalerie doit être aussi nourri que possible aux distances de 800 à 1000 pas. Si cette arme ne se sent pas en force, elle doit rompre le combat avant que l'adversaire arrive à 400 pas, pour des causes déjà mentionnées. Le tir sera toujours dirigé par les officiers, qui doivent rester maîtres de leurs hommes. On évitera tout gaspillage de munitions sans but, et le feu ne sera employé que de pied ferme, jamais en marchant.

La cavalerie ne doit faire usage que du tir individuel ou des feux de salves. Il est donc bien inutile d'exercer cette arme à tous les genres de tir prescrits pour l'infanterie; en voulant pousser trop loin cette branche de l'instruction du cavalier, on la rendrait trop compliquée et l'on perdrait un temps précieux. Pour donner plus d'efficacité au feu de la cavalerie, qui doit être écrasant dès le début de l'engagement, il serait utile de la pourvoir d'une arme à magasin. Le cavalier russe dispose de 70 cartouches dont 40 portées sur lui; c'est de quoi lui permettre de prendre part à un combat ayant une durée d'une heure et demie à deux heures au maximum, et dans des conditions de moyenne intensité. Il y aurait donc lieu d'augmenter la quantité des munitions affectées à la cavalerie.

Enfin, Baïkov condamne encore les procédés indiqués par le règlement, pour la retraite. Selon lui, les cavaliers à pied doivent cesser le feu brusquement et simultanément pour rejoindre au plus vite leurs montures, tandis qu'il est prescrit de ne battre en retraite que lentement et par fractions échelonnées, dont l'une fait toujours face à l'ennemi et le contient par son feu pendant que les autres se retirent sous sa protection.

Incidemment, l'officier russe dont nous venons de retracer les idées recommande, en cas de guerre européenne, de jeter sur les

flancs et sur les derrières de l'ennemi les hordes demi-sauvages de l'Asie russe, Kirghizes, Tourkmènes, montagnards du Caucase, etc. Lancés en partisans et faisant la guerre sans merci, ils auraient bientôt répandu l'épouvante parmi les populations ; on les ferait commander par des officiers russes intelligents auxquels il suffirait de donner *carte blanche* (1). Une nation a le droit d'employer pour sa défense tous les moyens dont elle peut disposer ; la Russie ne saurait donc, par fausse philanthropie, se priver des services de tous ses cavaliers de naissance, sous le prétexte qu'ils font la guerre sans se conformer aux usages d'une civilisation qu'ils ignorent. La guerre est un fléau, certes, mais elle ne peut avoir qu'un but, l'anéantissement de l'adversaire ; aussi, toutes les conventions soi-disant destinées à l'adoucissement des maux occasionnés par les armées belligérantes ne sont que des leurres (2).

Le seul moyen de soulager les populations, c'est de mener les hostilités le plus vivement et le plus vigoureusement possible : on imposera ainsi la paix à l'adversaire et la durée de la guerre sera réduite d'autant. Mais, pour arriver à ce résultat, il faut pousser l'ennemi sans trêve, détruire ses forces organisées et le contraindre par le fer et par le feu à s'avouer vaincu.

(85)

(1) En français dans le texte.

(2) L'auteur fait exception pour la convention de Genève dont il approuve le but.

LA

LOI SUR LE LANDSTURM

EN AUTRICHE-HONGRIE

(Suite et fin) (1).

L'étude de l'organisation et de l'emploi du landsturm est particulièrement difficile, en raison de l'absence de tout document officiel sur la matière, et le travail qui va suivre doit être considéré comme un simple essai, donnant quelques éléments d'appréciation, et nullement comme l'analyse exacte des mesures prévues pour l'utilisation des forces que la nouvelle loi met à la disposition de l'empire. Il est d'ailleurs évident que les circonstances politiques auraient une influence prépondérante sur l'emploi du landsturm en temps de guerre. Il ne faut pas l'oublier, en effet, les diverses races de l'Autriche-Hongrie ne se bornent plus à soutenir leurs intérêts personnels les unes contre les autres, elles en sont arrivées à manifester hautement leurs sympathies ou leurs antipathies pour tel ou tel peuple voisin et les sentiments qui se font jour en matière de politique extérieure sont souvent diamétralement opposés. Les Slaves, les Allemands, les Hongrois, ont des tendances et des aspirations très différentes, et l'emploi du landsturm se ressentira forcément de la situation des esprits dans les divers pays de la monarchie.

Nous allons laisser de côté l'utilisation partielle du landsturm pour tâcher de nous rendre compte de l'effort maximum qu'on peut obtenir grâce à la nouvelle institution, et chercher à évaluer l'effet utile de cette force qui, si l'on se plaçait au seul point de

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger* nos 650 et 651 (1886).

vue du nombre, quadruplerait et au delà la puissance militaire de l'Autriche-Hongrie.

D'après les emplois qui leur sont réservés, les hommes du landsturm peuvent être classés en quatre catégories distinctes :

1° Les hommes destinés au remplacement dans les unités de combat de première ligne de l'armée active et de la landwehr ;

2° Les hommes appelés à constituer les unités de combat indépendantes du landsturm ;

3° Les hommes désignés pour les services accessoires de seconde ou de troisième ligne (services techniques, administratifs, de santé), pour l'exécution des travaux dans les places fortes, la préparation des théâtres éventuels d'opération ;

4° Les hommes placés dans les services auxiliaires sur le territoire (service de bureau, magasins, hôpitaux).

Pour la première catégorie, on semble, d'après les divers renseignements recueillis, prévoir pour l'armée active un nécessaire d'environ 320,000 hommes, qui seraient appelés dans l'ordre suivant :

1° hommes instruits de l'ersatz-reserve (1) : ce sont actuellement ceux des classes 1883, 1884 et 1885 dont le total s'élève, déduction faite des pertes annuelles, à 27 ou 28,000 hommes ;

2° hommes instruits envoyés en congé par anticipation en vertu du § 40 de la loi militaire. Le nombre en est naturellement variable ; pour l'armée active, il a été, en moyenne, dans les dix dernières années d'environ 2,800, soit, pour les onze classes (en tenant compte de ce qu'une partie des exemptés a déjà passé un ou deux ans sous les drapeaux), un total de 30 à 40,000 hommes, y compris ceux qui proviennent de la landwehr ;

3° hommes non instruits de l'ersatz-reserve, environ 52,000 hommes (le nombre en diminue chaque année) ;

4° hommes non instruits exemptés temporairement, en vertu du § 17 de la loi militaire, environ 80,000 hommes, d'après les bases d'évaluation que nous avons adoptées précédemment (2).

(1) Les hommes de l'ersatz-reserve ne reçoivent d'instruction que depuis trois ans. Ils sont, par la loi de 1882, soumis à une première instruction d'une durée de huit semaines.

(2) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 650 (1886), page 46.

Soit, au total, de 190 à 200,000 hommes; il resterait donc, pour arriver à former une réserve de 320,000 hommes, à en appeler environ 125,000; on les trouvera dans les deux plus jeunes classes du landsturm (33 et 34 ans), dont les hommes instruits suffisent à fournir le contingent demandé. Actuellement les deux plus jeunes classes du landsturm sont celles de 1873 et 1872. En calculant ce que sont devenus (1) les contingents de l'armée active, déduction faite du contingent de la marine, on trouve qu'ils doivent comprendre un peu plus de 123,000 hommes complètement instruits; il en sera de même pour les années suivantes, le contingent de l'armée active variant très peu.

On peut admettre, par suite, que la partie du landsturm appelée à servir de complément à l'armée active comprendra d'une manière normale : les exemptés temporaires du § 17, les hommes en congé du § 40 et les hommes complètement instruits des deux plus jeunes classes du landsturm.

Ces 320,000 hommes seront-ils employés intégralement à combler les vides de l'armée active, ou bien serviront-ils à de nouvelles formations ? Le ministre cisleithan s'est expliqué sur ce point, en affirmant que toute l'organisation militaire de l'Autriche était basée sur le principe de mettre en première ligne des unités fortement constituées et de les tenir constamment au complet, sans en augmenter le nombre; il a donné à entendre qu'aucune formation nouvelle ne serait prélevée sur ce contingent, assertion d'autant plus admissible, d'ailleurs, qu'il serait actuellement difficile d'assurer à un grand nombre de nouvelles unités de combat de l'armée active les cadres supérieurs, l'artillerie ainsi que les trains et services nécessaires pour en former des groupes de quelque importance, divisions ou corps d'armée. Par contre, en appelant simultanément à l'activité ces 320,000 hommes (2), on peut, dans les formations normales de dépôt remplacer les hommes de l'ersatz-réserve, dont l'in-

(1) En comptant les déchets annuels à 3 0/0.

(2) Pour rester dans l'esprit de la loi qui semble n'admettre l'appel des classes de 33 et de 34 ans pour le remplacement qu'à défaut de ressources suffisantes dans les classes de 20 à 32 ans.

struction est actuellement nulle pour sept classes et insuffisante pour les trois autres, par des hommes du landsturm ayant servi trois ans dans l'armée active et assisté plus tard à quatre périodes d'instruction ; on peut, par suite, si le besoin s'en fait sentir, rendre *immédiatement* disponibles les unités de dépôt qui, pour l'infanterie seule, représentent une force prévue de plus de 100,000 hommes, divisée en 102 bataillons d'infanterie et 32 compagnies de chasseurs (1). Il resterait alors dans les dépôts les 80,000 hommes de l'ersatz-reserve, les 100,000 exemptés des §§ 17 et 40, les hommes malades ou malingres de l'armée active et de sa réserve et la partie non utilisée des hommes instruits des deux premières classes du landsturm. Ces deux dernières catégories peuvent servir à combler les premiers vides, on n'aurait recours aux autres hommes dont l'instruction est nulle ou incomplète qu'après une période de préparation suffisante pour leur permettre de figurer honorablement dans des unités solidement encadrées. Ajoutons que ces dernières considérations reposent sur de simples hypothèses destinées seulement à montrer les avantages de la nouvelle loi, et que, de plus, si l'importance de la guerre ne l'exigeait pas, cette manière d'opérer ne serait probablement pas choisie en raison des dépenses très considérables qu'elle entraînerait ; on se bornerait alors à appeler les hommes de remplacement dans l'ordre indiqué plus haut au fur et à mesure des besoins.

Nous n'avons pas compris les landwehrs dans les prévisions du remplacement ; les matricules de cette partie des forces de l'empire renferment, en effet, une centaine de mille hommes en sus de ce qui est nécessaire pour les formations prévues ; la landwehr trouvera là des éléments de remplacement en proportion supérieure au quart de son effectif de guerre, et n'aura nul besoin de recourir au landsturm, à moins qu'elle ne veuille opérer ce remplacement avec des hommes instruits ; elle devrait en ce cas faire appel aux ressources du premier ban.

L'organisation des unités indépendantes du landsturm n'est encore arrêtée que d'une manière tout à fait générale. On peut

(1) Non compris les deux bataillons de dépôt du régiment de chasseurs tyroliens.

seulement trouver, dans les discussions, quelques renseignements plus ou moins vagues. Voici le résumé d'un discours du général Welsersheimb, qui constitue, jusqu'ici, le document le plus intéressant sur la question.

« Pour la défense des places fortes, la garde des frontières, la défense éventuelle du pays contre l'incursion des troupes de partisans, de cavalerie, il sera constitué des corps de landsturm, organisés d'après les règles militaires habituelles; on y emploiera surtout les hommes ayant déjà servi.

» Lorsque la nature spéciale du pays permettra de créer une défense locale, on la préparera d'avance en y affectant les hommes particulièrement aptes à ce genre de guerre, tels que les chasseurs, etc. On choisira de même des gens spéciaux pour la transmission des correspondances.

» Des corps civils bien organisés pourront rendre d'utiles services pour la garnison des grandes villes et le maintien de l'ordre.

» Le service de reconnaissance et de sécurité sera, autant que possible, assuré par des détachements montés; on y puisera les éclaireurs, les estafettes à cheval, les patrouilles nécessaires. »

Le ministre hongrois s'est montré plus affirmatif que le ministre cisleithan sur la constitution d'unités montées dans le landsturm; il est d'ailleurs certain que l'organisation en sera plus aisée en Hongrie que dans toute autre partie de la monarchie (1).

Un point du discours du général Welsersheimb mérite de fixer particulièrement l'attention; il s'est d'ailleurs trouvé confirmé par le baron Fejerváry: c'est celui qui est relatif aux choix des hommes instruits pour la constitution des unités indépendantes.

De quelles forces disposera l'Autriche pour organiser ces unités? Les hommes instruits peuvent se diviser en trois catégories, suivant qu'ils ont appartenu à l'armée active, à l'ersatz-reserve ou seulement à la landwehr.

Le premier ban du landsturm renferme des hommes complè-

(1) Dans les pays cisleithans la Galicie fournira d'assez bons éléments pour la cavalerie de landsturm.

tement instruits appartenant à cinq classes ; si deux de ces dernières sont employées comme réserve de remplacement, il en restera trois disponibles, soit, en comptant le contingent annuel à 88.000 hommes (1), un peu plus de 167,000 hommes ayant passé par l'armée active.

Le nombre des hommes versés directement dans la landwehr est extrêmement irrégulier ; dans les treize années qui se sont écoulées de 1871 à 1884, il a varié de 12,300 à 41,000 ; la moyenne a été de 19,300 ; en la prenant pour base, on trouve, pour les cinq classes du premier ban, 63,000 hommes d'instruction plus ou moins complète, mais en général assez sommaire.

Quant aux hommes provenant de l'ersatz-réserve, ils n'ont actuellement aucune instruction, et il faudra attendre huit ans encore avant que la première classe instruite, celle de 1883, passe dans le landsturm. Dans les treize années précitées, le contingent de l'ersatz-réserve a varié de 7,200 à 20,400. La moyenne, pendant ce laps de temps, a été de 11,710, ce qui donnerait pour le premier ban environ 38,500 hommes de cette provenance. On voit, d'après les données précédentes, que le premier ban du landsturm disposera pour la constitution d'unités indépendantes d'environ :

167.500 h. complètement instruits (les trois plus anciennes classes).	
63.000 h. provenant de la landwehr	} ayant de 3 à 8 mois d'instruction.
38.500 h. provenant de l'ersatz-réserve	
Total. 269.000 h.	

Des calculs analogues, établis d'après les mêmes bases, donnent pour la composition du 2^e ban du landsturm :

248.000 h. complètement instruits (cinq classes).	
51.000 h. provenant de la landwehr	} instruction élémen- taire.
33.000 h. provenant de l'ersatz-réserve	
Total. 335.000 h.	

Ces chiffres, donnés comme de simples approximations, montrent que l'appel général du landsturm fournirait environ six

(1) Les derniers contingents sont notablement plus élevés. Le chiffre de 88,000 est basé sur les contingents de 1872 à 1882.

cent mille hommes plus ou moins instruits (1), propres à constituer des unités indépendantes.

Sur les 415,000 hommes ayant passé par l'armée active :

65 0/0	ou 270,000	proviennent de l'infanterie ;
8,4 0/0	ou 35,000	— de la cavalerie (2) ;
11,5 0/0	ou 48,000	— de l'artillerie ;
3,5 0/0	ou 14,500	— des troupes techniques.

Sur les 117,000 hommes versés directement dans la landwehr, 3 à 4 0/0, soit environ 4,000 hommes, proviennent de la cavalerie ; tout le reste ou à peu près, ainsi que la presque totalité des hommes de l'ersatz-reserve, a servi dans l'infanterie.

Les ressources du landsturm permettront donc d'organiser environ 450 bataillons composés d'hommes plus ou moins instruits et de constituer facilement les escadrons nécessaires pour le service des étapes et des places fortes ; les ressources en chevaux paraissent suffisantes pour assurer la remonte de cette cavalerie (3). Comme on le voit, la nouvelle loi dotera la défense des places de précieux éléments en artillerie et en troupes techniques.

Les effectifs portés plus haut correspondent au fonctionnement normal de la loi, lorsque le landsturm ne comprendra plus que des classes incorporées sous le régime militaire inauguré en 1868, ce qui n'aura lieu qu'en 1890, et encore les hommes de l'ersatz-reserve ne pourront-ils être comptés comme instruits qu'au moment où la loi de 1882 aura produit tout son effet, c'est-à-dire en 1904 ; jusqu'à cette époque, tout ou partie des 60,000 hommes provenant de l'ersatz-reserve devront être considérés comme non instruits.

Nous venons de montrer que les ressources en hommes sont suffisantes pour constituer un nombre respectable de bataillons

(1) Déduction faite des réservistes de la cavalerie classés dans le train.

(2) En y comprenant les hommes provenant de l'ersatz-reserve qu'il faudrait actuellement déduire.

(3) D'après les derniers renseignements, le nombre des chevaux est, en Autriche, de 4,9 et, en Hongrie, de 6,3 par kilomètre carré.

de landsturm ; cherchons par quels moyens on peut arriver à en assurer les cadres.

Le choix des sous-officiers ne paraît devoir présenter aucune difficulté, chaque classe quittant le service actif en comporte toujours une proportion très forte par rapport aux simples soldats, proportion que l'on retrouvera naturellement dans les classes du landsturm.

Pour les officiers, la question est plus difficile à résoudre. Aux termes de la loi, les anciens officiers sont astreints à faire partie du landsturm jusqu'à l'âge de soixante ans : c'est probablement sur cette catégorie que s'exercera le choix pour les grades d'officier supérieur et de capitaine. Les éléments font défaut pour en déterminer le nombre avec exactitude ; voici quelques données officielles, à ce sujet.

Dans l'infanterie ont été mis à la retraite :

	Colonels.	Lieut.-col.	Majors.	Capitaines.	Lieutenants.	S.-lieut.
En 1883..	45	5	8	107	43	4
En 1884..	43	6	14	109	27	6
Moyenne .	44	5	11	108	20	5

Or, à la fin de 1884, sur les 14 colonels d'infanterie les plus âgés, deux avaient 60 ans ou plus, un 58 ans, cinq 57 ans, six 56 ans (1). Si l'on suppose que les 14 colonels qui prennent chaque année leur retraite soient les 14 plus âgés, hypothèse évidemment désavantageuse, on disposerait d'un effectif de 41 colonels (2), ce chiffre de 41 correspondant au cas le plus défavorable ; en calculant d'une manière analogue pour les autres grades on trouve, pour les officiers à la retraite âgés de moins de 60 ans, un effectif *minimum* de :

(1) Statistique militaire officielle.

(2) En admettant que 6 colonels prennent annuellement leur retraite à 56 ans, il y en aura 6 de 56 ans, 6 de 57, 6 de 58 et 6 de 59 ans, soumis à l'obligation de servir dans le landsturm, c'est-à-dire 24. De même, parmi ceux qui ont 57 ans, il y en aura 5 de 57 ans, 5 de 58 ans et 5 de 59 ans, soit 15. Et ainsi de suite. Ce calcul donne 41 pour le *minimum* d'officiers à la retraite âgés de moins de 60 ans.

Colonels	d'infanterie.	40	de cavalerie.	10
Lieutenants-colonels	—	20	—	26
Majors	—	45	—	17
Capitaines	—	880	—	55
Lieutenants	—	325	—	17 (1)

Les chiffres ci-dessus ne comprennent pas les officiers admis à la retraite après avoir été placés dans la position de *congé avec solde d'attente*, sorte de non-activité pour infirmités temporaires qui doit fournir peu de sujets encore suffisamment valides pour le service militaire actif.

Les évaluations précédentes représentent un minimum absolu. Si l'on ne tient pas compte des réductions à prévoir par suite des inaptitudes au service provenant de maladies ou d'infirmités, on pourra les considérer comme une approximation grossière, mais suffisante pour fixer les idées.

On disposerait donc d'au moins 1250 majors, capitaines ou lieutenants, c'est-à-dire d'un nombre de majors ou capitaines commandants de bataillons et de capitaines ou lieutenants commandants de compagnies, suffisant pour encadrer 250 bataillons à 4 compagnies. On trouverait en outre, si l'on venait à grouper

(1) Ces calculs sont basés sur la statistique de 1884. Le budget de la même année présente les effectifs suivants pour les officiers retraités depuis la promulgation de la loi du 28 décembre 1875 sur les pensions militaires, c'est-à-dire depuis 10 ans seulement :

	Armée active.		Landwehrs.	
	Effectifs.	Titulaires.	Effectifs.	Titulaires.
Colonels	244	72	14	7
Lieutenants-colonels	136	85	24	5
Majors	475	595	24	17
Capitaines	4469	70	413	»
Lieutenants	443	34	23	4
Sous-lieutenants	225	»	5	»

Les chiffres correspondants du budget de 1886 portent le nombre des officiers combattants retraités sous l'empire de la nouvelle loi à plus de 4,000, du grade de colonel à celui de sous-lieutenant; en tenant compte de ce qu'aux termes de la loi, on peut avoir droit à une pension de retraite à partir de 40 ans de service, on voit que le nombre des officiers âgés de moins de 60 ans doit être très notablement supérieur au minimum indiqué plus haut.

ces bataillons en régiments, 60 colonels ou lieutenants-colonels pour les commander.

On compléterait les cadres en choisissant les lieutenants et sous-lieutenants parmi les anciens officiers de réserve et de landwehr ou, à défaut, en procédant à la nomination d'un certain nombre d'anciens cadets. La moyenne des nominations annuelles dans la réserve pour la période 1880-1884 a été de 750 lieutenants ou sous-lieutenants, et de 87 cadets (1). En se basant sur ces chiffres, on disposerait dans les dix classes du landsturm de plus de 4.500 officiers de réserve et de 450 à 500 cadets auxquels il faudrait ajouter 1000 à 1200 officiers et 250 à 300 cadets nommés dans le cadre non permanent des landwehrs (2). On voit que le nombre des officiers inférieurs sera largement suffisant pour doter plus de 400 bataillons de 3 officiers par compagnie et de 2 officiers pour l'état-major. Ce nombre est supérieur à celui que nous avons supposé pouvoir encadrer avec les officiers retraités; on trouverait d'ailleurs, parmi les anciens volontaires d'un an, les éléments nécessaires pour compléter le nombre des cadets.

Les nominations dans la réserve et dans le cadre non permanent des landwehrs étaient, il y a quelques années, beaucoup moins nombreuses qu'à présent (3), il y aurait donc actuellement à prévoir un déficit assez sensible; mais on arriverait à le combler en choisissant les officiers, parmi les anciens volontaires

(1) Ont été nommés :

en 1880 :	774	officiers de réserve ;	68	cadets de réserve ;
en 1881 :	596	—	65	—
en 1882 :	793	—	91	—
en 1883 :	722	—	75	—
en 1884 :	866	—	139	—

(2) Les chiffres donnés pour les landwehrs sont basés sur le rendement actuel, mais tout à fait récent, des écoles d'officiers de la landwehr et de la honved. Dans la première les nominations annuelles semblent devoir être désormais d'environ 30 officiers du cadre actif, 80 officiers et 40 à 15 cadets du cadre non permanent. Dans la honved, l'académie Ludovica donnera normalement 60 officiers du cadre actif et les divers cours rattachés à cette école paraissent devoir fournir chaque année une centaine d'officiers et 30 à 40 cadets de cadres non permanents.

(3) Le nombre d'officiers de réserve qui était, en 1872, de 2,241, s'élève

d'un an, et d'une manière générale, parmi les hommes instruits et actifs qui solliciteraient ces emplois.

Des calculs analogues établis pour la cavalerie montrent que l'on disposerait, au minimum, de 600 à 700 lieutenants ou sous-lieutenants provenant de la réserve, pour commander les pelotons, et de 60 à 80 capitaines ou lieutenants en retraite à placer à la tête des escadrons. Du reste, il n'y a pas lieu d'admettre que, dans le landsturm, la cavalerie doive être bien nombreuse; la plupart des hommes sortis de cette arme, ayant perdu depuis longtemps l'habitude du cheval, ne pourraient rendre de réels services qu'après une période d'instruction de quelque durée (1). Il est d'ailleurs certain que, dans tous les cas, les ressources du landsturm lui permettraient de constituer aisément une cavalerie d'une force proportionnée à l'effectif de son infanterie.

Il sera donc possible d'assurer l'encadrement des unités indépendantes; on ne peut se dissimuler néanmoins que le cadre des officiers sera, pendant quelques années encore, difficile à compléter, surtout si l'on songe que les deux landwehrs ne possèdent pas encore leurs effectifs réglementaires en officiers du cadre non permanent.

Quel est l'emploi réservé à ces unités indépendantes? On a d'abord parlé de la défense des places fortes et du service de garnison.

D'après les idées généralement admises, on maintiendrait sur le territoire, en dehors des dépôts, les troupes actives des 14^e et 15^e corps, celles du commandement militaire de Zara, et de plus, 6 divisions de landwehr (9 seulement sur 15 étant pourvues d'artillerie de campagne). En laissant de côté les troupes spéciales au Tyrol et à la Dalmatie, il reste 3 divisions actives au 15^e corps et 4 de landwehr destinées au service de garnison. Ces 4 dernières pourraient être remplacées par des divisions de landsturm, recevoir l'artillerie et le génie nécessaires, prélevés sur les dépôts (2), ainsi que les services et les trains généralement faciles

(1) On utilisera une partie des hommes provenant de la cavalerie pour constituer les trains des éléments de nouvelle formation.

(2) Il existe, dans les dépôts, 14 batteries et 28 demi-batteries d'artillerie et 40 compagnies du génie.

à constituer en peu de temps, et devenir, par suite, disponibles pour marcher en première ligne.

Nous avons dit, d'autre part, que les bataillons de dépôt pouvaient, grâce au § 5 de la loi, être entièrement composés d'hommes instruits. On pourra les remplacer partout où leur présence est nécessaire par des bataillons de landsturm et rendre ainsi disponible une force de 110 bataillons (1), c'est-à-dire l'infanterie de 7 divisions de réserve. Pour compléter ces divisions, on trouverait dans les dépôts l'artillerie nécessaire, à l'exception de 9 batteries que les ressources de cette arme en réservistes et en landwehriens permettraient d'organiser. Il resterait également à constituer les trains.

On peut donc obtenir cet important résultat de rendre disponibles 11 divisions d'infanterie, il faudrait pour cela mettre sur pied 160 bataillons de landsturm environ. Il est possible d'y parvenir sans toucher au second ban.

Si les circonstances politiques le permettent, on pourra de même rendre leur mobilité aux trois divisions du 15^e corps d'armée, en faisant occuper la Bosnie et l'Herzégovine par des bataillons de landsturm renforcés de bataillons de troupes indigènes. Cette hypothèse n'est guère admissible à l'heure présente, mais peut le devenir dans un avenir plus ou moins rapproché.

Ainsi, sans sortir de la lettre de la loi, on peut arriver à rendre *immédiatement* disponibles 14 divisions d'infanterie dont une moitié constituée d'une manière normale dès le temps de paix, et l'autre moitié à organiser plus ou moins complètement, mais *entièrement composée d'hommes instruits*, résultat acquis sans diminuer en rien l'effectif des garnisons et des dépôts.

Supposons une guerre heureuse : ces 14 divisions d'infanterie peuvent être utilisées pour les sièges des grandes places, la formation de corps d'observation, ou même être portées en première ligne, bien que cet emploi suppose des organisations nouvelles de train et d'artillerie de corps. D'autres forces seront nécessaires pour garder les communications, lignes d'étapes et de chemins

(1) Non compris les bataillons de dépôt du régiment de chasseurs tyroliens et y compris les 32 compagnies de dépôt des bataillons de chasseurs, réunies pour former 8 bataillons nouveaux.

de fer; occuper les nœuds de routes, les points fortifiés, les têtes de pont, les grandes villes, etc.; surveiller les ouvrages d'art importants sur les voies ferrées; etc.; c'est aux bataillons du premier ban placés dans les dépôts que l'on s'adressera. A mesure que s'allongeront les lignes d'opérations, on les transportera en arrière de l'armée, leur substituant sur place les bataillons du deuxième ban; puis, si la guerre est poussée à ses dernières limites, ce seront les bataillons du deuxième ban qui s'échelonnent sur les lignes d'étapes, remplacés à leur tour, sur tous les points de l'empire éloignés du théâtre de la guerre, par de nouvelles unités, formées d'hommes non instruits.

Pour ces divers offices, on disposerait encore d'une force considérable. Sur les 450 bataillons du landsturm, 200 suffiraient certainement pour les services territoriaux (1), et l'on pourrait, au fur et à mesure des besoins, faire sortir du pays la totalité des 250 bataillons que nous avons supposés devoir être solidement encadrés. Cet emploi de 250 bataillons sur les lignes d'étapes peut paraître fort exagéré; on l'admettra cependant comme vraisemblable en cas de guerre heureuse contre la Russie, si l'on observe que dans la dernière phase de la guerre de 1870-1871 les lignes d'étapes allemandes étaient gardées sur le territoire français, où elles étaient loin de présenter un développement extraordinaire, par 125 bataillons, 42 escadrons, 13 batteries, et plus de 50 compagnies techniques (2).

En résumé, dans le cas où l'empire d'Autriche s'engagerait résolument dans une grande guerre avec l'idée arrêtée de la conduire le plus énergiquement possible, un des résultats de la loi du landsturm serait de donner une force *immédiatement disponible* de 14 divisions d'infanterie et d'assurer les lignes d'étapes par une force de 250 bataillons, résultat obtenu sans compro-

(1) Le remplacement des 7 divisions exige environ 400 bataillons, celui des dépôts 110, soit, au total, 210; la différence n'est que de 40 bataillons; il reste, de plus, les troupes du Tyrol et de la Dalmatie (3 divisions) que nous n'avons pas supposé appelées à sortir du territoire.

(2) Les chiffres précédents sont extraits du compte rendu de la guerre franco-allemande du grand état-major prussien. Les journaux autrichiens ont donné pour le même objet les effectifs de 373 bataillons, 285 escadrons et 990 pièces, sans indiquer de quelle manière ils avaient été conduits à admettre ces chiffres.

mettre en rien les services territoriaux ni la défense du pays, et sans faire appel aux hommes non instruits.

En cas de guerre malheureuse, les bataillons de landsturm que nous supposons tout à l'heure chargés de la garde des lignes d'étapes restent sur toute la partie du territoire non occupée par l'ennemi, arrêtent sa cavalerie, gênent ses mouvements, menacent ses lignes de ravitaillement, l'obligent, par suite, à distraire de son armée d'opérations ou à faire venir de son propre pays des forces considérables destinées à garder ses communications, et réussissent certainement, sinon à entraver, du moins à ralentir notablement ses mouvements. On peut en arriver à la véritable levée en masse, mais régularisée, composée d'hommes instruits, et, par suite, bien plus redoutable que les rassemblements indisciplinés désignés autrefois sous ce nom. Manœuvrant sur un terrain connu, défendant leur pays natal, ces hommes du landsturm peuvent devenir d'excellents francs-tireurs. Les guerres d'Espagne du commencement de ce siècle, les étonnants succès obtenus en 1809 par les Tyroliens d'Andréas Hofer, certains épisodes de la guerre de 1870 prouvent que, même aujourd'hui, de tels ennemis ne sont pas à dédaigner, surtout lorsqu'ils jouissent d'une organisation normale, et que, grâce au choix judicieux des chefs, ils savent obéir avec intelligence aux instructions données par les autorités de l'armée régulière.

Le but des considérations qui précèdent n'est nullement de représenter les événements tels qu'ils devront se produire, mais seulement de montrer quels services l'Autriche-Hongrie pourrait éventuellement tirer des forces dues à la création du landsturm.

La 3^e catégorie du landsturm comprend les hommes propres au service, mais non instruits, autres que les exemptés de l'article 17 et les hommes en congé de l'article 40 de la loi militaire, savoir :

Une classe entière de jeunes gens de 19 ans ;

Les exonérés des classes de 20 à 32 ans ;

Les ajournés des classes de 23 à 32 ans (24 à 32 ans dans les cercles où l'on a appelé la 4^e classe) ;

Les hommes des classes de 32 à 42 ans ne figurant ni dans la réserve de remplacement ni dans les bataillons de landsturm.

L'estimation de l'effectif de cette troisième catégorie est difficile à établir, même approximativement. Les ajournés de la 3^e classe sont en moyenne, pour les années 1880-1884, de 147,000, ce qui donnerait, pour les classes de 23 à 42 ans, 1,970,000 hommes de cette catégorie ; il n'a été publié jusqu'ici aucun document permettant de déterminer la proportion des hommes qui, à partir de l'âge de 24 ans, prennent un développement physique suffisant pour devenir aptes à porter les armes ; de plus, les conditions d'aptitude au service dans le landsturm sont différentes de celles qui sont exigées pour l'armée active, et jusqu'à présent il n'existe, à ce sujet, aucune base d'appréciation.

La classe des jeunes gens de 19 ans se composera d'environ 350,000 hommes ; les plus vigoureux, au nombre de 40 à 50,000, pourront être incorporés dans la réserve de complément, si l'on venait à épuiser les 320,000 hommes que nous avons supposés prévus pour cet emploi ; sur les 300,000 restant, 200 à 250,000 seront bons pour les services accessoires.

L'ensemble des jeunes gens de 19 ans et des ajournés atteindra ainsi environ 2,200,000 hommes, auxquels on pourrait ajouter les ajournés des 2 premières classes, soit 420 à 450,000 hommes, ce qui donnerait plus de 2,600,000 hommes. On voit, sans qu'il soit nécessaire d'aller plus loin dans cette énumération, que l'on trouvera sans peine, pour les emplois de la 3^e catégorie, tout le personnel désirable.

On conçoit une organisation de cette partie du landsturm plaçant dans les services de l'artillerie, du génie, de l'administration de santé, etc., les hommes des régions éloignées du théâtre des hostilités et réservant, au contraire, ceux des pays frontières pour l'organisation des théâtres de guerre, c'est-à-dire pour les nombreux travaux de défense, mise en état des places fortes, création de têtes de pont (1), travaux de fortification passagère de toute nature, déboisements, constructions de raccords de voies ferrées, etc. Plus tard, si l'on envahit le territoire ennemi, les mêmes travaux pourront être demandés à des hommes pris dans d'autres régions.

(1) Il y en aurait un grand nombre à prévoir en cas de guerre entre l'Autriche et la Russie, en raison de la grande importance des lignes d'eaux sur le théâtre probable des opérations.

Il faut donc prévoir l'organisation du personnel affecté aux divers services et préparer, en outre, des détachements de travailleurs pour les travaux de toute nature énumérés plus haut. A la tête de ces derniers seraient placés, suivant le cas, des agents des ponts et chaussées, des forêts, etc.

Parmi les services accessoires, le service de santé paraît tenir une grande place dans les préoccupations du gouvernement. Il existe des approvisionnements considérables de matériel préparés par les soins des sociétés auxiliaires de secours aux blessés : Chevaliers teutons, ordre de Malte, Croix rouge, etc. La loi sur le landsturm assurera le personnel nécessaire à la mise en œuvre de tous les matériaux rassemblés par ces associations charitables.

Nous venons de montrer par les chiffres précédents que l'on peut aller aussi loin que possible dans cet ordre d'idées sans se trouver à court de personnel ; on se trouverait plus rapidement limité par la question de finances, l'entretien de ces travailleurs devant entraîner naturellement de très grands frais.

Pour les services auxiliaires proprement dits, on disposerait de tous les hommes non employés de la 3^e catégorie.

Le § 18 de la loi militaire avait déjà prévu le versement dans les services auxiliaires d'un certain nombre d'hommes impropres au service actif. Les dispositions de la loi du landsturm étendent simplement à tous les hommes de 19 à 42 ans les prescriptions du § 18 et donnent le moyen de faire face, au delà de toutes les nécessités présumables, aux besoins de personnel qui viendraient à se produire pour l'exécution de ces services.

L'organisation territoriale du landsturm, nécessaire pour la tenue des contrôles et pour les appels, comportera la division du pays en circonscriptions de compagnie, de bataillon et de district. « On pourra, suivant le cas, appeler à l'activité dans un district tous les hommes d'un même ban du landsturm ou seulement ceux qui sont compris dans certaines *formations de*

marche (1). » Les hommes, une fois rassemblés, seront placés sous les ordres des chefs désignés par l'empereur.

Il y a lieu de supposer que les divisions territoriales du landsturm correspondront à celles de la landwehr; en Hongrie, le fait paraît presque certain, puisque le chef du bataillon de landwehr est désigné pour tenir les contrôles du landsturm. En dehors des hommes de complément, chaque cercle de bataillon de landsturm fournirait alors à peu près un à deux bataillons du premier ban, un bataillon du second ban et un certain nombre de détachements de travailleurs. La mobilisation du landsturm pourrait être très rapide.

En résumé, l'étude précédente montre que, dès l'ouverture des hostilités (2) ou peu de temps après, il sera possible, grâce à la nouvelle loi :

1° De constituer à l'armée de première ligne une réserve de remplacement du quart de son effectif de guerre (3);

2° De former et de porter immédiatement en première ligne quatorze divisions d'infanterie entièrement composées d'hommes instruits;

3° D'affecter à la garde des lignes d'étapes 250 bataillons de landsturm composés d'hommes instruits, tout en assurant la défense du territoire sans faire appel aux hommes non instruits;

4° D'assurer tous les services secondaires, de faire exécuter tous les travaux nécessaires sans avoir recours aux combattants et sans autre limite que celle des intérêts militaires, le disponible en hommes dépassant deux millions et demi;

5° De pourvoir les services auxiliaires du personnel nécessaire sans s'adresser aux hommes valides.

(1) Discours du ministre cisleithan à la commission de l'armée de la chambre des députés. (Séance du 4^{er} mars.)

(2) Il n'est pas possible d'étudier l'emploi des forces du landsturm pendant une guerre de quelque durée; l'instruction des hommes s'améliorant constamment, il pourra être mis sur pied un nombre de plus en plus considérable de bataillons de landsturm prélevés sur le personnel non instruit, classé ici dans les services secondaires.

(3) 320,000 hommes, et 370,000 si l'on appelle la classe des jeunes gens de 19 ans.

En un mot, de pouvoir porter toute l'armée de première ligne vers l'objectif principal, sans avoir à l'affaiblir en aucune façon ni pour la constitution de corps d'observation, ni pour les sièges des places, ni pour la garde des communications, ni pour la défense du territoire. De tels résultats sont fort importants, et l'accroissement de forces que la création du landsturm donne à l'empire modifie considérablement sa situation militaire et son rôle politique dans l'Europe orientale.

(2)

A PROPOS
DE LA
DERNIÈRE INVASION DE LA RUSSIE
PAR SARMATICUS

(Suite).

Notre intention n'est pas de discuter point par point les assertions et hypothèses du stratège prussien, mais bien de retenir quelques instants l'attention du lecteur sur la question la plus importante : le but et le plan de la guerre. Toutefois, nous ajouterons d'abord quelques mots aux observations que nous avons déjà faites à propos des premiers chapitres sur la mobilisation et la concentration des forces russes.

L'auteur constate que sur le théâtre de guerre qu'il qualifie de « polonais » sont déjà installées, dès le temps de paix, 18 divisions d'infanterie et 8 1/2 de cavalerie (y compris les XI^e et XII^e corps d'armée, Jitomir et Kiev).

Il faut compléter ce renseignement et signaler la présence, dans ces mêmes régions, d'un certain nombre de bataillons cadres ou de réserve. Dans la seule région limitée à l'est par la ligne Vilna-Rovno, la plus immédiatement exposée à l'invasion, nous en relevons déjà 21, y compris celui d'Ostrog, à quelques lieues de Rovno et de la frontière, soit, en nombre rond, 20; c'est-à-dire, en cas de mobilisation, 100 bataillons, dont 80 en divisionnés et formant 5 divisions de réserve à 16 bataillons.

Aux hypothèses de l'auteur, nous pouvons opposer d'autres hypothèses. Dans le cas d'une guerre de race entre le Slave et le

Germain, nous ne voyons pas bien, nous l'avons dit déjà, ce que l'état-major russe risquerait à renverser la règle du quart qu'il applique à la répartition de contingents annuels et même à mobiliser, avec des réservistes polonais, toutes ses unités cantonnées en Pologne, y compris celles de seconde ligne ou de deuxième tour.

Dans une pareille lutte, il n'y a pas lieu de craindre, il nous semble, que l'élément polonais ait la moindre velléité de désertier la cause slave pour servir la cause allemande, et si l'un des deux belligérants a des précautions à prendre contre l'élément slave, ce n'est point le champion des Slaves.

Par conséquent, ces 23 divisions d'infanterie, déjà rendues sur le théâtre de la lutte, pourraient également, à notre avis du moins, se mobiliser sur place et sans attendre leurs éléments de l'intérieur. Ces forces respectables (388 bataillons, 204 escadrons et l'artillerie correspondante) seront certainement sous les armes avant que les masses alliées aient franchi la frontière, et à supposer qu'elles s'appuient sur la Vistule, la Narev et les places de cette région, elles représentent à tout le moins une couverture respectable pour la protection de la mobilisation et des transports des forces de l'intérieur; un échelon qu'on ne culbutera pas d'emblée; un tampon qui peut mettre l'armée russe à l'abri des aventures et donner le temps à la nation tout entière de prendre part à la lutte, non plus sur la Dvina et le Dniepr, mais entre ces fleuves et la Vistule, c'est-à-dire sur le terrain même où Sarmaticus la convie et la défie.

Maintenant, est-il absolument nécessaire, est-il même opportun que les principales masses venant ainsi de l'intérieur débarquent précisément sur la Vistule ou en Pologne ?

« La concentration des armées russes, a dit Sarmaticus, est en quelque sorte *commandée* par la configuration du réseau des voies ferrées, et elle donne nécessairement, selon lui, 4 groupes inégaux : Kovno-Vilna, Goniou-Bielostok, Varsovie-Brest, Radzivilov-Rovno. »

Ce groupement paraît, en effet, imposé par le réseau des voies russes; mais si insuffisant que soit ce dernier, il peut se prêter à d'autres combinaisons qui pourraient peut-être tirer plus grand profit des voies ferrées, sauf à modifier, sinon le nombre des

groupes, au moins leurs effectifs ou leurs poids relatifs. En d'autres termes, le front de débarquement, qui précède le front d'opérations et ne doit pas, aujourd'hui surtout, être confondu avec lui — ce front de débarquement resterait le même que dans l'hypothèse de Sarmaticus, savoir : Dunabourg, Vilna, Kovno, Gonionds, Varsovie, Brest, Rovno ; mais les différentes lignes qui se dirigent de l'intérieur vers la frontière pourraient se grouper autrement, de façon à augmenter le rendement total du réseau.

Parmi les combinaisons qu'on peut imaginer pour utiliser non plus trois grandes voies, mais le plus grand nombre de voies possible, il y en a une qui vaut peut-être la peine d'être examinée ou tout au moins indiquée.

Au lieu de concentrer tous les efforts pour transporter les troupes sur la Vistule par les trois uniques voies qui aboutissent de l'intérieur à Varsovie, ne pouvait-on pas les orienter dans une autre direction, et si l'on choisit par exemple, comme principal front de débarquement la ligne marquée par les points : Bielowostok, Kovno, Vilna et Dunabourg, un simple coup d'œil jeté sur la carte permet de reconnaître que sur ce front ou sur ce tronçon de la ligne Pétersbourg-Varsovie viennent aboutir six et même sept voies, savoir : Saint-Pétersbourg-Varsovie, Riga-Dunabourg, Libau-Vilna, Kovel-Brest-Bielowostok, Rovno-Vilna, Khar-Kow-Minsk-Vilna et Orel-Dunabourg, auxquelles on peut encore ajouter la ligne Nijni-Novgorod-Moscou-Minsk-Bielowostok, si on ne la réserve pas pour renforcer directement le groupe de Varsovie. Si deux de ces lignes, Riga-Dunabourg et Libau-Vilna, ne peuvent servir qu'à transporter les garnisons des provinces baltiques, les autres vont se ramifier jusqu'aux derniers confins de l'empire.

Sur le même front de débarquement, c'est-à-dire sur la frontière menacée, aboutissent donc non plus trois lignes, mais huit et même neuf, y compris celle de la Polesie, ouverte maintenant jusqu'à Gomel et qui sera prolongée bientôt jusqu'à Briansk.

Le front de débarquement est immense, dira-t-on : sans doute, mais il est le même dans l'hypothèse des quatre groupes de Sarmaticus.

L'armée allemande, avec son réseau ferré très développé, peut porter le poids de ses masses d'emblée sur la basse Vistule, sur Thorn ou en Silésie — non pas sur le Niémen, toutefois. Mais

l'armée russe n'a pas les mêmes facilités ; elle doit d'abord utiliser toutes les ressources de son réseau déjà si insuffisant, sauf à constituer ultérieurement son front d'opérations définitif. Son réseau actuel est orienté de telle façon que le rendement maximum s'obtient seulement avec le front de débarquement : Dunabourg-Bielostok-Varsovie.

Il faut remarquer d'abord que ce front de débarquement présente des conditions de sécurité remarquables, qu'on ne trouvera pas ailleurs. Son aile gauche, la plus exposée, est protégée par l'énorme groupe de Varsovie qui est déjà sur place et peut se doubler sur place si l'état-major russe se décide à puiser largement dans l'élément polonais, élément qui ne saurait faire défection dans une guerre de race entre les Slaves et les Germains. Car la Pologne est intéressée au premier chef dans ce conflit, dont elle devient l'enjeu et le prix, si la Russie succombe. Mais si désastreuse que soit l'issue de la lutte pour la Russie, cet immense empire, — c'est la conclusion anticipée de la présente étude — ne joue pas son existence, tandis que la Pologne joue réellement la sienne et cessera bientôt de vivre si elle est annexée à l'empire d'Allemagne. L'élément polonais se défend très bien contre la russification, beaucoup moins bien contre la germanisation : les Polonais le savent et sont payés pour le savoir, comme dit le proverbe. Placée aujourd'hui entre trois colosses, cette nation, qui entend bien ne pas mourir et paraît avoir la vie très dure en effet, ne peut plus rêver l'indépendance complète d'un royaume s'appuyant sur les deux mers. La Pologne a laissé faire l'hégémonie slave par son grand frère le Moscovite, — c'est un fait historique sur lequel il n'y a plus à revenir, — elle ne peut plus désormais assurer son existence, son autonomie, que si elle entre franchement dans le concert russe.

Si l'aile la plus exposée de ce grand front de débarquement est suffisamment à l'abri d'aventures, les autres parties sont, par leur situation même, soustraites aux sévices immédiats de l'ennemi. L'armée allemande, si elle voulait porter le poids de ses masses vers le bas Niémen et faire face au front de concentration russe, pour chercher une solution dans cette région, perdrait bénévolement l'avance que lui assure son réseau, puisqu'elle n'a que deux grandes voies se dirigeant sur Königsberg et Instebourg.

La combinaison que nous examinons ici semble donc avoir, sur celle que Sarmaticus prête, — et pour cause, — à l'état-major russe, un double avantage : 1^o elle augmente le rendement du réseau russe et la vitesse intrinsèque des mouvements de transport sur le front de débarquement ; 2^o elle augmente la sécurité de ces premières opérations, si importantes. On objectera que les troupes ainsi amenées sur le front de débarquement Bielostok-Dunabourg sont peut-être en sécurité, c'est vrai, mais qu'elles ne sont plus à portée de secourir le groupe polonais, qui est en place, doit y rester et va se trouver ainsi exposé plus longtemps aux sévices des armées austro-allemandes. Sans doute ; il s'agit simplement de savoir si cet inconvénient en est un, ou mieux, s'il n'est pas très largement, croyons-nous, compensé par un avantage — considérable : celui de soustraire décidément l'état-major russe à la tentation d'accepter, sur la Vistule ou derrière la Vistule, des engagements décisifs avant d'avoir réuni ses moyens et pris le temps de les réunir. Cette question est d'une extrême importance, et la solution à intervenir peut exercer une influence considérable sur la conduite et le cours de la guerre. Elle vaut certes la peine qu'on s'y arrête.

Mais discuter un plan de campagne d'une telle envergure avec nos seules lumières serait de la témérité grande. Nous nous contenterons de rappeler ici les deux ou trois grands principes exposés de main de maître par Clausewitz, ne fût-ce que pour inviter le lecteur à les mettre en regard, et de l'hypothèse imaginée par Sarmaticus, et de toutes celles, — y compris la nôtre, — qu'on pourrait y substituer.

« D'après l'essence même de la guerre, le but de celle-ci doit toujours être la destruction, la ruine de l'adversaire (*Niederwerfung des Feindes*) : voilà notre point de départ.

» La première chose à faire, c'est donc de chercher le centre de gravité, parce que c'est là qu'il faut frapper pour amener la chute de tout le système.

» Où le prendre, ce centre ? Tout ce que la théorie peut dire, c'est ceci : Il faut examiner la situation respective des deux États en présence. Cet examen permettra toujours de discerner un certain point sur lequel repose l'équilibre de l'ensemble, et c'est contre ce point qu'il faut diriger la totalité des forces.

» Le centre de gravité pour Alexandre, pour Gustave-Adolphe, Charles XII et Frédéric, c'était leur armée ; celle-ci détruite, le rôle de ces hommes de guerre était fini : pour un État divisé contre lui-même, c'est la capitale ; pour de petits États qui s'appuient sur un voisin puissant, c'est l'armée de ce dernier ; dans une guerre d'insurrection, c'est l'opinion publique et la personne du chef des insurgés : c'est contre ces différents objets qu'il faut diriger les coups. L'adversaire a-t-il une fois perdu l'équilibre, il ne faut plus lui laisser le temps de le recouvrer ; la pression, les chocs doivent se succéder toujours dans la même direction ; en d'autres termes, le vainqueur doit toujours diriger ses attaques contre l'ensemble et non contre une des parties. Nous voulons réellement abattre notre antagoniste ! Alors ne gaspillons pas nos forces et notre supériorité sous le prétexte d'achever, d'assurer la conquête éphémère d'une province ; ne sacrifions pas le but à ces succès faciles ; mais visons toujours et frappons sans cesse le centre de la résistance ; jouons, toujours et sans cesse, le tout pour le tout : — voilà le moyen de coucher l'antagoniste dans la poussière !

» Mais quel que soit ce centre, but de nos efforts, la destruction des forces armées ennemies est, dans tous les cas, le plus sûr commencement et la partie la plus essentielle de l'entreprise.

» Appuyé sur de nombreuses expériences, nous pouvons donc dire que les opérations suivantes vont nous aider très efficacement à abattre l'adversaire :

» 1. Détruire les armées ennemies pour peu qu'elles représentent une force consistante (*eine Potenz*) ;

» 2. Prendre la capitale, quand elle est non seulement le siège des grands pouvoirs de l'État, mais encore le centre politique et le foyer des partis.

» 3. Attaquer vigoureusement le plus important des confédérés, quand celui-ci est plus puissant que l'adversaire immédiat.

» Jusqu'ici, nous avons dû, — et, d'ailleurs, c'était logique, — considérer l'adversaire comme ne formant qu'un tout unique ; mais nous venons de dire que, pour abattre l'adversaire, il fallait viser le centre de gravité ; il nous faut donc maintenant pousser nos déductions plus loin et examiner ce qu'il adviendra lorsqu'on aura plusieurs adversaires.

» Si plusieurs États se coalisent contre un seul, il n'y a, politiquement parlant, qu'une guerre; mais cette unité politique peut être de différents degrés.

» Il s'agit de savoir si chacun des États coalisés a son but propre et des forces suffisantes pour le poursuivre, ou bien si les intérêts privés et les forces particulières viennent nécessairement se confondre avec l'intérêt et la force armée d'un seul des coalisés. Plus la situation se rapprochera de cette dernière hypothèse, plus il sera facile de considérer les différents adversaires comme n'en formant qu'un seul; plus facilement aussi nous pourrons et devons concentrer nos forces ainsi que nos efforts dans une seule et unique entreprise; et, tant qu'on pourra le faire, on est assuré d'avoir choisi le moyen le plus efficace.

» Nous poserons donc ce principe: tant que nous pourrons vaincre nos différents adversaires dans la personne d'un seul, c'est la chute de celui-ci qui est l'objectif de la guerre, parce que, de cette façon, nous visons le centre de gravité du système.

» Les cas sont bien rares où cette réduction à un centre unique deviendrait impossible. Quand elle n'est pas possible, il ne reste rien à faire qu'à diviser la campagne en deux ou trois guerres ayant chacune leur objectif et leur théâtre séparés et indépendants. Mais l'action isolée et indépendante de plusieurs adversaires contre un seul suppose, chez les coalisés, une supériorité écrasante et, alors, il ne peut plus être question pour l'État menacé de chercher la ruine totale de ses adversaires. »

V. Scherff fait remarquer que Clausewitz, dans les passages que nous venons de citer, élève le concept de la guerre offensive, ou plutôt de la guerre *idéale, absolue*, jusque sur les hauts sommets où l'a portée d'emblée Napoléon, mais qui n'avaient jamais été atteints avant lui par la théorie. Il a raison. Il ajoute aussi que le choix du principal adversaire, quand on est en présence d'une coalition, est de beaucoup la question capitale dans l'établissement du plan de campagne et pour la conduite de la guerre. Il a encore raison.

Mais nous rendons la parole à Clausewitz, qui a exposé tant de fois toutes ces doctrines si simples, si saines et si viriles, avec une lucidité merveilleuse, avec une conviction et une énergie entraînantes et, disons-le, victorieuses.

« D'après ce qui précède, deux grands principes vont informer tout le concept de la guerre et orienter toute la conduite des opérations.

» Le premier : réduire les forces adverses à quelques centres peu nombreux et autant qu'on le pourra à un seul ; encore et toujours réduire les efforts dirigés contre ces centres à quelques actions principales et, autant qu'on le pourra, à une seule ; enfin, faire en sorte que les actions secondaires dont on ne pourra se passer soient aussi secondaires que possible.

» En d'autres termes, notre premier principe est celui-ci : « Action aussi concentrée que possible. »

» Le deuxième : *Agir aussi vite que possible* ; par conséquent, point d'arrêts, point de détours sans motifs valables.

» La réduction des forces adverses à un centre de gravité unique dépend :

» 1^o De la situation politique. Si ces forces sont constituées par une armée obéissant à un seul souverain, pas la moindre difficulté ; si l'on a affaire à une coalition dont l'un des membres n'est qu'un allié d'occasion, les difficultés ne sont pas beaucoup plus grandes ; si les coalisés sont mus par un intérêt commun vers un même but, il s'agit d'examiner le degré de solidité de ce lien, de cette alliance. » Nous avons déjà dit un mot sur ce point.

» 2^o De la configuration du théâtre de la guerre sur lequel vont entrer en scène les différentes armées.

» Si les forces ennemies sont concentrées sur un même théâtre de guerre et ne forment qu'une armée, l'unité est absolue, et nous n'avons pas besoin d'en demander davantage ; si les armées qui pénètrent sur un même théâtre appartiennent à des États différents, l'unité n'est plus absolue ; un lien commun réunit toutefois les différents groupes, et le tout a encore assez de consistance pour qu'un choc décisif sur une des parties puisse entraîner les autres. Si les armées travaillent sur des théâtres contigus, mais non séparés par de grands obstacles géographiques, les événements qui se produisent sur un théâtre d'opérations exercent encore une certaine influence sur le théâtre voisin ; si les théâtres d'opérations sont très éloignés les uns des autres, séparés par de vastes territoires neutres ou par des chaînes de montagnes, etc., l'influence d'un des théâtres sur

l'autre devient problématique; s'ils sont situés aux extrémités opposées de l'empire, de sorte que les entreprises dirigées contre cet État prennent des directions excentriques, tout lien de solidarité disparaît.

» Si la Prusse, par exemple, était attaquée à la fois par la Russie et par la France, elle aurait tout simplement deux guerres différentes à conduire; dans tous les cas, l'unité reparaitrait au moment des négociations. »

Les chemins de fer, qui suppriment les distances, pourraient aujourd'hui modifier quelque peu la situation à laquelle Clausewitz fait allusion, mais on comprend ce qu'il veut dire.

..... « Quand on parle de la concentration et de la division des masses ennemies, il faut donc entendre que ces expressions peuvent comprendre tout une série de nuances et qu'il y a lieu d'examiner dans chaque cas particulier l'influence éventuelle d'un théâtre d'opérations sur un autre. C'est le résultat de cet examen qui fera connaître dans quelle mesure il est possible de ramener les différents centres de gravité à un seul.

» La règle : diriger le poids de tous les efforts sur le centre de gravité ennemi ne comporte qu'une exception : c'est le cas où des entreprises secondaires et latérales promettent des *avantages extraordinaires*, et encore faut-il que la supériorité numérique soit telle qu'on ne risque pas trop d'énervier, par ces détachements, la puissance du choc principal.....

» En conséquence, la première chose à faire, dans l'établissement d'un plan de guerre, c'est de discerner les centres de gravité de l'adversaire pour les réduire, autant que possible, à un seul; la deuxième, de concentrer dans une grande et unique entreprise, toutes les forces que nous voulons faire agir contre ce point.

» Les motifs qui peuvent justifier ou excuser la séparation, la division des forces sont les suivants :

» 1. Le dispositif originel de nos propres forces et, par suite, aussi, la configuration de l'État menacé par nos forces.

» Quand la réunion des forces implique des détours et des pertes de temps, la marche en avant convergente peut se justifier si elle n'expose pas à de trop grands dangers; car opérer une réunion préalable et inutile, au prix d'une grande perte de temps et, par

suite, diminuer la fraîcheur et la vigueur des premiers coups serait agir contre notre deuxième principe.

» Cette observation réclame une attention particulière dans toutes les circonstances où l'on a quelques chances de surprendre l'adversaire.

» Le cas est encore plus grave lorsque deux ou plusieurs États, qui agissent contre un seul, ne sont pas immédiatement voisins ni placés l'un derrière l'autre, mais nettement séparés. Si la Prusse et l'Autriche entreprenaient une guerre commune contre la France, la réunion préalable de leurs forces, pour marcher ensuite coude à coude, serait une mesure fâcheuse, attendu que les directrices naturelles partent du Rhin inférieur, pour la Prusse, et du Rhin supérieur, pour l'Autriche. La réunion préalable ne pourrait se faire qu'au prix de sacrifices, et il faudrait voir en l'espèce si elle s'impose absolument même à ce prix.

» 2. La marche concentrique peut procurer de très grands résultats.

» Comme il s'agit d'un mouvement simultané vers un seul et même centre de gravité, ce mouvement est naturellement concentrique : les marches parallèles ou sur des directions excentriques rentrent dans la catégorie des opérations *secondaires*.

» Maintenant, toute attaque concentrique, en stratégie comme en tactique, promet de grands résultats ; si elle réussit, l'adversaire n'est pas seulement battu, mais plus ou moins coupé ou enveloppé. L'attaque concentrique est donc la plus grave de conséquences, la plus fructueuse, mais comme elle repose sur des actions séparées et élargit le théâtre d'opérations, elle est aussi la plus risquée.

» Il s'agit de savoir si l'assaillant se croit assez fort pour viser à d'aussi grands résultats.

» Lorsque Frédéric voulut entrer en Bohême, en 1757, il le fit avec deux masses séparées partant : l'une de Saxe et l'autre de Silésie.

» Deux raisons principales l'avaient déterminé à le faire : ses masses, au sortir des quartiers d'hiver, étaient placées de telle sorte qu'une jonction préalable lui enlevait tout espoir de surprendre l'adversaire ; ce mouvement concentrique prenait les deux théâtres d'opérations autrichiens en flanc et par derrière.

Le danger auquel s'exposait Frédéric, c'était de voir une de ses deux armées accablée par un ennemi supérieur; mais si les Autrichiens ne savaient pas mettre en scène cette manœuvre, ils devaient ou accepter la bataille en arrière et au centre, ou alors courir le risque de voir leur retraite coupée, et ils s'exposaient ainsi à une catastrophe : c'était précisément l'un de ces résultats considérables que Frédéric pouvait espérer de sa manœuvre. Les Autrichiens préférèrent la bataille au centre et en arrière; mais la ville de Prague, où ils s'installèrent pour la recevoir était encore beaucoup trop sous l'influence de l'attaque enveloppante, à laquelle d'ailleurs ils n'opposèrent que l'inertie, si bien que le mouvement eut tout le temps de produire son efficacité. La conséquence, une fois la bataille perdue, fut une véritable catastrophe; nous pouvons bien appeler de ce nom une affaire qui a eu pour résultat d'investir dans Prague le général en chef et les deux tiers de son armée.

» Ce brillant succès fut donc la conséquence du mouvement concentrique et très hardi qui a inauguré la campagne. Si Frédéric a pu spéculer, d'une part, sur la précision de ses mouvements, l'énergie de ses généraux et sa supériorité morale et, d'autre part, sur la lourdeur et la passivité des Autrichiens; si toutes ces raisons bien pesées lui paraissaient suffisantes pour assurer le succès de sa manœuvre, qui donc oserait le blâmer de l'avoir risquée? Mais toutes ces grandeurs morales ne peuvent pas être éliminées des spéculations, et le succès ne peut pas reposer uniquement sur la forme géométrique de l'attaque. Qu'on songe, en effet, aux succès non moins brillants de la campagne de Bonaparte en 1796, où les Autrichiens ont été si cruellement punis de leur mouvement concentrique. Sauf le facteur moral, tous les moyens employés par le général français étaient aussi à la disposition du général autrichien et, de plus, ce dernier n'était pas, comme Bonaparte, inférieur en nombre à son adversaire.

» Par conséquent, lorsqu'on peut craindre qu'une marche concentrique ne procure à l'adversaire le moyen de rétablir l'équilibre numérique par le jeu des lignes intérieures, la manœuvre concentrique n'est plus à recommander; si elle s'impose, néanmoins, par l'emplacement originel des forces, il faut la subir, mais comme un mal nécessaire....

» Appuyés sur les considérations qui précèdent, nous disons que

si l'attaque concentrique est, en effet, l'instrument des grands succès, elle repose néanmoins sur la division des forces, et que les cas sont rares où l'on a le droit de choisir ce moyen pour lui-même ainsi qu'au détriment de la ligne droite et du chemin le plus court.

» 3. L'étendue du théâtre de la guerre peut motiver la division des forces et le mouvement concentrique. Quand une armée d'invasion, partie d'un certain point, pénètre en pays ennemi, le territoire qu'elle commande n'est pas limité rigoureusement aux routes qu'elle a suivies ; il s'étend, à droite et à gauche, dans une mesure qui dépend en quelque sorte de la densité et de la cohésion de l'État adverse. Si cet État est peu solide, si les habitants sont déshabitués de la guerre, l'étendue de la région en notre pouvoir immédiat croîtra sans grands efforts de notre part ; si, au contraire, nous avons affaire à une nation fidèle et brave, cette région se réduira à un triangle plus ou moins exigu.

» Pour remédier à cet inconvénient, l'agresseur est entraîné à s'étendre pendant la marche. Si les masses ennemies sont réunies sur un même point, le développement en largeur ne peut être maintenu que hors du contact, et il diminuera au fur et à mesure qu'on se rapprochera du contact : cela va de soi.

» Mais si l'adversaire occupe un certain front, un dispositif analogue dans l'autre camp n'a plus rien d'absurde. Nous parlons ici d'un théâtre de guerre seulement ou de plusieurs théâtres immédiatement contigus. Il en sera de même évidemment si nous espérons entraîner les opérations secondaires dans le mouvement de l'entreprise principale.

» Maintenant, peut-on toujours agir de cette façon, et doit-on s'exposer de gaieté de cœur quand l'influence de l'entreprise principale sur les entreprises secondaires devient insuffisante ou aléatoire ? Et dans quelle mesure devons-nous donner satisfaction au besoin de s'étendre et d'allonger le front d'opérations ?

» Ici comme partout, il est impossible d'énumérer et d'épuiser toutes les combinaisons possibles ; cependant nous pouvons dire qu'à peu d'exceptions près, l'entreprise principale décide du sort des entreprises latérales et secondaires. Il faut donc régler sa conduite d'après ce principe, partout où la situation ne prouve pas manifestement le contraire.... »

L'auteur cite plusieurs exemples historiques, entre autres

celui de Napoléon, qui laisse son frère Jérôme devant les places de Silésie, pendant qu'il se porte en Pologne contre le nouveau centre de gravité de la résistance, l'armée russe. Et il ajoute :

« Si les coups décisifs sur l'adversaire principal ne doivent pas, selon toute vraisemblance, atteindre les adversaires secondaires, ou ne les ont pas réellement atteints, et si l'ennemi laisse des forces dans ces régions latérales, alors, subissant un mal nécessaire, il faut lui opposer des forces correspondantes parce qu'on ne doit pas, de propos délibéré, exposer ses communications.

» La prudence peut nous inciter à faire encore un pas de plus dans cette voie; elle va exiger que la marche sur le théâtre principal règle exactement ses allures sur celles des opérations voisines et qu'on suspende l'entreprise principale aussi longtemps que l'ennemi résiste sur les régions latérales.

» Non seulement ce principe contredit celui que nous avons posé : concentrer, autant que possible, toutes les forces et tous les efforts dans une seule et unique action principale, mais encore l'esprit qui l'inspire est l'antithèse de l'esprit qui a dicté le nôtre. L'offensive, qui vise la ruine de l'adversaire, ne pourra jamais pratiquement s'accommoder des calculs de marches, de toutes les pertes de temps, de ce jeu perpétuel d'incidents et d'accidents qui viendraient énerver toutes les forces vives et qui cependant seraient nécessaires pour l'application d'un pareil principe.

» Les difficultés seraient encore bien autres si les opérations secondaires prenaient des directions excentriques et divergentes. Adieu l'unité et la puissance de l'action !

» Nous nous inscrivons donc en faux contre le principe qui veut mettre l'action principale dans la dépendance des actions secondaires, et nous affirmons que l'offensive qui n'a pas l'audace de s'enfoncer comme un coin jusqu'au cœur même de l'ennemi, n'atteindra jamais son but : la ruine de l'adversaire.

» 4. Enfin, les considérations de subsistance et d'entretien des troupes sont un quatrième motif qui peut justifier la division préalable des forces et la marche concentrique.

» Sans doute, il est plus agréable à une petite armée d'opérer dans un pays riche qu'à une grande d'opérer dans un pays pauvre; mais cette dernière opération n'est pas impossible avec des troupes habituées aux privations et avec des mesures de pré-

caution suffisantes : en conséquence, le premier mode d'opération ne devrait pas exercer sur notre conduite assez d'influence pour nous exposer à un danger considérable.

» Nous avons examiné tous les motifs qui peuvent conduire à la division des forces, et nous leur avons fait place dans nos spéculations ; en conséquence, nous ne blâmerons pas la division quand celui qui l'ordonne ou la subit, pour une des raisons énumérées, a pesé les avantages et les inconvénients de sa résolution, sans jamais perdre de vue le but qu'il poursuit et doit poursuivre.

» Passons maintenant à la troisième partie de notre premier principe : les opérations secondaires, aussi secondaires que possible.

» Quand on oriente toute l'activité des forces armées vers un seul et unique but et quand on cherche à atteindre ce but d'un seul coup, par un seul acte principal — sur toutes les autres régions où les deux États belligérants peuvent être en contact, il ne peut plus être question d'action indépendante : toute action à main armée dans ces régions devient subordonnée, secondaire. Si l'on pouvait concentrer absolument toute l'action sur un point, tous les autres points de contact seraient neutralisés ; mais comme cette opération est rarement possible sous une forme aussi absolue, il s'agit simplement ici de poser des limites aux actions secondaires, de façon qu'elles enlèvent le moins de force possible à l'action principale.

» Nous dirons plus : le plan de la guerre doit avoir cette tendance même quand il n'est plus possible de faire la réduction à un centre de résistance unique. Même quand on est forcé de conduire simultanément deux campagnes différentes, il faut toujours considérer une de ces deux guerres comme l'action *principale* et lui consacrer de préférence ses forces et ses efforts.

» A ce point de vue, il est rationnel de ne prendre l'attitude agressive que sur le théâtre principal et de rester partout ailleurs sur la défensive. L'offensive dans ces régions latérales ne peut se justifier que par des circonstances exceptionnelles.

» En outre, cette action défensive des régions subordonnées doit être conduite avec le moins de forces possible et en utilisant tous les avantages de cette forme.

» Cette tendance doit s'affirmer bien plus encore sur les théâtres de guerre où se présentent, il est vrai, des armées d'États différents, mais qui sont solidaires du théâtre principal lorsque ces armées sont destinées à suivre la fortune du groupe central.

» Vis-à-vis de l'adversaire sur lequel est dirigé le choc des masses, il ne peut être question, en effet, d'attitude défensive sur aucun des théâtres immédiatement voisins de la direction principale. L'attaque centrale même ainsi que toutes les attaques secondaires et latérales qu'on a été obligé de mettre en scène, pour une raison ou pour une autre, sont solidaires et constituent l'action principale; toute défense de points qui ne sont pas couverts immédiatement par l'ensemble de ces attaques devient superflue. Il s'agit de l'action décisive qui couvrira toutes les dépenses et toutes les pertes. Si les forces disponibles sont suffisantes pour la tenter, la possibilité d'un insuccès n'est pas une raison pour se garer de certains dommages sur les points voisins : pareille préoccupation ne ferait que rendre cet insuccès encore plus probable, et nous tombons alors dans une contradiction manifeste.

» Cette prédominance de l'action principale sur toutes les actions subordonnées et secondaires doit se faire sentir dans toute l'ordonnance de l'ensemble. Comme ce sont des raisons spéciales qui ont déterminé le chiffre des forces affectées à tel ou tel théâtre, mais orientées toutes sur le centre de gravité de l'adversaire, nous voulons dire simplement ici qu'il faut faire dominer l'action principale, car plus cette prédominance s'accusera, plus la marche des choses sera simple et facile et plus elle sera soustraite à l'influence des incidents et accidents.

» Le deuxième principe c'est l'action rapide des forces disponibles.

» Tout temps d'arrêt et tout détour inutile sont des gaspillages de forces et des hérésies stratégiques.

» Mais le plus important est de rappeler ici que la principale et presque unique vertu de l'agression, c'est la surprise produite par une brusque entrée en scène. Le secret et la vitesse tels sont les deux agents par excellence de l'attaque, les deux puissantes ailes de l'aigle ravisseur qui prend son vol pour fondre sur sa proie; et quand il s'agit d'écraser un ennemi, l'offen-

sive pourra rarement se passer du concours de ces précieux agents. »

La vraie guerre, nous l'avons dit, ne peut avoir d'autre but que de terrasser l'adversaire; mais comme, d'autre part, l'offensive ne diffère de la défensive qu'en ce que l'une est prête avant l'autre pour les actions décisives, nous n'hésitons pas à renchérir sur Clausewitz qui, d'ailleurs, vient de caractériser en deux mots la manière napoléonienne. Terrasser l'adversaire (*Niederwerfung des Feindes*) qu'est-ce après tout? sinon le démoraliser, briser sa volonté, car la volonté bien plus que les instruments mis à son service, voilà le réel obstacle qu'il faut vaincre pour atteindre le but final de la guerre. La *démoralisation*, aussi bien sur le théâtre des opérations que sur le champ de bataille, aussi bien en stratégie qu'en tactique, c'est la *surprise* et la surprise au sens large comme dans le sens étroit du mot, c'est l'apparition d'un danger auquel l'adversaire ne peut pas ou ne peut qu'insuffisamment parer : au moment où cette pensée se fait jour dans son esprit, « la froide déesse descend dans son cœur, le glace et lui persuade qu'il est vaincu ». Et enfin les deux principaux véhicules de la surprise sont : le *secret*, la *vitesse* (*das Plötzliche und Unaufhaltsame*); le secret qui produit le danger, la menace; la vitesse qui réalise la menace et la fait suivre de son effet avant que l'adversaire ait eu le temps de se remettre et d'aviser.

Clausewitz, comme on le voit, est plein de choses, et il suffirait à notre avis de creuser, de développer ces quelques notions si simples et si solides pour asseoir sur des bases inébranlables, un concept de la guerre et de la bataille également simple et solide. C'est le concept napoléonien. L'entreprise serait à tenter, mais ce n'est pas le lieu. Laissons encore parler Clausewitz :

« La théorie exige donc que pour marcher au but on prenne la ligne la plus courte, ce qui met fin à toutes ces interminables discussions sur les vertus des manœuvres par la droite, par la gauche, etc., etc.

» Si l'on veut bien se rappeler ce que nous avons dit de l'attaque stratégique qui doit viser l'adversaire au cœur et de l'influence du temps comme facteur, il nous semble que de nouveaux développements sont inutiles pour établir l'extraordinaire importance que nous revendiquons pour notre deuxième principe : agir aussi vite que possible.



» Bonaparte n'a jamais fait autrement. La grande route qui conduisait directement à l'ennemi, ou de la capitale à la capitale, tel était son axe de prédilection.

» Et maintenant qu'est-ce donc que cette action principale, décisive, à laquelle nous avons ainsi tout ramené et pour laquelle nous réclamons une exécution rapide, une implacable continuité de mouvement ? »

V. Scherff prévient ici les lecteurs que les événements de 1870-1871 le dispensent de tout commentaire. Le passage qui va suivre, dit-il, est prophétique :

« Abattre l'adversaire, nous savons ce que cela veut dire en général : inutile de nous répéter. Quelles que puissent être les péripéties des différentes luttes, le commencement de chacune d'elles est certain et toujours le même : *détruire les forces armées, c'est-à-dire gagner une grande bataille sur l'armée ennemie et disperser cette dernière.*

» Plus cette victoire sera remportée à proximité de notre frontière, plus elle sera facile à obtenir ; plus loin nous irons la chercher à l'intérieur du pays, plus elle sera décisive. Ici comme partout l'importance est en raison inverse de la facilité du succès.

» Si notre supériorité numérique n'est pas écrasante à ce point que la victoire soit indubitable, nous devons aller chercher les forces ennemies, nous voulons dire ses forces principales, si toutefois la chose est possible. Nous disons si la chose est possible, et, en effet, si cette démarche devait nous conduire à des détours, à de fausses directions et à des pertes de temps, elle pourrait facilement devenir une faute. Si cette masse principale de l'adversaire n'est pas sur notre chemin, et si nous ne pouvons pas aller la chercher parce que cette opération serait contraire à nos intérêts, nous sommes certains de la trouver plus tard, car l'adversaire ne manquera pas de se porter à notre rencontre. Comme nous l'avons dit, nous serons obligés alors de combattre dans des conditions moins favorables, — mais c'est un mal qu'il faut subir. La bataille gagnée n'en sera que plus décisive.

» Il en résulte que, dans ce cas, celui qui passerait de propos délibéré devant la masse principale ennemie qui était sur son chemin, commettrait une faute, à tout le moins s'il espérait par ce procédé faciliter sa victoire.

» Par contre, il résulte aussi de ce qui a été dit plus haut

qu'avec une grande supériorité numérique on peut se porter à dessein sur les flancs de la masse principale ennemie — pour avoir une bataille plus décisive.

» Nous parlons d'une victoire complète, de la ruine de l'adversaire, et non pas d'une simple bataille gagnée » (d'une bataille *ordinaire*, comme disait Napoléon avec un dédain superbe). « Pour avoir une de ces victoires, il faut une attaque enveloppante ou une bataille à front renversé; parce que ces formes donnent toujours à l'événement un caractère décisif et tragique. Il appartient donc à celui qui élabore le plan de la guerre de grouper et d'orienter ses masses en conséquence.

» Les batailles à front parallèle peuvent avoir un caractère très décisif, c'est vrai, et les exemples n'en sont pas rares; mais, plus les armées deviennent nombreuses, plus elles se ressemblent comme organisation et instruction, moins ces éventualités sont fréquentes. Aujourd'hui, on ne peut plus prendre 21 bataillons dans un village, comme autrefois à Blenheim.

» La grande victoire est-elle à nous, — il ne peut plus être question de nous arrêter, de nous remettre, de méditer, de s'asseoir, de s'installer solidement, etc., etc.; il s'agit uniquement de poursuivre, de frapper coups sur coups partout où l'ennemi résiste encore; il s'agit de prendre la capitale ennemie ou d'aller attaquer et détruire les armées de secours, les centres de résistance, les points d'appui de l'État vaincu.

» L'élan de la victoire nous conduit à proximité d'une place, — c'est à nous de voir si nos forces sont suffisantes pour en entreprendre oui ou non le siège. Avec une très grande supériorité numérique, ce serait une perte de temps de ne pas s'en emparer le plus tôt possible; mais si nous ne sommes pas sûrs de nos succès ultérieurs, il faut nous tirer d'affaire avec le moins de forces possibles, ce qui exclut naturellement le siège en règle. Quand le siège d'une place s'impose et nous oblige ainsi à arrêter le mouvement offensif, c'est qu'en principe la puissance d'agression a atteint son apogée. Par conséquent, nous demandons que la poussée des masses principales se fasse avec rapidité, sans arrêt, avec une implacable continuité de mouvement; nous avons déjà repoussé résolument l'idée de subordonner la marche des grands échelons de tête, du marteau, à la marche, aux péripéties des échelons latéraux ou secondaires; et nous avons

dû accepter en conséquence l'idée que notre armée principale aura habituellement derrière elle et à elle, seulement une région étroite qui est à proprement parler son théâtre d'opérations. Que la puissance de notre échelon de tête, de notre marteau, aille ainsi en s'affaiblissant, que cette marche résolue et ininterrompue expose l'attaque à certains dangers, nous l'avons signalé aussi. Ces difficultés, ces dangers qui croissent sans cesse ne pourront-ils pas, à un moment donné, réduire à zéro la puissance d'agression? Eh! sans doute! Nous avons prétendu que c'est une faute de vouloir *a priori* se soustraire à l'ennui d'une zone d'opérations étroite et, pour porter remède à cet inconvénient, d'atténuer et d'énervier l'énergie de l'attaque; de même, nous affirmons maintenant qu'aussi longtemps que l'adversaire n'est pas couché sur le sol, qu'aussi longtemps que l'agresseur se sent assez fort pour poursuivre son but, il doit le poursuivre. Il ne le fera peut-être qu'au prix de dangers toujours croissants, mais avec les chances d'un succès de plus en plus grand et décisif. Le moment arrive où il n'ose aller plus avant, où il croit nécessaire de se préoccuper de ses derrières, de s'étendre à droite et à gauche! — alors, il est extrêmement probable que la puissance agressive a atteint son point culminant. L'élan est épuisé, et si à ce moment l'adversaire n'est pas terrassé, il a les plus grandes chances pour ne l'être jamais.

» Tout ce que l'envahisseur fait pour accuser l'intensité de son action : prise des places, des cols et passages, conquête des provinces, etc., constitue un mouvement de progression plus lent, mais mouvement de progression néanmoins; toutefois, ce mouvement n'est plus absolu, il n'est que relatif. L'ennemi n'est plus en fuite; il se prépare peut-être à une nouvelle résistance; il est même possible que déjà sa situation s'améliore chaque jour, en dépit de cette marche en avant, mais marche lente de l'agresseur. Bref, nous réitérons notre proposition : en principe, une halte dans la marche ne nous procure pas un nouvel élan.

» En conséquence : tant qu'on a le dessein de terrasser l'adversaire, il faut marcher et marcher toujours vers le but, sans désespérer; voilà ce que la théorie et la logique réclament. Si le généralissime renonce à son dessein parce qu'il trouve les dangers trop considérables, il a raison de s'arrêter et de s'étendre.

Dans ce cas, la théorie ne le blâme que s'il prétend ainsi atteindre le but plus adroitement.

» Nous ne voulons pas dire qu'il n'y ait pas d'exemples d'États ayant été peu à peu et *successivement* amenés au bord du précipice. Premièrement, le principe que nous avons posé n'est pas une de ces vérités absolues qui n'admettent aucune exception; il s'appuie simplement sur le cours habituel et général des choses. Ensuite, il faudrait aussi examiner si, dans les exemples qu'on peut citer, la ruine d'un État s'est accomplie, en réalité, *successivement*, ou si cette ruine définitive n'a pas été plutôt la conséquence d'une première campagne malheureuse. C'est ce dernier cas seulement que nous étudions ici; car c'est seulement dans cette hypothèse qu'on peut parler d'une tension maxima des efforts qui doit vaincre la dernière résistance et qui est, d'autre part, exposée à être vaincue par elle. Si, dans une première année, on s'est procuré certains avantages auxquels on en ajoutera d'autres l'année suivante pour se rapprocher encore et peu à peu du but, les risques auxquels on s'expose et qui sont ainsi divisés et répartis dans le temps, ne sont jamais considérables. Mais toute suspension entre deux succès est mise à profit par le chef ennemi; les effets d'une première victoire n'ont qu'une influence médiocre, sinon nulle, sinon même parfois négative, sur le succès des opérations ultérieures, parce que l'adversaire a le temps de se remettre et souvent de s'exciter à une résistance plus vive, plus ardente, ou encore reçoit des secours extérieurs: tandis que si l'agression se fait tout d'une traite, sans désemparer, le succès d'un jour emporte la victoire de demain; l'incendie se propage de proche en proche; le feu se nourrit lui-même et finit par tout dévorer. S'il y a, en effet, quelques exemples d'États qui ont été conduits à la ruine par des atteintes *successives* et reçues à de longs intervalles, exemples où, en conséquence, la défense a été trahie par le temps, qui est cependant son patron habituel, combien sont plus nombreux ceux où l'agresseur, par de pareils procédés, a complètement manqué son but! Il suffira de rappeler l'issue mémorable de la guerre de Sept ans où les Autrichiens ont tellement pris leurs aises, ont déployé tant de prudence et de circonspection, qu'ils ont totalement échoué. »

A suivre.)

(45)

NOUVELLES MILITAIRES

EMPIRE ALLEMAND

ENVOI D'OFFICIERS SUPÉRIEURS DE CAVALERIE A L'ÉCOLE DE TIR DE SPANDAU. — Dans les premiers jours du mois de juillet, la plupart des commandants de régiments de cavalerie ont été convoqués pendant dix jours à l'École de tir de Spandau, où des conférences spéciales leur ont été faites (1). Le prince héritier a assisté à l'une de ces conférences.

MISE EN ESSAI D'UN NOUVEAU PAQUETAGE POUR L'INFANTERIE PRUSSIENNE. — Le nouveau paquetage proposé pour l'infanterie prussienne, dont la *Revue* a décrit les différentes pièces dans les nos 631 et 633, vient d'être mis en essai, après avoir été présenté à l'empereur. Il est expérimenté dans deux compagnies du bataillon d'instruction à Potsdam, et dans un bataillon de marche, spécialement formé à cet effet, à Metz, au moyen de détachements pris dans quelques-uns des régiments d'infanterie du XV^e corps d'armée. Les vides produits dans ces régiments sont probablement comblés par des hommes en congé du roi, les effectifs des corps de troupe devant être tenus au complet à cette époque de l'année.

ITALIE

EXPÉRIENCES SUR UN SAC-CARTOUCHIÈRE. — Par ordre du ministre de la guerre, d'intéressantes expériences sur le réapprovisionnement en munitions de l'infanterie pendant le combat viennent d'être faites en Italie.

Le but que l'on s'est proposé a été de doter les compagnies d'infanterie d'une première réserve de munitions portée à dos d'homme, dans des sacs-cartouchières, distribués à raison de 8 par compagnie.

Des sacs de ce modèle ont été mis en essai dans le 4^e régiment de bersaglieri; chacun d'eux contenait 33 paquets de 8 cartouches, soit 264 cartouches, ce qui donnait 2,112 cartouches de réserve pour la

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 639 (1886).

compagnie. Les rapports semblent avoir été favorables à l'innovation ; toutefois, les sacs expérimentés n'ont pas fait preuve d'une solidité suffisante. Ce serait là un défaut auquel il serait facile de remédier, si le principe du *sac-cartouchière* était adopté.

RUSSIE

L'OCCUPATION DE PORT-LAZAREV PAR LA RUSSIE. — On lit dans le *Times* du 22 juillet :

Port-Lazarev, ainsi nommé en souvenir du général russe qui se distingua à la prise de Kars, et mourut pendant la campagne contre les Turcomans, est situé sur la côte est de la Corée. Ce port se trouve au fond de la baie de Yung-Hing ou de Broughton qui contient peut-être de meilleurs ports de refuge que tout le reste de la côte de la presqu'île.

La baie est remplie de nombreux îlots, parmi lesquels celui de Chataku qui doit être considéré comme le plus important.

La situation florissante du port de Gensan, ouvert au commerce en 1880, est une preuve que les navigateurs ne s'étaient pas trompés dans l'appréciation des avantages que pouvait présenter cette région. — Port Lazarev, assis en face de Gensan et à l'est de la ville coréenne de Yonfun, est à proximité, par conséquent, de l'embouchure du Dungan ; les eaux y sont navigables pendant toute l'année, et leur profondeur permet de faire de ce port, qui n'est aujourd'hui qu'un point géographique, la station principale de l'escadre russe dans le Pacifique.

A certains points de vue, Vladivostock ne peut être surpassé, mais il a le défaut capital d'être encombré par les glaces pendant une partie de l'année. Il faut ajouter encore que la nouvelle station dont les Russes viennent de s'emparer est située dans l'une des plus riches provinces de la Corée. Dans cette circonstance, la Russie a voulu se baser sur ce que l'Angleterre avait pris Port-Hamilton, pour justifier le droit qu'elle avait d'occuper Port-Lazarev ; mais les deux cas sont loin d'être semblables. Ce dernier port, en effet, constitue une partie intégrante de la Corée, et son occupation sera ressentie par le Japon, qui possède Gensan, et par le gouvernement chinois. Le souci de nos intérêts ne nous permet pas d'envisager cet événement avec indifférence. Le gouvernement anglais, en occupant Port-Hamilton, qui ne se compose à proprement parler que de deux îlots rocheux, habités par quelques familles de pêcheurs, n'a pas enfreint les stipulations des traités passés avec la Corée, et il n'a fait que se conformer à un arrangement exprès intervenu entre sir Harry-Parkes et Li-Hung-Chang, avec le consentement du gouvernement de Seoul.

« Les deux cas, conclut le journal anglais, sont donc tout à fait différents. »

PROJET DE MODIFICATIONS DANS LE SERVICE MILITAIRE DES TRIBUS DU CAUCASE ET DU TRANSCAUCASE. — On lit ce qui suit dans le *Novoé Vrémia* :

« Lorsque le service militaire obligatoire fut introduit en Russie, on crut devoir ne pas en étendre l'obligation aux montagnards du Caucase et du Transcaucase. On agissait ainsi, d'une part, en raison du fanatisme religieux de ces populations ainsi que de leur peu de culture intellectuelle, et d'autre part, dans le but de ménager ces tribus dont la soumission était encore récente et qu'une application trop rigoureuse du service militaire aurait pu pousser à la révolte. Mais, depuis lors, les années qui se sont écoulées ont modifié sensiblement la situation sur ces confins de la Russie. L'autorité du gouvernement s'est accrue, et son pouvoir est solidement établi : les habitants de ces contrées, ayant conscience de leur impuissance à s'affranchir de ce pouvoir, se sont résignés à le subir ; les plus turbulents ont émigré en Turquie. De plus, l'instruction qu'un grand nombre d'entre eux ont reçue dans les établissements et les universités russes a contribué à les rapprocher de la Russie. Il faut encore ajouter que beaucoup parmi eux sont entrés au service, et que, lors de l'expédition d'Akhal-Téké, plusieurs sotnias de miliciens du Daghestan se sont conduites avec honneur. Un changement complet est donc survenu dans les rapports qui existaient entre les troupes russes et ces tribus.

« Pour toutes ces raisons, le gouvernement a pensé qu'il était possible d'étendre l'application du règlement sur le service militaire obligatoire aux habitants du Caucase, en y apportant toutefois certaines modifications. On a donc élaboré un projet tendant à former, avec les éléments pris dans ces populations, des troupes spéciales à pied et à cheval, dans lesquelles les hommes seraient astreints à un service de trois et quatre ans au lieu de six. Mais, en soumettant ce projet à l'examen législatif, on s'est demandé s'il n'était pas imprudent d'étendre la nouvelle loi militaire à certaines tribus musulmanes habitant des contrées peu accessibles, et si une pareille mesure ne provoquerait pas de leur part une émigration (comme cela a eu lieu en Crimée lors de l'établissement de la loi sur le recrutement) ou même une résistance ouverte. Il a donc été convenu que la loi ne serait appliquée qu'aux peuplades chrétiennes et que, pour les musulmans, l'obligation du service serait remplacée par un impôt en argent, avec faculté de se libérer de cet impôt en entrant volontairement dans des troupes spéciales composées exclusivement de musulmans. »

INAUGURATION DU CHEMIN DE FER DE MERV. — On lit dans le *Caucase* du 2/14 juillet :

« La station du chemin de fer de Merv a été inaugurée en présence des généraux Annenkov et Komarov. Plusieurs trains ont amené ici un grand nombre de voyageurs de Kizil-Arvat. Le premier train a été reçu hier par une cavalcade de 1000 habitants. La ville est décorée et pavoisée. »

En même temps que cette nouvelle nous parvient de Tiflis, la *Petersburger Zeitung* nous fournit les renseignements suivants sur la ligne transcaspienne.

Les stations, sans compter celles du nouvel embranchement d'Ouzoun-Ada, seront, jusqu'à Samarcande, au nombre de 63. Nous ne citons que les principales, en les faisant suivre de la distance qui les sépare de Mikhaïlovski.

Kazandjik, première source d'eau douce, 148 verstes ; — Kizil-Arvat (217) ; — Ghéok-Tépé (380) ; — Askhabad (422) ; — Douchak, point méridional extrême de la ligne, près de Sérakhs (581) ; — Merv (748) ; — Tchardjoui, sur l'Amou-Daria (980) ; — Boukhara (1082) ; — Katta-Kourgan (1267) ; — Samarcande (1335).

D'après l'itinéraire normal, il circulera sur la ligne trois trains par jour. En cas de guerre, le nombre de trains pourra être porté, selon les exigences, jusqu'à douze par jour.

PERTES DE L'ARMÉE RUSSE PENDANT LA GUERRE DE 1877-1878. — On lit dans le *Nouveau Temps* :

La commission spéciale instituée en 1879 près la direction générale de médecine militaire pour dresser le compte rendu des pertes subies par l'armée russe pendant la guerre de 1877-1878 vient de terminer son travail en ce qui concerne l'armée du Danube. Il en résulte que les pertes de cette dernière armée ont été minimales : sur un effectif de 592,085 hommes, elle a perdu, par suite de blessures ayant amené la mort, 6,465 hommes et, par suite de maladies, 44,459 hommes, soit en tout 50,924 combattants. Aucune armée n'a jamais eu de pertes aussi faibles pendant toutes les autres grandes guerres qui ont précédé celle de 1877. Il est surtout intéressant de comparer le chiffre des pertes causées par les maladies (44,459) avec celles que les maladies ont fait subir à notre armée pendant la guerre de Crimée, où, sur un effectif de 400,000 hommes, elles nous en ont emporté 105,678.

OUVERTURE DU CANAL MARIE. — On lit dans l'*Invalide russe* :

Le 7/19 juin ont eu lieu l'ouverture solennelle et la consécration du nouveau canal Marie, qui réunit les rivières de Veterga et de Kovja et

met en communication les bassins de la mer Caspienne et de la mer Baltique par la liaison qu'il opère entre les eaux des lacs Onéga et Biélo.

Le nouveau tracé remédie aux inconvénients que présentait le vieux canal dont l'existence remonte à 1810; de plus, en même temps qu'on travaillait au nouveau canal, on améliorait également les parties avoisinantes des deux rivières qu'il réunit.

La longueur de la voie de communication qui vient d'être établie est de 22 verstes, soit moindre de 1 1/2 verste que celle de l'ancienne. La largeur est de 10 sagènes et la profondeur de navigation de 1 sagène. Le remblai des chemins de halage, d'une largeur de 2 sagènes au moins, est au-dessus du niveau des plus hautes eaux du printemps. Les travaux qu'a nécessités la construction de cet ouvrage ont été faits principalement à bras d'hommes, et pendant toute leur durée ont employé 20,000 ouvriers. Cependant les machines y ont aussi contribué, et leur travail a représenté une force d'environ 200 chevaux. Le déblai se cube par 270,000 sagènes, dont 60,000 de pierre.

Tous les travaux d'art du canal sont en bois et reposent sur pilotis, excepté l'écluse sud à l'entrée de la rivière de Kovja, qui, vu la nature du fond, qui est de grès, est construite sur un lit de béton.

Le prix réel de la construction s'élève à 3,006,203 roubles (12,024,812 francs).

SERBIE

PERTES DE L'ARMÉE SERBE DANS LA CAMPAGNE DE 1886. — On lit dans le *Novoé-Vrémia* :

Le gouvernement serbe vient de publier officiellement la statistique des pertes subies par son armée dans la dernière campagne contre les Bulgares. Il ressort des données sur lesquelles reposent ces renseignements que le corps de Nisch se composait de 33,000 hommes et celui du Timok de 12,186 hommes, ce qui représente pour l'ensemble des troupes actives une force de 45,120 hommes et non de plus de cent mille hommes, comme on le disait au moment de la guerre. Dans le corps de Nisch, le nombre des tués ou morts des suites de leurs blessures représente 1,76 p. 100 de l'effectif total, celui des blessés 11,2 p. 100 et celui des disparus 4,5 p. 100. Dans le corps du Timok, ces mêmes nombres sont respectivement de 1,34, 6,24 et 1,24 p. 100. En résumé, les pertes se sont élevées à 732 morts, 4,570 blessés et 1641 disparus.

Le Gérant : L. BAUDOUIN.

Paris. — Imprimerie L. BAUDOUIN et C^e, rue Christine, 2.

REVUE MILITAIRE DE L'ÉTRANGER

N° 653

30 Août

1886

SOMMAIRE

A propos de la dernière invasion de la Russie par Sarmaticus (suite). — La marine de guerre de l'Allemagne en 1886 (suite). — La réorganisation de l'infanterie de marine espagnole. — Les invasions dans l'Inde (suite). — Renseignements statistiques sur l'armée russe en 1884. — Nouvelles militaires.

A PROPOS

DE LA

DERNIÈRE INVASION DE LA RUSSIE PAR SARMATICUS

(Suite) (1).

Après avoir ainsi établi les deux grands principes qui doivent régler la conduite des opérations, Clausewitz résume ce qu'il vient de dire, en dernier lieu, contre la guerre prétendue méthodique et l'*usure successive*, comme il suit :

« A ce point de vue nous ne pouvons admettre que la préoc-

(1) Voir les n° 650 et 652 de la *Revue militaire de l'Étranger*.

cupation d'organiser soigneusement le théâtre de guerre au fur et à mesure du mouvement doit constamment marcher de front avec l'impulsion en avant, de façon que ces deux tendances se tiennent dans une sorte d'équilibre; non, nous considérons les dangers inhérents à la continuité de l'agression comme un mal inévitable; dangers qui vont croissant, c'est vrai, mais dont il ne faut se préoccuper qu'au moment où l'on a perdu tout espoir d'atteindre le but suprême de la guerre.

» L'exemple de Bonaparte, en 1812, bien loin d'ébranler nos convictions, ne fait que les confirmer (1).

» Mais en voilà assez sur l'action principale, ses tendances et ses dangers inévitables. Quant aux opérations secondaires, nous dirons avant toute chose : Il faut leur donner à toutes un but commun, mais ce but doit être posé de façon que l'action sur chacun des théâtres² différents soit libre et ne dépende point de ce qui se passe sur les théâtres voisins. Si des armées partant du haut Rhin, du bas Rhin et de la Hollande pénètrent en France pour se donner rendez-vous à Paris, mais n'osent rien faire et prétendent arriver intactes autant que possible au rendez-vous, nous disons qu'un pareil plan est désastreux; car il faudra nécessairement régler l'allure de ce triple mouvement; de là hésitation, indécision et pertes de temps qui paralysent la marche. Mieux vaut assigner à chaque armée sa tâche individuelle et ne chercher l'unité que là où elle se produit spontanément par la concomitance des actions séparées.

» Se diviser de propos délibéré pour se réunir après une série de marches, c'est un phénomène qui se produit dans presque toutes les guerres, et en vérité la manœuvre n'a, au fond, aucun sens. Quand on est divisé, on doit savoir dans quel but on l'est; les armées ne se divisent pas pour le plaisir de se réunir, comme font les danseurs dans une figure de quadrille (2).

» En conséquence, lorsque les forces armées pénètrent chez l'ennemi par des théâtres d'opérations différents, chacune des

(1) Le lecteur trouvera plus loin, à leur place, les très intéressantes observations de Clausewitz sur la campagne de 1812.

(2) Ce passage humoristique a été supprimé dans l'édition des *Militärische Klassiker*. Pourquoi? Les éditeurs ou commentateurs ont-ils craint des allusions malignes à la campagne de 1866? Ils auraient eu tort. La

armées doit recevoir sa mission propre et épuiser, pour la remplir, toutes ses énergies.

» Voilà ce qu'il faut exiger de chacune d'elles, et non pas que les unes et les autres obtiennent des succès équivalents. »

Après avoir lu ce passage, dit v. Scherff, tout commentaire et toute allusion aux événements contemporains deviennent superflus. Toutefois, il nous a toujours paru que Clausewitz a eu tort d'exagérer la différence qu'une certaine école a voulu établir, de son temps déjà, entre la stratégie et la tactique, et qu'il a dépassé le but lorsqu'il s'obstine à élever cette division purement doctrinaire jusqu'à la hauteur d'une catégorie philosophique. Ainsi, lui qui a repoussé si résolument, si obstinément de sa stratégie la théorie de la succession des efforts; préconise cette hérésie dans la tactique, c'est-à-dire dans la bataille, qui n'est plus pour lui qu'une « usure lente » ; « de la poudre mouillée qui fuse », « une surenchère à qui restera le plus riche en troupes fraîches. » C'est que pour lui la stratégie et la tactique sont des catégories différentes et, comme telles, ne peuvent être soumises aux mêmes lois. Il n'en est rien cependant, et l'on doit s'étonner que Clausewitz ait commis cette méprise.

Mais laissons-le parler, car il est de ceux qu'il est toujours bon d'entendre.

« Si la tâche assignée à l'une des armées est trop lourde, parce que l'adversaire a réparti ses forces autrement que nous ne l'avions supposé ; si l'un des groupes subit un échec, cet incident ne peut et ne doit exercer aucune influence sur la marche et l'action des autres, sinon l'on renonce d'avance à poursuivre les chances d'un succès d'ensemble, qu'on retourne d'avance et bénévolement contre soi-même. Quand la plupart des résultats ou les résultats principaux sont malheureux, alors, mais seulement dans ce cas, la réaction, pour ainsi dire, d'un théâtre sur le

marche concentrique des armées prussiennes, en 1866, était justifiée d'avance par Clausewitz, et le général de Moltke n'a eu qu'à reproduire les arguments cités dans le dernier numéro de la *Revue* pour répondre aux critiques qui lui ont été adressées par les adeptes des lignes intérieures.

voisin devient plausible : c'est en effet, une opération manquée, un fiasco de toute l'entreprise.

» La même règle de conduite s'applique aux armées ou corps détachés auxquels on a confié originellement la défense de différentes régions et qui, grâce à un succès trouvent l'occasion de prendre l'offensive — à moins qu'on ne préfère prendre l'excédent de forces qui résulte de ces éventualités pour le reporter sur le théâtre principal, où l'on cherche la solution décisive ; ce qui dépend surtout des conditions géographiques.

» Mais, dira-t-on, que deviennent alors la forme géométrique et l'unité générale de l'attaque ; que deviennent les flancs et les derrières des groupes immédiatement voisins des groupes battus ?

» Voilà précisément l'idée que nous voulons combattre de toutes nos forces ? La prétention de solidariser ainsi les différentes parties d'une grande attaque, de les accoler pour dessiner sur le théâtre d'opérations une figure rectangulaire, est l'aberration, l'enfant mal venu de l'esprit de système.

» Nous avons montré précédemment que le facteur géométrique est moins efficace en stratégie qu'en tactique et nous répéterons simplement ici que, particulièrement dans l'attaque, les succès obtenus sur les différents points ont infiniment plus d'importance que la figure géométrique dessinée par ces éventualités.

» Mais, dans tous les cas, il est clair qu'avec les grands intervalles et les grandes distances de la stratégie il faut laisser au généralissime le soin de peser toutes les considérations, de prendre toutes les résolutions que peut suggérer la configuration de l'échiquier ; qu'en conséquence aucun des commandants de groupe n'a le droit de s'enquérir de ce que fait ou ne fait pas son voisin ; que son devoir strict est de poursuivre énergiquement le but qui lui a été assigné. Si des incidents réellement graves se produisent, c'est au généralissime à aviser, et il aura toujours le temps de le faire. De cette façon les principaux inconvénients d'une action séparée sont écartés ; nous voulons dire : les suppositions, les interrogations, les hypothèses et les angoisses qui viennent entraver et paralyser l'action de chacun ; les incidents et accidents qui affectent non plus l'intéressé, mais tous les voisins et l'ensemble ; le champ libre à toutes les faiblesses, à toutes les récriminations, jalousies et inimitiés personnelles des sous-ordres.

» Nous pensons que cette manière de voir paraîtra paradoxale à ceux-là seulement qui n'ont pas médité suffisamment sur l'histoire militaire ; qui n'ont pas discerné l'essentiel et l'accessoire, et n'ont pas apprécié la toute-puissante influence des faiblesses humaines.

» S'il est déjà difficile, en tactique, d'assurer le succès d'une attaque concentrique par l'accord des différentes colonnes — et c'est l'avis de tous les hommes d'expérience — combien le succès est plus problématique, sinon chimérique en stratégie, où les distances sont beaucoup plus grandes ? Si la concordance perpétuelle des différentes actions était absolument nécessaire pour assurer le succès, il faudrait renoncer à une pareille opération sur le terrain stratégique. Mais, d'une part, il ne nous appartient pas de rejeter cette manœuvre, parce que des circonstances dont nous ne sommes pas les maîtres peuvent nous l'imposer ; d'autre part, cette harmonie parfaite pendant l'exécution n'est pas nécessaire, pas même en tactique, *à fortiori* en stratégie, comme nous l'avons dit déjà. Par conséquent, il ne faut pas nous préoccuper de cette harmonie plus que de raison et nous réclamons obstinément une tâche spéciale, individuelle pour chacun des groupes. »

Et pour chacune des colonnes, ajouterons-nous, car, ainsi que nous le disions plus haut, il n'y a entre la stratégie et la tactique qu'une différence de dimensions, de plus ou de moins, et non une différence de principe.

Clausewitz s'est placé jusqu'ici au point de vue de l'offensive ; il faut l'entendre maintenant traiter la même question du plan de guerre au point de vue de la défensive.

Le lecteur devine que le but suprême et les grands principes seront les mêmes ; mais on est bien obligé de faire théoriquement et pratiquement — au moins, quant à l'attitude et aux procédés d'application — une différence entre celui qui est prêt d'emblée à marcher vers le but, et celui qui, n'étant pas prêt, est obligé soit de prendre son temps pour partir avec tous ses moyens, soit même d'ajourner la poursuite immédiate du but suprême à un moment plus favorable, si tous les moyens dont il dispose, quoique rassemblés, ne lui permettent pas encore de chercher la solution décisive.

Les quelques citations essentielles que nous allons faire nous révéleront une assez singulière inconséquence de l'auteur ; mais nous le mettrons d'accord avec lui-même et, ce faisant, nous profiterons de l'occasion pour indiquer l'origine probable de certaines tendances qui pourraient peut-être dérouter les lecteurs et les détourner d'un commerce assidu avec ce vigoureux esprit : à leur grand dommage, car le traité « de la guerre » de Clausewitz est peut-être le seul qu'on ait écrit sur la matière, et il mérite à coup sûr d'être le livre de chevet de tous les chefs d'armée qui pensent et se croient tenus de méditer sur leurs redoutables fonctions.

Pour ne pas allonger outre mesure l'exposé de doctrines que nous voulons emprunter à Clausewitz, il faut nous borner aux considérations essentielles et immédiatement applicables à l'hypothèse visée par Sarmaticus. Car, en dépit des digressions auxquelles on se laisse volontiers entraîner à la suite de Clausewitz, nous ne devons pas oublier qu'il s'agit, après tout, du plan de campagne élaboré par l'auteur de *Von der Weichsel zum Dniepr*.

Après avoir entrevu dans les guerres de la Révolution, et admiré dans les campagnes napoléoniennes l'idéal qui hantait son esprit, Clausewitz ne devait plus s'en détacher : l'intelligence humaine est faite pour la vérité comme les yeux de l'homme pour la lumière du jour. Il a même été tenté, comme il l'a raconté dans des pages célèbres, de passer sous silence presque toutes les guerres antérieures à celles qui avaient enfin dessillé ses yeux. N'ayant pu s'y résoudre, il a dû élargir le cadre de ses études, de façon à y faire entrer, à côté du concept de la guerre absolue, qui est son thème de prédilection, toutes les atténuations et altérations, en un mot toutes les modalités possibles de la vraie guerre. Il devait le faire, d'autant plus, ajoute-t-il, que même avec le dieu de la guerre moderne, l'idéal, comme tout idéal, n'a jamais été complètement atteint, et qu'en conséquence, la théorie se garde bien de condamner sans pitié tout ce qui reste au-dessous du concept qu'elle a posé, et elle se contente simplement de le proposer aux méditations des hommes du métier, comme le but de leurs efforts, la règle de leur conduite et, enfin, comme les « dessous qui doivent donner au tableau sa tonalité ».

Nous passerons donc sous silence toutes les considérations sur « la défense qui ne cherche pas de solution décisive » ; nous admettrons avec Clausewitz que la défense dans une vraie guerre a le même but que l'attaque, la ruine totale de l'adversaire, et les mêmes moyens, les grandes batailles décisives, mais non la même attitude ni les mêmes procédés. La différence essentielle entre les deux camps, c'est que l'un d'eux, pour une raison ou pour une autre, est obligé d'ajourner la crise et, en dernière instance, de débiter par une phase dite d'expectative. Nous abordons le thème immédiatement visé plus haut où l'attaque, au lieu de se porter droit avec ses masses sur les masses de la défense, manœuvre pour tourner celle-ci dans sa position d'attente : et le lecteur voit clairement notre préoccupation. Parmi tous les moyens dont la défense dispose pour parer à cette manœuvre, il en est un qui, bien entendu, a toutes les préférences de Clausewitz. Il va l'exposer :

« Au contraire, le troisième procédé : Tomber sur les flancs de l'agresseur et lui offrir ainsi une bataille avec un changement de front, présente de grands avantages.

» Premièrement, cette situation découvre toujours, nous l'avons vu, les lignes de communication — en l'espèce, les lignes de retraite — et, d'après ce que nous savons de la défense et particulièrement des conditions stratégiques auxquelles elle doit satisfaire, il est clair qu'elle doit avoir à ce point de vue la supériorité, c'est-à-dire certains avantages sur l'attaque.

» Deuxièmement, et c'est la question capitale, l'agresseur, lorsqu'il passe à côté de son adversaire, est sollicité dans son mouvement par deux tendances opposées. En principe et dès l'origine, il veut aller de l'avant pour atteindre son objectif ; mais, d'un autre côté, l'éventualité d'une attaque de flanc, qui peut se produire à chaque instant, l'oblige de se tenir prêt à faire face de ce côté, pour riposter avec ses masses.

» Ces deux tendances sont diamétralement opposées, et le conflit qui en résulte crée de tels embarras, de telles difficultés dans l'adoption des mesures qui doivent satisfaire à des exigences contradictoires, qu'il est difficile d'imaginer une situation stratégique plus fâcheuse. Si l'agresseur pouvait deviner le moment exact où il sera attaqué, il pourrait aussi parer à ce danger et y pourvoir avec toute l'habileté et le talent dont il dispose ; mais

l'incertitude à cet égard et le besoin d'aller de l'avant qui le talonne sans cesse laissent augurer qu'il s'engagera dans la bataille offerte, à la hâte, vaille que vaille, c'est-à-dire dans de mauvaises conditions.

» Si la défense peut trouver des occasions favorables pour livrer une bataille offensive, c'est bien dans de pareilles situations.

» Lorsque l'on songe, en outre, quela défense connaît le pays, qu'elle a le choix de l'heure et du lieu, qu'elle peut préparer et disposer à loisir ses mouvements, on accordera qu'elle peut, dans de pareilles situations, prendre une grande supériorité stratégique sur l'attaque.

» Nous croyons, en conséquence, que, si elle s'est installée sur une bonne position avec toutes ses forces réunies, la défense peut tranquillement se laisser tourner par l'attaque; si l'agresseur ne vient pas la chercher et si les circonstances ne favorisent pas une action suffisamment efficace sur les lignes de retraite, on pourra toujours recourir à l'excellent procédé d'une attaque de flanc.

» Si les exemples de pareilles manœuvres font presque entièrement défaut dans l'histoire, c'est que la défense a rarement eu le courage (bonne parole) de s'obstiner dans sa position; ou bien elle s'est divisée, ou bien elle s'est portée en toute hâte par des marches transversales au-devant des masses de l'adversaire; on peut dire aussi que l'agresseur, dans de pareilles situations, n'a pas osé persister dans son mouvement tournant : la manœuvre dont nous parlons ici n'a pu se produire et a été tuée dans l'œuf.

» Dans l'hypothèse que nous examinons, la défense est obligée d'offrir une bataille offensive : tous les avantages qui lui sont propres : l'expectative, une forte position, la fortification, etc., sont sacrifiés, et la situation tactique où elle surprendra l'adversaire ne peut habituellement compenser ces sacrifices volontaires; car c'est précisément pour la forcer à renoncer à ces avantages que l'agresseur fait son mouvement tournant. Mais néanmoins, cette situation procurera toujours à la défense certaines compensations, et nous ne sommes pas nécessairement condamnés ici au spectacle que nous présentent trop souvent les essais de critique auxquels se livrent parfois les his-

toriens militaires : une donnée, une grandeur introduite d'abord dans les spéculations, qui est subtilisée ensuite jusqu'au dernier atome par le *pour* et le *contre* et s'évanouit finalement dans les brouillards de la discussion.

» La défense ne peut franchir les deux redoutables écueils qui l'attendent : la division des forces ou un mouvement de *rocade* précipité, que si elle est bien résolue à tomber en masse sur les flancs de son adversaire, sitôt que celui-ci se met à la tourner. Dans les deux autres procédés que nous venons d'indiquer, elle subit la loi de l'agresseur et elle se réfugie avec une précipitation fâcheuse dans de véritables expédients ; on a toujours vu culbuter un pareil système par un adversaire résolu. Mais si la défense a su concentrer ses forces au bon endroit, pour une action d'ensemble, si elle est bien décidée à tomber, le cas échéant, avec ses masses sur les flancs de l'adversaire, elle a le droit de spéculer sur les avantages que lui assure cette combinaison : une bonne préparation, le calme, la sécurité et l'unité, tels seront les caractères de son action. »

Conclusion fort optimiste. Il y a, d'ailleurs, dans l'exposé qu'on vient de lire, quelques points de doctrine d'autant plus difficiles à accepter qu'ils sont plus importants, de l'aveu même de l'auteur.

L'agresseur qui passe à côté de l'armée de la défense, dit Clausewitz, est sollicité par deux tendances diamétralement opposées et inconciliables dans la pratique. Il est d'une part, obligé de parer à une attaque de flanc et de faire face aux exigences d'une grande bataille et, d'autre part, il veut aller de l'avant pour saisir son objectif.

Quel objectif ?

Clausewitz, le premier, a élaboré la théorie de la guerre « absolue, qui vise la ruine totale de l'adversaire » et il oublie maintenant qu'il lui a donné pour objectif final précisément cette ruine totale ; il oublie ce qu'il a répété sur tous les tons que le commencement le plus sûr de la besogne, c'est la destruction des forces armées ennemies, et cela en jouant le tout pour le tout. En avons-nous entendu de ces dithyrambes sur l'énergie sanglante ; de ces sarcasmes indignés sur la science de brahmine où l'art consiste à éviter la bataille ; sur la vieille épée de cour remplacée désormais par le glaive qui va tout trancher ; sur les duels



au premier sang qui ont fait place aux duels à outrance; sur les guerres de cabinet qui ont précédé les guerres nationales du commencement du siècle et que l'auteur lui-même était fortement tenté de mettre dans un sac (*in Pausch und Bogen*); sur les clefs de pays, sur les plateaux magiques, bons tout au plus pour supporter un signal de géodésie? Et profondément remués par l'éloquence, par la logique implacable de ce terrible théoricien de la grande guerre, que de fois n'avons-nous pas eu l'envie de renchérir encore sur ces belles et viriles doctrines? Mais c'était impossible et il ne nous restait plus qu'à y applaudir : ce que nous avons fait et ne cessons de faire.

Est-ce une défaillance de ce grand et vigoureux esprit? Que nous veut-il enfin avec cet agresseur qui louvoie autour de la bataille pour escamoter un objectif? Quel objectif encore une fois? La capitale! une place forte! une position! une clef de pays! Allons donc!

Le concept napoléonien, que Clausewitz a eu l'honneur d'interpréter le premier et de façon à décourager tous ceux qui viendront après lui, ne connaît et ne peut connaître d'autre objectif que la grande bataille, d'autre règle que la concentration à outrance des forces et des efforts, des énergies et des intelligences vers ce choc décisif des masses, d'autre habileté que celle qui consiste à rendre cette bataille décisive plus décisive et plus tragique encore, et qui s'applique à faire succéder les coups de tonnerre aux coups de tonnerre, sans relâche, sans arrêt, jusqu'à ce que l'adversaire soit couché sur le sol. (Voir Clausewitz.)

Lorsque Napoléon débouche en Saxe par surprise et s'avance « en bataillon carré de 200,000 hommes », est-ce qu'il cherche à éviter son adversaire pour arriver à Berlin avant lui, ou pour mettre la main sur ses lignes de communications?

Clausewitz rappellerait cruellement à l'ordre les « savants » qui prêteraient des visées aussi ridicules au « dieu de la guerre », selon son expression. Il sait mieux que personne ce qu'il faut répondre à ceux qui ne veulent voir dans la stratégie de Napoléon que des manœuvres habiles contre les communications de l'adversaire. Soit que ce grand capitaine vise un groupe isolé et fasse ainsi crever en son milieu, et par une brusque poussée de ses masses, une ligne trop étendue, soit qu'il jette subitement ses énormes paquets sur les flancs et parfois sur les derrières

de l'ennemi, l'objectif de Napoléon est toujours le même : 1^o avoir une bataille à tout prix ; 2^o une bataille décisive, tragique, de façon à en finir d'un seul coup, autant que possible. Le procédé qui, chez lui, rend la bataille inévitable est souvent le même qui va la rendre irrémédiable ! Eh, sans doute : c'est précisément l'héroïque simplicité du concept napoléonien qui en a fait l'unité, la grandeur et l'extraordinaire efficace.

Comment donc Clausewitz a-t-il pu donner un si fâcheux accroissement aux doctrines dont il a été l'apôtre et le révélateur ? Nous risquerons l'explication suivante de ce singulier phénomène.

Clausewitz est resté toute sa vie sous l'impression des grandioses et terribles souvenirs de sa jeunesse militaire et de sa carrière active. Il avait vu sombrer sa patrie dans une catastrophe sans exemple ; l'Europe tout entière asservie pendant des années, longtemps frémissante et impuissante sous le joug de l'opresseur ; mais il a eu aussi l'immense joie de voir la délivrance tant désirée et si chèrement achetée. Comme patriote et comme philosophe, il a mis la haute moralité de la guerre dans la lutte pour la liberté et l'indépendance ; la défense du foyer et du sol sacré de la patrie est devenue pour lui l'idéal et la plus haute expression du noble métier des armes. Comme soldat, il n'a pas tardé à pressentir que la puissance agressive du conquérant de l'Europe s'épuiserait par ses propres efforts et par ses excès ; c'est alors qu'il a préconisé, vers 1812, ces procédés d'ajournement, de fin de non-recevoir : inutilement c'est vrai, mais il a vu, néanmoins, l'événement justifier ses prévisions d'homme du métier, c'est-à-dire l'énergie de l'attaque expirer au cœur même de la Russie, la réaction triompher de l'action, et l'offensive vengeresse jaillir en quelque sorte des entrailles mêmes de la défensive. L'événement qui gonflait de joie le cœur du patriote flattait en même temps l'amour-propre du théoricien.

Quoi qu'il en soit, Clausewitz n'a jamais pu se défaire de certaines complaisances théoriques, inexplicables, nous allions dire coupables, pour les charmes de la défensive. Il a même dit quelque part, dans le livre qui a immortalisé son nom, que la défensive est la cause vraiment efficiente de la guerre. C'est la défense qui, à proprement parler, engendre la guerre, et pourquoi ? Voici son explication : L'idée de la conquête ne suffit pas pour produire le

conflit à main armée, attendu que l'État menacé peut ne pas se défendre ; mais, dès qu'il résiste, la guerre existe. Soit, mais c'est bien subtil et surtout cela n'apporte pas grand'chose à celui qui ne peut pas séparer l'idée de la guerre de l'idée d'un conflit à main armée, et comme tout conflit suppose deux antagonistes, l'un et l'autre ont les mêmes titres, il nous semble, à la paternité de la guerre, puisqu'ils ne peuvent engendrer la guerre l'un sans l'autre.

Bien entendu, nous ne prétendons pas que l'idée d'une défensive pure ait jamais pu se loger dans l'esprit de Clausewitz. Pour lui, la défensive n'est que l'ajournement prémédité de l'acte décisif, de l'acte offensif, et si cet acte ne se produit pas, il l'a répété souvent, on est en présence d'une véritable hérésie. Dès lors, il eût été rationnel de mettre le vocabulaire d'accord avec la doctrine, absolument sûre d'ailleurs, c'est-à-dire d'appeler la forme opposée à l'offensive pure de son véritable nom : la défensive-offensive, afin de rappeler que cette forme comprend nécessairement deux actes, deux phases successives, et de natures essentiellement différentes. Clausewitz ne l'a point fait, et il lui est arrivé ce qui arrive souvent à d'autres : les avantages qu'il revendique pour la défensive ne s'appliquent qu'à la première phase et non à la forme pleine, la seule qui soit en cause cependant. Ces avantages, il les énumère avec complaisance, et il se laisse aller à les exagérer beaucoup, précisément parce que la deuxième phase reste, chez lui, à l'état de postulatum, de réserve mentale et surtout parce qu'il ne s'occupe pas assez des difficultés du changement de rôle et d'attitude ; difficultés si grandes avec de grosses masses que pratiquement la forme *parade-riposte* ne peut être réalisée que là où l'on peut saisir le temps, c'est-à-dire à la salle d'armes.

Le changement d'attitude, voilà la pierre d'achoppement que la défense rencontrera sur sa route : voilà le vice capital, rédhibitoire, de cette forme dite défensive-offensive. Et le cas est d'autant plus grave que l'empêchement est ici d'essence morale, psychologique. Le fait ne pouvait échapper à Clausewitz qui, un des premiers, a réclamé pour les grandeurs morales la place qui leur est due, la première. Aussi le bon sens, sa qualité maîtresse, ne l'abandonne jamais complètement ni pour longtemps.

« Si l'histoire, nous a-t-il dit, présente peu d'exemples de ce genre, c'est que le défenseur a rarement le courage de rester en

place, c'est-à-dire de ne pas se troubler, de ne pas hésiter. Et pourquoi n'a-t-il pas, ce courage ? Parce que l'incertitude, l'hésitation, les angoisses sont l'état normal du défenseur, qui attend pour se résoudre et ne sait pas encore ce qu'il veut, vis-à-vis d'un adversaire qui agit, sait ce qu'il veut et ce qu'il fait. Ce phénomène n'est donc pas accidentel ; il est dans l'ordre des choses, et l'expectative ne peut profiter des avantages qui lui sont attribués par la théorie que le jour où elle n'est point ce qu'elle est trop souvent dans la pratique : la résolution de l'*irrésolution* la décision de l'*indécision*. Ce jour n'a lui qu'une fois, à notre connaissance, mais d'un grand éclat : sur le champ de bataille éclairé par le soleil d'Austerlitz. Ce qui ne veut point dire qu'Austerlitz soit, en aucune façon, une bataille défensive-offensive. Non, mais Napoléon, ce jour-là, a laissé à l'adversaire le temps et l'initiative des fautes — qu'il avait prévues et escomptées. »

Clausewitz ajoute — et le rapprochement n'est pas très heureux — que « l'agresseur aussi n'ose pas, dans les conditions de son hypothèse, continuer son mouvement tournant. Si ces deux phénomènes sont simultanés, comme on serait tenté de le croire, rapprochés qu'ils sont dans la même pensée et dans la même phrase, la situation qui en résulte est vraiment singulière. D'un côté, le défenseur qui *n'ose* pas rester en place et se porte en toute hâte au-devant d'un mouvement tournant, qui ne se fera pas ; de l'autre côté, l'agresseur qui s'arrête et *n'ose* aller plus loin. » Si le triste phénomène de l'indécision est, en effet, trop naturel dans un camp, il ne l'est nullement dans l'autre, quoi qu'en dise Clausewitz, à moins que l'agresseur ne se donne un autre objectif que la grande bataille. C'est bien la pensée que Clausewitz a dû lui prêter dès le début, mais, nous l'avons vu, au prix d'une entorse formidable à ses propres doctrines. Or, Clausewitz le sait mieux que personne, c'est ce qu'on appelle enfoncer des portes ouvertes. Napoléon non plus, après avoir tourné l'aile gauche de l'armée prussienne, n'a pas continué son mouvement tournant et n'est pas allé à Berlin. Va-t-on lui reprocher ici d'avoir hésité et de n'avoir pas su ce qu'il voulait ? Il ne voulait pas, certes, escamoter Berlin ni étrangler les lignes de communications de l'adversaire. Non, son objectif c'était l'armée prussienne, c'était la grande bataille décisive. Une fois l'effet de l'entrée en scène produit par son débouché en Saxe, il sait que le premier élément de la surprise,

le secret, est à peu près exploité et qu'il ne reste plus qu'à exploiter le deuxième, la vitesse. Il le fait à outrance, car il lui faut sa bataille, le plus vite possible, et il se jette sur le premier groupe qu'il a sous la main; il n'attendra pas pour agir que la certitude se fasse dans son esprit, car il sait qu'il attendrait longtemps et, plutôt que de laisser échapper sa bataille, il préférera se tromper; c'est-à-dire frapper à gauche, quand, mieux éclairé, il eût frappé à droite.

Clausewitz se résume comme il suit :

« Ce que nous avons dit jusqu'ici sur le plan de la guerre en général et en particulier sur le plan d'une guerre qui vise la ruine de l'adversaire, devait surtout en faire ressortir le but et ensuite les grands principes qui doivent régler le choix des voies et moyens pour atteindre ce but. Nous voulions, avant tout, nous procurer une vue claire de ce qu'on peut et doit vouloir en pareil cas. Nous avons insisté sur les notions générales et nécessaires, et nous avons réservé un jeu suffisant dans nos spéculations pour l'exercice des facultés individuelles, pour les variantes, les accidents et incidents de l'espèce; mais nous avons écarté impitoyablement tout ce qui est système, fantaisie, chimère et sophisme. Si ce but est atteint, nous avons rempli notre tâche.

» Ceux qui s'étonneraient de notre silence sur les moyens de tourner les barrières fluviales, sur l'influence des points culminants et sur l'art d'éviter les positions et les clefs de pays, etc., — ceux-là ne nous auraient point compris, et, il nous semble du moins, ne saisiraient jamais les traits généraux et essentiels de la guerre.

» Précédemment nous avons dit un mot de ces considérations; nous avons essayé de les analyser, et nous avons dû constater que, pour la plupart, elles sont d'ordre secondaire, qu'elles jouissent d'une réputation usurpée et d'une importance surfaite. A plus forte raison ne peuvent-elles exercer d'influence sérieuse dans l'élaboration du plan d'une guerre qui vise à terrasser l'adversaire. »

Nous avons signalé au lecteur les inconvénients de la fréquentation de Clausewitz; cet homme est un penseur et il fait réfléchir, et de réflexion en réflexion on revient toujours au point de

départ, sans doute, mais après de longues digressions. Le point de départ, il est peut-être utile de le rappeler, c'est le passage où Clausewitz prévient l'agresseur que s'il est bien résolu à chercher la bataille décisive, il la trouvera, soit par la ligne droite, soit autrement. Comme nous l'avons dit déjà, le lecteur devine que cette question de doctrine est capitale pour toutes les situations où l'un des adversaires est manifestement prêt avant l'autre.

Nous sommes revenus à ce point de départ, car sous le bénéfice des réserves que nous venons de faire, nous acceptons pleinement la conclusion de Clausewitz, quand, étudiant la même question au point de vue de la défense, il fait la même déclaration. Si la défense, qui elle aussi ne peut aller au-devant de la solution décisive qu'autant qu'elle a les moyens de la chercher, est obligée de partir après l'attaque, et même parfois est condamnée à l'ajourner, peu importe. Qu'elle parte quand elle sera prête ! par la ligne la plus courte ou autrement ; si elle est bien décidée à chercher la grande bataille, elle la trouvera, quel que soit le chemin que prenne l'attaque.

Et, en effet, ajouterons-nous, les masses s'attirent ; il suffit que la solution décisive soit désirée et voulue dans un des deux camps pour qu'elle se produise fatalement.

Cette optique de la guerre peut offusquer ceux qui rêvent marches, combinaisons et manœuvres compliquées, mais elle est consolante pour tous ceux qui aiment la simplicité, l'unité et l'esprit de suite dans l'action. Le sentiment qu'on va au-devant de la bataille avec tous ses moyens, la certitude de la trouver quand même ; la conviction absolue que l'issue décidera de tout, réparera et effacera même toutes les fautes ou lacunes antérieures, — voilà ce qui donne du cœur et éclaire les idées.

Celui qui va résolument chercher la grande bataille, avec ses masses bien en main, sait qu'elles portent l'orage dans leurs flancs ; il comprend que l'heure des finesses, des manœuvres savantes par la droite et par la gauche est passée ; il ne leur attribue qu'une efficacité médiocre, sinon nulle, voire même qu'une influence néfaste sur l'issue de la bataille qui est désormais sa grande affaire ; il est ainsi débarrassé et du souci de les mettre en scène et des appréhensions que celles de l'autre pourraient lui inspirer ; les quelques détachements dont il n'a pu se

dispenser, il les réduit au strict nécessaire; il n'attend d'eux rien de décisif, rien d'essentiel, et une mésaventure arrivée à quelques-uns d'entre eux ne saurait le détourner de ses préoccupations maîtresses, ni exercer d'influence sensible sur la tournure des affaires; d'ailleurs, ces détachements sont protégés par les masses principales, bien plus qu'ils ne protègent ces dernières, et l'adversaire n'aura ni le goût, ni le loisir de rien tenter contre eux dès qu'il aura entendu le grondement de l'orage et compris, lui aussi, que rien ne peut plus désormais le conjurer, et qu'il faut songer à y faire tête.

La doctrine qui découle des dissertations de Clausewitz est donc solide et sûre. C'est une énergique dictée du bon sens. Résumons-la à notre façon et à notre point de vue particulier :

Il peut arriver qu'au début des opérations les deux masses principales, les deux centres de gravité ne soient pas exactement en face l'un de l'autre; de propos délibéré ou non, voilà donc les deux masses disposées, par exemple, aux deux extrémités opposées de la frontière de contact. Que vont faire les deux antagonistes ? Pour celui qui a voulu et créé cette situation, la réponse est facile. Accordons-lui aussi l'initiative, c'est-à-dire une certaine avance ; car il a dû se tenir prêt à utiliser immédiatement la situation qu'il s'est faite et qui est, après tout, éphémère. Il part donc et va offrir la bataille décisive, par la ligne droite ou autrement, mais c'est bien la bataille qu'il cherche et non autre chose ; sa manœuvre n'a pas de raison d'être si elle ne rend pas la bataille inévitable ou irrémédiable, — soit l'un et l'autre à la fois. Sans doute, il a pu et il a dû s'arranger de façon que ses propres lignes fussent moins exposées que celles de l'adversaire ; mais le seraient-elles tout autant et même davantage, que sa manœuvre serait encore plausible, s'il en obtient ce qu'il lui a demandé : une bataille inévitable et aussi décisive que possible.

S'il a voulu cette chose seulement, on pourra le blâmer non pas, certes, d'avoir obtenu ce qu'il voulait par sa manœuvre, mais de n'avoir pas gagné sa bataille, ou plus exactement encore, de n'avoir pas fait tout ce qui était en son pouvoir pour la gagner.

La situation est critique, mais il l'a désirée ainsi, et après tout, c'est l'issue de la bataille qui dira quel est celui des deux camps qui a réellement compromis ses lignes de communications.

c'est-à-dire qui devra supporter les conséquences d'une situation aggravée à dessein, avec la ferme intention et le ferme espoir d'en finir d'un seul coup, autant que possible : ce qui est évidemment le dernier mot de l'art et la dernière démarche de la raison humaine appliquée au terrible jeu de la guerre — jeu de quitte ou double, quoi qu'on dise et fasse. Si la guerre, la vraie guerre, ne peut avoir d'autre issue que la ruine totale, la démoralisation de l'adversaire, l'art, la raison, la morale et l'humanité, tout nous commande d'en finir d'un seul coup, autant que possible. Il ne nous sera pas demandé compte d'avoir joué quitte ou double, puisque c'est la loi, le terme fatal de la guerre, mais de n'avoir pas fait tout ce qui était dans nos moyens pour gagner la partie.

Ce point de doctrine est de la plus haute importance, et il est vrai pour l'un et l'autre camp, comme nous allons le voir.

Nous nous transportons maintenant dans l'autre camp, c'est-à-dire chez celui qui a été surpris par la situation ainsi créée, et ce que nous allons dire à son endroit s'appliquerait évidemment au camp opposé, si l'un et l'autre avaient été surpris.

L'adversaire est sur ses flancs; réciproquement il est sur les flancs de l'adversaire. C'est vrai, mais comme il n'est pas prêt à mettre l'arme sur l'épaule pour aller à la bataille, la situation n'est pas égale; elle ne le serait même pas, en général, s'il était prêt à le faire, car si la situation a été préméditée par l'adversaire, celui-ci a dû s'assurer certains avantages, c'est-à-dire : ses lignes de communications et de retraite doivent être moins exposées que celles de son antagoniste.

Dans tous les cas, que va faire celui qui a été surpris ou ceux qui ont été surpris, s'ils le sont tous les deux? Des détachements pour couvrir la capitale, les lignes de communication ou toute autre région exposée; ou encore des mouvements transversaux et précipités pour redresser la situation et se mettre en travers des masses ennemies? Non, dit Clausewitz, qui repousse ces deux procédés. Qu'il achève sa concentration, qu'il se rassemble, qu'il recule, au besoin, pour ajourner la bataille, s'il n'est pas prêt; mais quand il sera prêt à l'affronter, qu'il l'accepte; mieux, qu'il la cherche résolument, par la ligne la plus courte. Tenter en ce moment de redresser la situation à notre avantage serait

le moyen de l'empirer; elle est critique et ne peut plus se dénouer que par une grande bataille, tant mieux, nous n'aurons plus d'autre souci que de la gagner. D'ailleurs, si l'adversaire la veut résolument, cette bataille, ce qu'il faut bien admettre, il l'aura tôt ou tard; si nous sommes prêts, il faut donc l'accepter; si nous ne le sommes pas, nous n'avons plus que le temps de nous y préparer; si d'aventure il a commis la faute grave de chercher autre chose, raison de plus pour le punir et le surprendre à son tour. Dans tous les cas, la bataille s'impose et devient l'unique objet des préoccupations de l'un et de l'autre camp.

Ces situations, qui rendent inévitable le corps à corps définitif, sont si bien en harmonie avec le concept de la grande guerre qu'elles ne pouvaient manquer de frapper Clausewitz, d'autant plus qu'elles font, en quelque sorte, partie des procédés de prédilection de Napoléon.

Nous pensons, et la remarque a bien son importance, qu'elles peuvent se produire aujourd'hui plus facilement qu'autefois et peut-être même, sans qu'on le veuille dans aucun des deux camps.

La mobilisation est décidée; elle s'achève; les transports à la frontière commencent et ils sont commencés déjà, car il importe de ne perdre ni une heure, ni une minute. Pendant qu'ils s'exécutent en vertu d'un plan élaboré longtemps à l'avance et fixé dans ses plus minces détails, d'après des ordres de mouvements réglés comme un mécanisme d'horlogerie, on apprend que le grand courant de l'adversaire est dirigé vers le nord, tandis que le nôtre est orienté, par exemple, vers le sud de la frontière de contact. Va-t-on redresser les courants, modifier les mouvements, les itinéraires, les graphiques, et courir après les locomotives en marche? Impossible. Les transports terminés, les deux masses principales vont être placées l'une au sud, l'autre au nord de la directrice de pénétration des deux puissances. Elles vont se porter l'une vers l'autre, c'est ce qu'elles ont de mieux à faire, et elles se heurteront sur un front non plus perpendiculaire, mais parallèle à cet axe de pénétration. Peu importe qu'on ait le pays sur ses flancs ou derrière soi, si l'on gagne la bataille; puisque la bataille est l'unique moyen d'en finir, tout ce qui la rend inévitable et irrémédiable, tout ce qui exaspère

la situation, tout ce qui exalte et exacerbe les énergies doit être le bienvenu.

Celui qui ne fait pas tout ce qui est en son pouvoir pour en finir d'un seul coup, celui qui ne se tient pas constamment prêt à jouer quitte ou double, n'a rien compris au jeu de la guerre. Il peut admirer le dieu de la guerre moderne, comme dit Clausewitz, mais l'admirer de confiance, les yeux fermés et la bouche close.

Quel peut être le but d'une guerre que la Russie aurait à soutenir contre une coalition austro-allemande ? Pareille lutte peut-elle avoir le caractère d'une de ces querelles diplomatiques, d'une de ces guerres de cabinet auxquelles les masses de la nation restent étrangères et où l'un des champions cherche à conquérir une province, à s'assurer un gage pour peser sur les négociations ? Ou bien est-ce une de ces luttes grandioses de peuple à peuple, de race à race, qui mettent en mouvement toutes les forces vives d'un pays et ne peuvent se terminer que par l'épuisement total d'un des deux adversaires qui, alors, courbe sa volonté sous la volonté adverse et se reconnaît vaincu ? En d'autres termes, dans ce conflit entre « le militarisme allemand et l'esprit national russe » l'un des champions peut-il se donner pour but la conquête de la Pologne du Congrès et des provinces baltiques et espérer la paix quand il aura envahi ces provinces, et l'autre peut-il se donner pour but la défense de ces mêmes provinces et signer la paix quand il les aura perdues ? Première question aussitôt résolue que posée. Clausewitz espère que les guerres de cabinet qui ont précédé la révolution pourront encore se reproduire, mais il recommande dans tous les cas, à ses compatriotes, de toujours voir et de toujours préparer la guerre absolue, qui se donne pour unique but de terrasser l'adversaire, et il ajoute que si cette considération oblige désormais les gouvernements à traiter la guerre avec le respect qui lui est dû, il n'y voit aucun mal.

L'organisation des armées modernes, avec les formidables effectifs que vont donner d'emblée la mobilisation et la concentration par les voies rapides, transformeront désormais toutes les querelles, quel qu'en soit le motif, en duel de nation à nation. Les guerres seront plus terribles, mais par contre moins fréquentes.

La vieille épée de cour du XVIII^e siècle est reléguée depuis quelque temps, et pour longtemps encore, au musée des antiques.

L'état-major russe ne peut donc hésiter pas plus que Sarmaticus sur le caractère éminemment tragique d'un duel entre Slaves et Germains.

Nul doute qu'il ne s'inspire, lui aussi, des réflexions si viriles de Clausewitz sur l'établissement du plan d'une guerre « qui vise la ruine totale de l'adversaire ». Il n'a plus qu'à méditer sur les trois principes mis en lumière par le même auteur : réduction au centre de gravité ; action concentrée dans cette direction et aussi rapide, aussi continue que possible. Les deux premiers points ne sauraient soulever la moindre controverse ; la troisième est moins facile à traiter et à résoudre.

Cependant, et heureusement, ces trois points se tiennent comme les anneaux d'une chaîne : agir vite, troisième point ; mais avec tous ses moyens, deuxième point ; et dans la meilleure direction, premier point.

L'état-major russe peut-il prétendre réunir ses principales masses en temps opportun sur la Vistule pour y chercher les engagements décisifs que va lui offrir l'adversaire ? Si oui, rien à dire ; si non, il manque au deuxième principe : agir avec tous ses moyens et réciproquement ne pas agir d'une façon décisive avant d'avoir tous ses moyens, et il s'engage dans une lutte d'*usure successive* contre un ennemi concentré ; il s'expose à faire battre ses divers groupes en détail. Le remède, c'est de prendre le temps nécessaire pour se rassembler, soit en Pologne même, si la Vistule et ses places fortes mettent la concentration à l'abri d'aventures, soit ailleurs, si on redoute des aventures qui puissent exercer une action préjudicielle et préjudiciable sur l'application du deuxième principe ; principe par excellence après tout et qui est double : ne point aller au devant d'une décision avant d'avoir tous ses moyens ; mais quand on les a, le temps ne nous doit plus rien, comme l'a dit aussi Clausewitz, et il faut marcher à l'ennemi par la ligne la plus courte, sans détours, sans hésitation pour ne plus s'arrêter qu'au moment où l'adversaire est couché sur le sol.

L'état-major russe aurait donc à faire la réduction au centre de gravité, qui est la condition *sine qua non* de la concentration,

en même temps que le remède nécessaire contre la dispersion des efforts. Il semble que la question soit bien facile à résoudre et que l'hésitation ne soit point permise. Si les alliés marchent coude à coude, elle ne se pose même pas ; s'ils se séparent pour opérer, les uns en Pologne, les autres en Volhynie, comme l'insinue Sarmaticus, le centre de gravité, c'est évidemment l'armée allemande. L'hypothèse examinée par Clausewitz, de deux théâtres distincts, de deux campagnes indépendantes, ne se réalise pas, ou du moins ne paraît pas plausible, les conditions nécessaires pour la justifier, du côté des coalisés, faisant défaut. Aucune des deux armées coalisées, allemande ou austro-hongroise, n'a, en effet, sur l'armée russe la supériorité numérique qui lui permettrait d'agir isolément et la division serait une faute dont l'état-major russe aurait à profiter. L'un des théâtres de guerre devrait être sacrifié, l'un des adversaires négligé ; lequel ? encore une fois, la réponse n'est pas douteuse.

Quoi que fasse l'état-major russe et quelques perfectionnements qu'il apporte au mécanisme de la mobilisation et des transports, l'un de ses adversaires — et c'est le principal, celui du centre de gravité — est prêt à aborder les solutions décisives avant son antagoniste. Que doit donc faire ce dernier ? Prendre le temps qui lui manque ; ajourner les affaires décisives jusqu'à ce qu'il ait réuni ses moyens. Le sacrifice préalable de la rive gauche de la Vistule, qui paraît être entré dans les prévisions russes et la défense de la barrière fluviale formée par le Bug, la Narev, la Vistule, la Wieprj et les places de Novo-Georgievsk, Varsovie, Ivangorod et Brest, peuvent-ils retarder, arrêter l'invasion assez longtemps pour permettre aux forces russes de se réunir avant d'aller au-devant des crises terminales ?

Autant de questions graves qu'il faut envisager froidement et résolument avant de les trancher. Et pour peu qu'il reste le moindre doute sur l'efficacité de ces deux mesures retardatrices, il faut songer à les compléter ; nous ne disons pas à les supprimer, car elles s'imposent de toute façon et elles doivent d'abord donner ce qu'elles pourront donner. Si elles sont insuffisantes, il faudra savoir attendre encore.

(A suivre.)

(45)

LA
MARINE DE GUERRE DE L'ALLEMAGNE
EN 1886

Suite (1).

II.

Les navires de guerre de la flotte allemande sont, depuis le 25 novembre 1884 (2), officiellement classés de la manière suivante :

- 1^o Vaisseaux cuirassés (*Panzerschiffe*);
 - 2^o Bâtiments cuirassés (*Panzerfahrzeuge*);
 - 3^o Frégates-croiseurs (*Kreuzer-Fregatten*);
 - 4^o Corvettes-croiseurs (*Kreuzer-Korvetten*);
 - 5^o Croiseurs (*Kreuzer*);
 - 6^o Canonnières (*Kanonenboote*);
 - 7^o Avisos;
 - 8^o Vaisseaux écoles;
 - 9^o Bâtiments du service hydrographique;
 - 10^o Transports;
 - 11^o Bâtiments du service des ports;
 - 12^o Bateaux-pilotes et feux flottants;
 - 13^o Torpilleurs (*Torpedoboote*).
-

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 647 (1886).

(2) Antérieurement à cette date, la classification officielle (Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 558, 1882) ne comportait que sept catégories, savoir : Navires de combat, croiseurs, bâtiments pour la défense des côtes, avisos, transports, vaisseaux-écoles, bâtiments du service des ports.

Nous suivrons l'ordre de cette classification pour décrire, avec quelques détails, les bâtiments qui composent chacune de ces treize catégories.

1^o — Vaisseaux cuirassés.

La liste de la flotte allemande donne, au 1^{er} avril 1886, l'état suivant des vaisseaux cuirassés à flot :

NOMS DES NAVIRES.	PORT d'attache.	NOMBRE de bouches à feu de gros calibre.	FORCE nominale de la machine. chevaux.	DÉPLACEMENT en tonneaux.	EFFECTIF de l'équi- page.
König-Wilhelm.....	W (1)	23	8,000	9,757	759
Kaiser.....	K	15	8,000	7,676	638
Deutschland.....	K	15	8,000	7,676	638
Friedrich-der-Grosse.....	W	6	5,400	6,770	537
Preussen.....	W	6	5,400	6,770	537
Friedrich-Karl.....	W	16	3,500	6,007	531
Kronprinz.....	W	16	4,900	5,568	537
Bayern.....	K	6	5,600	7,400	354
Sachsen.....	K	6	5,600	7,400	354
Württemberg.....	K	6	5,600	7,400	354
Baden.....	K	6	5,600	7,400	354
Oldenburg.....	K	12	3,900	5,200	"
Hansa.....	K	8	3,000	3,610	397

(1) W désigne le port de Wilhelmshaven, et K le port de Kiel.

Cette liste comprend les frégates et corvettes cuirassées que les Allemands désignaient autrefois sous le nom de *vaisseaux de combat*.

Envisagés au point de vue de l'installation de leur grosse artillerie à bord, ces 13 cuirassés se rapportent à quatre types principaux.

En premier lieu, les frégates *König-Wilhelm*, *Friedrich-Karl*, *Kronprinz* et la corvette *Hansa* sont des cuirassés dits à

batterie centrale. Dans cette batterie, est installée la majeure partie de la grosse artillerie du bord, mais de telle façon qu'elle ne peut exercer son action que dans le sens perpendiculaire à la ligne avant-arrière.

Le *Kaiser* et le *Deutschland* constituent le 2^e type. Ce sont des cuirassés à *casemate centrale*. Le dispositif à pans coupés de cette casemate permet à l'artillerie d'agir par le travers et de donner en même temps quelques feux vers l'avant ou vers l'arrière.

Un troisième type est celui des vaisseaux à *tourelles tournantes*, composé des cuirassés *Friedrich-der-Grosse* et *Preussen*.

Enfin les corvettes cuirassées *Sachsen*, *Baiern*, *Württemberg* et *Baden* forment le quatrième type, caractérisé par un puissant cuirassement, un faible tirant d'eau et une forte artillerie, cette dernière étant installée de façon à pouvoir exercer son action à peu près dans toutes les directions.

Le cuirassé *Oldenburg*, tout récemment construit, est une combinaison du premier et du quatrième type.

Tous ces cuirassés sont en fer, à l'exception de la *Hansa*, dont la coque est en bois.

Ils ont été construits : le *König-Wilhelm*, le *Kronprinz*, le *Kaiser* et le *Deutschland* en Angleterre ; le *Friedrich-Karl* en France ; les autres sortent des chantiers nationaux allemands.

La grosse artillerie de ces cuirassés se compose de bouches à feu dont le nombre varie de 23 à 6, et dont le calibre va de 26 à 21 centimètres (1). Chacun de ces bâtiments est armé, en outre, de 6 canons-revolver et de 4 canons de petit calibre (d'embarcation ou de débarquement).

Tous ces cuirassés ont un approvisionnement de 8 torpilles automobiles. Ils sont, ou seront à bref délai, munis de filets protecteurs Sullivan. Enfin presque tous possèdent à bord un certain nombre de petits canots porte-torpilles.

Envisagés au point de vue du gréement, ces cuirassés appartiennent à trois types différents :

Le *Friedrich-Karl* et le *Kronprinz* sont grésés en barque ; le

(1) Voir, au sujet des bouches à feu employées pour l'armement de la flotte, la *Revue militaire de l'Étranger*, n^o 625 (1885).

König-Wilhelm, le *Kaiser*, le *Deutschland*, le *Preussen*, le *Friedrich-der-Grosse* et la *Hansa* le sont en trois-mâts carré. Enfin, les corvettes du type *Sachsen* et l'*Oldenburg* n'ont pas de gréement ; elles ne possèdent qu'un mât de signaux.

FRIEDRICH-KARL.

Le *Friedrich-Karl* est le plus ancien des cuirassés allemands. Construit par la Société des forges et chantiers de la Méditerranée à la Seyne, près de Toulon, il a été lancé le 16 janvier 1867. Il est entièrement en fer et a coûté un peu plus de huit millions de francs.

Il a 86 mètres de long, 16 mètres de large, 7 mètres de tirant d'eau et 6,007 tonneaux de déplacement.

Le cuirassement fait sans interruption le tour du bâtiment, à 1^m,83 au-dessus et au-dessous de la ligne de flottaison. Les plaques supérieures, en fer laminé de Saint-Chamond, ont 127^{mm} d'épaisseur. Elles reposent sur un matelas en bois de 381^{mm} et s'étendent à 0^m,91 au-dessous de la flottaison. Les plaques inférieures n'ont que 114^{mm} d'épaisseur.

La batterie n'est cuirassée que dans sa partie centrale, avec des plaques de 114^{mm}.

Le pont est blindé avec des plaques de 9^{mm}.

Entre la cheminée et le grand mât s'élève, sur le pont des gaillards, un blockhaus cuirassé à 2 étages, ayant la forme d'une tourelle à section allongée, de 4 mètres environ de haut, servant à abriter la roue du gouvernail et le poste de combat du commandant.

Le *Friedrich-Karl* est un cuirassé à éperon.

Son armement comprend :

14 canons courts frettés de 21^c, dans la batterie (à 2^m,28 au-dessus de la flottaison).

1 canon long fretté de 21^c, sur le pont à l'avant ;

1 canon court fretté de 21^c, sur le pont à l'arrière ;

6 canons-revolver ;

4 canons de petit calibre ;

8 torpilles.

L'équipage est de 531 hommes.

La machine d'une force nominale de 3,500 chevaux, peut imprimer une vitesse de 13^m,5.

Avec son approvisionnement maximum en charbon, il peut naviguer pendant huit jours à pleine vapeur, et pendant 15 jours environ à vitesse réduite. Le *Friedrich-Karl* est gréé en barque et passe pour être très bon voilier.

KRONPRINZ.

Le *Kronprinz* a été construit sur les chantiers de la maison Samuda frères, à Poplar (Londres), et a été lancé le 6 mai 1867. Il est du même type et de même dimension, à peu de chose près, que le *Friedrich-Karl*. Sa machine, toutefois, est un peu plus forte (4,800 chevaux), ainsi que sa vitesse (14 nœuds). L'armement et le cuirassement sont identiques à ceux du *Friedrich-Karl*. Les plaques en fer proviennent de la maison Brown, de Sheffield. Le *Kronprinz* ne possède pas de blockhaus élevé sur le pont.

Son éperon est en forme de tranchant de hache (*Beilschneide*) arrondi; il a sa pointe à 2^m,20 au-dessous de la flottaison.

KÖNIG-WILHELM.

Le *König-Wilhelm*, bien que de construction déjà un peu ancienne, passe pour être encore le plus puissant des cuirassés de la flotte allemande. Il a été construit à Londres, pour le compte de la Turquie, sur les plans de Reed, constructeur en chef de la marine anglaise, et acheté par la Prusse en 1867. Il a été lancé le 25 avril 1868.

C'est un cuirassé à batterie centrale et à éperon; la coque est entièrement en fer. Sa construction a coûté 12,628,600 francs. Il a 105 mètres de long, 17^m,8 de large, 8 mètres de tirant d'eau et 9,757 tonneaux de déplacement.

Son éperon, en forme de coin émoussé, a sa pointe à 3 mètres au-dessous de la flottaison.

Sur le pont des gaillards, au-dessus des angles de l'arrière de la batterie centrale, se trouvent deux demi-tourelles fixes, permettant un tir à barbette; il existe également à l'avant une batterie cuirassée. Le cuirassement du *König-Wilhelm* vient d'être

tout récemment renforcé. Il s'étend sur tout le pourtour à 2^m,134 au-dessous de la flottaison et s'élève jusqu'au premier pont. Il recouvre en outre la batterie centrale. Les plaques sont en acier, elles sortent de l'usine de Dillinger et ont 310^{mm} d'épaisseur. Elles reposent sur un matelas de 559^{mm}.

L'armement se compose de :

18 canons courts frettés de 24^c, dans la batterie centrale (à 3^m50 au-dessus de la flottaison);

2 canons longs frettés de 21^c, dans les demi-tourelles (à 5^m,18 au-dessus de la flottaison);

2 canons longs frettés de 21^c, dans la batterie d'avant (à 5^m,48 au-dessus de la flottaison);

1 canon long fretté de 21^c, à l'arrière, sur le pont;

6 canons-revolver;

4 canons de petit calibre;

8 torpilles.

Le *König-Wilhelm* est muni de 6 appareils de lancement de torpilles : 2 à l'avant, 2 à l'arrière et 1 sur chaque bord.

La machine a une force nominale de 8,000 chevaux. La vitesse est de 14ⁿ,723. Ce cuirassé est gréé en trois-mâts carré et possède 2,600 mètres carrés de voilure.

KAISER et DEUTSCHLAND.

Le *Kaiser* et le *Deutschland* sont deux cuirassés à casemate centrale. Cette casemate, située entre le grand mât et le mât de misaine, a en plan la forme d'un rectangle à pans coupés, disposition permettant, dans une certaine mesure, aux bouches à feu placées derrière ces pans coupés, un tir en chasse ou en retraite.

Ces deux bâtiments ont été construits sur le même type; ils ont les mêmes dimensions. Ils passent pour être les deux plus puissants cuirassés de haute mer de la flotte allemande. Ils sortent des chantiers de la maison Samuda frères, à Poplar (Londres) et ont été lancés, le *Kaiser*, le 19 mars 1874, le *Deutschland*, le 12 septembre de la même année. Leur coque est en fer. Ils ont coûté chacun 10,500,000 francs environ. Ils ont 85 mètres de long, 18 mètres de large, 7^m,5 de tirant d'eau et 7,676 tonnes de déplacement. Leur machine est de 8,000 chevaux et leur vitesse de 14ⁿ,5. L'équipage est de 638 hommes.

Ils sont grésés en trois-mâts carré, avec une surface de voilure de 3,623 mètres carrés.

Leur cuirassement comprend une ceinture sur tout le pourtour, s'étendant à 1^m,68 au-dessous de la flottaison et à 1^m,80 en moyenne au-dessus ; l'épaisseur des plaques en fer varie de 127 à 254^{mm}. Elles reposent sur un matelas en bois de 203^{mm}. La casemate est cuirassée avec des plaques dont l'épaisseur va de 224^{mm} (au-dessous des sabords) à 178^{mm}. Le matelas en bois a 228^{mm}.

En avant de la casemate, le pont est blindé à l'aide de deux couches de plaques d'acier de 51 à 38^{mm} d'épaisseur.

L'armement comprend :

- 8 canons courts frettés de 26^c, dans la casemate ;
- 1 canon long fretté de 21^c, tirant en retraite, à l'arrière, sur le pont, derrière un épaulement cuirassé ;
- 6 canons de 15^c, sur le pont des gaillards ;
- 4 canons de petit calibre ;
- 6 canons-revolver ;
- 8 torpilles.

FRIEDRICH-DER-GROSSE et PREUSSEN.

Le *Friedrich-der-Grosse* et le *Preussen* sont des cuirassés à tourelles tournantes. Ces tourelles placées, à raison de deux par bâtiment, dans la partie centrale et dans le sens de la longueur du navire, sont armées chacune de deux canons de gros calibre.

Ces deux cuirassés sont du même type et de mêmes dimensions. Ils sont en fer, et ont été construits tous deux sur des chantiers allemands. Le *Grosse-Kurfürst*, coulé bas par le *König-Wilhelm* en 1878, appartenait à ce même type.

Le *Friedrich-der-Grosse* sort des chantiers de la marine d'Elberbeck, près de Kiel ; il a été lancé le 20 septembre 1874. Le *Preussen* a été construit dans les chantiers du Vulkan, à Breddow, par Stettin ; il a été lancé le 22 novembre 1873.

Ces bâtiments ont 93^m,6 de long, 16 mètres de large, 1^m,5 de tirant d'eau et 6,770 tonneaux de déplacement.

Les machines marquent 5,400 chevaux et la vitesse est de 14 nœuds.

L'équipage est de 537 hommes. Le gréement est celui d'un trois-mâts carré.

Le cuirassement s'étend sur tout le pourtour avec une épaisseur de plaques maxima de 235^{mm} (dans la partie centrale sur la flottaison). Le matelas de bois a 234^{mm} d'épaisseur. Les tourelles sont cuirassées avec des plaques de 262^{mm} aux sabords et de 210^{mm} dans les autres parties. Une avant-cuirasse protège les tourelles et les chaudières. Elle est constituée par des plaques de 131^{mm} à 208^{mm} d'épaisseur reposant sur un matelas de 260^{mm}. Enfin le pont est blindé par des plaques de 16^{mm} d'épaisseur.

L'armement se compose de :

4 canons longs frettés de 26^c dans les deux tourelles tournantes, à 4^m,50 au-dessus de la flottaison ;

2 canons longs frettés de 17^c sur le pont des gaillards, tirant tous deux derrière un cuirassement, l'un à l'avant, l'autre à l'arrière ;

4 canons de petit calibre ;

6 canons-revolvers ;

8 torpilles.

SACHSEN, BAIERN, WÜRTTEMBERG et BADEN.

Ces quatre cuirassés, à faible tirant d'eau, constituent un type spécial — désigné en Allemagne sous le nom de corvettes de sortie (*Ausfall Korvetten*) — et établi par l'amirauté en vue de la défense active des côtes de la Baltique et de la mer du Nord.

Ils sont entièrement en fer et sont munis d'un éperon. Ils ne possèdent pas de gréement, mais simplement un mât de signaux. Ils ont 91 mètres de long, 18 mètres de large, 6 mètres de tirant d'eau et 7,400 tonneaux de déplacement. Ils disposent de deux machines ainsi que de deux hélices indépendantes. La force nominale de chacune de ces machines est de 2,800 chevaux, soit 5,600 chevaux par navire. La vitesse maxima est de 14 nœuds.

Le *Sachsen* et le *Württemberg* sortent des chantiers du Vulcan, à Bredow, et ont été lancés, le premier, le 21 juillet 1877 ; le second, le 9 novembre 1878.

Le *Baiern* et le *Baden* ont été construits sur les chantiers de la marine à Ellerbeck (Kiel) et ont été lancés, l'un, le 13 mai 1878, l'autre, le 28 juillet 1880. Chacun de ces bâtiments revient à onze millions de francs, environ.

Ces navires sont très fortement cuirassés ; mais ce cuirasse-

ment, protecteur des œuvres vives du bâtiment, n'affecte que la partie centrale formant un réduit de 41^m,25 de côté. La cuirasse se compose de deux couches de plaques, l'une de 254^{mm}, l'autre de 152^{mm}, séparées par une couche de bois de 200^{mm}, le tout reposant sur un matelas de bois de 200^{mm} d'épaisseur.

A 1^m,40 au-dessous de la flottaison règne, sur toute la longueur du bâtiment, en dehors du réduit, un pont blindé avec des plaques de 75^{mm}.

La coque est constituée par une série de cellules étanches au nombre de 120 environ par navire.

L'artillerie est répartie dans deux tourelles fixes à barbette, situées sur le pont des gaillards, l'une rectangulaire, à pans coupés, dans le milieu du navire, l'autre, ovale à l'avant.

L'armement comprend :

4 canons longs frettés de 26^c, dans la tourelle centrale ;

2 canons longs frettés de 26^c, dans la tourelle d'avant ;

4 canons de petit calibre ;

5 canons-revolvers ;

8 torpilles.

L'équipage est de 354 hommes.

OLDENBURG.

L'*Oldenburg* est un cuirassé de création récente. Il sort des chantiers du Vulcan et a été lancé le 20 décembre 1884. C'est, comme les navires du type *Sachsen*, une corvette de sortie destinée à la défense active des côtes, mais qui diffère de ces navires par son aménagement intérieur et par l'installation de l'artillerie permettant de faire feu dans toutes les directions. Ce bâtiment comporte un réduit central fortement cuirassé, formant casemate pour l'artillerie et constituant, en outre, une très sérieuse protection pour les œuvres vives du navire.

L'*Oldenburg* a 75 mètres de long, 18 mètres de large, 6 mètres de tirant d'eau et 5,200 tonneaux de déplacement. Il possède deux machines d'une force totale de 3,900 chevaux, actionnant deux hélices indépendantes. Sa vitesse est de 14 nœuds. Il n'y a pas de gréement, mais seulement un mât de signaux.

Le cuirassement du réduit central est obtenu au moyen de plaques *Compound*, de 330^{mm} d'épaisseur, provenant de l'usine

de Dillinger ; elles sont constituées au moyen d'une plaque d'acier soudée sur une plaque de fer au rouge.

L'armement comprend :

6 canons longs frettés de 24^e, dans la batterie centrale ;

2 canons longs frettés de 24^e, sur le pont des gaillards, à l'avant ;

4 canons longs frettés de 15^e, sur le pont des gaillards à l'arrière ;

2 canons de petit calibre ;

6 canons-revolvers ;

8 torpilles.

L'*Oldenburg* est muni de quatre appareils de lancement de torpilles.

HANSA.

La *Hansa* est le seul cuirassé en bois de la flotte allemande. Elle a été construite il y a près de 20 ans sur les chantiers de la marine à Dantzig, d'après les plans de l'amirauté, pour être employée au service des stations lointaines. Elle a été lancée le 26 octobre 1872 et a coûté près de cinq millions de francs.

Elle a 68 mètres de long, 14 mètres de large, 6^m,5 de tirant d'eau et 3,610 tonneaux de déplacement. La machine est de 3,000 chevaux imprimant une vitesse qui ne dépasse pas 12 nœuds. L'équipage comprend 397 hommes.

La *Hansa* est un cuirassé à batterie centrale à deux étages ; l'étage supérieur est à pans coupés, permettant à l'artillerie quelque action vers l'avant et vers l'arrière. Le cuirassement s'étend sur tout le pourtour du bâtiment et recouvre la batterie centrale. Les plaques ont une épaisseur variant de 105^{mm} à 158^{mm}. Elles reposent sur un matelas en bois de 320^{mm}.

L'armement se compose de :

8 canons courts frettés de 21^e dans la batterie centrale, à raison de 4 par étages ;

4 canons de petit calibre ;

6 canons-revolvers ;

8 torpilles.

La *Hansa* est grée en trois-mâts carré.

TABLEAU DES PRINCIPALES DONNÉES

DE LA FLOTTE

NOM DES CUIRASSÉS.	LIEU de la CONSTRUCTION.	DATE du LANCE- MENT.	LONGUEUR. mètres.	LARGE . mètres.	TIRANT D'EAU MOYEN. mètres.	FORCE NOMINALE DE LA MACHINE. chev.	VITESSE AUX ESSAIS. mètres.	SURFACE DE VOILURE. m. car.
König-Wilhelm.....	Blackwal (Londres).	1868	105,23	18,29	7,74	8,000	14,72	2,600
Friedrich-Karl.....	La Seyne (Toulon).	1867	86,04	16,17	7,00	3,500	13,58	2,010
Kronprinz.	Poplar (Londres).	1867	87,17	15,24	7,11	4,800	14,3	2,010
Hansa.....	Dantzig.	1872	68,43	14,13	7,26	3,000	12	?
Preussen... ..	Bredow (Stettin).	1873	93,63	16,32	6,5	5,400	14	?
Friedrich-der-Grosse....	Ellerbeck (Kiel).	1874	93,63	16,32	7,26	5,400	14	?
Kaiser.....	Poplar (Londres).	1874	85,51	18,90	7,66	8 000	14,56	3,623
Deutschland.....	Poplar (Londres).	1874	85,54	18,9	7,66	8,000	14,46	3,623
Sachsen.....	Bredow (Stettin).	1877	91	18,30	6	5,600	14	Néant.
Baiern.	Ellerbeck (Kiel).	1878	91	18,30	6	3,600	14	Id.
Württemberg.. ..	Bredow.	1878	91	18,30	6	5,600	14	Id.
Baden.....	Ellerbeck.	1880	91	18,30	6	5,60	14	Id.
Oldenburg.	Bredow (Stettin).	1884	73	18	6	3,900	14	Id.

RELATIVES AUX VAISSEAUX CUIRASSÉS.

DE GUERRE ALLEMANDE.

ÉPAISSEUR maxima de la CUIRASSE.		ARTILLERIE.										EFFECTIF	
		CANONS DE GROS CALIBRE.						CANONS-REVOLVERS.	CANONS de petit calibre.	NOMBRE TOTAL des bouches à feu.	NOMBRE DES TORPILLES.	TIF de l'équipage PAGE.	
à la dotaison.	à la batterie.	dans la batterie centrale.	dans les tourelles tournantes.	sur le pont									
millim.	millim.			dans des tourelles fixes.	sur les galvans.	à l'avant.	à l'arrière.					hommes.	
310	152	13	n	12	n	12	1	6	4	33	8	759	
127	114	15	n	n	n	1	1	6	4	26	8	531	
127	114	15	n	n	n	1	1	6	4	26	8	537	
158	158	8	n	n	n	n	n	6	4	18	8	397	
235	261	n	4	n	n	1	1	6	4	16	8	537	
235	262	n	4	n	n	1	1	6	4	16	8	537	
254	224	8	n	n	6	n	1	6	4	25	8	638	
254	224	8	n	n	6	n	1	6	4	25	8	638	
406	n	n	n	4	n	2	n	5	4	15	8	354	
406	n	n	n	4	n	2	n	5	4	15	8	354	
406	n	n	n	4	n	2	n	5	4	15	8	354	
406	n	n	n	4	n	2	n	5	4	15	8	354	
330	330	6	n	n	n	2	4	6	2	20	8	7	

Les détails et le tableau d'ensemble qui précèdent mettent suffisamment en relief la force déjà imposante représentée par la flotte cuirassée de combat proprement dite de l'empire allemand. Depuis 1869 où, pour la première fois, une escadre de trois cuirassés battant pavillon germanique, fit apparition sur les mers, rien n'a arrêté la jeune marine pour atteindre le but qu'elle s'était assigné. Nous avons pu déjà nous rendre compte de ses sacrifices en argent, se chiffrant par centaines de millions. Nous verrons plus loin quels ont été, et quels sont encore, les efforts d'un autre genre, faits depuis 17 ans bientôt par l'amirauté allemande, en vue de familiariser les équipages avec le maniement de ces formidables engins de guerre, et pour éviter les mécomptes des premières années.

(A suivre.)

(97)

LA RÉORGANISATION

DE

L'INFANTERIE DE MARINE ESPAGNOLE

EN 1886

Le décret qui organisa l'infanterie de marine est de 1717, et c'est généralement à cette dernière date que l'on fait remonter la création de ce corps. Cependant, il existait antérieurement, en Espagne, des troupes spéciales servant à bord des bâtiments de guerre, en particulier des galères, et auxquelles, avec une certaine raison, l'infanterie de marine actuelle pourrait se rattacher.

Quoi qu'il en soit de cette origine, et bien que les troupes organisées en 1717 eussent parmi leurs attributions principales celle de surveiller les condamnés embarqués pour ramer sur les galères du roi, on voit, dès le début, l'infanterie de marine constituer un corps militaire, et prendre part, au lendemain de sa formation, à des actions de guerre fréquentes et glorieuses.

Au XVIII^e siècle, on la trouve partout où a lieu un fait d'armes important et, de nos jours, nous la voyons soutenir sur maints champs de bataille la glorieuse devise inscrite sur son drapeau : « Aussi brave sur terre que sur mer » (1).

Mais on comprend qu'un corps organisé il y a plus de cent cinquante ans ait eu besoin d'être remanié. Les bâtiments ne sont plus montés aujourd'hui par les équipages suspects qui les manœuvraient au XVIII^e siècle, et la plupart des anciennes attributions de l'infanterie de marine étant devenues caduques avec le temps, il était urgent de refondre son organisation première.

(1) « *Valiente por mar y tierra.* »

Jusqu'à cette année, l'infanterie de marine espagnole était placée sous les ordres d'un maréchal de camp qui remplissait en même temps les fonctions de gouverneur des établissements maritimes de Carthagène. Elle comprenait 3 régiments, 2 bataillons formant corps, désignés sous le nom de *bataillons expéditionnaires*, 2 compagnies aux Philippines, 1 compagnie de secrétaires à Madrid, 1 compagnie de gardiens d'arsenaux dans chacun des trois départements et *apostaderos* de la marine (1) du royaume, celle de Carthagène détachant une section à l'arsenal de Mahon.

Les 3 régiments à 2 bataillons destinés à la Péninsule étaient répartis dans les trois départements maritimes de Cadix, du Ferrol et de Carthagène, à raison d'un régiment par département. Cette répartition a été légèrement modifiée, comme il suit, par un décret du 1^{er} janvier 1878.

DÉPARTEMENT DE CADIX.

Provinces maritimes : Cadix, Algéciras, Malaga, Motril, Alméria, Séville, San Lucar, Huelva, Canaries, Grande-Canarie.

DÉPARTEMENT DU FERROL.

Provinces maritimes : Le Ferrol, La Corogne, Villagarcia, Vigo, Vivero, Rivadero, Santander, Bilbao, Saint-Sébastien.

DÉPARTEMENT DE CARTHAGÈNE.

Provinces maritimes : Carthagène, Alicante, Valence, Vina-roz, Tortose, Tarragone, Barcelone, Mataro, Majorque, Mahon, Ibiça.

Chacune de ces provinces contient un certain nombre de districts maritimes.

Cuba et les Philippines forment deux *apostaderos* spéciaux; on a vu quelle était la garnison d'infanterie affectée à ces territoires.

(1) *Apostadero*. La traduction d'*apostadero* est littéralement *poste*, l'endroit où est établi un poste de soldats pour exercer une surveillance. Cette expression appartient à la langue maritime. Almirante dit : « *Apostadero es hoy voz de marina : la militar de tierra es puesto.* »

Jusqu'à la mise en vigueur du décret du 30 avril 1886, les troupes d'infanterie de marine, spécialement attachées à la Péninsule, composaient une brigade commandée par un brigadier; l'état-major de chaque régiment comprenait : 1 colonel, 1 lieutenant chargé du matériel et 2 sous-officiers. Chaque bataillon était commandé, comme cela a lieu dans l'infanterie, par un lieutenant-colonel, et les bataillons étaient forts de six compagnies, avec chacune 1 capitaine, 2 lieutenants, 1 alférez, 1 premier sergent — sergent-major — 3 seconds sergents, 11 caporaux, dont 5 de 1^{re} et 6 de 2^e classe, 4 clairons et 84 hommes.

Les compagnies de gardiens d'arsenaux de la Péninsule ou des colonies avaient une composition un peu différente et variaient suivant les lieux de garnison. Ainsi, celle de Cadix comprenait : 1 capitaine, 3 lieutenants, 2 alférecés, 5 sous-officiers, 30 caporaux, 3 clairons et 200 soldats; celle du Ferrol : 1 capitaine, 6 officiers subalternes, 5 sous-officiers, 26 caporaux, 3 clairons et 160 soldats; celle de Carthagène : 1 capitaine, 5 subalternes, 6 sous-officiers, 30 caporaux, 4 clairons, 170 soldats; celle de la Havane : 5 officiers dont 1 capitaine, 4 sous-officiers, 10 caporaux, 2 clairons et 80 soldats; celle des Philippines : 4 officiers dont toujours 1 capitaine, 5 sous-officiers, 13 caporaux, 2 clairons et 70 soldats.

Outre la force dont nous venons de parler pour les Philippines, ces îles contenaient, en outre, depuis le décret du 29 mai 1878, un état-major particulier et les deux compagnies citées plus haut, commandées chacune par 4 officiers, et fortes, en outre d'un certain nombre de sous-officiers et caporaux, l'une de 150 soldats européens, l'autre du même nombre de soldats indigènes.

Dans ces dernières années, divers ordres ou décrets royaux avaient introduit quelques modifications dans l'organisation de 1717, sans en changer pourtant les bases constitutives. Ainsi, une décision souveraine du 31 mai 1879 avait créé une académie pour la préparation des jeunes gens se destinant à entrer dans l'infanterie de marine en qualité d'officiers; l'année précédente un autre ordre royal du 27 juillet 1878 avait créé, dans chaque département maritime, une compagnie de dépôt; un troisième, en date du 18 février 1879, avait donné une musique à chacun des bataillons formant corps et à chaque régiment.

L'ensemble de ces troupes s'élevait jusqu'au commencement de 1886 à 380 officiers ou assimilés et à 7,000 hommes de troupe environ.

II.

D'après le décret du 3 avril 1886, si le corps d'infanterie de marine espagnole demeure encore appelé à certains services à bord des bâtiments de la marine de l'État, il est surtout chargé de la garde des ports et de tous les points où la marine possède des établissements sur lesquels elle a à veiller d'une façon particulière. — L'infanterie de marine prend part régulièrement à toutes les opérations de guerre dans lesquelles un débarquement est nécessaire.

Les anciens régiments sont supprimés et remplacés par des *tercios* à quatre brigades, appellation qui a un nom glorieux dans l'histoire de l'armée espagnole, et qui est d'ailleurs portée encore par les troupes de la *garde civile* (gendarmerie).

Le service de l'infanterie de marine demeurera étroitement lié à celui de l'armée de mer. Sur tous les bâtiments montés par plus de 100 hommes, elle comptera pour un tiers dans l'effectif de l'équipage. A bord, elle prendra part à tous les travaux qui constituent le service des navires, y compris les services de police et celui des pièces d'artillerie. A cet effet, les soldats d'infanterie de marine recevront à bord des *dépôts flottants* une instruction spéciale, qui comprendra, en particulier, le service à la rame et la manœuvre des embarcations ; dans les débarquements, ils seront employés comme tirailleurs et formeront les têtes de colonne. L'instruction militaire leur sera donc donnée conformément aux règlements tactiques en usage dans l'armée de terre, légèrement modifiés en vue des opérations spéciales qu'ils pourront avoir à entreprendre.

En temps de guerre, quand l'État nolisera pour les armer des bâtiments de commerce, l'infanterie de marine sera répartie sur ces navires et constituera, à bord de cette flotte auxiliaire, le principal élément militaire.

Le décret du 30 avril, en déterminant l'organisation des nouveaux *tercios*, n'en fixe point le nombre ; il prévoit seulement qu'il y aura par département maritime une ou deux de ces

unités et que leurs effectifs varieront suivant les circonstances. Leur recrutement sera prélevé conformément à la loi de juillet 1885 (1) sur toute la Péninsule, et spécialement sur les recrues fournies par les provinces côtières.

L'infanterie de marine sera commandée comme précédemment par un maréchal de camp et, à la tête des tercios d'un même département, il y aura un officier du grade de général de brigade, assisté d'un capitaine aide de camp; un colonel commandera deux tercios.

Aux colonies, les troupes d'un *apostadero* seront sous les ordres d'un colonel ou lieutenant-colonel.

Dans la Péninsule, les tercios seront commandés par un lieutenant-colonel; compteront, à l'état-major :

- 1 commandant, chef du détail (major),
- 1 commandant chargé de la justice militaire (2),
- 1 capitaine adjudant-major,
- 1 sous-lieutenant porte-drapeau,
- 1 médecin,
- 1 aumônier.

Le petit état-major comprendra : 1 sergent et 2 caporaux secrétaires, 1 armurier et 1 caporal trompette.

L'effectif de chaque brigade, en officiers et hommes de troupe, se décompose comme il suit :

- 1 capitaine,
- 3 lieutenants,
- 1 allèrèz,
- 1 premier sergent (sergent-major),
- 5 seconds sergents,
- 8 premiers caporaux,
- 8 seconds caporaux,
- 5 clairons,
- 120 soldats.

Dans chaque brigade, un officier sera chargé du matériel

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 638 (1886).

(2) Ce deuxième commandant sera supprimé quand il n'y aura plus d'officiers en excédent.

un autre sera préposé à l'habillement et à la perception des fonds (*habilitado et oficial de almacén*).

Les musiques, créées par décret du 18 février 1879, seront conservées; seulement elles seront attribuées non plus aux corps mais aux départements maritimes et deviendront, en conséquence, musiques de garnison.

L'infanterie de marine fournira, à Madrid, au ministère, pour le service de plantons, un détachement placé sous les ordres d'un capitaine, et fort de 4 lieutenants, 2 alférecès, 1 premier sergent, 6 seconds sergents, 12 caporaux (7 de 1^{re} classe, 5 de seconde), 3 clairons, 1 armurier et 100 soldats. Ce détachement aura son administration spéciale et ne comptera point dans l'effectif des tercios des provinces.

Les compagnies de *gardiens d'arsenaux* prennent dorénavant, comme celles des tercios, le nom de brigades.

Les gardiens d'arsenaux sont désormais chargés, dans l'intérieur des établissements de la marine, de la garde du matériel, de la surveillance et de la police des bâtiments. « Les brigades des gardiens d'arsenaux, dit l'article 24 du décret du 30 avril, dépendent des chefs supérieurs de ces établissements (1), pour tout ce qui concerne le service intérieur, dans la zone leur correspondant. Mais la répartition du personnel de ces brigades et leur relèvement demeureront dans les attributions exclusives des commandants des départements ou des apostaderos. » Le règlement a voulu ici définir nettement les droits de chacun, de façon à éviter tout conflit entre l'autorité militaire et l'autorité maritime.

La force des brigades de gardiens d'arsenaux est la même que celle des tercios, qui sont d'ailleurs chargés d'en assurer le recrutement et doivent dans ce but y envoyer comme gardiens leurs meilleurs sujets et les plus intelligents. Le gardien d'arsenal est, en effet, plus qu'un soldat ordinaire: il doit connaître le matériel dont la garde et l'entretien lui sont confiés; aussi reçoit-il, dès sa nomination, une instruction spéciale lui permettant de remplir convenablement ses nouvelles fonctions. Les gardiens d'arsenaux touchent une haute paye et portent sur le bras gauche un chevron en soie blanche.

(1) Ce sont, en général, des officiers de marine.

L'académie générale d'infanterie de marine existant actuellement à Cadix sera, comme par le passé formée de 4 sections, et les élèves qui se destinent à la carrière d'officier continueront à y recevoir, tant à terre que sur les bâtiments-écoles mis pour cet objet à leur disposition par l'autorité maritime, l'instruction spéciale nécessaire. Ils en sortiront sous-lieutenants (alférecès) et auront droit aux deux cinquièmes des places vacantes, les trois cinquièmes restants étant réservés aux candidats sortant du rang.

Quant aux places de secrétaires au ministère de la guerre et dans les bureaux des capitaineries ou commandances générales (*comandancias generales*) des départements maritimes et *apostaderos*, elles seront remplies par des sergents, caporaux ou soldats ayant au moins deux ans de service dont un à la mer, et qui auront en outre passé avec succès l'examen fixé par les règlements.

Rien n'est changé à l'uniforme actuel des officiers de l'infanterie de marine, excepté que le *ros* (shako) est supprimé et remplacé par le képi. L'épée sera également remplacée par le sabre à deux bélières de la marine.

La troupe usera, suivant les circonstances, des effets ci-dessous :

Grande tenue. — Vareuse-dolman, du modèle adopté pour les officiers (1), avec galons jaunes sur les parements et pattes d'épaule en drap du fond passepoilées rouge ;

Képi rigide avec cocarde et ancre ;

Pantalon bleu avec passepoil garance ;

Équipement en cuir noir composé d'un ceinturon à deux cartouchières, attaché aux épaules par deux courroies en croix, et d'un porte-baïonnette. La plaque de ceinturon sera ornée de deux ancras en croix, surmontées de la couronne royale ;

Gants de coton blanc ;

Brodequins lacés sur le devant.

Armement. — Remington, modèle de l'armée de terre.

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 612 (1884).

Tenue journalière. — Blouse de molleton bleu sombre, à col droit avec galons et pattes d'épaule semblables à celles de la vareuse-dolman ;

Équipement déjà décrit ;

Bonnet de police en drap bleu doublé en basane, le bandeau orné d'un galon plat garance et d'une ancre sur le devant. Cette coiffure sera passepoilée garance à la partie supérieure, avec un macaron rouge sur le sommet.

Dans les temps froids ou pluvieux, les troupes porteront une capote bleu sombre, à 2 rangées de cinq boutons sur lesquels sera frappée une ancre. Ce vêtement, qui tombera au genou, sera doublé de molleton bleu sombre et sera muni de 4 poches, dont 2 extérieures et 2 intérieures.

En campagne, l'infanterie de marine fera usage du sac en service actuellement dans les troupes de terre.

Telles sont, sommairement exposées, les principales réformes que consacre le décret du 30 avril 1886. Comme on a pu le voir, une réorganisation était devenue indispensable, par suite de la caducité de la plupart des attributions conférées à l'infanterie de marine, depuis plus de cent cinquante ans.

Bien que l'Espagne n'ait plus les possessions d'outre-mer qui la rendaient, il y a moins d'un siècle la première puissance coloniale du monde, son drapeau flotte encore sur bien des points de la mer des Indes, de l'Océan et du Pacifique : il était donc urgent de donner aux troupes partiellement chargées de la garde de ces lointains territoires, une constitution en harmonie avec les nécessités actuelles.

LES
INVASIONS DANS L'INDE
(PAR LE GÉNÉRAL SOBOLEV).

(Suite) (1).

III.

Expéditions de Mohammed de Ghour.

Ghour ou Gkhour, ancienne province du Khorassan, faisait partie de l'empire de Gazni. Soumise par Mahimoud le Gaznévide, elle était gouvernée par des princes indigènes dont l'autorité relevait des sultans de Gazni. La population de Ghour se composait d'Afghans que l'on considérait comme autochtones. Des dispositions de cette tribu de montagnards, connue dès la plus haute antiquité pour son esprit belliqueux, dépendait en grande partie la domination du pays désigné aujourd'hui sous le nom d'Afghanistan. Presque tous les conquérants de l'Inde étaient obligés de traverser son territoire.

Une querelle s'éleva au XII^e siècle entre Ghour et Gazni et, à l'étonnement de tous, on vit surgir à l'horizon politique la nouvelle et puissante dynastie des Ghourides. Un des princes de Ghour, Koutoub, invité par Baïram, sultan de Gazni, à se rendre dans la résidence impériale, y fut empoisonné. Son frère Saïf, enflammé du désir de le venger, marcha sur Gazni à la tête d'une nombreuse armée. Baïram était alors dans l'Inde ; profitant de son absence, Saïf s'empara de la capitale et fut proclamé sultan. Mais, pendant l'hiver de cette même année, Baïram, accompagné de troupes considérables, revint à Gazni, fit Saïf prisonnier et le mit à mort ainsi que son visir Saïd, descendant du Prophète.

Allah, le troisième frère de la famille, apparut alors comme ven-

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n^{os} 647 et 648 (1886).

geur de ses deux aînés et de Saïd. En 1152, Baïram, dépouillé du pouvoir pour la seconde fois à Gazni, se réfugia dans l'Inde, où il mourut bientôt, après un règne de 35 ans.

La superbe ville de Gazni fut ruinée. Un grand nombre de ses plus notables habitants, chargés de chaînes, furent envoyés à Ghour, capitale de la nouvelle monarchie, qui hérita également de la plupart des richesses accumulées dans l'ancienne.

Allah rentra à Ghour et étendit bientôt ses domaines par l'annexion de Balkh et de Hérat ; mais, attaqué par le Seldjoucide Sindjour, il sauva sa vie à grand'peine. Il mourut en 1155. Son fils monta sur le trône et fut tué par les Turcs. Ce dernier eut pour successeur son neveu Djeïaz, qui donna à son propre frère, Mohammed-Chabab, le gouvernement de ses possessions de l'Inde.

Mohammed-Chabab, célèbre en Orient et dans l'histoire sous le nom de Mohammed-Ghouri, fut le véritable successeur de Mahmoud le Gaznévide et devint le second conquérant musulman de l'Indoustan.

Au moment où Mohammed-Ghouri reçut le gouvernement des provinces indiennes, la situation politique de la Péninsule était extrêmement difficile. A Lahore régnait Khousser, de la famille des Gaznévides ; les Turcs Seldjoucides, après avoir franchi l'Hindou-Kouch, s'étaient précipités comme une avalanche sur l'empire de Gazni, dont ils avaient subjugué une partie, et se trouvaient prêts à pénétrer dans les fertiles vallées de l'Inde. Nous avons vu qu'ils avaient battu Allah ; le roi de Lahore eut le même sort. L'Inde paraissait menacée de la domination des Turcs lorsque ceux-ci se tournèrent à l'improviste vers l'Occident et allèrent guerroyer en Europe, où leur établissement devait susciter plus tard la question d'Orient, dont la solution est encore aujourd'hui pendante.

Mohammed-Ghouri conduisit ses troupes contre Khousser, s'empara de la vallée de Peshawer, du Moulton et de presque toutes les contrées baignées par l'Indus. Deux fois il mit le siège devant Lahore, mais sans succès. Il résolut enfin d'employer la ruse, si naturelle aux Asiatiques. Pendant une de ses expéditions, le conquérant s'était fait livrer comme otage le fils de Khousser. Feignant d'être devenu l'ami de son père et de vouloir tourner ses forces contre les Seldjoucides, Mohammed-Ghouri le renvoya à Lahore accompagné d'une brillante escorte. Celle-ci avait

l'ordre de ne marcher qu'à petites journées. Khousser, impatient de revoir au plus tôt son fils bien-aimé, s'avança à sa rencontre à une grande distance de sa capitale. Dans cet intervalle, Mohammed-Ghouri fit, avec 20,000 cavaliers, un grand détour et prit position entre Khousser et Lahore. C'était en 1186. Le roi, fait prisonnier, fut massacré sans pitié avec toute sa famille. Telle fut la fin lamentable et fortuite des derniers rejetons de la fameuse dynastie des Gaznévides, qui dura 189 ans.

La même année, les Turcs s'étaient dirigés sur l'Occident et avaient ainsi sauvé la nouvelle dynastie d'un péril imminent; Djeïaz rétablit promptement la tranquillité à Gazni et à Hérat. Une vaste monarchie était en train de se créer dans l'Asie méridionale. La soumission de Lahore commença la série des invasions dans l'Inde, entreprises par Mohammed-Ghouri.

En 1191, le conquérant musulman tenta une incursion sur Adjmir, située à 350 verstes au sud-ouest de Delhi. Ces deux villes avaient alors pour souverain Pitavra, prince indien de race radpoute. Tout ce que l'Inde comptait de brave et de marquant était rangé sous ses drapeaux. C'était avec un pareil adversaire que Mohammed-Ghouri avait résolu de mesurer ses forces.

Les armées ennemies se rencontrèrent sur les bords du Sour-soutaï, à 21 verstes de Tanésour. La bataille fut longue et sanglante. Les Indiens se portèrent en avant et chassèrent les musulmans de leurs positions. Rendu furieux par l'idée qu'il pourrait être défait par un ennemi que les fils de l'Islam s'étaient habitués à mépriser, Mohammed-Ghouri adressa à Dieu de ferventes prières et manifesta la piété que son grand prédécesseur avait plus d'une fois montrée dans des circonstances difficiles. Rassemblant ses généraux, il conjura ses soldats, au nom du Prophète, de le suivre pour marcher à la gloire ou à la mort, prit la tête d'une attaque désespérée et provoqua d'une voix retentissante son rival à un combat singulier.

Mohammed-Ghouri, monté sur son cheval, s'élança sur l'éléphant qui portait Pitavra, le souverain de Delhi. Le choc de sa lance fut si violent que le pachyderme eut trois dents brisées; mais cette preuve d'adresse ne put rétablir les affaires. Blessé d'un coup de flèche par Pitavra, il ne dut qu'au dévouement de ses serviteurs d'échapper à la mort. L'armée mahométane

fut défaite et poursuivie par les Indiens pendant 60 verstes. Elle parvint enfin à se réfugier à Lahore.

Le désastre des musulmans fut terrible et la colère de Mohammed-Ghourî effroyable. Guéri de sa blessure, il infligea une punition rigoureuse à ceux de ses principaux chefs qui, grâce à leurs chevaux, avaient abandonné sains et saufs le champ de bataille. Il leur fit faire le tour de la ville à pied avec une musette suspendue au cou, en leur laissant le choix, ou de manger le grain qu'elle contenait ou de se le verser sur la tête (*sic*).

Ayant transféré sa résidence à Gazni, point stratégique de la première importance par rapport à la vallée de l'Indus, il s'adonna aux plaisirs. Son entourage croyait qu'il voulait ainsi étouffer les sentiments qu'il avait éprouvés à la suite de sa défaite; mais ce n'était qu'une apparence. Il avait reconnu l'étendue de son insuccès et jugé prudent de refaire son armée, avant de tenter une nouvelle apparition dans l'Indoustan. Deux ans furent employés à ces préparatifs, et dès lors, il n'attendit plus qu'un prétexte favorable pour recommencer une autre expédition.

En 1193, profitant de la querelle qui s'était élevée entre les deux principaux souverains de l'Inde, il envoya dans le Pendjab un corps de 50,000 cavaliers sous les ordres d'un de ses généraux, Koutoub, son ancien esclave.

La presque totalité renfermait à ce moment quatre vastes États indiens : Kanodje, Delhi, Mevar (Marvar) et Guzerate. Les plus puissants étaient ceux de Kanodje et de Delhi.

A Pitavra, souverain de Delhi, obéissaient, en qualité de vassaux, tous les princes, au nombre de cent, dont les possessions se trouvaient comprises entre l'Indus et le Gange.

Djeïkhound, roi de Kanodje, jouissait encore d'une puissance plus considérable. Il pouvait lever une armée composée de 80,000 guerriers couverts de cottes de maille, 30,000 chevaux bardés de fer, 300,000 fantassins, 200,000 hommes armés de flèches et de haches et un grand nombre d'éléphants. Notons qu'il avait aidé Pitavra à vaincre les musulmans. On avait décidé de fêter brillamment cette victoire à Kanodje, où avaient été convoqués tous les souverains de l'Inde. Djeïkhound projetait de se faire couronner pendant cette assemblée et de s'arroger ainsi l'autorité suprême sur l'Inde entière; il avait l'intention de profiter de la même occasion pour célébrer les noces de sa fille,

qu'il mariait malgré elle ; cette jeune princesse aimait, en effet, le souverain de Delhi et en était aimée. Pitavra refusa d'assister à des fêtes qui blessaient à la fois son cœur et son orgueil. Djeïkhound se proposait de marcher sur Delhi, afin de le forcer à l'obéissance, lorsque les brahmines déclarèrent que le jour de la solennité ne pouvait être reculé, et comme la présence du roi de Delhi était absolument nécessaire pour en rehausser l'éclat, on se décida à tourner la difficulté en faisant figurer son buste coulé en or au lieu de sa personne.

En apprenant cet affront, Pitavra, indigné de voir le mépris avec lequel on traitait celui qui avait sauvé l'Inde de l'invasion musulmane, résolut de se venger. Afin de n'être pas reconnu, il pénétra sous un déguisement dans Kanodje avec 500 braves guerriers, se dissimula au milieu de la foule, puis, profitant d'un moment favorable, se précipita sur le palais de la Cour, enleva son buste, et, après une lutte terrible contre ceux qui voulaient l'arrêter dans son exploit héroïque, il sortit de la ville et se dirigea vers sa résidence.

En réalité, Pitavra n'était pas parti pour Delhi. Rentré secrètement dans Kanodje, il s'y cacha et noua des intelligences avec la fille de son ennemi. Son entreprise fut couronnée de succès : il enleva sa fiancée et regagna sa capitale sain et sauf, au bout de cinq jours de combats continuels contre les soldats envoyés à sa poursuite.

La querelle engagée entre les deux plus puissants souverains de l'Inde devait profiter aux musulmans. Djeïkhound ne se montra pas à la hauteur de sa situation : aveuglé par le désir de tirer vengeance d'un rival, il prépara de nouvelles humiliations à sa patrie, en appelant à son aide Koutoub, général de Mohammed-Gouri. Pitavra mourut héroïquement en défendant ses États. Delhi tomba entre les mains des musulmans en 1193.

L'année suivante, en 1194, Mohammed-Gouri se détermina à venir en personne à Delhi et à entreprendre de là une expédition au cœur de l'Inde. Son séjour dans ses domaines héréditaires n'avait pas été inactif : il partit en effet à la tête de 100,000 cavaliers bien armés et parfaitement équipés, recrutés parmi les Turcs, les Persans et les Afghans.

Jamais, peut-être, remarque Sullivan, l'Inde n'avait été foulée par une aussi brillante *armée de mercenaires* ; presque tous les

peuples belliqueux de l'Asie centrale et septentrionale avaient envoyé un contingent de guerriers avides de prendre part à l'immense pillage qui se préparait ; l'éclat des armes et des harnachements, décorés d'or et d'argent, le bruit soulevé par le piétinement et le hennissement des chevaux, enfin la furieuse énergie de Mohammed-Gouri, tout servit de thème à des récits transmis de bouche en bouche dans le centre et le midi de l'Asie.

Interrogé par un de ses familiers sur la destination de cette nombreuse armée, Mohammed-Gouri répondit : « Sache, vieillard, que du jour où j'ai été défait dans l'Inde, je n'ai jamais eu de sommeil paisible, malgré mon calme apparent ; je m'éveillais toujours en proie à la tristesse et à l'agitation. Dès ce moment j'ai résolu, avec l'aide de cette armée, de rendre à mon honneur le lustre que les mécréants avaient terni ou de périr dans mon entreprise. »

C'était une volonté avec laquelle ne pouvait entrer en lutte qu'une autre volonté aussi forte que la sienne.

Mohammed-Gouri n'était guidé et poussé dans le projet de son expédition lointaine ni par le simple désir de dépouiller les Indes, ni par une folle ambition. Héritier des idées chères à Mahmoud le Gaznévide il poursuivait le dessein d'établir dans la Péninsule la « vraie religion ». Malgré la haine et la fureur dont il était animé, malgré son caractère irascible, il sut, grâce à une résolution énergique, subordonner ses passions à la froide raison et garder le plus profond silence sur le but de ses préparatifs ; il ne voulut dévoiler ses plans qu'à l'instant où il eut entre les mains une armée solide et parfaitement équipée.

Nous avons déjà dit que son général Koutoub, envoyé en avant avec une troupe de 50,000 cavaliers, avait pris possession de Delhi.

La marche de Mohammed-Gouri s'effectua sans aucune interruption. Arrivé à Delhi, où il rallia Koutoub, il se lança au cœur de l'Inde et parvint bientôt auprès de Kanodje, capitale de l'Indoustan. L'empereur des Indes, Djeïkhound, opposa aux musulmans une armée de 300,000 hommes, à laquelle se joignirent 150 princes indiens qui avaient juré, par les eaux sacrées du Gange, d'anéantir l'ennemi ou de gagner, en mourant, la palme du martyre.

On se prépara à une bataille sanglante. Les musulmans, à 1800 verstes de leur base (1), conduits par le plus grand capitaine du siècle, se disposèrent au combat avec une froide détermination, certains à l'avance d'obtenir la victoire.

Mohammed-Gouri se décida pour *une attaque de nuit*. Elle fut si furieuse que l'armée des Indiens en fut ébranlée et les rangs des éléphants rompus ; il s'ensuivit une confusion indescriptible qui dégénéra bientôt en déroute complète. Ce ne fut plus qu'un massacre. Le fier Djeïkhound, incapable de supporter un pareil désastre, se précipita dans le Gange et se noya dans ses flots sacrés. Kanodje, l'antique et merveilleuse capitale de l'Inde fut vouée à la destruction. Elle ne se releva plus de ses ruines : aujourd'hui on peut encore voir les restes de cette cité, témoins de sa grandeur passée.

Bien que la métropole de la plus belliqueuse des tribus indiennes, les Radjpoutes, fût détruite et l'armée de Djeïkhound anéantie, les Indiens ne s'estimèrent pas encore vaincus sans retour ; il se trouva parmi eux des princes qui refusèrent de reconnaître la domination musulmane. L'un d'eux, Sivodji, neveu de Djeïkhound, se réfugia à Marvar et jeta les fondements d'un nouvel État. Cette circonstance n'eut d'ailleurs aucune influence sur les projets ultérieurs de Mohammed-Gouri ; après sa victoire il marcha à la conquête du Bengale où les musulmans n'avaient jamais paru.

L'année suivante, en 1195, il s'empara de la ville sainte de Bénarès, située sur le Gange, à 400 verstes environ de Kanodje. En ce point il était à plus de 2,000 verstes de sa base principale.

Bénarès est la plus ancienne et la plus sainte des villes de l'Inde. Au moment de l'invasion mahométane rien ne surpassait la

(1) D'après Sullivan, Mohammed-Gouri passa par Peshawer. (*He crossed the Indus and marched to Peshawer.*) Nous ne connaissons pas le texte original d'où est tirée cette phrase. Si Mohammed-Gouri a pris le col de Hormal, rien ne l'obligeait à traverser l'Indus pour atteindre Peshawer. S'il a franchi le fleuve, il aurait dû le repasser une seconde fois pour gagner Peshawer, puis enfin une troisième, pour se diriger sur Lahore. S'il a, au contraire, marché par Kaboul et le défilé de Khaïber, il est arrivé à Peshawer sans avoir eu à traverser l'Indus.

richesse de ses temples. C'était une cité de prêtres : sur 600,000 habitants, elle comptait 80,000 brahmines.

Mohammed-Gouri rencontra peu de résistance devant Bénarès. Le radjah fut défait et mis à mort dès le premier assaut ; les temples furent pillés et les brahmines massacrés.

On porte à 1,000 le nombre de temples détruits et pillés dans la seule province de Bénarès. Le butin de l'armée musulmane fut incalculable.

Mohammed-Gouri revint ensuite à Gazni où il fit une entrée triomphale à la tête de son armée victorieuse ; elle était suivie de 4,000 chameaux chargés des dépouilles enlevées dans les Indes.

Cette campagne est, sans contredit, l'une des plus remarquables de l'histoire militaire ; elle offre l'exemple d'un *raid* de cavalerie dans la plus large acception de ce mot. La bataille générale qui décida du sort du royaume le plus vaste, le plus guerrier, le plus puissant de la Péninsule fut *une attaque de nuit effectuée par des masses de cavalerie*.

Ce conquérant fit preuve d'un talent prodigieux et réunit, à un très haut degré, deux des qualités qui distinguent les grands capitaines : la prudence et la décision.

Sa dernière campagne permit de résoudre un gros problème, c'est-à-dire la possibilité de nourrir dans l'Inde septentrionale un corps de 150,000 cavaliers. Il est avéré qu'il regagna Gazni par le défilé de Hormal, dans la chaîne du Soliman. Nous avons vu plus haut que cette route avait été suivie à plusieurs reprises par Mahmoud le Gaznévide. Ainsi donc le défilé de Hormal, situé entre ceux de Khaïber et de Bolan, est praticable presque en toute saison, non seulement pour un faible détachement de troupes, ce qui ne fait aucun doute, mais pour des armées entières. — Nous verrons plus loin que sous Nadir-Shah ce défilé fut utilisé de la même façon.

Mohammed-Gouri régna 32 ans. Son frère aîné, Djeïaz-ul-Dine, fut pendant 29 ans le souverain nominal de son vaste empire. On compte Koutoub et Eldotz parmi ses généraux les plus capables.

Pendant la durée de son pouvoir Mohammed-Gouri entreprit neuf expéditions dans l'Inde dont sept lui procurèrent d'immenses trésors. Sullivan dit qu'il laissa après lui des richesses dont les gens du Nord ne peuvent se faire une idée.

Le vainqueur de l'Inde fut massacré par les Djates, sur les

bords de l'Inlab, presque au même endroit où il avait jadis été défait par Pitavra. Il n'avait qu'une fille et pas d'héritier mâle. Ses principaux lieutenants se partagèrent son empire : Eldotz garda Gazni et les provinces septentrionales; Koutoub, la plus grande partie de l'Inde, avec Lahore pour capitale; Nadir-Koubachi prit le Moultan et les provinces du Sind. Ces trois généraux étaient, à leurs débuts, de simples esclaves de Mohammed-Gouri; c'est uniquement, grâce à leurs talents, qu'ils parvinrent à leur haute situation et devinrent des rois. Koutoub est le fondateur de la famille des souverains connus dans l'Indoustan sous le nom de *dynastie des esclaves*.

La domination des Patkhans ou Afghans était désormais solidement établie dans les Indes; l'islamisme s'affermir et devint une force sociale très puissante. Cependant, l'hégémonie des Afghans dans la Péninsule fut plus tard ébranlée par les invasions des grands conquérants asiatiques, tels que Thinghis-Khan et Timour-Bek (Tamerlan). C'est le célèbre Baber, fondateur de la dynastie des Grands-Mongols, qui fit disparaître définitivement la dynastie des princes afghans.

(A suivre.)

(46)



RENSEIGNEMENTS STATISTIQUES

SUR L'ARMÉE RUSSE EN 1884

L'Invalide russe vient de publier, dans une série de numéros, des renseignements statistiques sur l'armée russe en 1884. Les sources officielles auxquelles sont puisés ces renseignements leur donnent un caractère d'authenticité qui est de nature à les rendre plus particulièrement intéressants, et nous croyons devoir en donner aux lecteurs de la *Revue* l'analyse succincte qui suit.

I. Effectifs.

Au 1^{er} janvier 1884, l'armée régulière comptait 30,889 officiers et 798,908 hommes de troupe. La situation au 1^{er} janvier 1885 présentait 30,390 officiers et 807,009 hommes de troupe, soit pour les officiers une diminution de 499 et, pour les hommes de troupe, une augmentation de 8,101 hommes.

La levée de 1884 (la 11^e depuis l'établissement du service militaire obligatoire) a fourni 224,000 jeunes soldats. Sur ces 224,000 hommes, 190,000 hommes ont été versés dans les différentes armes pour le temps de service qu'ils avaient à fournir (5 ou 6 ans) et 34,000 ont été versés en sus de l'effectif normal du temps de paix dans l'infanterie, l'artillerie montée et l'artillerie de forteresse.

L'effectif en hommes de troupe au 1^{er} janvier 1885 se décomposait ainsi qu'il suit, au point de vue des armes :

Infanterie.	597,321
Cavalerie	75,701
Artillerie.	110,728
Génie.	23,259
	807,009

sur lesquels on comptait :

591,872	hommes des troupes actives,
79,355	— des troupes de réserve,
77,768	— des troupes locales (en y comprenant l'artillerie de forteresse),
16,197	— des troupes de dépôt,

soit 765,192 hommes. Les 41,817 hommes qui complètent l'effectif de 807,009 hommes figurent dans les services auxiliaires tels que le corps des gendarmes, etc. Les volontaires conditionnels étaient au nombre de 17 dans la garde et 5,331 dans l'armée. Les jeunes gens qui, en raison de leur instruction, jouissent du privilège de réduction de service figuraient pour 1407 dans la garde et 14,741 dans les autres corps.

Le nombre des engagés volontaires (okotnick) était de 314, celui des sous-enseignes et étendard-youngers de 1837 (1), et celui des rengagés de 14,054.

Au point de vue de l'organisation, les troupes actives et de réserve comptaient :

954	bataillons d'infanterie	comprenant	513,861	hommes.
330	escadrons de cavalerie	—	59,262	—
368	batteries	} d'artillerie	77,571	—
1640	pièces			
57	parcs 1/2			
30	bataillons 1/2	} du génie	20,533	—
22	parcs			
6	compagnies . . .			

Soit 671,227 hommes.

La réserve comptait 1,516,914 hommes au 1^{er} janvier 1885, et à la même date, l'opoltchénié du 1^{er} ban, 2,090,000 hommes.

II. Assiette du casernement.

Les travaux entrepris pour la construction des casernes à la suite des études faites en 1883 par une commission que l'Empe-

(1) Rappelons que ce grade a été institué en 1880 : les titulaires ont rang d'officier et remplissent les fonctions de sous-lieutenant, mais ils n'ont que les insignes de grade de sous-officier.

reur avait instituée à la fin de 1882, étaient encore loin, au 1^{er} janvier 1885, d'être complètement achevés. On avait décidé de construire des casernes dans deux des garnisons de chaque circonscription militaire de la Russie d'Europe. A la date ci-dessus indiquée, les constructions entreprises dans les circonscriptions de Saint-Petersbourg, de Vilna et de Moscou étaient presque terminées (complètement à Biélostok). Dans les circonscriptions de Kharkov, de Kiev et de Kazan, les terrassements seuls étaient faits, et l'on commençait à réunir les matériaux de construction. Dans celles de Varsovie et d'Odessa on en était encore aux études, mais les travaux devaient commencer prochainement. Au 1^{er} janvier 1885, les troupes de campagne de l'armée de terre comprenaient : 285,568 hommes installés dans des casernes, 161,009 casernés dans des édifices loués à cet effet et 58,786 logés chez l'habitant.

III. *Troupes cosaques.*

Les troupes cosaques comprenaient : 1^o celles des Voïskos du Don, du Kouban, du Térék, d'Astrakhan, d'Orenbourg, de l'Oural, de Sibérie, de Sémirétché, du Transbaïkal, et de l'Amour et les sotnias séparées d'Irkoutsk et de Krasnoïarsk ; 2^o les troupes irrégulières actuellement recrutées parmi les habitants de la Crimée et du Caucase, à savoir : le détachement des Tartares de Crimée de l'escorte particulière de l'Empereur, le régiment de cavalerie du Daghestan, le demi-régiment de Koutaïs et les milices permanentes de Géorgie, de Gourie, du Daghestan, du Kouban, du Térék, de Kars et de Batoum.

Les Voïskos et les peuplades indigènes qui viennent d'être énumérées formaient, au 1^{er} janvier 1885, 48 régiments, 2 demi-régiments, 3 escadrons, 6 sotnias, 4 bataillons, 2 demi bataillons, 7 milices, 20 détachements isolés et 20 batteries. Toutes ces troupes comptaient un effectif de 2,169 officiers et 44,920 hommes.

En temps de guerre, le nombre des unités formées avec les mêmes ressources serait de 136 régiments, 5 escadrons, 36 sotnias, 12 bataillons et 40 batteries : les autres nombres, comme ceux du temps de paix. L'effectif du pied de guerre était de 3,654 officiers et 158,446 hommes.

IV. *Établissements militaires d'instruction.*

Les établissements militaires d'instruction qui ressortissaient au ministère de la guerre au 1^{er} janvier 1884, étaient :

1^o Les écoles du corps des pages de l'Empereur et des cadets de Finlande (qui comportent des classes générales et des classes spéciales);

2^o L'école de cavalerie Nicolas (1) (Saint-Petersbourg);

3^o Trois écoles d'infanterie (Paul et Constantin, à Saint-Petersbourg, Alexandre, à Moscou);

4^o 20 corps de cadets ou gymnases militaires (n'ayant que les classes générales) et qui sont répartis comme il suit : 4 à Saint-Petersbourg (1^{er}, 2^o, Alexandre (2) et Nicolas), 4 à Moscou (3), 1 à Orel, Voronège, Nijni Novgorod, Polotsk, Poltava, Pskov, Kiev, Simbirsk, Orenbourg, Tiflis, en Sibérie et dans le Voïsko du Don (Novo-Tcherkask);

5^o 8 progymnases militaires.

Le nombre des élèves, dans les écoles militaires et les classes spéciales des corps de cadets de l'Empereur et de ceux de Finlande était, au 1^{er} janvier 1885, de 1525; dans les classes générales de ces deux derniers corps et dans les écoles de cadets, il était de 7,703.

Les progymnases en comptaient 1700.

Au point de vue de leur âge, ces élèves se répartissaient comme il suit :

	Écoles militaires.	Cadets.	Progymnases.
De 11 à 12 ans. . .	—	—	—
De 12 à 16 ans. . .	»	18,69 0/0	2,60 0/0
De 16 à 21 ans. . .	»	51,88	60,90
De 16 à 21 ans. . .	79,8	29,43	36,50
De 21 ans au-dessus.	20,2	»	»

(1) D'après les renseignements publiés récemment par le *Novoe Vremia*, le corps des cadets de l'école Nicolas porterait dorénavant l'uniforme commun à tous les autres corps, au lieu de l'uniforme de cavalerie qu'il porte actuellement.

(2) Par un ordre en date du 14/26 juin, le corps des cadets Alexandre qui, jusqu'à ce jour, n'était qu'un collège d'externes, sera transformé en internat, comme les autres corps.

(3) Il est question de supprimer l'un d'eux, le troisième.

Écoles de younkers.

Le nombre des élèves de ces écoles était de 4,500, dont 3,380 dans les 11 écoles d'infanterie, 450 dans les 2 écoles de cavalerie, 490 dans les 3 écoles cosaques et 180 dans les sections de cosaques qui sont dans trois des écoles d'infanterie et dans une des écoles de cavalerie. Le nombre moyen des jeunes gens sortis de ces écoles pendant les cinq dernières années, avec le droit d'être promus officiers, a été de 1304.

(34)

NOUVELLES MILITAIRES

ANGLETERRE

CORPS D'OFFICIERS (STATISTIQUE). — Nous relevons dans le *Broad Arrow* les renseignements suivants, sur le corps d'officiers de l'armée anglaise ;

En avril 1855, le nombre des officiers généraux en activité de service ou du cadre de réserve, s'élevait à 336 ; en 1870, il n'était plus que de 332 ; en 1880, il remontait à 456 ; en 1885, à 440. L'année dernière, la liste totale du corps d'officiers comptait 2,443 noms, contre 1915 en 1880, et 1698 en 1870.

Au 1^{er} janvier 1860, l'effectif de l'armée (officiers et soldats) était de 248,672, y compris 25,007 hommes incorporés et venus de la milice ; en 1870, ce total n'était plus que de 184,314 ; en 1880, de 191,804, et enfin en 1885, de 188,657.

Les pensions et gratifications de retraite figuraient au budget de 1855, pour 12,609,700 fr. ; en 1860, pour 13,614,025 ; en 1870, pour 14,175,000 ; en 1880, pour 23,282,500, et en 1885, pour 33,850,000. La différence sensible que l'on observe entre les deux derniers chiffres et les précédents, provient du remboursement d'une partie des frais d'achat de commissions diverses.

Depuis 1870, 214 majors et capitaines ont dû quitter le service, ayant atteint la limite d'âge ; 228 ont demandé leur mise à la retraite avec gratification.

AUTRICHE-HONGRIE

MODIFICATIONS AUX CONDITIONS DU VOLONTARIAT POUR LES ÉTUDIANTS EN MÉDECINE. — La *Revue militaire de l'Étranger* a énuméré dernièrement (1) les conditions faites aux étudiants en médecine par la loi militaire autrichienne et rappelé que le choix leur était laissé d'accomplir leur volontariat soit pendant leurs années d'études, en qualité

(1) N° 644, p. 244.

d'élèves en médecine, soit après l'obtention du brevet de docteur, en qualité de *médecin assistant*. On a signalé, en outre, ce fait, que la plupart de ces jeunes gens préfèrent se soumettre à l'obligation du volontariat avant d'être diplômés, et qu'ils rendent, en général, peu de services dans les hôpitaux où ils se trouvent employés comme élèves-médecins. Un autre inconvénient du système actuellement en vigueur est de laisser les futurs médecins de réserve trop en dehors des corps de troupe et de leur donner peu d'occasions de se familiariser avec le service militaire proprement dit.

La situation privilégiée accordée aux étudiants en médecine avait pour but, dans l'esprit du législateur, de fournir aux établissements hospitaliers de l'armée, un personnel instruit, capable de rendre les mêmes services que les médecins militaires, et, par suite, de permettre une notable diminution du nombre de ces derniers entraînant une réduction sensible des dépenses afférentes au service militaire de santé. Ce résultat n'ayant pas été atteint, on va, paraît-il, modifier les conditions du volontariat des élèves-médecins de manière à en former de bons médecins de réserve, sans chercher, en temps de paix à utiliser leurs connaissances spéciales. D'après quelques renseignements parus dans la presse, on leur imposerait, à l'avenir, deux périodes d'instruction, de six mois chacune. La première serait accomplie pendant la durée des études; les volontaires seraient placés dans le rang et serviraient comme soldats, dans les mêmes conditions que les volontaires d'un an de tout ordre. La seconde serait due après l'obtention du diplôme, et les jeunes docteurs passeraient de nouveau six mois dans l'armée, en qualité de *médecins assistants*.

Ces dispositions exigent, pour devenir exécutoires, la sanction législative; on paraît certain de l'obtenir, et les nouvelles mesures seraient appliquées dès la prochaine année de service 1886-1887.

EMPIRE ALLEMAND

DÉTAILS SUR LES GRANDES MANŒUVRES DE 1886. — La *Revue* a tracé à grands traits, dans les numéros 643 et 644, le programme des manœuvres de l'armée allemande pour 1886. Ces indications générales peuvent être aujourd'hui complétées, au moyen de renseignements fournis, à ce sujet, par la presse militaire.

Dans presque tous les corps d'armée, les *exercices de régiment* et de *brigade* sont déjà en train, depuis une dizaine de jours environ. Les *manœuvres de division* qui suivront auront généralement lieu dans la première quinzaine de septembre.

CORPS DE LA GARDE.

1^{er} septembre. — Grande parade à Berlin.

2 et 3 septembre. — Marche des divisions combinées d'infanterie de la garde, pour se rendre sur leur terrain de manœuvre.

4-9 septembre. — Manœuvres de détachement.

11-14 septembre. — Manœuvres de campagne des deux divisions d'infanterie.

16-18 septembre. — Manœuvres de corps d'armée avec deux jours de bivouac.

La 1^{re} division combinée d'infanterie de la garde manœvrera dans les environs de *Berlin, Lübben, Cottbus, Guben* et *Francfort-sur-Oder*; la 2^e division combinée d'infanterie, dans les environs de *Berlin, Freienwalde-sur-Oder, Custrin* et *Francfort-sur-l'Oder*.

Les manœuvres de corps d'armée auront lieu en grande partie dans le cercle de *Lebus*.

Du 8 au 13 septembre, manœuvres de la division combinée de cavalerie de la garde, dans les environs de *Berlin, Potsdam, Luckau, Cottbus, Müllrose*.

Observation. — Le 4^e régiment de grenadiers de la garde (de la reine) prend part aux manœuvres du 8^e corps.

PREMIER CORPS.

1^{re} division. — Du 11 au 18 septembre. — Entre *Tilsit* et *Pillkallen*;

2^e division. — Du 7 au 14 septembre. — Environs de *Riesenburg Marienwerder, Freystadt*.

TROISIÈME CORPS.

5^e division. — Cercle de *Zulichau*, dans les environs de *Sternberg*;

6^e division. — Environs de *Wittenberg* et *Groskreuz*.

QUATRIÈME CORPS.

7^e division. — Du 17 au 23 septembre. — *Stendal, Arneburg, Osterburg*;

8^e division. — Du 10 au 16 septembre. — *Triptis, Weida, Eisenberg*.

SIXIÈME CORPS.

11^e division. — Environs de *Trebnitz, Polnisch-Wartenberg, Namslau*;

12^e division. — Environs de *Kreuzburg*;

11^e contre 12^e division. — Entre *Namslau* et *Kreuzburg*.

SEPTIÈME CORPS.

13^e division. — Du 9 au 11 septembre. — Entre *Villerbuck* et *Dulmen* ;

14^e division. — Du 9 au 11 septembre. — Environs de *Dorsten* ;

13^e contre 14^e division. — Du 13 au 15 septembre. — Entre *Dälmen* et *Recklinghausen*.

HUITIÈME CORPS.

15^e division. — Du 9 au 15 septembre. — *Münstermaifeld* ;

16^e division. — Du 21 au 25 septembre. — Entre *Saarbrück* et *Ottweiler*.

Observation. — Pendant la durée des manœuvres du 15^e corps, la 16^e division tiendra garnison dans les places de la Lorraine.

ONZIÈME CORPS.

21^e division. — Du 16 au 18 septembre. — Entre *Butzbach* et *Giessen* ;

22^e division. — Du 18 au 25 septembre. — Environs de *Gotha* ;

23^e division (hessoise). — Environs de *Hanau*.

21^e contre 23^e division. — Du 20 au 22 septembre. — Entre *Stadler* et *Giessen*.

DOUZIÈME CORPS.

23^e division. — Du 3 au 9 septembre. — *Börnchen*, au nord de *Dippoldiswalde* ;

24^e division. — Du 3 au 9 septembre. — Entre *Zwickau* et *Hartenstein*.

QUATORZIÈME CORPS.

28^e division. — Du 9 au 15 septembre. — Entre *Sinsheim* et *Bretten* ;

29^e division. — Du 9 au 15 septembre. — Entre *Schliengen* et *Lorrach*.

QUINZIÈME CORPS (MANŒUVRES IMPÉRIALES).

30^e division. — Du 6 au 8 septembre. — Entre *Saverne* et *Phalsbourg*.

31^e division. — Du 6 au 8 septembre. — Environs de *Molsheim*.

Le 11 septembre. — Grande parade au polygone de *Strasbourg*.

Le 13 septembre. — Manœuvre de corps d'armée, contre un ennemi marqué, à *Brumath*.

Du 15 au 18 septembre. — Manœuvres de la 30^e contre la 31^e division, dans les environs de *Hochfelden*.

Aux manœuvres impériales, prendront part, en outre, deux divisions de cavalerie, composées ainsi qu'il suit :

1^{re} division, de Metz (*État-major de la division de cavalerie du 15^e corps*).

1 ^{re} brigade de manœuvre.	{	8 ^e cuirassiers,
État-major de la 15 ^e brigade.		9 ^e hussards ;
2 ^e brigade de manœuvre.	{	9 ^e dragons,
État-major de la 30 ^e brigade.		13 ^e dragons ;
3 ^e brigade de manœuvre.	{	6 ^e dragons,
État-major de la 16 ^e brigade.		5 ^e cheveau-légers bavares ;
2 batteries à cheval du régiment d'artillerie n ^o 8.		

2^e division, de Strasbourg (*État-major de la 31^e brigade de cavalerie*).

4 ^e brigade de manœuvres.	{	15 ^e dragons,
État-major de la 29 ^e brigade.		7 ^e uhlans ;
5 ^e brigade de manœuvre.	{	19 ^e uhlans,
État-major de la 27 ^e brigade.		20 ^e uhlans ;
6 ^e brigade de manœuvre.	{	20 ^e dragons,
État-major de la 28 ^e brigade.		21 ^e dragons.
2 Batteries à cheval : l'une du régiment badois d'artillerie n ^o 14, l'autre du régiment hessois d'artillerie n ^o 25.		

PREMIER CORPS BAVAROIS.

1^{re} division. — Du 10 au 16 septembre. — Entre *Frabertsham* et *Halting*.

2^e division. — Du 7 au 12 septembre. — Entre *Badenhausen* et *Meningen*.

DEUXIÈME CORPS BAVAROIS.

3^e division. — 2 septembre. — Environs de *Diedenhofen* et *Herzogenaurach*.

4^e division. — 2 septembre. — *Heilsbronn*.

Manœuvres de corps d'armée. — 5 septembre. — Entre *Cadolsburg* et *Heilsbronn*.

Une division de cavalerie à cinq régiments manœuvrera, pendant onze jours, à partir de la fin d'août, au *Lechfeld*, sous la direction de l'inspecteur de l'arme.

HOLLANDE

DÉPÔT DE REMONTE. — Par décision ministérielle du 1^{er} juillet 1886, dit le *Militair Blad* du 13 juillet, il est créé, à titre d'essai, un dépôt de remonte dans la commune de Milligen, sur le Wahal, à 12 kilomètres à l'est de Nimègue. Cet établissement est destiné à produire des chevaux de troupe de race hollandaise ; c'est donc un premier pas fait dans une voie excellente ; l'élevage, bien dirigé,

devant être une grande ressource pour une contrée aussi riche en prairies que le sont les Pays Bas.

Le directeur de l'établissement, M. Van Reigersberg Versluys, capitaine au 1^{er} régiment de hussards, correspondra directement avec le Ministre ; il aura sous ses ordres un vétérinaire militaire ; les cadres et le personnel seront détachés d'un régiment de cavalerie. Le directeur, le vétérinaire et les officiers adjoints toucheront, respectivement, un supplément de solde annuel de 1127 fr. 50, 922 fr. 50 et 410 fr. Pour le personnel, un rapport ultérieur du directeur devra proposer au Ministre, en connaissance de cause, les allocations à donner aux sous-officiers et cavaliers. Les rations des chevaux, sans distinction de classes, sont fixées ainsi qu'il suit :

Pour les chevaux de 4 ans et au-dessus : foin, 4 kilos ; paille, 6 kilos ; avoine, 4 kilos.

Pour les chevaux au-dessous de 4 ans : foin, 4^k,5 ; paille, 6 kilos ; avoine, 3^k,5.

L'effectif en chevaux est fixé provisoirement à 30 ; le 1^{er} régiment de hussards (1) est chargé de fournir les détachements nécessaires pour assurer la police et l'administration intérieure du dépôt.

ITALIE

EXPÉRIENCE DE MOBILISATION PARTIELLE A LA FRONTIÈRE DES ALPES. — La *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* donne d'intéressants renseignements sur l'expérience de mobilisation effectuée récemment sur notre frontière, avec un certain nombre de bataillons alpins. Le Ministre aurait voulu profiter de la présence dans certains forts de la frontière de troupes d'artillerie, réunies là à l'occasion des manœuvres annuelles, pour faire une expérience toute platonique de mobilisation. Dans ce but des ordres ont été envoyés à trois bataillons alpins d'occuper, en tenue et avec tout le matériel de campagne, certains points à eux attribués en cas de guerre, entre autres les forts de Giovo, d'Exilles et du Mont-Cenis.

Chaque bataillon se composait de 4 compagnies de 190 hommes chacune. Le départ s'est effectué par train spécial, et les troupes ont quitté Milan le 10, à cinq heures du matin.

Après être restés deux jours dans leurs emplacements de guerre, les trois bataillons ont regagné leurs garnisons sans incidents.

LES COLOMBIERS MILITAIRES. — Nous trouvons dans l'*Italia militare* du 23 août d'intéressants détails sur les sommes consacrées en Italie

(1) Zutphen et Deventer.

aux colombers militaires. D'après ce journal, la dépense totale, pour les douze établissements de ce genre entretenus par le gouvernement, aurait été seulement de 12,091 fr. 64, soit environ 1000 francs pour chacun d'eux. — Le fonctionnement des aérostats militaires serait, au contraire, fort dispendieux, en raison des ascensions constantes nécessitées par l'obligation de donner au personnel l'instruction technique nécessaire.

C'est en 1876 que fut créé en Italie le premier colombier militaire : ce fut le 12^e régiment d'artillerie, à Ancône, qui fut chargé de l'expérience. Les résultats ayant été satisfaisants, un second établissement de ce genre fut organisé à Bologne, et aujourd'hui, ainsi qu'il a été dit, le chiffre des colombers militaires s'élève à douze pour toute la péninsule. Le service, confié au génie, est placé sous la direction supérieure du général commandant à Rome et, dans chaque colombier, les pigeons, immatriculés de la même façon que les chevaux, sont soignés par un sous-officier dit *colombiculteur* et par un soldat.

RUSSIE

CRÉATION D'UN BATAILLON DE RÉSERVE A STRIÉTENSK. — On lit dans l'*Invalide russe* du 26 juin/8 juillet :

Par ordre en date du 19 juin/1^{er} juillet, il a été créé, dans la circonscription militaire de l'Amour, un bataillon de réserve (bataillon cadre) dont le centre est à Striétsensk. Ce bataillon doit avoir la composition des autres formations de même genre et sera formé des troupes locales de Nertchinsk et de Striétsensk et d'une compagnie des bataillons de réserve de Tobolsk, de Tomsk et de Krasnoïarsk, chacune avec leurs cadres. Les compagnies prises dans les bataillons ci-dessus indiqués seront reformées par la désignation d'un certain nombre d'hommes dans les compagnies restantes, et le déficit qui existera dans toutes les compagnies sera comblé par des recrues de la levée de cette année.

OUTILS DE PIONNIERS DES COMPAGNIES D'INFANTERIE. — Par un ordre en date du 12/24 juin, le nombre de pelles et de haches portées par les corps d'infanterie a été, par modification aux fixations antérieures, réduit à 16 pelles et 8 haches par compagnie.

L'ordre du 26 mars 1879 avait porté à 80 pelles et 20 haches la quantité d'outils portatifs que devaient posséder les compagnies d'infanterie, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre.

MODIFICATIONS APPORTÉES AUX OBLIGATIONS DU SERVICE MILITAIRE DES FINLANDAIS. — Un ordre du Ministre de la guerre vient d'appor-

ter quelques modifications aux obligations du service militaire imposé aux les habitants du grand-duché de Finlande. Nous en donnons ci-dessous le texte *in extenso*, en le faisant suivre d'une disposition complémentaire prise à la date du 19 juin/1^{er} juillet dernier.

1^o Les jeunes gens d'origine finlandaise qui sortent d'un établissement d'instruction militaire finlandais ou russe, après avoir passé l'examen pour officier, ont le droit, s'ils entrent immédiatement au service dans les troupes russes, de compter le temps qu'ils servent ainsi, dans la durée de celui qu'ils sont tenus d'accomplir dans les troupes actives finlandaises et leur réserve.

S'ils quittent le service russe avant d'avoir accompli le temps qu'ils doivent faire dans le service finlandais, ils sont alors obligés de par-faire, dans les troupes de leur pays, le temps qu'il leur reste à accomplir, d'après les dispositions auxquelles ils sont soumis.

2^o Les jeunes gens nés en Finlande qui, avant d'être appelés au service dans leur pays d'origine, sont entrés dans l'armée de l'Empire en qualité de volontaires conditionnels ou d'engagés volontaires, ne sont pas soumis à l'appel et au tirage au sort en Finlande. S'ils quittent le service russe, — les volontaires conditionnels avant un an, et les engagés volontaires avant trois ans, — ils sont alors soumis au tirage au sort, d'après les dispositions réglementaires. Le temps qu'ils ont passé dans les troupes russes, s'il est supérieur à un an, leur est défalqué de celui qu'ils ont à fournir en Finlande.

3^o On applique à l'officier finlandais passant au service dans les troupes russes les règles prescrites par le paragraphe 1^o, ci-dessus.

Ce paragraphe paraissait laisser aux jeunes gens finlandais qui avaient reçu l'instruction des établissements militaires de Russie la faculté de ne pas entrer immédiatement après leur sortie de ces écoles, dans les troupes de l'Empire. L'ordre du 19 juin/1^{er} juillet dernier supprime cette faculté. « A l'avenir, les élèves finlandais qui ont reçu l'instruction dans les classes spéciales du corps des cadets de l'Empereur et dans les écoles militaires sont obligés de servir, activement dans les troupes de l'Empire, pendant le temps fixé par le Règlement sur le service militaire obligatoire, c'est-à-dire, pendant une demi-année pour chaque année passée dans l'école. Ce n'est qu'après avoir satisfait à cette obligation, qu'il pourront servir dans les troupes finlandaises ».

Le Gérant : L. BAUDOUIN.

Paris. — Imprimerie L. BAUDOUIN et C^e, rue Christine, 2.



REVUE MILITAIRE DE L'ÉTRANGER

N° 654

15 Septembre

1886

SOMMAIRE

Instruction pour le ravitaillement en munitions sur le champ de bataille dans l'infanterie russe. — Les Anglais dans la haute Égypte. — L'infanterie de la landwehr hongroise. — Nouvelles militaires.

INSTRUCTION

POUR LE

RAVITAILLEMENT EN MUNITIONS

SUR LE CHAMP DE BATAILLE

DANS L'INFANTERIE RUSSE

Dans des études antérieures (1), la *Revue* a déjà fait connaître les procédés employés par l'infanterie russe pour assurer, sur le champ de bataille, le ravitaillement en munitions. Avant la guerre russo-turque de 1877-1878, les dispositions en vigueur à ce sujet étaient celles de l'ordre du 30 août 1876. La cam-

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 476, 477 (1879) et 523 (1884)

pagne terminée, en présence de la consommation considérable de cartouches qu'avait entraînée la tactique des feux d'infanterie, la question du réapprovisionnement en munitions pendant le combat fut l'objet de débats contradictoires qui divisèrent les chefs militaires en deux camps. Le parti de ceux qui étaient d'avis d'organiser, en arrière des lignes de combat, un service échelonné de transports apportant les munitions sur le terrain même de la lutte, l'emporta sur ceux qui, comme le général Skobelev, voulaient que le soldat portât lui-même la quantité de cartouches qui lui était nécessaire pour entretenir le feu pendant l'action. Une commission, présidée par le général Zedeler, fut nommée en 1880 pour expérimenter divers modèles de voitures destinées au transport des cartouches et pour élaborer une instruction sur le ravitaillement pendant le combat.

Dans son numéro 523 du 16 mars 1881, la *Revue* rendait compte de ces expériences et donnait *in extenso* le texte du projet d'instruction élaboré par cette commission. Nous y renvoyons le lecteur.

Depuis lors, cette question n'avait pas cessé d'être étudiée, et elle vient de recevoir une nouvelle solution par les dispositions d'un ordre en date du 17 juin dernier destiné à abroger celles de l'ordre du 30 août 1876.

D'après l'organisation récente des trains régimentaires, l'approvisionnement en munitions d'un régiment d'infanterie (en dehors des cartouches portées par l'homme) s'élève à 153,504 cartouches, soit 48 par homme, pour un effectif de 3,200 hommes armés. Ces munitions sont contenues dans 533 caisses en zinc qui sont elles-mêmes réparties par groupes de 16 dans des voitures de munitions à 2 roues attelées à un cheval. Le nombre de ces voitures est de 33 : 16 sont affectées aux 16 compagnies et 17 constituent la réserve générale du corps. Le train régimentaire forme deux groupes dont l'un marche immédiatement derrière les troupes et l'autre à la queue des colonnes : 8 voitures de compagnie font partie du premier groupe, les 8 autres voitures de compagnie et celles de la réserve générale marchent en tête du second.

Ceci posé, dans le but de faire mieux comprendre ce qui va suivre, nous donnons le détail complet des dispositions arrêtées

par l'ordre précité du 17 juin pour le ravitaillement des munitions pendant le combat.

Les articles 1 et 2 de l'*Instruction* établie en exécution de cet ordre ont trait aux formations que doivent prendre les voitures de munitions lorsque les troupes quittent la colonne de route. En voici la traduction littérale :

Article 1. Au moment où les troupes quittent la formation en colonne de route pour prendre la formation de réserve, les voitures de munitions de compagnie (escadron ou sotnia) qui suivent immédiatement les troupes, se forment à 20 pas derrière leurs régiments ou bataillons, sur une ligne ou sur deux lignes à distance de 15 pas. L'intervalle entre chaque voiture est de 2 à 3 pas.

Art. 2. Si dans la formation de réserve les régiments ou les bataillons sont placés les uns à côté des autres, les voitures de munitions se placent comme il est dit dans l'article précédent ; si, au contraire, les régiments ou les bataillons sont placés les uns derrière les autres, alors, suivant les ordres du commandant de la colonne, les voitures de munitions seront disposées ou bien immédiatement derrière la fraction à laquelle elles sont affectées et comme il est dit à l'article 1^{er}, ou bien toutes en queue de la colonne, sur plusieurs lignes distantes de 15 pas. Les voitures de chaque régiment (ou de chaque bataillon isolé) ne doivent former qu'une seule ligne.

Ainsi disposées, comment les voitures vont-elles se répartir quand les troupes, quittant la formation de réserve, prennent celle de combat. L'article 3 nous l'indique.

« Au moment où l'on passe de la formation de réserve à la formation de combat, les chefs des diverses unités donnent une instruction générale aux officiers d'armement en ce qui concerne l'emplacement que devront occuper les voitures de munitions, selon le terrain et les exigences du combat. En terrain découvert, elles ne doivent pas être plus loin que les réserves de régiment (troisième ligne) : si au contraire le terrain offre des abris, elles peuvent être placées derrière les bataillons de deuxième ligne et même derrière les compagnies des réserves de bataillon (première ligne). Suivant la nature du combat ou du terrain, elles peuvent aussi être réparties par bataillons. »

Le rôle à remplir par l'officier d'armement est tracé par les

articles 4 et 5 de l'*Instruction* qui lui prescrivent de placer les voitures de munitions, autant que possible, à l'abri du feu, tout en se conformant aux ordres qu'il a reçus du chef de la troupe. Il doit faire connaître à ce dernier l'emplacement adopté et celui-ci en informe à son tour les officiers placés sous ses ordres. Pendant tout le temps de l'action, l'officier d'armement se trouve auprès des voitures et prend toutes ses mesures pour satisfaire à toutes les demandes de munitions qui émanent des lignes de combat. Aussi doit-il suivre la marche de l'engagement et, dans le cas où, par suite des péripéties de la lutte, il ne recevrait pas en temps utile un ordre du chef de la troupe, ne pas hésiter à faire de lui-même avancer ou reculer les voitures, suivant les conditions nouvelles du combat, afin d'être toujours à même de fournir des munitions partout où cela est nécessaire.

Si les voitures étaient réparties par bataillon, elles se placeraient et marcheraient d'après les ordres des commandants de bataillon qui désigneraient un sous-officier pour les conduire. Il en serait de même, aux termes des dispositions de l'article 7, si un bataillon, une compagnie, etc., venaient à être détachés de leur régiment. Les voitures passeraient alors sous les ordres immédiats du chef de ces unités et les suivraient. Autant que possible, on désigne un sous-officier monté du convoi pour commander les voitures d'un bataillon. Si ce n'est pas possible, on confie ce commandement à un sous-officier du rang, qui obéit aux ordres du chef de l'unité, en se conformant à ce qui a été dit plus haut pour l'officier d'armement.

L'*Instruction* complète ce qui a trait aux emplacements à occuper, en spécifiant, à l'article 6, que, si l'on peut rendre la position des voitures de munitions visible au moyen d'un signe, sans toutefois attirer sur elles le feu de l'ennemi, on l'indiquera, pendant le jour, par un fanion rouge, et pendant la nuit, par une lanterne verte.

Les dispositions qui suivent et qui font l'objet des articles 8, 9, 10, 11, 12, 13 et 14, se rapportent au ravitaillement sur le champ de bataille, dans une action offensive.

Suivant ce que le terrain permet, les voitures de munitions rejoignent elles-mêmes les unités engagées ou restent en arrière. Elles peuvent donc être amenées soit à hauteur des compagnies

du bataillon de réserve, soit auprès des compagnies qui constituent la réserve dans le bataillon de première ligne, soit même enfin sur la chaîne. Si elles ne peuvent rejoindre immédiatement la chaîne, le ravitaillement s'opère par des emprunts successifs faits aux unités placées en arrière, soit aux compagnies du bataillon de réserve, soit, en cas urgent, aux compagnies de réserve qui, elles, à leur tour, iront se ravitailler auprès des troupes échelonnées dans la profondeur, ou aux voitures de munitions, si elles n'en sont pas trop éloignées. Les cartouches des morts et des blessés doivent aussi être utilisées. Ces mesures ne sont prises, bien entendu, que s'il est impossible aux troupes engagées de s'approvisionner directement aux voitures ; quand la fraction à laquelle on vient demander des munitions se trouve non loin des voitures, c'est sur elles que sont dirigés les hommes envoyés au ravitaillement.

Voyons maintenant de quelle manière se passent ces opérations ?

Le chef de la troupe qui a besoin de compléter son approvisionnement de cartouches envoie deux ou trois hommes auprès des commandants des unités dont il demande les munitions. Ceux-ci font immédiatement donner par leurs hommes la moitié des cartouches qu'ils portent, et ils fournissent le nombre d'hommes nécessaires pour les transporter sur la chaîne ou aux troupes qui en ont besoin. En général, six à dix hommes commandés par un sous-officier peuvent se charger des cartouches nécessaires à une compagnie. Si ces munitions sont prises aux voitures, elles sont alors portées dans les caisses en zinc ou dans des sacs qui font partie de leur approvisionnement. A défaut de sacs, les hommes peuvent employer les capuchons et les pans des manteaux ou des tuniques. Quand ils sont rendus auprès des fractions qu'ils doivent ravitailler, ils distribuent les cartouches dont ils sont porteurs et restent sous les ordres du commandant de ces fractions. Cette mesure empêche donc les allées et venues trop fréquentes entre les diverses unités. D'ailleurs, pour plus de sûreté, avant de prendre la formation de combat, on donne aux hommes destinés à se déployer en première ligne un certain nombre de paquets de cartouches qui sont pris dans les voitures de munitions et que les soldats mettent dans leurs poches.

Toute demande de munitions doit recevoir satisfaction, quelle que soit la troupe dont elle émane.

Pour ravitailler les voitures elles-mêmes, on les dirige, au fur et à mesure qu'elles sont vides, sur le deuxième groupe du train régimentaire, en tête duquel marchent huit voitures de munitions affectées aux compagnies et la réserve générale du régiment. Suivant les prescriptions de l'article 16 de l'instruction, ces voitures ont dû venir se placer à 500 pas environ de cette réserve.

Tout ce qui précède se rapporte au ravitaillement pendant une action offensive. Dans le cas d'un combat défensif, les cartouches sont apportées à l'avance, sur un point favorable de la position. Il appartient à l'officier d'armement de faire enlever toutes les munitions qui ne seraient pas consommées, si la troupe passe de la défensive à l'offensive.

Telles sont, actuellement, les dispositions réglementaires qui viennent d'être arrêtées dans l'armée russe, pour résoudre la question du ravitaillement sur le champ de bataille. Elles nous paraissent empreintes d'un caractère pratique, notamment en ce qui concerne le réapprovisionnement par les emprunts faits aux troupes elles-mêmes et la précaution prise, dès le début de l'action, d'augmenter immédiatement la quantité de cartouches portées par les hommes qui doivent ouvrir le feu.

(34)

LES ANGLAIS

DANS LA HAUTE ÉGYPTÉ

Les lecteurs de la *Revue* connaissent les circonstances de la lutte soutenue dans la haute Égypte contre les Soudanais, par les troupes de l'armée anglaise d'occupation, depuis l'essai infructueux tenté pour délivrer le général Gordon, enfermé dans Khartoum, jusqu'à la marche rétrograde des troupes de lord Wolseley et à leur établissement sur les positions de Ouadi-Halfa.

Au commencement de l'automne dernier, les contingents mahdistes ayant brusquement tenté un mouvement offensif contre les corps avancés de la *Frontier Field Force* anglo-égyptienne, postés en avant de la deuxième cataracte, le général Stephenson, commandant en chef le corps d'occupation, crut devoir, pour calmer l'émotion publique, se porter lui même sur le haut Nil et prendre la direction des opérations. Ces opérations eurent pour résultat le rejet des Soudanais au delà de la troisième cataracte, après le combat de Ginnis, livré le 30 décembre 1885, à trois kilomètres de la place de Kocheh, qui avait été presque investie.

L'ennemi n'ayant pas reparu depuis lors, le cabinet anglais, persévérant dans son intention de limiter l'occupation, crut pouvoir, au mois d'avril dernier, décider l'abandon des positions occupées entre la deuxième et la troisième cataracte, et prescrire le retrait des avant-postes de la division frontière jusqu'à Ouadi-Halfa. Presque aussitôt après, l'apparition de quelques bandes sur les points évacués réveillait certaines alarmes en Égypte et même en Angleterre ; elle donnait naissance au bruit d'une nouvelle agression des Soudanais devant coïncider avec la crue estivale du Nil.

Jusqu'à présent, aucun fait sérieux n'est venu confirmer ces faiblesse prévisions. Il n'est pas moins intéressant, ne serait-ce que pour faire suite aux notes publiées antérieurement dans la *Revue*, d'étudier sommairement la région comprise entre l'Égypte propre et le Soudan, théâtre éventuel des opérations, et en

rappelant les événements militaires de l'hiver dernier, d'examiner le système de défense actuellement adopté par les Anglais. Tel est le but du présent travail dont les éléments principaux sont tirés de différentes publications de source anglaise.

I.

Au pied des hauts plateaux de l'Afrique centrale et dans le voisinage de la mer, le Nil arrose des contrées fertiles et peuplées, le Soudan et l'Égypte, séparées par une zone inféconde, la Nubie. Assouan et la première cataracte au Nord, le désert de Bayouda dans le coude d'Abou-Hamed au Sud, marquent les limites de cette dernière région.

Un immense désert aride, dont les parcours mêmes du Sahara algérien ne sauraient donner une idée, s'y déroule à l'ouest des chaînes côtières de la vallée. L'absence de toute végétation est si complète dans certaines parties de ces solitudes, que les voyageurs, pour les traverser, doivent emporter la nourriture nécessaire à leurs chameaux. Des plateaux fortement érodés y succèdent aux plaines caillouteuses, que dominent çà et là quelques massifs de collines, ou de hauts pâtés de dunes. Nulle part le pays n'est habité, en dehors de bas-fonds où la proximité de l'eau permet la culture du palmier, et où de petites oasis se sont ainsi créées. Les routes que suivent les caravanes ne sont jalonnées que par des puits peu nombreux, distants souvent de plusieurs jours de marche, abondants ici, presque taris plus loin. Ces régions, en un mot, peuvent être traversées par les nomades du Soudan, en bandes isolées, mais sont à peu près impraticables pour une masse importante d'hommes et d'animaux.

A l'est du Nil au contraire, le pays est en général accidenté : à hauteur de Ouadi-Halfa, les plateaux montueux de l'Etbaye forment un massif côtier, important, sinon par son relief, du moins par son étendue, et jusqu'à la boucle d'Abou-Hamed, la région conserve le même caractère général. Des vallées sablonneuses, parfois assez larges, creusent leur lit entre les crêtes rocheuses, et les plantes sahariennes s'y développent avec une certaine vigueur. Sauf pendant les chaleurs de l'été, les troupeaux ont ainsi des pâturages suffisants. De tous côtés, d'ailleurs,

l'eau affleure au pied des plateaux ou dans les dépressions des thalwegs.

La traversée du pays est donc relativement facile, malgré les accidents du sol qui rendent la marche souvent pénible; d'autre part, les ressources qu'il offre permettent à une population de quelque importance, sinon d'y vivre, du moins d'y végéter.

Alors que dans les oasis de l'Ouest, quelques milliers de Berbères, fortement mêlés de sang éthiopien, sédentaires et exclusivement cultivateurs, sont les seuls habitants du désert, sur une étendue de plus de 10 degrés de latitude, l'Etbaye et la contrée qui l'avoisine au Sud, sont le domaine de deux puissantes tribus d'origine purement éthiopiennes, nomades à peu d'exceptions près, les Ababdeh et les Bischarin, dont les fractions s'échelonnent depuis le nord d'Assouan jusqu'aux abords d'Abou-Hamed. La chasse, l'élevé des troupeaux constituent l'unique occupation de ces indigènes. Race primitive et sauvage, ils n'ont même pas d'armes à feu, et vont presque nus, sans autre coiffure que leurs longs cheveux, flottant sur les épaules. La religion pour eux est une coutume plus qu'un lien et le seul pouvoir qu'ils reconnaissent est celui de la force ou de l'argent.

Au point de vue politique, la vallée du Nil peut être considérée comme divisée, entre le Soudan et l'Égypte, en deux régions distinctes, la Nubie inférieure et la Nubie supérieure, au nord et au sud de la troisième cataracte. Mais sa constitution physique ne varie guère de l'une à l'autre. Le cours du fleuve est obstrué par une succession de rapides, de cataractes infranchissables, sauf au moment de la crue, et séparant des étendues plus ou moins considérables d'eau libre. La vallée elle-même est étroitement resserrée, et ses berges surplombent parfois immédiatement les rives, sans jamais s'en écarter à plus de deux ou trois kilomètres à l'Est, de cinq ou six cents mètres à l'Ouest. Une bande étroite de terres cultivables s'étend ainsi entre la chaîne côtière et le Nil. Interrompue de distance en distance par des hauteurs abruptes, elle est partout ailleurs couverte de champs et de bouquets de palmiers, au milieu desquels s'échelonnent des petits villages de quelques huttes. A part un petit nombre de points, où se sont formés des centres relativement peuplés, tels que : *Derr* dans la Nubie inférieure, *Dongola* dans la Nubie supé-

rieure, les habitants ne sont nulle part groupés, au sens propre du mot. Ils se répartissent seulement en districts plus ou moins importants, et naturellement délimités par la configuration du pays, tels que ceux de Derr, de Ouadi-Halfa, Dar-Sukkot, Dar-Mahass, dans la Nubie inférieure, et ceux de Dongola, Abon-Hamed, Berber, dans la Nubie supérieure.

Bien que l'origine ethnique de la population ne soit pas très dissemblable dans les deux régions, elle y forme cependant deux groupes séparés par des tendances propres, nettement accusées. Les Barabra, Nouba, Aouatir de la Nubie inférieure sont exclusivement sédentaires et cultivateurs; mais ils émigrent en grand nombre chaque année, pour aller amasser un petit pécule en Égypte, où ils s'emploient comme domestiques, manœuvres, hommes de peine, de même que les indigènes de Biskra, de l'Oued-Rhir, de Ouargla, en Algérie. Après un séjour de courte durée ils reviennent dans leur pays, y rapportant ainsi quelques-unes des aspirations du monde plus civilisé qu'ils ont côtoyé. Dans la Nubie supérieure, au contraire, cette habitude n'existe pas, et à côté de cultivateurs exclusivement sédentaires tels que les Dongalaoui, vivent des tribus semi-nomades, les Kabbabish, les Shaikieh, les Monasir, les Robotat, ou du moins quelques fractions de ces deux dernières.

Avant l'insurrection mahdiste, propriétaires de nombreux troupeaux, ces tribus détenaient tout le commerce de transport entre le Soudan et l'Égypte, prenant à Chendy les marchandises apportées par la voie fluviale, pour les convoier jusqu'à Korosko et même à Assouan, pendant les basses eaux. Les riverains, moins belliqueux, vivent naturellement dans la dépendance de ces différents groupes qui sont, chacun dans l'étendue de son territoire, les maîtres réels de la Nubie supérieure.

Tel est le pays dont la surveillance se trouva imposée à l'Angleterre après la chute de Khartoum et où s'engagerait la lutte au cas d'une nouvelle attaque des Soudanais. Traversé dans toute sa longueur par la grande artère de communication entre l'Égypte et le Soudan, à peu près inaccessible à l'Ouest, sauf pour des bandes peu nombreuses, il est plus ouvert à l'Est. De ce côté, une population exclusivement nomade, sauvage, mais disposée à subir l'action des influences matérielles dont dispose le gouvernement anglo-égyptien, s'étend jusqu'à la mer. Dans la vallée même,

au Nord, habite une race inoffensive et se rattachant à l'Égypte par ses traditions; au Sud, se trouvent des tribus plus nombreuses gagnées d'avance à la cause du Soudan par leurs tendances, mais vivant du trafic d'exportation de la contrée, et ayant, par suite, besoin d'ordre et de tranquillité.

II.

Dès le début de l'intervention anglaise en Égypte, le cabinet de Saint-James avait nettement indiqué que l'occupation du Soudan, et la conquête qu'elle nécessiterait, ne pouvaient, en aucun cas, devenir une solution du problème posé pour la défense du Delta et du Sayd. C'est en se plaçant à ce point de vue qu'au retour de l'expédition qu'il venait de diriger, lord Wolseley fit connaître ses vues à son gouvernement, le 14 avril 1885.

« Si la position prise sur la frontière méridionale », écrivait-il (1), « doit être exclusivement défensive, il suffit de garder » Ouadi-Halfa et Korosko, comme postes avancés, et de placer » une forte brigade à Assouan. »

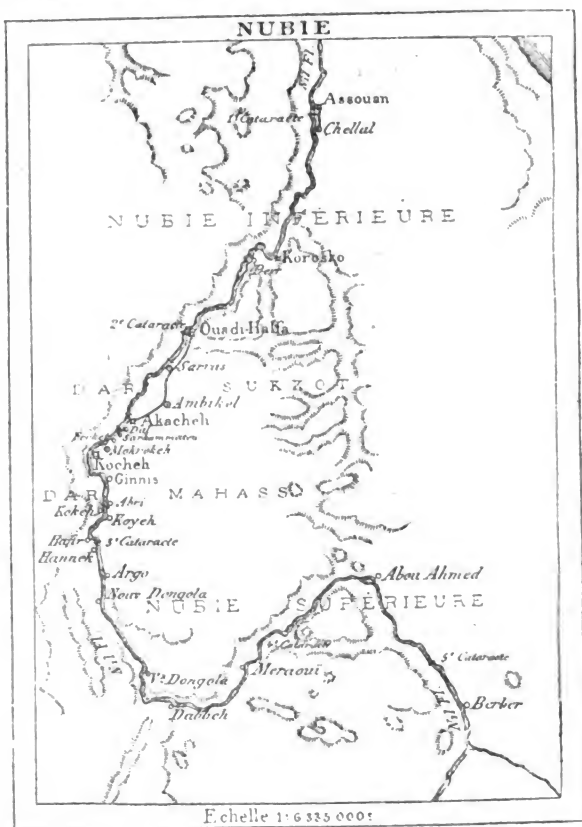
Mais l'état de l'opinion publique, qui avait imposé les opérations entreprises pendant les mois précédents, ne permettait pas alors l'adoption de ce plan radical, auquel lord Wolseley lui-même, tout en le formulant, se montrait personnellement opposé, ainsi que la plupart des cercles militaires de la Grande-Bretagne.

Il fut donc décidé que, tout en abandonnant Dongola et la Nubie supérieure, on conserverait les positions déjà occupées sur la ligne de communication du Soudan au Sayd, jusqu'au débouché des rapides qui font suite à la deuxième cataracte, positions qui, non seulement couvraient la vallée du fleuve, mais constituaient aussi les bases successives d'opérations nécessaires pour reprendre éventuellement l'offensive.

Déterminée suivant ces considérations, l'occupation de la haute Égypte comprenait deux échelons successifs : Ouadi-Halfa avec une chaîne de postes avancés en première ligne, dans la Nubie inférieure, et, en seconde ligne, Assouan, au débouché de la première cataracte, à la limite même de l'Égypte. En arrière de ces

(1) Royle. *The Egyptian Campaigns*, t. II, p. 360.

deux échelons, Assiout, au terminus de la voie ferrée qui relie le



Delta au Sayd, resta « base de communication »; enfin la « ligne de communication » elle-même fut couverte, entre la base et le

premier échelon, par le poste de Kéneh; entre le premier et le second, par celui de Korosko.

La ligne de défense de Ouadi-Halfa, seule menacée par les Soudanais en 1885 et que nous envisagerons tout d'abord, s'étendait jusqu'à 180 kilomètres, au sud de cette place.

Sa ligne de communication empruntait au début de l'occupation du pays par l'armée anglaise, depuis la ville même jusqu'à Sarras, un peu au delà de la seconde cataracte, un tronçon de chemin de fer de 40 kilomètres, construit sous le règne d'Ismail-Pacha. Les difficultés que présentait encore la navigation après son terminus, firent décider, à la fin de 1884, de le prolonger. Malgré quelques retards, dus au manque de matériel roulant, qu'il fallut faire venir en partie du Cap (la voie spéciale des railways de cette colonie avait été adoptée pour ce tronçon par le khédive, qui espérait le voir s'étendre un jour, jusqu'à l'autre extrémité de l'Afrique), une seconde section longue de 110 kilomètres fut livrée à l'exploitation dès le printemps de 1885. Elle aboutissait sur le Nil à Akacheh, village situé près d'un coude du fleuve, au pied du versant sud du Djebel-Tibchen, dont les assises inférieures forment des rapides toujours dangereux. La navigation, libre entre ces rapides et ceux de Dal, sur un parcours de 10 kilomètres, est obstruée de nouveau par des écueils ou des bancs de sable jusqu'à Kocheh. Un embranchement qui devait atteindre ce point, distant d'Akacheh de 30 kilomètres à vol d'oiseau, avait été commencé, mais le retour de l'expédition du Soudan le fit abandonner.

A partir de Kocheh, village qui marque la limite septentrionale des districts relativement peuplés de Dar-Sukkot et de Dar-Mahass, auxquels s'arrête la Nubie inférieure, le Nil est navigable à peu près en tout temps jusqu'à la troisième cataracte qui en est distante de 200 kilomètres environ. Cette position couvre donc une section importante de la route fluviale de Dongola.

Aussi fut-elle choisie comme poste avancé de la nouvelle ligne de défense.

Indépendamment d'une route côtière qui peut emprunter la voie fluviale sur un parcours de 10 kilomètres environ à ses deux extrémités, jusqu'à Sarkammatou d'une part, jusqu'à Dal de l'autre, Kocheh est relié à Akacheh par un chemin direct, utilisé

de tout temps par les caravanes, et qui traverse un massif assez confus de collines escarpées et de montagnes rocheuses. Ce chemin débouche sur le Nil à 3 kilomètres de Kocheh même, près d'un petit village situé en face de la grande île de Mokrokeh qui lui donne son nom. Ce point resta occupé également, comme annexe de la position de Kocheh.

Akacheh devint un autre poste principal comme terminus du chemin de fer, et fut relié, d'une part à Ouadi-Halfa, par les postes secondaires d'Ambikol et Sarras, l'un et l'autre sur la voie ferrée; d'autre part à Kocheh, par ceux de Dal et Sarkammatou, sur les bords du fleuve.

A l'exception de Ouadi-Halfa, où les bâtiments de la gare et les bureaux de l'ancienne administration locale purent être utilisés pour l'ambulance et les divers services de l'armée, il n'existait, sur aucun de ces points, de constructions autres, que quelques huttes en terre, disséminées dans les palmiers. A Ambikol, groupe de puits situés à quelques kilomètres du fleuve, dans une vallée aride, et à Dal il n'y avait même ni cultures ni habitants.

Aucun travail, soit de mise en état de défense, soit d'installation, ne fut cependant entrepris jusqu'à la fin de l'automne 1885, dans les différents postes. Les troupes restèrent sous la tente, dans d'assez bonnes conditions hygiéniques d'ailleurs, la grande tente de l'*Indian Service* (1) ayant été adoptée pour tous les corps dès le début des opérations dans la haute Égypte.

L'occupation de la Nubie, depuis Ouadi-Halfa, ne comportait donc, en réalité, qu'une série de camps ouverts, échelonnés le long du Nil, sans communications directes par le fleuve, mais reliés en partie par une voie ferrée qui permettait en temps normal de se rendre en deux jours, de la première place à Kocheh, et de faire au besoin ce trajet en une seule journée.

D'ailleurs, à défaut d'ouvrages défensifs, les avant-postes de Kocheh et d'Akacheh, ainsi que Ouadi-Halfa, étaient protégés efficacement du côté du fleuve, chacun par une canonnière blindée du type *Stearn-Wheeler*, armée de canons et de mitrailleuses *Gardner*. En outre, une petite flottille de baleinières, à rames et

(1) La *Revue militaire de l'Étranger* publiera incessamment une note sur les différents modèles de tentes en usage dans l'armée des Indes.

à voiles, provenant de la *River Column* (1), était attachée à chaque place.

L'effectif total des forces anglo-égyptiennes, réparties entre ces différents camps, s'élevait à environ 4,000 hommes, dont 2,500 de troupes anglaises, lorsque les Soudanais commencèrent à dessiner leur mouvement en aval de la troisième cataracte.

III.

Dès l'évacuation de Dongola à la fin de juin 1885 on avait signalé, de différents côtés, la concentration de bandes nombreuses de derviches, à Berber et Abou-Hamed, sous les ordres de Mohammed el Kheir, l'un des principaux chefs de l'insurrection, et de son lieutenant Abdul-Medjid-ben-el-Hadj-Mohammed. Mais une forte arrière-garde, et deux canonniers maintenues à Debbeh jusqu'au milieu de juillet, pour protéger l'exode de la population riveraine, les empêchèrent tout d'abord de prononcer leur marche en avant.

Les Dongolaoui, ou du moins beaucoup d'entre eux, craignaient la vengeance des Soudanais, aux avances desquels ils avaient refusé de répondre pendant la campagne de l'hiver et du printemps précédents. La plupart s'étaient donc décidés à profiter de l'offre qu'on leur fit de suivre la retraite de l'armée du Soudan, et pendant les mois de mai, juin et juillet, 12,000 des habitants de la région comprise entre Méraoui et la troisième cataracte, quittèrent successivement le pays, en détachements régulièrement organisés, sous l'escorte des troupes.

Quand ce mouvement fut terminé, l'arrière-garde et les canonniers de Debbeh rentrèrent à leur tour, et les mahdistes s'avancèrent aussitôt.

Pendant la première semaine d'août, ils s'installèrent successivement à Debbeh et à Vieux-Dongola. Puis le 11, Abdul-Medjid quitta cette ville pour aller occuper Nouveau-Dongola en écrivant aux habitants de l'île d'Argo, située un peu au sud de la troisième cataracte et à ceux d'Hafir, l'un des premiers villages de Dar-Mahass qu'il serait bientôt au milieu d'eux.

(1) L'expédition qui remonta le Nil jusqu'à la 5^e cataracte, sous les ordres des généraux Earle et Brackenbury, pendant l'hiver 1884-1885 est généralement désignée sous ce nom.

Le 23, en effet, on apprenait aux avant-postes anglais la chute de Nouveau-Dongola et la défection d'Argo, où quelques derviches avaient été reçus avec enthousiasme par la population.

Une reconnaissance, effectuée alors par la canonnière le « *Lotus* » et un détachement de l'*Egyptian Camel Corps* jusqu'à Abri et Absarat, à la limite de Dar-Sukkot, constata, à la date du 5 septembre, que de ce côté tout était encore tranquille mais que les émissaires des Soudanais commençaient déjà à travailler les esprits.

Quinze jours plus tard, les premières bandes de derviches dépassèrent la troisième cataracte et vinrent s'installer à Ifafir. Une reconnaissance de deux canonnières et d'un détachement du *Camel Corps*, prit le contact avec eux la semaine suivante et leur enleva quinze prisonniers. L'invasion de Dar-Mahass se trouvait donc un fait accompli, et la nécessité de prendre sur la ligne des avant-postes des précautions défensives devint dès lors évidente.

Aussi le général Grenfell, commandant la *Frontier Field Force*, dirigea-t-il d'Assouan sur Akacheh, le 30 septembre, une compagnie montée, puis, trois semaines après, un demi-bataillon d'infanterie égyptienne (*Fellah*); enfin il envoya, le 5 novembre, le régiment Berkshire à Ouadi-Halfa, en demandant d'autre part la formation d'une nouvelle compagnie du *Camel Corps*, qui fut aussitôt créée.

Après l'arrivée de ces renforts, la répartition des garnisons de la ligne de défense de Ouadi-Halfa, qui formaient un effectif total de 5,000 hommes, se trouva la suivante :

A Kocheh-Mokrokeh, le Cameronian Highlanders et le 9^e bataillon égyptien (*Black troops*) avec des détachements d'artillerie, d'infanterie montée, et du *Camel Corps*. En tout 1200 hommes.

A Akacheh : deux demi-bataillons anglais des régiments de Royal-West-Kent et de Berkshire ; un demi-bataillon d'infanterie égyptienne (*Fellah*); des détachements d'infanterie montée et du *Camel Corps*; deux sections d'artillerie et une section du Royal-Engineers Corps, pour le service du chemin de fer : ensemble 1200 hommes.

A Ouadi-Halfa : trois demi-bataillons anglais des régiments Yorkshire, Royal-Berkshire et Royal-West-Kent; deux batteries d'artillerie, dont une demi-batterie égyptienne; un détachement

du 20^e hussards ; une compagnie d'infanterie montée ; une compagnie du *Camel Corps* égyptien ; un bataillon d'infanterie égyptienne (*Fellah*), et la 8^e compagnie du Royal-Engineers Corps, en tout 2,300 hommes.

Enfin Sarras comptait 200 hommes et 100 autres se trouvaient répartis entre Ambikol, Dal et Sarkammattou.

En même temps que les premiers renforts étaient envoyés aux avant-postes, une autre mesure avait été prise pour prévenir la défection de la région avoisinante. La Nubie tout entière est soumise à l'influence, sinon exclusive, du moins prédominante, d'un ordre religieux fondé il y a cinquante ans par Mohammed-Othman-el-Emirghani, compétiteur de Cheikh-Senoussi à la succession de leur maître commun, Si-Ahmed-ben-Idriss.

Les fils de Mohammed-Othman établirent définitivement leur autorité sur la partie septentrionale et orientale du Soudan, du vivant de leur père, et leurs représentants ou leurs successeurs ont tous un rôle considérable dans les régions où ils se sont maintenus.

A Souakim, les Anglais avaient, depuis le début des opérations, utilisé à maintes reprises le concours du chef de l'ordre pour l'Égypte. Dans la Nubie inférieure, ils s'assurèrent de même celui de Cheikh-el-Mahdjoub, son représentant, qui, à l'ascendant dont il jouissait en cette qualité, joignait une très grande influence personnelle.

Maître spirituel de tout le district du Dar-Sukkot, il disposait à son gré de tout le pays, depuis Akacheh jusqu'à Dar-Mahass.

Sa fidélité semblant éprouvée, le général Stephenson se décida, dans une entrevue qu'il eut avec lui le 17 octobre, à lui donner le commandement de la vallée du Nil, au sud d'Akacheh ; il l'autorisa à lever les impôts pour mettre son territoire en état de défense, et lui envoya cent fusils à tir rapide, avec quelques munitions.

Cette combinaison semblait devoir prévenir la défection imminente de la région voisine des avant-postes, et en effet, Cheikh el-Mahdjoub repoussa toutes les avances personnelles que lui firent les mahdistes par l'intermédiaire d'un petit-fils du fondateur de son ordre, fixé depuis longtemps à Dongola, et qui s'était rallié à leur cause.

Les progrès des Soudanais lui parurent cependant bientôt

assez menaçants pour qu'il crût nécessaire de demander à plusieurs reprises et avec insistance l'envoi d'une petite colonne, dont la présence seule, en rassurant les populations, eût suffi, selon lui, à arrêter la marche en avant des ennemis.

Déjà, au début de leurs opérations contre Dongola, le général Grenfell avait proposé d'exécuter un mouvement offensif sur Méraoui. Mais son plan avait été rejeté, et les demandes de Cheikh-el-Mahdjoub ne furent pas accueillies davantage. Ses craintes étaient cependant fondées.

Dès le 4 novembre, le Cheikh avait manifesté l'intention d'envoyer sa famille vers le Nord, et le 17 il demanda formellement de se retirer à Kocheh, n'espérant pas pouvoir résister à une attaque qu'il considérait comme imminente. Le 24, en effet, une bande de 500 derviches arriva inopinément à Koyeh, où il se trouvait momentanément, et l'enleva avec tous les siens.

Les égards avec lesquels le traitèrent les Soudanais firent supposer, à tort ou à raison par ses partisans qu'il était d'accord avec eux, et, quoi qu'il en fût à cet égard, tout le district de Dar-Sukkot passa à l'ennemi.

Trois jours après, une troupe de madhistes était signalée à deux kilomètres de Kocheh, poste avancé de l'armée anglaise.

L'attaque audacieuse des Soudanais, bien qu'annoncée depuis le commencement de l'été, n'en avait pas moins produit une impression profonde en Égypte et en Angleterre.

Les nouvelles apportées par les émissaires de l'*Intelligence Department* (service des renseignements) étaient d'ailleurs des plus alarmantes : dès le 16 août, on estimait à 10,000 hommes et 7 canons les forces ennemies réunies au sud de Dongola. Le 23 du même mois, le bruit courait que 4,000 hommes avec 800 fusils à tir rapide et 7 canons occupaient cette ville. Le 19 septembre, l'avant-garde des Soudanais à Ifafir était évaluée à 7,000 hommes, réunis à Nouveau-Dongola.

Le 27 octobre, l'arrivée de Mohammed el Kheir dans cette ville, avec 7,000 hommes portant la force totale de l'ennemi à 10,000 hommes, semblait confirmée, et le 16 novembre, les rapports des avant-postes signalaient une troupe de 8,000 hommes avec 5 canons et 400 fusils à tir rapide, vers Kaibar, à égale distance de Kocheh et de la troisième cataracte.

D'autre part, des sœurs de charité évadées du Soudan annonçaient, le 29 octobre, la présence de 30,000 hommes à Abou-Hamed, d'où ils devaient marcher sur Korosko, et la même rumeur circulait parmi les indigènes d'Assouan.

A cette époque cependant, la situation était envisagée sous un jour moins fâcheux par Salah Bey, fils de l'ancien gouverneur de Dongola, Hussein Pacha Khalifa : il écrivait qu'à la date du 20, les mahdistes n'avaient guère dans la région d'Abou-Hamed, que 2,000 hommes recrutés parmi les tribus d'El Robatat, El Djaalim, El Ariab, El Ghihimab et El Hamek, armés de lances et de sabres, à très peu d'exceptions près, et qu'ils étaient obligés de faire de fort grands efforts pour augmenter leurs contingents.

Quoi qu'il en fût, l'ensemble des renseignements recueillis semblait indiquer que les forces qui s'avançaient contre les avant-postes, s'élevaient à 10,000 hommes environ, avec quelques canons et un certain nombre de fusils à tir rapide. D'autre part, il se manifestait une certaine agitation parmi la population musulmane, dans toute l'Égypte, et le général Baker Pacha, en constatant ce fait, crut devoir, le 9 novembre, demander l'autorisation de renforcer le corps de la gendarmerie indigène placé sous ses ordres.

Le gouvernement anglais jugea donc nécessaire d'agir sans retard pour mettre fin à cette situation, qui devenait réellement inquiétante, et décida l'envoi sur la frontière d'une force suffisante pour refouler les Soudanais.

Déjà, outre les renforts mentionnés ci-dessus, le 1^{er} bataillon d'infanterie égyptienne (*Fellah*) avait été envoyé du Caire à Assouan. Vers le milieu de novembre, 3 bataillons d'infanterie anglaise, du corps d'occupation de la basse Égypte, des régiments Durham, Essex et East Kent (*The Buffs*) (1) partirent à leur tour pour le haut fleuve, ainsi qu'un fort détachement de cavalerie, et deux batteries d'artillerie, pendant que quatre autres bataillons s'embarquaient pour aller les remplacer : le 1^{er} bataillon

(1) Le régiment *East Kent* est le plus ancien de l'armée anglaise. Il doit à cette particularité le droit de traverser la cité de Londres tambours battants et enseignes déployées. On le désigne le plus communément sous son premier nom, *The Buffs*.

des régiments Cheshire, venant de Gibraltar, Dorsetshire, de Malte, Royal Dublin Fusiliers, d'Aden; et le 2^e bataillon du régiment Sussex, venant d'Angleterre.

Mais la longueur du trajet à parcourir, peut-être aussi l'insuffisance des moyens de transport sur le Nil, ne permirent pas d'effectuer avec toute la rapidité désirable la concentration commencée, et les mahdistes, poursuivant leur marche, ne tardèrent pas à prononcer leur attaque contre les avant-postes.

Ceux-ci venaient, d'ailleurs, d'être mis en état de défense pendant les dernières semaines.

A Kocheh, on avait établi une *zériba* (1) en troncs de palmiers autour du camp et construit, sur son front sud, un redan adossé à la berge du fleuve. Bâti solidement en briques séchées au soleil, et d'un certain relief, cet ouvrage, qui fut armé d'artillerie, battait les abords de la position du côté de la terre jusqu'au pied de la chaîne riveraine, distante de deux kilomètres.

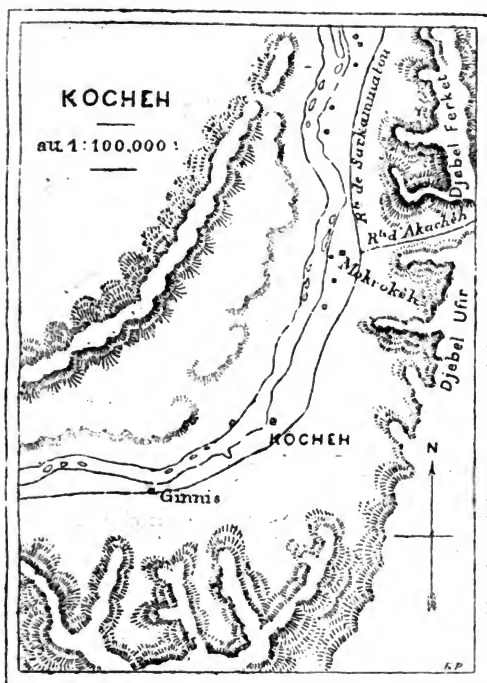
Le village de Mokrokeh, situé sur une éminence et entouré d'une enceinte continue, fut occupé et crénelé. D'autre part, on éleva sur un mamelon contigu une redoute en pierres sèches pour servir de poste de communications optiques avec le Nord.

A Sarkammattou, où se trouvait le poste suivant, aucun ouvrage important n'avait été entrepris; mais le petit détachement maintenu sur ce point put s'abriter derrière un parapet en pierres sèches.

On s'était également borné tout d'abord à défendre Akacheh de la même manière, en élevant à la hâte quelques retranchements analogues sur une ligne de crêtes qui dominent la voie ferrée, à son extrémité. Les magasins et les parcs étaient, en effet, échelonnés entre celle-ci et la berge, distante d'une centaine de mètres seulement; mais, comme d'autres crêtes plus éloignées commandaient les premières à portée de fusil, on ne tarda pas à reconnaître la faiblesse de la position et à entreprendre, dans une plaine accidentée qui s'étend le long du fleuve, au nord du che-

(1) Zériba, en arabe, signifie enceinte, parc à troupeaux. Depuis la guerre du Soudan, on désigne ainsi les enceintes de broussailles, d'arbres, de pierres, dont se sont souvent servis les Anglais comme fortifications passagères.

min de fer, la construction d'un camp retranché protégé à distance par des blockhaus en maçonnerie.



Le détachement d'Ambikol, qui, outre les puits, avait à garder la voie ferrée et un poste optique placé sur une hauteur voisine, fut installé en partie dans une redoute de pierres sèches, isolée sur un mamelon, en partie dans une redoute en palanques, casematée avec des rails.

A Dal, où il n'y avait que quelques hommes, une petite enceinte en pierres sèches fut élevée au dernier moment sur un piton, près

du fleuve ; et à Sarras, un ouvrage du même genre servit à flanquer vers le Nord le camp qui s'appuyait vers le Sud, au bâtiment de la station.

Enfin, tous les camps furent largement approvisionnés en vivres, en munitions, et pourvus de caisses à eau, là où les communications avec le fleuve pouvaient être coupées.

Ces derniers préparatifs se poursuivaient encore, et les travaux commencés n'étaient pas terminés partout, lorsque le 27 novembre les mahdistes, maîtres de Dar-Sukkot, arrivèrent devant Kocheh.

La première bande signalée ce jour-là, ne comprenait que quelques centaines d'hommes. Elle se retira presque aussitôt, et une reconnaissance exécutée alors par un détachement du 20^e hussards ne rencontra l'ennemi qu'à Amarat, à 30 kilomètres sud du camp. Mais, le lendemain, une autre reconnaissance comprenant l'infanterie montée et le *Camel Corps*, appuyés par la canonnière *Lotus*, fut attaquée dans les palmiers de Ginnis, à quelques kilomètres seulement de Kocheh. Après un court engagement, dans lequel un homme du *Camel Corps* fut dangereusement blessé, elle revint en arrière. L'ennemi la suivit à distance et ne tarda pas à paraître sur les hauteurs qui s'étendent à l'est du fleuve, un peu en avant de Ginnis. Presque en même temps, on signala des forces qui semblaient importantes, sur la rive gauche.

Les Soudanais se contentèrent cependant d'ouvrir contre Kocheh une fusillade inoffensive et se reportèrent bientôt en arrière de Ginnis. Mais, pendant ce temps, une de leurs bandes s'était engagée dans le massif montueux qui borde la vallée, et, dépassant Akacheh le 30 novembre, elle alla détruire, la nuit suivante, 1500 mètres de voie ferrée entre Tandjour et Ambikol, puis se replia au Sud.

Les journées du 2 et du 3 s'écoulèrent sans incident. Le 4, au contraire, le *Lotus*, envoyé en expédition, fut assailli au delà de Ginnis par une grêle de balles et par quelques coups de canon, qui ne lui causèrent, d'ailleurs, aucun dommage. Presque à la même heure, le poste d'Ambikol avait à repousser un violent assaut d'une autre bande, pourvue également d'un canon, et le chemin de fer était de nouveau coupé à peu de distance de ce point, au Nord et au Sud.

L'arrivée du colonel Butler avec une petite colonne formée à Akacheh et un mouvement de flanc exécuté par un demi-bataillon du Berkshire Regiment, envoyé de Ouadi-Halfa, décidèrent les Soudanais à se disperser. Ceux qui étaient devant Kocheh se retirèrent eux-mêmes au Sud, en grand nombre. Toutefois, de petits groupes de tirailleurs continuèrent à diriger sur le camp, d'un ravin sis à 800 mètres de la redoute où ils s'abritaient, un feu gênant bien que peu dangereux.

Pour y mettre fin, la garnison fit, le 9, une sortie durant laquelle le 9^e bataillon égyptien (*Black Troops*) alla nettoyer les abords de Ginnis et en débusquer les quelques défenseurs, pendant que les soldats du Cameronian Highlanders élevaient rapidement deux petits blockhaus sur les abords du ravin et abattaient les arbres du voisinage pour dégager le champ de tir.

A la suite de cette opération, les Soudanais semblèrent un moment avoir disparu. Mais, le 12 au matin, sortant en masse des plantations de Ginnis et des hauteurs qui dominent la plaine, ils exécutèrent presque à l'improviste une double attaque contre Kocheh et Mokrokeh. Pendant que deux pièces de canon établies de nuit sur la rive gauche, tiraient à revers sur le *Lotus* et le camp du premier poste, de nombreux tirailleurs, disséminés dans la plaine, ouvraient une vive fusillade sur son front. En même temps, une bande évaluée à 3,000 hommes, quoique certainement moins forte, essayait de donner l'assaut à Mokrokeh. Elle réussit à s'avancer jusqu'à 100 mètres de l'enceinte; mais quelques salves la dispersèrent aussitôt. Sauf cet incident, l'attaque des madhistes se borna à un feu aussi bruyant que peu efficace et à la nuit ils se retirèrent sur les deux points, pour regagner leurs anciennes positions. Toutefois, un parti de 500 hommes alla saccager le village de Ferket, un peu au nord de Mokrokeh.

Lelendemain, ils recommencèrent encore le feu dans les mêmes conditions, de la plaine et de la rive gauche, jusqu'au moment où l'approche du colonel Butler avec une colonne de secours comprenant presque toute la garnison d'Akacheh, les força une seconde fois de s'enfuir à la fin de la matinée.

Leurs pertes avaient été sans aucun doute considérables; celles de l'armée anglo-égyptienne étaient, par contre, minimes; tant à

Kocheh qu'à Mokrokeh, elle avait eu 2 tués et 6 blessés, dont un capitaine du Cameronian Highlanders.

Après avoir poussé jusqu'à Kocheh, le colonel Butler était revenu camper à Mokrokeh, pour ramener le 14 sa colonne à Akacheh. Dès qu'il fut éloigné, les Soudanais attaquèrent de nouveau Kocheh pendant toute la nuit du 15 et la matinée du 16, tirant de la rive gauche avec leurs canons et dirigeant de la plaine une fusillade nourrie sur le camp. Au jour, le *Lotus* bouleversa leur petite batterie. Mais ce premier succès fut assombri par des pertes regrettables : en exécutant une contre-attaque dans la plaine, le colonel Hunter, qui commandait les *Black Troops* de Mokrokeh, reçut une blessure grave et deux officiers du Cameronian Highlanders furent mis hors de combat, dans le camp même, ainsi que deux soldats de leur bataillon. Les Égyptiens eurent en même temps un homme tué. De leur côté, les Soudanais avaient été plus gravement éprouvés, et ils ne tardèrent pas à se disperser. Un peu avant midi, le feu avait cessé sur toute la ligne.

L'engagement du 16 fut la dernière attaque sérieuse tentée par les mahdistes contre les avant-postes. Ils continuèrent, il est vrai, à tirer de temps à autre sur Kocheh, à la tombée de la nuit et au lever du jour, surtout, profitant de l'obscurité pour se rapprocher du camp et des sonneries pour guider leur feu. Mais, sauf le 20 décembre, où une de leurs pièces d'artillerie, qu'ils mettaient en batterie çà et là, démonta un canon de la redoute et tua les servants, ils ne réussirent à causer aux défenseurs de la place d'autres dommages que la fatigue d'alertes continuelles.

Malgré les nouvelles mises en circulation, sur la force et les projets des mahdistes, l'état-major anglais n'avait pas douté un instant que les avant-postes ne pussent résister à leurs attaques grâce aux retranchements construits sur les différents points menacés. Comme d'autre part, en l'état de l'opinion publique, il était important de ne rien livrer au hasard, les garnisons des points menacés reçurent, dès le mois de novembre, l'ordre de se tenir strictement sur la défensive pendant que les forces dirigées sur la frontière se concentraient à Akacheh. Dès qu'une colonne expéditionnaire assez forte s'y trouverait réunie, elle devait se mettre en marche pour balayer les Soudanais.

On a vu qu'après l'envoi des premiers renforts jugés néces-

saires par le général Grenfell, trois bataillons anglais avaient quitté le Caire pour la haute Égypte et que quatre autres avaient été embarqués pour les relever. Afin d'accélérer le mouvement de concentration, les troupes d'Assouan, Korosko et Ouadi-Halfa se portèrent elles-mêmes en avant et furent remplacées par les bataillons venus du Nord ; un de ceux-ci cependant, le 1^{er} Durham, se rendit directement à Akacheh.

Le trajet du Caire à ce point peut s'effectuer en 10 jours : soit 1 jour de chemin de fer du Caire à Assiout ; 4 jours en bateau du Caire à Assouan ; 4 jours en bateau également d'Assouan (Chellal) à Ouadi-Halfa ; 1 jour en chemin de fer de Ouadi-Halfa à Akacheh. Mais l'insuffisance des moyens de transport dut faire échelonner les départs, et, en outre, les troupes expédiées de la basse Égypte ne purent être mises en route qu'au commencement de l'arrivée des renforts envoyés d'Angleterre, de Malte, de Gibraltar et d'Aden.

La concentration de la colonne expéditionnaire à Akacheh dura donc plus longtemps qu'il n'eût semblé nécessaire au premier abord, et ne fut terminée que le 25 décembre.

Sans compter la garnison laissée dans la place, cette colonne comprenait : 4 bataillons d'infanterie anglaise, 1 bataillon d'infanterie égyptienne (*Fellah*) ; 2 escadrons du 20^e hussards venus d'Assouan, le *Camel Corps* anglais et de l'artillerie.

Le 16 décembre, quelques heures après la fin du combat livré aux défenseurs de Kocheh par les Soudanais, le général Grenfell était arrivé dans ce camp, venant d'Akacheh, où il se trouvait depuis plusieurs jours. Après avoir inspecté la position et étudié la nature des lieux, il repartit aussitôt pour Ouadi-Halfa, où le général Stephenson était attendu le 19. De là les deux généraux se rendirent à Akacheh, et, les derniers préparatifs terminés, la colonne se mit en route le 28 au matin, pour aller camper à Ferket, près de Mokrokeh. Elle vint prendre position entre Mokrokeh et Kocheh le 29 au soir, et l'attaque contre les Soudanais fut décidée pour le lendemain matin.

Avec les garnisons de Mokrokeh et de Kocheh, qui reçurent l'ordre de marcher également, le corps expéditionnaire du général Stephenson comprenait environ 5,000 hommes, divisés en deux brigades : la première (aile gauche), sous les ordres du général Butler, était formée des bataillons des régiments Durham,

West-Kent et Berkshire; la seconde (aile droite), sous les ordres du général Huyshe, comprenait les bataillons anglais des Cameronian Highlanders et Yorkshire et deux bataillons égyptiens, 1^{er} (*Fellah*) et 9^e (*Black Troops*).

L'artillerie (deux batteries, dont une de mitrailleuses *Gardner*), sous les ordres du colonel Hibbert et les troupes montées, c'est-à-dire le 20^e hussards, l'infanterie montée anglaise, le *Camel Corps* anglais et le *Camel Corps* égyptien, sous les ordres du colonel Blake, furent répartis entre les deux brigades.

Depuis les combats du 12 au 16, les mahdistes s'étaient installés, pour la plupart, dans les huttes de Ginnis qu'ils avaient crénelées. Les autres passaient la nuit sur les hauteurs voisines, et, chaque soir, on voyait leurs feux de Kocheh, distant seulement de 3 ou 4 kilomètres. La deuxième brigade fut chargée d'attaquer de front les premiers, pendant que la brigade Butler exécuterait un mouvement tournant dans les collines.

Pour tâcher de surprendre l'ennemi, les troupes se mirent en marche avant l'heure habituelle de la sonnerie du réveil. La première brigade partit la première, et, appuyant un peu à l'Est, s'engagea dans les hauteurs par une vallée presque parallèle à la berge, dont la chaîne côtière se rapproche près de Ginnis; puis la deuxième brigade s'avança rapidement en colonne d'attaque, et grâce à l'obscurité parvint à peu de distance du village sans avoir été signalée. Après une courte canonnade, elle enleva facilement toutes les huttes occupées par l'ennemi qui, à part un petit nombre de derviches, dont la résistance fut désespérée, se débanda bientôt. Pendant ce temps, l'aile gauche, débouchant de la vallée, qu'elle avait suivie en colonne, se déployait sur les croupes latérales. Elle se trouva alors en présence des bandes campées de ce côté, auxquelles vinrent bientôt se joindre les fuyards de Ginnis. L'aile droite, tout en poursuivant sa marche, se déploya à son tour vers sa gauche, en appuyant jusqu'à hauteur de l'autre brigade.

Dans ce mouvement, toutes les troupes d'infanterie se formèrent en ligne avec une simple réserve de 50 hommes par bataillon. Une fusillade assez nourrie s'était engagée pendant son exécution, mais à grande distance, et ce fut seulement lorsque la ligne tout entière s'avança que le combat devint plus sérieux.

La droite du front de bataille, 20^e hussards, se trouvait alors dans la plaine entre Ginnis et le pied des hauteurs. Le centre, aile gauche de la 2^e brigade, aile droite de la première, occupait une crête étroite, dominant les berges mamelonnées d'un ravin très encaissé, sensiblement perpendiculaire au Nil.

L'aile gauche de la première brigade faisait légèrement saillie sur la berge, vers la partie supérieure du ravin. Enfin, l'artillerie et l'infanterie montée avaient pris position un peu en arrière du centre.

Dès le début de cet engagement définitif, l'ennemi s'était divisé en deux groupes : l'un, de beaucoup le plus nombreux, occupait une crête éloignée, de l'autre côté du ravin central, et de là exécutait un feu violent mais sans efficacité. L'autre comprenait environ 800 derviches, qui, descendant jusqu'au ravin, s'y étaient massés par paquets de 50 ou 60 hommes. Les talus inférieurs de la berge, taillés à pic, leur offraient des abris où ils pouvaient se rallier aisément. De là, ils s'élançaient à l'assaut de la crête, malgré la raideur des pentes.

Quelques-uns parvinrent ainsi jusqu'à moins de 50 mètres de la ligne anglaise et le Berkshire Regiment, qui eut à supporter presque seul leur première attaque, perdit bientôt plusieurs hommes. Mais les Soudanais, se rendant compte de l'inutilité de leurs efforts pour enfoncer ses rangs, se jetèrent au bout de peu de minutes sur le 1^{er} bataillon égyptien. Après une nouvelle lutte du même genre, ils durent se replier encore, et, remontant le ravin, vinrent se heurter au *Camel Corps* égyptien, sur lequel ils se précipitèrent d'un élan désespéré.

Pendant quelques instants, le combat s'engagea presque corps à corps ; mais le feu des bataillons voisins ne tarda pas à forcer les assaillants de s'enfuir, définitivement cette fois.

Toute la ligne anglaise franchit alors le ravin. Elle n'eut plus à essuyer que quelques coups de feu isolés des derniers fuyards, et à 9 heures du matin, le combat était terminé.

Pendant cette lutte de quelques heures, les troupes anglaises avaient eu 1 officier tué, 1 officier et 20 hommes blessés ; les troupes égyptiennes, 6 hommes tués, 2 officiers et 10 hommes blessés. De leur côté les ennemis laissèrent une centaine de cadavres sur le champ de bataille. Mais pendant l'occupation de Ginnis et des villages avoisinants, leurs pertes furent beaucoup

plus sérieuses ; on peut évaluer à 400 ou 500 hommes le nombre des indigènes qui y périrent, soit après le combat.

Après un repos de près d'une heure, sur place, les troupes anglo-égyptiennes, précédées par la cavalerie commencèrent la poursuite. Elles nettoyaient successivement tous les groupes de huttes dispersées dans les palmiers, au sud de Ginnis où quelques fanatiques, qui s'y étaient réfugiés, tentèrent çà et là une résistance inutile.

Le lendemain, une forte reconnaissance formée des troupes montées de la colonne et appuyée par le *Lotus* partit pour Abri. Elle acheva de balayer le pays et revint au bout de quelques jours à Kocheh, sans avoir été inquiétée.

Les rapports fournis par différents émissaires ne tardèrent d'ailleurs pas à constater qu'il ne restait plus de Soudanais au nord de la troisième cataracte.

Le succès de l'opération était, somme toute, complet ; il l'eût été probablement plus encore, si la rive gauche, par laquelle s'enfuirent des bandes nombreuses, avait été occupée dès le début et si la poursuite avait été plus rapide. Mais, pendant l'engagement, on avait aperçu à quelque distance, un rassemblement important de cavaliers et de fantassins, qui disparurent, d'ailleurs, sans prendre part à la lutte.

Leur présence fit, sans doute, craindre un retour offensif contre lequel il parut prudent de se mettre en garde.

Quoi qu'il en soit, le peu de consistance des Soudanais, leur rapide dispersion contrastaient avec les craintes qu'on avait conçues, craintes assez vives, puisque le 4 décembre le nombre des ennemis massés devant les avant-postes était officiellement évalué à 14,000 hommes par les autorités du Caire.

Il est probable, à en juger par les combats livrés jusqu'alors aux colonnes anglaises par les madhistes, que si un pareil nombre de derviches s'était effectivement avancé vers la frontière, la lutte eût été plus vive. Mais il semble qu'en réalité la majeure partie des bandes mises en déroute le 30 décembre était composée d'habitants de la région. Sur tout leur passage, les Soudanais avaient contraint les riverains à les suivre, exigeant que chaque noria fournit deux hommes armés. De même qu'ils vivaient sur le pays, ils formèrent aussi sur place le gros de leurs troupes.

De pareilles forces ne pouvaient guère offrir de cohésion. Aussi

ne serait-il point impossible qu'elles eussent atteint un effectif supérieur à celui qui prit part de loin ou de près à l'affaire de Ginnis, et qui ne paraît pas devoir être évalué à plus de 5,000 hommes dont, au moins, 4,000 riverains de Dongola, Dar-Mahass et Dar-Sukkot. En effet, dès la première attaque tentée contre Ginnis, au commencement du mois de décembre, les défenseurs de la place purent, à différentes reprises, constater que des bandes de centaines d'hommes désertaient, par la rive gauche.

Si les évaluations primitives paraissent cependant exagérées en ce qui concerne l'effectif des rebelles, leur armement était, au contraire, à peu près ce qu'indiquaient les premiers rapports; ils n'avaient vraisemblablement que deux canons qui furent pris le 30 décembre, mais disposaient d'un grand nombre de fusils à tir rapide et de munitions abondantes. Ce n'étaient donc point des ennemis à mépriser.

La courte campagne que termina le succès de Ginnis montre néanmoins que les alarmes conçues par la population égyptienne ne répondaient pas à la réalité des faits : loin du Soudan, les derviches durent grossir leurs rangs des contingents peu belliqueux des tribus nubiennes. Malgré l'audace de leurs tentatives et l'énergie de leurs attaques, ils ne réussirent jamais à compromettre un seul des camps contre lesquels ils vinrent se heurter.

IV.

Dès la fin de l'hiver des maladies graves commencèrent à sévir sur les troupes anglaises qui, après la campagne de Ginnis, avaient repris leurs emplacements aux avant-postes. On entreprit alors quelques travaux pour les baraquar en complétant le système de défense des différentes places; mais peu après, l'avènement d'un nouveau ministère vint trancher la question de l'évacuation de la haute Égypte, en suspens depuis l'abandon du Soudan.

Le cabinet de Saint-James adopta le plan qu'avait primitivement proposé lors Wolseley, comme répondant aux nécessités d'une politique exclusivement défensive sur cette frontière. Il décida à la fin de mars 1886 que Kochelh et Akacheh cesseraient d'être occupés, ainsi que les postes intermédiaires jusqu'à Ouadi-Halla. Les troupes anglaises reculèrent en conséquence jusqu'à

Assouan et la défense de Korosko, ainsi que celle de Ouadi-Halfa, fût confiée aux troupes égyptiennes.

Une grande partie du matériel accumulé au delà de ce dernier poste dut être abandonnée ou détruite, ainsi que les ouvrages déjà construits. La flottille de baleinières de Kocheh fut brûlée et la canonnière coulée, après un essai infructueux pour lui faire franchir les rapides.

Le mouvement rétrograde, commencé en avril, put ainsi être terminé vers la fin de mai.

Quelques groupes d'indigènes hostiles se formèrent alors dans les parages de Kocheh et d'Akacheh.

Ils appartenaient sans doute à la population riveraine. En tout cas, l'envoi de petites reconnaissances par la voie ferrée suffit pour les disperser, et, depuis, la tranquillité du pays ne paraît pas avoir été troublée, malgré les prévisions pessimistes accréditées par la presse égyptienne.

Des travaux d'une certaine importance ont d'ailleurs été exécutés pour mettre les deux places de Ouadi-Halfa et Korosko à l'abri d'un coup main, et transformer celle d'Assouan en un grand camp retranché. Entrepris avant la fin de l'année 1885, ils étaient terminés, sauf sur le dernier point, au moment de l'évacuation des postes extrêmes.

Ouadi-Halfa est à proprement parler le nom d'une large bande de terrain découvert et cultivable, qui s'étend le long de la berge du fleuve au nord de la seconde cataracte, sur une longueur de 10 à 12 kilomètres.

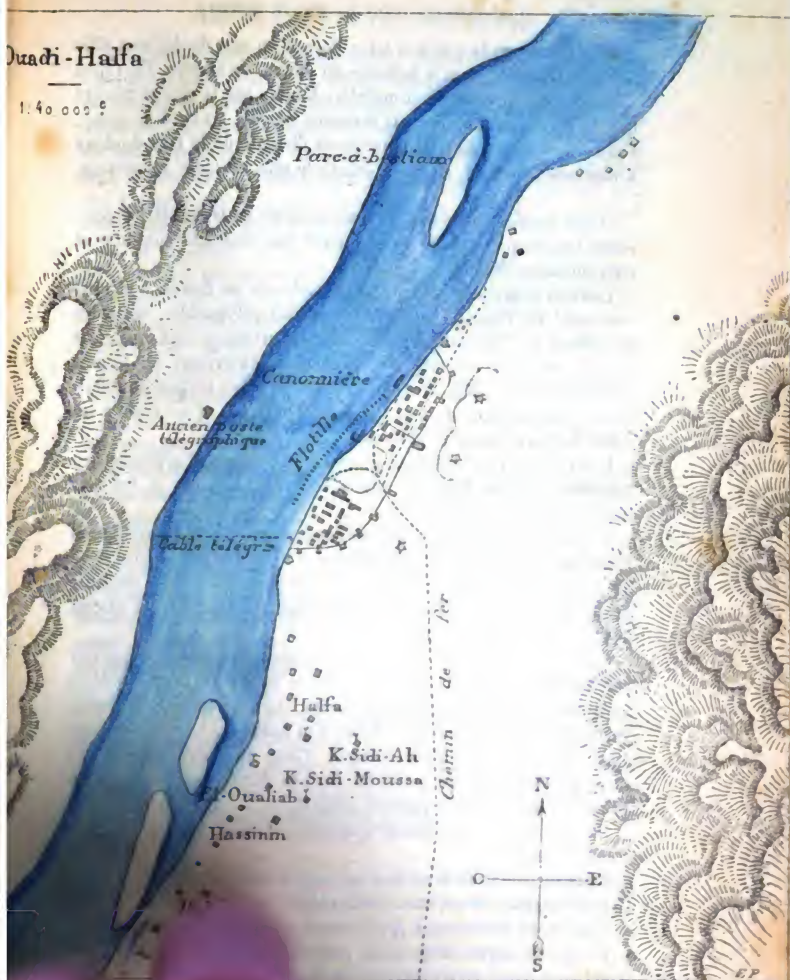
Les plantations de palmiers commencent presque à hauteur des rapides et sont parsemées de huttes en petit nombre, qui portent la désignation générique de Halfa. Lorsque la construction du chemin de fer fut décidée, on choisit pour emplacement de la gare les terrains inoccupés situés à leur extrémité nord.

Outre les bâtiments, ateliers et magasins nécessaires pour l'exploitation de la voie ferrée, quelques constructions en maçonnerie s'élevèrent bientôt, à 600 mètres de la gare même : une mosquée, une maison de commandement, etc.

Au début de l'occupation du pays par l'armée anglaise, ces deux petits centres et l'intervalle compris entre eux constituaient le camp même de la garnison qui, plus tard, fut

Quadi-Halfa

1:40 000



au Sud. Telle est la position mise, depuis, en état de défense. Elle s'appuie naturellement à la berge du fleuve, en arrière. En avant s'étend une plaine très peu ondulée, limitée par la chaîne côtière qui est fortement oblique à la direction du Nil : au nord du camp, l'assise inférieure de ces hauteurs est distante de la rive de deux kilomètres ; au Sud, elle s'en écarte de plus de trois kilomètres.

D'une manière générale, la place actuelle de Ouadi-Halfa constitue un camp retranché, comprenant une enceinte continue et cinq ouvrages détachés.

Ceux-ci consistent en deux redans adossés au fleuve, à chaque extrémité de l'enceinte, et trois redoutes polygonales, distantes de celle-ci de 300 à 400 mètres. Ces cinq ouvrages sont construits d'après un type commun ; leur enceinte extérieure est formée d'un mur crénelé, bâti avec des briques de terre séchées au soleil, mais soigneusement dressé. Un fossé l'entoure et sa crête a un relief de quatre mètres au-dessus du sol naturel.

Les redans et les redoutes peuvent être armés d'artillerie, en barbette, sur des terrasses ménagées aux saillants, et recevoir une garnison de 50 hommes.

La distance qui sépare les deux redans est de 1800 mètres, et l'enceinte du camp proprement dit s'appuie sur la berge à 50 mètres de leur fossé. L'écartement moyen de cette enceinte jusqu'à la berge est de 350 mètres. Son périmètre total atteint donc environ 2,200 mètres.

On s'est borné, pour l'établir dans sa partie méridionale, à relier par un mur en terre quelques maisons avoisinant la mosquée et les bureaux de l'administration locale, maisons en pisé et recouvertes de troncs de palmiers. Elles font saillie sur le mur, formant ainsi des petits bastions d'angle. Cette première section du camp s'étend jusqu'au point où la voie ferrée en sort. C'est là qu'avait été installé le quartier général.

Des baraques s'y étaient également élevées le long de trois amorces de rues.

Elles servaient de magasins aux marchands venus à la suite de l'armée anglaise et ont été abandonnées après sa retraite.

Une partie des troupes égyptiennes y a été casernée depuis.

L'espace compris entre cette section et l'ancienne gare a été laissé vide, pour servir de parc du commissariat.

Plusieurs tronçons de voie ferrée, posés pour faciliter le déchargement des denrées de toute nature, sont utilisés maintenant comme garages du matériel roulant. L'enceinte extérieure longe de ce côté la voie principale du chemin de fer, sur une étendue de 400 mètres. Elle est formée par un mur en briques de terre de 3 mètres de relief et flanquée à son extrémité sud par une maison contiguë à la voie, au point où elle sort du camp; à son extrémité nord, par un ancien atelier de réparations. Ce bâtiment, très vaste et construit en maçonnerie, fait une saillie extérieure de 50 mètres. A son point de jonction avec l'enceinte, on a ménagé une plate-forme pour une pièce d'artillerie en barbette.

C'est là que commençait l'ancienne gare, comprenant plusieurs constructions en pierres, dont une à étage et galerie.

Celle-ci, avec quelques baraques annexes, sert d'ambulance, les autres de casernement.

Au delà, d'autres baraquements en terre et troncs de palmiers ont été construits depuis le commencement de l'année.

Ils étaient destinés à la cavalerie anglaise et à un bataillon d'infanterie de l'ancienne garnison, mais sont en partie inoccupés, les troupes égyptiennes étant d'un effectif moindre.

De ce côté également, l'enceinte est formée d'un mur sur lequel débordent quelques constructions.

On voit que, dans son ensemble, le camp retranché de Ouadi-Halfa présente le caractère d'un ouvrage essentiellement provisoire. Néanmoins, à en juger par ce qui s'est passé à Kocheh, il est permis de croire que, défendu par des troupes anglaises, il eût pu défier toutes les attaques des Soudanais.

Les troupes de la nouvelle armée égyptienne n'ayant pas eu encore à lutter contre ceux-ci sans être encadrées, il n'est pas possible de rien préjuger en ce qui concerne la garnison actuelle. L'effectif de celle-ci est toutefois très sensiblement inférieur à celui qu'exigerait l'étendue de la position.

Korosko, situé au terminus de la route directe des caravanes d'Abou-Ahmed et au sommet d'une boucle du Nil, doit à cette situation une importance particulière. La route d'Abou-Ahmed, débouche sur le fleuve par un défilé assez étroit, ouvert entre deux massifs montagneux, dont le principal est celui de l'Est, le *Massif de Korosko*. Entre les contreforts du double massif et

la rive s'étend une plaine semi-circulaire, de deux kilomètres de longueur sur moins d'un kilomètre de largeur. Le camp occupe son centre vis-à-vis de l'entrée du défilé. On s'est borné à l'entourer d'un fossé avec parapet en terre, affectant la forme d'une redoute bastionnée sur son front, et dont les flancs s'appuient au Nil. A l'intérieur ont été construits des baraquements en pisé. Enfin, les saillants de la grande face sont armés chacun d'une pièce de campagne, placée en barbette. La longueur de l'ouvrage est de 500 à 600 mètres, et sa largeur de 300 mètres.

La position est, en outre, défendue par trois blockhaus en maçonnerie, dont un, situé sur un piton isolé du djebel Abou-Gournah, sert en même temps de poste-vigie. Les deux autres commandent le débouché de la route d'Abou-Ahmed.

La place de Korosko offre une force défensive moindre que celle de Ouadi-Halfa; malgré les ouvrages détachés qui l'entourent, le camp se trouve, en effet, commandé, à portée de fusil à tir rapide, par plusieurs contreforts de la montagne; mais, en dehors du défilé même, qui est battu à grande distance par les blockhaus, l'accès des hauteurs est difficile.

Korosko, d'ailleurs, ainsi que Ouadi-Halfa, ne constitue plus qu'un poste avancé et c'est à Assouan qu'est centralisée la défense de la frontière.

Cette ville, dont l'importance a toujours été considérable, comme le témoignent les ruines disséminées dans les environs, est située au débouché même de la première cataracte. Elle s'étend le long de la berge droite du fleuve, occupant à son extrémité sud un mamelon assez élevé, et débordant vers le Nord des deux côtés d'une seconde éminence rocheuse.

Sur la rive opposée se dresse une chaîne effilée de hautes collines ensablées, au saillant de laquelle est bâtie la koubba de Si Ali el Halonan.

Cette chaîne se prolonge le long du Nil, qu'elle domine de pentes très raides, jusqu'à l'entrée de la cataracte, à l'extrémité de la grande île de Chellal.

Immédiatement au-dessus d'Assouan, et du même côté, s'élèvent une succession de plateaux étagés, séparés par des ravine-ments assez profonds, dont l'ensemble forme le djebel Tagoug. Des collines un peu moins hautes et groupées irrégulièrement font suite à ce massif, au delà du petit village de Mahattat-Ta-

goug, jusqu'à un coude formé par la berge, vis-à-vis de l'île de Chellal.

La cataracte s'étend de ce point à Assouan, entre les deux chaînes, qui encaissent profondément le fleuve. Celui-ci est encombré, dans cette région, d'îles telles que celles d'Éléphanta, en face de la ville, de Sabila, de Gezirat-Chellal, de Philœ, et de récifs, formant de nombreux rapides que la crue estivale seule permet de remonter. L'un d'eux a, pendant les basses eaux, une hauteur de chute de 1 mètre.

Le Nil paraît avoir eu deux bras distincts, à l'ouest du thalweg qu'il occupe actuellement. Le premier, fermé en partie du côté de Chellal par une haute colline, longe le versant est du djebel Tagoug. Une chaîne de hauteurs confuses, qui se termine au-dessus d'Assouan par une croupe arrondie fort élevée, le sépare du second. Celui-ci débouche par un étroit passage sur Chellal ; il est suivi par un tronçon de chemin de fer construit pour tourner la cataracte. De hauts plateaux le dominent vers l'intérieur et décrivent au Nord un arc de cercle qui s'appuie au fleuve à deux kilomètres d'Assouan.

Ils forment la ceinture d'une plaine de trois kilomètres de diamètre. Les plantations de palmiers de la ville occupent la bordure de cette plaine le long du Nil. Un défilé resserré s'ouvre au centre de la courbe des hauteurs et les traverse dans la direction de l'Est.

Il est facile de se rendre compte de l'importance stratégique que donne à Assouan une telle situation, en se rappelant que les solitudes du désert occidental sont à peu près infranchissables, et que le pays situé de l'autre côté de la vallée n'est pas non plus d'un accès facile. Trois passages assurent en ce point les communications entre l'Égypte et la Nubie : le fleuve même, obstrué par des rapides, et deux voies parallèles. Tous trois aboutissent à cette position qui, en outre, barre l'entrée du chemin de l'Ethiopye au Nil, par le défilé de l'Est, chemin que les Ababdeh et les Bischarin doivent suivre pour atteindre de ce côté la grande artère fluviale de l'Égypte.

L'étendue de la ville ne permettant pas d'y construire un camp retranché, à enceinte continue, on s'est borné à couronner les

crêtes voisines d'une série d'ouvrages détachés, commandant, outre leur emplacement même, le Nil, les vallées latérales et la route de l'intérieur.

De l'autre côté de la cataracte, la berge qui fait face à l'île de Chellal a également été occupée au terminus du chemin de fer, mais cette position est restée place ouverte.

Les contreforts de la chaîne côtière, très rapprochés du fleuve, ne permettaient pas, en effet, de la défendre; on a toutefois établi un blockhaus en maçonnerie, sur une croupe qui domine immédiatement l'entrée de la cataracte, et le débouché de la voie ferrée. Au pied de cet ouvrage s'étendent le long de la rive, dans les palmiers, quelques baraquements en pisé et le parc du commissariat.

Les fortifications d'Assouan comprennent :

Un réduit sur le djebel Tagoug,

Un fort et des blockhaus au Sud,

Un fort et un blockhaus à l'Est.

Elles sont localisées sur la rive droite. La chaîne qui se dresse de l'autre côté du fleuve, bien que dominant la ville à portée de fusil, n'a pas été occupée.

Le réduit du djebel Tagoug comprend sept blockhaus et une double redoute, p'acés circulairement sur les plateaux supérieurs, et entourant une succession de baraquements pour les troupes et l'hôpital.

Six blockhaus sont groupés sur le front sud; la double redoute et le septième blockhaus sur le front nord.

Tous les blockhaus, construits en maçonnerie de pierre et de mortier de terre, sont d'un type analogue malgré quelques dissemblances extérieures. Ils sont carrés, à étage et à terrasse, avec pilier central supportant les plafonds et toitures. Leurs faces ont de 8 à 10 mètres de longueur. Le rez-de-chaussée sert de magasin. L'étage où se trouve la porte d'accès est crénelé et a, en outre, une ou deux embrasures d'artillerie, dans la direction du fleuve ou de la vallée de l'Est. Enfin la terrasse, indépendamment des créneaux d'infanterie, a aussi des embrasures d'angle. Chacun d'eux peut recevoir une garnison de trente hommes au maximum et deux pièces légères.

Quant à la redoute, il existait sur son emplacement une



koubba entourée de quelques huttes et une tour avec dépendances, servant de poste télégraphique à signaux, avant l'installation du télégraphe électrique du Soudan. Ces différentes constructions ont été simplement reliées entre elles par un mur crénelé, avec embrasures d'angle, formant deux enceintes distinctes, séparées par un passage central.

Les baraquements sont également répartis en deux groupes : ceux du front sud n'étaient primitivement que de simples gourbis en torchis ou en planches, remplacés maintenant par des baraques en briques de terre, reconvertes en branches de palmiers, avec une couche de mortier. Elles sont largement percées, mais n'ont que des portes et volets en planches minces.

C'est là que sont casernées les troupes d'infanterie qui occupent le réduit.

Le second groupe, situé à la partie centrale du djebel Tagoug, comprend l'hôpital et ses dépendances. A part une construction principale en maçonnerie et à galerie, les baraquements élevés de ce côté ne diffèrent point des précédents.

Le fort et les blockhaus du Sud commandent la voie du chemin de fer et les anciens lits du Nil. Le fort, construit sur un éperon avancé de la chaîne qui sépare ces deux vallées, les enfile complètement. Il bat, en outre, toute la plaine d'Assouan et le débouché de la route de l'intérieur. Bâti en briques et en moellons de granit, réunis avec du mortier de terre, il affecte sensiblement la forme d'un parallélogramme de 30 mètres de long sur 18 de large ; ses faces est et nord sont bastionnées. Il se termine au Sud par un saillant prononcé. Enfin, sur la face ouest se trouve une petite caponnière couvrant l'entrée. Les murs construits sur le sol même, sans fossés, ont un relief de 4 mètres et sont crénelés à leur partie supérieure avec embrasures d'angles et de faces, séparées par des merlons de 50 centimètres de hauteur. Un terre-plein longe l'enceinte à l'intérieur, recouvrant quelques casemates avec voûtes en pisé, qui constituent les logements de la garnison, dont l'effectif peut s'élever à 150 hommes. Des magasins et poudrières sont creusés au centre dans le sol naturel.

Les blockhaus qui accompagnent cet ouvrage sont au nombre de deux et situés, l'un au pied du fort, l'autre au débouché de la vallée que domine le djebel Tagoug. Le premier est un

ancien ouvrage construit précipitamment au début de l'occupation, ainsi que le témoignent ses créneaux, dont la grande ouverture est tournée vers l'extérieur. De nouveaux créneaux horizontaux ont, depuis, été percés au-dessus de ceux-ci qui sont destinés à disparaître.

Le second est du même type que ceux de djebel Tagoug, mais sans embrasures d'artillerie.

Le fort Est, situé à côté de la ville, commande en seconde ligne les débouchés de la vallée du chemin de fer et de la route de l'intérieur. Il est distant de 100 à 150 mètres seulement des maisons de deux quartiers extérieurs qui s'avancent jusqu'à sa hauteur, au Sud et au Nord, et est construit sur un mamelon rocheux dominant la plaine. Antérieurement à l'occupation, il existait sur ce mamelon une sorte de maison de commandement avec deux tours rondes. Celles-ci ont été conservées et surélevées de manière à atteindre 10 mètres de hauteur. Elles forment les saillants de la face méridionale et la flanquent ainsi que les deux flancs légèrement brisés qui la relient à la face nord, au centre de laquelle se trouve une caponnière d'accès. L'enceinte consiste en un mur sans fossé bâti avec des fragments de rochers reliés par du mortier de terre. Son relief varie de 4 à 6 mètres. Elle est crénelée à la partie supérieure, où ont été ménagées également des embrasures d'angle et de face, au nombre de cinq; comme au fort Sud, des magasins ont été creusés dans le rocher. Le rôle de ce petit ouvrage, qui, de forme sensiblement carrée, bien que ses murs, suivant la crête du mamelon, soient légèrement brisés, a une largeur moyenne de 50 mètres et pourrait renfermer une garnison de 200 hommes, est surtout de protéger la ville contre une surprise. Les nomades du pays, Bicharin et Ababdeh, sont en effet, souvent campés en grand nombre dans la partie de la plaine qu'il commande directement. Au point de vue de la défense générale, son utilité est secondaire, les hauteurs de djebel Tagoug et du fort Sud le dominant de beaucoup.

A l'extrémité nord des jardins d'Assouan, se trouve l'embarcadère fluvial de la voie ferrée de Chellal, qui a été prolongée jusque-là, et dont la gare principale est au sud de la ville. Le blockhaus Est, situé sur un petit dos d'âne, dans la plaine, couvre ce point du côté de l'intérieur. Il est du même type que ceux du djebel Tagoug.

Indépendamment de ces ouvrages extérieurs, il reste, pour compléter cette description sommaire des établissements militaires d'Assouan, à mentionner de nombreux baraquements élevés le long du fleuve, dans les palmiers, au nord de la ville.

Quelques-uns sont en planches, avec plancher surélevé, galerie extérieure et double toiture; mais le plus grand nombre n'ont que des murs de terre avec une couverture simple ou double en branches de palmiers, supportant une couche de mortier.

Envisagée dans son ensemble, la place forte ainsi créée à la limite de l'Égypte possède une valeur défensive considérable, étant donnés les ennemis qu'elle peut être appelée à arrêter. Toutefois il y a lieu de remarquer que le manque absolu d'eau dans le voisinage des points occupés, et la nécessité d'aller en chercher au fleuve constitueraient pour leurs garnisons, en cas d'investissement, un désavantage marqué.

En outre, bien que pendant la première période de l'occupation, l'état sanitaire du pays n'ait pas été particulièrement mauvais, il laisse maintenant beaucoup à désirer : depuis quelques mois, la garnison anglaise, dont une partie est casernée au djebel Tagoug, et l'autre dans les palmiers, est littéralement décimée par la fièvre typhoïde, la dysenterie, les insulations. En mai, le nombre des décès avait été de 42. A la fin de juin, il restait 750 convalescents à évacuer. Au milieu du mois, pendant les quatre journées du 13 au 16, le chiffre des insulations s'est élevé à 28, dont 5 mortelles. Les dernières semaines, loin d'apporter une amélioration, paraissent pires encore : du 8 au 16 juillet, le nombre des malades en traitement a atteint 257 avec 27 décès.

Cette situation lamentable serait due, d'après sir T. Crawford, directeur général du « Medical Department », à l'insuffisance des installations faites pour la troupe et à la trop grande jeunesse du contingent, en même temps qu'aux conditions climatiques. Des ordres ont été donnés pour faire le nécessaire en ce qui concerne le premier point; quant au second, sur 3,000 hommes présents au commencement de juin, 1160 avaient moins de 23 ans, 600 moins de 21, et 260 moins de 20 ans.

Il n'est donc point possible, à moins de faire une sélection dans tout le contingent actuellement sous les drapeaux, de réaliser le desideratum qui s'imposerait à cet égard.

Aussi semble-t-il qu'une mesure plus radicale que quelques améliorations partielles soit devenue urgente. A la fin de juin, la garnison anglaise se trouvait déjà considérablement réduite ; elle ne comprenait plus que :

1 escadron du 20^e hussards,

2 batteries d'artillerie,

1 compagnie du Royal-Engineers Corps,

2 bataillons d'infanterie des régiments Yorkshire et Durham.

En présence de l'aggravation continue des endémies régnantes, l'évacuation totale de la place par le corps d'occupation anglais a été mise en question, et quelques journaux l'ont annoncée, prématurément d'ailleurs, comme définitivement résolue.

L'étude qui précède permet de se rendre compte que, abstraction faite de cette dernière éventualité, la défense de la haute Égypte, telle que l'a conçue lord Wolseley, a été réalisée de manière à garantir une sécurité presque complète au pays dans le cas d'une nouvelle attaque des Soudanais. Les résultats de leur première agression paraissent en être une preuve convaincante.

Mais la situation serait peut-être modifiée si les troupes égyptiennes restaient seules chargées de la protection de la frontière dans la vallée du Nil.

Elles n'ont pas eu occasion de donner la mesure de leur valeur réelle, depuis la réorganisation entreprise pendant les dernières années. Il n'est donc pas possible de formuler, en ce qui les concerne, une appréciation basée sur des faits.

Ces troupes appartiennent d'ailleurs à deux catégories distinctes : le contingent normal qui forme les bataillons « Fellah » et les « Black Troops » qui se recrutent par engagement volontaire parmi les nègres émigrés dans le pays ou les anciens esclaves.

Celles-ci constituent actuellement deux bataillons, dont l'un s'est vaillamment conduit à Mokrokeh. Elles sont, en général, considérées comme très brillantes au feu, et le corps d'occupation anglais les tient en assez haute estime pour que le Cameronian Highlanders ait solennellement offert un drapeau au 9^e bataillon,

en mémoire de la courte campagne de décembre 1883, pendant laquelle ils ont combattu côte à côte.

Les troupes « Fellah », au contraire, ont jusqu'ici servi surtout, à fournir la main-d'œuvre nécessaire pour les travaux de tout genre exécutés dans les différents camps. Elles sont généralement peu appréciées; mais les officiers anglais appelés à les commander se montrent volontiers optimistes à leur égard. En tout cas, l'expérience du passé ne permet, en ce qui les concerne, que des hypothèses à peu près gratuites.

On ne peut donc dire que le retrait de la garnison anglaise d'Assouan serait sans influence sur la suite des événements, pas plus qu'il n'est possible de prévoir qu'elle doive compromettre la sécurité de la frontière.

Le gouvernement khédival paraît d'ailleurs complètement rassuré à ce point de vue. Il n'a pas hésité, en effet, à revendiquer la responsabilité de la situation, au cas où l'armée égyptienne resterait seule chargée de défendre la vallée du Nil, contre un nouveau mouvement des mabdistes.

Rien, au reste, n'est venu confirmer les rumeurs mises en circulation depuis quelques mois. C'est sur les conclusions rassurantes d'un rapport du lieutenant Stuart Wortley, chargé spécialement par le cabinet de Saint-James d'étudier la situation politique du pays, que l'évacuation des avant-postes a été décidée. Depuis, des ouvertures faites directement au gouvernement du Caire et à l'envoyé extraordinaire de la Sublime Porte, Mukhtar-Pacha, par quelques tribus riveraines de Dongola, ont motivé la nomination d'un commissaire chargé d'examiner sur place, à Ouadi-Halfa, ces différentes propositions. Cette mission a été confiée à Choudy-Pacha; mais elle ne semble pas, quant à présent, avoir donné de résultats marqués. Elle n'en constitue pas moins un fait intéressant à signaler, car il fournit une indication sérieuse sur le véritable état des esprits. Il montre que les Nubiens, Kabbabish, Robatat, Shaikieh, etc., qui vivaient du commerce de transit entre le Soudan et l'Égypte, sentent aujourd'hui assez vivement la nécessité de la reprise des affaires pour se désintéresser de la question religieuse.

Comme, d'autre part, l'Égypte semble impuissante à replacer le Soudan sous ses lois, de même que le Soudan l'est, de son

côté, à propager vers le Nord le mouvement qui l'a émancipé, peut-être la Nubie est-elle destinée à devenir, sans nouvelles secousses, une zone neutre au point de vue politique, entre les deux régions auxquelles elle confine, et qu'elle sépare déjà par sa configuration physique.

Toutefois ce n'est pas sans de graves réserves qu'il est possible de formuler une telle hypothèse, en présence surtout des symptômes d'agitation plus ou moins profonde qui se sont manifestés pendant ces dernières années dans une partie du monde islamique.

En résumé, un seul fait ressort nettement de l'histoire de l'occupation de la haute Égypte par les Anglais : les efforts tentés par les Soudanais, à la fin de 1885, sont restés inefficaces, quelque menaçante qu'ait paru leur agression ; une seule conclusion découle de l'examen des dispositions prises sur la ligne de défense d'Assouan à Ouadi-Halfa : la nouvelle frontière, dans la vallée du Nil, est couverte dès maintenant par des positions plus solidement organisées que ne l'étaient celles contre lesquelles sont déjà venus se heurter les contingents madhistes.

(86)

L'INFANTERIE

DE LA

LANDWEHR HONGROISE

En étudiant le budget hongrois pour 1886 (1), nous avons annoncé, dès le commencement de cette année, d'importantes modifications dans l'organisation de l'infanterie hongroise. Nous avons signalé la constitution prochaine, en temps de paix, de l'unité régimentaire substituée à l'institution primitive des bataillons indépendants. Les nouvelles *demi-brigades*, telle est la dénomination conservée pour les régiments hongrois, ont été formées à la date du 1^{er} juillet dernier. Les principes généraux déterminant les attributions respectives des commandants de régiment et de bataillon, le fonctionnement normal du service, la fixation des effectifs, etc., sont réunis dans une instruction d'ensemble approuvée le 22 mai, et entrée en vigueur au 1^{er} juillet.

Les indications précédemment données d'après le budget (2) sur les effectifs de paix restent généralement exactes; nous avons cependant reproduit les chiffres de l'instruction qui présentent un caractère plus général et ne s'appliquent pas à une année déterminée. Les modifications apportées aux effectifs de guerre sont insignifiantes, nous les indiquerons sommairement en renvoyant pour le détail aux renseignements déjà fournis.

Les parties principales du nouveau règlement, relatives aux attributions du personnel, à l'instruction, aux règles générales tracées pour la mobilisation sont nouvelles; elles montreront les progrès réalisés dans l'infanterie de la landwehr hongroise, au point de vue de l'homogénéité, de l'unité d'instruction et de la préparation à la guerre.

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 640.

(2) *Verordnungsblatt*, n° 22, 5 juillet 1886.

En temps de paix et en temps de guerre, l'infanterie hongved comprend 28 demi-brigades composées chacune d'un état-major, de 3 ou 4 bataillons de guerre et d'un bataillon de dépôt, constitué seulement au moment de la mobilisation.

En temps ordinaire, chaque bataillon est représenté par un état-major et une compagnie *en cadres*; à la mobilisation, il constitue un état-major et 4 compagnies. Les deux bataillons portant jusqu'ici les n^{os} 94 et 107, qui font partie des 1^{re} et 6^e demi-brigades, ne sont constitués qu'en temps de guerre (1). Les bataillons de dépôt comptent un état-major et 3 ou 4 compagnies, suivant que la demi-brigade est à 3 ou 4 bataillons.

Le cercle de recrutement de landwehr de Fiume met sur pied une compagnie de guerre, représentée en temps ordinaire par un cadre; elle n'a pas de dépôt.

La landwehr hongroise fournit en outre des *troupes d'état-major* pour les quartiers généraux et les services de l'arrière. L'excédent en personnel, après la formation des diverses unités précédemment citées, est employé à constituer des troupes de réserve. Des dispositions spéciales règlent l'organisation de ces éléments de 2^e ligne.

Les régiments sont désignés par leurs numéros; les bataillons portent le numéro d'ordre de 1 à 3 (ou à 4) qui leur est affecté dans le régiment et le font précéder d'une dénomination tirée soit du nom de leur garnison, soit de celui du cercle ou comitat sur le territoire duquel ils se recrutent; les compagnies *en cadres* du temps de paix sont désignées comme leurs bataillons.

Dans chaque demi-brigade, les compagnies appelées à l'activité sont numérotées de 1 à 12 (ou à 16), en suivant l'ordre des bataillons; les compagnies de dépôt portent le numéro de leur bataillon d'origine; les compagnies d'état-major sont désignées par l'indication du quartier général ou du service auquel elles sont attachées. Les troupes de réserve reçoivent une série spéciale de numéros à partir de 1.

Le tableau suivant donne la nouvelle composition et les garnisons de l'infanterie hongved :

(1) Ces deux bataillons étaient jusqu'à présent considérés comme bataillons de réserve, bien qu'ils fussent déjà désignés pour marcher en première ligne.

NUMÉROS ET GARNISONS.		NUMÉROS des régiments et garnison de l'état-major.	BATAILLONS.			OBSER- VATIONS.
DU DISTRICT.	DE LA BRIGADE.		DÉSIGNATION.	NUMÉROS.	ANCIEN NUMÉRO.	
			Bataillon		GARNISON.	
1. Budapest. (40 ^e division.)	79. Budapest.	1. Budapest.	de Budapest.....	1	Budapest.....	1
			Id.....	2	Id.....	63
			Petits Kounans Solt.....	3	Félegyhaza.....	2
				4		96
	80. Debreczin.	2. Békés-Gyula.	de Békés-Cson- grad.....	1	Békés Gyula.....	8
			de Békés Szolnok. de Jászberény....	2	Id.....	7
				3	Jászberény.....	80
		8. Debreczin.	de Debreczin.....	1	Debreczin.....	46
			Id.....	2	Id.....	42
			Grands Kounans. de Szilagy.....	3	Karcag.....	47
				4	Zilah.....	35
		4. Borosjenő.	de Borosjenő....	1	Borosjenő.....	12
			Id.....	2	Id.....	9
			de Grosswardein..	3	Grosswardein....	10
2. Szegedin. (23 ^e division.)	45. Szegedin.	5. Szegedin.	de Szegedin.....	1	Szegedin.....	3
			Id.....	2	Id.....	13
			de Beeskerek.....	3	Gr.-Beeskerek....	14
		6. Szabadka.	de Szabadka.....	1	Szabadka.....	4
			de Zombor.....	2	Zombor.....	5
			de Neusatz.....	3	Neusatz.....	6
				4		107
	46. Lugos.	7. Versec.	de Versec.....	1	Versec.....	16
			d'Oravica.....	2	Oravica.....	17
			de Pancsova.....	3	Pancsova.....	85
		8. Lugos.	de Lugos.....	1	Lugos.....	18
			de Csakova.....	2	Csakova.....	15
			d'Arad.....	3	Arad.....	11
			de Czórénny.....	4	Orsova.....	86
3. Kaschau. (39 ^e division.)	77. Kaschau.	9. Kaschau.	de Kaschau.....	1	Kaschau.....	39
			Id.....	2	Id.....	41
			de Saros.....	3	Eperies.....	37
			de Szepes.....	4	Leutschau.....	38
		10. Miskolc.	de Borsod.....	1	Miskolc.....	48
			de Heves.....	2	Erlau.....	49
			de Szabolcs-Zem- plén.....	3	Satoralja-Ujhely...	40

NUMÉROS ET GARNISONS.		NUMÉROS des régiments et garnison de l'état-major.	BATAILLONS.				OBSER- VATIONS.
DU DISTRICT.	DE LA BRIGADE.		DÉSIGNATION.		ANCIEN NUMÉRO.		
			Bataillon	NUMÉROS. GARNISON.			
3. Kaschau. (39 ^e division) (suite).	78 Szatmar- Németi.	11. Munkacs.	de Bereg.....	1	Munkacs.....	35	
			de Maramaros - Ugoesa.....	2	Id.....	34	
			d'Ung.....	3	Ungvar.....	36	
		12. Szatmar- Németi.	de Szatmar.....	1	Szatmar-Németi. .	43	
			de Maramaros....	2	Maramaros Sziget..	33	
			de Szabolcs - Szat- mar.....	3	Nagy-Karoly.....	44	
4. Pressbourg. (37 ^e division.)	73. Pressbourg.	13. Pressbourg.	de Pressbourg. . .	1	Pressbourg.....	58	
			Id.....	2	Id.....	57	
			de Csalloköz.....	3	O-Gyalla.....	59	
			de Komorn.....	4	Tolis.....	64	
	74. Neusohl.	14. Léva.	de Léva.....	1	Léva.....	64	
			Id.....	2	Id.....	62	
			de Neutra.....	3	Neutra.....	60	
		15. Trentschin.	de Trentschin....	1	Trentschin.....	56	
			de Trentschin-Tu- roc.....	2	Badatin.....	55	
			d'Arva-Lipto....	3	Rosenberg.....	54	
		16. Neusohl.	de Zolyom.....	1	Neusohl.....	53	
			de Nograd.....	2	Balassa-Gyarmat..	52	
			de Gómör.....	3	Jolsva.....	51	
	5. Stuhl- Weissen- burg. (41 ^e division.)	81. Stuhl- Weissen- burg.	17. Stuhlweissen- burg.	de Weissenburg... 1	Stuhlweissenburg..	65	
				Id.....	2	Id.....	66
de Veszprim.....				3	Veszprim.....	71	
de Raab-Veszprim.				4	Id.....	72	
82. Fünfkirchen.		18. Oedenburg.	d'Oedenburg.....	1	Oedenburg.....	74	
			de Wieselburg....	2	Wieselburg.....	73	
			de Güns.....	3	Güns.....	70	
		19. Fünfkirchen.	de Baranya.....	1	Fünfkirchen.....	68	
			de Baranya-Tolna.	2	Id.....	67	
			de Somagy-sud....	3	Kaposvar.....	69	
			de Somagy-nord....	4	Id.....	70	
20. Gr.-Kanizsa.		20. Gr.-Kanizsa.	de Zala.....	1	Gr. Kanizsa.....	77	
			de Zala-Murakoz.	2	Id.....	78	
			d'Eisenburg.....	3	Körmennd.....	76	

NUMÉROS ET GARNISONS.		NUMÉROS des régiments et garnison de l'état-major.	BATAILLONS.			OBSER- VATIONS.
DU DISTRICT.	DE LA BRIGADE.		DÉSIGNATION.		ANCIEN NUMÉRO.	
			Bataillon	NUMÉROS.	GARNISON.	
6. Klausen- burg. (34 ^e division.)	75. Klausen- burg.	21. Klausenburg.	de Klausenburg...	1	Klausenburg.....	30
			de Karlsburg.....	2	Nagy-Enyed.....	30
			de Torda-Aranyos. de Szolnok - Do- boka.....	3	Id.....	29
				4	Deés.....	32
	76. Hermann- stadt.	22. Maros-Vasa- rhely.	de Maros - Vasa- rhely.....	1	Maros-Vasarhely..	27
			de Bistritz.....	2	Bistritz.....	31
			de Szasz-Régen...	3	Szasz-Régen.....	28
	83. Agram.	23. Hermann- stadt.	d'Hermannstadt...	1	Hermannstadt....	21
			d'Hunyad.....	2	Déva.....	19
			d'Elisabethstadt...	3	Elisabeth tadt....	25
	84. Vinkovci.	24. Kronstadt.	de Kronstadt.....	1	Kronstadt.....	21
			de Fogaras.....	2	Fogaras.....	22
			d'Haromszék.....	3	Kézdi-Vasarhely..	24
			de Csik-Szereda...	4	Csik-Szereda.....	26
7. Agram. (42 ^e division.)	83. Agram.	25. Agram.	d'Agram.....	1	Agram.....	80
			de Sissek.....	2	Sissek.....	83
			de Glina.....	3	Glina.....	97
	84. Vinkovci.	26. Svarca.	de Sluin.....	1	Svarca.....	89
			d'Ogulin.....	2	Ogulin.....	88
			de Lika.....	3	Gospics.....	87
	84. Vinkovci.	27. Belovar.	de Belovar.....	1	Belovar.....	84
			de Warasdin....	2	Warasdin.....	79
			de Gradiska.....	3	Neu-Gradiska.....	81
	84. Vinkovci.	28. Vinkovci.	de Syrmie.....	1	Vinkovci.....	82
			de Postega-Veroc.	2	Id.....	91
			de Peterwardein..	3	Mitrovic.....	92

Le cadre de la
compagnie de
Flume est direc-
tement subor-
donnée au com-
mandement de
cette demi-bri-
gade.

En temps de paix, le personnel entretenu au titre de l'état-major d'un régiment, comprend (1) :

(1) Ces indications sommaires sur la composition des états-majors seront complétées plus loin ; les chiffres ci-après représentent l'effectif entretenu au titre de l'état-major et non celui qui est réellement appelé à le composer.

1 colonel ou lieutenant-colonel commandant ;
1 lieutenant ou sous-lieutenant adjudant de régiment ;
1 capitaine ou lieutenant officier de recrutement, chargé des contrôles ;

1 capitaine ou lieutenant officier d'administration ;

4 sergents-majors d'état-major (1).

A l'état-major de chaque bataillon comptent :

1 lieutenant-colonel, major, ou capitaine, commandant ;

1 sous-lieutenant, adjudant de bataillon ;

1 lieutenant ou sous-lieutenant officier d'administration ;

1 armurier.

Le nombre des médecins faisant partie de ces états-majors n'est pas arrêté par corps de troupe, il est réglé d'après les garnisons, de manière qu'il y en ait au moins un dans chaque station ; le plus élevé en grade des médecins du régiment est attaché au lieu de stationnement de l'état-major. Le nombre total des médecins faisant le service dans l'infanterie s'élève, d'après le budget de cette année, à 85.

Le nombre des ordonnances varie avec celui des officiers qui n'usent pas de la faculté de remplacer par une indemnité en argent (2) le droit de se faire affecter un homme de troupe.

Dans chaque régiment le cadre fixe des compagnies comprend pour le 1^{er} bataillon : 2 capitaines et 1 lieutenant, pour les deux (ou trois) autres : 1 capitaine et 2 lieutenants.

Le nombre des sous-lieutenants est de 12 pour les régiments à 3 bataillons, de 14 pour ceux qui en comptent 4, sans que leur affectation soit indiquée en détail ; chaque bataillon possède un cadet suppléant officier.

Le nombre des ordonnances varie comme pour les états-majors de bataillon et de régiment.

L'effectif en hommes de troupe est variable aux diverses époques de l'année ; nous avons indiqué ailleurs les effectifs budgétaires pour 1886 (3).

(1) Le sergent-major d'état-major ne compte pas comme homme de troupe ; il porte un uniforme particulier et son traitement figure avec la solde des officiers et non avec le prêt de la troupe.

(2) Cette indemnité est de 240 francs par an.

(3) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 640.

Les effectifs de guerre des compagnies actives, de dépôt, et d'état-major, n'ont subi aucun changement. Ceux du régiment ont été modifiés par la création d'un état-major de bataillon de dépôt qui n'existait pas jusqu'à présent. Les sergents-majors d'état-major précédemment affectés à chaque bataillon sont reportés, sauf un, à l'état-major du dépôt, et l'effectif de guerre du régiment mobilisé est, par suite, diminué de 2 ou de 3 hommes, suivant qu'il est à 3 ou à 4 bataillons. De même les demi-brigades de réserve à 2 bataillons et les bataillons indépendants sont diminués d'un sergent-major d'état-major. Les effectifs deviennent donc :

	Officiers.	Hommes.	Chevaux.
Demi-brigade à 4 bataillons (dépôts non compris).	84	3,829	435
— 3 —	64	2,876	406
Demi-brigade de réserve à 2 bataillons	44	4,924	73
Bataillon indépendant.....	22	959	34

La composition de l'état-major des 28 bataillons de dépôt nouvellement créés pour le temps de guerre est la suivante (les chiffres entre parenthèses s'appliquent aux régiments à 4 bataillons) :

1 officier supérieur ou capitaine aspirant-officier supérieur (1) commandant le bataillon ;

L'officier de recrutement du régiment (capitaine ou lieutenant) ;

1 officier subalterne adjudant de bataillon ;

1 médecin ;

Les officiers d'administration des bataillons au nombre de 3 ou de 4 suivant le cas ;

3 sergents-majors d'état-major (2) ;

2 (ou 3) caporaux secrétaires ;

1 tambour de bataillon (caporal) ;

1 clairon de bataillon (caporal) ;

1 soldat du train (pour les chevaux du commandant) ;

(1) C'est-à-dire ayant passé l'examen pour le grade d'officier supérieur.

(2) Le quatrième sergent-major d'état-major du temps de paix marche avec l'état-major du régiment mobilisé.

7 (ou 8 ordonnances);

2 chevaux d'officier, propriété personnelle;

1 cheval de selle à l'État.

Au total 7 (ou 8) officiers; 17 (ou 19) hommes de troupe : 3 chevaux.

En ajoutant à cet état-major, les 3 (ou 4) compagnies de dépôt, on arrive pour le bataillon de dépôt aux effectifs ci-après :

Dans une demi-brigade :

	Officiers.	Hommes de troupe,	Chevaux.
à 3 bataillons	19	689	3
à 4 bataillons	24	915	3

Soit au total pour la demi-brigade :

à 3 bataillons	83	3,565	108
à 4 bataillons	108	4,744	138

L'ensemble des 10 régiments à 4 bataillons et des 18 régiments à 3 bataillons exigera donc 2,574 officiers, 111,610 hommes et 3,324 chevaux.

En dehors des 94 bataillons ainsi employés, il en restera au moins 13 disponibles, puisque le 4^e bataillon de la 6^e demi-brigade portait le n^o 107. Ces 13 bataillons, avec ceux qui seraient organisés ultérieurement, serviront à former des unités de réserve, dont les effectifs seront semblables à ceux des éléments de première ligne à l'exception, bien entendu, des dépôts. Les bataillons de réserve seront pour la plupart réunis en demi-brigades de réserve à 3 et surtout à 2 bataillons; quelques-uns resteront indépendants. Les 13 bataillons, dont l'existence est certaine, avec la compagnie de Fiume, exigeraient, selon la constitution des demi-brigades, un effectif de 260 à 300 officiers, de 12,500 à 13,000 hommes de troupe et d'environ 400 chevaux.

L'infanterie hongroise fournit en outre des troupes d'état-major; les formations de cette nature ne sont pas indiquées dans le règlement; on peut cependant admettre que la honved fournirait d'abord les troupes d'état-major nécessaires à 1 commandement d'armée; un bataillon à l'effectif de 18 officiers, 903 hommes, 6 chevaux; aux 7 commandants de corps d'armée hongrois, soit 7 compagnies à effectif fort, c'est-à-dire 28 officiers, 1568 hommes,

14 chevaux ; aux 7 divisions d'infanterie et à la division de cavalerie honved, soit 8 compagnies à effectif faible, c'est-à-dire 24 officiers, 1012 hommes, 24 chevaux. Outre ces formations qui paraissent très probables, il restera à pourvoir de troupes d'état-major les divisions de cavalerie et plusieurs divisions d'infanterie actives, la honved devra fournir encore pour ce service quelques compagnies à effectif faible. On peut admettre que, dans l'ensemble, l'effectif des troupes d'état-major honved atteindra 4,000 à 4,500 hommes, officiers compris.

En ajoutant aux effectifs précédents ceux des états-majors de brigade d'infanterie honved, au nombre de 14 (non compris ceux des brigades de réserve), on arrive à un total général d'environ 3.000 officiers, 128 à 129,000 hommes et 4,000 chevaux (1).

En principe l'état-major et les diverses unités de chaque demi-brigade sont stationnés sur le territoire de la circonscription de recrutement de cette dernière. Sur les 92 bataillons du temps de paix, 32 sont réunis deux par deux dans la même garnison, 60 ont des stations isolées. Les bataillons dont la garnison diffère de celle de l'état-major sont considérés comme *détachés* ; il en est de même de la compagnie de Fiume. Chaque bataillon possède ses magasins de mobilisation et son matériel de guerre dans sa propre garnison : les approvisionnements destinés aux hommes de l'état-major de la demi-brigade sont ajoutés à ceux des bataillons désignés pour en fournir le personnel.

Le commandant de la demi-brigade est nommé par l'empereur ; il est du grade de colonel ou de lieutenant-colonel, son autorité s'étend sur toutes les unités de la demi-brigade ; il centralise toutes

(1) L'état récapitulatif des effectifs de guerre annexé au budget hongrois de 1886 porte comme nécessaire pour les formations de guerre un total de 3,286 officiers et 439,976 hommes. Après la constitution des diverses unités précitées, il resterait un nombre suffisant d'officiers et d'hommes pour assurer les divers services territoriaux où figurent des officiers ou des soldats d'infanterie (Ministère, établissements, académie Ludovica, etc.), et pour constituer environ 8 bataillons de réserve à ajouter aux 43 dont il a été fait mention. Il y aurait, en outre, environ 2,000 hommes du train disponibles pour les formations éventuelles de convois.

les affaires de recrutement, de contrôle et d'instruction, toutes les questions d'ordre militaire ou administratif.

Il est responsable de la préparation à la guerre des troupes placées sous ses ordres et de l'administration des approvisionnements de mobilisation.

Il a la direction complète du personnel, nomme aux divers emplois de sous-officier, modifie à son gré la composition des différents éléments du régiment en officiers et en hommes de troupe, prépare la mobilisation, sauf pour les bataillons détachés, surveille l'habillement, l'armement, le casernement, le service de santé, etc.

On voit que l'autorité accordée par le nouveau règlement au commandant de la demi-brigade est entière, et ne comporte aucune restriction en faveur des commandants de bataillons, seuls investis jusqu'à présent de la plupart des droits désormais dévolus au colonel. Ce dernier dispose, pour l'aider dans sa tâche, d'un personnel assez nombreux comprenant : l'*adjudant de demi-brigade*, choisi normalement par le colonel avec autorisation du Ministre de la défense nationale; l'*officier de recrutement* auquel est adjoint un officier subalterne du cadre de la troupe, nommé *officier de contrôle*, chargés tous deux de toutes les questions de contrôle, et du personnel non actif de la landwehr; l'*officier d'administration* chargé du service administratif dans les mêmes conditions que les officiers comptables de l'armée active, un certain nombre de *médecins de landwehr* variable, comme nous l'avons dit, avec l'emplacement des troupes de la demi-brigade : 1 *officier d'armement* choisi parmi les jeunes capitaines ou les plus anciens lieutenants ayant suivi les cours de l'École de tir de Bruck; 4 *sergents-majors d'état-major* dont 2 pour la tenue des contrôles et 2 pour les services administratifs (1) et enfin, un certain nombre de scribes et de plantons prélevés sur l'effectif de la troupe.

A l'état-major du bataillon comptent : l'*adjudant de bataillon*, chargé de la tenue des contrôles, il est nommé par le colonel sur la proposition du chef de bataillon (il en est rendu compte

(1) Il est compté un sergent-major d'état-major en plus dans les 1^{er}, 2^e, 4^e, 8^e, 9^e, 14^e, 19^e et 22^e demi-brigades, pour la surveillance des bâtiments militaires.

au Ministre); l'*officier d'administration du bataillon* chargé d'administrer les approvisionnements de mobilisation, de traiter toutes les questions d'ordre administratif et de tenir la comptabilité; le *médecin*, lorsqu'il y en a un spécialement attaché au bataillon; l'*officier d'armement* choisi parmi les lieutenants ou sous-lieutenants ayant suivi le cours de tir de Bruck; l'*armurier* ayant à entretenir les armes en service dans la compagnie d'instruction et celles du magasin de mobilisation. Un certain nombre de scribes et de plantons sont détachés pour les écritures, etc.

La compagnie *en cadres* reste, comme précédemment, chargée de l'instruction des recrues, de la formation des cadres, etc.

Le commandant de demi-brigade relève du commandant de brigade et de district pour toutes les questions militaires et administratives; pour ce qui concerne le recrutement et la comptabilité, il dépend directement du commandement de district. Entemps de guerre, il continue à dépendre de ce dernier pour les questions de recrutement; pour toutes les autres, il relève du général de brigade et du général de division.

La demi-brigade forme une unité administrative séparée, ayant un conseil d'administration et une commission de caisse dont dépendent tous les éléments du régiment. Le conseil comprend un des chefs de bataillon présents à la portion centrale (1), président, l'officier d'administration de la demi-brigade, et un officier subalterne (régulièrement celui qui est désigné pour remplir en temps de guerre les fonctions d'officier d'approvisionnement). Ce conseil dirige et surveille la comptabilité de l'habillement, de l'équipement, du campement, des armes et des munitions ainsi que celle du casernement.

Les approvisionnements de mobilisation sont administrés par l'officier d'administration de chaque bataillon, sous le contrôle du colonel. Ces deux derniers officiers et le chef du bataillon sont solidairement responsables de la quantité et de l'entretien de ces approvisionnements.

(1) Pour plus de simplicité dans le langage, nous désignons par portion centrale la partie du régiment où se trouve l'état-major et où se forme le dépôt; il y a toujours un bataillon au moins à la portion centrale; dans 46 demi-brigades, il y en a deux.

Les magasins de mobilisation contiennent les d'effets d'habillement et d'équipement et le matériel du train nécessaires à la mise sur pied de guerre du bataillon. Les magasins des compagnies d'instruction renferment les approvisionnements destinés au cadre et un certain nombre d'effets destinés à l'habillement des hommes appelés pour une période d'instruction.

La commission de caisse se compose du colonel et d'un officier subalterne.

Le bataillon de dépôt, formé en cas de guerre à la portion centrale, par la réunion des compagnies de dépôt des bataillons, est destiné à donner l'instruction militaire aux recrues et autres hommes de complément, et à pourvoir au remplacement des pertes des unités mobilisées. Le commandant de ce bataillon est désigné dès le temps de paix : c'est un officier supérieur ou un capitaine, éventuellement choisi parmi les officiers en non-activité ou en retraite. L'officier de recrutement et l'officier de contrôle restent au dépôt, en cas de mobilisation, avec tout leur personnel auxiliaire et continuent à remplir leurs fonctions du temps de paix.

L'infanterie hongroise est armée d'un fusil et d'un sabre-baïonnette, à l'exception des pionniers (non gradés) tambours, clairons, sergents d'état-major, sous-officiers comptables, soldats du train, bouchers, brancardiers (non gradés), infirmiers-porte-sac d'ambulance, ouvriers et armuriers, qui sont armés du sabre de pionnier.

Les officiers portent le sabre d'infanterie et le revolver Gasser, les cadets suppléants-officiers et les sergents-majors d'état-major n'ont que le sabre d'infanterie.

Les ordonnances et palefreniers sont sans armes.

Les sous-officiers emportent 20 cartouches, les hommes en reçoivent 70.

L'instruction des hommes de la landwehr commence le 6 octobre pour se terminer le 15 juin de l'année suivante ; pendant cette période fonctionnent les écoles de troupe et les cours d'instruction. A la date du 15 juin, l'instruction doit être achevée pour les simples soldats, les sous-officiers et les hommes des di-

verses spécialités ; à partir de ce moment, les uns et les autres sont employés au service normal, soit dans les compagnies d'instruction, soit dans les établissements de la houvéd. Aucun homme ne doit recevoir d'affectation particulière avant la fin de cette période d'instruction.

Pour les hommes de troupe, l'instruction est donnée dans les sections de recrues formées dans chaque bataillon, du 6 octobre à la fin de novembre, puis dans les *bataillons d'instruction* constitués dans chaque brigade ou dans chaque district du 6 avril au 15 juin ; elle se complète ultérieurement pendant les périodes de service actif dans les compagnies d'instruction ou les établissements, et à l'époque des manœuvres annuelles.

Les candidats sous-officiers suivent des cours particuliers dans chaque bataillon, du 1^{er} décembre au 4 avril, et sont immédiatement après versés dans les *bataillons d'instruction*.

Les diverses spécialités d'hommes de troupe sont instruits dans les conditions suivantes :

Les *tambours et clairons* sont réunis dans des écoles spéciales à partir du 1^{er} février (tambours), ou du 1^{er} mars (clairons) jusqu'au 15 juin. Les *brancardiers* et *porteurs de sacs d'ambulance* suivent des cours particuliers du 1^{er} décembre au 15 janvier. Ces deux instructions se donnaient jusqu'ici par brigade ; il y aura désormais une école par régiment.

Les brancardiers et infirmiers-*porte-sac* sont les auxiliaires du service régimentaire de santé et sont chargés des accessoires nécessaires ; chaque brancardier est pourvu d'un second étui-musette renfermant des objets de pansement et porte de plus les brancards et gouttières nécessaires au transport des blessés ; les *porte-sac* sont chargés d'un sac renfermant des objets de pansement ou des médicaments.

Du 15 avril au 15 juin, il est constitué des sections d'instruction pour les *pionniers d'infanterie*, le nombre des sections, auparavant fixé à une par brigade, est réduit à sept, à raison d'une par district.

Ces pionniers sont destinés à exécuter tous les travaux spéciaux incombant en campagne à l'infanterie, surtout les travaux techniques exigés dans les marches, les cantonnements et les combats, par les besoins de leur propre corps de troupe ; ils sont, en conséquence, pourvus d'outils de charpentier et de terrassier.

En campagne et dans les grandes concentrations de troupes du temps de paix, les pionniers de chaque demi-brigade sont réunis en une section spéciale, sous les ordres d'un officier subalterne pris dans la troupe ; la moitié au moins de la section doit rester avec la demi-brigade et n'être employé que pour son propre service ; le reste peut, sur l'ordre du général de brigade ou de division, être détaché et réuni temporairement à d'autres sections pour l'exécution de travaux importants.

Enfin, des cours spéciaux sont organisés pour les sous-officiers comptables, les gendarmes de campagne et les armuriers.

L'ensemble des nouvelles dispositions a pour effet de diminuer, au point de vue de l'instruction, l'importance de la brigade, au profit du régiment et du district.

Le temps de service accompli par les hommes enrôlés directement dans la honved ne doit pas, dans les circonstances normales, dépasser 20 mois 1/2, y compris le temps d'instruction et la période de service actif dans les compagnies ou les établissements. Régulièrement, ce temps de service commence à l'incorporation, d'ordinaire le 6 octobre, pour se terminer le 15 juin de la seconde année qui suit celle de l'arrivée au corps.

L'appel ne doit porter en principe que sur les hommes des deux plus jeunes classes ; ceux de la 3^e classe ne sont pris qu'exceptionnellement.

Les hommes enrôlés dans la landwehr ont à accomplir cinq périodes d'exercices dans leurs douze années de service. Ceux qui proviennent de la réserve de l'armée active sont convoqués une fois pendant les deux années passées dans la honved ; la durée des manœuvres est de 35 jours. Chaque année, l'appel des hommes de la première catégorie porte d'une manière régulière sur les trois premières classes, sur la cinquième et sur la septième. Les hommes ayant, l'année de la convocation, suivi des cours spéciaux ou fait partie d'un bataillon d'instruction, sont dispensés des manœuvres.

Tous les ans, les bataillons d'une même demi-brigade doivent être réunis, à l'occasion des manœuvres d'automne. S'il n'y a pas de concentration de troupes à laquelle ils puissent prendre part, ils sont rassemblés pendant huit ou dix jours dans le voisinage de la garnison de la portion centrale.

L'appel des hommes du cadre non permanent pour l'instruction, les manœuvres, ou toute autre obligation de service, est ordonné par le commandant de demi-brigade et transmis par les autorités civiles; l'ordre est envoyé, autant que possible, quatre semaines avant le jour de la convocation.

Les commandants de bataillon contrôlent l'arrivée des hommes à l'aide de listes nominatives établies par la demi-brigade et des feuillets matricules des appelés; ils les font passer à la visite et retournent les listes nominatives à la demi-brigade.

C'est également la demi-brigade qui donne les ordres de renvoi ou de libération. On voit l'importance accordée en matière de recrutement et de contrôle à ce nouvel échelon de la hiérarchie.

Les matricules sont tenues à la portion centrale pour tous les éléments de la demi-brigade et révisés chaque année à la libération de la plus ancienne classe. En vue d'une mobilisation générale, les dispositions suivantes ont été arrêtées :

On établit d'abord les matricules des unités désignées comme troupes de campagne; elles doivent comprendre un complément de 10 p. 100 en sous-officiers et soldats. On passe ensuite à la constitution des compagnies de dépôt pour lesquelles le complément de 10 p. 100 n'est pas compté.

Les hommes en excédent servent à former des unités de réserve; s'il n'est prescrit aucune formation de ce genre, ils sont versés dans les compagnies de dépôt.

L'affectation des hommes est réglée par classe, de manière à faire entrer les plus jeunes classes dans les compagnies de guerre, les plus anciennes dans les compagnies de dépôt et de réserve; la même marche est suivie pour la constitution des détachements destinés à des services spéciaux.

Les hommes à affecter aux quartiers généraux sont choisis d'après des règles particulières.

On procède au passage du pied de paix au pied de guerre conformément aux instructions spéciales relatives à la mobilisation.

Les bataillons détachés laissent dans leur garnison l'officier d'administration chargé de recevoir les hommes et de les envoyer au bataillon de dépôt, de régulariser la situation de ceux qui rentrent, de surveiller et d'administrer les approvisionnements, les bâtiments militaires, etc.

Le bataillon de dépôt constitue un conseil d'administration et une commission de caisse pour toutes les parties de la demi-brigade restées sur le territoire.

Les extraits précédents suffisent pour montrer quels avantages l'infanterie honved pourra retirer de ces nouvelles dispositions. La création des demi-brigades, en effet, tout en augmentant la valeur des cadres et en assurant plus d'uniformité à l'instruction, simplifiera considérablement la mobilisation. Les régiments honved pourront désormais être mis sur pied de guerre aussi rapidement que les troupes actives stationnées dans les mêmes régions et seront même mobilisés plus vite qu'un grand nombre de régiments actifs, dont les détachements, souvent éloignés des dépôts et, par suite, du cercle de recrutement, recevraient leurs réservistes bien après le moment où les régiments honved pourront être prêts à s'embarquer sur les voies ferrées.

(2)

NOUVELLES MILITAIRES

EMPIRE ALLEMAND

LES GRANDES MANŒUVRES DE LA CAVALERIE ALLEMANDE EN 1886.
— La *Gazette de Cologne* du 7 septembre 1886 donne les quelques détails suivants sur les grandes manœuvres de la cavalerie, qui ont lieu actuellement en Alsace : « Les deux divisions de manœuvres sont constituées à 6 régiments, empruntés aux divers contingents allemands, celui de la Saxe excepté. Chacune de ces divisions représente ainsi un total d'un peu plus de 4,000 chevaux : elles sont commandées par les généraux v. Gottberg et v. Honseler, qui comptent au nombre des officiers les plus distingués de l'arme de la cavalerie en Allemagne. On s'est, paraît-il, proposé surtout pour but, dans ces manœuvres, de s'assurer que l'instruction de la cavalerie des différents contingents allemands est bien homogène et conforme en tous points au nouveau règlement mis récemment en vigueur dans l'armée prussienne.

Les trois premiers jours de la semaine dernière ont été consacrés à des exercices de brigade ; le quatrième jour à une manœuvre par division, en ordre serré, aux allures vives et soutenues ; puis, la journée du samedi à une manœuvre contre un ennemi marqué, qui a eu lieu en présence du grand-duc de Bade. Une division de cavalerie a exécuté une attaque contre de l'infanterie, représentée par des groupes d'artilleurs du 10^e régiment de forteresse ; la division était formée sur trois lignes : trois régiments de dragons en 1^{re} ligne ; deux régiments de ulans wurtembergeois, qui suivaient à 200 mètres comme soutien, en 2^e ligne ; en 3^e ligne, le 7^e régiment de ulans sur l'aile droite, pour parer à une contre-attaque *supposée* de la cavalerie ennemie cherchant à dégager l'infanterie.

On s'est ébranlé, au trot, à 4 kilomètres de l'ennemi. Les batteries à cheval prirent la tête, s'établirent en position et ouvrirent le feu ; la 1^{re} ligne traversa l'infanterie ennemie, que la deuxième ligne acheva de culbuter.

La seconde attaque a eu lieu contre de l'artillerie, représentée par douze pièces placées en batterie sur une hauteur et assez espacées les unes des autres. Pour cette attaque, la première ligne de la division,

toujours formée par les 3 régiments de dragons a pris la nouvelle formation sur un rang, les cavaliers à 1 ou 2 mètres d'intervalle l'un de l'autre : ce dispositif rend bien moins dangereux le feu de l'artillerie, mais suppose une grande perfection préalable dans le dressage individuel du cavalier qui échappe ainsi, jusqu'à un certain point, à l'action immédiate de ses chefs. Le mouvement d'attaque s'est prononcé à 4 kilomètres de distance des batteries ; à 1200 mètres, la première ligne s'est élancée au galop contre l'ennemi, suivie à 200 mètres par la 2^e ligne ; la 3^e ligne à l'aile gauche a exécuté une attaque de flanc sur l'ennemi au moment où il était ébranlé par la charge de front.

Les cavaliers pendant la charge ont poussé des « hourah ! » qui ajoutent encore à l'impression morale produite par l'arrivée d'une telle masse de cavalerie.

L'entraînement des chevaux doit être complet pour qu'ils puissent fournir d'aussi longs parcours au train d'attaque. Mais, en dehors des cas de surprise, le succès de la cavalerie est aujourd'hui à ce prix.

Les manœuvres exécutées dans les conditions qui viennent d'être relatées avaient un caractère un peu théorique. Elles sont entrées dans une phase plus pratique par un simulacre de combat contre un ennemi marqué. Des petits détachements d'infanterie et de cavalerie figuraient ce dernier.

On a réalisé ainsi l'entrée en ligne et l'attaque d'une division de cavalerie pendant la bataille.

A 7 h. 30, la division se trouvait au S.-O. du village de Weitbruch, dans un pli de terrain coupé par des fosses à tan. Elle y était défilée aux vues de l'ennemi dont l'infanterie s'avancait, venant du Nord.

On admettait que toutes les batteries de l'artillerie de corps (supposées) et les 2 batteries à cheval de la division de cavalerie étaient allées occuper un point dominant à droite et en avant et que, par un feu nourri, elles paralysaient la marche de l'infanterie. La cavalerie ennemie était encore invisible. Les deux batteries à cheval exécutaient leur manœuvre et tiraient avec énergie sur l'infanterie ennemie. A ce moment, la division tout entière prit le trot et, profitant d'une dépression de terrain, au N.-O. des tanneries, se porta sur le flanc droit de l'infanterie sans que son mouvement eût été aperçu par l'ennemi. Elle se démasqua alors utilement et attaqua en colonne profonde. En première ligne se trouvait la brigade de ulans wurtembergeois, en 2^e ligne les dragons de Bade et de Hesse-Darmstadt (10^e et 11^e dragons), en 3^e ligne les 7^e ulans et le 13^e dragons. Cette attaque brusque parut à l'ennemi, quand, tout à coup, apparut venant du

N.-E. la division de cavalerie ennemie, masquée jusqu'alors par des bosquets de bois et des houblonnières.

Profitant du désarroi naturel après l'attaque, elle marchait contre les escadrons qui venaient de charger. Autrefois, tout mouvement aux allures rapides était suivi de la sonnerie « Halte ! » qui permettait de se remettre en ordre. Cette mesure, excellente à certains points de vue, ne donnait nullement l'image de la guerre, dont le nouveau règlement cherche à se rapprocher autant que possible. A cet effet, il a proscrit la sonnerie « Halte ! » et recommandé au contraire une mêlée, où les cavaliers simulant les coups de sabre, se placent dans les conditions de la réalité. Les deux premiers échelons étaient donc individuellement aux prises avec l'infanterie, dont les formations étaient partout enfoncées. Seul, le troisième échelon, avait encore conservé un peu d'ordre, mais il était engagé contre les dernières troupes d'infanterie, lorsque la cavalerie ennemie déboucha sur le terrain du combat. Il s'agissait, et c'était là le but principal de la journée, de faire sortir promptement les hommes du chaos de la lutte individuelle et de rallier les escadrons pour faire face à l'ennemi. — Il est bon de faire observer que, seul, le général commandant la division était au courant à l'avance du mouvement inopiné de la cavalerie adverse. — Néanmoins les escadrons et les régiments se reformèrent avec une rapidité remarquable, et l'ennemi, loin de surprendre nulle part des détachements en désordre, fut, au contraire, attaqué par des masses compactes.

Une seconde manœuvre, dans la même journée, a représenté une attaque exécutée contre la cavalerie ennemie par la division tout entière, soutenue par ses 2 batteries à cheval.

Le 7, revue passée par le grand-duc de Bade, puis eurent lieu les opérations suivantes :

L'ennemi, pendant que son artillerie exécutait un feu bien nourri, mit en ligne tout d'abord une brigade qui, après une fausse attaque sur le centre, se replia aussitôt ; cette démonstration avait pour but d'entraîner la division dans une poursuite qui eût découvert son flanc gauche sur lequel marchait le gros de la cavalerie ennemie, à l'abri d'un faible pli de terrain. Mais deux régiments seuls poursuivirent la brigade en retraite, tandis que le général gardait le reste auprès de lui. Celui-ci conservait de la sorte trois régiments en ordre compact avec lesquels il put faire face à l'attaque de flanc de l'adversaire.

Le 8, dernières manœuvres préliminaires de la 2^e division de cavalerie, avant son départ pour la revue impériale du 11 à Strasbourg.

La manœuvre du 8 présentait des particularités fort intéressantes et montrait bien les services que peut rendre une cavalerie bien com-

mandée; dans la grande attaque finale, la brigade de l'aile gauche, aux allures les plus rapides, a traversé un terrain à peine praticable à la cavalerie, pour aller tourner l'aile droite ennemie, franchissant dans les deux sens les pentes les plus abruptes.

« Nous ne pouvons pas », ajoute la *Gazette de Cologne*, « préjuger quelles seront les conséquences de ces manœuvres de neuf jours, dirigées par deux généraux distingués sous la surveillance d'un homme aussi compétent que le lieutenant général v. Heuduck, et nous n'avons pas la prétention de trancher les questions que le nouveau règlement a soulevées. Mais cette période de manœuvres, comme nous l'avons déjà dit, a eu pour but d'expérimenter les nouvelles prescriptions du règlement au point de vue pratique. Les résultats se manifesteront donc par la suppression ou par le maintien des points litigieux.

» Un fait, pourtant, était facile à constater immédiatement, même pour un profane, et il doit donner à réfléchir : beaucoup de chevaux n'étaient pas dans un état d'entraînement qui leur permit de répondre à ce qu'on était obligé de leur demander. Nous avons fait remarquer plus haut que, dans la prochaine guerre, on imposera à la cavalerie, si l'on veut lui faire rendre tout ce qu'elle doit donner, des efforts bien au-dessus de son ancien rôle. Elle sera forcée d'exécuter des marches plus longues à des allures plus rapides. Dans le combat, la portée plus grande des armes modernes l'obligera à accélérer ses mouvements dans une proportion considérable.

» De toutes les cavaleries européennes, c'est certainement aujourd'hui la cavalerie allemande qui est la mieux montée. De plus, ses chevaux sont soignés d'une façon exceptionnelle; d'instinct, notre cavalier soigne son cheval avec amour, et ses officiers le guident avec l'autorité que donne l'expérience. L'éducation hippique de l'homme est excellente, et dans les exercices d'ensemble, on voit bien que chacun met son attention à éviter toute fatigue inutile, tout mouvement non justifié, etc.; enfin tous s'appliquent à ne demander au cheval que le strict nécessaire. Si trop de montures ne peuvent pas fournir ce strict nécessaire, la faute ne doit en être imputée qu'à la nourriture insuffisante de l'animal.

» L'avoine, surtout, n'entre pas en assez grande quantité dans la ration journalière : chaque cocher de fiacre, chaque propriétaire, qui exige de son cheval un travail raisonnable en donne au moins le double à ses attelages. Avec la ration actuelle, on peut à la rigueur maintenir un cheval en bon état, mais à la condition de borner son service à une promenade d'une heure ou deux, sur une bonne route impériale; ce n'est pas là le service des chevaux de troupe. A quoi peut servir d'augmenter la ration d'une livre pen-

dant quinze jours de manœuvres, puisque, en général, l'excès de travail, surtout par la chaleur, enlève l'appétit aux animaux, comme aux hommes ? Si, à ce moment, les chevaux n'ont pas un acquis antérieur, ils dépérissent ; c'est une nourriture constamment abondante qui seule peut produire et maintenir l'énergie du cheval.

» La 2^e division de cavalerie, qu'on a seule pu juger jusqu'ici, n'a pas rencontré, au cours de ses manœuvres préparatoires, d'autre pierre d'achoppement que les grandes chaleurs des premiers jours. En général, hommes et chevaux étaient bien logés : un des régiments occupait son propre quartier, un autre les baraques du champ de tir de Haguenau, le reste était cantonné dans les villages voisins. C'est à peine si un seul détachement avait plus d'une lieue à faire pour se rendre au terrain de manœuvre ; les exercices, coupés par de longs repos, duraient à peine trois heures et ne demandaient pas des efforts au-dessus des forces des cavaliers ou de leurs montures. Donc, sans parler des accidents inévitables, si les chevaux ont souffert ce n'est qu'à cause de l'insuffisance de leur ration ; et les bons soins de leurs cavaliers ont fait qu'il n'y en a pas eu davantage de fourbus.

» Autrefois une guerre se déclarait longtemps à l'avance ; les deux adversaires marchaient vers la frontière à la rencontre l'un de l'autre. On avait ainsi en route le temps d'entraîner hommes et chevaux, et même de « nourrir » ces derniers. Tout a changé maintenant. En 1870 déjà, le premier coup de canon a suivi immédiatement la déclaration de guerre ; les événements seront encore plus rapides de nos jours, et c'est la cavalerie qui partira la première. Elle montera à cheval à l'heure même où la guerre sera déclarée et marchera, le plus souvent, sans attendre les ordres de mobilisation, soit qu'elle veuille empêcher l'ennemi de franchir la frontière, soit qu'elle aille au loin troubler les préparatifs de l'adversaire. Ce n'est là d'ailleurs que le commencement de son rôle. Le cheval doit donc être toujours en forme ; quelques kilomètres gagnés sur l'ennemi au premier jour peuvent faire plus qu'une bataille gagnée dans la suite.

» L'armée allemande est prête à tous les points de vue et peut tenir tête à n'importe quel adversaire. Après tout, s'il y a encore quelque progrès à réaliser, certainement on le fera. »

Le Gérant : L. BAUDOIN.

Paris. — Imprimerie L. BAUDOIN et C^e, rue Christine, 2.

REVUE MILITAIRE

DE L'ÉTRANGER



N° 655

30 Septembre

1886

SOMMAIRE

La mobilisation de l'armée allemande en 1870, d'après les historiques régimentaires. — Le recrutement des officiers de réserve en Russie. — Emploi de l'artillerie attachée aux divisions de cavalerie allemandes. — L'école des officiers de cavalerie en Russie. — La compagnie militaire des chemins de fer en Portugal. — Nouvelles militaires.

LA

MOBILISATION DE L'ARMÉE ALLEMANDE EN 1870

D'APRÈS LES HISTORIQUES RÉGIMENTAIRES

L'histoire de la campagne de 1870, publiée par le grand état-major prussien, donne une vue d'ensemble sur les grandes actions de guerre accomplies à cette époque par l'armée allemande. Depuis lors, les monographies régimentaires sont venues très heureusement compléter cet exposé, en permettant aux curieux de descendre au milieu des détails.

Il est rare que le passé revive complètement dans l'histoire : il s'y drape sous un manteau sévère, généralement très discret.

Mais si peu que nous ayons une seule fois regardé la vérité en face, nous sommes bien tentés de déranger cette tenue trop correcte et de soulever les voiles qui excitent notre curiosité.

Les mémoires, quand ils sont nombreux sur une époque, nous donnent l'accès dans l'intimité des événements. Grâce à eux, nous apparaît la réalité animée du mouvement des faits, et remuée par les passions mêmes des acteurs.

Comme les mémoires, les historiques régimentaires sont dignes d'attirer l'attention. Ils sont écrits par des acteurs ou des témoins, d'après des notes prises au jour le jour. Chaque incident y garde la valeur qu'on lui a prêtée au moment même où il se produisait; on n'y sent ni prétention littéraire ni plan fait à l'avance; ce sont les journaux des régiments.

Il y a là une mine abondante de documents qui se complètent et qui se vérifient les uns par les autres : ils constituent, au sujet de la guerre franco-allemande en particulier, une des plus riches collections d'archives qu'on puisse trouver sur un événement historique.

A la première page de ces monographies, nous surprenons l'armée allemande à l'heure de la mobilisation. L'ouvrage du grand état-major avait à peine esquissé la marche régulière de cette opération. Ici, nous sommes en plein travail, au milieu de l'activité générale, à laquelle ne manquent ni la fièvre des émotions ni l'agitation qu'apporte l'imprévu.

Un officier du grand état-major raconte dans ses mémoires (1) qu'étant rentré le 15 juillet à Berlin, venant de permission, il fut fort étonné de trouver tous ses camarades tranquillement occupés au service de tous les jours. « La guerre, dit-il, était à la porte et on ne traitait que les affaires courantes ! Dans les vastes bâtiments de l'état-major régnait la tranquillité la plus complète. On n'y rencontrait personne d'affairé ; on n'y surprenait aucune conversation ; le travail s'y poursuivait avec le calme habituel ; chacun vaquait à ses occupations du temps de paix ! » Qui veut trop prouver ne prouve rien. Le même officier avoue en effet, quelques pages plus loin, qu'il faillit succomber un mois après à une fièvre cérébrale : l'excès de travail auquel

(1) *Erinnerungen eines deutschen officiers. 1848-1871.*—Wiesbaden, 1884, t. II, p. 256, 257.

il avait dû se livrer au début de la campagne n'était sans doute pas étranger à cette maladie.

Nous préférons, malgré son emphase germanique, cette exclamation échappée à l'historiographe du 94^e régiment d'infanterie : « Mobilisé ! quel soldat ne sentirait son cœur bondir de joie à ce seul mot : mobilisé ! C'est le soleil du printemps, dont le rayon fait germer et fleurir le patriotisme, la bravoure et l'abnégation. Mobilisé ! c'est le levier qui arrache les masses à la routine et les lance dans l'épopée grandiose qui fera trembler le monde ! c'est la parole magique qui sépare le mirage de la réalité ; c'est la voix qui crie avec le poète aux individus et aux peuples : il faut savoir jouer sa vie pour gagner le droit de vivre !

» La mobilisation allemande, cette épreuve suprême des institutions militaires, étonna le monde par sa rapidité. Mais aussi quel travail de jour et de nuit ! Quelle concentration de toutes les forces ! Chacun était pénétré de la nécessité de devancer autant que possible les préparatifs de nos voisins. »

Le spectacle est donc aussi mouvementé que varié. Mais quand on l'a suivi dans cent cinquante régiments, on finit par s'orienter et par reconnaître certaines lois qui guident les observations et les rendent particulièrement instructives.

Nous chercherons d'ailleurs à mettre le plus d'ordre possible dans cette étude où nous examinerons successivement :

1^o La mobilisation de la cavalerie.

2^o La mobilisation de l'infanterie.

3^o Les mesures prises pour couvrir ces opérations.

I.

Mobilisation de la cavalerie.

La mobilisation de la cavalerie allemande en 1870 est loin de s'être effectuée d'une manière uniforme sur tout le territoire de l'Empire. Le rôle que devait jouer chaque régiment au début des hostilités, lui laissait des délais plus ou moins longs pour se préparer à entrer en campagne. Les uns étaient appelés à prendre le contact de l'ennemi dès la première heure ; d'autres devaient, un peu plus tard, venir former un rideau capable

d'arrêter les premiers efforts de l'adversaire; enfin les derniers avaient leur place dans les armées elles-mêmes : c'est en même temps que celles-ci qu'ils arrivèrent à la frontière.

De là, trois types de mobilisation différents :

Sur la frontière, la cavalerie forme immédiatement ses escadrons de guerre et entre en ligne sans attendre ses réserves ;

Plus en arrière, on laisse aux régiments le temps de se compléter ; mais les opérations n'en sont pas moins accélérées, et, dès le cinquième jour, les troupes sont prêtes à s'embarquer.

Dans l'intérieur, les corps qui n'ont pas de mission spéciale, parcourent graduellement la série de leurs travaux et emploient de sept à onze jours pour se mobiliser.

Ce dernier cas, le plus général, est aussi le plus simple ; c'est partant celui qu'il faut examiner le premier.

Voici le 2^e hussards du Corps qui nous servira d'exemple. Comme beaucoup de régiments de cavalerie allemands à cette époque, il a ses escadrons dispersés : le 1^{er} et le 2^e tiennent garnison à Posen avec l'état-major, le 3^e, le 4^e et le 5^e sont à Lissa, à 18 lieues environ de Posen. On y est en pleine période de manœuvres ; dans chaque fraction, on fait l'école de régiment avec les éléments dont on dispose. Les bruits de guerre ne laissent pas que d'agiter les esprits ; mais chacun y puise une nouvelle ardeur.

« Le 15 juillet au soir, la mobilisation paraissait imminente et la nouvelle en était attendue d'instant en instant.

» L'ordre arriva à Posen le 16, à la première heure. Les escadrons n'étaient pas encore partis pour la manœuvre ; on put se mettre immédiatement au travail. A Lissa, la dépêche ne parvint que dans la matinée ; la troupe se trouvait aux environs de la ville, en train de s'exercer au service en campagne. Les escadrons regagnèrent aussitôt leurs quartiers en chantant des airs patriotiques ; arrivés sur la place du Marché, ils s'arrêtèrent et, sur l'invitation de leurs officiers, ils poussèrent un énergique « hourrah ! » en l'honneur du roi. La population s'associa chaleureusement à leurs cris.

» Le 16 juillet devait être le premier jour de la mobilisation.

» Le plan de mobilisation du régiment désignait le 2^e escadron comme dépôt. Dans la journée même, on partagea entre les quatre escadrons de guerre les hommes et les chevaux du

deuxième escadron reconnus capables de faire campagne. D'un autre côté, les fractions mobiles désignèrent pour le dépôt les hommes et les chevaux impropres au service de guerre. *Le lendemain*, ces détachements furent mis en route de Posen vers Lissa, et réciproquement. Ce jour-là également, parut le « rôle de guerre » du régiment.

» Les opérations se poursuivirent sous la direction des plus jeunes officiers; les plus anciens, dont tous les capitaines, avaient été envoyés dans la province aux commissions de réquisition des chevaux.

» *Le 20 juillet*, les escadrons avaient tous leurs éléments du pied de paix prêts à partir; tout avait été également disposé pour recevoir les réserves et les chevaux de réquisition. Les premiers détachements arrivèrent *le 22*, et on se mit aussitôt à habiller les hommes. Cette opération était particulièrement difficile, car *le 21* les escadrons de Posen avaient dû abandonner leur casernement et leurs écuries aux états-majors qu'on mobilisait dans cette ville, et *dès le 20*, à Lissa, il avait fallu céder la place au 3^e régiment de hussards de réserve. La troupe était donc cantonnée. Malgré cela, *le 24 au soir*, c'est-à-dire *le neuvième jour de la mobilisation*, les quatre escadrons pouvaient être mis en route au complet du pied de guerre.

» C'est ce jour-là que le régiment fut désigné pour former, avec le 2^e régiment de hussards hessois n^o 14, la 10^e brigade, sous les ordres du colonel v. Krosigk. Cette brigade était attachée à la 4^e division de cavalerie, commandée par S. A. R. le prince Albert de Prusse.....

» Le major Pfeffer v. Salomon, second officier supérieur du régiment, avait été chargé de diriger à Lissa la mobilisation du 3^e hussards de réserve; il fut ensuite désigné pour commander le 12^e dragons, et remplacé, dans ses fonctions au régiment, par le major comte Røedern, jusqu'alors commandant le 1^{er} escadron. Le capitaine v. Poncet passa du 2^e escadron (dépôt) au 1^{er}, et le dépôt resta sous les ordres du premier lieutenant baron v. Wintzingerode-Knorr.

» *Le 23 juillet*, courte manœuvre des escadrons sous les ordres de leurs chefs, et dernière revue.

» L'ordre de marche avait été communiqué au régiment quelques jours auparavant, et *le 23*, le lieutenant Mollard

était parti pour le Palatinat bavarois, comme officier de logement.

» Dans les derniers jours, nombre de jeunes gens appartenant aux meilleures familles s'étaient présentés pour s'engager. Plusieurs d'entre eux n'avaient jamais servi; quelques-uns, au contraire, étaient d'anciens officiers décorés. On plaça tous ceux qui étaient propres au service comme simples soldats dans les escadrons de guerre.

» ... Le régiment s'embarqua dans la nuit du 25 au 26. L'état-major et le 1^{er} escadron quittèrent Posen le 25, à 10 h. 1/2 du soir. Le 3^e escadron partit de Lissa le 26, à 4 h. 20 du matin, avec la moitié du 4^e. La seconde moitié du 4^e avec le 5^e escadron se mit en route à 7 h. 20 (1) ».

Telle est la marche des opérations. Si maintenant on est curieux de connaître quels ont été les principaux détachements d'hommes et de cadres à fournir par le régiment, dans quelle proportion il a incorporé des réservistes et des chevaux d'augmentation, enfin le nombre d'hommes de recrue que les escadrons de guerre ont emmené avec eux, le détail s'en trouve dans l'historique du 10^e régiment de ulans de Posen, qui l'établit pour son propre compte.

Le 10^e ulans dut céder :

1 major au 3^e régiment de ulans de réserve;

1 premier lieutenant, comme adjudant à la 9^e division d'infanterie;

1 médecin-major et 1 aide-major aux hôpitaux de campagne, et 1 second aide-major aux ambulances;

1 sous-officier, 2 hommes et 3 chevaux, comme estafettes d'état-major à la 1^{re} armée;

7 hommes et 7 chevaux, pour le même rôle, au V^e corps;

3 sous-officiers, 5 hommes et 8 chevaux à la gendarmerie mobile;

4 sous-officiers et 1 trompette aux équipages de ponts;

4 sous-officiers et 1 aspirant-payeur au 3^e régiment de dragons de réserve;

(1) Le régiment fut donc embarqué en trois trains. Ce fut là une règle générale pour toute la cavalerie allemande, en 1870.

1 sous-officier, comme aspirant-payeur, au 5^e régiment de cuirassiers;

3 infirmiers au 5^e hôpital de campagne et au 4^e dragons.

Total : 2 officiers, 3 médecins, 14 sous-officiers, 14 ulans, 1 trompette, 1 aspirant-payeur, 3 infirmiers, 18 chevaux.

Pour combler ces vides et atteindre un effectif de guerre, les escadrons demandaient :

1 ^{er}	escadron :	4	sous-officiers,	61	hommes.
2 ^e	—	3	—	56	—
3 ^e	—	3	—	50	—
4 ^e	—	3	—	52	—
	Dépôt :	11	—	31	—

Le nombre des hommes de recrue à emmener avait été fixé à 12 par escadron. De ceux qui restaient, 15 furent versés dans le train et 60 à l'escadron de dépôt; l'excédent demeurait encore de 79, qui furent congédiés.

Cinq commissions opéraient la réquisition des chevaux, dans un rayon de 60 kilomètres, sous la direction de sept officiers du corps. La remonte nécessaire au régiment fut fournie en partie par l'une d'entre elles, fonctionnant à Mezeritz, à 40 kilomètres environ de la garnison (Zullichau et Unruhstadt); le reste fut acheté sur place. Des 129 chevaux que l'on se procura de cette manière, 80 furent affectés aux escadrons de guerre.

Le 10^e ulans fut prêt le *huitième jour*, ce qui est loin d'avoir été une exception; le 1^{er} régiment de hussards westphaliens n° 8, le régiment de dragons mecklembourgeois n° 17, et plusieurs autres achevèrent leur mobilisation à la même date.

Ces délais purent même être abrégés dans quelques cas particuliers. C'est ainsi que le 5^e régiment de dragons fut mis en route le 22, *c'est-à-dire le septième jour*, et que le 3^e ulans eut achevé sa préparation dès le 21, *le sixième jour*. Ce dernier régiment avait dû cependant rallier deux de ses escadrons dispersés à une journée de marche de la portion principale, il n'avait reçu ses réserves qu'à la date du 20, et le même jour il avait abandonné son casernement au 3^e régiment de ulans de réserve. Les nombreuses difficultés qu'il avait eu à vaincre rendent d'autant plus intéressante la rapidité de son travail. L'exemple

d'un corps, LOGÉ CHEZ L'HABITANT et achevant sa mobilisation le LENDEMAIN DE L'ARRIVÉE DES RÉSERVISTES, donne la mesure de ce que pouvait déjà produire, à cette époque, le système allemand.

La limite du sixième jour paraît d'ailleurs être la dernière dans laquelle, en conduisant les opérations régulièrement, on ait pu embarquer un régiment au complet du pied de guerre. Mais on ne crut pas toujours nécessaire de suivre la marche normale des choses, ni même d'attendre que les escadrons eussent atteint l'effectif de 150 chevaux, avant de les conduire à l'ennemi.

La cavalerie wurtembergeoise, pressée d'aller renforcer ses alliés badois, mobilisa en cinq jours dix escadrons et les dirigea immédiatement sur la frontière. Comme les régiments ne comptaient que quatre escadrons sur le pied de paix, les escadrons de guerre furent complétés par des emprunts faits aux corps voisins. Le 1^{er} régiment de reiters partit dans ces conditions le 22, à 7 heures du matin; il était prêt depuis la veille au soir, *cinquième jour* de la mobilisation (1). Son effectif était de 19 officiers, 3 employés, 682 hommes, 634 chevaux de selle et 30 chevaux de trait. Trois jours après la déclaration de guerre, la brigade était en ligne.

Mais bien avant cette date, avant même la déclaration de guerre, et aussitôt l'ordre de mobilisation donné, la cavalerie allemande avait dû porter des troupes sur la frontière et y organiser tout un cordon de surveillance. Le plan de mobilisation prévoyait évidemment cette mission, car les choses se passèrent avec une rapidité et une précision vraiment merveilleuses. Voici d'ailleurs le récit qu'en fait, pour son régiment, l'historiographe du 2^e régiment de hussards rhénans n° 9. C'est un témoin qui parle; l'auteur était second-lieutenant en 1870, et ses souvenirs ont toute la vivacité de la jeunesse.

« Le 15 au soir, la plupart des officiers du régiment étaient installés dans un concert, au bord de la Moselle, et y écoutaient paisiblement l'admirable mélodie « le Clair de lune », de Schu-

(1) Le premier jour de la mobilisation pour l'armée wurtembergeoise fut le 17 juillet.

mann. Tout à coup arrive une ordonnance qui prévenait nos camarades d'avoir à se rendre sur-le-champ chez le colonel.

» Chacun devine ou, du moins, pressent la cause de cet ordre; c'est une course le long des belles allées de noyers qui entourent la ville; tous se précipitent vers la Porta-Nigra, l'ancien *Propugnaculum* romain, près de laquelle habite leur chef.

« Messieurs, le régiment est mobilisé, nous partirons à minuit. » Cette courte communication était grosse de conséquences.

» A peine dans la rue, les officiers laissent éclater leur émotion dans un « hourrah ! » joyeux et chacun de se rendre aux logements et aux écuries pour procéder rapidement aux préparatifs indispensables de départ.

» Dans les escadrons, on fait le paquetage de guerre, les hommes prennent la tenue du dimanche, on distribue le stock de cartouches en magasin, les fers et les clous de rechange et, à minuit, les chevaux sortaient des écuries. Quelques instants plus tard, les cinq escadrons du régiment formaient le carré dans la grande carrière, éclairée par la lune.

» Le colonel v. Wittich entre au galop dans le milieu du rectangle; il salue le régiment par quelques mots énergiques, qui augmentent encore l'enthousiasme. Le cri de « Vive le roi ! », termine sa harangue et soulève des acclamations de joie.

» A peine le calme est-il un peu rétabli que retentit le commandement : « Premier escadron, escadron de dépôt ! Formez l'escadron de dépôt ! » Les rangs sont rompus, chaque capitaine envoie au dépôt tout ce qu'il ne peut pas emmener en campagne et en reçoit, en échange, d'autres hommes et d'autres chevaux; les officiers prennent leurs nouvelles places. Bientôt les escadrons se rallient, forts en moyenne de 115 chevaux, et le régiment se met en marche ayant en tête le cinquième escadron devenu premier.

» Les habitants, très impressionnés aussi bien par le départ du régiment que par le voisinage de la frontière, remplissaient les rues. Mais ils ne s'associaient pas à la joie du soldat; ils restaient au contraire sérieux et émus; leurs visages trahissaient presque l'appréhension.

» La marche dans la vallée de la Moselle, au clair de lune, fut aussi pittoresque que solennelle. On disait l'ennemi déjà à Sarrebourg; l'agitation était grande dans les rangs.

» Le régiment s'arrêta à Conz et s'établit au bivouac entre la gare et la route. Le 1^{er} escadron passa la Sarre et plaça ses avant-postes vers Cönen et Tawern. Un de ses pelotons avait déjà été envoyé directement de Trèves à Igel rejoindre le 2^e bataillon du 40^e régiment d'infanterie, qui gardait le pont de Wasserbillig.

» On expédia en même temps deux patrouilles :

» Le lieutenant Biermann, avec 11 chevaux, par Zerf, vers Losheim ;

» Le lieutenant v. Bredow, avec 6 chevaux, par Sarrebourg, vers Perl.

» Ce dernier avait l'ordre de pousser le plus loin possible sur la grand'route. Son détachement traversa avec précaution Sarrebourg, Kirf, Münzingen, où l'on fit boire et manger les chevaux, et atteignit, vers 9 h. 1/2, la frontière, entre Appach et Perl. De là, l'officier expédia une dépêche, relatant qu'il n'avait encore rencontré aucune trace de l'ennemi. Puis la patrouille s'engagea au trot dans le village d'Appach. Elle y rencontra des douaniers français qui demandèrent à son chef : « Monsieur, est-ce que la guerre est déclarée ? » — « Assurément, monsieur », répondit celui-ci en toute bonne foi.

» Mais à Sierk, l'arrivée de hussards prussiens produisit une grande sensation, et le lieutenant v. Bredow, ne jugeant pas prudent de franchir la Moselle, fit demi-tour.

» Vers la sortie de la ville, un attroupement essaya de barrer le chemin à la patrouille. Nos cavaliers n'eurent qu'à armer leurs carabines ; à ce bruit significatif, la rue se débaya, et ils passèrent au galop.

» A 2 heures, après une course ininterrompue de 80 kilomètres, ils rentraient au bivouac. »

Ainsi le matin du premier jour de la mobilisation, un régiment de cavalerie avait pu atteindre et franchir la frontière, prêt à tenir la campagne avec des escadrons de 115 chevaux (1). Ce régiment ne fut pas le seul : A la même date, dans le duché de

(1) Le régiment ne reçut ses premières réserves que le 19 août au nombre de 26 à 28 hommes et chevaux par escadron (*Historique du régiment*, p. 163).

Bade et dans le Palatinat, aussi bien qu'en face du Luxembourg et sur les côtes, la cavalerie tenait la campagne. Peu importe que ses opérations aient été plus ou moins vigoureuses, il n'en est pas moins instructif de constater qu'à cette époque un nombre important de ses escadrons étaient mobilisés.

Les régiments de réserve se sont rapidement formés en arrière de la première ligne. Malheureusement, ils n'ont pas laissé d'historique, et il est difficile de suivre exactement la marche de leur mobilisation. On peut néanmoins la reconstituer dans ses grandes lignes. C'est le 20 juillet, le 5^e jour de la mobilisation, que ces corps commencent à se former. Nous en avons la preuve pour le 3^e ulans et le 3^e hussards de réserve qui, tous les deux, à cette date, prennent possession du casernement des régiments actifs correspondants. Ils comprennent d'abord des éléments de cadres empruntés à l'armée permanente : le 7^e ou le 8^e jour, les hommes de la réserve et les chevaux de réquisition commencent à affluer ; le 11^e jour, tous les cadres actifs destinés à conduire ces détachements sont rentrés à leur corps ; le mouvement est donc terminé. Vers le 13^e ou le 14^e jour, le régiment est formé ; il peut commencer à s'exercer, dégrossir ses chevaux et remettre ses hommes en selle, et deux semaines plus tard, nous le verrons se présenter devant l'ennemi, comme le 2^e dragons de réserve qui, le 16 août, était engagé contre la garnison de Strasbourg.

En résumé, en 1870, trois jours avant la déclaration de guerre, les régiments de cavalerie allemande de la frontière étaient mobilisés et battaient le terrain. Six jours après, soit le surlendemain de l'ouverture officielle des hostilités, ils étaient renforcés par des corps de l'intérieur, et du 7^e au 11^e jour, la masse des escadrons était prête à s'embarquer. Les régiments de réserve apparaissaient trois semaines plus tard, quinze jours après le début de la campagne.

Les quatre escadrons de guerre avaient pu atteindre souvent l'effectif de 130 chevaux par les seuls emprunts faits au cinquième. En cas urgent, ils étaient partis sur ce pied réduit ; et leur complément les avait rejoints plus tard. Lorsqu'on avait voulu les porter au chiffre normal de 150 sabres, on avait dû leur donner environ 20 chevaux, achetés sur place, ou pris parmi les meilleurs

de la réquisition. Quant aux hommes, on avait généralement remplacé la majeure partie des recrues par des réservistes arrivés du cinquième au huitième jour.

Ces résultats réalisaient un grand progrès sur la mobilisation de 1866, au double point de vue de la rapidité des opérations et de la qualité des troupes mises sur pied. Grâce au cinquième escadron, on dotait sans retard les éléments mobilisés d'effectifs rigoureusement suffisants, et on évitait de les alourdir d'une quantité d'animaux peu ou point accoutumés au service de guerre.

Les circonstances de l'entrée en campagne étaient d'ailleurs telles que l'état-major allemand ne pensait pas à lancer sur le pays ennemi ses masses de cavalerie, et qu'il ne faisait aucun effort pour les mettre en mesure de devancer le mouvement de ses armées. Le système répondit donc absolument à tout ce qu'on attendait de lui.

En est-il encore de même aujourd'hui, et doit-on admettre qu'aucun nouveau perfectionnement n'ait été jugé nécessaire depuis 1870 ? Évidemment, il suffirait d'ouvrir tous les ouvrages allemands qui traitent de la cavalerie pour être convaincu que cette arme est désormais appelée à entrer en scène dès le lever du rideau, qu'on lui attribue un rôle capital au début de la campagne et que, par conséquent, on a dû tout préparer pour pouvoir la jeter, le plus vite possible et en force, sur l'adversaire.

Les efforts tentés dans ce but sont d'ailleurs très apparents. Tous les ans, le nombre des détachements de cavalerie diminue, et les escadrons se concentrent davantage : le nombre des régiments ayant tous leurs éléments groupés dans une seule garnison n'était que de 30 en 1870 ; il est actuellement de 54, et le mouvement se continue. Pour les autres régiments, qui sont encore scindés, le développement du réseau de chemin de fer a singulièrement amélioré leur situation. Dès à présent, ils peuvent tous communiquer par les voies ferrées entre leurs diverses garnisons. Il n'y a à cette règle que deux exceptions qui méritent à peine d'être relevées, car elles se rapportent à des détachements éloignés l'un de quinze et l'autre de huit kilomètres de la portion centrale. Les échanges entre les escadrons actifs et le dépôt se feraient donc, aujourd'hui, sans aucune perte de temps.

Ces communications faciles ont encore un autre avantage : elles permettraient de faire rejoindre à bref délai les réservistes et les chevaux d'augmentation. Presque partout, ce voyage ne demande plus que quelques heures et entrera à peine en ligne de compte dans la durée totale des opérations.

L'appel des réserves a d'ailleurs été simplifié, si l'on en croit la presse allemande (1). Aux ordres de route individuels on aurait substitué l'appel public, et, de ce fait, on réaliserait une économie de temps d'environ deux jours. Dans certains cas même, au lieu d'accorder quarante-huit heures de délai aux hommes convoqués, on ne leur laisserait, pour régler leurs affaires, que vingt-quatre heures après la réception de l'ordre d'appel (2).

Quant à la réquisition des chevaux, on pourrait presque en faire abstraction. En effet, avec les ressources du pied de paix, le régiment peut mobiliser ses escadrons à 130 ou 135 chevaux. C'est donc 80 chevaux au maximum nécessaires pour atteindre le complet du pied de guerre. Dans bien des cas, lorsque la troupe est dans une grande ville, on se procurera sur place ce complément soit au moyen de la réquisition, soit par des achats directs.

Lorsque le corps, au contraire, sera obligé de puiser en pleine campagne, il pourrait bien arriver que l'autorité se souciât médiocrement de retarder son départ pour le seul bénéfice de lui faire emmener quelques animaux de plus. Déjà, après la campagne de 1866, de nombreuses plaintes s'étaient élevées relativement à la qualité des chevaux d'augmentation : on avait jugé que le manque d'entraînement et le défaut de dressage constituaient une véritable inaptitude au service de guerre. Au lendemain des événements de 1870-71, les officiers de cavalerie répétèrent que cette remonte n'avait fait, au début, qu'alourdir leurs escadrons, qu'elle avait bientôt été hors d'état de suivre, et qu'en résumé ils n'en avaient tiré aucun profit (3). La statistique des pertes éprouvées donna raison à leurs affirmations (4). En même temps,

(1) *Allgemeine Norddeutsche Zeitung* du 15 décembre 1876.

(2) *Metzer Zeitung* du 26 octobre 1876.

(3) *Gedanken über die Organisation, Ausbildung und Verwendung der Cavallerie.* — V. Brix. Berlin, 1881, p. 47.

(4) Une enquête fut ouverte après la guerre, sur les services rendus

ils prouvaient, par des exemples, comme celui du 9^e hussards (1), que l'on peut très bien partir en campagne avec 125 chevaux, quitte à les renforcer dans la suite et que, dans ces conditions, l'escadron est absolument apte à tous les services et à tous les combats de son arme; *a fortiori*, avec 135 chevaux.

Cette thèse paraît avoir été admise, et le principe se trouve nettement formulé dans l'étude la plus complète que nous ayons sur la mobilisation allemande : *Organisation und Dienst der Kriegsmacht des deutschen Reiches*, par Lüdinghausen.

On peut donc supposer sans témérité que la cavalerie allemande partirait avec ses chevaux du pied de paix, dans tous les cas où elle aurait à remplir une mission urgente et dans tous les cas aussi où l'attente des animaux d'augmentation devrait trop retarder son départ. Dans ces conditions, il n'y a plus lieu de tenir compte de la durée plus ou moins longue de la réquisition ; c'est le temps nécessaire à l'arrivée des réservistes qui fixera seul le terme de la mobilisation.

Or l'exemple de 1870 montre les réservistes rejoignant, du cinquième au huitième jour, et la plupart des régiments prêts à partir le lendemain ou le surlendemain de cette date. Si donc, comme l'affirmait la presse allemande et comme cela paraît probable, la substitution de l'appel par affiches aux ordres individuels permet de gagner deux jours, si les délais de départ ont été réduits de 24 heures, si la durée de la route a été généralement abrégée, grâce aux chemins de fer, on peut admettre alors que l'autorité militaire allemande a économisé au moins trois jours sur l'ensemble de l'opération, que les détachements arriveront à leur corps depuis le soir du deuxième jour jusqu'au quatrième jour, et que les régiments seront mobilisés du troisième au cinquième jour.

Dans ce délai, le corps aura pu recevoir les chevaux requis ou achetés sur place. Dans les régions où l'élevage offre peu de ressources, il sera probablement obligé de partir avec 135 à 140 chevaux ; mais, en revanche, il aura échangé ses recrues contre des hommes faits de la réserve.

les chevaux des diverses provenances. Les rapports, fournis par tous les régiments, classaient au dernier rang les chevaux de réquisition.

(1) *Allgemeine Militär Zeitung*, 1872, n° 28, p. 249.

Telle serait la règle générale que l'on pourrait donner comme conclusion à l'étude des faits observés en 1870. Que cependant l'on n'oublie pas l'exception constatée dès cette époque : le départ inopiné des régiments de la frontière aussi bien que la bonne tenue, pendant toute la campagne, de ces corps si promptement mobilisés créent un précédent des plus caractéristiques, qui a évidemment droit de cité dans le plan actuel de mobilisation. Ainsi le système de 1870, revu et perfectionné après expériences faites, doit METTRE TOUTE LA CAVALERIE ALLEMANDE SUR PIED ENTRE LE PREMIER ET LE CINQUIÈME JOUR DE LA MOBILISATION.

(A suivre.)

(94)

LE

RECRUTEMENT DES OFFICIERS DE RÉSERVE EN RUSSIE

Lorsque le grade d'enseigne (*praporotchik*) fut supprimé dans l'armée russe, en 1884, l'Empereur décida que ce grade ne serait maintenu, à l'avenir, que dans la hiérarchie des officiers de réserve. A la suite de cette décision, l'état-major général établit un projet de règlement sur les enseignes de réserve et, en 1885, une commission spéciale, instituée auprès de la direction générale des établissements militaires d'instruction et composée de représentants du ministère de la guerre et des corps de troupe, rédigea le programme des examens auxquels, dans chaque arme, devaient être soumis les militaires qui aspiraient à ce grade.

Dans un article récent (1) nous avons analysé les dispositions nouvelles introduites dans la loi de recrutement par l'ordre de l'empereur, du 13/25 mars dernier, et nous avons dit, à ce sujet, que la question du recrutement des officiers de réserve avait été l'une de celles auxquelles cet ordre avait eu surtout pour but de donner satisfaction. En augmentant comme on l'a fait la durée du service obligatoire imposé jusqu'alors aux jeunes gens instruits, on leur permettait, pendant le passage sous les drapeaux, d'acquérir, mieux qu'ils ne pouvaient le faire dans les conditions de la législation antérieure, les connaissances nécessaires à un officier. Mais s'il ne fallait pas s'attendre à les voir, en grand nombre, rester sous les drapeaux pour devenir officiers dans l'armée active, il y avait lieu de penser qu'en leur offrant, à l'expiration de leur temps, la possibilité de se faire nommer officiers de réserve, beaucoup d'entre eux s'empresseraient d'en

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 646 (1886).

profiter. C'est dans cet ordre d'idées que le règlement élaboré en 1885 a été remanié et mis en concordance avec les modifications que l'ordre du 13/25 mars a apportées à la loi de recrutement, en augmentant la durée du service des jeunes gens instruits.

Tel qu'il vient d'être mis en vigueur, il ne doit pas encore être considéré comme définitif : l'ordre qui en prescrit l'application dit qu'il n'est que provisoire et invite les autorités militaires à faire connaître les inconvénients que pourrait en suggérer l'expérience ; leurs observations seront mises à profit pour la rédaction d'un règlement définitif.

Nous en donnons ci-dessous le texte *in extenso*, comme nous avons cru devoir le faire pour l'ordre du 13/25 mars. Les commentaires auxquels il doit donner lieu ne peuvent comporter qu'un développement peu considérable, car le texte, très explicite, permet de saisir aisément l'économie des dispositions qu'il établit et qui, jusqu'à nouvel ordre, régiront le recrutement des officiers de réserve, les examens qu'ils auront à subir, les droits dont ils jouiront et les obligations auxquelles ils seront soumis.

RÈGLEMENT PROVISOIRE SUR LES ENSEIGNES DE RÉSERVE.

CHAPITRE I^{er}.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Art. 1^{er}. Les volontaires conditionnels de la 1^{re} catégorie, les jeunes gens appelés ou engagés volontaires (*okotnik*) d'instruction supérieure ou secondaire qui ne cherchent pas à être promus officiers dans l'armée active en temps de paix, mais désirent acquérir la situation d'officier en temps de guerre, peuvent obtenir, pendant qu'ils sont sous les drapeaux, le grade d'enseigne de réserve, en passant un examen spécial dont les règles sont indiquées par le présent règlement.

Remarque. — Les hommes de troupe désignés dans cet article peuvent, s'ils le désirent, avant leur passage dans la réserve, être promus directement au grade de sous-lieutenant (cornette). A cet effet, ils doivent subir l'examen complet d'officier dans une

école de *Younkers*, une école militaire, ou une école spéciale correspondante.

Art. 2. Les jeunes gens désignés à l'art. 1^{er} qui font leur service dans les régiments d'infanterie et les bataillons de chasseurs de la garde et de l'armée peuvent être promus enseignes de réserve dans l'*infanterie* de l'armée; ceux qui servent dans les régiments de cavalerie (garde ou armée), sont affectés à la *cavalerie* de l'armée. — Les jeunes gens appartenant à l'artillerie montée (de la garde ou de campagne) et ceux de l'artillerie de forteresse sont nommés dans l'*artillerie montée de campagne* et ceux de l'artillerie à cheval (garde ou de campagne) dans l'*artillerie à cheval de campagne*. Enfin, les enseignes provenant d'hommes ayant servi dans les sapeurs, les pontonniers, les bataillons de chemins de fer et les parcs télégraphiques sont promus enseignes de réserve *des troupes du génie*.

CHAPITRE II.

EXAMEN POUR LE GRADE D'ENSEIGNE DE RÉSERVE.

Art. 3. L'examen pour le grade d'enseigne de réserve se passe devant des *Commissions militaires spéciales* et seulement *une fois par an*, à la fin des rassemblements d'été.

Art. 4. Les commissions d'examens sont nommées par les commandants en chef des circonscriptions militaires. — Elles sont constituées : pour l'infanterie ou la cavalerie, auprès des états-majors des divisions, des corps d'armée ou des circonscriptions; pour l'artillerie, auprès des états-majors du commandant de l'artillerie de la circonscription ou du commandant de l'artillerie de corps; pour le génie, auprès de l'état-major de la brigade de sapeurs. Chaque commission doit être sous la présidence d'un officier général ou d'un officier supérieur chef de corps, et se composer de deux officiers supérieurs et d'un officier d'état-major. Les deux officiers supérieurs peuvent être remplacés par les officiers subalternes les plus anciens de la même arme.

Remarque. — Les états-majors auprès desquels se réunit la commission mettent à la disposition du président un officier subalterne et un secrétaire, et fournissent également les accessoires de bureau.

Art. 5. Ne peuvent prendre part à l'examen, parmi les jeunes

gens désignés à l'art. 1^{er}, que ceux qui, en raison de leur conduite et de leur manière de servir, ont été promus sous-officiers et sont bien notés par leurs chefs de corps. En outre, *les volontaires conditionnels et les engagés* ne peuvent être admis à l'examen qu'après avoir accompli les deux périodes d'instruction (celle d'hiver, pendant quatre mois au moins, jusqu'au 1^{er} mai, et celle d'été, jusqu'à la fin des rassemblements).

Quant aux appelés, ils ne peuvent être admis à cet examen qu'à la fin de leur deuxième année de service obligatoire.

Art. 6. Outre les jeunes gens qui sont au service actif, peuvent encore être admis à l'examen ceux qui, possédant les mêmes degrés d'instruction, ont été *renvoyés dans la réserve avec le grade de sous-officier*. Ces derniers, dans le cas où ils désirent subir l'examen, doivent *volontairement* faire un stage d'au moins six semaines, pendant la période des rassemblements d'été, dans les troupes qui correspondent à leur arme. Ce stage n'est admis que pour les troupes de l'armée et les troupes spéciales, et non pour celles de la garde. Pendant toute sa durée, les stagiaires doivent *s'entretenir à leurs frais* et avoir une tenue qui leur appartient. Dans la cavalerie et l'artillerie, ils doivent aussi avoir leur cheval. L'État ne leur fournit que les armes et l'équipement.

Art. 7. Tout sous-officier de réserve qui désire accomplir un stage dans un corps de troupe ou une école de Youngers doit adresser à cet effet, avant la fin du mois de février, une demande au commandant militaire du district dans lequel il compte, et produire à l'appui : 1° le congé de libération du service actif qu'il a reçu au moment de son passage dans la réserve ; 2° un certificat du gouverneur ou du maréchal de la noblesse du gouvernement, établissant qu'il s'est bien conduit depuis qu'il a été versé dans la réserve et qu'il n'est sous le coup ni d'une poursuite, ni d'une condamnation ; 3° l'engagement de s'entretenir et de se remonter à ses frais. L'indication du corps dans lequel l'impétrant désire faire son stage peut aussi être jointe à la demande. La permission de faire ces stages, la désignation des corps de troupe ou des écoles dans lesquels ils doivent être faits, ainsi que la fixation des délais pour les accomplir, sont accordées et réglées, avec l'approbation des commandants en chef des circonscriptions militaires, par des dispositions particulières.

Remarque. — Dans le cas où les sous-officiers de réserve qui désireraient accomplir un stage rempliraient des fonctions civiles ou électives, ils devraient obtenir de l'autorité civile un congé pour toute la durée de leur stage.

Art. 8. Les commandants de division et les autres autorités militaires investies de pouvoirs analogues doivent, au commencement de juin, adresser directement à l'état-major de la circonscription militaire la liste sommaire des jeunes gens qui, remplissant les conditions indiquées à l'art. 5, désirent passer l'examen pour le grade d'enseigne de réserve. Sur cette liste sont compris, non seulement ceux qui ont le grade de sous-officier, mais aussi ceux qui, suivant l'avis de leurs chefs, sont susceptibles d'obtenir ce grade avant l'époque de l'examen. D'après les données fournies par ces listes et les renseignements que possèdent les états-majors des circonscriptions sur le nombre des sous-officiers de réserve auxquels il est permis de faire un stage conformément à l'art. 7, et sur les points fixés pour les rassemblements d'été, les commandants en chef déterminent, dans un ordre de la circonscription, la composition des commissions d'examen, les corps ou les écoles de Younkers dont elles auront à examiner les candidats au grade d'enseigne de réserve et le lieu où elles devront opérer.

Art. 9. L'examen pour l'*infanterie* comporte les matières qui suivent : 1° Règlements et lois militaires ; — 2° Service en campagne ; — 3° Notions sur les armes à feu ; — 4° Fortification passagère. Elles doivent être possédées par le candidat de façon à lui permettre de remplir les fonctions d'officier subalterne.

L'examen pour le *génie* comprend les mêmes matières, excepté les notions de fortification passagère, que les candidats ont déjà dû acquérir pour passer sous-officiers.

Dans la *cavalerie*, les notions de fortification passagère sont remplacées par la connaissance des moyens de destruction des voies ferrées et des lignes télégraphiques et celle des procédés de construction et de destruction des ponts en bois ; les autres matières doivent être étudiées au point de vue spécial de l'arme.

Pour l'*artillerie*, au lieu des notions sur les armes portatives, on exige la connaissance d'un cours sommaire sur les différents systèmes d'artillerie. Le reste, comme pour l'infanterie.

Art. 10. Des programmes détaillés pour les épreuves, dans chaque arme, sont approuvés par le Ministre de la guerre.

Art. 11. L'appréciation du savoir des candidats se fait à l'aide de 12 points. Ne peuvent être admis que ceux qui ont une moyenne de 8 points, à condition toutefois qu'ils n'aient pas plus d'une note inférieure ou égale à 6.

Remarque. — Pour fixer la valeur des notes, l'ordre de passage des épreuves écrites et orales et l'établissement de la moyenne, on se guide, autant que possible, sur les indications correspondantes de l'instruction appliquée dans les écoles de Younkers.

Art. 12. Le Président de la commission fait connaître les résultats de l'examen aux jeunes gens qui l'ont subi, adresse un rapport à l'autorité militaire auprès de laquelle la commission a été établie, et informe les chefs des fractions ou des écoles (Younkers) dans lesquelles servent les jeunes gens examinés, ou dans lesquelles ils ont fait un stage. Cette communication faite aux chefs de corps et aux commandants d'écoles est accompagnée des *certificats* donnés par la commission aux jeunes gens qui ont subi l'examen avec succès.

Remarque. — Les chefs respectifs des corps et les commandants des écoles de Younkers inscrivent l'admission à l'examen et ses résultats sur les livrets de ceux qui l'ont passé (dans la colonne des états de service).

Art. 13. Les jeunes gens qui n'ont pas passé l'examen avec succès ne peuvent être admis à le subir une seconde fois que l'année suivante. A cet effet, il leur est permis ou de rester volontairement au service jusqu'au prochain examen ou bien, s'ils sont passés dans la réserve, d'accomplir, l'année suivante, un stage de six semaines dans un corps de troupe, au moment des rassemblements d'été.

CHAPITRE III.

PROMOTION AU GRADE D'ENSEIGNE DE RÉSERVE.

Art. 14. Les sous-officiers qui ont passé l'examen avec succès sont proposés pour être promus : ceux qui sont au service actif, au moment de leur passage dans la réserve, et ceux qui font des

stages dans des corps de troupe et des écoles de Younkers, à la fin de leur stage. Les propositions sont adressées, suivant la règle générale, à l'état-major général, par les commandants des divisions ou les autorités militaires qui jouissent de pouvoirs analogues : pour l'infanterie et la cavalerie, ces propositions sont adressées directement ; pour l'artillerie et le génie, elles passent par les directions générales. Elles sont accompagnées des certificats donnés à la suite des examens et des états de service.

Art. 15. Les jeunes gens qui ont passé l'examen avec succès peuvent être envoyés immédiatement dans la réserve, quand bien même leur passage ne devrait avoir lieu que quelque temps après (pas plus de 4 mois cependant). Ceux qui ne l'ont pas subi ou y ont échoué ne passent dans la réserve qu'à l'expiration du service actif auquel ils sont astreints.

Remarque. — L'envoi anticipé dans la réserve s'accorde également à ceux qui ont passé l'examen pour le grade de sous-lieutenant ou de cornette.

Art. 16. Les commandants militaires de districts doivent rayer du contrôle des hommes de troupe de réserve, les jeunes gens qui ont passé l'examen avec succès, les faire inscrire sur celui des officiers et leur donner une *lettre de service d'officier de réserve*.

Remarque. — L'établissement des *lettres de service* pour les enseignes appartient aux commandants des districts militaires qui sont obligés aussi d'établir pour eux des états de service conformes à ceux des officiers.

Art. 17. En temps de guerre, les sous-officiers qui ont une instruction supérieure ou secondaire peuvent être promus au *grade d'enseigne, même sans examen*, s'ils satisfont aux conditions suivantes : 1° avoir au moins un an de service, s'ils sont volontaires conditionnels ou engagés volontaires, et deux ans, s'ils servent comme appelés ; 2° s'être rendus dignes de cette faveur par une action d'éclat et, en outre, avoir le désir de jouir de ce grade.

Remarque 1. — Mention de ce désir doit être jointe à la proposition.

Remarque 2. — Les enseignes promus en temps de guerre n'ont pas droit aux indemnités d'habillement et d'équipement.

Art. 18. La promotion au grade d'enseigne est notifiée par un ordre de l'empereur.

CHAPITRE IV.

OBLIGATIONS ET DROITS DES ENSEIGNES DE RÉSERVE.

Art. 19. En temps de paix, les enseignes sont soumis au règlement sur les grades des officiers de réserve, avec les restrictions suivantes : 1° ils ne peuvent, d'une façon absolue, être admis au service actif dans les troupes qui se trouvent sur le pied de paix ; 2° ceux qui désireraient accomplir un stage volontaire dans les troupes au moment des rassemblements d'été ne jouissent pas du droit accordé aux autres officiers de réserve (art. 73 du Règlement de 1882) de recevoir les allocations de solde et de vivres attribuées à ceux qui font leur premier stage, après avoir été versés dans la réserve.

Art. 20. En temps de guerre, les enseignes de réserve *d'infanterie, d'artillerie de campagne* montée et à cheval, sont affectés au service d'officier de troupe dans les armes correspondantes ; ceux *du génie* le sont, soit dans les troupes, soit dans les services où ils ont acquis leur grade (sapeurs, pontonniers, bataillon de chemin de fer, parcs télégraphiques), soit même dans l'infanterie ; enfin ceux *de la cavalerie* sont aussi bien affectés aux troupes qu'en général à tous les services pour lesquels il faut être à cheval (les transports, etc.)

Art. 21. Tous les enseignes appelés de la réserve à l'activité, *en cas de mobilisation*, reçoivent pour s'habiller et s'équiper l'indemnité accordée à tous les autres officiers subalternes ; ceux de la cavalerie et de l'artillerie, appelés à un service dans lequel les officiers sont montés, ont droit à une indemnité pour acheter un cheval de selle. Du jour de l'appel, ou du jour de l'arrivée à destination, ils reçoivent la solde de leur grade, ainsi que les autres allocations. Toutes celles du temps de guerre leur sont également accordées comme aux autres officiers subalternes du corps dont ils font partie.

Art. 22. Quant à la tenue, elle est la même que celle des officiers de réserve. En temps de paix, c'est celle de l'arme dans laquelle ils comptent, *avec la contre-épaulette*. En temps de

guerre, c'est celle de la troupe à laquelle ils sont affectés, *sans contre-épaulette*.

Art. 23. Pour *faits de guerre*, les enseignes peuvent recevoir de l'avancement dans les conditions suivantes : 1^o tout enseigne qui mérite de recevoir l'ordre de Saint-Georges est, en même temps, promu sous-lieutenant (cornette) et acquiert le droit d'être promu aux grades supérieurs, aussi bien en temps de paix qu'en temps de guerre, sans être obligé de subir l'examen complet d'officier ; 2^o tout enseigne qui mérite de recevoir un autre ordre avec glaive d'honneur, ou un sabre en or, peut être proposé pour sous-lieutenant ou cornette, et, en raison de l'action d'éclat qui lui a valu cette distinction ou d'un autre fait de guerre, être promu aux autres grades d'officier subalterne ; mais, lorsque l'armée cessera d'être sur le pied de guerre, il ne pourra rester au service qu'à la condition de passer l'examen complet d'officier, dans l'année qui suit le passage au pied de paix. Tout officier ne satisfaisant pas à cet examen est, d'une façon absolue, remis dans la réserve.

Remarque. — Le maintien au service, lorsque l'armée n'est plus mobilisée, des jeunes gens désignés dans l'article ci-dessus peut être admis en observant les conditions générales établies pour le maintien des officiers de la réserve, c'est-à-dire seulement sur leur demande, avec le consentement de l'autorité militaire et quand il y a des vacances d'après l'effectif du temps de paix.

Si nous passons à l'examen des divers articles du règlement qui précède, nous remarquons tout d'abord que sont seuls admis à se présenter aux examens prescrits par l'art. 3 les jeunes gens qui ont reçu une instruction supérieure ou secondaire, quelle que soit la qualité dans laquelle ils servent, volontaires conditionnels de 1^{re} catégorie, appelés, engagés (*okotnik*), ou faisant déjà partie de la réserve : de plus, tous les candidats doivent être sous-officiers.

Quant au temps de présence sous les drapeaux exigé pour être admis à subir les épreuves, il est en concordance avec celui du service obligatoire qu'imposent les dispositions récemment adoptées. Le volontaire conditionnel, l'engagé volontaire ne peuvent prendre part à l'examen qu'après avoir accompli les deux périodes

de l'instruction annuelle, soit à peu près une année de service, et l'appelé ne jouit de ce droit qu'à la fin de la deuxième année de service que lui impose l'art. 2 de l'ordre du 13/25 mars 1886 (1). C'est là, disons-le en passant, une disposition bien propre à encourager les jeunes gens instruits à entrer au service par le volontariat et non par l'appel. C'est le même esprit qui a dicté les art. 2 et 9 de l'ordre que nous citons il y a un instant. Il ne paraît pas douteux que, dans ces conditions nouvelles, presque tous les jeunes gens instruits ne s'empressent de subir les examens et ne soient en état de les passer avec succès. Les dispositions de l'article 15 du nouveau règlement, qui assurent l'envoi anticipé dans la réserve à ceux d'entre eux qui sont sortis avantageusement des épreuves, sont encore bien faites pour augmenter le nombre des candidats.

Tout ce qui précède n'a trait qu'aux jeunes gens qui sont ou seront liés au service en exécution des prescriptions nouvelles. L'article 6, en ouvrant aux sous-officiers de réserve la voie des examens pour obtenir le grade d'enseigne, augmente encore les ressources du recrutement des officiers de réserve. D'après les dispositions qu'il renferme, les jeunes gens qui ont les degrés d'instruction ci-dessus indiqués et qui ont quitté le service avec le grade de sous-officier peuvent se présenter à l'examen annuel, après avoir accompli, à l'époque des rassemblements d'été, un stage d'au moins six semaines. Il semble, à considérer les facilités que ces jeunes gens ont rencontrées pour subir cet examen à l'issue de leur temps de service, que le nombre devrait être réduit de ceux qui auraient à bénéficier des dispositions de l'article 6. Cela est plus que probable, mais il peut se faire que, par des causes accidentelles, telles que des maladies, par exemple, un certain nombre de jeunes gens, qui auraient eu les qualités requises pour devenir officiers de réserve, n'aient pu subir l'épreuve obligatoire et l'article 6 leur donne les chances de réparer le préjudice que les circonstances leur avaient causé.

Mais il est encore une autre catégorie de jeunes gens que visent les dispositions de cet article. C'est celle de tous ceux qui, sous l'empire de la législation antérieure à l'ordre du 13/25 mars, n'ont

(1) Voir la *Revue militaire de l'Etranger*, n° 646 (1886).

fait que passer peu de temps au service actif (3 ou 6 mois), ont été versés dans la réserve comme hommes de troupe et qui, s'ils sont sous-officiers, pourront, en accomplissant le stage prescrit, aborder les examens et obtenir le grade d'enseigne. Il ne faudrait pas, d'autre part, s'exagérer l'importance des ressources qu'offrirait cette catégorie, car il est possible que l'obligation du stage fasse reculer plus d'un de ces jeunes gens qui, depuis les quelques années qu'ils ont quitté le service, ont embrassé des carrières qu'ils ne voudront pas ou ne pourront pas abandonner, même momentanément, pour se soumettre de nouveau aux fatigues du métier militaire. Quoi qu'il en soit, le sous-officier de réserve peut, s'il veut se soumettre à certaines conditions, affronter les examens dont le bénéfice est accordé d'autre part aux sous-officiers qui sont au service.

Restreint aux articles 5 et 6, en ce qui concerne les droits acquis de se présenter à l'examen annuel, le règlement que nous étudions créerait une situation désavantageuse à un certain nombre de jeunes gens qui sont encore sous les drapeaux. On se rappelle, en effet, que l'ordre du 13/25 mars dernier, en augmentant la durée du service obligatoire pour les jeunes gens instruits, exceptait des dispositions nouvelles ceux qui servaient déjà, et leur permettait ainsi de ne satisfaire qu'aux obligations de la loi antérieure. Les corps de troupe comptent donc actuellement une certaine quantité de jeunes gens qui peuvent ne servir que pendant trois ou six mois. En supposant que leur incorporation ait été postérieure au 1^{er} janvier de cette année, ces jeunes gens ne pourraient remplir les conditions de temps de service imposées par l'article 5 du règlement sur les enseignes ni, par conséquent, aborder l'examen, alors même qu'ils auraient le désir de s'y présenter. Il leur faudrait attendre, en admettant qu'ils soient sous-officiers, leur passage dans la réserve pour bénéficier des dispositions de l'article 6. Afin de ne pas négliger de profiter de ressources qui ne demandaient qu'à être utilisées, l'ordre par lequel l'empereur prescrit l'application du règlement nouveau contient une mesure transitoire, dont le résultat est justement de mettre les jeunes gens dont nous parlons dans la possibilité de passer l'examen d'enseigne de réserve. Ceux donc qui resteront au service jusqu'à la fin de la période des rassemblements d'été de 1886, et qui seront sous-officiers à cette époque, pour-

ront subir les épreuves de cette année, alors même que leur incorporation, postérieure au 1^{er} janvier, ne leur aurait pas permis d'accomplir, conformément à l'article 5, les périodes de l'instruction annuelle. Une disposition de même nature est prise également en faveur des jeunes gens qui possèdent l'instruction secondaire et qui servent comme appelés pour une durée de un an et demi. Ceux dont le temps de service doit expirer d'ici le 1^{er} janvier de l'année 1887, et qui sont sous-officiers, pourront aussi se présenter aux examens qui seront passés prochainement.

De toutes les mesures qui précèdent, il résulte qu'on s'est efforcé de tout prévoir pour assurer dans l'avenir le recrutement des officiers de réserve qui, jusqu'à ce jour, n'avait pas laissé que d'être insuffisant, particulièrement comme nombre. Le règlement du 1^{er}/13 janvier 1874, en imposant le service obligatoire et en conférant des privilèges considérables aux jeunes gens instruits, semblait devoir fournir des éléments propres à combler les vacances nombreuses qui existaient, aussi bien dans les cadres de l'armée active sur le pied de paix que dans ceux de l'armée sur le pied de guerre. Il n'en a rien été, surtout en ce qui concerne les officiers de réserve, et les résultats ont été loin de répondre aux prévisions. Comme nous l'avons déjà dit, des durées de service trop courtes ne permirent pas à une quantité de jeunes gens d'acquérir les connaissances qui leur étaient indispensables pour obtenir l'état d'officier. Cependant le déficit ne fut pas uniformément réparti sur toutes les armes, et c'est là un côté de cette question des officiers de réserve qui n'a pas encore été abordé. L'infanterie est de toutes les armes celle qui eut et qui a encore les plus grands besoins en cadres complémentaires; elle est à la fois celle qui compte le plus de troupes et celle qui, au moment de la mobilisation, procède aux formations les plus nombreuses. L'artillerie présente un déficit moins considérable, et après elle le génie et la cavalerie. Le droit qu'accordait antérieurement le règlement de 1874 aux jeunes gens instruits de choisir le corps dans lequel ils voulaient servir, soit comme volontaires, soit comme appelés, pouvait aboutir à ce résultat de faire rechercher certaines armes et de faire délaisser les autres. C'est ce qui est arrivé et a produit ce fait que l'infanterie et l'artillerie recevaient moins de jeunes gens instruits que la cavalerie et le génie. Il y avait là une mesure à prendre. Aussi l'ordre du 13/25 mars a-t-il

supprimé, pour les jeunes gens instruits qui n'entrent au service que comme appelés, le droit de choisir le corps dans lequel ils feront leur service. Il le maintient, il est vrai, comme mesure transitoire, pour ceux qui ont déjà pris part au tirage et ne sont pas encore incorporés : encore prescrit-il de ne pas dépasser une limite que l'autorité militaire doit déterminer. De la sorte, il devient possible à l'état-major général de répartir les jeunes gens instruits suivant les besoins que révèle la situation des cadres des différentes armes. Ce moyen n'est pas d'ailleurs le seul qu'il soit possible d'employer. L'article 2 détermine les armes dans lesquelles peuvent être nommés les enseignes de réserve, et d'une façon générale, tous les jeunes gens seront appelés à servir comme officiers dans celles de ces armes dont ils auront reçu l'instruction comme hommes de troupe. Il est dit cependant, à l'article 20, qu'en temps de guerre, les enseignes du génie seront affectés, non seulement aux troupes de cette arme et aux services des pontonniers, des bataillons de chemins de fer et des parcs télégraphiques, mais aussi à l'infanterie. De même, les enseignes de cavalerie pourront être appelés, dans les mêmes circonstances, à prendre, dans une autre arme que la leur, un service qui exige que l'on sache monter à cheval. Ce sont là des mesures qui, au moment du besoin, permettraient d'utiliser, au profit d'une arme qui présenterait des déficits, les excédents qui se produiraient dans les armes voisines.

Les facilités offertes aux jeunes gens instruits qui voudraient acquérir le grade d'enseigne de réserve seraient illusoires si, d'autre part, l'obtention du grade était entourée de trop grandes difficultés. On a donc fait suivre la publication du règlement de celle des programmes des examens que prescrit l'art. 3. Bientôt doivent paraître également des manuels correspondant aux matières qui sont contenues dans ces programmes et dont l'ensemble n'offre que les connaissances indispensables à tout officier subalterne qui vent être à hauteur de ses fonctions. L'art. 9 en donne l'énumération sommaire, suivant l'arme à laquelle appartiennent les candidats au grade d'enseigne. La période annuelle de l'instruction représente un temps suffisant pour que les jeunes gens qui désirent subir les examens puissent acquérir les connaissances théoriques et pratiques dont ils doivent faire preuve. Préparé comme nous venons d'essayer

de le faire comprendre, le recrutement des officiers de réserve de l'armée russe paraît devoir être assuré dans des conditions très satisfaisantes et qui sont pour le moins à hauteur des mesures prises dans le même but par les principales puissances militaires de l'Europe. C'est ce que nous permettra de constater un rapide coup d'œil jeté sur les institutions similaires de quelques armées étrangères.

Si l'on fait abstraction des cas particuliers qui se présenteront pour les jeunes gens instruits accomplissant encore leur service militaire sous l'empire des dispositions antérieures à l'ordre du 13/25 mars, on peut résumer l'économie du nouveau règlement provisoire russe en disant que, désormais, tous les officiers de réserve proviendront des *jeunes gens ayant reçu l'instruction supérieure ou secondaire*, qui auront au moins un an de service (1), et subi, comme sous-officiers, un examen spécial sans lequel ils ne pourront être promus enseignes de réserve, la nomination à ce grade, sans examen, n'ayant lieu qu'en temps de guerre, comme il ressort de l'art. 17.

En Allemagne, les officiers de réserve proviennent des volontaires d'un an qui sont reconnus aptes au grade d'officier, après un service supplémentaire ou stage de deux mois au moins accompli dans un corps de troupe, et qui sont agréés par le corps d'officiers du régiment dans lequel ils désirent entrer.

L'Autriche-Hongrie les recrute également parmi les volontaires d'un an qui, à la fin de leur année de service, ont subi avec succès un examen réglementaire : elle utilise, en outre, les ressources que lui offrent les cadets qui ont dû quitter le service actif avant d'avoir pu être nommés sous-lieutenants dans l'armée active.

En Italie, ce sont les officiers dits *de complément* qui, dans l'organisation de l'armée sur le pied de guerre, remplissent les fonctions d'officier de réserve, et les sources auxquelles ils son

(1) Quelques-uns de ces jeunes gens, qui seraient entrés à l'extrême limite de la période normale fixée pour l'incorporation des volontaires conditionnels, c'est-à-dire à la fin de décembre, pourraient, s'ils passaient leur examen à la fin des rassemblements d'été et étaient envoyés dans la réserve en bénéficiant des dispositions de l'article 45, n'être restés au service que huit mois environ ; mais leur nombre sera certainement restreint.

puisés sont de plusieurs natures. La première est celle des volontaires d'un an. Ceux de ces jeunes gens qui, à la fin de leur année de service, ont obtenu le certificat d'aptitude au grade de sergent de réserve, peuvent se présenter à l'examen d'officier, mais, pour être promus, il faut, en outre, qu'ils accomplissent un stage de trois mois dans un corps de leur arme, pour s'initier au service.

La seconde comprend les anciens sous-officiers de l'armée active qui ont servi pendant huit ans et qui, à l'expiration de leur service, sont jugés aptes à être promus officiers, sans examen.

Enfin, il en existe encore une troisième que l'on trouve dans le contingent annuel du recrutement.

La loi accorde aux jeunes gens de ce contingent, qui ont une instruction au moins secondaire, le droit d'être promus sous-officiers après une première année de service, et de se présenter, six mois après, à l'examen de sous-lieutenant de complément ; s'ils sont promus, ces jeunes gens servent, en cette qualité, encore pendant six mois, temps après lequel ils sont versés dans la réserve.

A peine est-il besoin d'ajouter que, indépendamment des ressources que nous venons d'énumérer, toutes les puissances militaires utilisent, comme officiers de réserve ou de complément, les officiers de l'armée active qui ont donné leur démission et que leurs qualités physiques rendent encore aptes à un service actif.

Nous n'entrerons pas dans un plus long examen des dispositions du règlement provisoire sur les enseignes de réserve : tous les articles, autres que ceux que nous avons étudiés, s'expliquent suffisamment par eux-mêmes. Nous aurons certainement lieu d'ailleurs de revenir sur ce sujet, lorsque paraîtra le règlement définitif qui doit régir la matière. L'expérience nous permettra alors de nous rendre compte des résultats obtenus et de voir si les espérances fondées sur les dispositions nouvelles ont été confirmées par la pratique, véritable pierre de touche des institutions de cette nature.

EMPLOI DE L'ARTILLERIE

ATTACHÉE AUX

DIVISIONS DE CAVALERIE ALLEMANDES

A différentes reprises, la *Revue* a mentionné les controverses soulevées en Allemagne au sujet soit de la répartition de l'artillerie à cheval dans les divisions de cavalerie, soit de son emploi dans l'exploration et sur le champ de bataille.

La discussion est toujours ouverte : cependant le nouveau règlement de cavalerie, approuvé par l'empereur le 10 avril 1886, précise plus que le précédent le rôle de l'artillerie à cheval, et il paraît intéressant de mettre en lumière, d'une façon spéciale, les prescriptions qu'il contient.

Il proclame l'utilité, quelquefois contestée, des batteries à cheval comme auxiliaires des divisions de cavalerie, et leur assigne, sur le champ de bataille, dans la lutte des corps de toutes armes, un rôle aussi actif que celui des batteries attachées à ces corps : loin de prescrire de les garder en réserve avec la cavalerie, pour lui servir d'appui direct dans ses attaques, il leur donne pour mission de prendre part, comme les autres batteries, à toutes les phases du combat.

Voici d'ailleurs le texte du paragraphe qui traite de l'emploi de l'artillerie :

« Dans les opérations de la cavalerie en avant de l'armée, l'artillerie est un puissant moyen d'action. En face des localités ou des défilés occupés, elle brisera la résistance de l'adversaire ; elle accroitra ainsi la force offensive de la cavalerie. Au contraire, dans le combat de cavalerie contre cavalerie, qui se déroule rapidement, l'artillerie même la plus mobile trouvera seulement un court instant pendant lequel il lui sera possible d'agir. Dans la bataille, il conviendra enfin, le plus souvent, de ne pas retenir auprès de la cavalerie, l'artillerie qui lui est attachée. Elle devra

combiner son action avec celle des autres armes et se réunir de nouveau à la cavalerie, aussitôt après un succès, pour l'accompagner dans la poursuite de l'adversaire. »

En dehors de ces préceptes nouveaux, le règlement insiste sur d'autres prescriptions qui, d'ailleurs, étaient déjà mises en relief par l'ordonnance de 1873 :

« Ceci posé », y est-il dit, « nous ne nous occuperons, dans ce qui suit, que des indications qui concernent l'emploi de l'artillerie auprès des divisions de cavalerie indépendantes :

1) Si plusieurs batteries sont attachées à une division, elles sont placées sous un commandement unique. Le commandant de l'artillerie les dirige personnellement, dès qu'elles prennent part au combat ; jusque-là il reste auprès du commandant de la division.

2) Il convient de maintenir les batteries réunies, parce qu'il s'agit, ici surtout, d'obtenir rapidement un effet sur un point déterminé et que des lignes de tir multiples restreindraient les mouvements de la cavalerie.

3) Dans un combat de cavalerie, la situation change trop rapidement pour qu'on ait le temps de régler plusieurs fois le tir. Par conséquent, les changements de position pendant le combat seront, le plus souvent, proscrits.

4) La position de l'artillerie doit être choisie de manière qu'elle ne gêne pas les mouvements de la cavalerie, qu'elle puisse agir le plus tôt possible, pendant l'attaque même, et qu'elle ne soit pas directement exposée aux coups de l'adversaire.

5) Protéger l'artillerie contre l'attaque de l'ennemi est un devoir pour l'échelon ou le corps de troupe qui se trouve auprès d'elle, sans qu'il y ait besoin pour cela d'un ordre formel. Dans des circonstances spéciales, on lui donne un *soutien particulier*. Ce dernier suit les mouvements de l'artillerie et la met en garde contre les surprises. Dans ce but, il pourra être quelquefois avantageux de faire mettre pied à terre à des cavaliers armés de carabines et de les pousser en avant.

6) L'artillerie est attachée à la colonne de la première ligne pour être disponible dès le début de l'action ; elle doit chercher à ouvrir le feu aussitôt que possible, afin de soutenir d'abord le déploiement et ensuite l'attaque de la cavalerie. Elle dirige son feu sur

la fraction de l'adversaire qui doit être attaquée ou qui marche déjà elle-même à l'attaque.

Si la division n'est pas en mesure d'exécuter immédiatement son attaque, l'artillerie peut essayer d'attirer sur elle le feu de l'artillerie ennemie et de le détourner ainsi de la cavalerie.

L'artillerie ne s'abstient d'agir que si le commandant de la division a le projet de surprendre l'ennemi.

7) Quand la cavalerie devra, dans une marche en avant, franchir un défilé, la meilleure position pour l'artillerie destinée à la soutenir sera sur un des flancs, pourvu que la nature du défilé rende possible l'action du feu.

Dans le cas d'une marche en retraite, il est de règle que l'artillerie passe le défilé à l'avance, afin de prendre une position d'où elle puisse arrêter la poursuite de l'ennemi.

8) Quand l'artillerie a choisi une position latérale notablement éloignée de la ligne suivie par la cavalerie qui se porte en avant, l'action de son feu s'étend encore au delà du point d'attaque. Elle peut, dans une semblable position, attendre en batterie la fin de l'attaque de la cavalerie, sans se trouver dans la mêlée. Si l'attaque réussit, l'artillerie suit le mouvement afin d'entrer en ligne dès que l'adversaire se rallie, de lui interdire une nouvelle résistance, et de le poursuivre de son feu. Si, au contraire, l'attaque est repoussée, l'artillerie, dans le cas où le terrain ne lui permet pas de rester plus longtemps dans sa position, se retire pour prendre, plus en arrière, une nouvelle position défensive. »

Il semble, en lisant la première partie de la citation précédente, qu'on n'espère pas, en Allemagne, voir l'artillerie réussir à prêter le concours direct de son feu aux attaques de cavalerie. On ne peut nier que ce n'est pas sans de grands dangers qu'elle tentera, dans la lutte des divisions de cavalerie isolées, de faire face à l'attaque ennemie. Ne lui reste-t-il aucun autre moyen de seconder efficacement l'arme à laquelle elle est adjointe ?

Un paragraphe nouveau du règlement de cavalerie laisse pressentir qu'un habile commandant de division pourra, dans certaines circonstances, s'en faire un auxiliaire puissant dans le combat.

« Le commandant de la division », dit le règlement (1), « devra, dans l'attaque, chercher à sauvegarder l'une des ailes de sa division contre un mouvement enveloppant de l'ennemi, en la protégeant par un soutien. Il peut créer cet appui à l'aide de ses propres troupes et, en particulier, à l'aide de son artillerie, réunie dans une seule position, d'où elle interdira à l'ennemi, grâce à la grande portée de son tir, de se jeter contre l'aile qu'elle aura pour mission de couvrir. »

C'est ainsi qu'il sera possible de limiter la zone sur laquelle la cavalerie ennemie pourra évoluer et diriger son attaque, restreindre son action dans un champ défavorable et se ménager les avantages du terrain.

Attaque de l'artillerie. — Le nouveau règlement prescrit à la cavalerie un nouveau mode d'attaque contre l'artillerie et, s'il lui laisse pour l'exécution propre une assez grande initiative en ce qui concerne la force de chacun des échelons et la répartition des fractions qui les composent, il est formel sur le procédé tactique à employer :

« Pour attaquer l'artillerie, il est avantageux de gagner son flanc et de se tourner à la fois contre les batteries et contre leur soutien. Mais il sera bien rare que la configuration du terrain et les circonstances du combat favorisent une semblable attaque. On sera donc généralement obligé de charger de front les batteries. La cavalerie se divise pour cela en deux lignes, dont la première prend la formation sur un rang, tandis que la seconde est formée d'escadrons à rangs serrés, marchant à de grands intervalles directement derrière la première ligne. Ces escadrons doivent se mettre en mouvement pour l'attaque, assez tôt pour que leur distance à la première ligne soit de deux cents pas environ, au moment de l'entrée dans la zone du feu de l'ennemi.

Si le terrain ne permet pas d'approcher à couvert, on prendra le galop à grande distance et on allongera l'allure le plus possible.

Une troisième ligne a la mission spéciale de s'opposer à tout

(1) Paragraphe 474, relatif à la conduite du commandant de la division.

mouvement que tenterait la cavalerie adverse pour dégager ses batteries.

Lorsque, après avoir pénétré dans la batterie, on craint de ne pas rester maître de la position, on doit prendre soin de mettre les pièces hors de service, ou de les évincer si l'on en a le temps.

Dans un combat, il peut se présenter telle circonstance où il soit nécessaire d'employer, sans tenir compte du danger, la cavalerie contre de l'infanterie ou de l'artillerie intactes. Dans ce cas, le succès ne sera obtenu qu'en réunissant des masses de cavalerie et en poussant l'attaque à fond. »

Il y a lieu de remarquer que la première ligne de cette formation d'attaque ne doit pas être assimilée à des fourrageurs. Les cavaliers sont formés sur un seul rang, avec des intervalles de 1, 2 ou 3 pas au maximum, et conservent l'alignement pendant toute la durée de la charge, comme une ligne à deux rangs serrés.

Cette première ligne a pour mission d'éteindre le feu de l'artillerie. A cause de son peu de densité, les pertes seront faibles ; et la seconde ligne, à deux rangs serrés, pourra, grâce aux sacrifices de la première, produire le choc et enlever les pièces. C'est au moins ainsi qu'il semble judicieux d'interpréter le règlement.

Répartition de l'artillerie dans les divisions. — Dans une étude publiée en 1884 (1), la *Revue* était amenée à exprimer l'avis que les divisions de cavalerie à six régiments seraient dotées, en Allemagne, de trois batteries à cheval.

Aucune mesure officielle n'est venue, jusqu'à ce jour, confirmer cette opinion ; on a même vu, à plusieurs reprises, les divisions de cavalerie de manœuvre pourvues seulement d'une ou de deux batteries à cheval.

Il serait superflu de reproduire les différentes discussions soulevées à ce sujet et d'étudier aussi quelles sont les raisons qui ont déterminé certains auteurs à proposer de réduire à quatre le nombre des pièces d'une batterie à cheval. Nous nous contenterons de citer l'avis du général Verdy du Vernois et celui du prince de Hohenlohe :

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 640 (1884).

« Pour une division de cavalerie à six régiments, dit le premier, une seule batterie est insuffisante; avec deux batteries, elle se tirera peut-être d'affaire; mais le nombre de trois batteries est certainement le plus favorable. »

Quant au second, il n'admet pas qu'on scinde une *Abtheilung*; il est trop convaincu de l'utilité de faire agir l'artillerie en masse pour croire qu'une seule batterie soit en mesure d'appuyer efficacement la cavalerie. Il rappelle qu'en 1870-71, les divisions de cavalerie n'ont jamais eu trop d'artillerie et que le général v. Voigts-Rhetz a porté à quatre le nombre des batteries de la 5^e division.

Armement des batteries à cheval. — Y'a-t-il lieu de modifier leur armement actuel? Il n'est pas de notre ressort d'agiter cette question, mais nous croyons résumer l'opinion qui a cours en Allemagne, en citant ce que disait v. Löbell à ce sujet, dans ses annales de l'année 1885 :

« La proposition d'adopter un canon-revolver de 57^{mm}, pour les batteries à cheval, est au premier abord, séduisante, mais un examen approfondi lui fait perdre une grande partie de sa valeur.

» Il semble d'abord que l'auteur de cette proposition se trompe sur le poids de la pièce. D'après les données que nous possédons, ce canon ne serait, en aucune façon, une pièce légère.

» En ce qui concerne son efficacité, une pièce semblable sera, à partir d'une certaine distance, tellement inférieure à un canon de campagne, qu'elle ne pourra soutenir la lutte avec lui, comme cela est arrivé autrefois pour la mitrailleuse. Son emploi sera, par conséquent, très limité et hypothétique.

» On ne pourrait probablement pas employer le tir à shrapnels avec un canon-revolver : il est en effet très douteux qu'on puisse construire une fusée fusante pratique d'assez petites dimensions; de plus, il serait à peine possible de donner une durée convenable aux fusées des shrapnels destinés aux différents canons. »

L'ÉCOLE DES OFFICIERS DE CAVALERIE

EN RUSSIE

La *Revue* a déjà fait connaître le but et l'organisation des écoles de tir pour les officiers d'artillerie et d'infanterie (1), écoles instituées pour remplacer les corps d'instruction dont la suppression a eu lieu par décret du 26 mars 1882. Une école de cavalerie, analogue à celles que nous venons de citer, a été créée pour assurer l'uniformité de l'instruction de cette arme et former des commandants d'escadron. Nous allons en faire connaître l'organisation en suivant la même marche que celle adoptée pour les études précédentes.

But et organisation de l'École.

L'École des officiers de cavalerie a pour but :

1^o De préparer aux importantes fonctions de capitaine-commandant un certain nombre d'officiers subalternes appartenant aux régiments de cavalerie de l'armée et aux régiments de cosaques. Pour obtenir ces résultats, on s'efforce non seulement d'augmenter l'instruction théorique et pratique des officiers, mais encore de développer en eux l'étude des connaissances variées que doit posséder tout bon officier de cavalerie ;

2^o De fournir aux régiments de la cavalerie régulière des écuyers susceptibles de donner une direction rationnelle au dressage des jeunes chevaux ;

3^o D'assurer la bonne exécution de la ferrure, en fournissant annuellement aux régiments des maréchaux expérimentés.

L'École de cavalerie doit, en outre, se tenir au courant de

(1) Voir les numéros 602 et 605 (1884).

tous les progrès réalisés par les cavaleries étrangères et des essais qui y sont tentés : le ministre de la guerre communique à cet effet au général commandant l'École de cavalerie tous les renseignements qui lui sont fournis par les attachés militaires.

Placée sous les ordres directs de S. A. I. le grand-duc Nicolas, inspecteur général de la cavalerie, l'École est inspectée par ses soins, sous tous les rapports.

Un conseil de perfectionnement y surveille et dirige toutes les questions relatives à l'enseignement.

L'École est commandée actuellement par un officier général. Elle comprend un effectif permanent, un effectif variable, un escadron de cavalerie, une école d'écuyers, une école de maréchalerie et un détachement de non-combattants.

L'administration et la comptabilité sont centralisées à la direction de l'École ; elles sont soumises, pour l'École, aux règlements sur l'administration des corps de troupe ; pour l'escadron et l'école de maréchalerie, aux règlements sur l'administration et la comptabilité des escadrons.

Personnel de l'effectif permanent.

Tous les officiers de l'effectif permanent, choisis par le directeur de l'École, sont, sur la proposition de l'inspecteur général de la cavalerie, nommés à leurs fonctions par décret impérial.

Le *directeur de l'École* est choisi par l'inspecteur général de la cavalerie, et confirmé dans ses fonctions par décret impérial.

Cet officier général a sous ses ordres tout le personnel de l'École ; pour le service intérieur, il jouit de toutes les prérogatives d'un commandant de brigade et a, sous le rapport administratif, les droits d'un commandant de division. Il veille à ce que l'enseignement soit conforme aux programmes arrêtés par l'inspecteur, auquel il fournit tous les ans un rapport sur les résultats obtenus pendant l'année scolaire. Ce rapport, annoté par le ministre de la guerre, est placé sous les yeux de l'Empereur.

En cas d'absence prolongée ou de maladie, le directeur de l'École est remplacé par le plus ancien des officiers de l'effectif permanent.

Les officiers supérieurs chargés de la surveillance des officiers-élèves commandent les différentes sections de l'effectif variable; ils sont les chefs directs des officiers-élèves et jouissent, à leur égard, des droits d'un commandant de division (2 escadrons).

Si l'on appelle à ces fonctions des officiers des régiments de cavalerie de la garde (*Rothmistre* ou *Stabrothmistre*), ceux-ci sont nommés lieutenants-colonels dans l'armée sans cesser de figurer sur les contrôles des régiments de la garde.

Leur mission consiste :

- 1° A diriger l'instruction professionnelle des officiers-élèves ;
- 2° A veiller au maintien de la discipline, à l'exécution des règlements de l'École et à la conservation de l'ordre pendant les cours ;
- 3° A diriger les exercices pratiques qui ont lieu pendant l'été.

Ils sont, en outre, responsables de la conservation et de l'entretien des chevaux, du harnachement, du matériel du manège et de la salle d'armes.

Le *directeur des études* est choisi parmi les officiers supérieurs ou subalternes du cadre de l'École. Il est chargé de toutes les questions relatives à l'enseignement, de l'établissement des programmes des cours et des travaux d'étude des officiers, des conférences et des interrogations prescrites par le directeur, de la surveillance de la bibliothèque, de la salle des modèles et de tout le matériel employé pour les travaux pratiques. Il tient le cahier de notes des élèves et vise les rédactions lithographiées des cours. Il est secrétaire du conseil de perfectionnement de l'École et peut être appelé à professer un cours.

L'*instructeur de tir* est désigné parmi les officiers d'infanterie de la garde ou de l'armée ayant suivi avec succès les cours de l'École de tir des officiers.

Il est chargé de l'enseignement théorique et pratique du tir ; il exerce sa surveillance sur l'armement et l'atelier de réparations des armuriers.

Le *directeur de l'École de maréchalerie* est choisi parmi les officiers subalternes de cavalerie de la garde et de l'armée.

L'instruction militaire des élèves maréchaux lui est confiée : il surveille leurs travaux, est responsable de leur tenue, de leur instruction et jouit, à leur égard, des droits d'un commandant d'escadron.

L'École des écuyers a pour but :

1° De fournir aux corps de troupe des instructeurs connaissant parfaitement le dressage du cheval ;

2° D'étudier les méthodes d'enseignement les plus avantageuses pour perfectionner le dressage des chevaux, en tenant compte des exigences et des ressources que présentent les corps de troupe.

L'effectif permanent de l'École se compose des professeurs et des surveillants.

Les officiers et les sous-officiers-élèves constituent l'effectif variable.

L'escadron mis à la disposition de l'École lui permet :

1° D'enseigner aux officiers-élèves la pratique du service en campagne et du service d'exploration ;

2° D'étudier les différentes méthodes employées, tant pour l'instruction des cavaliers que pour le dressage des chevaux ;

3° D'expérimenter les modèles en essai (*harnachement, habillement, équipement et armement*).

Le recrutement de l'escadron est assuré par un contingent annuel de jeunes soldats : l'escadron de l'École de cavalerie est exempt de toute espèce de service en dehors de l'École.

Le but de l'*École de maréchalerie* est :

1° De donner aux élèves de l'École des officiers des notions rationnelles sur la ferrure ;

2° De perfectionner l'instruction pratique des maréchaux de l'armée.

L'École reçoit annuellement 54 jeunes soldats exerçant la profession de maréchal ferrant.

A la fin des cours, les élèves qui satisfont aux examens de sortie sont répartis dans les régiments par l'inspecteur général de la cavalerie, selon les besoins des corps.

Les régiments cosaques détachent également des élèves à l'École de maréchalerie ; ces élèves rentrent à leurs corps à la fin de leur cours.

Dispositions particulières.

Tous les officiers supérieurs ou subalternes de l'effectif permanent, inscrits sur les contrôles de l'École, sont maintenus *à la suite* des corps de troupe auxquels ils appartenaient avant leur admission dans le cadre de l'École.

Les officiers subalternes ne cessent pas de concourir pour l'avancement avec les officiers de leurs régiments.

Les officiers et les hommes de troupe de l'effectif permanent, qui obtiennent des congés de plus de quatre mois, sont rayés des contrôles de l'École.

L'École a son siège à Saint-Petersbourg. Pendant l'été, elle se transporte au camp de Krasnoé-Sélo, pour exécuter les exercices pratiques.

Les officiers continuent à porter l'uniforme de leurs régiments; les hommes de troupe ont un uniforme spécial et reçoivent l'armement des dragons.

L'École possède une bibliothèque et une salle de modèles renfermant des spécimens de tout le matériel en service dans les cavaleries européennes.

Afin d'augmenter l'instruction pratique des élèves maréchaux et de les encourager à bien faire, on les autorise, pendant leur séjour à l'École, à ferrer des chevaux appartenant à des particuliers; on agit de même envers les écuyers qui peuvent dresser, moyennant rétribution, des chevaux appartenant à des personnes étrangères à l'École et même à l'armée.

Personnel de l'effectif variable.

Le personnel de l'effectif variable comprend :

1° Les officiers-élèves appartenant aux régiments de cavalerie et aux régiments cosaques : ils sont choisis parmi ceux que leur ancienneté appelle prochainement au commandement d'un escadron;

2° Les officiers subalternes et les sous-officiers qui désirent occuper des fonctions d'écuyers dans les régiments;

3° Les hommes de troupe chargés du pansage des chevaux de l'École, mis à la disposition des officiers;

4° Les ordonnances d'officiers.

Tout ce personnel ne cessant de compter dans ses régiments, est considéré comme étant détaché provisoirement à l'École pour la durée des cours.

Officiers-élèves.

Les officiers-élèves, dont le nombre est de 36, se recrutent à raison de 1 officier par brigade de cavalerie de l'armée.

Les régiments de cosaques de l'armée, ceux du Don, du Kouban et du Terek, appartenant aux divisions de cavalerie, envoient également un officier à l'École de cavalerie.

Ces officiers, désignés par les inspecteurs généraux, sont choisis parmi ceux qui sont portés sur le tableau pour prendre le commandement d'un escadron ou d'une sotnia.

Observation. — Les officiers ayant suivi avec succès les cours de l'ex-escadron d'instruction, ne sont pas détachés de nouveau à l'École des officiers de cavalerie; ils jouissent, néanmoins, de tous les avantages des officiers qui en sortent.

Le nombre des officiers admis à suivre le cours des écuyers est de 15 à 16, soit un officier pour trois régiments; ils sont choisis parmi les moins élevés en grade, doivent avoir le goût du cheval et posséder les aptitudes nécessaires pour devenir de bons écuyers.

Les cours commencent le 1/13 février pour les officiers d'instruction, et le 1/13 septembre pour les écuyers.

Les officiers d'instruction admis à l'École sous la responsabilité des commandants de divisions qui les ont désignés, ne sont soumis à aucune épreuve au moment de leur entrée; il n'en est pas de même des officiers qui aspirent à devenir écuyers : ces derniers subissent un examen d'aptitude, en présence du directeur de l'École et d'un délégué de l'inspecteur général de la cavalerie : ceux qui ne possèdent pas les aptitudes suffisantes pour profiter des cours sont renvoyés à leurs régiments.

Les officiers de l'effectif variable ne cessent pas de compter à leurs régiments pendant la durée de leur séjour à l'École. Ils ne sont appelés à occuper les emplois vacants de commandant d'escadrons qui pourraient s'y produire, qu'après l'achèvement de leur cours.

Leur passage à l'École des officiers de cavalerie est mentionné sur leurs états de services, ainsi que la note obtenue à leur

sortie, si c'est l'une des notes *Très bien* ou *Bien*. Pendant la durée des cours, ils ne peuvent obtenir de congé que pour des raisons majeures, et encore ce congé ne peut-il excéder 28 jours, sans qu'ils soient rayés des contrôles de l'École.

Les officiers qui sont malades deux mois, ou qui apportent de la négligence dans leur service peuvent également être rayés des contrôles de l'École et renvoyés dans leurs régiments.

Hommes de troupe.

Chaque officier détaché à l'École de cavalerie est accompagné d'un cavalier qui devra soigner les chevaux mis à sa disposition pendant son cours.

Ces cavaliers sont pourvus, à leur départ, de deux tenues complètes (1^{re} et 2^e catégorie) qui doivent suffire à leurs besoins pendant le temps qu'ils seront détachés. Quand un ordonnance est renvoyé de l'École, il est remplacé par un homme pris dans les troupes locales les plus rapprochées.

L'École reçoit également, tous les ans, 28 sous-officiers ou cavaliers destinés à remplir, dans les régiments, *des emplois d'adjoints à l'écurier du régiment*.

Ces hommes, choisis parmi les rengagés ou les non-rengagés, doivent posséder des aptitudes physiques leur permettant de mettre à profit le séjour de deux années qu'ils vont faire à l'École, pour devenir de bons instructeurs d'équitation et de dressage; leur désignation se fait dans les régiments, conformément aux instructions de l'inspecteur général de la cavalerie.

Avant d'être admis à l'École, ces sous-officiers ou cavaliers prennent l'engagement de servir, soit dans leur régiment, soit dans tout autre corps de troupe, auquel ils peuvent être affectés, pendant une période de quatre années, en sus du temps fixé par la loi.

Un certain nombre de jeunes gens, généralement fils d'anciens militaires, sont admis comme *engagés volontaires à l'École de cavalerie*. Ces jeunes gens doivent posséder une instruction primaire suffisante et avoir, en outre, l'aptitude physique requise pour devenir de bons écuyers.

La durée de leur cours varie de 3 à 5 ans, après lesquels, s'ils satisfont aux examens de sortie, ils sont nommés sous-officiers,

sous-écuyers dans les régiments de cavalerie. Après six ans de service, ils peuvent être admis dans les Écoles de Younkers, puis nommés officiers, pourvu qu'ils remplissent les conditions exigées par la loi.

Enseignement.

Le cours complet de l'École des officiers de cavalerie dure 1 an et 7 mois.

La durée des cours des instructeurs d'équitation est fixée à 2 ans.

Les cours professés portent sur les matières suivantes :

I. — ÉCOLE DES OFFICIERS D'INSTRUCTION.

- 1^o Hippologie ;
- 2^o Théorie de l'équitation et du dressage des chevaux ;
- 3^o Tactique de la cavalerie ;
- 4^o Histoire de la cavalerie ;
- 5^o Fortification passagère et télégraphie ;
- 6^o Tir et notions sur les armes à feu ;
- 7^o Théorie de la ferrure et cours de maréchalerie.

Pendant la première période du cours (hiver), les travaux pratiques se divisent en deux catégories et consistent dans :

1^{re} catégorie.

- 1^o La solution de problèmes tactiques sur des cartes, le jeu de la guerre ;
- 2^o Des exercices de dessin topographique et la représentation sur le papier des accidents de terrain ;
- 3^o La manipulation des appareils télégraphiques ; la transmission et la réception de dépêches en russe et dans diverses langues étrangères.

2^o catégorie.

- 1^o Travail de manège et de carrière sur des chevaux dressés ;
- 2^o Dressage des chevaux de remonte ;
- 3^o Escrime à l'épée et au sabre ;
- 4^o Travaux à la maréchalerie ;
- 5^o Nomenclature, montage et démontage des armes à feu. — Exercices préparatoires de tir.

Les travaux pratiques de la seconde période (été) se divisent également en deux catégories, la première comprenant :

1° Des exercices de levé du terrain, avec ou sans instruments ;

2° La solution sur le terrain de problèmes tactiques et la rédaction des rapports et croquis à l'appui de ces problèmes ;

3° La destruction et le rétablissement des voies ferrées et des lignes télégraphiques ; l'interruption des correspondances télégraphiques.

Les travaux pratiques de 2° catégorie comprennent :

1° L'équitation à l'extérieur ;

2° L'exécution, à pied et à cheval, de toutes les prescriptions des règlements de manœuvres ;

3° Le cours pratique de tir.

II. — ÉCOLE DES ÉCUYERS.

Les cours professés à l'École des écuyers ont pour but l'enseignement :

1° De l'hippologie ;

2° De l'équitation ;

3° Du dressage ;

4° De la ferrure.

Les exercices pratiques consistent en reprises de manège et de carrière exécutés d'abord sur des chevaux dressés, puis sur de jeunes chevaux ; les écuyers sont également exercés au gymnase et à la voltige.

Pendant la durée des cours, les élèves sont soumis à de fréquentes interrogations sur toutes les matières qui leur sont professées ; d'après leurs réponses, ils sont notés : *Très bien*, *Bien* ou *Médiocre* ; ces notes sont conservées et servent à l'établissement du classement de fin d'année.

Les notes obtenues pour les exercices pratiques donnent une moyenne spéciale également mentionnée sur le certificat délivré à la sortie de l'École.

A la fin de la première année, les officiers qui obtiennent la moyenne *Très bien* ou *Bien*, dans chaque cours, sont admis en première division sans avoir à subir d'examen de passage. Les

autres officiers doivent répondre à un examen spécial; dans le cas où leurs notes sont insuffisantes, ils sont renvoyés dans leurs régiments.

Les examens de sortie ont lieu du 15/27 août au 1/13 septembre : ils portent sur toutes les matières enseignées à l'École. Indépendamment des épreuves orales, chaque officier doit résoudre, sur le terrain, des problèmes tactiques dont les thèmes correspondent à une hypothèse de guerre.

Les examens, présidés par le directeur de l'École, ont lieu en présence d'une commission nommée par le ministre de la guerre.

La commission rend compte au ministre des résultats de l'examen et appelle particulièrement son attention sur la manière dont les programmes ont été appliqués.

De son côté, le directeur de l'École fournit à l'inspecteur général de la cavalerie un rapport sur les examens des élèves.

La moyenne des notes obtenues par les officiers figure sur l'état de classement remis à l'inspecteur général de la cavalerie; elle est mentionnée également sur les certificats de fin de cours.

Un *conseil de perfectionnement* examine toutes les questions relatives à l'enseignement. Il se compose du directeur de l'École, président, des officiers supérieurs chargés de la surveillance des élèves, des professeurs et des chefs des travaux pratiques.

Les fonctions de secrétaire sont remplies par l'officier adjoint au directeur des études. Cet officier a voix délibérative comme les autres membres du conseil.

Le conseil de perfectionnement est chargé :

- 1° De l'examen des programmes ;
- 2° De la répartition des cours dans le courant de l'année ;
- 3° De fixer la date des interrogations et des examens de passage ou de sortie ;
- 4° Du choix des livres et du matériel d'étude ;
- 5° Des modifications à introduire dans les programmes d'instruction ;
- 6° De l'établissement des instructions concernant les travaux de campagne ;
- 7° De statuer sur le renvoi dans leurs régiments des officiers qui seraient dans l'impossibilité de suivre les cours (pour une raison quelconque).

Le conseil de perfectionnement se réunit sur la convocation du directeur de l'École; les décisions sont prises à la majorité des voix; en cas d'égalité des voix, celle du président est prépondérante, mais si le directeur ne partage pas l'avis de la majorité, il peut passer outre et faire exécuter sa décision personnelle, quitte à en référer à l'inspecteur général de la cavalerie.

Toutes les décisions du conseil concernant les questions qui se rapportent aux quatre premiers articles sont immédiatement mises à exécution par le directeur de l'École; les décisions relatives aux art. 5, 6 et 7 doivent, au préalable, être soumises à l'approbation de l'inspecteur général.

Droits des officiers.

Les officiers de l'effectif variable, qui se sont particulièrement distingués pendant leurs cours, peuvent, à leur sortie, être proposés pour des récompenses exceptionnelles, sans qu'ils puissent toutefois être promus à un grade supérieur.

Tous ont droit à la première vacance de commandant d'escadron se produisant après leur rentrée dans leur régiment; cette place leur est donnée quand bien même il y aurait dans leur corps des capitaines en second d'une ancienneté supérieure à la leur.

Les vacances de capitaine-commandant qui se produisent pendant leur séjour à l'École, leur sont réservées et, en attendant la fin du cours, le commandement de l'escadron est exercé provisoirement par un capitaine en second, n'ayant pas suivi les cours de l'École.

Indemnités. — Entretien de l'École.

La solde des officiers de l'effectif variable est déterminée par un tarif spécial; à cette solde vient se joindre une indemnité de logement ou un logement fourni par l'État.

Pendant leur séjour à l'École, les officiers-élèves perçoivent le supplément de solde alloué pendant leur séjour au camp; ils touchent, en outre, l'indemnité de vivres.

Les officiers généraux, supérieurs et subalternes ne perçoivent qu'une seule ration de fourrages.

Pendant la durée des travaux pratiques sur le terrain, le directeur de l'École touche une indemnité journalière de trois roubles; les officiers supérieurs, une indemnité de deux roubles; et les officiers subalternes, une indemnité d'un rouble; cette gratification est indépendante de l'indemnité de campement.

Les hommes de troupes qui accompagnent les officiers pendant les travaux à l'extérieur perçoivent, indépendamment des prestations en vivres, un supplément de 25 kopecks par jour.

La ration de fourrage allouée aux chevaux de selle de l'École est de la 1^{re} catégorie; celle des chevaux de trait, de la 3^e.

Quand l'École se transporte au camp de Krasnoé, elle y occupe les baraquements affectés anciennement à l'escadron d'instruction.

Budget.

Le *budget de l'École* se divise en deux parties distinctes; l'une, ordonnancée par l'intendance, et l'autre, par le service du génie.

Les principaux articles de ce budget se subdivisent ainsi qu'il suit :

	ROUBLES.
<i>1^o Sommes allouées par l'Intendance.</i>	
Gratifications et appointements des professeurs et des chefs des travaux pratiques.....	8,900
Appointements du maître maréchal ferrant et de son adjoint.....	2,000
Appointements du maître d'escrime, du professeur de gymnastique et du professeur de voltige	1,200
Bibliothèque et matériel de l'École.	1,000
Journaux, revues, modèles d'armes et d'équipement, ...	600
Matériel d'instruction pour la maréchalerie, la salle d'escrime et le gymnase.....	2,000
Entretien du matériel d'écurie de l'escadron de l'École.	1,700
Ferrure et soins à donner aux chevaux.....	700
Frais de bureau.....	350
Domestiques.....	3,000
<i>2^o Sommes dépendant du service du Génie.</i>	
Entretien des bâtiments.	500
Entretien et renouvellement du mobilier.....	200
Eclairage.	3,030
Frais d'entretien des cours et du manège.....	3,478
Abonnement pour l'eau.....	1,000
Entretien des appareils à gaz.	735

Le service de l'artillerie alloue une somme de 200 roubles pour l'entretien des armes en service à l'École.

Chevaux affectés à l'École.

Les chevaux affectés au service de l'École comprennent les catégories suivantes :

- 1° Chevaux appartenant aux officiers de l'effectif variable ;
- 2° Chevaux des écuyers ;
- 3° Chevaux de l'escadron de l'École ;
- 4° Chevaux de rechange pour servir à la voltige et remplacer les indisponibles ;
- 5° Chevaux de trait.

L'effectif total des chevaux est déterminé par un règlement spécial.

Les chevaux destinés à l'École de cavalerie sont achetés par un des officiers remonteurs de la cavalerie de la garde, désigné spécialement par l'inspecteur général de la cavalerie ; leur prix d'achat et les qualités exigées sont ceux des chevaux de selle de la cavalerie légère de la garde. Aucune robe spéciale ne leur est attribuée.

La catégorie des chevaux dits *de rechange* provient des chevaux réformés les années précédentes.

Afin de permettre aux écuyers de dresser un plus grand nombre de chevaux, les régiments de la garde envoient tous les ans à l'École de cavalerie un certain nombre de jeunes chevaux qui doivent y être dressés.

Mobilisation.

Les officiers appartenant aux différentes sections composant l'École de cavalerie sont mobilisés conformément à des dispositions spéciales prescrites par l'état-major général.

Tous les officiers et hommes de troupe composant le personnel de l'École reçoivent une affectation.

TABLEAU D'EFFECTIFS

DE L'ÉCOLE DES OFFICIERS DE CAVALERIE.

	NOMBRE.
I. — ÉTAT-MAJOR DE L'ÉCOLE.	
Directeur de l'École (général-major ou colonel).....	1
Officiers supérieurs chargés de la surveillance des élèves.....	4
Officier subalterne chargé de l'administration.....	1
Directeur des études (officier subalterne du corps d'état-major).....	1
Adjudant.....	1
Tré-orier et quartier-maître.....	1
Instructeur de tir (officier subalterne d'infanterie).....	1
Officiers supérieurs.....	10
Officiers subalternes.....	
<i>Fonctionnaires classés.</i>	
Médecin de 1 ^{re} classe.....	1
Vétérinaire.....	1
Comptable.....	1
Maître maréchal (civil).....	1
Chef armurier (civil).....	1
<i>Non combattants.</i>	
Surveillant des malades.....	1
Feldcher, médecin de 1 ^{re} classe.....	1
— — 2 ^e classe.....	1
— pharmacien.....	1
— vétérinaire de 1 ^{re} classe.....	1
— — 2 ^e classe.....	1
Infirmiers de salle.....	2
Secrétaires de 1 ^{re} classe.....	2
— de 2 ^e classe.....	2
— de 3 ^e classe.....	3
Coupeur et essayeur.....	1
Adjoint au coupeur.....	1
Ouvriers de 1 ^{re} classe.....	3
— de 2 ^e classe.....	17
Cuisiniers et boulangers.....	9
Hommes du train.....	4
TOTAL.....	50
II. — ESCADRON ATTACHÉ A L'ÉCOLE.	
Commandant de l'escadron (officier supérieur).....	1
Chefs de pelotons.....	4
Vachin-tre.....	1
Capitaines d'armes.....	4
Sous-officiers de pelotons.....	5
Sous-officiers.....	9
Gefreite.....	8
A REPORTER.....	32

	NOMBRE.
II. — ESCADRON ATTACHÉ A L'ÉCOLE (suite).	
REPORT.....	32
Cavaliers.....	92
Trompette.....	1
Elèves-trompettes.....	3
Sous-officiers instructeurs d'escrime.....	2
— de gymnastique et de voltige.....	2
<i>Détachement chargé de soigner les chevaux.</i>	
Vachmistre.....	1
Sous-officiers de peloton.....	4
Sous-écuyers.....	4
Cavaliers.....	20
TOTAL.....	161
III. — ÉCOLE DE MARÉCHALERIE.	
Directeur (officier subalterne).....	1
Maîtres maréchaux de 1 ^{re} classe.....	8
Elèves maréchaux.....	54
IV. — ÉCOLE DES ÉCUYERS.	
Officier supérieur chargé de la surveillance des élèves.....	1
Officier subalterne (adjoint).....	1
Officiers supérieurs, professeurs d'équitation et de dressage.....	2
Officiers subalternes, professeurs d'équitation et de dressage.....	2
Vachmistre.....	1
Sous-officiers de peloton.....	2
Sous-écuyers.....	2
Cavaliers.....	15
Aumônier.....	1
Sacristain.....	1
Cavaliers-ordonnances.....	31

LA

COMPAGNIE MILITAIRE DES CHEMINS DE FER

EN PORTUGAL

On se souvient que conformément au décret du 30 octobre 1884, portant réorganisation de l'armée portugaise (1), la 1^{re} compagnie du 2^e bataillon du régiment du génie, se compose de soldats-ouvriers de chemins de fer.

Jusqu'ici, cette unité, parfaitement organisée, et tenue très au courant de ses fonctions au point de vue théorique, n'avait à sa disposition ni le matériel roulant, ni le tronçon de voie ferrée nécessaires pour les études pratiques qui devaient compléter les enseignements de la théorie. Grâce aux efforts du nouveau ministre de la guerre et particulièrement à la volonté du roi Dom Luis, dont on connaît le goût pour tout ce qui est travaux publics et chemins de fer, la 1^{re} compagnie du 2^e bataillon du génie va pouvoir enfin être exercée pratiquement au service de la traction et à celui de la voie.

Nous trouvons, à ce sujet, dans le *Diario do Governo* (2), du 10 juillet, à propos de la concession du tronçon de voie ferrée de Santa-Apolonia à Bemfica, une clause relative à la compagnie militaire des chemins de fer portugais, et nous signalons cette clause comme une preuve de l'intérêt constant qu'apporte à l'instruction de son armée le gouvernement portugais.

La section de Santa-Apolonia à Bemfica est formée par un tronçon de ligne qui s'embranché à Santa-Apolonia, sur la ligne de l'est, aux abords de Madre-de-Deus, et va se rattacher près des hauteurs de San-Domingo de Bemfica, au chemin de fer de Lis-

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 619 (1885).

(2) Journal officiel du gouvernement portugais.

bonne à Cintra et Torrès-Vedras, et à l'embranchement de Mercena. Santa-Apolonia et Bemfica sont à quelques kilomètres de Lisbonne, et la nouvelle voie ferrée, qui décrit au nord-est de la capitale une longue courbe, demeure, en réalité, un chemin de fer stratégique d'une sérieuse importance. Il était donc naturel que cette voie fût, en partie au moins, exploitée militairement, et l'on ne pouvait mieux choisir, comme centre d'exploitation, que la station de Campo-Pequeno, sur la grand'route de Lisbonne à Torrès-Vedras par Lumiar, en arrière du défilé de Carriche.

L'article 23 de la convention conclue le 7 juillet entre l'État et la compagnie concessionnaire détermine que la station de Campo-Pequeno sera de 2^e classe, mais construite de façon qu'elle puisse servir pour l'embarquement et le débarquement de forts détachements de troupes de toutes armes, munies de tout le matériel de guerre dont se servent aujourd'hui les armées. Dans ce but, les projets de constructions, bâtiments, voies, rampes, quais, etc., devront être tout d'abord soumis à l'approbation du ministre de la guerre.

La compagnie réservera en outre au gouvernement, au prix proportionnel des expropriations qu'elle est autorisée à faire, tout le terrain dont celui-ci estimera avoir besoin pour y établir le parc de la compagnie militaire des chemins de fer et le matériel, quel qu'il soit, qu'il jugera utile d'avoir là en dépôt, sauf toutefois celui qui serait d'une nature explosive (nitroglycérine, poudre, dynamite). De même le gouvernement se réserve le droit d'élever à Campo-Pequeno les ouvrages militaires qu'il croira bon de construire, comme aussi un embranchement reliant à la station la caserne de la compagnie du génie dite « compagnie de chemins de fer ».

La compagnie civile concessionnaire s'engage à employer le personnel de la compagnie militaire des chemins de fer, pour tous les services de construction, entretien, réparation, non seulement de la ligne Santa-Apolonia—Bemfica, mais aussi des lignes qui lui ont été déjà concédées et de celles dont elle aura la concession à l'avenir. Tant que le personnel militaire ne sera point assez expert pour mériter la rémunération pécuniaire attribuée par la compagnie à ses employés, la solde

de cette troupe sera assurée par le ministère de la guerre, mais dès que l'instruction technique des soldats-ouvriers de chemins de fer sera terminée, le département de la guerre ne donnera plus à ces hommes que la solde brute, la compagnie civile restant chargée de servir la différence entre cette solde et les émoluments payés aux employés civils.

Le gouvernement, par cette clause, réalise une économie, tout en se réservant le moyen de donner à une partie de ses troupes techniques une instruction solide et pratique qu'elle eût été, sans cela, fort empêchée d'acquérir.

En outre la compagnie de Santa-Apolonia — Bemfica s'engage à faire exploiter peu à peu la ligne actuelle et celles qui lui seront plus tard concédées pour tracer autour de Lisbonne une voie de grande ceinture, de préférence par le personnel militaire, de façon à donner à l'instruction de ces soldats-ouvriers tout le développement possible. Quant aux autres lignes qu'elle possède déjà ou dont elle acquerra plus tard la concession, le gouvernement pourra également les faire desservir par des employés appartenant à l'armée, suivant un tarif et des conditions à débattre entre les deux parties.

La compagnie militaire des chemins de fer, toutes les fois qu'elle aura à user de la voie pour ses transports et pour son instruction, voyagera gratuitement. Dans tous les autres cas, la compagnie concessionnaire sera tenue de lui fournir le matériel (machines, trucs, wagons, etc.) dont elle aura besoin, au prix minimum du tarif.

Les travaux de la nouvelle ligne sont déjà entrepris et, notamment, à Campo-Pequeno, les ouvriers militaires sont dès aujourd'hui à l'œuvre. On pense que d'ici à un temps très court la ligne Santa-Apolonia—Bemfica pourra être mise en exploitation.

Pour permettre à la compagnie militaire des chemins de fer de commencer ses exercices, le gouvernement portugais a fait récemment à l'étranger diverses acquisitions de matériel que nous avons à signaler.

C'est ainsi qu'une commission d'officiers du génie, après avoir étudié les divers systèmes de ponts militaires en usage à l'étran-

ger, a opté pour le type belge de Thierry, dont un certain nombre d'exemplaires ont été commandés à la maison Cockerill, de Seraing.

Le nouveau train de ponts portugais comprend 25 voitures, chacune tirée par six chevaux. Quatorze sont destinées au transport d'autant de pontons, huit sont disposés pour recevoir les chevalets et le matériel d'attache : une transporte les rampes d'accès, les deux autres porteront une forge et le matériel qu'elle comporte. Les pontons (1) du système Thierry sont supérieurs, dit-on, aux bateaux type Birago; ils sont plus maniables et possèdent en même temps une stabilité plus grande. Avec le matériel acquis par le gouvernement portugais, on pourra construire un pont de 138 mètres.

Outre ce train de ponts, le Portugal vient également de commander en Italie un parc double (pied de paix et pied de guerre) pour la compagnie technique de chemins de fer.

Ce parc, construit dans les ateliers de l'État, suivant le désir exprimé au gouvernement italien par le ministre de la guerre portugais, général de San Januario, sera incessamment terminé, et livré avant la fin de l'automne.

Le parc de la compagnie technique se compose, pour le pied de guerre, d'un convoi de six wagons-plates-formes, avec les voitures et les fourgons nécessaires pour le transport du matériel, du personnel et des animaux de trait. Sur les wagons-plates-formes ou trucs, on peut charger, indépendamment des six voitures qui composent le matériel du pied de paix, 39 caisses d'outils. Un d'eux est destiné spécialement au matériel de réparations de ponts ou viaducs.

Le parc du pied de paix comporte quatre voitures à quatre roues et deux à deux roues. Les premières transportent le matériel nécessaire pour la construction, la destruction et la réparation des voies ferrées; sur les secondes, on chargera les réserves d'outils, d'effets d'habillement, les vivres et les bagages des officiers.

Puisque nous parlons de matériel et de troupes techniques, nous ajouterons que le gouvernement portugais vient d'acquérir,

(1) C'est non *demi-ponton*, comme l'indique le *Memorial de artilleria* espagnol.

également en Espagne et en Suède, une certaine quantité d'appareils télégraphiques. Les appareils espagnols, plus légers, sont destinés aux troupes qui opéreront dans les pays de montagne et seront transportés à dos de mulet; les appareils suédois, plus puissants, mais un peu plus lourds, seront distribués aux troupes qui combattront en rase campagne et en pays de plaine. On attend l'arrivée de ce matériel d'un moment à l'autre.

C'est ainsi que le ministre de la guerre, comme il le disait récemment à Porto, poursuit l'œuvre commencée en 1884 par son prédécesseur, le général Fontès. Sans doute l'armée portugaise a encore plus d'un progrès à réaliser pour s'élever au niveau qu'elle désire atteindre. Reconnaissons cependant que, si elle procède avec une certaine lenteur, elle agit avec une persévérance qui ne peut manquer de l'amener au but.

NOUVELLES MILITAIRES

AUTRICHE-HONGRIE

CLASSIFICATION DES VÉTÉRINAIRES MILITAIRES. — Les vétérinaires militaires étaient jusqu'à présent divisés en six catégories, désignées de la manière suivante :

Vétérinaire supérieur de 1 ^{re} classe.	Solde de capitaine de 1 ^{re} classe.
Vétérinaire supérieur de 2 ^e classe.	Solde de capitaine de 2 ^e classe.
Vétérinaire.....	Solde de lieutenant.
Sous-vétérinaire.....	Solde de sous-lieutenant.
Aide-vétérinaire.....	} Solde spéciale de la 12 ^e classe budgétaire des employés militaires.
Vétérinaire stagiaire (1).....	

Un décret du 15 mars (2) a modifié cette organisation. La dénomination d'aide-vétérinaire est supprimée et remplacée par celle de *sous-vétérinaire de 2^e classe* ; les anciens sous-vétérinaires prennent en même temps le titre de sous-vétérinaires de 1^{re} classe. Les sous-vétérinaires de 2^e classe conservent la solde et l'indemnité de logement auxquelles ils avaient droit jusqu'ici, mais sont assimilés pour toutes les autres prestations aux sous-vétérinaires de 1^{re} classe ; ils portent le même uniforme que ces derniers, avec les mêmes marques distinctives.

Les vétérinaires stagiaires auront la même tenue que les sous-vétérinaires, mais sans la rosette distinctive de grade affectée à ces derniers (3).

Le même décret fixe des règles semblables pour la tenue des employés militaires de la 12^e classe qui seront tous, à l'avenir, désignés sous le nom de *stagiaires* (4).

(1) Dénomination des volontaires d'un an pourvus du diplôme de vétérinaire et accomplissant leur volontariat dans ce service.

(2) *Verordnungsblatt* du 30 juin 1886.

(3) Jusqu'à présent les vétérinaires stagiaires n'avaient pas de tenue particulière ; ils étaient autorisés à porter celle des sous-vétérinaires.

(4) Un certain nombre d'entre eux portaient la dénomination d'*élèves* ; leur nouveau titre est *praktikant*, qui répond à l'idée de *stagiaire*.

AUGMENTATION DE L'INFANTERIE BOSNIAQUE. — A dater du 1^{er} octobre prochain, chaque bataillon d'infanterie bosniaque recevra une cinquième compagnie au même effectif que les quatre compagnies déjà existantes (1).

MODIFICATIONS A L'ORGANISATION DES ÉTABLISSEMENTS DE L'HABILLEMENT. — La *Revue militaire de l'Étranger* a exposé en 1882 (2) l'organisation du service de l'habillement en Autriche-Hongrie, et notamment celle des *dépôts d'habillement*, qui correspondent à nos magasins centraux. A cette époque, les dépôts étaient au nombre de quatre, placés à Brünn, Budapest, Graz et Vienne; on comptait en outre deux succursales, l'une à Jaroslau, l'autre à Karlsburg.

Dès 1883, survint une première modification consistant dans le transfert du dépôt n° 4, de Vienne à Kaiser-Ebersdorf, et dans la suppression de la succursale de Jaroslau.

A la suite de l'occupation de la Bosnie-Herzégovine, on avait créé un dépôt provisoire d'habillement à Serajevo et, plus tard, la difficulté des communications entre les deux provinces avait conduit à organiser un petit magasin à Mostar.

Une circulaire ministérielle du 13 septembre dernier (3) vient de rendre cette organisation définitive; elle consacre, en outre, un certain nombre de modifications aux effectifs de paix et de guerre de tous les établissements du service.

Les dépôts restent au nombre de quatre, mais les zones de livraison sont ainsi modifiées :

Le dépôt n° 1, à Brünn, dessert les 1^{er}, 8^e, 9^e et 10^e corps;

Le dépôt n° 2, à Budapest, fournit les 6^e, 7^e, 11^e corps, et la plus grande partie du 4^e corps : il a une succursale à Karlsburg, pour le 12^e corps;

Le dépôt n° 3, à Graz, est affecté aux 3^e, 13^e, 14^e corps et au commandement militaire de Zara;

Le dépôt n° 4, à Kaiser-Ebersdorf, fournit le 2^e corps et la majeure partie du 5^e; les ateliers de confection des modèles-types lui sont rattachés.

Le 15^e corps reçoit ses effets de la succursale de Serajevo et du ma-

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 631 (1885).

(2) N° 562, 2^e semestre 1882.

(3) *Verordnungsblatt* du 23 septembre.

gasin de Mostar ; ceux-ci s'approvisionnent en principe au dépôt n° 2 et, exceptionnellement, au dépôt n° 3.

Le personnel du temps de paix est ainsi réglé :

	Officiers.	Officiers comptables.	Personnel technique.	Hommes de troupe.
Dépôt n° 1.....	18	7	4	118
Dépôt n° 2.....	15	5	2	111
Succursale de Karlsburg.	2	1	»	28
Dépôt n° 3.....	14	4	2	74
Dépôt n° 4.....	11	3	3	63
Succursale de Serajevo...	3	2	»	48
TOTAUX....	63	22	11	442

En outre, à chacun des dépôts n° 1, 2 et 4, sont attachés deux officiers en retraite chargés, l'un du service d'adjudant-major, l'autre de l'administration des locaux occupés. Pour le dépôt n° 3, un seul officier retraité cumule les deux fonctions.

Aucun personnel spécial n'est affecté au magasin de Mostar. L'administration doit en être confiée à un officier retraité, dont la pension est complétée de manière à atteindre le taux de la solde d'activité ; le personnel subalterne est prélevé sur l'effectif du dépôt de Budapest ou de la succursale de Serajevo.

En temps de guerre, les établissements de Brünn, Budapest et Graz mettent chacun sur pied un dépôt de campagne d'habillement chargé en outre, des rechanges de matériel pour le service de santé. Chaque dépôt de campagne est commandé par un officier supérieur, il compte de plus 1 capitaine, 4 officiers subalternes, 2 officiers comptables et 112 hommes de troupe. Les magasins du temps de paix reçoivent une augmentation importante de personnel, qui porte l'effectif total des dépôts à 82 officiers, 31 comptables, 15 employés techniques et 690 hommes de troupe, et l'effectif total du service de l'habillement à 100 officiers (1), 37 comptables, 15 employés et 1026 hommes.

(1) Sur les 100 officiers employés en temps de guerre, 74 doivent appartenir au service de l'habillement, savoir : 4 colonel, 2 lieutenants-colonels, 3 majors, 28 capitaines (dont 18 de 1^{re} classe), 25 lieutenants et 15 sous-lieutenants. On complète les cadres à l'aide d'officiers non actifs, désignés d'avance comme pouvant être employés dans ce service en cas de mobilisation.

EMPIRE ALLEMAND

FRACTIONNEMENT DU BATAILLON D'INFANTERIE DE MARINE EN DEUX DEMI-BATAILLONS. — L'Empereur a prescrit qu'à partir du 1^{er} octobre prochain, le bataillon d'infanterie de marine se fractionnerait en deux demi-bataillons de 3 compagnies chacun. Le 1^{er} demi-bataillon, commandé par le chef du bataillon, tiendra garnison à Kiel, tandis que le 2^e demi-bataillon, sous le commandement du plus ancien des capitaines, aura Wilhelmshaven pour résidence.

D'après certains organes de la presse allemande, cette mesure ne serait qu'un acheminement vers la transformation du bataillon actuel à 6 compagnies en deux nouveaux bataillons à 4 compagnies chacun.

AUGMENTATION DE L'EFFECTIF DE LA SECTION AÉRONAUTIQUE. — La section aéronautique, qui ressortit au régiment des chemins de fer de campagne, comptera dorénavant 50 hommes à l'effectif au lieu de 30.

MODIFICATIONS DANS LES EXERCICES DE GYMNASTIQUE. — Une décision ministérielle, en date du 27 août, apporte quelques modifications à l'instruction de la gymnastique dans les corps d'infanterie.

L'appareil dit « cheval de bois » (*Sprungkasten*) est désormais supprimé. Les accidents nombreux qu'il occasionnait étaient une source d'appréhension pour beaucoup de recrues. Ce matériel de gymnastique, devenu ainsi hors d'usage, sera vendu au profit des corps.

MODIFICATIONS APPORTÉES À LA COIFFURE ET À L'UNIFORME DES TROUPES BAVAROISES. — Un ordre de cabinet, en date du 3 septembre, modifie, dans les quatre points principaux suivants, la coiffure et l'uniforme des troupes bavaroises :

I. — L'armée fera dorénavant usage d'un casque et d'un schapska nouveau modèle (1886).

Le casque, en cuir vernis noir, a la même forme pour toutes les armes. Il est surmonté d'une pointe cannelée.

Cette dernière peut être remplacée par un porte-panache pour les officiers et les hommes de troupe portant cet insigne. La visière de devant, bordée d'une garniture métallique, est carrée; celle de derrière, également à bordure métallique, est au contraire arrondie. L'emblème consiste dans les armes de la Bavière avec les lions héraldiques et la devise : « *In Treue Fest* » (Ferme dans la fidélité).

Le casque est muni de jugulaires métalliques, à écailles plates, pour les troupes à pied, et à écailles convexes, pour les troupes à cheval et l'état-major. La cocarde est placée à droite, à hauteur de l'œillet porte-jugulaire. La garniture du casque est en métal de la couleur du bouton.

Les panaches, en crin de buffle pour les officiers, et en crin de cheval pour la troupe, sont *blancs* pour les aides de camp du roi, l'état-major, la grosse cavalerie et les cheveau-légers, *rouges* pour les quatre régiments d'artillerie de campagne, et *noirs* pour le train, à l'exception des troupes sanitaires.

Le schapska est aussi en cuir vernis noir, avec visière de devant arrondie et jugulaires métalliques. Il est surmonté d'un fond carré de 16 centimètres de côté. L'emblème est le même que celui du casque, mais de dimensions un peu plus petites. Les garnitures sont de la couleur du métal du bouton.

En tenue de parade, la partie supérieure du schapska est recouverte d'une pièce de drap de la couleur des parements; en outre, cette tenue comporte, comme ornements, une fourragère et un panache en crin de couleur blanche, ou mi-parti blanc et bleu.

Le casque ou le schapska des colonels, ayant le rang ou remplissant les fonctions d'officiers généraux, est caractérisé par une garniture argentée, quelle que soit la couleur du métal des boutons, par une plus riche décoration de l'emblème, et par le port d'une aigrette blanche en plumes de héron.

Les officiers, médecins et fonctionnaires de réserve (*Beurlaubtenstand*), ainsi que les officiers et les hommes de la landwehr, et des régiments de cavalerie de réserve, portent sur le casque ou le schapska, par dessus l'emblème, une croix allongée de couleur différente de celle de ce dernier.

II. — Le collet de la tunique sera dorénavant bordé d'un passepoil de 3 millimètres en drap du fond, à moins toutefois qu'il ne soit déjà muni d'un passepoil particulier.

Tout passepoil blanc au col est interdit, même en dehors du service.

III. — L'écusson avec tête de lion et chaînette est supprimé sur la banderole des gibernes portées par les officiers de cavalerie.

IV. — Le chiffre royal est remplacé, dans les diverses pièces de l'uniforme et de l'équipement où il figurait, par : l'étoile de l'ordre de Saint-Hubert avec une couronne d'argent, sur la schabraque des généraux; la devise : « *In Treue Fest* » sur la lame des sabres ou épées des officiers; la couronne royale, sur les épaulettes et pattes d'épaule des aides de camp du roi, sur la cocarde du casque des officiers de gen-

darmerie, sur la giberne des gendarmes à cheval, sur la cartouchière des gendarmes à pied, sur la plaque du ceinturon-porte-épée des archers, sur la schabraque de parade, en fourrure, des officiers, et enfin sur celle des gendarmes à cheval.

Cette mesure qui tend à assimiler de plus en plus les deux armées, bavaoise et prussienne, jointe au rapprochement actuellement manifeste des deux maisons de Wittelsbach et de Hohenzollern, semblerait marquer un pas de plus dans la voie de l'abdication progressive du particularisme bavarois.

ESPAGNE

AUGMENTATION DE LA SOLDE DES LIEUTENANTS-COLONELS ET CAPITAINES DE TOUTES ARMES. — La *Gaceta* du 22 septembre publie un décret attribuant aux lieutenants-colonels et aux capitaines de toutes armes, en activité et munis d'un commandement, une gratification de 600 francs pour les premiers et de 480 francs pour les seconds, payable par douzième à partir du 1^{er} septembre 1886. Les lieutenants-colonels qui sont déjà chefs de corps, tels que les commandants de bataillons de chasseurs par exemple, ne toucheront point ce supplément de solde, qui leur est attribué déjà à un autre titre.

Les 840,000 francs dont sera grevé le budget, de ce chef, seront compensés par une augmentation dans le chiffre des permissions à accorder aux hommes de troupe.

EFFECTIF DE L'ARMÉE PERMANENTE EN 1886-87. — La *Revue*, comme elle l'a fait les années précédentes (1), doit signaler aujourd'hui la loi fixant l'effectif de l'armée permanente pour 1886-87.

Cet effectif, pour les diverses parties de la monarchie, sera le suivant :

Péninsule (Baléares et Canaries comprises).	99,784 hommes.
Cuba.....	19,858 —
Puerto-Rico.....	3,460 —
Philippines.....	8,753
	131,555 hommes.

L'année dernière, l'effectif total entretenu avait été de 153,756 hommes.

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 625 (1885).

HOLLANDE

ÉCOLE MILITAIRE DE HAARLEM. — Nous relevons dans le *Militair Blad* du 31 août les extraits suivants d'un décret royal (n° 37) en date du 7 juillet 1886 :

Il est institué à Haarlem une école militaire dont les cours ouvriront le 1^{er} octobre 1887. Cet établissement est destiné à former des sous-lieutenants d'infanterie pour l'armée continentale. A cet effet on créera le 1^{er} septembre 1887 une nouvelle compagnie, qui prendra le nom de « Compagnie de l'école militaire » et dont les cadres seront constitués ainsi qu'il suit :

1 capitaine commandant, directeur de l'École ; 4 lieutenants ou sous-lieutenants ; 1 sergent-major ; 4 sergents ; 2 caporaux ; 2 tambours ou clairons ; 13 soldats d'infanterie pour les diverses corvées ; un nombre indéterminé d'élèves (volontaires).

Les officiers seront détachés d'autres corps ; les élèves pourront être promus caporaux après 4 mois de cours et sergents après 10 mois.

La durée des cours sera de deux ans ; elle sera précédée d'une année de présence effective au 4^e régiment d'infanterie, de façon à donner aux candidats l'instruction militaire pratique.

Cette organisation est analogue à celle donnée en 1884 au « Cours d'artillerie ». Pour cette année, le nombre des places est limité à 20. Mais, bien que le décret soit officiel, il se pourrait que, pour des considérations budgétaires, il ne reçoive pas d'exécution immédiate.

PORTUGAL

RÉORGANISATION DE LA COMPAGNIE DE TORPILLEURS. — Une circulaire ministérielle en date du 29 juillet 1886, modifie de la façon suivante la constitution des cadres de la compagnie de torpilleurs telle qu'elle avait été instituée par le décret du 30 octobre 1884 et que l'a donnée la *Revue* dans son numéro du 30 mars 1885. — La nouvelle organisation sera désormais la suivante :

- 1 commandant, enseigne de vaisseau,
- 3 officiers subalternes, dont 1 enseigne commandant la division d'artificiers et 2 aspirants de 1^{re} classe,
- 1 ingénieur mécanicien de 3^e classe.

Division de torpilleurs.

- 1 adjudant de manœuvres,
- 1 premier sergent,
- 4 seconds sergents,

10 caporaux torpilleurs,
20 soldats torpilleurs de 1^{re} classe,
60 — de 2^e classe,
2 clairons.

Division d'artificiers.

1 premier sergent,
1 chef d'atelier,
1 contremaitre,
4 mécaniciens torpilleurs fluviaux,
4 serruriers,
1 ouvrier en fer,
1 — en bois,
12 chauffeurs,
2 aides-chauffeurs.

Au total : 5 officiers, 99 hommes de troupe, 26 artificiers ; en tout, 130 hommes.

NOUVELLES VOIES FERRÉES. — Le gouvernement portugais a entrepris, comme on sait, d'augmenter dans une proportion considérable le réseau de ses voies ferrées et nous avons dit que récemment une ligne de grande ceinture avait été construite autour de Lisbonne. Pour faire suite à ces projets on étudie en ce moment diverses lignes nouvelles qui seront prochainement décrétées. L'une d'elles, à écartement normal, se détacherait de Vendas-Novas, sur la ligne du sud (chemin de fer de l'État), et rejoindrait, au nord, Santarem (compagnie royale portugaise) ; une autre partirait d'Extremoz, se dirigerait vers la voie ferrée projetée de la basse Beira et la rejoindrait à Villa-Velha de Rodão. Extremoz est la tête de ligne actuelle du chemin de fer du sud-est. Les voies du sud et du nord se trouveraient ainsi doublement reliées au réseau général du pays.

Le Gérant : L. BAUDOUIN.

Paris. — Imprimerie L. BAUDOUIN et C^e, rue Christine, 2.

REVUE MILITAIRE

DE L'ÉTRANGER

N° 656

15 Octobre

1886

SOMMAIRE

Réorganisation du ministère de la guerre prussien. — La cavalerie autrichienne aux manœuvres de Galicie, en 1886. — La mobilisation de l'armée allemande en 1870, d'après les historiques régimentaires (suite et fin). — Le nouveau chemin de fer de la vallée d'Aoste. — Les invasions dans l'Inde (suite). — Nouvelles militaires.

RÉORGANISATION

DU

MINISTÈRE DE LA GUERRE PRUSSIEN

En vertu d'une décision impériale récente, mise en vigueur à la date du 1^{er} octobre 1886, différents bureaux du ministère de la guerre de Berlin viennent de recevoir, comme appellations, des dénominations plus courtes et, ce qui est plus important à signaler, de subir en même temps des modifications dans certaines de leurs attributions.

Le cabinet du ministre (*Central-Abtheilung*) garde son nom, conserve pour chef un colonel et continue à fonctionner comme auparavant.

Il en est de même de la *Direction des affaires générales de l'armée* qui, avec son nom (1), conserve à sa tête un général de brigade. Toutefois, aux deux anciens bureaux A et B de cette Direction (2), il en est substitué trois nouveaux dénommés, le premier : « *Bureau des affaires générales de l'armée* » (3) ; le second, *Bureau de l'infanterie* (4) ; le troisième, *Bureau de la cavalerie* (5).

Les officiers attachés à ces divers bureaux emploient dans leur sphère, au profit des organes directeurs du ministère de la guerre, les connaissances générales qu'ils ont acquises antérieurement comme aussi, une fois rentrés dans le rang, ils mettent à la disposition des corps de troupe leur expérience spéciale.

Le Bureau des affaires générales de l'armée traite les affaires suivantes :

Organisation de l'armée pour le temps de paix et le temps de guerre ;

Préparation du chapitre 24 du budget (dépenses permanentes) ;

Recrutement ;

Les diverses réserves, landsturm compris ;

Grandes manœuvres et exercices de la 2^e portion du contingent (*Ersatz-Reserve*) ;

Emplacement des troupes ;

Chemins de fer ;

Routes et canaux ;

Service des étapes ;

Conventions militaires ;

Affaires de la compétence spéciale de l'état-major général, y compris l'établissement de la carte, les troupes de chemin de fer et les aéroliers militaires ;

Travaux littéraires et statistiques ;

Correspondance générale.

(1) *Allgemeines Kriegs-Departement*.

(2) Ces deux bureaux étaient appelés « *Abtheilung A* et *Abtheilung B für die Armee-Angelegenheiten*. »

(3) « *Armee-Abtheilung*. »

(4) « *Infanterie-Abtheilung*. »

(5) « *Kavallerie-Abtheilung*. »

Le nouveau Bureau de l'infanterie a comme attributions :

L'infanterie et les chasseurs à pied (y compris l'admission dans le service des forêts);

Les écoles d'infanterie;

Les musiques militaires;

Le service intérieur des corps de troupe;

Le service de garnison;

Les affaires de police;

L'approvisionnement de l'armée en armes blanches et en armes à feu;

Les armuriers;

L'éducation et l'instruction militaires (sauf en ce qui est du domaine particulier de l'École d'application de l'artillerie et du génie et de la commission d'examen pour les capitaines et lieutenants d'artillerie);

Le recrutement des cadres d'officiers du pied de paix;

Le nouveau Bureau de la cavalerie a dans son ressort :

Le service spécial à la cavalerie;

L'école d'application de cavalerie (*Militär-Reit-Institut*);

Les vétérinaires militaires;

La gendarmerie nationale (*Land -*), celle des palais (*Leib*), et celle de campagne (*Feld-Gendarmerie*);

Les chasseurs de campagne (*Feldjäger*);

Le service des postes aux armées;

Le matériel de campagne de l'armée (campement), etc.;

Le service spécial du train.

Le Bureau de l'artillerie, qui s'appelait jusqu'ici : « *Abtheilung für die Artillerie-Angelegenheiten* » reçoit l'appellation plus courte de « *Artillerie-Abtheilung* ». Il garde les mêmes attributions qu'auparavant; mais il ne s'occupe plus de l'approvisionnement de l'armée en armes blanches ou à feu, ni des armuriers; par contre, il sera chargé de tout ce qui concerne l'École d'application de l'artillerie et du génie, ainsi que la commission d'examen des capitaines et lieutenants d'artillerie.

L'ancien Bureau du génie et l'ancienne section technique de l'artillerie prennent les dénominations de « *Technische-Abthei-*

lung » et « *Ingenieur-Abtheilung* » (1). Leurs attributions resteront absolument les mêmes.

La deuxième Direction du ministère de la guerre prussien, celle des services administratifs conserve son ancien nom : « *Militär-Ökonomie-Departement* ». Elle garde à sa tête un général de division. Son bureau des fonds s'appelle maintenant : « *Kassen-Abtheilung* », au lieu de : « *Abtheilung für das Etats und Kassenwesen* » ; son bureau des subsistances : « *Verpflegungs-Abtheilung* » ; au lieu de : « *Abtheilung für die Naturalverpflegungs-Angelegenheiten* » ; enfin son bureau de l'habillement prend le nom de : « *Bekleidungs-Abtheilung* », au lieu de : « *Abtheilung für die Bekleidungs-Geld-Verpflegungs-Reise und Vorspann-Angelegenheiten* ».

Le Bureau de l'habillement sera chargé, en plus, de l'administration du fonds de secours pour les officiers et les aspirants-officiers du pied de paix.

A cela près, les attributions de ces différents bureaux restent ce qu'elles étaient auparavant.

Il en est de même des attributions du Bureau des indemnités de logement : « *Servis-Abtheilung* », l'ancien « *Abtheilung für das Servis-Wesen* ».

Enfin l'ancien service indépendant dit « *Bau-Abtheilung* » est rattaché, comme cinquième bureau (casernement) à la direction des services administratifs.

Un général de brigade est le chef de la troisième Direction, celle des Invalides : « *Departement für das Invaliden-Wesen* ». Indépendamment de ses deux anciens Bureaux A et B, actuellement devenus Bureau des pensions, « *Pensions-Abtheilung* » et Bureau des secours, « *Unterstützungs-Abtheilung* », elle comprend un nouveau bureau, celui des affaires personnelles « *Ans tellungs-Bureau* », qui a dans ses attributions :

- Les officiers en non-activité et les hommes disponibles ;
- Les sociétés d'anciens militaires ;
- Les établissements pénitentiaires ;
- Les compagnies de discipline ;

(1) Au lieu de « *Abtheilung für die Ingenieure-Angelegenheiten* » et de « *Technische Abtheilung für die Artillerie-Angelegenheiten* ».

L'aumônerie militaire ;
La justice militaire ;
Les tribunaux d'honneur ;
Les conseils de discipline ;
Les grâces ;
Les extraditions ;
Les impositions ;
Les mariages ;
Les listes électorales ;
Les matricules ;
Les décorations ;
Les drapeaux.

En dehors du cabinet du ministre, on trouve encore deux autres services distincts, indépendants des directions, celui des remotes « *Remontirungs-Abtheilung* » et celui de santé « *Medicinal-Abtheilung* », qui auront les mêmes attributions que ceux autrefois dénommés « *Abtheilung für das Remonte-Wesen* » et « *Militär-Medicinal-Abtheilung* ».

Telles sont les modifications qui viennent d'être apportées à l'organisation du ministère de la guerre prussien. La *Revue* ne pouvait se dispenser de les signaler à ses lecteurs, qui retrouveront, du reste, dans les nos 296 et 297 (1876) et dans le no 537 (1881) la définition du rôle de tous les rouages du ministère de la guerre prussien, comme aussi l'analyse du fonctionnement des trois autres ministères de la guerre allemands. Ces derniers ne tarderont pas vraisemblablement à être réorganisés sur le même pied que celui de Berlin.

(95)

LA CAVALERIE AUTRICHIENNE

AUX MANŒUVRES DE GALICIE

EN 1886

La partie de la Galicie, comprise entre le San, le Bug et le Dniester vient d'être le théâtre des manœuvres impériales. Elles ont présenté cette année un intérêt particulier; parmi les troupes qui y ont pris part, figuraient 56 escadrons de cavalerie, dont 54, répartis en temps de paix entre les deux divisions de Cracovie et de Lemberg, formeraient, en cas de guerre avec la Russie, le premier rideau destiné à couvrir la concentration des forces autrichiennes et à protéger les voies ferrées. Ils constitueraient le premier obstacle qu'on opposerait à l'envahissement de l'empire austro-hongrois par les divisions russes stationnées, à peu de distance, de l'autre côté de la frontière. Aussi l'instruction de cette cavalerie est-elle l'objet de soins spéciaux qui expliquent suffisamment la présence, à ces dernières manœuvres, non seulement de l'inspecteur actuel de la cavalerie, le feld-marschall lieutenant prince de Croÿ, mais encore de son prédécesseur dans cette haute fonction, le général de cavalerie comte Pejacsevich actuellement commandant du 4^e corps d'armée à Budapest.

La plus grande partie des manœuvres ont eu lieu en présence de l'empereur et des notabilités militaires les plus en vue de l'Autriche-Hongrie. Elles ont commencé le 4 septembre. Les missions étrangères ont été admises à les suivre à partir du 10.

La direction supérieure était confiée à l'archiduc Albert, inspecteur général de l'armée, assisté du chef d'état-major général baron Beck. Les corps opposés recevaient leurs instructions dans la forme habituellement adoptée en campagne pour les corps d'armée détachés.

En fait de renseignements, les commandants de corps ou de divisions de cavalerie ne devaient recevoir que ceux qui, en cas

de guerre, leur eussent été adressés par les commandants d'armée, ou leur fussent parvenus par le service d'exploration. Soit pour assurer l'exécution de cette disposition, soit pour éviter des comptes rendus inexacts ou malveillants, aucun journaliste n'a été admis à suivre les manœuvres. Il a été constitué un *bureau militaire de la presse*, chargé de remettre aux journaux des résumés succincts des opérations. Ce service qui, paraît-il, fonctionnerait dans les mêmes conditions en temps de guerre, a donné, au jour le jour, des renseignements que toute la presse a reproduits. Grâce à ces notes, malheureusement un peu sommaires, on possède à la rigueur la physionomie générale des manœuvres ; nous en avons extrait la partie qui concerne spécialement la cavalerie, en indiquant les circonstances les plus saillantes où cette arme a trouvé son emploi.

Avant de parler des rencontres de cavalerie, il peut être utile de signaler la manière dont on a réglementé, par l'instruction récemment parue sur les grandes manœuvres (1), le rôle des arbitres dans les combats de ce genre (2).

« Dans les attaques de cavalerie contre cavalerie, l'arbitre doit se porter, *avant* le commencement de l'attaque, entre les deux partis, formuler *très rapidement* son jugement et faire de suite exécuter les mouvements nécessaires ; les fractions de cavalerie qui ont eu l'infériorité dans le combat, doivent se retirer, *sans aucun temps d'arrêt*, jusqu'à ce qu'elles aient, soit gagné un terrain abrité ou occupé par leur infanterie, soit amené l'ennemi sous le feu de leur artillerie ou de leur infanterie, soit enfin reçu des renforts entrés en ligne avec à propos. Tant que l'une de ces conditions n'est pas remplie, le vainqueur doit être laissé libre de continuer la poursuite sans être arrêté. »

Cette dernière disposition mérite d'être notée ; elle évite l'in-vraisemblance, parfois commise dans les manœuvres, de faire

(1) Août 1886.

(2) Les arbitres sont toujours choisis, en Autriche, parmi les officiers généraux ou les colonels les plus en vue ; des officiers supérieurs d'état-major sont mis à leur disposition pour les aider dans leur tâche. Au nombre des arbitres, se trouvent souvent des commandants de corps d'armée ; il y en avait deux aux manœuvres dont nous parlons.

revenir constamment à la charge des escadrons qui, dans une attaque sérieuse, eussent été mis hors d'état de lutter pour plusieurs heures. Elle paraît d'ailleurs parfaitement conforme à la réalité et pleinement justifiée par l'expérience.

Les forces de cavalerie mises en présence étaient les suivantes :

Le 1^{er} corps d'armée, *corps de l'Ouest*, comprenait un total de 26 escadrons dont 4 formant la cavalerie divisionnaire, savoir :

A la 12^e division d'infanterie. — 2 escadrons du régiment de uhlands n° 1.

A la 24^e division d'infanterie. — 2 escadrons du régiment de uhlands de landwehr n° 3,

et 22 appartenant à la division de cavalerie de Cracovie, qui portait à l'occasion des manœuvres le même numéro que son corps d'armée.

L'ordre de bataille de cette 1^{re} division de cavalerie (Feld-marschall-lieutenant baron de Lassolaye) était le suivant :

11^e brigade. — 4 escadrons du régiment de uhlands n° 1.

6 escadrons du régiment de uhlands n° 2.

14^e brigade, — 6 escadrons du régiment de dragons n° 6.

6 escadrons du régiment de uhlands n° 3.

2 batteries à cheval.

2 bataillons de chasseurs (n°s 4 et 13).

Au XI^e corps, *corps de l'Est*, comptaient 30 escadrons répartis d'une manière analogue :

A la 11^e division d'infanterie. — 2 escadrons du régiment de uhlands n° 4.

A la 30^e division d'infanterie. — 2 escadrons du régiment de dragons n° 10.

La division de Lemberg (Feld-marschall-lieutenant v. Krieghammer), 11^e division de cavalerie pour les manœuvres, était particulièrement forte ; elle comprenait 26 escadrons.

20^e brigade. — 6 escadrons du régiment de dragons n° 11.

6 escadrons du régiment de uhlands n° 8.

- 21^e brigade. — 4 escadrons du régiment de dragons n^o 10.
6 escadrons du régiment de hussards n^o 16.
4 escadrons du régiment des uhlans n^o 4.
2 batteries à cheval.
1 bataillon d'infanterie, le bataillon de chasseurs n^o 30.

Les escadrons étaient à l'effectif moyen de 120 chevaux ; les compagnies, à 100 hommes ; les batteries à cheval, à six pièces (1).

On remarquera que le rattachement à la cavalerie d'un ou deux bataillons de chasseurs est décidément entré dans les habitudes de l'armée austro-hongroise. Le nouveau règlement sur les grandes manœuvres l'érige même en principe pour les exercices d'exploration des corps de cavalerie. Ce système n'a pas été adopté sans discussions ; inauguré aux manœuvres de 1880, qui eurent précisément lieu, en Galicie, dans la même région que celles de cette année, il avait été abandonné l'année suivante. On lui reprochait de diminuer grandement les qualités maîtresses de la cavalerie, la mobilité, l'esprit d'initiative et d'offensive, pour lui donner une force défensive dont elle n'avait que faire, de l'alourdir en un mot, et par suite, de restreindre notablement son emploi.

Les partisans du système soutenaient, au contraire, que les corps de cavalerie ainsi appuyés trouveraient l'avantage de ne plus s'affaiblir par des détachements, et pourraient se lancer en avant sans crainte de se voir coupés du gros des forces amies, tandis que l'infanterie assurerait leurs communications en gardant les défilés importants placés entre eux et l'armée, surveillerait le convoi et, en cas d'échec, recueillerait les escadrons ramenés. Cette manière de voir a prévalu, car depuis 1883 on n'a pas cessé d'attacher deux bataillons d'infanterie à chacune des divisions appelées à manœuvrer. L'année dernière, où aucune division n'avait été formée pour les manœuvres, on avait constitué des *brigades combinées* composées de bataillons de chasseurs et d'escadrons de cavalerie.

(1) L'effectif total présent aux manœuvres était de près de 40,000 hommes et de 40,000 chevaux.

[illegible]

Cet emploi de l'infanterie légère ne semble pas être réglementé dès maintenant pour le temps de guerre, mais il paraît probable que, dans maintes circonstances, on attacherait une force plus ou moins importante d'infanterie aux troupes de cavalerie, principalement lorsque celles-ci seraient appelées à agir dans une région coupée de lignes d'eau et de marais comme la Galicie, où les communications sont relativement peu nombreuses et ont souvent à franchir d'étroits défilés, bordés de terrains presque impraticables.

La région choisie pour les manœuvres est comprise entre Radymno, Lemberg et Sambor, au pied des derniers contreforts des Carpathes, dans la zone de partage des eaux de l'Europe. La chaussée de Sambor à Lemberg par Wielki Lubien en est la principale communication. Les parties les plus élevées du pays présentent de larges ondulations couvertes, ça et là, de bouquets de bois, du côté nord de la grand'route. Le sol est sillonné dans la direction est-ouest de nombreuses lignes de dépression, dont la plupart présentent avec le terrain avoisinant des différences de niveau considérables, et atteignant jusqu'à 40 ou 50 mètres ; elles ont, de plus, un fond généralement détrempé et marécageux et forment par suite de réels obstacles et des coupures parfois infranchissables, que l'on est obligé d'éviter par de longs détours.

Ce terrain se prête donc assez médiocrement aux mouvements de la cavalerie, mais il est analogue à celui qui serait le théâtre probable des engagements des cavaleries russe et autrichienne, et présente de ce chef un intérêt tout particulier.

Voici le thème général des opérations :

Un ennemi venant de l'Est a envahi la Galicie orientale et cherche à s'emparer des passages du Dniester, placés sur les communications de cette province avec la Galicie occidentale et la Hongrie. Pour s'opposer à ce mouvement, une armée de l'Ouest, éclairée par la 1^{re} division de cavalerie, a atteint le 4 septembre la ligne Radymno, Przemyśl. Le 1^{er} corps, venant de la haute Hongrie pour renforcer cette armée, s'avance vers Rudki, par Chyrow et Stare Miasto.

A cette même date du 4 septembre, l'armée de l'Est s'avance par Zloczow vers le Sau pour rejeter l'ennemi dans les défilés des

Carpates. Elle est précédée de la 11^e division de cavalerie, qui a atteint la ligne de la Wereszica de Grodek jusqu'au Dniester.

Le 5 au soir, la 1^{re} division de cavalerie occupait avec le gros de ses forces Radymno et Przemyśl; ses détachements d'exploration étaient poussés jusqu'à hauteur de Krakovice, sur la route de Radymno à Lemberg et du côté sud, jusqu'à Krukienice. Le gros de la 11^e division campait devant Grodek et plus au sud sur la ligne de la Wereszica; ses détachements d'exploration étaient à 15 ou 20 kilomètres vers l'est. A ce moment, les patrouilles des deux partis n'étaient éloignées que d'environ 20 kilomètres.

Le 6, la 1^{re} division de cavalerie portait ses reconnaissances jusque sur la ligne de la Wereszica et réussissait, malgré la nature découverte du terrain à pousser quelques pointes jusqu'à Grodek et Rudki. Le gros, par une marche d'environ 30 kilomètres, atteignait, la ligne Mosciska, Redewice, Krukienice. Les rapports des patrouilles constataient que l'ennemi occupait solidement le bourg de Rudki et la ligne de défense de la Wereszica.

La 11^e division conservait ses positions et était informée du mouvement de l'ennemi par ses patrouilles, dont quelques-unes étaient parvenues à se glisser jusque dans le voisinage du gros de la 1^{re} division.

Le 7, au matin, la 1^{re} division de cavalerie se concentrait aux environs de Kupnowice; le mouvement était terminé à 8 heures. La division tout entière allait se porter dans la direction de Rudki où elle espérait trouver l'ennemi et le rejeter vers l'Est. Elle devait ensuite s'avancer sur la grand'route Sambor-Rudki-Lubien, pour s'établir au-delà du défilé de Rudki et permettre ainsi au 1^{er} corps de déboucher de la coupure Wiszenka-Wisznia.

De son côté, la 11^e division, orientée par les renseignements parvenus dans la nuit sur le mouvement de l'adversaire, s'était décidée à se porter à sa rencontre. Elle concentrait préalablement ses unités éparses dans un cantonnement très large, se formait près de Hoszany, sur la grand'route et partait par Rudki vers Krukienice, à la recherche de la division ennemie; son but était de la couper de son corps d'armée et de la rejeter vers le Nord.

Le choc eut lieu vers 9 heures $1/2$, à mi-chemin entre Hoszany et Kupnowice sur les larges ondulations qui s'étendent à l'ouest de Rudki. Par suite de la concentration qui, des deux côtés avait précédé l'attaque, les régiments se présentaient avec toutes leurs forces. Les batteries à cheval gagnant du terrain, se portèrent en avant et formèrent pour les deux adversaires, le point d'appui du déploiement. Celui-ci se fit dans la 1^{re} division avec deux régiments de part et d'autre des batteries ; à la 11^e division, quatre régiments se déployèrent au sud de l'artillerie tandis qu'un cinquième était lancé à quelque distance au nord de la ligne de marche (1).

Ce dernier reçut la première attaque conduite par l'aile gauche de la 1^{re} division et fut obligé de rétrograder. Par contre, du côté sud, les quatre régiments de l'aile gauche de la 11^e division se jetaient sur l'aile droite de la 1^{re}, les deux régiments qui la formaient, obligés de traverser des fondrières profondément défoncées, ne purent se déployer à temps et durent battre en retraite, sous la protection de leur artillerie et d'un bataillon de chasseurs arrivé vers 10 heures sur le lieu du combat.

Le genre de déploiement adopté par les deux divisions mérite de fixer un instant l'attention, car il est entièrement en dehors des règles usitées chez nous en pareille matière. D'ordinaire, l'artillerie est portée sur le flanc de la première ligne, soit que les batteries exécutent un mouvement oblique, soit qu'elles se portent en avant tandis que la division déboîte d'un côté ou de l'autre pour se porter vers l'ennemi. Ici le déploiement s'exécute en prenant l'artillerie pour *point d'appui* ou pour *pivot*, idée qui se retrouve dans le dernier règlement de la cavalerie allemande, mais, en

(1) L'emploi du dispositif du combat sur trois lignes est loin d'être régulier dans la cavalerie autrichienne. Le règlement de 1879 admet dans beaucoup de cas la suppression de la 2^e ligne, et ne prescrit d'une manière absolue que la formation d'une réserve, égale au quart de l'effectif total. Toutes les autres unités peuvent être employées sur la première ligne ; dans tous les cas, celle-ci est très fortement constituée et comprend normalement la moitié de l'effectif. On supplée le plus souvent à l'absence de 2^e ligne par l'emploi de quelques détachements en flanc offensif.

« *Apparaître vivement, attaquer hardiment* », telle est la conclusion du règlement sur les manœuvres des corps de cavalerie. Tout est sacrifié à l'application de ce principe, même la régularité des formations.

outre, il s'exécute, de part et d'autre des batteries comme un déploiement d'infanterie (1).

Quelle qu'ait été la cause de cette disposition, elle semble avoir présenté de graves inconvénients pour les deux partis qui ont eu chacun une fraction de leurs forces engagée isolément contre un ennemi de beaucoup supérieur, et battue sans pouvoir être soutenue à temps.

Notons aussi l'emploi du bataillon d'infanterie qui est venu arrêter la poursuite de la 11^e division, tout en faisant observer que la proximité du lieu de la rencontre et du point de rendez-vous de la 1^{re} division, a seule rendu possible une intervention qui, dans la plupart des cas, n'aurait pu se produire en temps opportun.

A la suite de l'heureuse issue du combat de la matinée, le commandant de la 11^e division reçut des rapports signalant l'arrivée d'un corps d'armée ennemi dans les environs de Sambor.

Dès le 6 au soir, deux pointes du 16^e hussards étaient parvenues jusqu'à Chyrow et avaient atteint le chemin de fer au nord de Sambor. L'une d'elles remarqua le passage de plusieurs trains militaires transportant des troupes ennemies, et provoqua aussitôt l'envoi d'une nouvelle pointe composée de pionniers de cavalerie, qui détruisirent (2) le pont du chemin de fer sur la rivière du Strwiaz, au nord-ouest de Sambor.

Cette disposition est digne de remarque ; elle paraît préférable à celle qui consiste à confier cette tâche à des cavaliers munis seulement de cartouches de dynamite, avec lesquelles une patrouille ne peut faire le plus souvent qu'une dégradation insignifiante, donner l'éveil et faire perdre parfois la possibilité d'une destruction durable.

Bientôt la présence de détachements ennemis plus importants,

(1) Une manière analogue d'opérer avait été déjà expérimentée aux manœuvres de 1884 ; les deux premières lignes prenaient l'artillerie comme pivot et exécutaient une conversion de manière à prendre l'ennemi en flanc ; la 3^e ligne exécutait la même manœuvre du côté opposé des batteries et se rabattait ensuite sur l'autre flanc de l'adversaire. Ce dispositif avait, à cette époque, soulevé de nombreuses critiques ; il semble cependant n'avoir pas été abandonné.

(2) C'est-à-dire marquèrent la destruction.

au nord-est de Sambor, donnait à penser que le 1^{er} corps s'avancait dans la direction de Rudki, et le Feld-marschall-lieutenant v. Krieghammer, d'accord avec le commandant du 11^e corps, renonçait à poursuivre au loin la 1^{re} division. Ordre fut donné à la cavalerie de l'armée de l'Est de repousser, si besoin était, toute nouvelle attaque de la division ennemie, mais de réserver ses forces pour se porter au-devant des colonnes d'infanterie et afin de recueillir sur elles les renseignements nécessaires, de chercher à les amener à un déploiement.

D'autre part, le 1^{er} corps devait s'avancer en deux colonnes, la gauche en avant, la 1^{re} division de cavalerie ayant mission de couvrir le flanc gauche.

En exécution des ordres reçus, les deux divisions de cavalerie se formaient le lendemain matin en ordre compact, la 11^e division à Rudki, la 1^{re} division à Kupnowice, distant de 11 à 12 kilomètre de Rudki dans la direction de l'ouest. La 11^e division, dont la mission avait un caractère plus offensif et consistait à rejeter la cavalerie ennemie vers l'ouest, était arrivée en présence de la 1^{re} division, lorsque son chef reçut avis que deux colonnes venant de Sambor s'avançaient vers lui ; menacé, par suite, sur son flanc gauche, et éclairé d'ailleurs sur le mouvement du 1^{er} corps, il ordonna la retraite sur les hauteurs au nord de Rudki, laissant dans le village même le 30^e bataillon de chasseurs, et à Bienkowa-Wisznia, à deux kilomètres environ au nord de Rudki, le 2^e bataillon du 89^e régiment d'infanterie, avec ordre de n'évacuer ces deux localités que devant des forces supérieures.

Par suite de l'occupation de Rudki, la 1^{re} division se vit obligée, pour passer la Wiszenka qui ne peut être franchie que sur des ponts, de porter trois de ses régiments et son artillerie en amont du bourg, afin de chercher un passage, tandis que le 2^e régiment de uhlands seul s'avancait en suivant directement la route de Rudki. Ce mouvement n'ayant pas suffi à faire évacuer la localité, elle dut attendre l'entrée en ligne de ses deux bataillons de chasseurs qui, appuyés par les batteries à cheval et par l'artillerie de la 24^e division d'infanterie réussirent à enlever Rudki. Un retour offensif de la 11^e division fut repoussé par le 1^{er} bataillon de chasseurs et les cavaliers à pied du 2^e régi-

ment de uhlands, installés dans le village. La division Krieghammer dut se retirer en abandonnant le passage de la Wisznia.

On peut remarquer à l'occasion de la manœuvre de cette journée le soin que prennent toujours les deux divisions de cavalerie de marcher concentrées, toutes les fois qu'un engagement est à prévoir. Bien que conforme aux règles ordinaires, cette concentration n'est pas, en général, aussi régulièrement opérée dans les manœuvres ; l'observation fidèle de ce principe serait à recommander tout spécialement dans le cas de guerre avec la Russie, pour donner la chasse aux escadrons de cosaques (1). Ceux-ci chercheront, en effet, à battre le pays pour y exécuter des destructions de toutes sortes, mais moins propres que les cavaleries européennes aux combats en ligne, ils préféreront certainement éviter les grandes rencontres, et agir par surprise sur les fractions isolées. Une division de cavalerie autrichienne, opérant en Galicie, favorisée par la nature du pays, où se trouvent de nombreux points de passage obligés, faciles à garder par quelques troupes d'infanterie ou même de landsturm, peut réussir à acculer à quelque obstacle infranchissable un certain nombre de ces escadrons de cosaques ; grâce à cette habitude de se concentrer rapidement, elle leur présentera le combat dans des conditions d'écrasante supériorité, et pourra leur infliger un véritable désastre. Quelques succès ainsi obtenus diminueraient sensiblement la confiance et l'audace de ces hardis cavaliers, et leur enlèveraient par suite leurs plus précieuses qualités.

Notons aussi l'emploi de l'artillerie de la 24^e division qui paraît assez audacieux, car les bataillons engagés n'appartenaient même pas aux avant-gardes des divisions d'infanterie, mais seulement à la 1^{re} division de cavalerie. Lancer les batteries montées à une telle distance des colonnes, semble de nature à donner aux engagements d'extrême avant-garde un caractère d'importance qui peut se trouver en désaccord avec les intentions du commandant de corps d'armée (2).

(1) La division russe des cosaques du Don est stationnée à très courte distance de la frontière, au nord de Przemyśl.

(2) La tendance de mettre une forte proportion d'artillerie aux avant-gardes est actuellement très accentuée en Autriche.

L'entrée en ligne de l'infanterie et de l'artillerie paraît d'ailleurs avoir immobilisé la cavalerie qui, à partir de ce moment, est restée à peu près inactive. C'est précisément là, l'un des inconvénients reprochés au rattachement de troupes à pied à des corps de cavalerie.

A dater du 9 septembre, cessent les manœuvres de cavalerie proprement dites.

Les deux corps d'armée sont, dès lors, trop voisins l'un de l'autre pour que les divisions de cavalerie puissent trouver place en avant des colonnes. Toutes deux déboîtent vers le nord, la région au sud des lignes de marche se prêtant mal à l'action de la cavalerie. Le service de sécurité est alors confié aux escadrons divisionnaires.

L'emploi de ces deux divisions se lie ensuite trop intimement à celui de l'infanterie, pour qu'il soit possible de l'exposer sans être entraîné à de très longues explications. On peut cependant relever deux rencontres de cavalerie qui eurent lieu, l'une le 13 septembre, l'autre le 14. Dans la première affaire, l'action fut engagée par l'artillerie des deux partis; au dernier moment, la 11^e division eut à traverser un fossé profond et marécageux, bordé par des levées de terre en forme de digues. Attaquée par la division Lassolaye descendant, à la charge, un terrain en pente douce, elle fut considérée comme battue et dut se retirer.

Le second engagement eut lieu le 14 au matin : à ce moment, les deux corps d'armée se livraient un combat général avec toutes leurs forces réunies. Les deux divisions de cavalerie se trouvent en présence. La 11^e division ouvre le feu sur le 3^e uh-lans, lancé en avant par la 1^{re} division, et se porte à l'attaque de ce régiment. Celui-ci rallie le gros de sa division, qui s'avance aussitôt en formation de combat. Il s'ensuit une attaque commune, menée très vivement de part et d'autre, et à la suite de laquelle les deux partis doivent rétrograder.

Cette journée fut la dernière des manœuvres et, dans son ordre du jour, l'empereur exprima toute sa satisfaction, non seulement pour la bonne direction donnée aux I^{er} et XI^e corps d'armée, mais aussi pour la conduite des deux divisions de cavalerie.

LA

MOBILISATION DE L'ARMÉE ALLEMANDE EN 1870

D'APRÈS LES HISTORIQUES RÉGIMENTAIRES

(Suite et fin) (1).

II

Mobilisation de l'infanterie.

La cavalerie maintient, dès le temps de paix, ses régiments presque au complet du pied de guerre; elle ne doit fournir en cas de guerre qu'un nombre restreint de nouvelles formations, et pour elle, la solution du problème de la mobilisation se résume dans cette formule simple, en apparence du moins : Être toujours en haleine et prête à partir.

La question est beaucoup plus compliquée pour l'infanterie. Les éléments permanents de cette arme servent, au moment de l'entrée en campagne, de noyau à un développement considérable. Ses effectifs sont subitement doublés ou même triplés, ses cadres s'élargissent, le nombre de ses unités augmente. Cependant tout ce travail doit se faire dans un délai très court, et en même temps avec une prudence suffisante pour ne pas trop affaiblir la valeur moyenne des troupes si brusquement grossies.

Les Allemands, en 1870, ont satisfait à cette double condition, grâce à la perfection pratique de leur organisation, grâce aussi à la forte éducation militaire de leurs réserves et aux vertus patriotiques de la nation.

La lecture des historiques régimentaires est très intéressante à

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 655 (1886).

ces deux points de vue : on y voit le mécanisme de la mobilisation fonctionner et rassembler les masses. On y sent aussi à chaque instant ces masses s'animer de la vie commune et générale qui permettra d'en faire une véritable armée.

Commençons par jeter un coup d'œil sur l'ensemble des opérations, tel qu'il apparaît dans l'ouvrage du grand état-major :

L'infanterie allemande forme, dès le début de la campagne, 802 bataillons, dont 463 bataillons de ligne, 147 bataillons de dépôt, 192 bataillons de landwehr.

Toutes les phases de la mobilisation sont prévues par le plan général ; tous les détails d'exécution sont réglés par le commandant du corps d'armée, et au-dessous par les chefs des corps intéressés. Chaque régiment doit former un bataillon de dépôt ; il a, en outre, la charge de donner une partie de ses cadres aux formations de landwehr correspondantes, sans parler des emprunts que lui font les divers états-majors et services. Pour combler ces vides et atteindre l'effectif de guerre, il puise lui-même dans les cadres ainsi que dans le contingent de la réserve et des plus jeunes classes de la landwehr.

Le temps laissé au régiment actif pour se constituer varie suivant la date où il doit être mis en route. En général, dans un même corps d'armée, l'une des divisions est prête un jour avant l'autre. Lorsque certaines troupes doivent rejoindre par étape leur station d'embarquement, leur mobilisation est souvent encore avancée de vingt-quatre heures. D'un corps d'armée à l'autre, la même différence peut exister : lorsque les transports de l'un et de l'autre doivent être successifs, le dernier partant laisse à ses régiments un ou deux jours de sursis pour qu'ils puissent mener plus tranquillement et plus aisément leurs opérations. Le terme de la mobilisation s'échelonne ainsi du septième au onzième jour, dans une série très logique, répondant aux nécessités du plan de transport.

Néanmoins, dans les garnisons de la frontière, l'infanterie, comme la cavalerie, est mise immédiatement sur pied, avec ses effectifs complets, et prend des positions défensives, en laissant à ses cadres pour recevoir, armer, et équiper les réserves.

La garde, qui tire son complément de tout le territoire, n'est entièrement prête que le treizième jour.

Les dépôts se complètent successivement en recevant des recrues ou des hommes de la réserve de recrutement qui arrivent après les hommes de complément des bataillons actifs. Ils atteignent leur effectif normal vers le quinzième jour.

Les bataillons de landwehr sont généralement formés aux chefs-lieux de district. Leur constitution a lieu parallèlement à la mobilisation des troupes de campagne et se termine presque dans les mêmes délais. Les divisions de landwehr apparaissent sur les côtes de la mer du Nord dès le onzième jour, date de l'arrivée à Hambourg des premières troupes de landwehr de la garde.

Voilà le tableau général qu'il convenait de rappeler avant de pénétrer dans le détail. Nous pouvons maintenant ouvrir un historique et suivre pas à pas la série des opérations.

Pendant les deux premiers jours, le régiment détache des auxiliaires aux chefs-lieux de district pour y accélérer le travail ; il envoie des cadres de conduite chercher les réservistes ainsi que les chevaux, et des détachements pour ramener le matériel de guerre ; il rappelle les officiers en permission ou détachés ; il habillement les hommes de l'armée active ; il forme les cadres du dépôt.

Le 3^e jour il reçoit les armes de complément et les munitions de guerre ; les fusils sont visités et distribués aux compagnies ; les baïonnettes sont aiguisées ; on fait les aménagements nécessaires pour loger les chevaux de selle et d'attelage fournis par la réquisition.

Le 4^e jour, arrivent les chevaux.

Le 5^e jour, les hommes en congé *du roi*.

Le 6^e et le 7^e jour, les réservistes. On les habillement au fur et à mesure de leur arrivée. Dans la soirée du 7^e jour, les compagnies sont formées dans leur ordre normal, et les bataillons peuvent déjà faire un exercice avec leur effectif de guerre ; *ils sont prêts à marcher*.

Le 8^e jour, le régiment manœuvre ; il reçoit son ordre de départ pour le lendemain matin.

Cette progression est celle qui fut suivie par le 2^e régiment de grenadiers brandebourgeois n^o 12. Elle se retrouve à peu près la

même dans tous les corps. Seulement la réception des réservistes varie du sixième au neuvième jour, et ce sont ces délais d'arrivée qui retardent plus ou moins la fin de l'opération. Vingt-quatre heures après que le dernier détachement a rejoint, tous les hommes sont équipés et armés ; on peut donner l'ordre d'embarquement.

La physionomie du régiment actif a bien changé pendant cette période.

Les emprunts faits par les bataillons de dépôt et de garnison, raconte l'historien du régiment de Holstein n° 85, ont été si considérables parmi les capitaines et les premiers lieutenants, que tous les premiers lieutenants qui restaient et même le plus ancien second lieutenant ont reçu des commandements de compagnie. On suppléa à ces pertes par l'adjonction d'officiers de réserve et de landwehr, ainsi que d'un officier et d'un aspirant du corps des chasseurs de campagne. Des aspirants, des vice-feldwebel et même des sous-officiers de réserve occupèrent les places vacantes d'officiers. Sur douze compagnies, six seulement restèrent entre les mains de leur ancien commandant. L'épuisement des cadres inférieurs fut presque aussi complet. Il avait fallu donner un ou deux sous-officiers à chacune des compagnies nouvelles, et dans ceux qui restaient prendre les meilleurs pour occuper des emplois d'officiers, comme on l'a vu ci-dessus.

Il est facile d'ailleurs de trouver des chiffres permettant de préciser cette situation. Le 1^{er} régiment d'infanterie westphalien n° 73, par exemple, céda pour la mobilisation

1^o au dépôt :

- 1 major, comme commandant du bataillon,
- 2 capitaines,
- 2 premiers-lieutenants, } comme commandants de compagnie,
- 5 seconds-lieutenants,
- 1 payeur ;

2^o Aux formations de landwehr :

- 2 capitaines, comme commandants de bataillon,
- 4 premiers-lieutenants comme commandants de compagnie,
- 3 seconds-lieutenants ;

3^o Aux états-majors et dans des positions diverses :

- 1 premier et 3 seconds lieutenants.

Au total : 23 officiers qui furent enlevés aux bataillons actifs.

En échange de ces emprunts, on leur rendit 15 officiers de réserve ou de landwehr et 16 vice-feldwebel ou aspirants officiers.

Le 2^e régiment westphalien n° 15 perdit 17 officiers, 3 médecins et 1 payeur.

Au régiment d'infanterie oldenbourgeois n° 91, les pertes sont à peu près les mêmes. En voici l'énumération plus détaillée :

- 1 officier supérieur à l'état-major de la place de Cologne ;
- 1 capitaine, 2 premiers lieutenants et 1 second-lieutenant aux bataillons de landwehr ;
- 7 officiers, 15 sous-officiers, 5 instrumentistes, 59 hommes, 1 payeur, 36 ouvriers au dépôt ;
- 1 second lieutenant, qui permute dans la cavalerie, où il était détaché.

Total : 13 officiers, 15 sous-officiers, 1 payeur et 100 hommes.

Le même régiment reçut pour se compléter à l'effectif de guerre :

- 17 officiers de réserve ou de landwehr,
- 2 officiers de la disponibilité,
- 24 aspirants officiers,
- 2,150 réservistes ou landwehriens,
- 400 hommes de la réserve de recrutement,
- 69 chevaux.

Les bataillons de guerre une fois dotés, il resta pour le dépôt :

- 15 officiers, dont 3 capitaines,
- 64 sous-officiers,
- 15 instrumentistes,
- 1,128 hommes de troupe, dont 445 recrues (de la réserve de recrutement, de 1^{re} classe et engagés volontaires),
- 2 médecins,
- 1 payeur,
- 1 armurier,
- 221 ouvriers hors rang.

Le dépôt continua à recevoir des hommes pendant toute la

durée de la guerre. Il incorpora et instruisit 1169 recrues (1), qu'il envoya presque toutes à l'armée. Dès le 19 août, il formait une cinquième compagnie, forte de 400 hommes, commandée par un capitaine et 2 premiers lieutenants, qui partit le 24 pour aller renforcer le régiment. Malgré ces envois, au mois de septembre il pouvait mobiliser 400 hommes pour parer à un coup de main que l'on redoutait de voir tenter par la marine française, sur les côtes de la mer du Nord (2). Ce rôle d'un dépôt est très intéressant à noter, car il montre la valeur défensive que pourrait avoir, à un moment donné, tout ou partie des 255 bataillons de dépôt restés sur le territoire.

Les bataillons de landwehr ont, comme nous l'avons vu, largement puisé dans les cadres actifs. Ils sont groupés par deux ou par quatre en régiment, commandés par des officiers supérieurs de l'armée permanente ; chaque bataillon est le plus souvent sous les ordres d'un capitaine ou d'un major de l'activité. Les commandants de compagnie sont en grand nombre puisés à la même source, et dans chacune de ces unités il y a toujours au moins un officier et deux sous-officiers de cette origine. Les effectifs sont en même temps sensiblement réduits : le bataillon ne compte que 800 hommes et la compagnie 200. Grâce à toutes ces mesures, les nouvelles formations présentent des garanties réelles de solidité et deviennent de véritables troupes de campagne.

Après avoir exposé le fonctionnement du système, nous allons chercher à reproduire le tableau que présentait le régiment pendant ces jours laborieux de préparation à la guerre.

Le temps de la mobilisation, si court qu'il soit, est le seul qui soit donné au chef pour mettre sa troupe en main. Aussitôt les dispositions nécessaires prises, il faudra courir à l'ennemi, et si la cohésion morale n'a pas déjà été produite auparavant, il sera

(1) On appela au mois de septembre le contingent de l'année 1870-71.

(2) Une dépêche de Bruxelles avait annoncé que 12 vaisseaux français, portant chacun 800 hommes, avaient quitté Dunkerque pour une destination inconnue. L'autorité militaire allemande prit aussitôt des précautions défensives sur les côtes de la mer du Nord.

trop tard alors pour y pourvoir. Ce travail a donc un intérêt essentiel, mais comme toutes les minutes sont prises par l'œuvre matérielle, il doit se poursuivre en même temps que celle-ci, avec constance, en mettant à profit toutes les occasions qui se présentent de réveiller le sentiment militaire. Les officiers allemands n'ont eu garde de l'oublier : dès le temps de paix ils s'étaient appliqués à former le cœur de leurs soldats ; ils y connaissaient les fibres qui pouvaient vibrer et les vertus sur lesquelles on pouvait s'appuyer. Aussi, à la veille d'employer ces soldats si laborieusement formés, ont-ils mis tous leurs soins à retremper l'instrument sur lequel ils comptaient si fort.

Cette préparation morale se manifeste à chaque instant dans les détails que rapportent les historiques régimentaires ; elle se lie à tous les accidents ; elle éclate dans tous les discours. Mais laissons la parole aux témoins et entrons avec eux en pleine vie militaire allemande, le 16 juillet 1870.

« Le soleil était chaud, une poussière épaisse enveloppait les colonnes du 78^e régiment. La marche avait été longue, la sueur perlait sur tous les fronts. Enfin, on touchait au but ; à Wienbourg on aurait quelques jours de repos, bien mérités, après les quatorze étapes que l'on venait de parcourir. Chacun croyait déjà apercevoir dans le lointain le casque du fourrier, ce bon génie du soldat fatigué. Qu'il fait bon lui entendre dire : « Il n'y a plus qu'un quart d'heure de chemin ! » ce sera peut-être bien une demi-heure.... mais on rajuste les sacs, et le dernier ruban de la route se déroule comme les autres.

» A midi, le premier et le deuxième bataillons étaient installés dans leurs casernements, tandis que ces pauvres fusiliers marchaient toujours sur la grand'route de Wienbourg. Soudain un murmure traverse les rangs ; il va grossissant de la tête à la queue de la colonne, et bientôt le cri de « Mobilisé ! » éclate de toutes parts. Les cris de joie remplissent l'air ! les *hourrahs* se succèdent ; l'enthousiasme est le même chez le vieil officier et chez le nouveau soldat. Le jeune régiment va donc enfin gagner son drapeau, à l'appel du roi, en défendant la patrie. Désormais, personne ne s'appartient plus, ni à soi, ni à sa famille. Tous sont au roi : — qu'importent les femmes, qu'importent les enfants ; ils mendieront s'ils ont faim, les combats nous appellent. — Comme tout cela remplit d'aise une poitrine de soldat !

» Les cris tombent un instant, le silence se fait, mais il est bientôt interrompu : les malins de la compagnie font leur plan de campagne, et le sèment de bonnes plaisanteries qui réveillent la gaieté ; la flamme étouffée éclate de nouveau....

» Les fusiliers furent rejoints à Wienbourg par les autres bataillons ; le régiment devait le soir même s'embarquer en chemin de fer pour gagner au plus vite sa garnison.

» La dépêche apportant l'ordre de mobilisation avait sans doute surpris le régiment, mais elle y était néanmoins quelque peu attendue. Si on ne trouvait pas dans tous les villages la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, ou encore la « *Bonne Tante Voss* (1), » cependant les petites feuilles locales parlaient en termes mystérieux des événements d'Ems, et le 14 déjà le *Landrath* (2) de Syke avait, au bal, laissé entendre que l'ordre de mobilisation arriverait certainement cette nuit-là même.

» Aussitôt l'ordre reçu, des officiers partirent pour Emden et Aurich, les uns, à l'effet de tout préparer pour l'arrivée du régiment, les autres, pour y seconder le personnel des districts de landwehr dans ses nombreux travaux.

» Le bataillon de fusiliers et la moitié du deuxième furent embarqués à 3 heures 1/2 du soir, le premier bataillon et les deux dernières compagnies du deuxième, à 8 heures 1/2.

» Le premier transport arriva à Neerwoor à minuit et demi ; les hommes y prirent quelques instants de repos, et dès 2 heures du matin, furent dirigés à pied sur Aurich, où ils parvinrent à 7 heures. Ils avaient fait plus de trois milles (22^k,500) en cinq heures.

» Le second transport arriva à Emden à 4 heures 1/2 du matin, et dans les deux garnisons on se mit immédiatement à l'œuvre.

» En quelques jours le corps d'officiers fut comme dissous ; il était dispersé aux quatre points cardinaux ; personne ne savait où était allé son voisin. Chacun avait reçu dès le temps de paix sa mission, et pendant que les uns cherchaient tout le matériel de guerre, les autres prenaient de nombreux détachements de réservistes à Dusseldorf, à Lingen et à Hanovre.

(1) La *Vossische Zeitung*, imprimée à Berlin.

(2) Sous-préfet.

» Il fallut aussi détacher sur la côte deux postes de 40 hommes chacun, sous le commandement d'un capitaine. On craignait en effet, à cette époque, un mouvement de la flotte française dans la mer du Nord, et la population riveraine en était fort effrayée. L'ordre, arrivé à 8 heures du soir, fut exécuté immédiatement ; une heure plus tard, le détachement partait sur des voitures de réquisition. Un renfort de 60 hommes, sous les ordres d'un officier lui fut envoyé dans la suite. On tint également prêtes dans la cour du quartier de grandes voitures à échelles, de manière à pouvoir expédier instantanément encore 100 hommes au secours des grand'gardes. »

Pendant ce temps, de tous les côtés affluent des engagés volontaires : vétérans de la campagne de 1866, ayant depuis longtemps dépassé l'âge du service obligatoire ; jeunes gens quittant le toit paternel malgré la volonté de leurs parents. A Minden, une des grandes classes du collège se présente au complet au bureau du 15^e régiment d'infanterie. On est obligé d'éconduire ces enfants qui s'en vont en pleurant à chaudes larmes.

Mais voici les premiers détachements de réservistes. La musique du régiment et une députation du corps d'officiers vont les prendre à la gare : « L'arrivée du détachement de Fritzlär, raconte l'historien du 37^e régiment d'infanterie, entre 9 heures et 10 heures du soir, fut particulièrement imposante : Partagés en sections, dans l'ordre le plus parfait, les soldats marchaient en chantant l'air national, la « *Wacht am Rhein* ». Les habitants de la ville suivaient en chantant également. Dans la rue Schiller, la plupart des officiers étaient réunis sur la terrasse du casino militaire, et chaque groupe, en passant devant eux, saluait ses futurs chefs par un vigoureux « *hourrah !* »

Ouvriers des campagnes et habitants des villes, tous arrivent avec le même entrain. « Le Berlinoïse se présentait aussi bien que le paysan des Marches. Le cœur s'élevait à la vue de pareils soldats, et chacun se disait qu'on pouvait tout avec de tels hommes. Leur enthousiasme ne fut pas un feu de paille ; il tenait au plus profond de leur être. Quel riche contingent pour le régiment ! Non seulement tous avaient, au plus haut degré, le tempérament militaire, mais encore parmi eux beaucoup étaient qualifiés officiers de réserve. Le maître des conférences et le

procureur royal, le banquier et l'architecte, le commerçant et le professeur, entraînent dans le rang comme fusiliers à côté du paysan et de l'ouvrier. L'influence que de pareils éléments exercent sur l'esprit et le moral de tout un corps est considérable : pendant la mobilisation et durant toute la campagne le régiment en ressentit l'action vivifiante. »

Tous ces hommes veulent aller au feu ; ils se disputent l'honneur de faire partie des bataillons actifs, et ceux qui restent au dépôt ne l'acceptent que contraints (1). Les réservistes établis à l'étranger se hâtent de rejoindre. Au 15^e régiment, plusieurs commerçants de Bielefeld reviennent d'Angleterre sans perdre un instant. Le lieutenant de Serres, officier de réserve, prend en Amérique un paquebot en partance, et rejoint son corps avant la première affaire.

L'habillement et l'armement se font vite au milieu de toutes ces bonnes volontés. Sans prendre une minute de répit, les compagnies à peine formées sont envoyées à la manœuvre. Puis on fait un exercice de combat ; quelquefois, si l'on a le temps, un tir, et le régiment se présente à la revue du colonel.

C'est toujours une cérémonie imposante que cette première prise d'armes commune, avec tout l'attirail de guerre, à la veille du départ. Le colonel en profite pour s'emparer de l'esprit de ses hommes en animant leur courage.

Au régiment des fusiliers de la garde, le colonel v. Erckert retrace rapidement les causes de la guerre, fait une courte description des uniformes français et donne quelques notions sur les méthodes de combat de l'ennemi, puis il ajoute : « Nous devons prévoir de rudes épreuves. Ce sera dur de faire de longues marches sous le poids du soleil et aussi de voir tomber sur les champs de bataille nos meilleurs camarades. Voulez-vous néanmoins être de braves fusiliers de la garde ? Êtes-vous prêts, comme de bons Prussiens, à tout donner pour le Roi, jusqu'à la dernière goutte de votre sang ? Allons, répondez-moi « oui » bien hant ! » — Un « Oui ! » formidable, sincère éclate dans les rangs, et aussitôt le colonel reprend : « Eh bien ! cette promesse je vous la rappellerai quand vous souffrirez de la faim, de

(1) *Le régiment brandebourgeois*, n° 64, p. 494.

la soif, de la chaleur, quand vous serez au milieu du danger. Ne l'oubliez pas ! »

Cet appel, ajoute l'historiographe, fut saisissant. « Ce fut une de ces heures comme il y en a peu, qui acèrent et trempent le courage. Il se noue, entre tous les cœurs qui ont battu ensemble, à de pareils instants, un lien indestructible qui les serrera les uns avec les autres en face du danger. »

La revue est toujours précédée ou suivie par un service religieux prescrit par le Roi. Là encore le pasteur exalte les vertus patriotiques et fortifie l'esprit d'abnégation.

Quelques heures séparent à peine la troupe du moment de s'embarquer. Les adieux n'ont pas le temps d'amollir les courages, et, musique en tête, accompagné des camarades qui restent au dépôt, le régiment quitte sa garnison. Il est *prêt à marcher*, disent les Allemands. Mais à le voir défilér, aligné et calme au milieu de la foule qui l'acclame, on est bien tenté de dire qu'il est *prêt à combattre*.

Il nous reste à examiner brièvement ce qui se passait à la frontière. L'entrée en campagne immédiate de l'infanterie en vue de prévenir tout mouvement offensif de l'ennemi trouvera mieux sa place dans l'étude spéciale que nous réservons aux mesures prises pour couvrir la mobilisation. Il faut néanmoins rappeler ici que cette opération put se faire dans tous les corps d'armée de l'Ouest ou des côtes. Les régiments employés à ce service furent renforcés au fur et à mesure de l'arrivée des réserves. Mais leur travail de préparation fut évidemment ralenti et ils n'atteignirent en général le complet du pied de guerre que du 13^e au 15^e jour. Dans cette zone menacée, la mobilisation rencontra des difficultés spéciales, même pour les corps qui ne furent pas détachés aux avant-postes. Le 4^e régiment d'infanterie rhénan n^o 30, caserné à Mayence, en fournit une relation très instructive.

L'ordre de mobilisation arriva le 16 à 3 heures du matin. Aussitôt les corps de la garnison commencèrent les préparatifs spéciaux que leur imposait leur situation de « sentinelle avancée ». Quelques heures plus tard, les cadres de conduite partaient pour Saint-Wendel et Sarrelouis au devant des réservistes. Le détachement de Sarrelouis ne put parvenir à sa destination ;

les trains ne dépassaient plus Saint-Wendel. D'ailleurs, le général commandant la division, trouvant la région trop menacée, avait fait replier les bureaux de recrutement sur la rive droite du Rhin et avait désigné Engers et Bendorf comme points de rassemblement pour les hommes rappelés sous les drapeaux. C'est donc là que se rendirent les cadres de conduite. L'officier destiné à Sarrelouis rejoignit immédiatement Engers. Le lendemain matin, un train spécial emmenait l'autre détachement ainsi que le personnel du bureau de recrutement de Saint-Wendel. Sur toutes les stations du parcours il recueillit les hommes de complément.

Dans ces conditions imprévues il devenait très difficile de faire rejoindre régulièrement tous les réservistes, et de pourvoir à leurs besoins. Cependant, grâce à la bonne volonté de tous et à l'énergie des cadres de conduite, presque personne ne manqua au rendez-vous, et les corps de landwehr comme ceux de l'armée active purent se constituer sans retard appréciable.

An 30^e régiment même, les réserves arrivèrent plus tôt que ne le fixait le plan de mobilisation. Le 18 juillet déjà, le détachement d'Engers était de retour avec les hommes du district de Sarrelouis, et les deux jours suivants le contingent de Saint-Wendel débarquait par fractions plus ou moins fortes. En outre, à toute heure du jour, arrivaient directement des hommes qui rejoignaient leur corps par le chemin le plus court.

Un grand nombre des recrues de la classe 1870 s'étaient joints sans ordres aux réservistes et demandaient à être enrôlés. Beaucoup avaient perdu leurs moyens d'existence et l'on n'osait pas les renvoyer sans ressources dans un pays menacé par l'invasion.

Toutes ces arrivées prématurées et continuelles, la nuit même, entravaient singulièrement la régularité des opérations; le déplacement des bureaux de recrutement avait occasionné bien des irrégularités et des omissions dans leur service; les conditions de la garnison se prêtaient mal au logement et à la nourriture de tous ces nouveaux venus. Le commandement ne put satisfaire à toutes ces nécessités qu'à force de prévoyance et d'activité. L'excellent esprit des hommes facilita la tâche et, dès le 20, les bataillons actifs étaient au complet et l'on pouvait constituer le dépôt.

Les casernes étaient bondées : le 20 on logea la 2^e et la 3^e com-

pagnie chez l'habitant, et le lendemain on envoya les 1^{re}, 4^e et 5^e compagnies dans les ouvrages de Castel.

Le 21, arrivèrent les chevaux de réquisition, et le 22, le 7^e jour, le régiment était prêt.

Voilà, certes, un cas où l'imprévu ne manque pas, où le cours normal des opérations ne peut être suivi, et où néanmoins les dispositions sont si bien prises que le corps arrive à l'heure, comme si tout s'était passé simplement, pour prendre sa place dans l'armée. Chacun était assez pénétré de l'esprit logique du plan de mobilisation pour pouvoir atteindre le but, bien qu'obligé de s'écarter de la lettre des prescriptions.

En 1870, les régiments actifs furent donc régulièrement mobilisés du septième au onzième jour, les formations de landwehr, du dixième au quinzième. L'appel des hommes de complément eut lieu dans les meilleures conditions; de nombreux engagés volontaires vinrent augmenter sensiblement les contingents; nulle part il n'y eut déchet, et partout où une difficulté se présenta, la bonne volonté des hommes sut la surmonter.

Depuis cette époque les Allemands n'ont cessé de perfectionner leur système. On constate dans l'infanterie, sous ce rapport, les mêmes progrès que dans la cavalerie : les régiments ont groupé davantage leurs bataillons; les garnisons ont été desservies par de nouvelles voies ferrées, six bataillons seulement restent dans des localités dépourvues de stations (1); l'appel public par voie d'affiches a remplacé les ordres individuels. Ces améliorations ont certainement produit une économie générale de deux jours, comme nous l'avons fait voir dans notre dernière étude. Mais elles ont surtout réduit considérablement les délais nécessaires sur certains points peu favorisés, et égalisé les conditions pour tous les corps.

On peut donc affirmer hautement que l'infanterie allemande serait actuellement mobilisée, pour les régiments actifs du cinquième au septième jour; pour les régiments de réserve, vers le huitième ou le neuvième jour. Les recrues et les hommes de la réserve de recrutement rejoindraient peut-être un peu plus tard,

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 642 (1886).

mais, dès cette même époque, les dépôts formeraient des bataillons de landwehriens, bien encadrés et pouvant, à l'occasion, jouer un rôle défensif.

En même temps que l'accélération du travail, l'augmentation des effectifs et l'instruction des hommes se sont poursuivies d'une manière constante. Entre autres mesures importantes, les appels de la réserve de recrutement de 1^{re} classe, destinée à être versée dans les dépôts de recrues, ne sauraient passer inaperçus.

La *Revue* a eu l'occasion, dans une étude détaillée, d'établir le nombre probable des formations de l'armée allemande sur le pied de guerre. Si nous reprenons ces chiffres, nous conclurons d'après les leçons de 1870, et l'examen des progrès accomplis depuis cette époque, que l'armée allemande peut mobiliser :

Du CINQUIÈME AU SEPTIÈME JOUR 503 BATAILLONS DE CAMPAGNE.

VERS LE HUITIÈME OU LE NEUVIÈME JOUR 390 BATAILLONS DE RÉSERVE DE CAMPAGNE Y COMPRIS 70 BATAILLONS DE MARCHÉ.

Ces troupes seront immédiatement disponibles, étant donnée la formation simultanée de 255 bataillons de dépôt ou de garnison, constitués de toutes pièces avec des hommes instruits, sans compter les dépôts de recrues, et 264 bataillons de landsturm.

(94)

LE NOUVEAU CHEMIN DE FER

DE

LA VALLÉE D'AOSTE

Si l'on examine la frontière franco-italienne entre les Alpes Graies et le massif du mont Blanc, c'est-à-dire au point où s'ouvrent vers l'Italie et vers la France les vallées de la Dora-Baltea et de l'Isère, on aperçoit sur les versants est et ouest de la crête alpine deux pays également difficiles, profondément bouleversés, reliés l'un à l'autre par de rares communications.

La vallée d'Aoste à l'est, la Savoie à l'ouest, sont en réalité deux îlots géologiques bien distincts, qu'unit entre eux une seule route carrossable : celle du petit Saint-Bernard. Au nord et au sud de cette artère principale viennent deux sentiers muletiers assez suivis : celui de la Seigne, qui conduit d'Entrêve à Bourg-Saint-Maurice et celui qui passe au col du Mont, entre Surrier et Sainte-Foy. Situées à peu près sur le même parallèle, Aoste en Italie, Albertville en France, constituent les centres principaux de ces deux quadrilatères fermés sur chacune de leurs faces, par de hautes montagnes.

Lorsque le chemin de fer s'arrêtait à Ivree, à 70 kilomètres au sud-est d'Aoste, à l'exception des faibles détachements cantonnés dans cette dernière ville, les troupes italiennes, pour atteindre le col du petit Saint-Bernard, auraient dû franchir à pied les 125 kilomètres qui séparent Ivree de la frontière, tandis que l'adversaire venant d'Albertville n'aurait eu que 100 kilomètres à parcourir, soit une étape en moins.

Ces conditions sont aujourd'hui modifiées.

Le 4 juillet dernier, avait lieu l'inauguration du nouveau chemin de fer qui relie Ivree à la ville d'Aoste, et, dès le lendemain, la voie était livrée à l'exploitation.

Cet événement ne saurait passer inaperçu, car la ligne nouvelle pourrait être appelée à jouer un rôle important dans une

guerre entre l'Italie et la France. Ce n'est pas que les Italiens redoutent qu'une armée française conduite par un nouveau Bonaparte n'envahisse leur pays par la vallée d'Aoste. Les améliorations qu'ils ont, dans ces dernières années, apportées aux ouvrages de Bard ont singulièrement accru la force de cette position qui, en 1800, faillit arrêter le premier consul. L'état-major italien considère, au contraire, que la nouvelle ligne ferrée qui remonte la vallée constitue une excellente ligne d'invasion en France ou en Suisse. Un de ses membres les plus éminents, le colonel Marselli, déclarait, le 8 février 1883, à la Chambre des députés que le chemin de fer d'Ivrée à Aoste *a un caractère offensif*, et *qu'il est d'une utilité incomparable au point de vue militaire*; et il rappelait que, l'année précédente, le ministre de la guerre avait réclamé la construction immédiate de la ligne. En 1884, persévérant dans le même ordre d'idées, le général Ferrero se fit autoriser, par la Chambre des députés, à inscrire dans le programme des travaux à exécuter durant la période 1885-1892, la construction d'un quai et de voies militaires à Aoste.

Il est donc impossible de méconnaître la destination assignée à la voie ferrée de la vallée d'Aoste, par les stratèges italiens. Ce chemin de fer accroît la valeur des routes qui relient la haute Italie avec la Tarantaise et le Valais, et dès aujourd'hui Aoste n'est plus qu'à quelques pas de Martigny.

Les avantages militaires que la nouvelle ligne assure à l'Italie priment de beaucoup les services qu'elle rendra à l'industrie minière de la vallée inférieure de la Dora-Baltea. Toutefois ce chemin de fer pourrait un jour devenir une ligne de grand trafic, si l'on se décidait à percer de ce côté les Alpes. Au moment où les travaux en furent entrepris, on pensait à le prolonger dans la direction de Chamounix. Ce projet a été abandonné, à cause de la longueur du tunnel qui traverserait le mont Blanc. Un autre projet a surgi, l'établissement d'un tunnel au col Ferret; la voie gagnerait Martigny et les bords du lac de Genève. Le promoteur de l'entreprise espère triompher de la résistance qu'il rencontre en Suisse, en offrant à la Confédération de prendre à sa charge les dépenses de construction d'un fort d'arrêt, appelé à maîtriser la nouvelle voie à son entrée dans le Valais.

Quel que soit le sort réservé à cette tentative, de diriger sur la

vallée d'Aoste un courant de commerce international, le chemin de fer Ivée-Aoste ne constitue pas moins, dès aujourd'hui, une ligne stratégique fort importante; aussi, croyons-nous à propos d'en donner une description sommaire.

C'est à Ivée que l'on est généralement convenu de placer l'entrée méridionale de la vallée d'Aoste, bien que la véritable limite de l'ancien duché de ce nom se trouve un peu plus au nord, à Carema.

Au sortir d'Ivée, le chemin de fer franchit la Dora sur un pont métallique et s'engage sous un tunnel de 1109 mètres de longueur, percé partie dans un banc de limon glaciaire, partie dans le diorite. On débouche du tunnel en face des montagnes du Valchiusella, on passe successivement à Montalto, Borgofranco, Monte-Strutto, puis, après avoir retraversé la Dora et parcouru un second tunnel, on atteint Tavagnasco. On franchit le Renancio, le Sciassa, pour arriver à Quincinetto. La ligne ferrée passe un peu plus loin sur la rive gauche de la Dora, pour gagner Carema, traverse les deux bras du Lys près du pont Saint-Martin, puis elle arrive à Donnaz.

Ce bourg, le premier important que l'on rencontre en venant d'Ivée, est bâti sur la rive gauche de la Dora non loin du fort de Bard. Il contient environ 2,000 habitants, et se compose d'une rue unique, longue et étroite, flanquée à droite et à gauche de hauts rochers à travers lesquels la rivière s'est frayée péniblement son lit. On y trouve un vaste établissement métallurgique, dans lequel on traite des minerais de cuivre.

Ici, les ingénieurs ont dû asseoir la voie ferrée presque dans le lit de la Dora; aussi a-t-il été nécessaire, pour la protéger contre le torrent, d'établir un long mur de quai de 600 mètres de longueur. Plus loin, ils ont dû pratiquer un tunnel de 600 mètres sous le fort de Bard. Cet obstacle franchi, la ligne ferrée traverse à deux reprises la Dora, passe à Arnaz, où la vallée s'élargit légèrement, puis arrive à Verrès, l'ancien Vitricum des Romains dont la population actuelle ne dépasse pas 1500 habitants. Verrès, situé dans une partie de la vallée riche en produits agricoles et miniers, est partagé en deux par l'Evançon, qui arrose la vallée de Challand. Sur un mamelon au nord du village se dresse un vieux château qui commande le confluent des deux torrents.

Au delà de Verrès, à Torille, la voie ferrée repasse sur la rive droite de la Dora, franchit les torrents Chalamé et Loriaz, puis regagne par le beau pont viaduc de Montjovet la rive gauche de la Dora. Après avoir franchi le pont du Neran, le chemin de fer dessert Saint-Vincent (2,500 habitants environ), puis Châtillon, dont la population atteint 3,000 âmes. Cette petite ville, qui est après Aoste le centre le plus important de la vallée, s'élève en pente douce sur la rive gauche de la Dora, dans l'angle formé par ce torrent et le Cervino, qui débouche du Valtournanche.

Indépendamment des ouvrages ci-dessus énumérés et du pont sur le Cervino, que l'on rencontre entre Châtillon et Chambave, la section de Verrès à Chambave compte quatorze tunnels d'une longueur de 20 à 550 mètres (le plus long, celui de Binda, a 547 mètres), et d'un développement total de 2,470 mètres. Quelques-uns d'entre eux ont été percés dans des roches de diorite, de serpentine, d'amphibole, mélangées de pyrite d'une dureté telle que, malgré l'emploi de la gomme Nöbel, la vitesse moyenne de la perforation fut de 0^m12 à 0^m,30 par jour. D'autres, creusés dans des moraines et des dépôts, ont offert aux ingénieurs des difficultés d'un autre genre : il leur a fallu lutter contre les infiltrations des nappes d'eau supérieures, et sur un point ils ont dû s'avouer impuissants et abandonner un tunnel de 300 mètres déjà creusé sur 250 mètres.

Entre Chambave et Aoste, la voie ferrée a été établie tantôt sur une rive et tantôt sur l'autre rive de la Dora (il n'y a pas moins de quatre ponts) selon la disposition plus ou moins favorable des lieux ; et encore a-t-il fallu à Diemmoz lui faire côtoyer en viaduc la rive gauche du torrent.

Dans ce parcours elle franchit le Buthier et le Bagnère, et traverse en galerie deux contreforts à Terey et à Saint Marcel. Les localités que l'on rencontre avant d'arriver au point terminus de la ligne, Nus, Saint-Marcel, Quart Villefranche, sont d'ailleurs des villages sans importance.

La ligne d'Ivrée à Aoste a été établie en vue d'un prolongement éventuel au delà des Alpes, avec de faibles pentes et des courbes de grand rayon. La pente maximum est celle de 11 millimètres ; on a éliminé absolument les contre-pentes, et le rayon minimum des courbes a été fixé à 400 mètres.

La ligne cependant n'a été construite qu'à une voie, avec une plate-forme de 5 mètres de largeur.

Elle présente, comme on l'a vu, de nombreux ouvrages d'art : ponts, viaducs et tunnels. Les ponts les plus importants sont ceux jetés sur la Dora ; ils sont au nombre de 12 : pont n° 1 d'Ivrée (1 travée métallique de 54 mètres d'ouverture) ; pont n° 2 de Monestrutto (1 tablier métallique à 3 travées de 28, 34 et 28 mètres) ; pont n° 3 de Quincinetto (1 travée de 30 mètres) ; pont n° 4 de Carème (1 travée de 70 mètres) ; pont n° 5 de Bard (1 travée de 50 mètres) ; pont n° 6 de Campagnola (2 travées de 40 mètres chacune) ; pont n° 7 de Torille (4 arches de 16^m,5) ; pont n° 8 de Monjovet (1 travée de 61 mètres) ; pont n° 9 de Ronco (1 travée de 60 mètres) ; pont n° 10 de Fénis (1 travée de 54 mètres) ; pont n° 11 de Masou (1 travée de 60 mètres), et pont n° 12 de Saint-Marcel (1 travée de 50 mètres). Les autres ponts à signaler, en remontant la vallée, à partir d'Ivrée, sont les suivants : pont sur le Renanchio, entre Tavgnasco et Quincinetto (2 travées de 14^m,50) ; pont sur le Sciasca (1 travée de 13 mètres) ; 2 ponts sur le Lys, entre Quincinetto et Verrès (1 travée de 17^m,40 pour le premier, 1 de 31^m,9 pour le second) ; pont sur l'Évençon (1 travée de 35 mètres) ; pont sur le Chalame (1 travée de 15 mètres) ; pont sur le Loriaz (1 travée de 16 mètres) ; pont sur le Neran (1 travée de 15 mètres) ; pont sur le Cervino (1 arche de 16 mètres) ; pont sur le Buthier (1 travée de 25 mètres) ; pont sur le Bagnère (1 travée de 16 mètres).

Il faut mentionner, en outre, le viaduc de Diemoz (8 arches de 7^m,40).

Les souterrains sont au nombre de 18 : le développement total des galeries atteint 4,570 mètres. Le plus long, celui d'Ivrée, mesure 1109 mètres ; la longueur des autres varie entre 618 mètres (Bard), et 25 mètres (Balma n° 2). Le tunnel de Binda a 547 mètres, celui de Tercy 300 et celui de Saint-Marcel 360.

La vallée est desservie par 11 stations et 5 haltes. Toutes les stations sont pourvues de voies d'évitement, dont la longueur varie de 325 à 480 mètres. Elles possèdent un quai, des magasins et des halles aux marchandises. On rencontre sur la ligne 2 remises pour machines et 1 pour wagons, et 24 réservoirs d'eau.

Les travaux du chemin de fer d'Ivrée à Aoste, exécutés rapi-

dement, n'ont, à quelques exceptions près, subi aucun à-coup, donné lieu à aucune de ces surprises désagréables, qui, dans des œuvres de ce genre, viennent souvent dérouter les calculs les mieux établis. D'après les renseignements les plus dignes de foi, les constructions de tout genre, la voie, les divers travaux d'art, exécutés avec le plus grand soin, font honneur à la direction technique des chemins de fer de l'État.

En somme, la création de la ligne Aoste-Ivrée constitue une amélioration capitale dans le réseau des voies ferrées italiennes du nord de la Péninsule; la voie nouvelle permettra en effet, de porter rapidement des troupes dans une région que l'on avait considérée jusqu'ici comme fermée à des forces considérables. Turin, base d'opérations de l'armée italienne dans cette partie de la Péninsule, se trouve ainsi singulièrement rapproché des deux routes du grand et du petit Saint-Bernard, et il sort de là, au point de vue militaire, toute une série d'importantes déductions dont la valeur, à la simple inspection d'une carte, est très nettement appréciable.

(92)

LES INVASIONS DANS L'INDE

(PAR LE GÉNÉRAL SOBOLEV).

(Suite) (1).

IV.

Campagnes de Tchingis-Khan.

Le récit de la campagne entreprise dans les Indes par Ougouz-Khan, nous a fait connaître que, déjà du temps de ce prince, les Mongols avaient une armée parfaitement organisée et obéissant à une discipline sévère.

Avec le cours des siècles, leurs forces allèrent en s'affaiblissant, et sous Il-Khan, les Tartares, leurs éternels rivaux, défirent leur armée principale. Puis la balance recommença à pencher en faveur des Mongols, car ils avaient conservé, grâce aux traditions militaires précieusement entretenues depuis Ougouz Khan, leur esprit belliqueux et leur amour des armes.

En 1155 naquit un Mongol de génie, Tchinghis-Khan, qui, grâce à des talents extraordinaires, sut conduire ses peuples à la conquête du monde.

Les circonstances dont fut entourée sa naissance eurent, comme nous l'avons dit plus haut, une énorme influence sur les Mongols superstitieux.

Son père était roi d'une tribu comptant 40,000 familles. Il mourut en laissant plusieurs fils en bas âge, dont l'aîné, Tchinghis-Khan, n'avait pas 13 ans. Profitant de la minorité des princes, un certain nombre de chefs fomentèrent des querelles intestines. La guerre s'alluma et Tchinghis monta sur son cheval de bataille. La tribu des Taïdjoutes se trouvait à la tête de la confédération qui

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 647, 648, 653 (1885).

lui était hostile. La lutte se prolongea pendant 26 ans et fut pour le jeune capitaine une école de guerre éminemment instructive.

En 1193, alors qu'il entraît dans sa 39^e année, il apprit que les Taïdjoutes se préparaient de nouveau à l'attaquer avec leurs alliés. Mais, à ce moment, comme le remarque Aboul-Ghazi-Khan, le grand Mongol n'était plus un prince débile et sans vigueur, il s'était endurci au milieu des difficultés de guerres continuelles et avait éprouvé plus d'un revers ; ses troupes avaient reçu une organisation régulière et étaient astreintes à la plus rigoureuse discipline ; il avait déjà acquis la réputation d'un homme doué d'une volonté de fer et d'une énergie à toute épreuve. — L'armée rassemblée sous ses ordres se composait de 13 corps indépendants, qui avaient appris à se former en bon ordre à des intervalles déterminés ; leur ensemble constituait une masse de cavalerie de 13,000 hommes d'effectif.

L'ennemi se présenta au nombre de 30,000 soldats. Après avoir disposé ses troupes en ordre de combat, Tchinghis-Khan donna le signal d'une bataille longue et meurtrière, d'où il sortit vainqueur. L'armée des Taïdjoutes fut anéantie et les prisonniers voués à une mort cruelle. Ce succès obtenu, il se jeta sur les établissements de ses adversaires et les livra au pillage. Le bruit de sa victoire remplit rapidement toute la Mongolie : ce fut le début de ses triomphes futurs.

Nous n'entrerons pas dans l'étude détaillée des guerres qu'il entreprit ; nous nous bornerons à en citer quelques-unes en nous arrêtant plus longtemps sur ses campagnes dans les vallées du Syr et de l'Amon-Daria, dans le Khorassan et dans l'Inde. Remarquons que le succès de ses expéditions était fondé sur l'excellente organisation de son armée et sur la discipline excessivement sévère qu'il y avait introduite. La rapidité de ses conquêtes fit l'étonnement du monde entier (1).

En 1194, il fit la guerre aux Tartares établis sur les rives de

(1) Nous renvoyons les personnes curieuses de connaître l'organisation et la tactique adoptées par le conquérant asiatique, à l'excellente étude de M. Ivanine : *L'art de la guerre et les conquêtes des Tartares-Mongols et des peuples de l'Asie centrale, sous Tchinghis-Khan et sous Tamerlan*. Saint-Petersbourg, 1875.

l'Argoun et de l'Amour ; il avait marché contre eux sur l'invitation de l'empereur de Chine.

En 1196, il défit la tribu des Merkites, alliés des Taïdjoutes, dont il a été question ci-dessus.

En 1199, il réduisit à l'obéissance la puissante tribu des Naïmanes.

En 1202, il battit une tribu tartare riche et nombreuse.

Les coalitions hostiles à sa suprématie grandissaient dans la mesure de ses succès. Mais sa vigilance était toujours en éveil, et, dans la plupart des cas, il prévenait les coalisés en les battant séparément. Ses talents stratégiques se manifestèrent dans tout leur éclat pendant le cours de ces différentes expéditions ; avec des forces inférieures il l'emportait sur des ennemis plus puissants. Ses attaques se distinguaient par leur rapidité et leur imprévu.

Il réussit enfin, en 1204, à remporter une victoire qui établit d'une manière définitive son autorité sur toute la Mongolie ; depuis lors, maître d'une nombreuse armée, il tourna ses regards vers des contrées plus éloignées.

A la suite de plusieurs expéditions contre l'une des parties constitutives du vaste empire chinois, le royaume de Tangout, il s'empara de Nin-Sin, la capitale de ce pays. C'était en 1209. L'année suivante il reçut l'hommage des Ouïgours.

En 1211, le grand chef des Mongols, non content de la soumission du royaume de Tangout et du territoire des Ouïgours, voisins de ses possessions, dirigea ses armes contre les provinces septentrionales de la Chine. Il partit pour cette expédition des bords du Kéroulani, au mois de mars, et franchit en 40 jours l'espace de 750 verstes qui sépare cette rivière de la grande muraille. Tchinghis employa l'été à refaire les chevaux de ses troupes et reprit ses opérations en automne ; la guerre se prolongea en 1212, 1213 et 1214.

En juillet 1215, la ville de Pékin fut prise et livrée au pillage. Jusque-là les Mongols avaient déjà ruiné sept villes. Tchinghis détruisit l'armée chinoise en plusieurs rencontres, et répandit la crainte et la terreur sur toute l'étendue de l'Empire du Ciel. En 1215 et 1216, une partie de son armée ravagea les provinces méridionales de la Chine sans toutefois parvenir à s'emparer de la capitale du Sud.

Au mois de février 1217, Tchinghis-Khan éleva à la dignité princière son général Mokhali, le nomma commandant en chef des troupes mongoles en Chine et lui confia le soin de terminer une œuvre si brillamment commencée. Pour lui, il marcha vers l'Occident.

Déjà à cette époque, on le considérait comme le conquérant de la Chine. Sa vaste monarchie renfermait plus de 200,000,000 d'âmes ; son autorité n'avait pas de limites.

Possesseur d'un immense butin ravi à l'empire chinois, il avait acquis les moyens d'entreprendre des guerres lointaines et d'entretenir de nombreuses armées. Son pouvoir était sans bornes en Mongolie et dans les contrées voisines. Il avait assuré ses derrières par la conquête de la Chine et ses flancs par la soumission du royaume de Tangout et des Ouïgours. Les Mongols et les Tartares accouraient avec empressement sous ses drapeaux invincibles.

Ses expéditions en Occident s'ouvrirent par la marche d'une partie de son armée contre le royaume de Kara-Kitai où régnait Gouchloul, ennemi de Tchinghis. C'était en 1218. Un corps de troupes mongoles, fort de 20,000 chevaux, soumit rapidement les domaines de Gouchloul et permit ainsi à l'armée principale de pénétrer sans encombre dans les vallées de l'Amou et du Syr-Daria.

Le souverain du Kharezm était alors Sultan-Mahomed, créateur d'un vaste empire comprenant les provinces actuelles du Syr-Daria et du Ferghanah, Boukhara, Khiva, Balkh, tout l'Afghanistan, une partie de l'Inde jusqu'au fleuve Indus, la Perse entière avec l'Adzerbeïdjan.

Le sultan fit un sanglant outrage à Tchinghis-Khan en faisant tuer son ambassadeur.

Cette circonstance décida définitivement de l'expédition. Après la soumission du Kara-Kitai en 1218, le chef des Mongols convoqua un conseil de guerre et l'invita à délibérer sur la question de la conquête de l'empire de Kharezm. Le conseil étudia et régla tout ce qui concernait l'organisation d'une armée d'opérations. L'effectif des troupes disponibles s'élevait à 600,000 hommes.

Au commencement de l'automne de la même année, l'armée se mit en marche.

Après avoir refait leurs chevaux sur les bords de l'Irtiche, les Mongols continuèrent à se porter en avant au cours de l'automne de 1219. Ils furent successivement rejoints, pendant qu'ils se dirigeaient vers le Syr-Daria, par Arslan-Khan, chef de la tribu des Karliks, et par Idikoout, khan des Ouïgours, avec des détachements nombreux de cavalerie; de sorte que leurs forces augmentaient considérablement au fur et à mesure qu'ils se rapprochaient des frontières de l'empire de Kharezm.

Le sultan Mohamed opposa à cette invasion une armée de 400,000 hommes; mais rien n'était en état d'arrêter le terrible conquérant, qui avait résolu de détruire à quelque prix que ce fût l'empire de son puissant adversaire.

Quand il eut pénétré dans le Kharezm, Tchinghis-Khan prescrivit à ses deux fils Okédaï et Djagataï de se rendre maîtres de la ville d'Otrar, située aux bords du Syr-Daria; il donna à son fils aîné, Djudji, l'ordre de marcher sur Djent vers le cours inférieur du fleuve, et à ses généraux Alak-Noïana et Soktoubogkha de se diriger sur Khodjent avec un petit détachement de 5,000 hommes. Quant à lui, accompagné de son plus jeune fils Touti, il partit d'Otrar, à la tête des forces principales et prit la route directe de Boukhara à travers le désert, en laissant Samarkand sur sa gauche.

En 1220, Boukhara, Otrar, Djent, Khodjent et d'autres villes tombèrent au pouvoir des Mongols. Leurs garnisons furent massacrées, leurs habitants en partie tués, en partie trainés en esclavage, toutes leurs richesses pillées. Dans la même année 1220, pendant que Tchinghis-Khan faisait le siège de Samarkand, ses fils le rejoignirent avec leurs troupes, après la reddition d'Otrar. Samarkand vit également arriver sous ses murs l'armée de Djudji et le détachement envoyé à Khodjent. La ville était occupée par une fraction considérable de l'armée du sultan Mohamed, s'élevant à environ 110,000 hommes. Les défenseurs tentèrent de repousser les Mongols dans une sortie; mais ils éprouvèrent un échec; la ville fut enlevée, les troupes anéanties, les habitants massacrés ou réduits en esclavage.

Cela fait, le conquérant envoya ses fils Djudji, Okédaï et Djagataï à la tête de forces considérables dans le Kharezm (Khiva). La nombreuse armée du sultan était concentrée à Ourghentch, capitale de cette province.

Après en avoir défait une partie en rase campagne, les Mongols mirent le siège devant Ourghentch. La forteresse résista pendant sept mois. Apprenant que la mésintelligence régnait entre ses fils, Tchinghis-Khan leur expédia l'ordre d'obéir à Okédaï et la place fut bientôt prise.

Sur ces entrefaites, le sultan Mohamed traversant l'Amou-Daria, près de Termed, abandonna cette forteresse turkmène et s'enfuit jusqu'à Nichabour, dans la province perse du Khorassan. Le conquérant envoya à sa poursuite un corps de cavalerie fort de 30,000 chevaux sous les ordres de trois généraux : Tchébé, Souboutaï et Tougoutchar. Les instructions qu'ils reçurent leur prescrivaient de ne s'arrêter nulle part avant d'avoir mis la main sur le sultan, d'épargner ceux qui demanderaient merci, d'anéantir ceux qui oseraient résister, de livrer aux flammes les villes qui se défendraient, d'en égorger les habitants et de réduire leurs enfants en esclavage. « Votre expédition doit être achevée en trois ans », leur dit le conquérant, « je ne veux pas rester dans ce pays ; je vais revenir en Mongolie où vous viendrez me rejoindre en traversant les déserts, lorsque votre mission sera terminée. » Nous verrons plus loin que ces instructions ont été suivies presque de point en point : telle était la largeur et la sûreté des combinaisons stratégiques de Tchinghis-Khan ; telle était la précision avec laquelle ses ordres étaient exécutés.

Ayant également passé l'Amou-Daria aux environs de Termed, les trois généraux prirent la route de Balkh, qu'ils laissèrent intacte, et se dirigèrent de là sur Hérat à travers les ramifications septentrionales du Paropamisus. Les habitants de la ville se portèrent au-devant d'eux avec des présents et les assurèrent de leur dévouement ; Tchébé accepta cette soumission et continua sa marche, mais Tougoutchar, qui le suivait avec l'arrière-garde, fut tué d'un coup de flèche en tentant d'enlever Hérat par surprise ; son détachement rallia les troupes de Tchébé et de Souboutaï.

Les Mongols se montrèrent ensuite devant Savé, qui refusa d'ouvrir ses portes ; quelle que fut leur impatience, ils se virent obligés d'en faire le siège, la prirent d'assaut et massacrèrent les habitants. Cela fait, ils gagnèrent Nichabour. A la sommation de livrer la place sans combat, les autorités répondirent : « Que les Mongols reviennent quand ils se seront emparés de la personne

du sultan; alors tout le pays leur appartiendra. » Tchébé fit parvenir aux habitants une proclamation de Tchinghis conçue en ces termes : « Dieu tout-puissant m'a remis la domination de l'univers; celui qui se soumettra trouvera le bonheur, ceux qui me résisteront seront anéantis et leurs enfants réduits en esclavage. » Laissant pour l'instant Nichabour de côté, les Mongols se précipitèrent sur les traces du sultan, ravagèrent le Mazandéran, puis continuèrent leur route à travers Esféraïn et Idal, et détruisant tout par le fer et par le feu, ils se présentèrent devant la forteresse de Reï qu'ils rasèrent et dont ils tuèrent les habitants. La crainte et l'effroi se répandirent dans la Perse entière. Le malheureux sultan chercha un abri dans la forteresse de Karandar ayant toujours sur ses talons les Mongols qui blessèrent même son cheval d'un coup de flèche. Il se jeta alors dans le Ghilan d'où il s'enfuit sur les bords de la mer Caspienne, perdant dans sa retraite précipitée ses bagages et ses richesses. Bientôt la forteresse d'Idal ouvrit ses portes et la famille du sultan tomba entre les mains des Mongols.

Le sultan caché au fond d'une île déserte de la mer Caspienne exhala le dernier soupir en apprenant la nouvelle du sort de sa famille. On ne trouva même pas de linceul pour l'ensevelir; il fut enterré enveloppé dans une fourrure. Il mourut le 10 février 1221.

De son côté, Tchinghis après la reddition de Nakcheb (Karchi), avait marché sur Termed, qu'il prit d'assaut, traversé l'Amou-Daria et conduit son armée à Balkh. Cette cité était alors célèbre par ses richesses et sa population; elle renfermait, au dire d'un historien mongol, 1200 mosquées et 1200 bains.

Rappelons qu'après la mort du sultan Mohamed, son fils, Djellaloud-Dine était monté sur le trône de Kharezm.

Les habitants de Balkh vinrent à la rencontre de Tchinghis et implorèrent sa pitié, mais le fier conquérant rejeta leurs prières et répondit : « Le sultan Djellaloud-Dine est encore vivant; tant qu'il n'aura pas disparu de la surface de la terre, les Bactriens se tiendront toujours prêts à la révolte. » Il savait déjà que le nouveau sultan rassemblait une armée à Gazni. Malgré une résistance opiniâtre, Balkh fut enlevée d'assaut. Tous les habitants sans exception furent mis à mort, la ville et la forteresse détruites et rasées.

Balkh une fois prise, le conquérant envoya son plus jeune fils, Touli, soumettre le Khorassan pendant qu'il prenait en personne le chemin de Talikan, près de Koundouz.

Touli s'ébranla avec un corps de 80,000 hommes, ce qui, d'après Aboul-Ghazi-Khan, ne constituait que la dixième partie de l'armée de Tchinghis.

Le Khorassan jouissait à cette époque d'une très grande prospérité; mais, selon l'historien des Mongols et des Tartares, les habitants de l'oasis de Merv, alors gouvernée par Begha-ul-Moulk, successeur de Moudjir-ul-Moulk, étaient surtout renommés pour leurs richesses. Le sultan de Kharezm ayant eu vent de l'expédition des Mongols, prescrivit aux Merviens de ne pas se défendre contre l'armée envahissante.

Le gouverneur Begha s'enferma cependant dans la forteresse de Vazir, tandis qu'une partie de la population se dispersait. Au milieu de ces irrésolutions, deux des généraux de l'armée de Touli apparurent sous les murs de la ville. Le lieutenant du gouverneur ainsi que le chef du clergé se portèrent au-devant d'eux avec de riches présents et les assurèrent de leur obéissance aux ordres des vainqueurs. Les Mongols, satisfaits de cette soumission, passèrent dans le voisinage de la cité sans lui causer aucun dommage. Peu de temps après un certain Bourka, d'origine turkmène, rassembla une bande d'aventuriers avec laquelle il pénétra dans Merv; de nombreux serviteurs du sultan se joignirent à lui et bientôt il compta sous ses drapeaux une armée assez considérable, prête à le suivre contre les Mongols.

Dès qu'il eut reçu la nouvelle certaine de la mort du sultan Mohamed, l'ancien gouverneur de Merv, Moudjir-ul-Moulk quitta l'Irak pour regagner l'oasis. Bourka lui refusa l'entrée de Merv. Après bien des pourparlers il put cependant pénétrer dans la ville et en être reconnu comme gouverneur. Bourka se rangea lui-même sous son autorité.

Pendant ce temps, les Mongols s'étaient emparés de Serakhs dont ils confièrent le gouvernement au Cheik-ul-Islam.

Le Cheik-ul-Islam de Merv lui envoya une lettre remplie de griefs contre Moudjir-ul-Moulk; mais la missive ayant été interceptée, son auteur fut cruellement puni. C'est alors que l'autre gouverneur de l'oasis Begha-ul-Moulk, enfermé comme on le sait dans Vazir, s'aboucha avec les Mongols et leur offrit son concours

dans le but de s'emparer de Merv, avec l'assurance de leur payer, en cas de réussite, une redevance annuelle par maison. Au cours de ces négociations, Moudjir avait rassemblé une armée imposante ; les Merviens, confiants dans leurs forces, mirent à mort des parlementaires envoyés par Bégha, que les Mongols tuèrent par représailles.

L'armée de Touli ayant réduit Nissa, Abiver, Serakhs et plusieurs autres cités du Khorassan, se tourna contre Merv et mit le siège devant la ville. Les assiégés attaquèrent les assaillants dans une sortie et leur firent subir une perte de mille hommes tués. Pendant 21 jours, on se battit sans relâche. Une résistance aussi courageuse exaspéra le commandant en chef ; descendant de cheval et se couvrant la tête de son bouclier, il s'élança avec fureur contre les portes de l'enceinte, suivi de toutes ses troupes. Les Merviens durent se réfugier derrière leurs murailles et la ville se trouva investie. Moudjir, comprenant l'impossibilité d'une plus longue défense, sortit de la place et vint, porteur de présents, implorer la clémence des Mongols. Touli enjoignit aux vaincus de transporter dans son camp toutes les richesses contenues dans Merv et désigna 200 commissaires pour les recevoir ; il fit ensuite chasser les habitants de leurs demeures, les répartit entre ses troupes et donna l'ordre de les égorger jusqu'au dernier. La ville et les fortifications furent rasées.

Après le sac de Merv, Touli se dirigea sur Nichabour, solide forteresse du Khorassan, s'en empara et passa les habitants au fil de l'épée.

Cela fait, les Mongols s'avancèrent contre Hérat. Touli y envoya un parlementaire, avec sommation de se rendre. On le tua. Le siège fut aussitôt commencé. Dans une sortie, le commandant de la garnison perdit la vie ; profitant du trouble jeté par sa mort dans les rangs ennemis, le chef Mongol pénétra dans l'intérieur de la ville avec une faible troupe de 200 hommes : là, il engagea les habitants à la soumission en leur promettant de ne leur faire payer que la moitié des contributions imposées par le sultan. La population se résigna à ces exigences ; mais les soldats s'enfermèrent dans la citadelle et résolurent de prolonger la défense. Bientôt, la citadelle fut prise et la garnison, forte de 12,000 hommes, égorgée. On épargna la population.

Le gouvernement d'Hérat une fois organisé, Touli se hâta de

rejoindre son père qui procédait alors au siège de Nousret-Kough, près de Talikan.

Cette place était solidement fortifiée. Les assiégés, pourvus des approvisionnements nécessaires à une longue défense, avaient refusé de se rendre; de sorte que les Mongols étaient restés pendant six mois sous ses murs sans avoir obtenu le moindre succès. A l'arrivée de Touli, Tchinghis attaqua la forteresse avec toutes ses forces et s'en empara. La garnison et les habitants, sans en excepter les enfants à la mamelle, furent massacrés; la place fut détruite.

De Talikan, Tchinghis marcha sur Inder-Ab, qu'il prit et ruina. De là, il alla à Bamian où, sur le refus des habitants d'ouvrir leurs portes, il mit le siège.

Dans un combat, un de ses petits-fils, fils de Djagataï-Khan fut tué d'un coup de flèche. Profondément irrité de la perte d'un enfant qu'il chérissait d'une façon particulière, le terrible Tchinghis donna le signal d'un assaut général, enleva la ville, la détruisit, et en fit exterminer les défenseurs et les habitants sans distinction d'âge ni de sexe.

Par conséquent, vers l'été de 1221, Tchinghis-Khan était déjà maître de toute la moitié occidentale de l'Asie centrale, du Khorassan y compris Hérat et Merv; d'autre part, le corps de cavalerie confié aux ordres de Tchébé et de Souboutaï était parvenu jusqu'aux rives de la mer Caspienne et avait soumis à l'autorité des Mongols les provinces qui bordent les frontières nord-ouest de la Perse. Son ennemi le sultan Mohamed n'était plus parmi les vivants.

En un peu plus de deux ans, le puissant empire de Kharezm avait été renversé par Tchinghis, dont les troupes avaient accompli plusieurs marches très-brillantes. Pendant ce laps de temps, elles avaient parcouru dans tous les sens les vallées du Syr et de l'Amou-Daria ainsi que le Khorassan. Les déserts les moins accessibles, couverts de sables et de terrains salins, les cours d'eau les plus larges, rien n'avait pu arrêter les Mongols victorieux qui anéantirent l'armée presque entière du sultan Mahmoud et enlevèrent d'assaut nombre de villes et de places fortes. Le massacre impitoyable des populations remplissait tous les esprits d'effroi et de terreur.

Tchinghis-Khan s'arrêta au pied de la chaîne gigantesque de l'Hindou-Kouch.

C'est un prolongement de l'Himalaya servant à la Péninsule de frontière naturelle, au delà de laquelle les Indiens ne tentèrent jamais de s'étendre. Les Mongols se virent en face de montagnes dont les sommets dépassaient la limite des neiges éternelles ; le défilé qui devait leur livrer passage se trouvait à une altitude considérable. La route directe de Bamian à la vallée du Kaboul traversait deux cols, ceux d'Irak et d'Ounaï, dont le premier était situé à 12,190 pieds au-dessus du niveau de l'Océan, le second à 11,330 pieds. Indépendamment du passage donnant accès, par ces cols, dans la vallée du Kaboul, il en existe encore d'autres à l'est de Bamian ; ils sont plus ou moins commodes pour les mouvements des armées qui, partant de la vallée de l'Amou-Daria, ont l'Inde pour objectif.

Dans le cours de sa longue carrière militaire, le grand conquérant avait appris à ses troupes à surmonter n'importe quel obstacle ; elles étaient capables de traverser aisément et avec rapidité les déserts les plus affreux, de passer les cours d'eau les plus larges et les plus profonds ; elles étaient également habituées à affronter sans crainte les défilés montagneux. Confiant dans la valeur éprouvée de ses soldats, dans la vigueur de leurs chevaux, Tchinghis n'hésita pas un instant à franchir l'Hindou-Kouch.

Il avait été informé que le nouveau sultan de Kharezm, Djellaloud-Dine, avait concentré autour de Garn, célèbre dans l'Orient par sa force et son opulence, une armée de 70,000 hommes.

Afin d'observer les mouvements et les opérations de son adversaire, Tchinghis-Khan, lança des reconnaissances sur les routes de Garn, de Ghour, de Zaboul et de Kaboul : un corps de 30,000 hommes seulement fut chargé de cette mission ; il était divisé en quatre détachements, chacun sous les ordres d'un général. L'un d'eux, Chiki-Koutouk, arrivé sous le versant septentrional de l'Hindou-Kouch, reçut avis que le khan Melik, principal conseiller et inspirateur du jeune sultan, était en marche pour rejoindre son souverain ; il se mit aussitôt à sa poursuite et l'atteignit vers le soir ; mais le khan Melik continua son mouvement jour et nuit sans se laisser arrêter et parvint à rallier les



forces principales des Afghans. Deux des autres généraux investirent la forteresse de Balian, bâtie de manière à barrer le passage de Yanghi-Yol; elle fut délivrée par le sultan, en personne, accouru à son secours. Cette affaire coûta aux Mongols 1000 prisonniers que l'on massacra. Les deux généraux battirent précipitamment en retraite et se réunirent à Koutouk.

Ce succès obtenu, Djellaloud-Dine, se jeta sur les Mongols. — L'aile droite de son armée, composée en totalité d'infanterie et de beaucoup supérieure à l'avant-garde ennemie, était commandée par le Khan Mélik, l'aile gauche, par Seïfoud-Dine. Les Mongols, disposés en ordre de bataille, repoussèrent toutes les attaques jusqu'au coucher du soleil. Pendant la nuit, ils confectionnèrent des mannequins, revêtus de châles et coiffés de bonnets, qu'ils attachèrent sur des chevaux (1) et des chameaux, puis ils se placèrent eux-mêmes en ordre de combat derrière la ligne de ces pseudo-combattants. Le lendemain matin, un grand trouble saisit les Afghans, car ils s'imaginèrent que les Mongols avaient reçu des renforts dans le courant de la nuit. Cependant, Djellaloud-Dine éventa la ruse, en donna l'explication, se rua sur les ennemis et les défit complètement. Koutouk se retira avec les débris de ses troupes auprès de Tchinghis-Khan, auquel il rendit compte de ces revers; la vue des restes de son avant-garde décimée remplit de fureur le terrible conquérant.

Bientôt il rassembla des forces imposantes et passa l'Hindou-Kouch. Dans cet intervalle, Djellaloud-Dine vit, pour son malheur, naître la discorde entre ses deux principaux généraux, dont l'un prit, avec les troupes sous ses ordres, le chemin de la Perse. Cette défection compromit gravement sa situation et l'obligea à évacuer l'Afghanistan et à se retirer sur l'Indus.

Tchinghis, qui le poursuivait jour et nuit, entra promptement dans Garn, où il apprit que son adversaire avait abandonné la ville depuis plus de deux semaines; il y installa un gouverneur et se lança à marches forcées sur les traces du fugitif.

En quittant Garn, l'armée des Mongols franchit le défilé de

(1) On sait que les Mongols avaient toujours à leur disposition un grand excédent de chevaux; au moment d'entrer en campagne, chaque cavalier emmenait une monture de rechange.

Homoul, dans la chaîne de Soliman, sans rencontrer le moindre obstacle. Arrivé sur les bords de l'Indus, Tchinghis reçut la nouvelle que Djellaloud-Dine faisait réunir un grand nombre de bateaux dans l'intention de tenter, le lendemain 9 décembre 1221, le passage du fleuve. Craignant de laisser échapper l'armée ennemie, il prit ses dispositions pour l'entourer sans délai; le jour suivant, dès le matin, les Mongols engagèrent l'action. Leurs troupes d'avant-garde avaient reçu l'ordre de s'emparer de Djellaloud vivant, à quelque prix que ce fût. Enfin, les Mongols firent une attaque générale avec toutes leurs forces et battirent les deux ailes de l'ennemi. Le sultan, à la tête d'une escorte d'élite, forte de 600 hommes au plus, s'élançait partout où le danger était le plus menaçant; sa résistance fut si valeureuse que jusqu'à midi les Mongols ne purent compter sur un succès décisif. S'apercevant à la fin, qu'il était entouré de tous côtés, il se jeta dans l'Indus pour gagner l'autre rive à la nage et éviter la captivité (1). Tel est le récit de l'historien des Mongols et des Tartares.

D'autres chroniqueurs plus récents ajoutent que le sultan, s'étant assuré qu'il ne lui restait plus aucune chance de salut, changea sa monture contre un cheval vigoureux, fit une dernière charge désespérée contre l'ennemi, l'obligea à reculer, puis, revenant vers le fleuve, se dépouilla de son armure et sauta dans les flots, d'une hauteur de 3 sagènes; tenant d'une main son bouclier avec lequel il se garantissait la tête contre les flèches, et de l'autre, un drapeau, il traversa le large fleuve monté sur son cheval.

Tchinghis était témoin de cet exploit héroïque. Il défendit de tirer contre le sultan, et, s'adressant à ses fils, il s'écria en montrant Djellaloud-Dine : « Si un père donne le jour à un fils, voilà à qui ce fils doit ressembler. »

Les enfants et les richesses du sultan tombèrent entre les mains des Mongols. Tchinghis envoya sans tarder deux détachements de cavalerie à la poursuite du vaincu.

Le succès remporté par Djellaloud-Dine sur l'avant-garde des

(1) Aboul-Ghazi dit que Tchinghis avait donné l'ordre de lui amener le sultan vivant; Ivanine rapporte que, par suite de cet ordre, les soldats n'osaient pas tirer de flèches contre sa personne.

Mongols, avant le passage de l'Hindou-Kouch par leur armée principale, avait éveillé dans le Khorassan la vive espérance de se voir délivrer du joug des féroces envahisseurs venus de l'Asie centrale. La ville d'Hérat se révolta même ouvertement et tua les gouverneurs imposés par les Mongols.

A cette nouvelle, Tchinghis appela auprès de lui son fils Touli et lui fit le reproche caractéristique suivant : « Si tu avais fait massacrer toute la population, la ville ne serait pas aujourd'hui en révolte. » Dans sa colère, il donna l'ordre à son général Ilchiktaï de marcher sur Hérat avec une armée de 80,000 hommes, de prendre la ville et de n'y laisser âme qui vive. Nous ne savons pas avec précision d'où partit Ilchiktaï. Selon toute probabilité, il occupait un point quelconque situé sur le versant septentrional de l'Hindou-Kouch, région où passe une route très commode parallèlement à la chaîne du Paropamisus. Aboul-Ghazi-Khan ne donne aucun renseignement certain à ce sujet. Ivannine dit qu'Ilchiktaï fut détaché par Tchinghis-Khan pendant la poursuite de Djellaloud-Dine (1).

Quoi qu'il en soit, un corps nombreux de Mongols se trouvait déjà sous les murs d'Hérat à la fin de novembre 1221. Ils commencèrent aussitôt l'investissement et employèrent 50,000 prisonniers aux travaux d'approche. Le siège se prolongea pendant sept mois et demi, au bout desquels ils surent mettre à profit les discussions qui avaient éclaté parmi les assiégés : divisés en quatre colonnes d'assaut, ils se précipitèrent contre les murailles et s'emparèrent d'Hérat. C'était le 14 juin 1222.

Le massacre et le pillage suivirent l'assaut; la ville fut livrée aux flammes, la forteresse rasée. On égorga toute la population à l'exception de 15 habitants. La destruction et la tuerie durèrent une semaine entière. Sa mission accomplie, Ilchiktaï regagna la ligne d'opérations principale.

Nous savons déjà que le 9 décembre 1221, Tchinghis avait

(1) Le baron d'Osmon, dans son ouvrage : *Histoire des Mongols depuis Tchinghis-Khan jusqu'à Timour-Beg ou Tamerlan*, dit à la page 344 du tome 1^{er} : « Un corps d'armée sous les ordres du général Ilchikadaï avait reçu en même temps (en même temps qu'Okédaï avait été dirigé sur Gazni) l'ordre d'aller anéantir la ville d'Hérat. »

remporté aux bords de l'Indus un triomphe complet sur Djellaloud-Dine, qui s'était enfui de l'autre côté du fleuve. Là, le sultan, se trouva dans la situation la plus critique : il était seul, au milieu d'une contrée peuplée d'Indiens hostiles. Mais il fut bientôt rejoint par quelques débris de son armée, par les soldats qui, suivant son exemple, avaient traversé l'Indus à la nage. Son faible détachement était dénué de tout : il se procura promptement des armes, des chevaux et des vêtements. A l'annonce de l'apparition du sultan chassé de ses domaines, les Indiens se préparèrent à l'anéantir et firent marcher contre lui une troupe de 1000 cavaliers et de 5,000 fantassins, sous les ordres du prince Djudi. Le valeureux sultan accepta le combat, défit l'ennemi, tua Djudi de sa propre main, et mit les Indiens en déroute. Les Afghans recueillirent un butin considérable. Apprenant alors l'approche d'un corps de Mongols, Djellaloud-Dine, chercha un refuge à Delhi, où régnait l'Afghan Chessis-oud-Dine.

On a vu plus haut que Tchinghis-Khan avait détaché deux corps de cavalerie dans le but de poursuivre le sultan, au delà de l'Indus. Béla et Tourtai les commandaient. Ces généraux ne découvrirent aucun vestige du fugitif, mais ils s'emparèrent de la forteresse de Biakh et se dirigèrent ensuite sur Moultan qu'ils voulaient investir. Sachant qu'ils ne rencontreraient pas aux environs de cette ville les projectiles nécessaires à leurs machines de siège, ils firent charger les chariots de pierres sur les bords d'une rivière voisine. Cependant ayant constaté que la prise de la place exigerait un temps considérable, tandis que la saison des grandes chaleurs s'avance, les Mongols se décidèrent à lever le siège et se mirent à ravager la contrée; ils pillèrent de la sorte les provinces de Moultan, de Lahore, de Ferchabour (Firouspour) et de Mélikpour. (1)

(1) L'ouvrage de Sullivan : *The Conquerors, Warriors and Statesmen of India*, ne contient, à notre grand étonnement, aucun détail sur l'invasion des Mongols au delà de l'Indus. Il n'est dit que quelques mots de la marche de Tchinghis-Khan sur l'Inde, pages 404 et 405. Dans l'histoire d'Aboul-Ghazi-Khan, on trouve sur cet événement la mention suivante, à la page 425 de la traduction : « Tchinghis-Khan envoya à sa poursuite (du sultan) Dourbai (Tourtai) et Béla. Ces deux généraux, après avoir pénétré au cœur de

Cela fait, les deux généraux repassèrent l'Indus et vinrent rejoindre Tchinghis.

Après avoir envoyé Bela et Tourtaï au delà de l'Indus, Tchinghis remonta, au printemps de l'année 1222, le cours du fleuve, le long de la rive droite. Il se trouvait en ce moment à l'apogée de sa grandeur.

La Chine était subjuguée, le Touran et l'Iran lui appartenaient, l'Inde tremblait devant lui. Ses généraux, comme nous le verrons plus loin, avaient jeté la crainte et la terreur dans le midi de l'Europe. Tout à coup il apprend qu'une révolte a éclaté en Chine. A la suite d'un examen approfondi de la situation des affaires dans un conseil qu'il avait convoqué, il donna l'ordre à son fils Djagataï-Khan de marcher sur les provinces indiennes de Kech et de Mokran et d'y découvrir le sultan fugitif; à son autre fils Okédaï il prescrivit de se diriger sur Gazni et de ravager le territoire de l'ancien empire de Sébouktékine. Quant à lui, il se détermina à regagner le Touran. Okédaï arrivé à Gazni, fit sortir de la ville, sous le prétexte d'un dénombrement, tous les habitants et les égorgea, en ne laissant la vie qu'à un petit nombre de gens de métier destinés à être transportés en Mongolie.

La ruine de Gazni consommée, Okédaï demanda à son père l'autorisation d'assiéger et de prendre la capitale du Séistan; mais le conquérant lui ordonna de le rejoindre à cause des grandes chaleurs qui approchaient.

Pendant ce temps, le gros des forces de Tchinghis s'était établi, pour la saison d'été de 1222, sur le territoire de Béroutan. Le grand Mongol s'occupa durant ces loisirs, d'organiser les pays conquis et d'y nommer des gouverneurs. Il attendait la venue de Béla et de Tourtaï. Ceux-ci étant arrivés, il se porta en avant et fut rallié en chemin par Okédaï aux environs de la forteresse de Gounaoul-Gourgan. L'armée mongole prit ses quartiers d'hiver dans la province de Bouïa-Ketver près des sources

l'Indoustan, revinrent sur leurs pas sans avoir découvert les traces du sultan. » A la page 138, il est question de l'expédition de Djagataï-Khan dans les Indes. Ce prince ayant poussé jusqu'à Mokran sans trouver de traces de Djellaloud-Dine, se retira et passa par Boukhara, Samarkand et Tachkent.

de l'Indus. Là éclata une épidémie à la fin de laquelle Tchinghis résolut, au printemps de 1223, de rentrer en Mongolie par l'Inde, le Thibet et la Chine.

L'ambitieux Mongol désirait accomplir un exploit de nature à faire l'éternel étonnement de l'humanité. Il voulait, en suivant des régions montagneuses, franchir l'Himalaya, traverser le Thibet et pénétrer en Chine par le sud.

Avant de se mettre en marche, il employa les prisonniers que son armée traînait à sa suite en nombre considérable, à nettoyer le riz recueilli pour servir à l'alimentation des troupes. Le travail étant terminé au bout d'une semaine, il les fit tous mettre à mort dans une seule nuit.

L'armée s'ébranla dans la direction du Thibet ; mais quelques jours après elle revint sur ses pas. On s'était aperçu que le vaste espace que l'on se proposait de traverser, était rempli de hautes montagnes et couvert d'épaisses forêts. Remarquons qu'à cette époque Tchinghis entra dans sa 68^e année, et bien que 55 ans passés à cheval l'eussent endurci aux fatigues et aux privations de la guerre, l'âge commençait à reprendre ses droits. Il ramena donc son armée à Peshawer et s'engagea dans les défilés de l'Hindou-Kouch, probablement par la vallée du Kaboul (1).

Parvenu sur l'autre versant de l'Hindou-Kouch, il s'arrêta, pour passer l'été, dans la province de Bakalan (2) où ses plus lourds bagages avaient été laissés en dépôt.

A l'automne il continua sa route, et se trouvant dans le voisinage de Balkh, il donna l'ordre de mettre à mort tous ceux qui s'étaient établis dans la ville après sa destruction.

Les forces principales des Mongols traversèrent l'Amou-Daria pour entrer dans le Boukhara. Tchinghis resta l'hiver de 1223 à 1224 aux environs de Samarkand.

Au printemps suivant il se dirigea vers les bords du Syr-Daria. N'ayant pas d'ennemis en face de lui, le féroce Mongol eut le désir

(1) Le baron d'Osse dit à la page 349 : « Tchinguiz-Khan retourna à Peschavour pour gagner la route qui l'avait conduit en Perse. »

(2) A la page 425, Aboul-Ghazi-Khan rapporte brièvement : « Tchinguiz-Khan, après avoir soumis les provinces des environs et placé partout des gouverneurs, retourna à Samarcande, où il passa l'hiver. »

de détruire tous les animaux sauvages et le gibier du Touran ; il organisa alors une chasse unique dans l'histoire, dont les proportions n'avaient jamais été atteintes et qui selon toute vraisemblance ne sera jamais renouvelée.

Un ordre expédié à son fils aîné Djudji contenait les mots suivants : « Mon cher fils, viens me rejoindre avec ton armée entière et pousse devant toi tous les fauves et le gibier de la steppe, afin que nous puissions faire ensemble une grande chasse. »

Mais il ne devait plus revoir son fils aîné Djudji. Blessé de ce que son père l'avait, comme nous l'avons vu, subordonné à son jeune frère Okédaï au siège d'Ourghentch, il s'était enfoncé dans les steppes comprises entre le Syr et l'Amou-Daria, avait pénétré dans le pays actuellement habité par les Kirghizes occidentaux et de là dans la province orientale des Kiptchaks. Tous les territoires traversés se soumirent. D'après les instructions de son père il aurait dû se rendre maître des contrées baignées par les eaux septentrionales de la mer Caspienne et de la mer Noire ; mais il n'avait pas paru sur les rives de cette dernière, ce dont son père ressentit un extrême mécontentement.

On se rappelle que Djagataï, troisième fils de Tchinghis, avait été dirigé des bords de l'Indus sur le Mokran. N'ayant découvert aucune trace de Djellaloud-Dine, il avait franchi l'Hindou-Kouch et regagné le Boukhara.

Tchinghis chassait sur les rives du Syr-Daria, Djagataï et Okédaï dans les environs de Boukhara ; ceux-ci ramenaient le gibier vers le Syr-Daria, tandis que les troupes de Djudji le rabattaient en partant de l'ouest, des frontières de l'Europe orientale.

Cette chasse grandiose s'étendait sur une surface de plusieurs milliers de verstes : nous ferons observer à cette occasion que les troupes de Tchinghis, lui-même amateur passionné de vénerie, développaient à ces jeux purement guerriers l'audace extraordinaire qui étonne le monde contemporain.

Tchinghis passa l'été de 1224 dans la province de Kolan-Tach où une immense quantité de bêtes sauvages et de gibier se trouva refoulée. Pendant l'automne et l'hiver de la même année 1224, il poursuivit sa route vers la Mongolie, offrit à son armée victorieuse un grand festin en un lieu appelé Bouka-Soutchikou et rentra dans son *oulouss* au mois de février 1225.

Ici se terminent, à proprement parler, les expéditions de Tchinghis dans le Khorassan et dans l'Inde. Ces campagnes nous présentent un tableau surprenant de rapides invasions; c'est une série d'ouragans dont l'histoire n'offre pas d'exemples. La promptitude des mouvements des Mongols, détruisant tout ce qu'ils rencontraient sous leurs pas, produisit une impression profonde, non seulement sur les peuples et les royaumes qui eurent à supporter leurs coups, mais encore sur les contrées les plus éloignées.

Les principautés de la Russie méridionale, qui n'étaient pas encore parvenues à se constituer en un seul corps, furent saisies de consternation à l'arrivée imprévue des Mongols. Les envahisseurs apparurent, sous les ordres de Tchébé et de Souboukaï, descendant des cimes neigeuses du Caucase et défirent les forces combinées des Russes et des Kiptchaks (Polovtses). Le peuple russe, s'attendant à périr, remplissait les temples de ses pleurs et de ses gémissements et suppliait Dieu de le sauver (1). La cavalerie mongole passa comme un tourbillon des bords de la rivière Kalka à ceux du Dnieper, entra en Crimée et s'empara de la ville de Soudak (2), colonie vénitienne. L'empire de Byzance tremblait de frayeur.

De la Crimée les Mongols se jetèrent sur le Volga, détruisirent, à la fin de 1223, le riche et puissant empire des Bulgares et rentrèrent chez eux à travers les steppes (3) pour rejoindre l'armée de Tchinghis alors en marche du Khorassan vers la Mongolie. Les Mongols quittèrent les provinces russes aussi vite qu'ils les avaient envahies; les habitants respirèrent: « Qui Dieu dans sa colère a-t-il envoyé sur les terres russes? » disait le peuple dans son étonnement. « D'où viennent ces terribles étrangers? Où sont-ils allés? Seul le Ciel le sait ainsi que les hommes habiles dans la lecture des livres. »

L'incursion de Tchébé et de Souboukaï dans la Russie méridionale était l'œuvre du hasard. La troupe de Tartares-Mongols

(1) Karamrine. *Histoire de la Russie*, p. 237, t. III. Saint-Petersbourg, 1833.

(2) Page 344, t. I^{er}. *Ouvrage du baron d'Osson*.

(3) Page 346, . I^{er}. *Ouvrage du baron d'Osson*.

commandée par ces deux généraux avait été chargée de rechercher le roi de Kharezm fugitif, et avait été dirigée dans ce but du côté de la mer Noire; mais c'est Djudji-Khan qui avait reçu la mission de subjuguier le sud-est de l'Europe, et nous venons de voir qu'il avait négligé de l'accomplir; de sorte que l'orage fondit sur la Russie, du côté où il ne devait pas venir, et se dissipa avec autant de promptitude qu'il s'était formé.

D'ailleurs, ce que Djudji n'avait pas fait, son fils Batou l'exécuta dans la suite. (1)

La campagne de Tchinghis-Khan dans l'Inde est remarquable par sa courte durée.

Parti de Mongolie vers l'automne de l'année 1218, le gros de ses forces arriva dans les fertiles pâturages de l'Irtiche, au commencement de l'été de l'année suivante. Tchinghis quitta l'Irtiche en automne de 1219, et se montra bientôt dans la vallée du Syr-Daria, où eurent lieu les débuts de sa lutte contre le sultan Mohammed, souverain, à cette époque, du plus puissant État de l'Asie. Parvenu aux environs d'Otrar et y ayant laissé un corps de troupes suffisant pour en faire le siège, il marche, par le chemin le plus direct sur Boukhara, en franchissant les monts Nouratine et à travers des steppes arides. Il avait envoyé son fils aîné vers l'embouchure du Syr-Daria, tandis qu'un détachement spécial était dirigé vers le cours supérieur de ce fleuve : ses deux flancs étaient ainsi assurés. La vallée du Syr-Daria fut promptement réduite à l'obéissance et Samarkand enlevée après la prise de Boukhara. Il conquiert ensuite le Khanat de Khiva. Sur ces entrefaites, un corps de cavalerie lancé à la poursuite du sultan avait traversé l'Amou-Daria.

En attendant le résultat des succès remportés par ses divers

(1) Tchingis-Khan était en général peu satisfait de la conduite de Djudji. Celui-ci n'assista pas de sa personne à la chasse projetée, en donnant pour excuse une maladie. Mais comme on rendit compte à Tchinghis qu'on avait vu son fils en bonne santé, le conquérant crut qu'il s'était révolté et s'apprêta à marcher contre lui avec toute son armée. Okédaï et Djagataï s'étaient déjà ébranlés avec l'avant-garde, lorsque l'expédition fut arrêtée, par suite de la nouvelle certaine de la mort de Djudji. Le successeur de ce prince, comme gouverneur des provinces conquises, fut son fils Batou, qui conquiert plus tard la Russie.

détachements, il passe à son tour l'Amou-Daria, prend Balkh et s'avance jusqu'à Talikan. Un nombreux corps de troupes avait suivi le détachement d'avant-garde dirigé sur Hérat et sur Merv. Comme Talikan n'ouvre pas ses portes, Tchinghis attend patiemment le retour de Touli. La ville tombe en son pouvoir, il s'avance jusqu'à Inder-Ab et Bamian, puis s'arrête pendant quelque temps au pied de la chaîne neigeuse de l'Hindou-Kouch.

Il ravage alors et soumet le Badakchan pendant qu'il fait reconnaître la vallée de Kaboul par une avant-garde. Furieux de l'insuccès de cette troupe, il s'engage lui-même dans l'Hindou-Kouch, le traverse sans obstacle, s'empare de Gazni, franchit la chaîne du Soliman et débouche enfin sur les rives de l'Indus, où il défait complètement son rival, le 9 décembre 1221.

Tchinghis-Khan, sorti de son *oulouss* en automne de 1218, s'arrête donc en vainqueur sur l'Indus à la fin de 1221. Pendant ces trois années, le gros de son armée avait parcouru un trajet de plus de 5,000 verstes. Quant aux corps isolés de ses fils et de ses généraux, ils avaient fait au delà de 7,000 ou 8,000 verstes dans le même laps de temps. Le corps qui pénétra en Russie par le Caucase et détruisit le royaume des Bulgares, accomplit un *raid* de cavalerie dont la vitesse ne peut qu'être admirée.

Nous savons déjà que Ougouz-Khan, le précurseur de Tchinghis a montré ce que l'on pouvait demander à une cavalerie montée sur des chevaux de steppes habitués, selon la coutume des Mongols, à supporter des marches longues et rapides et à se contenter de pâturages comme nourriture. Les chevaux se refaisaient pendant le courant de l'été dans de grasses prairies.

La Russie, qui occupe aujourd'hui une partie considérable de l'empire de Tchinghis, possède des dizaines de millions de chevaux, descendant de ceux qui portaient les cavaliers mongols; c'est une mine inépuisable de ressources militaires, surtout en vue des complications possibles qui viendraient à survenir sur la frontière asiatique. Les enseignements de l'histoire ne sont jamais à négliger; ils montrent souvent avec beaucoup de précision ce qu'il est utile de faire.

(A suivre.)

(46)

NOUVELLES MILITAIRES

EMPIRE ALLEMAND

EMPLOI DE LA CAVALERIE A DES TRAVAUX DE PONTAGE. — On semble, à l'heure actuelle, de plus en plus pénétré, en Allemagne, de la nécessité de rendre les corps de cavalerie tout à fait indépendants des autres armes.

C'est dans ce but qu'ils ont été dotés d'artillerie, qu'ils ont été mis à même d'employer le combat à pied et qu'enfin ils sont maintenant exercés à jeter des ponts, afin de se passer, le cas échéant, du secours des pionniers.

Le général-lieutenant v. Haeseler, en particulier, s'est appliqué, à l'occasion des récentes manœuvres impériales en Alsace-Lorraine, à faire jeter des ponts par les cavaliers de la brigade qu'il commandait.

La *Unteroffizier-Zeitung*, du 8 octobre, donne quelques détails sur une opération de pontage exécutée, le mois dernier, sur la Sarre, par le 7^e ulans.

La largeur du cours d'eau était de 29 mètres; la profondeur de 0^m,80 à 2^m,60.

Le fond était pierreux.

La hauteur du tablier, au-dessus du niveau de l'eau, devait être de 0^m,60.

On employa les matériaux ci-après, réquisitionnés et mis en œuvre sur place, savoir :

- 12 chevalets de 2^m,50 à 3 mètres;
- 6 poutrelles-chapeau de 3^m,50;
- 1 support de 3 mètres;
- 2 pilotis de 3^m,20;
- 5 poutrelles pour le tablier, de 6 mètres,
- 5 — — — de 7^m,20;
- 25 — — — de 3 mètres;
- 12 écharpes diagonales, de 5 mètres;
- 6 lattes pour fonds vaseux, de 3^m,50;
- 10 entretoises de 4 mètres;
- 2 corps-morts de 3^m,50;

- 2 heurtoirs de 3^m,50 ;
- 10 petits pieux de 1 pouce d'épaisseur et de 1 mètre de long ;
- 1 paquet de corde (moyenne grosseur) de 40 mètres ;
- 20 cordes à fourrage ;
- 80 crampons en fer ;
- 85 madriers (pour le tablier), de 3 mètres ;
- 5 kilog. de clous, de 0^m05 de longueur ;
- 5 — — de 0^m,18 de longueur ;
- 10 petites pelles ;
- 4 pics ;
- 1 hache ;
- 4 masses en bois ;
- 2 gros marteaux ;
- 6 haches de campagne.

Pour la construction on se servit d'un radeau. Le nombre d'hommes employés fut de 6 sous-officiers et de 25 ulans.

Le pont fut construit en moins de 2 heures.

La même 31^e brigade de cavalerie a jeté en Alsace trois autres ponts, savoir :

Le 15^e ulans, sur le *canal de Strasbourg*, pont de 22 mètres, en trois heures un quart, avec 6 sous-officiers et 50 hommes ;

Le 15^e dragons, sur la *Zintzel*, pont de 18 mètres en 1 heure et demie, avec 5 sous-officiers et 27 hommes ;

Le 5^e cheval-légers bavaois, sur la *Blies*, pont de 28 mètres en 5 heures, avec le même personnel que précédemment.

Enfin il faut également rappeler la construction de deux ponts, par la 12^e brigade de cavalerie, dans le 6^e corps, l'un de 61 mètres, sur l'*Oder*, en 4 heures trois quarts, avec 4 sous-officiers et 30 hommes du 2^e ulans ; l'autre de 27 mètres, sur la *Biela*, en 37 minutes avec le même personnel.

Il est permis de supposer que ces essais ne resteront pas à l'état de faits isolés. C'est à ce titre qu'il était intéressant de les signaler à l'attention de nos lecteurs.

CRÉATION D'UNE ÉCOLE DE CONSTRUCTIONS DE FORTERESSES. — La *Gazette de Cologne*, du 10 octobre, annonce comme chose décidée la création d'un *École de constructions de forteresses* (Festungs-Bauschule). La durée normale des cours y serait de deux ans. Toutefois on abrégera actuellement cette période d'instruction, de façon à pourvoir le plus tôt possible les places fortes du personnel nécessaire.

Cette nouvelle école serait organisée sur le pied de l'*École des chefs artificiers* (oberfeuerwerkerschule) (1).

Le personnel enseignant de la nouvelle *École de constructions de forteresses* serait composé de professeurs civils et militaires.

UN EXERCICE DU RÉGIMENT DES CHEMINS DE FER. — Dans son numéro du 15 septembre dernier, la *Gazette de l'Union des chemins de fer allemands* publie des détails intéressants sur un exercice, d'une durée de trois jours, exécuté par le régiment des chemins de fer.

Il s'agissait de construire une section de ligne à une voie, d'une longueur de 1200 mètres environ, qui devait traverser le chemin de fer militaire, à la station même de *Clausdorf*, à 200 mètres environ au sud du bâtiment de la gare.

Avant le commencement de l'exercice proprement dit, des détachements du régiment avaient préparé et amené le matériel nécessaire (rails, traverses, etc.). Ils avaient également fait le piquetage de la ligne, en vue des travaux de terrassements. Cela fait, le régiment arriva, le 6 septembre au matin, sur le terrain d'exercice, et commença aussitôt les travaux de la voie et du pont ; ceux-ci furent poursuivis avec une vitesse et une habileté extraordinaires.

A la fin du premier jour de travail, 400 mètres de voie étaient construits et, pour le pont, 8 chevalets et 3 palées étaient en place. En outre, on avait établi un bureau, en relation télégraphique avec les stations de *Clausdorf* et de *Berlin*, et téléphonique avec les différents chantiers. Dans la matinée du troisième jour, la voie était achevée jusqu'au pont, et, dans l'après midi du même jour, ce dernier pouvait être livré à la circulation. Il se composait de 3 palées et de 26 chevalets. Pour éprouver sa résistance, on fit passer une machine et trois wagons, d'abord lentement, puis ensuite avec vitesse. Les résultats de ces essais furent on ne peut plus satisfaisants.

ESPAGNE

ORGANISATION DE LA BRIGADE TOPOGRAPHIQUE DU GÉNIE. — La *Revue*, en signalant la réorganisation des troupes du génie effectuée en 1884, a donné la constitution de la brigade topographique, dont le décret disait simplement qu'elle reprenait « sa primitive réorganisa-

(1) Voir la *Revue militaire de l'Etranger*, n° 644 (1886).

tion » (1). L'expérience ayant démontré que ce retour pur et simple à une situation déjà ancienne n'était pas en harmonie avec les modifications introduites dans le génie par le décret de décembre 1884, le maréchal Jovellar vient de faire approuver par la reine une organisation nouvelle, devenue officielle à la date du 27 août dernier.

D'après le règlement nouveau, la brigade topographique, placée sous les ordres d'un lieutenant-colonel assisté d'un commandant, comportera deux compagnies, ayant chacune le même effectif qu'auparavant, mais dont le service est sensiblement augmenté. La brigade devient complètement indépendante de la *commandance* du génie, dans la zone de laquelle elle sera appelée à opérer : elle correspond directement avec la direction générale de Madrid. Elle sera recrutée comme un bataillon formant corps, mais au lieu de recevoir directement son contingent d'un dépôt, elle choisira ses recrues sur tout le contingent affecté à son arme. Le décret du 27 août fixe des règles pour l'avancement aux divers grades dans la brigade. Ainsi, pour être nommé caporal de 2^e classe (ce qui correspond à notre *soldat de 1^{re} classe*), le candidat devra savoir lire et écrire, dessiner convenablement à la plume, connaître les quatre règles, les fractions ordinaires et décimales, le système métrique et des éléments de topographie. Avec de telles exigences et si l'on tient compte du nombre considérable des illettrés dans chaque classe (90 pour cent, l'année dernière), on conçoit la nécessité d'accorder à la brigade topographique le droit de désigner elle-même les recrues de son contingent annuel.

GRÈCE

ORGANISATION DES COMMANDEMENTS TERRITORIAUX. — Le *Messenger d'Athènes* annonce que le ressort des trois commandements militaires a été déterminé de la manière suivante :

Le premier commandement, ayant son quartier général à Larissa, comprendra les départements de Larissa et de Trikala et les éparchies ou arrondissements de Phthiotide et d'Eurytanie ; le second, ayant son quartier général à Missolonghi, comprend les départements d'Achaïe-et-Élide, de Zante, Corfou, Céphallénie, Arta, Étolie et Acarnanie à l'exception de l'éparchie de l'Eurytanie ; le troisième, ayant son quartier général à Athènes, comprendra les départements d'Attique-et-Béotie, Eubée, Arcadie, Messénie, Argolide et Corinthie, Laconie, Cyclades et de Phthiotide-et-Phocide, à l'exception de l'éparchie de Phthiotide.

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 639 (1885).

ITALIE

ESSAI D'UN FUSIL A RÉPÉTITION. — D'après la *Rassegna*, un bataillon de bersaglieri et un bataillon du 80^e régiment d'infanterie en garnison à Rome vont recevoir, dans la seconde quinzaine d'octobre, le fusil à répétition Vitali. L'adoption de cette arme est considérée comme probable et le travail de fabrication s'opère de manière à assurer, pour 1887, l'armement en nouveaux fusils d'une partie très notable de l'armée. Les expériences vont se faire au polygone d'Acquacetosa.

SUPPRESSION DES EXERCICES DE TIR RÉDUIT. — Une décision ministérielle du 30 septembre supprime, d'une manière absolue, le tir réduit dans l'instruction des troupes d'infanterie.

COLLÈGE MILITAIRE DE MESSINE. — Aux quatre collèges militaires déjà établis à Rome, Florence, Milan et Naples, un décret royal du 31 août 1886 ajoute un cinquième établissement du même genre dont le siège est Messine.

ENVOI A SPEZIA D'UN CANON DE 120 TONNES. — L'*Italia militare* annonce que l'on vient d'embarquer à Anvers un nouveau canon Krupp de 120 tonnes, destiné à l'armement de Spezia.

RUSSIE

PROMOTIONS D'OFFICIERS. — Les élèves qui, à leur sortie des écoles militaires, viennent d'être promus officiers, sont au nombre de 692, qui se répartissent comme il suit entre les diverses écoles. Corps des pages, 29; école de cavalerie Nicolas, 92; école d'artillerie, 64; école du génie, 45; corps des cadets de Finlande, 20; école militaire Paul, 148; école militaire Constantin, 193; école militaire Alexandre, 112. Les élèves sortant du corps des pages et de l'école Nicolas ont seuls été promus dans les régiments de la garde.

REMONTE DES CAPITAINES D'INFANTERIE. — On lit dans le *Novoe Vremia*.

A l'issue de la guerre russo-turque de 1877-78, plusieurs commandants de corps d'armée avaient signalé simultanément la difficulté

qu'éprouve de notre temps un commandant de compagnie non monté à diriger sa troupe. Désormais les commandants de compagnie recevront un cheval. La nouvelle mesure s'applique seulement, en ce moment, au corps de la garde et au 1^{er} corps, mais elle va être étendue à toutes les troupes d'infanterie. Dans une autre correspondance, le même journal fait connaître, que pour couvrir les frais occasionnés par cette mesure, on se propose de diminuer de 2 chevaux chaque escadron de cavalerie.

INAUGURATION DE LA LIGNE HELSINGFORS-ULÉABORG. — Le 26 juillet dernier, la ligne de Finlande dont le point terminus vers le Nord était jusqu'à ce jour le port de Gamlakarlebu, a été ouverte jusqu'à Uléaborg, qui se trouve être actuellement la ville la plus septentrionale de l'Europe où aboutisse une voie ferrée.

MODIFICATION AU SERVICE MILITAIRE DES TROUPES DU TURKESTAN ET DE SIBÉRIE. — Par ordre de l'empereur, les recrues incorporées dans les troupes de la circonscription militaire du *Turkestan* ainsi que dans celle des territoires de *Sémiretchié*, de *Yakoutsk* et du *Littoral* feront 13 ans de service au lieu de 15, dont 7 au service actif (au lieu de 6) et 6 dans la réserve (au lieu de 9).

Les jeunes gens qui, en raison des certificats d'études dont ils étaient détenteurs, passaient 4 ans au service actif et 11 dans la réserve, seront, dans les mêmes territoires ci-dessus énumérés, astreints à servir, 6 ans dans les troupes actives et 7 dans la réserve. Dans la flotte ils n'ont que 6 ans de service actif et 4 ans de réserve.

AVANCEMENT DANS LA CAVALERIE. — Par décision du 31 juillet, l'ordre des nominations aux emplois de commandant des régiments de cavalerie a été modifié. A l'avenir ces nominations auront lieu dans les conditions suivantes :

Pour une place donnée aux candidats de la garde, il en sera affecté une à l'état-major général et deux aux officiers de l'armée.

Le Gérant : L. BAUDOIN.

Paris. — Imprimerie L. BAUDOIN et C^e, rue Christine, 2.

REVUE MILITAIRE DE L'ÉTRANGER



N° 657

30 Octobre

1886

SOMMAIRE

Note sur le service géographique dans l'Inde anglaise (Survey of India). — Les cours des officiers supérieurs en Autriche-Hongrie. — Les colombers militaires en Italie. — Le règlement d'exercices de la cavalerie prussienne du 10 avril 1886. — Nouvelles militaires.

NOTE

SUR LE

SERVICE GÉOGRAPHIQUE DANS L'INDE ANGLAISE

(Survey of India).

La création d'un service géographique spécial pour les possessions anglaises de l'Inde date des premières années de la conquête. Dès 1764, dix ans à peine après que le rappel de Dupleix eut livré à l'Angleterre nos possessions de la côte de Coromandel, le major Rennel, « le père de la géographie indoue », publiait les premiers levés exécutés dans les plaines inférieures du Gange. Ces travaux, interrompus par les différentes guerres qui ont

marqué la phase de la conquête (1773-1819), ne furent pas cependant abandonnés. Les élèves de Rennel, formés en sections topographiques de campagne, prirent une part active et très utile aux guerres du Dekkan contre le sultan de Mysore et le nizam d'Hyderabad, à celles de l'Inde centrale contre la confédération des Mahrattes (1803-1806), à la guerre contre les Goorkhas (1815-1816), enfin à la guerre de Pindaris (1817-1819), qui étendit jusqu'au Sattedj les domaines de la compagnie des Indes.

La conquête de l'Inde, moins le Pendjab, étant dès lors achevée et la tranquillité intérieure à peu près assurée, il fut possible de revenir aux travaux scientifiques de longue haleine. Déjà, dès 1802, le capitaine Lambton avait commencé le travail de triangulation de l'Inde méridionale. Depuis lors, on peut dire que les opérations géodésiques et topographiques n'ont pas cessé, car on les poursuit encore aujourd'hui, autant que la nature du pays et la politique le permettent, dans la région du Trans-Indus, du Trans-Himalaya et dans les vallées de l'Iraouaddy et de la Salouen.

Exclusivement recruté d'abord, et aussi longtemps que dura la conquête, parmi les officiers du génie de l'armée britannique, le service géographique a peu à peu appelé à lui des officiers de diverses armes, puis des auxiliaires civils, anglais et même natifs, dont quelques-uns (parmi les premiers) sont arrivés à des grades élevés dans la hiérarchie spéciale à ce service. Celui-ci, d'ailleurs, comme tout ce qui, dans l'Inde, se rattache de près ou de loin aux travaux publics, quoique comprenant toujours une notable proportion d'officiers et étant toujours dirigé, même en sous-ordre, par des membres de l'armée, est classé comme *service civil* et ne relève qu'indirectement du commandement en chef de l'armée des Indes. C'est avec le *membre du conseil* pour les travaux publics que correspond le directeur général (*surveyor general*) du service géographique, et c'est au titre de cette administration qu'est établi le budget spécial du *Survey Department*.

Sous la direction d'hommes distingués et même parfois de savants éminents, comme le lieutenant-général Thuillier, le colonel Montgomerrie, le général Walker, qui a été l'avant-der-

nier titulaire de l'emploi de *surveyor general*, le service géographique de l'Inde a pris une importance considérable. Par l'étendue de ses travaux non moins que par la valeur scientifique de ses productions, il peut rivaliser avec la plupart des institutions similaires de l'Europe.

Il convient d'ajouter que si, aujourd'hui, les crédits affectés aux travaux, spécialement aux travaux cartographiques, sont limités de telle sorte que le service n'ait pu, faute d'argent et de place, entreprendre encore les essais de reproduction d'après les procédés nouveaux, notamment les tirages en couleur, le personnel du moins est resté très nombreux, plus nombreux sans aucun doute que chez aucune des puissances du monde, à l'exception de la Russie.

Actuellement encore, quoique les travaux géodésiques soient à peu près terminés, en attendant du moins le moment, fort incertain, où une entente pourra être établie avec la Russie et l'Afghanistan en vue de continuer la mesure du *grand arc*, qui s'étendra, à travers les possessions russes, du cap Comorin à la mer Glaciale, quoique, d'autre part, la carte topographique de l'Inde (*Indian Atlas*) ait à peu près entièrement paru et qu'aucun travail très important ne paraisse près d'être mis sur le chantier, le *Survey Department* compte, abstraction faite des commis, des dessinateurs et des auxiliaires anglais ou natifs, un personnel de 192 fonctionnaires, dont 40 sont officiers.

Ceux-ci se répartissent, comme grades et corps d'origine, de la manière suivante :

6 colonels,	dont 2 de l'arme du génie ;
12 lieutenants-colonels,	dont 2 id.
12 majors,	dont 9 id.
4 capitaines,	dont 3 id.
6 lieutenants,	dont 4 id.

soit, 20 officiers du génie et 20 officiers du *Staff Corps* (infanterie ou cavalerie de l'armée indigène). Ces derniers, bien entendu, sont tous des officiers anglais.

La répartition de ce personnel, militaire et civil, dans les différents emplois de la hiérarchie spéciale au service, est la suivante :

a) 1 *surveyor general of India* (directeur général du service géographique);

b) 3 *deputies surveyor general* (suppléants du directeur général);

c) 3 *assistants surveyor general* (adjoints au directeur général);

d) 32 *deputies superintendents* (de 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e classe);

e) 18 *assistants superintendents* (de 1^{re} et de 2^e classe);

f) 50 *junior Branch surveyors* (de 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e classe);

g) 85 *assistants surveyors* (de 1^{re}, 2^e et 3^e classe).

a) Le *surveyor general*, officier général ou colonel (le titulaire actuel est M. le colonel de Pree), a la direction générale du service; il relève directement du Ministre (membre du conseil) des travaux publics et n'a pas de rapports immédiats avec l'autorité militaire. Il réside à Calcutta, et ses bureaux sont rattachés à ceux de l'Institut central; il a sous ses ordres immédiats :

b) Les 3 *deputies surveyor general* (2 colonels, 1 lieutenant-colonel), qui sont chargés respectivement de la direction du *survey branch* (service topographique), du *trigonometrical branch* (service géodésique), et du *revenue survey branch* (administration et comptabilité du service géographique). Le centre du *survey branch* est l'Institut central de Calcutta, celui du *trigonometrical branch* est l'établissement de Dehra-Dum (Himalaya); à ce dernier service sont rattachés l'observatoire et l'école des *pundits* (explorateurs indigènes).

c) Les 3 *assistants surveyor general* (1 lieutenant-colonel, 2 majors), sont employés à l'Institut central de Calcutta : le premier comme chef du service cartographique (cartographie, gravure, etc.), le second comme chef du service photographique et lithographique, le troisième comme conservateur des instruments.

d) Les 32 *deputies superintendents*, qui comprennent 23 officiers supérieurs (3 colonels, 10 lieutenants-colonels et 10 majors) et 9 fonctionnaires civils, sont, partie employés en sous-ordre

dans les services centraux énumérés ci-dessus, partie chargés de la direction du service topographique dans les districts de l'intérieur ; 4 ou 5 d'entre eux sont en Europe, jouissant du congé d'un an que les règlements leur accordent après chaque période de 5 ans.

Le nombre des districts administratifs où sont employés, comme chefs de service, des *deputies superintendents* est actuellement de 18 ; dans 3 autres districts, le même service est géré par des *assistants superintendents*. Les chefs de service et officiers ou fonctionnaires sous leurs ordres ont mission, soit de reviser la carte, dans les parties où elle date de la première moitié du siècle, comme dans le Mysore, l'Inde centrale, le Gudzerate, et les provinces dites du Nord-Ouest, soit de compléter les levés dans les régions plus récemment annexées ou soumises au protectorat, comme l'Assam, la frontière du Népal, le Beloutchistan, la Birmanie. (Voir en annexe le tableau des districts où se continuent actuellement ces travaux et les résidences des chefs de service.)

Ces emplois sont donc, par là même, temporaires. Il n'est pas, néanmoins, sans intérêt de constater que les importants travaux de revision de la carte se font sous la surveillance et avec le concours de chefs de service et d'agents techniques, ce qui donne au travail un caractère de précision, d'exactitude et d'unité que les travaux de même nature, faits par des auxiliaires improvisés, opérant sans contrôle immédiat, ne sauraient toujours avoir ailleurs.

e) Les 18 *assistants superintendents* comprennent 9 officiers (4 capitaines et 5 lieutenants) et 9 fonctionnaires civils. Trois d'entre eux, comme il vient d'être dit, font fonctions de chef du service géographique dans certains districts éloignés (Beloutchistan, îles Andaman et Birmanie) ; les quinze autres sont employés, soit comme adjoints des *deputies superintendents* chefs de service dans les provinces, soit en sous-ordre à l'Institut topographique de Calcutta ou au service géodésique ; deux d'entre eux ont été adjoints à la commission anglo-russe de délimitation de l'Afghanistan.

f et g). Les 50 *junior branch surveyors* et les 85 *assistant-*

surveyors ne sont plus, comme l'indique leur nom, que des praticiens topographes de différentes classes; tous sont des fonctionnaires civils de rang inférieur. Les officiers qui entrent dans le service géographique y sont admis directement, à titre de stage et pour faire leurs preuves, dans l'emploi d'*assistant superintendent*. On trouve, parmi les *surveyors* et les *assistants surveyors*, quelques anciens militaires, sortant de préférence de l'arme du génie, et des jeunes gens, Anglais le plus souvent, nés dans le pays, quelquefois de demi-sang (*halfcast*), qui sont admis dans le service à la suite d'un examen théorique sommaire. — Douze ou quinze de ces topographes sont répartis entre l'Institut de Calcutta et le bureau géodésique de Dehra-Dum; tous les autres font de la topographie pratique dans les districts.

Il a été dit qu'en dehors des 192 officiers ou fonctionnaires ayant rang hiérarchique dans le service géographique, on y emploie encore de nombreux auxiliaires (commis, dessinateurs, graveurs, photographes, etc.). Tous ces auxiliaires sont exclusivement civils et le plus grand nombre sont indigènes. Le caractère des *natifs*, spécialement de ceux originaires du bas Bengale, se prête parfaitement à ces occupations sédentaires; presque toujours indolent et mou, le *Bengali* est intelligent, bien doué du côté des arts du dessin, patient et industrieux. Le concours de ces indigènes est d'autant plus précieux qu'ils vivent de peu, comme la très grande masse de leurs congénères, et peuvent se contenter de salaires qui nous paraîtraient dérisoires.

I. — SERVICE TOPOGRAPHIQUE (*survey branch*).

L'*Institut central topographique* de Calcutta, qui concentre presque exclusivement la rédaction et la publication des travaux du service topographique, est situé au centre de la ville européenne et occupe plusieurs villas, qui ont été successivement achetées pour faire face au développement du service. — Cette disposition est fâcheuse en ce qu'elle arrête forcément, par suite du prix élevé des terrains, l'extension de l'établissement, qui étouffe aujourd'hui, quoiqu'on ait couvert d'annexes les anciens jardins, dans les limites étroites qui lui sont assignées.

Un projet tendant à transporter l'Institut dans la banlieue, où des bâtiments spécialement aménagés en vue du service auraient été construits, a été temporairement abandonné en raison de la gêne actuelle du Trésor. Peut-être ne faut-il pas trop regretter l'ajournement de ce projet, qui a poussé, paraît-il, à en étudier un autre, tendant à reporter l'établissement dans une province du centre ou même du nord de l'Inde.

Calcutta, en effet, avec son climat tropical amollissant, et ses 9 mois par an de chaleurs torrides, ne paraît pas absolument favorable à l'installation d'un établissement scientifique de cette nature. Dans un pays où, pendant de long mois, la vie publique est interrompue de 8 heures du matin à 5 heures du soir et où aucun travail et même aucun sommeil n'est possible sans l'emploi continu des *pankas* (éventails à suspension), il semble qu'il doive rester bien peu de temps, chaque jour, pour des travaux qui demandent surtout une lente application, du soin et de l'assiduité. Quant aux avantages que l'Institut retire du fait d'être installé dans la capitale, on peut dire qu'ils sont en partie illusoire, puisque le siège du gouvernement n'est pas à Calcutta pendant plus de 5 mois par an, et qu'il les retrouverait plus grands encore, si, comme on l'a proposé, il était reporté dans l'Himalaya, à proximité de Simla, la capitale d'été de l'Empire anglo-indien.

L'Institut topographique de Calcutta est, dans ses lignes générales, organisé comme tous les établissements similaires de l'Europe; les services du dessin, de la gravure, de la galvanoplastie, y fonctionnent comme à Paris, à Londres, ou à Vienne. Nous n'en donnerons donc pas une description détaillée, nous bornant à signaler que l'atelier des dessinateurs est presque exclusivement composé d'artistes indigènes. Ceux-ci dessinent vite et bien; leurs reproductions et agrandissements de minutes manuscrites sont d'une scrupuleuse exactitude.

Leurs procédés de dessin, d'agrandissement ou de réduction, n'offrent rien qui mérite d'être spécialement signalé. Tout au plus y a-t-il lieu de noter qu'au lieu de faire les *écritures* à la main, ces dessinateurs emploient pour cet usage un petit appareil portable, d'invention anglaise, dit *hand typing machine*, qui n'est autre chose qu'un compositeur perfectionné, mais qui paraît d'un usage très pratique. Le travail ainsi fait n'est pas beaucoup

plus rapide que l'écriture exécutée à la main, mais il est d'une correction absolue, et, grâce à l'emploi d'un petit procédé usuel au papier calque, les écritures sont toujours bien placées. En outre, et c'est ce qui a déterminé son adoption, l'appareil peut être utilement employé par des ouvriers natifs, payés à raison de 8 roupies (16 fr.) par mois, tandis qu'il est impossible d'avoir, à Calcutta, un bon dessinateur de lettres à moins de 40 à 50 roupies (80 à 100 fr.) par mois.

A l'Institut est attaché un magasin de cartes, auquel est aussi annexée une salle de vente. Ce magasin est un bâtiment à 3 étages, pourvu d'ascenseurs et qui est très pratiquement organisé.

Les productions de l'Institut topographique de Calcutta sont nombreuses et de types variables; elles comprennent des cartes de toute nature, topographiques et géographiques, depuis l'échelle de 36 pouces pour 1 mille ($\frac{1}{720}$), jusqu'à celle de 1 pouce pour 256 milles ($\frac{1}{16 \cdot 220 \cdot 160}$).

Le service géographique de l'Inde a envoyé à l'exposition coloniale de Londres, qui s'est ouverte le 1^{er} mai, des atlas contenant d'intéressants spécimens de toutes ses productions; on a pu y remarquer notamment :

Des cartes à très grande échelle ($\frac{1}{2 \cdot 640}$) de toutes les places de l'Inde ayant un passé historique ou une valeur militaire éventuelle;

Des réductions de ces mêmes cartes, à $\frac{1}{8 \cdot 280}$.

Des cartes de détail des principaux massifs montagneux et des positions militaires importantes, à $\frac{1}{16 \cdot 560}$, $\frac{1}{18 \cdot 840}$, $\frac{1}{21 \cdot 120}$ et $\frac{1}{24 \cdot 640}$;

De belles feuilles de la carte générale de l'Inde (*Indian atlas*), aux échelles de $\frac{1}{63 \cdot 360}$ et de $\frac{1}{256 \cdot 561}$;

Des cartes géographiques usuelles de l'Inde (en 6 et 4 feuilles) aux échelles de $\frac{1}{2 \cdot 027 \cdot 520}$ et de $\frac{1}{4 \cdot 055 \cdot 040}$ (ces cartes sont revisées tous les 5 ans). Enfin, de nombreuses cartes ethnographiques, hydrographiques, météorologiques, etc., aux échelles de $\frac{1}{5 \cdot 068 \cdot 800}$, $\frac{1}{6 \cdot 080 \cdot 560}$, etc.

Les visiteurs y ont remarqué aussi avec intérêt une belle carte en relief de l'Inde, à l'échelle de $\frac{1}{2 \cdot 027 \cdot 520}$ (échelle 12 fois plus grande pour les hauteurs) dressée par le major C. Straham, *assistant surveyor general*.

II. — SERVICE GÉODÉSIQUE (*trigonometrical branch*).

Le centre du service géodésique de l'Inde, est établi à Dehra-Dum, petite ville située entre la chaîne des Siwaliks et la première chaîne de l'Himalaya, dans une étroite et charmante vallée qui déverse ses eaux, au nord, vers le Jumna, au sud, vers le Gange.

L'établissement comprend trois services distincts, sous la direction d'un colonel ayant le rang de *deputy surveyor general*, savoir : le bureau de rédaction des travaux de triangulation ; l'école des *pundits* (explorateurs natifs), à laquelle est rattachée une section de cartographie spéciale pour les travaux d'exploration ; enfin, un observatoire. La construction affectée à ces divers services est une très élégante villa, voisine de celle qui sert de lieu d'internement à l'ancien émir d'Afghanistan, Yakoub Khan ; elle est entourée d'un petit parc planté d'arbres superbes. Nul lieu d'études n'offre un aspect à la fois plus riant et plus calme. L'altitude de la vallée est d'environ 700^m. ; la chaleur n'y est vraiment forte que pendant 2 mois de l'année.

a) L'exposé des détails relatifs à l'établissement du canevas géodésique de l'Inde sortirait du cadre de cet exposé sommaire ; on notera seulement qu'on conserve à Dehra-Dum, dans une annexe de la section géodésique, la collection des *règles compensées* qui ont servi à la mesure des bases.

b) L'observatoire, d'installation récente, n'est pas très important. En fait de constructions perfectionnées, il faut citer seulement une installation spéciale et très complète pour prendre les photographies du soleil. Le pavillon affecté à ce service, bâti avec coupole tournante, possède 2 télescopes à chambre noire, avec objectifs de 12 et de 18 pouces ; un agent spécial relevant de l'observatoire de Greenwich dirige ce travail, qui offre dans l'Inde, en raison de la pureté ordinaire de l'atmosphère, des facilités spéciales.

Durant toute l'année 1885, le temps n'a été défavorable à ce point de vue que pendant 8½ jours.

c) Une des parties les plus intéressantes et, sans contredit, la plus originale de l'établissement de Dehra-Dum, est l'école des *pundits* et le bureau cartographique des explorations.

Les *pundits*, dont l'existence et les travaux ont été, croyons-nous, signalés pour la première fois vers 1873 au monde savant, ont été formés par le colonel Montgomerie, géographe distingué, alors adjoint au directeur général du service géographique, et que le climat dévorant de l'Inde a tué peu après, quand il venait d'être appelé à la direction générale de ce service.

Cet officier supérieur avait été frappé, lorsqu'il dirigeait les levés de la carte du Cachemyr, publiée depuis sous son nom, de l'aptitude de certains *natifs* à comprendre le terrain et à faire un emploi pratique intelligent des instruments de topographie. Dès cette époque, après la mort malheureuse et presque toujours violente de plusieurs explorateurs qui avaient tenté de pénétrer en Mongolie par le Thibet, ou d'atteindre les plateaux du Turkestan oriental par les vallées supérieures de l'Himalaya, les Anglais avaient à peu près renoncé à poursuivre ces tentatives dans ces régions d'où les repoussait le fanatisme et avaient interdit tout essai nouveau de cette nature.

Le colonel Montgomerie conçut alors l'idée de substituer aux voyageurs européens des explorateurs indigènes, recrutés et formés par lui ; ces explorateurs, dont quelques-uns ont acquis par leurs remarquables travaux une notoriété européenne, sont désignés et connus sous le nom de *pundits*.

Les importants résultats obtenus par eux donneraient à penser qu'ils sont nombreux. Dans la réalité, ils n'ont jamais été plus de 4 ou 5, en y comprenant les élèves, et leur nombre a été souvent inférieur à ce chiffre. — Comme la plupart des services publics de l'Inde, celui des explorations a subi les effets de la crise financière ; et le crédit annuel affecté à ce personnel spécial est actuellement réduit à 6,000 roupies, environ 12,000 fr.

Les élèves *pundits* sont recrutés un peu au hasard, le plus souvent parmi les auxiliaires indigènes du service géographique employés, soit comme dessinateurs à l'Institut central, soit plutôt comme aides-topographes dans les superintendances de districts ; on a essayé des *Hindous*, des *Pendjabis* et des *Goorkas* (1), mais ceux qui ont le mieux réussi jusqu'à présent sont les derniers.

(1) La qualification d'*Hindou*, tout en s'appliquant d'une façon générale à tous les sujets de l'Empire anglo-indien, désigne plus spécialement les

Cette circonstance s'explique par le fait que les Goorkhas, habitants de la frontière népalaise, sont des montagnards très énergiques, de race et de type mongol, de religion bouddhiste, et par conséquent se rapprochant très sensiblement, à tous les points de vue, des habitants du Thibet et de la partie sud-ouest de la Chine, où ont été dirigées les principales explorations.

On paraît compter, dans des conditions analogues, sur les Pendjabis, habitants musulmans du Pendjab, pour des explorations qu'on va sans doute, tôt ou tard, diriger le long des frontières occidentale et orientale de l'Afghanistan, c'est-à-dire au Seïstan (Perse), et, d'autre part, par le Kafiristan et le Waatan, vers les sources de l'Amou-Daria. Quant aux Hindous, de religion brahmanique, race intelligente, souple et déliée, mais sans vigueur physique et sans esprit d'initiative, on n'a réussi jusqu'ici à en obtenir aucun effort sérieux et on semble renoncer à en tirer parti pour les explorations.

Ces élèves *pundits*, recrutés d'ordinaire, comme il vient d'être dit, parmi les auxiliaires natifs du service géographique, doivent avoir reçu une certaine instruction première et savoir correctement lire et écrire dans leur langue maternelle; on ne leur en demande pas davantage, afin d'éviter qu'ils n'élèvent de trop grandes prétentions et ne se refusent pas à entreprendre leurs voyages, — comme il convient de les faire pour les mener à bien, — en hommes du peuple, pèlerins, ouvriers nomades, ou petits commerçants.

L'instruction technique, d'ailleurs assez sommaire, leur est donnée à l'école de Dehra-Dum; il n'y a pas de cours proprement dits et la durée des études, qui varie avec l'intelligence et l'aptitude du sujet, n'a jamais, paraît-il, dépassé deux ans. Cette préparation consiste dans l'étude sommaire de la topographie, dirigée surtout au point de vue de l'intelligence des formations géologiques et des formes du terrain, et dans le maniement pra-

populations de rite brahmanique, qui habitent la vallée du Gange et celles de ses affluents, les plaines de l'Inde centrale et toute la région méridionale de la Péninsule; les *Pendjabis* sont les habitants, en majorité Sikhs ou Musulmans, de l'ancien royaume de Lahore; les *Goorkas* sont les montagnards établis partie au Népal, partie au territoire anglo-indien, sur les pentes méridionales de l'Himalaya.

tique des instruments simples que les *pundits* doivent emporter dans leurs voyages.

Ces instruments sont : la boussole dite prismatique, sorte de boussole à miroir ; la planchette ; la règle alidade ; le thermomètre à ébullition, pour l'appréciation des altitudes ; enfin, le sextant, pour la détermination des latitudes. — Il convient d'ajouter que ces sortes d'études ne surprennent pas les natifs, si peu cultivés qu'ils soient, l'astronomie étant restée assez en honneur parmi les indigènes, surtout chez ceux de religion brahmanique, qui en font quelque usage pour la détermination des dates de certaines fêtes.

Quand l'élève paraît posséder les notions techniques suffisantes, on l'expédie dans la montagne, en pays connu, en lui assignant un itinéraire de 8, 10 et 15 marches autour de Dehra-Dum ; ces exercices pratiques sont répétés autant qu'il est nécessaire, avant de lancer le nouvel explorateur dans l'inconnu.

A l'école, l'élève reçoit une solde égale à celle des auxiliaires natifs du service géographique, 8 ou 10 roupies (16 à 20 francs) par mois, avec laquelle il doit se nourrir et se vêtir ; l'école lui assure le logement. Lorsque le *pundit* part pour son voyage véritable d'exploration, on lui constitue en général une petite pacotille, très modeste, de marchand ambulant, ou on lui remet une somme d'argent, d'ordinaire très faible ; la remise d'une forte avance pourrait, en effet, soit l'inviter à désertir, soit tenter les voleurs, et serait contraire à l'esprit de l'institution qui veut qu'en toutes circonstances l'explorateur natif sache subvenir à ses besoins par son propre travail.

C'est ainsi que le fameux *pundit* A. K., parti avec une petite pacotille de marchand et dépouillé on ne sait par quelle circonstance, a dû opérer son retour en s'attachant comme domestique à la suite d'un lama tibétain ; le voyage de cet homme, coupé d'arrêts de plusieurs mois, d'une année même à Lhassa, a ainsi duré quatre ans, et son retour a profondément surpris ses chefs qui le croyaient mort ou déserteur.

La récompense n'est donnée qu'au retour, sous forme d'un don d'argent, calculé d'après la valeur des résultats obtenus. Le *pundit* A. K. a préféré la possession d'une terre, qui lui a été donnée par l'État ; il est aujourd'hui propriétaire d'un village à peu de distance de Dehra-Dum.

En principe, il n'est pas demandé au *pundit* de rapporter de carte, ni même de croquis, dont la vue suffirait à compromettre le succès de son exploration et mettrait presque toujours sa vie en danger. On exige seulement qu'il présente, au retour, une série de renseignements, écrits en langue native, reportés sur de minuscules cahiers préparés à l'avance et suivant une forme régulière.

Ces cahiers sont au nombre de quatre ; les détails qui suivent ont été relevés d'après les cahiers originaux du *pundit* A. K. :

CAHIER N° 1. — OBSERVATIONS A LA BOUSSE

(*Prismatic Compass*).

NUMÉRO de la station.	ANGLE		DISTANCE parcourue depuis la dernière station.	DISTANCE totale.	PENTE montante ou descen- dante, douce ou rapide.	OBSERVATIONS.
	en avant.	en arrière.				

CAHIER N° 2. — OBSERVATIONS AU THERMOMÈTRE (1).

NUMÉRO de la station.	NOM de la station.	TEMPÉRA- TURE extérieure, nombre de degrés.	NUMÉRO du thermo- mètre.	TEMPÉRA- TURE de l'eau bouil- lante.	NUMÉRO du thermo- mètre.	HEURE de l'observa- tion.	OBSER- VATIONS.

(1) *Altitude et température.*

CAHIER N° 3. — OBSERVATIONS AU SEXTANT (LATITUDE)

(Rayon : 9 pouces ou 0^m,225)

NUMÉRO de la station.	NOM de la station.	DATE de l'observa- tion.	NUMÉRO du sextant.	NOM de l'étoile observée.	DOUBLE ALTITUDE. (angle obtenu par ré- flexion.				OBSER- VATIONS.
					Dé- grés.	Minu- tes.	Se- condes.	Erreur de l'index.	

CAHIER N° 4.—LIVRE DE NOTES ET OBSERVATIONS JOURNALIÈRES

(Modèle d'un journal ordinaire).

Les registres nos 1, 2 et 3 sont du format de 0^m,08 sur 0^m,08, préparés à l'avance, en autographie, avec en-têtes en langue indigène (Hindoustani) ; le journal (n° 4) est de dimensions à peu près doubles. En règle générale, les observations, prises au crayon sur le terrain, sont remises à l'encre journellement.

Le *pundit* A. K. rapporte, et le fait est signalé dans son journal, qu'une de ses plus grandes difficultés en Mongolie, pays d'équitation par excellence, fut d'obtenir qu'on le laissât marcher à pied et s'isoler de ses compagnons, de façon à pouvoir compter ses pas ; il n'y arriva qu'en affirmant avoir fait vœu de marcher à pied en gardant le silence. Il tenait toujours à la main un chapelet, sur lequel il marquait les centaines et les milliers de pas, en semblant marmotter ses prières (1).

(1) Cet explorateur, dont on a caché le nom afin d'éviter de le compromettre, aussi longtemps qu'il fut jugé capable de voyager encore, est d'origine tibétaine et de religion bouddhiste. Élevé en Hindoustan, il avait reçu une bonne éducation de natif ; il a, d'après le récit d'un voyageur qui l'a rencontré à Dehra-Dum, le type mongol très marqué, face plate, yeux bridés, teint jaune, barbe noire et rare. Il paraît âgé de 40 à 42 ans. Son costume, composé d'une toque ronde, d'une tunique de velours noir et d'un caleçon collant de calicot blanc, était, lors de cette entrevue, celui d'un natif aisé. Il cause volontiers, sur un ton modeste, et sans insister outre

Lors du retour des *pundits* à l'établissement point de départ, son journal de voyage et ses observations sont traduits, contrôlés et discutés par les soins d'un officier ou fonctionnaire de l'établissement, et publiés avec une sorte de *préface*, qui résume les résultats obtenus et en apprécie la valeur probable. Une ou plusieurs cartes y sont toujours jointes.

La carte à l'appui du voyage du *pundit* A. K. a été rédigée, d'après ses notes, sous la surveillance de M. Hennessy, ancien chef du service géodésique. Les opérations relatives à la rédaction de cette carte sont indiquées *in extenso* dans la préface du journal de voyage; on croit inutile en conséquence, de les reproduire ici. — On notera seulement qu'à la suite de cet exposé, intitulé *Summary and Discussion*, M. Hennessy a reproduit aussi de nombreuses indications géographiques recueillies dans ses entretiens avec le célèbre *pundit* et qui ne se trouvent pas dans le journal même de cet explorateur.

Il a été dit plus haut que Dehra-Dum possède aussi une section cartographique des explorations, où les officiers et même certains voyageurs civils revenant de mission de géographie politique viennent rédiger leurs mémoires et leurs cartes.

Ces études sont généralement publiées, et il existe de la sorte, aux Indes anglaises, une série de mémoires de géographie militaire, ayant trait à la Perse, à l'Afghanistan et au Beloutchistan, et qui ne sont pas dans le commerce. Parmi les plus intéressantes, nous citerons deux études auxquelles les publicités anglo-indiens font de fréquentes allusions et qui émanent du général sir Ch. Mac Gregor, commandant du corps de la frontière du Pendjab, et du colonel sir Oliver S. John, résident en Cachmyr; ces études traitent toutes deux, paraît-il, de la géographie militaire de l'Afghanistan et de ses abords. L'État paraît encourager les officiers expérimentés à écrire sur les grandes questions poli-

mesure sur les réels dangers qu'il a courus; il paraît très en confiance avec les officiers du service géographique et fort satisfait de son sort. Les officiers, d'autre part, semblent le mettre volontiers en rapport avec les élèves *pundits*, pour qui sa réussite et son bien-être actuel sont un puissant encouragement.

tiques et militaires à l'ordre du jour, et, pour mettre ces travaux à la portée des chefs militaires intéressés à les connaître, tout en évitant les inconvénients de la publicité, les édite à ses frais et les distribue, à titre confidentiel, en *exemplaires numérotés*. Cette pratique paraît répondre à un besoin de notre époque et semblerait susceptible d'être imitée.

ANNEXE

Districts du service géographique et résidence des chefs de service.

	Résidence.
Districts de Firozpour et Jullundar.....	Simla.
— frontière du Népal.....	Dardjiling.
— Kattyavar et Kutch.....	Poonah.
— Gudzerate.....	Id.
— Dekkan.....	Id.
— Tidal.....	Id.
Provinces du N.-O. (partie ouest).....	Gorakpour.
— (partie sud).....	Basti.
— (partie nord-est).....	Mussourie.
Birmanie Inférieure.....	Rangoun.
— (cadastre partie nord). . . .	Akyab.
— (id. sud). . . .	Henzada.
District de Mysore.....	Bangalore.
Id. Konkan.....	Thana.
Himalaya central.....	Mussourie.
Assam.....	Kamrup.
Frontières N.-E.	Shillong.
Inde centrale et Radjpoutana.....	Adjmir.
Birmanie Inférieure (cadastre partie centrale)	Rangoun.
Iles Andaman.....	Mussourie.
Beloutchistan.....	Id.

(Les trois derniers districts sont ceux où les chefs du service topographique sont des *assistants superintendents*).

LES

COURS DES OFFICIERS SUPÉRIEURS

EN AUTRICHE-HONGRIE

Depuis un certain nombre d'années, la somme des connaissances indispensables pour exercer le commandement d'un bataillon, d'un groupe d'escadrons ou de batteries n'a cessé de s'accroître. L'imperfection plus ou moins grande de l'instruction d'un capitaine peut être contre-balancée parfois par l'influence qu'exercent sur sa troupe ses qualités personnelles; mais il en est autrement pour un officier supérieur. S'il veut tirer le meilleur parti possible des unités qui lui sont confiées, il doit joindre à des qualités semblables nombre de connaissances techniques. Il peut à un moment donné se trouver détaché et chargé d'une mission pour laquelle il ne devra prendre conseil que de lui-même; tout le zèle qu'il pourrait déployer dans l'accomplissement de cette tâche ne saurait compenser un manque réel de savoir. Aussi a-t-on cherché presque partout à s'assurer d'un certain minimum d'instruction militaire chez les candidats au grade d'officier supérieur. Dans plusieurs armées on s'est borné à instituer un examen professionnel plus ou moins rigoureux. En Autriche, on est allé plus loin : on a créé pour les capitaines de véritables écoles par lesquelles la majeure partie de ceux qui prétendent à l'avancement sont aujourd'hui tenus de passer. Ainsi que nous l'avons annoncé récemment (1) les établissements de ce genre ont été, au mois d'août dernier, l'objet d'une revision d'ensemble entraînant des modifications importantes. Nous allons indiquer les phases successives par lesquelles

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 646 (1886).

sont passées ces écoles, et l'organisation définitive qui vient de leur être donnée.

Au moment où le général de Kühn, le grand promoteur des réformes militaires qui suivirent en Autriche la campagne de 1866, voulut imposer des examens théoriques aux candidats à l'avancement, il se heurta à de notables difficultés, provenant de l'extrême variété d'instruction, qui régnait alors parmi les officiers. A côté de sujets souvent très instruits sortant des académies et des écoles spéciales (1), s'en trouvaient un certain nombre d'autres, chez qui la somme des connaissances se réduisait à celles exigées pour l'emploi de cadet, ce qui, du temps des colonels propriétaires, représentait parfois une dose d'instruction fort médiocre. Par suite des conditions désormais imposées pour la nomination au grade de lieutenant, la jeune génération allait se trouver dans la nécessité de faire preuve d'une préparation générale et spéciale, répondant aux besoins nouveaux; mais avant que les jeunes gens promus sous ce régime fussent parvenus au grade supérieur, il devait se passer un certain laps de temps, pendant lequel les officiers nommés dans d'autres conditions se trouveraient, par leur ancienneté, en droit de prétendre au grade de major. Or plus d'un, parmi ces derniers, ne pouvait justifier de l'instruction que l'on entendait exiger à l'avenir de tout officier supérieur; les confiner dans les fonctions de capitaine eût été cependant injuste, puisqu'ils étaient entrés dans l'armée sous l'empire d'une loi qui leur permettait d'aspirer à de plus hauts emplois. Il fallait donc concilier, d'une part, la nécessité reconnue de ne faire avancer que les capitaines suffisamment instruits et, d'autre part, l'obligation morale de ne pas léser les intérêts d'officiers de mérite, souvent empêchés par les exigences mêmes du service d'acquérir l'instruction théorique voulue. Le ministre imagina, pour favoriser ces derniers, de créer des cours destinés à les mettre à même de compléter leurs con-

(1) Les écoles spéciales les plus importantes étaient l'école de guerre et les cours supérieurs de l'artillerie et du génie; ces derniers remplissaient le rôle d'écoles d'application pour les jeunes officiers des armes spéciales. Voir, pour plus de détail sur ces divers établissements, la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 637 (2^e semestre 1885).

naissances militaires. Dans ces conditions, ils pourraient subir plus facilement l'examen qui allait être imposé, dans toutes les armes et dans la plupart des services, pour obtenir le grade de major ou les emplois d'ordre supérieur.

Dans l'esprit de leur fondateur, ces cours ne constituaient donc qu'un avantage accordé aux officiers, une facilité qui leur était donnée et nullement une obligation, puisqu'il suffisait de satisfaire à l'examen de sortie sans s'astreindre à suivre les cours pour avoir droit à l'avancement. La destination spéciale de ce nouvel organe d'instruction était même nettement indiquée par cette clause, que l'accès des cours était fermé aux anciens élèves des académies militaires, ainsi qu'aux officiers sortis de l'école de guerre ou des cours supérieurs de l'artillerie ou du génie (1). Il semblait de plus n'avoir qu'un caractère transitoire, et devoir être supprimé lorsque la catégorie d'officiers pour lesquels il avait été créé aurait disparu des grades inférieurs, soit par voie d'avancement, soit de toute autre manière.

Le cours destiné aux officiers des troupes à pied (à l'exception de ceux du génie) fut constitué par décret du 4 février 1870, sous le nom de *Cours central d'infanterie*, et ouvert le 1^{er} novembre de la même année. On y enseignait la tactique des trois armes, des éléments de stratégie, de topographie et de fortification, et quelques autres branches des sciences militaires. Les auditeurs du cours étaient initiés aux questions techniques par un séjour de huit à dix jours à l'école spéciale de tir, établie à Bruck sur la Leitha ; ils avaient, en outre, à exécuter de nombreux exercices pratiques et assistaient aux grandes manœuvres de la garnison de Vienne, tant aux environs de la ville qu'au camp de Bruck.

Un autre décret de la même date transformait l'ancienne *École centrale de cavalerie* en un cours de même nature, réservé aux capitaines de cette arme ; les matières enseignées étaient de même

(1) Cette clause ne fut pas conservée plus tard et l'un des reproches adressés, dans ces derniers temps, au cours supérieur était de compter, parmi ses auditeurs, un trop grand nombre d'anciens élèves des académies militaires et, par suite, de ne plus répondre à sa destination, qui était de remplacer et non de compléter l'instruction des académies militaires.

ordre, mais les programmes étaient quelque peu différents et rédigés de manière à donner la première place aux connaissances les plus utiles au service de la cavalerie ; de plus, l'équitation y tenait une place importante. Il existait cependant, une différence essentielle entre les deux cours, consistant en ce que le premier avait, comme nous l'avons dit, un caractère facultatif, tandis qu'en raison de l'enseignement spécial de l'équitation, le second était obligatoire pour tous les officiers de cavalerie.

Chacun des deux cours était sous la direction d'un officier général, commandant en même temps une brigade d'infanterie ou de cavalerie de la garnison de Vienne.

Le règlement sur l'avancement parut quelque temps après, en mars 1871 ; indépendamment de toutes les autres conditions d'aptitude requises, il édictait pour les capitaines aspirant au grade de major, la nécessité absolue de l'examen théorique. Seuls, les officiers sortis avec la mention *Bien* de l'École de guerre ou des cours supérieurs de l'artillerie ou du génie en étaient dispensés. Cet examen avait lieu devant une commission présidée par un officier général de haut rang et comprenant le commandant et les professeurs du cours d'infanterie ou de cavalerie suivant le cas, plus deux officiers supérieurs de l'arme du candidat. Pour les capitaines d'artillerie et du génie, les commissions, non compris le président, se composaient d'un officier général et de trois officiers supérieurs de l'arme.

A cet examen théorique s'ajoutait, pour les officiers de l'artillerie technique et du train, une épreuve pratique consistant en un stage de trois mois à l'Arsenal d'artillerie ou auprès du commandant du train à Vienne ; nul n'était dispensé de cette épreuve.

Quant aux conditions de l'avancement au choix, elles comportaient également des examens théoriques et pratiques que le candidat devait subir avec succès ; il existait deux catégories distinctes, correspondant chacune à un examen particulier et à une épreuve pratique spéciale.

Le nombre de places réservées au choix était du quart des vacances de major ; un tiers de ces places hors tour était affecté aux officiers ayant subi les examens de la 1^{re} catégorie, les deux autres tiers à ceux de la 2^e catégorie. Les premiers dispo-

saient donc d'une place sur douze, les autres d'une place sur six.

Pour figurer dans la 1^{re} catégorie, on devait faire preuve d'une bonne instruction militaire moyenne, très complète dans sa propre spécialité; pour faire partie de la 2^e catégorie, il fallait justifier de connaissances beaucoup plus variées, comportant entre autres des développements étendus sur la stratégie, des études tactiques sur un corps d'armée, la préparation d'une opération de guerre, etc. Ces dernières épreuves se passaient en présence du chef d'état-major général de l'armée, président de la commission d'examen (1).

La préparation aux examens pour le grade de major d'infanterie ou de cavalerie, avait été facilitée, comme nous l'avons dit, par l'établissement des cours centraux; trois ans après leur organisation, un décret du 4 février 1873 créait, sous le nom de *cours préparatoire pour les aspirants officiers supérieurs d'artillerie*, une institution de même nature en faveur des capitaines de cette arme. Ce cours, placé sous la direction du Comité militaire et administratif, était facultatif et ouvert aux officiers qui en faisaient la demande; l'examen de sortie était seul obligatoire pour tous les candidats à l'avancement. On y enseignait les sciences militaires d'ordre général dans les mêmes conditions qu'aux deux autres cours, et les questions spéciales y étaient traitées comme au cours supérieur de l'artillerie. Enfin, tandis que les officiers d'infanterie complétaient leur instruction sur le tir à l'école de Bruck, une école spéciale pour le tir d'artillerie était installée conjointement au cours préparatoire et l'enseignement théorique de celui-ci se complétait par les exercices pratiques de cette nouvelle école.

Les données précédentes, auxquelles il y aurait lieu d'ajouter l'indication de certaines dispositions de détail, suffisent à faire

(1) Ce tour spécial de choix de la 2^e catégorie avait été institué pour assurer le recrutement des emplois supérieurs de l'état-major, qui, dans le système du général de Kuhn, était un service entièrement ouvert. (Voir à ce sujet, la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 637 (2^e semestre 1885).)

ressortir l'esprit général des règles d'avancement adoptées sous le ministère de Kühn, règles quelque peu compliquées, et dans lesquelles les examens, et peut-être la mémoire, semblaient tenir une place un peu grande.

On peut les résumer ainsi : avancement à l'ancienneté par sélection et avancement au choix à deux degrés pour les sujets particulièrement bien notés et instruits ; facilités d'instruction données à tous les officiers afin de restreindre le plus possible le nombre des éliminations.

Lorsque le général de Kühn quitta le ministère, son départ fut suivi d'une vive réaction contre une partie des institutions créées par lui et notamment contre plusieurs dispositions tendant à développer le goût de l'étude, et considérées par ses adversaires comme excessives. Parmi ces dernières, les avantages de carrière réservés aux officiers justifiant de connaissances particulièrement étendues furent trouvés exagérés, et le règlement du 23 décembre 1875, encore en vigueur aujourd'hui, abrogea toute disposition de ce genre, établissant en principe que l'avancement au choix n'est jamais un droit, mais une simple faveur, réservée aux officiers ayant rendu des services signalés et donnant de sérieuses espérances pour l'avenir (1).

L'examen exigé pour l'emploi de major d'état-major donnait seul certaines chances d'atteindre ce grade plus promptement ; les capitaines de toutes armes furent admis à s'y présenter et purent en retirer quelques avantages pour leur promotion au grade supérieur, mais seulement en quittant leur arme pour entrer dans le corps d'état-major (2). Quant aux règles de

(1) La suppression de la 2^e catégorie de choix hors tour fut compensée, d'ailleurs, par la création d'un corps fermé d'état-major, dans lequel les conditions d'avancement étaient exceptionnellement avantageuses, bien que la règle de l'ancienneté y fût strictement observée. Il en résulta que les officiers qui auraient dû subir les examens de la 2^e catégorie sous l'empire de l'ancienne loi, se présentèrent à l'état-major et y reçurent des avantages analogues à ceux qu'ils auraient trouvés auparavant, mais sous la condition nouvelle de quitter leur arme.

(2) Voir la *Revue militaire de l'Étranger* n° 637 (1885). Les officiers de l'artillerie et du génie devaient, en vertu d'un décret de 1877, satisfaire non seulement aux examens de major dans l'état-major, mais, en outre, à ceux qui étaient exigés pour l'avancement au même grade dans leur arme.

L'avancement à l'ancienneté, elles restèrent ce qu'elles étaient auparavant, avec la sélection résultant de l'examen obligatoire. Trois places au moins sur quatre devaient être réservées à l'ancienneté ; dans la pratique on alla plus loin : les nominations au choix se firent de plus en plus rares, et l'avancement à l'ancienneté devint la règle presque absolue, encore en vigueur aujourd'hui.

Le cours central de cavalerie qui recevait alors une quarantaine d'officiers par an, fournissait un nombre de candidats de beaucoup supérieur aux besoins de l'avancement ; de plus il s'y était produit dans l'enseignement une certaine confusion, résultant de ce qu'en dehors de la préparation des capitaines aux examens de major, ce cours avait pour but accessoire de perfectionner les officiers de cavalerie dans l'art de l'équitation et de vulgariser dans l'armée les meilleures méthodes de dressage. Vers le milieu de l'année 1875, on sépara avec juste raison ces deux instructions si complètement distinctes. L'enseignement hippique fut confié à une école nouvelle appelée l'*Institut d'équitation*, tandis que le cours de cavalerie était réuni au cours central d'infanterie qui prit, l'année suivante, la dénomination de *cours des officiers supérieurs*.

En même temps qu'il changeait de nom, le cours subit une revision qui porta sur son organisation générale, sur le personnel enseignant et aussi sur les programmes qui reçurent une extension sensible. Une seconde revision du commencement de 1882 amena quelques modifications d'importance secondaire, relatives surtout au cadre, et un léger remaniement des programmes, dans lesquels les questions de tir reçurent une place plus importante. Les deux règlements de 1876 et de 1882 ont été examinés dans la *Revue*, à laquelle nous renvoyons pour le détail (1).

Ajoutons qu'aucun cours nouveau n'avait été créé pour les capitaines du génie ; les officiers qui en faisaient la demande étaient autorisés à suivre le cours supérieur du génie, et tous les

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 538 (2^e semestre 1881) et 548 (1^{er} semestre 1882).

candidats au grade de major devaient satisfaire aux examens de sortie.

Les réorganisations successives que nous venons de rappeler n'avaient modifié théoriquement ni la nature ni la destination primitive du cours des officiers supérieurs, mais dans la pratique, de facultatif qu'il était au début, il était petit à petit devenu presque obligatoire pour tous ceux qui n'étaient pas dispensés de l'examen par des notes antérieurement acquises (1). Le nombre des officiers se présentant directement à l'examen de sortie devint assez faible, même parmi les anciens élèves des académies militaires, et la presque totalité des candidats au grade de major dut passer par le cours. Ce ne fut, d'ailleurs, pas sans des plaintes et des récriminations qui maintenant encore se font jour dans la presse, parfois sous une forme quelque peu acerbe. Voici, par exemple, en quels termes un grand journal politique (2) présentait, il y a quelque temps, des réclamations de ce genre :

« Quand on a passé la quarantaine, qu'on a 20 ou 25 ans
« de service, qu'on est décoré, père de famille, il est dur de
« venir s'asseoir sur les bancs d'une école, de se laisser docile-
« ment instruire par questions et réponses, de faire son *pensum*
« et de voir dépendre sa carrière et son existence tout entière des
« notes plus ou moins bonnes que l'on peut obtenir. » La même
feuille faisait plus loin le tableau suivant : « D'un côté, se trouve
« un parterre de capitaines, vieux serviteurs, les cheveux grison-
« nants, la poitrine ornée de la médaille de guerre, beaucoup de
« la croix du service militaire ou d'autres décorations; la
« plupart ont vu le combat de près. En face, un jeune comman-
« dant ou lieutenant-colonel d'état-major rapidement arrivé, dé-
« bite la haute science de la guerre à des élèves dont l'ancienneté
« de service est bien autre que la sienne » ; et plus loin « on
« comprendra que les progrès réalisés au cours ne soient pas
« proportionnés aux nombreuses amertumes personnelles, dont
« il est la source. »

A cette peinture qui paraît quelque peu chargée, s'ajoutait

(1) Officiers sortis avec la mention *Bien* de l'École de guerre ou des cours supérieurs de l'artillerie et du génie.

(2) *Pester-Lloyd*, 8 juillet.

naturellement la conclusion que le cours ne pouvait subsister sous sa forme actuelle, mais devait être entièrement transformé et réservé aux lieutenants proposés pour capitaines.

En des termes généralement moins vifs, la presse enregistre de temps à autre des plaintes de même nature, et il semble qu'une assez vive opposition se soit élevée contre cette institution, à en juger, du moins, par les nombreux projets de réforme mis en avant depuis quelque temps. Les uns, se basant sur l'âge trop avancé des capitaines appelés au cours (ceux de l'infanterie auraient en moyenne de 42 à 45 ans), proposaient, comme nous l'avons dit, de le transformer en une sorte d'école d'application pour les lieutenants; d'autres, faisant ressortir le nombre relativement restreint des élèves (1), demandaient l'augmentation du nombre des officiers admis et conjointement, pour des raisons de service et d'économie, la diminution de la durée des études. Quelques-uns enfin, prenant leurs espérances pour des réalités, annonçaient que les autorités militaires les plus élevées (on allait jusqu'à citer le nom de l'inspecteur général de l'armée, l'archiduc Albert) étaient partisans de la suppression pure et simple du cours, compensée en partie par une revision des programmes des académies militaires.

Toutes ces espérances viennent d'être déçues; l'empereur, par un décret du 12 août dernier, vient d'approuver la réorganisation du cours, dans un sens qui paraît entièrement opposé, soit à sa suppression, soit à une diminution quelconque de son importance. Le rattachement du *cours des aspirants officiers supérieurs de l'artillerie* et la création d'un commandement

(4) Il y a cette année 72 élèves, dont 53 d'infanterie; en 1885, sur 73 élèves, 47 seulement appartenaient à cette arme, tandis qu'il y a eu la même année dans l'infanterie 64 nominations de major. Les capitaines ne sont appelés que peu de temps avant leur promotion. Ainsi, cette année, les officiers d'infanterie admis au cours sont presque tous du 4^{er} mai 1877, et les nominations de major du mois de mai dernier ont compris au tour de l'ancienneté 23 capitaines du 4^{er} novembre 1875, et au tour du choix 5 capitaines du 4^{er} mai 1876. Il en résulte que le disponible en capitaines ayant suivi le cours est assez faible, et serait probablement insuffisant en cas de mobilisation pour faire face aux nominations à prévoir.

spécial donnent, au contraire, à l'institution du cours des officiers supérieurs un caractère de stabilité qu'elle n'avait pas eu jusqu'ici, et une organisation d'ensemble qui paraît devoir être définitive.

Nous avons dit que, primitivement, chacun des cours centraux d'infanterie et de cavalerie avait été placé sous la direction d'un général commandant une brigade de l'arme, à Vienne ; depuis la réunion des deux cours, le commandement en était confié à l'un des commandants de brigade ou de division de la garnison de Vienne. Il résultait de cette disposition de fréquents changements dans la personne du directeur de l'École, changements dont la plupart étaient suivis de modifications dans les programmes d'instruction ; de plus, l'officier général titulaire de cette charge, faisant naturellement passer les intérêts de son commandement avant ceux du cours, se trouvait souvent obligé de consacrer à ce dernier un temps trop limité pour pouvoir faire utilement sentir son influence.

Pour remédier à cet état de choses, on vient de doter le cours des officiers supérieurs d'un commandement particulier, auquel est rattachée l'inspection de l'École de tir de Bruck, école qui joue, comme nous l'avons dit, un rôle important dans l'instruction pratique des auditeurs du cours.

Ce commandement est exercé par un général-major, nommé par l'empereur, sur la proposition du ministre de la guerre ; il a la direction et la surveillance de l'instruction, et veille à ce que les jugements portés sur les élèves soient établis pour tous d'après des bases uniformes. Il possède les attributions et les pouvoirs disciplinaires d'un commandant de troupes (1), y compris, pour les hommes de troupe de l'établissement, le droit de nomination aux divers grades de sous-officiers.

Le personnel attaché au cours d'une manière permanente a subi une légère diminution et comprend maintenant 4 officiers supérieurs professeurs, dont 1 pour l'équitation, 1 officier infé-

(1) Catégorie spéciale à laquelle appartiennent les commandants de divisions d'infanterie et de cavalerie, etc., jouissant d'attributions particulières déterminées par le règlement de service.

rieur adjudant, 35 hommes de troupe et 12 chevaux (1). Les règles relatives à la nomination de ce personnel, aux attributions de chacun, à la composition du conseil d'administration, etc., n'ont pas varié (2).

Quant à l'organisation du cours, elle a subi d'importantes modifications.

Le cours des aspirants officiers supérieurs d'artillerie a été supprimé, et désormais les officiers de cette arme assisteront avec tous les autres capitaines de l'armée (3) à un *cours commun* d'une durée de sept mois, du 15 janvier au 12 août. En outre, ils auront à suivre auparavant, du 15 octobre au 5 janvier, un *cours spécial* d'artillerie.

Les dispositions relatives aux conditions d'admission sont entièrement nouvelles ; le règlement de 1882 se bornait à dire « que les candidats devaient avoir été jugés aptes à l'avancement dans leurs armes respectives » ; celui de 1886 est beaucoup plus explicite et dans un sens qui paraît notablement restrictif :

« On ne doit présenter pour l'admission au cours des officiers supérieurs que les capitaines qui présentent des garanties d'aptitude à l'avancement d'une manière absolument générale, c'est-à-dire :

» 1^o Chez lesquels le corps et l'esprit ont gardé la *fraîcheur* et l'*élasticité* nécessaires, et dont l'état de santé donne à espérer de longs services dans l'armée active ;

» 2^o Qui justifient d'une capacité et d'une intelligence suffisantes pour suivre les cours avec fruit, possèdent les connaissances voulues, et se montrent dignes d'avancer, en faisant preuve des qualités requises et de l'éducation sociale qui convient à la situation d'officier supérieur ;

» 3^o Qui ont témoigné de leur aptitude pratique dans un commandement du grade de major (bataillon, division d'escadrons ou de batteries) ».

(1) Chaque officier-élève doit amener son cheval d'armes.

(2) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n^o 538 (1881) et 546 (1882).

(3) Sauf les officiers de l'artillerie technique, du génie, du train et des troupes de santé et d'administration.

L'envoi au cours doit être immédiatement précédé de deux années de service ininterrompu dans la troupe. Cette période doit servir à l'examen pratique du candidat, examen qui doit être des plus approfondis. « On ne doit pas se borner à constater que le capitaine proposé est en état de faire le service courant d'officier supérieur, on doit, en outre, s'assurer qu'au point de vue tactique il est capable de conduire judicieusement soit un bataillon, soit une division d'escadrons ou de batteries ».

Les capitaines qui ne satisferaient pas aux conditions de l'examen pratique ne seraient appelés à suivre les cours qu'ultérieurement.

Les officiers appartenant au régiment de pionniers ou à celui des chemins de fer et télégraphes ont, en outre, à exécuter, avant d'entrer au cours, une épreuve spéciale consistant en une reconnaissance, suivie de l'établissement d'un projet de communications, de fortification de campagne, etc., sur le terrain reconnu. Le thème est donné par le colonel du régiment ; le travail, corrigé par lui, est envoyé au chef d'état-major général (1) qui le transmet au ministre.

Certaines dispositions relatives au personnel des écoles complètent l'énoncé des nouvelles conditions d'admission ; on peut admettre que si elles recevaient une rigoureuse application, l'accès du cours se trouverait fermé à bon nombre de capitaines dont l'avancement serait naturellement arrêté, l'examen de sortie du cours restant la condition *sine qua non* de la promotion au grade supérieur.

Chaque année, dans le courant du mois de mai, le ministre fait connaître, d'après la liste d'ancienneté, le nombre des officiers appelés à suivre le cours.

Les capitaines remplissant les conditions pour être proposés au choix peuvent obtenir de suivre les cours avant leur tour ; il faut cependant qu'ils appartiennent à la première moitié des officiers de leur grade, sur la liste d'ancienneté.

Ceux qui renoncent à suivre les cours, et, par suite, à être nommés majors, le font connaître par écrit au ministre.

(1) Le chef d'état-major général a la haute main sur ces deux régiments.

L'instruction de 1882 réglementait, d'une manière détaillée, les examens de sortie et l'échelle des notes; d'après le nouveau règlement, il n'est attribué à chaque officier qu'une appréciation d'ensemble se traduisant par *Satisfaisant* ou *Non satisfaisant*.

La sortie du cours a lieu le 14 août, date à laquelle les officiers sont dirigés sur leurs corps.

L'instruction se donne à l'aide de développements oraux, d'études de combats, d'exercices d'application dans les salles ou sur le terrain, de reconnaissances appuyées de rapports, de voyages d'étude aux champs de bataille, etc. Les élèves ont à suivre les manœuvres des trois armes, assistent aux exercices techniques du génie, des pionniers, des troupes de chemins de fer et de télégraphes, aux écoles à feu de l'artillerie; ils séjournent à l'école de tir d'infanterie de Bruck, et visitent les principaux établissements militaires.

Les exercices d'application mentionnés plus haut consistent à établir des projets de fortification passagère très sommaires, tels que la mise en état de défense d'un bâtiment ou d'une coupure, à installer un cantonnement, un campement, à étudier la destruction du matériel de chemin de fer et de télégraphie, l'établissement ou l'amélioration des routes, etc. L'organisation de l'armée en campagne est également l'objet d'études du même genre.

Comme nous l'avons dit plus haut, les capitaines d'artillerie doivent arriver au cours supérieur trois mois plus tôt que leurs camarades des autres armes, pour y suivre un *cours spécial* professé par des officiers du Comité militaire technique. Ce cours est placé, au point de vue scientifique, sous la direction du président du comité technique auquel appartient, en outre, la conduite des examens; il est inspecté par l'inspecteur général de l'artillerie. On y enseigne les principes généraux du tir, de la construction du matériel en Autriche et à l'étranger, de l'armement des places et des équipages de siège. On y étudie la tactique de la guerre de siège au point de vue spécial de l'emploi du canon. L'instruction théorique se complète par l'examen des expériences en cours, la visite des établissements spéciaux et la

participation aux exercices les plus importants de l'école de tir d'artillerie.

A la suite du cours spécial, les officiers de l'artillerie technique accomplissent un stage de trois mois à l'arsenal de Vienne ; ceux de l'artillerie de campagne et de forteresse attendent la réouverture du cours commun des officiers supérieurs, auquel ils sont appelés à prendre part.

Quant aux officiers du génie, ils restent, comme auparavant, dans une situation particulière et conservent le cours supérieur du génie comme organe d'enseignement commun pour les jeunes officiers et pour les plus anciens capitaines. Ceux des officiers du régiment des chemins de fer et télégraphes, autrefois sortis du génie, qui désirent faire retour à leur arme d'origine, ont à suivre ce même cours, en remplacement de celui des officiers supérieurs.

Rappelons en terminant que l'armée active n'est pas seule à posséder un établissement d'instruction de ce genre ; il en existe également dans les deux landwehrs. Le cours des officiers supérieurs de la landwehr cisleithane, fondé par un décret du 24 décembre 1876 et révisé au mois d'août 1882, est établi d'après les mêmes règles que le cours correspondant de l'armée active et ses statuts d'organisation en reproduisent presque toutes les dispositions ; il est placé à Vienne sous la haute direction du ministre de la défense nationale et sous le contrôle du commandant supérieur de la landwehr. L'enseignement théorique dure du 15 octobre à la fin de mars, puis viennent du 1^{er} avril au 15 mai des exercices pratiques, consistant en voyages d'étude, séjour à Bruck, etc. Les derniers jours du mois de mai sont consacrés aux examens de sortie, à la suite desquels les capitaines sont classés, suivant le résultat satisfaisant ou non des examens, en deux catégories. C'est dans la première que se recrutent non seulement les officiers supérieurs, mais aussi les *capitaines commandants de bataillon* (1), classe particulière

(1) On sait que 37 bataillons dans la landwehr et 28 dans la honved sont,

dans laquelle sont placés, à titre définitif et par décret, les capitaines les plus anciens parmi ceux qui remplissent les conditions requises pour l'avancement.

La landwehr hongroise possède également un cours de même nature, rattaché à l'académie Ludovica, à Budapest, et placé sous la direction de l'officier général commandant le 1^{er} district honved. Le personnel enseignant entretenu au titre spécial de ce cours comprend 5 officiers supérieurs; les élèves sont au nombre de 20 environ. Les études, dont la durée, plus considérable que partout ailleurs, est de dix mois, se terminent dans le courant d'août. Nous avons souvent fait ressortir l'importance que l'on attache dans l'armée hongroise à toutes les questions d'instruction; nous en trouvons une nouvelle preuve dans le soin avec lequel sont formés, au point de vue des connaissances militaires, les futurs commandants de bataillons honved. Cette année-ci, par exemple, les voyages d'étude ont été dirigés par le feld-marschall lieutenant, commandant le 1^{er} district honved, en personne; ils ont comporté un long séjour à l'école de tir de Bruck, une visite de deux jours à la cartoucherie de Presbourg, une étude du champ de bataille de Blumenau, puis des travaux tactiques exécutés par une moitié des officiers du côté de Tirnau, par l'autre moitié du côté de Neutra, ensuite une visite à la place de Komorn, etc. On voit, d'après ce programme, que l'instruction ne le cède en rien, comme variété, à celle qui est donnée aux officiers de l'armée active.

En résumé, cette institution des cours spéciaux pour les candidats au grade de major paraît être définitivement entrée dans les mœurs de l'armée austro-hongroise. Il faut, pour en juger l'utilité, tenir grand compte de la différence d'instruction déjà signalée entre les divers officiers de cette armée, différence tenant à la facilité autrefois accordée aux colonels de nommer sans contrôle à l'emploi de cadet, au niveau d'instruction tout récemment encore bien peu élevé des écoles de cadets, à l'ancienne organisa-

en temps ordinaire, commandés, d'une manière normale, par des capitaines.

tion des confins militaires, et à une foule d'autres causes secondaires. Il faut, en outre, songer aux difficultés que trouvent à s'instruire un grand nombre d'officiers, tenant garnison dans des villages éloignés de toute ressource intellectuelle. Sans perdre de vue les critiques qu'elle a soulevées et le mécontentement qu'elle a fait naître quelquefois, il faut convenir que cette institution a exercé une heureuse influence sur la composition des cadres supérieurs. Elle a facilité l'emploi du mode d'avancement par sélection, en permettant de restreindre le nombre des éliminations au strict nécessaire et de les effectuer sans blesser outre mesure l'amour-propre de vieux serviteurs dignes d'estime et de respect. Ceux-ci se consolent plus aisément d'être laissés de côté en attribuant leur insuffisance à des circonstances d'éducation datant de leurs jeunes années ; ils en éprouvent moins d'humiliation que s'ils devaient trouver la raison de cette mesure dans la constatation pure et simple de leur inaptitude aux commandements supérieurs.

(2)

LES
COLOMBIERS MILITAIRES
EN ITALIE

La faculté qu'ont certaines races de pigeons de s'orienter instinctivement et de trouver, à des distances considérables, la direction qui les ramènera au colombier, a été utilisée de tout temps. Lors de la découverte du télégraphe électrique, on avait pensé qu'on n'aurait plus à se servir des pigeons voyageurs, mais les services qu'ils ont rendus en 1870 appelèrent de nouveau l'attention sur eux.

Si l'on avait possédé, au moment de la guerre franco-allemande, un service de colombers militaires bien organisé, on est fondé à croire que bien des événements, dus surtout à la rupture du télégraphe et au manque de nouvelles, se seraient passés d'une façon différente.

La guerre terminée, on se préoccupa en France, de créer des colombers militaires, et comme l'exemple avait été assez éclatant pour frapper nos voisins aussi bien que nous-mêmes, des établissements du même genre furent institués chez la plupart des grandes puissances européennes.

L'Italie, sous ce rapport, ne devait point demeurer en retard, et nous trouvons dans la *Rivista d'artiglieria e genio*, de juillet-août 1886, des détails intéressants sur l'organisation de ce nouveau service.

En 1876, un premier colombers militaire fut établi à titre d'essai au 12^e régiment d'artillerie, en garnison à Ancône, et les résultats qu'il donna furent assez satisfaisants pour qu'on en créât un second à Bologne, en 1879.

A la suite de nouvelles expériences qui furent faites, en 1882, aux grandes manœuvres de Foligno, le ministre de la guerre décida qu'on procéderait sans retard à l'installation d'un réseau

complet de télégraphie aérienne par le moyen des pigeons voyageurs, pour l'usage de l'armée et de la flotte.

On compte actuellement en Italie douze colombers militaires qui fonctionnent régulièrement; il en existe, en outre, un dans chacun des postes de Massouah et d'Assab.

Les expériences de Foligno, donnèrent lieu à des observations intéressantes. On s'y servit de messagers provenant des colombers d'Ancône et de Bologne, les deux seuls alors existants.

Avec les pigeons de Bologne, on établit une correspondance entre le commandement militaire de cette ville et le quartier général de la 4^{re} division.

Le colombero militaire de Bologne envoya à la 2^e division, 42 pigeons, et tous — sauf 1 — revinrent au point de départ dans les délais suivants :

12 en 2 ^h ,55 à 3 ^h ,30.	Moyenne vitesse par heure :	64 kil.
10 en 3 ^h ,55 à 4 ^h , ».	—	56 —
14 en 4 ^h ,05 à 5 ^h , ».	—	49 —
2 en 5 ^h ,15 à 5 ^h ,20.	—	39 —
1 en 7 ^h ,45 »	—	29 —

2 retournèrent au colombero le lendemain seulement, 1 ne revint pas.

Chacun des messagers recevait une copie de la correspondance à envoyer, de façon que la nouvelle fût transmise par le premier arrivé. On obtint les résultats suivants :

12 sept.	Trajet :	2 ^h ,55.	Vit. moy. :	73 kil.
1 ^{er} , 4, 13 et 14 —	—	3 ^h ,00 à 3 ^h ,30.	—	65 —
2, 3, 6, 8 et 11 —	—	3 ^h ,35 à 4 ^h ,00.	—	56 —
5, 7, 9 et 10 —	—	4 ^h ,05 à 5 ^h ,00.	—	48 —

Il n'est pas inutile de noter ici que dans ce laps de quinze jours, le temps changea souvent, qu'on eut des périodes de grandes chaleurs, de brouillard, de pluie; et, fait à remarquer, la vitesse demeura constante pour un même messager, quel que fût l'état de la température et du temps. On lançait chaque jour 3 pigeons, sauf le 13 septembre où il n'en fut envoyé qu'un; ce dernier mit 3^h,40 à atteindre Bologne. 9 autres messagers, lâchés isolément, regagnèrent également bien le colombero.

En ce qui concerne les messagers provenant du colombier d'Ancone, on en avait envoyé 40 au commandement de la 2^e division du 1^{er} corps d'armée de manœuvres, et les expériences ne réussirent pas moins bien que les précédentes. On comptait d'Ancone au quartier général de la 2^e division, environ 100 kilomètres; or, cette distance fut franchie par tous les messagers avec une vitesse moyenne un peu supérieure à celle signalée par le colombier de Bologne. Deux sujets seulement ne parurent plus.

Comme on le voit, ces résultats étaient satisfaisants, étant donnés surtout, le court délai écoulé depuis la création des deux colombiers que l'on expérimentait, et le peu de temps consacré à l'éducation des sujets employés. On sait, en effet, qu'avant d'être appelés à franchir de longues étapes, les pigeons voyageurs doivent subir un entraînement progressif qui constitue le côté délicat de leur éducation spéciale.

Les études continuèrent; non seulement on donna tous ses soins à l'élève et à l'entraînement des sujets, mais on chercha à perfectionner le système de la correspondance.

Courses par tous les temps, à travers les zones les plus difficiles et les plus accidentées y compris les régions des Alpes et de l'Apennin, voyages de jour et de nuit, par la neige, les grandes pluies, la tempête, tout fut essayé. On arriva ainsi à cette conviction, que le pigeon voyageur offre un moyen de correspondre *absolument sûr*, excepté toutefois, quand la terre est couverte de neige. Dans cette situation, il n'est apte à franchir que de courtes distances; de même les grands froids sont défavorables à l'exactitude des rentrées. Il est vrai que, dans ce dernier cas, on en est quitte pour doubler ou tripler le chiffre des messagers.

Le pigeon de race belge, que l'élevage et l'entraînement ont rendu le plus rapide et le plus résistant des messagers de son espèce, parcourt, dit-on, des distances supérieures à 1200 kilomètres. En Italie, soit pour des raisons stratégiques, soit pour avoir à subir moins d'aléa, l'établissement des colombiers militaires a été soumis à la règle que les pigeons n'eussent point à franchir une distance supérieure à 250 kilomètres. On n'en a pas moins fait des expériences pour des trajets d'une longueur très supérieure à ce chiffre. Ainsi, le 3 juin 1884, on échangea des mes-

sagers entre Ancône et Turin, villes distantes en ligne droite d'environ 500 kilomètres. Bien que le temps fût tout à fait défavorable, la pluie n'ayant pas cessé toute la journée, l'essai réussit pleinement.

L'expérience la plus curieuse faite en Italie par la direction des colombers militaires est sans contredit celle qui eut lieu en juillet et août 1885, entre Rome et l'île de la Maddalena, située au nord de la Sardaigne, à l'entrée orientale du détroit de Bonifacio. La distance à vol d'oiseau, qui sépare la Maddalena de la côte, est de 240 kilomètres, auxquels il en faut ajouter 30 pour atteindre Rome, soit un total de 270 kilomètres.

Le 25 juillet, les colombers de Rome et de la Maddalena firent l'échange de leurs messagers au nombre de 48. Il fut convenu qu'on suivrait pour les divers lancers les règles adoptées en 1882, aux grandes manœuvres de Foligno; seulement, comme le trajet était plus considérable, et qu'il devait être exécuté au-dessus de la mer, on décida que chaque vol comprendrait 4, 5 et même 6 sujets au lieu de 3.

Les expériences, commencées le 29 juillet, furent poursuivies sans interruption jusqu'au 3 août, époque à laquelle elles furent suspendues. Le temps avait été constamment beau, et l'on résolut d'attendre que des circonstances atmosphériques moins favorables se produisissent. Le 18, le baromètre ayant subitement baissé, et de grandes pluies, accompagnées de bourrasques, s'étant mises à tomber, on reprit les envois, jusqu'au 24 août, date à laquelle les essais furent déclarés terminés.

Les résultats obtenus furent différents pour les deux colombers de Rome et de l'île de la Maddalena. Les pigeons provenant de cette dernière station, dont l'entraînement avait été incomplet, n'arrivèrent que dans le rapport de 2 sur 5. Quant aux sujets envoyés de Rome, ils rentrèrent au colombero du continent dans la proportion de 2 sur 3.

Les vitesses obtenues furent les suivantes :

30 juillet.	4 ^h , 50 ^m .
29 et 31 juillet, 1 ^{er} et 24 août.	5 à 6 ^h .
3 août.	6 ^h , 05 ^m .
28 —	6 ^h , 50 ^m .
18 —	8 ^h , 18 ^m .

Ces résultats très remarquables ont permis de constater une fois de plus, d'une façon bien notoire, l'instinct singulier des pigeons qui n'hésitent pas, pour rentrer au nid, à quitter la terre ferme, en tendant vers un but qu'ils n'aperçoivent point. L'argument, d'après lequel les pigeons voyageurs commenceraient par s'élever en hauteur verticale jusqu'à un point d'où ils apercevraient leur colombier a été ici encore une fois détruit. Pour apercevoir la Maddalena de Rome, il faudrait qu'ils se fussent élevés à une hauteur de 6,500 mètres; or de nombreuses expériences ont démontré que, lâché à une altitude de 4,000 mètres, le pigeon perd toute aptitude au vol et tombe, asphyxié, comme une masse inerte. D'ailleurs, le trajet de la Maddalena à Rome n'est pas le seul qui ait été exécuté sur mer par des pigeons voyageurs italiens.

Le colombier de Cagliari possède des sujets qui sont revenus de Naples, en franchissant, au-dessus des eaux, la distance de 450 kilomètres qui sépare ces deux points. C'est là un résultat qui n'a peut-être été atteint qu'en Italie. En Belgique notamment, où certains amateurs possèdent des messagers qui ont fait sur le continent jusqu'à 1300 kilomètres, on n'a pas essayé de faire franchir, au-dessus des mers, des distances supérieures à la largeur du Pas-de-Calais.

Il est inutile de nous appesantir sur les avantages qu'on pourrait retirer à un moment donné d'une façon de correspondre qui permettrait à une puissance continentale de demeurer en liaison de tous les jours avec les diverses unités de sa flotte, avec des bâtiments isolés, avec des colonies suffisamment rapprochées. En s'en tenant aux résultats déjà obtenus en Italie, il y a là un fait qui mérite une sérieuse attention.

II.

Les colombers militaires italiens sont construits sur un modèle spécial, et divisés en un certain nombre de zones correspondant chacune à un groupe de sujets habitués à faire un voyage déterminé. Ainsi, par exemple, le colombier de Rome a son groupe d'Ancone, son groupe de Naples, son groupe de la Maddalena. Il en est ainsi dans tous les colombers du monde; mais, au lieu que dans certains établissements de ce genre, on est obligé

de ne donner la liberté qu'à un seul groupe à la fois, pour éviter que les sujets ne se mêlent, — façon d'agir très préjudiciable à l'entraînement des pigeons, qui ne peuvent sortir qu'un jour sur deux ou trois, — en Italie, on est parvenu à ouvrir toutes les zones à la fois sans qu'aucun mélange puisse se produire. Le colombier lui-même, — le *pigeonnier*, si l'on veut, — est, en outre, divisé en compartiments, de façon qu'au cas assez fréquent d'épizooties, on puisse isoler complètement les sujets malades.

Les ouvertures du colombier sont munies d'une petite trappe spéciale qu'on dispose, lorsqu'on attend des dépêches, et qui demeurerait constamment ouverte en temps de guerre. Cette trappe est construite de telle sorte que le pigeon porteur d'une dépêche y demeure emprisonné avant qu'il ait pu se mêler à ses compagnons et, qu'en se refermant, elle fait agir une sonnerie électrique pour prévenir la vigie de l'arrivée d'un messager.

Comme il a été dit, chacun des colombiers italiens, — et il faut entendre par ce mot non pas seulement ce que l'on appelle vulgairement en France un *pigeonnier*, mais un ensemble de bâtiments plus ou moins considérables destinés à l'élevage, l'éducation, la réception des pigeons voyageurs, — chaque colombier italien possède un ou plusieurs groupes de pigeons destinés à faire tel ou tel trajet. Le nombre des groupes est calculé d'après la nécessité de mettre en communication, en cas de guerre, certains points déterminés. A intervalles variables, les sujets sont éloignés du colombier, suivant toujours la même direction, et à des distances qui varient progressivement jusqu'à atteindre la totalité du parcours; pour les traversées par mer, les navires de l'Etat prêtent leurs concours à cet entraînement: on comprend cependant que les exercices de ce dernier genre soient moins fréquents et beaucoup moins faciles.

L'expérience a démontré qu'il y a avantage à posséder des pigeons habitués à faire un même trajet; on évite ainsi au messager des hésitations sur l'orientation à prendre. A peine lâché, l'oiseau s'élance sans perdre un instant dans la direction connue, et surtout par les mauvais temps, les résultats comparatifs obtenus entre pigeons connaissant leur itinéraire et d'autres le parcourant pour la première fois sont pleins d'enseignements.

Cependant il serait inexact de penser qu'en donnant subitement au pigeon voyageur un autre itinéraire que celui auquel il est habitué, le sujet n'arriverait point au colombier.

Diverses expériences ont démontré le contraire.

Le lieutenant Malagoli raconte dans la *Rivista d'artiglieria e genio* que, le 20 août 1886, de 9 pigeons du colombier de Rome, habitués à faire le trajet de la Maddalena et transportés subitement à la Falconara, 2 seulement s'égarèrent. A peine lâchés, tous prirent leur orientation vers Rome : 4 arrivèrent le même jour et 2 le lendemain ; un septième, auquel on avait coupé le bout des ailes, atteignit Rome le quarantième jour.

Le service des colombers militaires italiens est confié aux directions du génie, ressortissant, en ce qui concerne le service, au commandement territorial du génie de Rome. A chaque colombier est attaché un sous-officier, dit *colombiculteur*, assisté d'un homme de troupe qui lui sert d'aide. Les colombiculteurs sont pris dans toutes les armes parmi les sujets ayant des connaissances professionnelles sur la matière ; toutefois, pour être nommé définitivement à l'emploi, il faut avoir suivi avec succès un cours de théorie pratique, dit de *colombiculture*, au colombier normal militaire de Rome.

Dans les colombers, les pigeons sont inscrits sur des registres matricules de la même façon que cela a lieu pour les chevaux de troupe.

En temps ordinaire, on met plusieurs mois à dresser un pigeon pour un trajet fixé, mais on compte qu'en cas urgent et avec un entraînement forcé, douze jours suffiraient à lui donner une instruction suffisante.

III.

Comme on l'a dit, la correspondance par pigeons voyageurs est destinée à remplacer le service d'informations rapides par la poste ou par le télégraphe, quand on est privé de ces deux moyens d'obtenir ou de donner des nouvelles. On voit donc immédiatement les divers cas dans lesquels un système de communication de ce genre pourra être utilisé :

- 1° Dans les places fortes, en cas de siège, pour correspondre entre elles ;

- 2° Dans les îles, pour se relier au continent et *vice versa*;
- 3° Aux armées en campagne pour se tenir en rapport avec une place assiégée;
- 4° A bord des bâtiments de la flotte ou des aérostats pour demeurer en communication avec le continent et les îles.

Ce moyen de correspondance pourra être appliqué encore :

- 1° Dans le service d'exploration sur le continent;
- 2° En Italie, dans les correspondances entre les troupes alpines et les forts d'arrêt;

Enfin, dans une foule de circonstances où les communications ordinaires seraient interrompues d'une façon imprévue.

Pour la correspondance entre places fortes, le système ne présente aucune difficulté. Au début des hostilités ou même au moindre indice que l'état de guerre est imminent, les colombers militaires des places qu'on suppose avoir besoin d'être reliées entre elles, échangent leurs sujets, qu'elles renverront, une fois les communications coupées, au fur et à mesure de leurs besoins. Cependant, en ce qui concerne l'échange, on n'a point à se trop presser, les pigeons conservant leur instinct de retour au colombier des semaines et des mois après qu'ils en ont été éloignés. La même chose peut avoir lieu entre le continent et les îles.

Pour une armée en campagne ou une flotte, l'une et l'autre, au début des hostilités, emporteraient un certain nombre de messagers qu'elles lâcheraient au fur et à mesure des besoins.

On aperçoit ici le côté défectueux du système de correspondance par pigeons voyageurs. En effet, si les diverses places de guerre, qui ont des colombers fixes, peuvent, au moyen d'un échange préventif de leurs sujets, demeurer en communication réciproque et constante, s'écrire et recevoir des réponses, il n'en est pas de même quand il s'agit d'une flotte ou d'une armée, qui se déplacent et pourront bien donner des nouvelles, mais non point en recevoir. Le pigeon voyageur, emporté loin de son colombier, sait en retrouver le chemin avec une aptitude merveilleuse, mais on n'a pas pu le dresser encore à retrouver un colombier mobile, tel que pourrait être celui que transporterait un fourgon suivant une armée en marche.

« En cas d'invasion, écrit ici M. le lieutenant Malagoli, on

pourrait établir un service de renseignements sur les mouvements et les opérations de l'adversaire, en confiant un certain nombre de pigeons à des agents sûrs, qui, demeurant dans le pays occupé par l'ennemi, seraient à même de remplir de la façon la plus profitable des fonctions aussi importantes.

» Et c'est le cas de rapporter ici un exemple cité par le colonel Lodi dans une conférence faite, il y a quelques années, à Plaisance, dans le but d'encourager l'institution des colombers militaires.

» Supposons le Piémont envahi, la vallée supérieure du Pô, les deux Dora entre les mains de l'ennemi, Turin occupé. L'armée de la défense occupera probablement les hauteurs de Montferrat, Alexandrie tiendra bon en avant du défilé de Stradella, et l'on utilisera le Tessin comme barrière. Mais, dans de telles circonstances, comment aurons-nous des nouvelles de l'ennemi? Celui-ci attaquera-t-il par la rive droite du Pô, ou par la rive gauche? Se dirigera-t-il par la voie la plus courte sur Milan? Formera-t-il une armée d'occupation et une autre d'observation? etc., etc. Vous voyez que notre système d'informations sera mis à une rude épreuve : il y aura bien des questions et des ordres auxquels il faudra répondre. Des hommes intrépides, des patriotes courageux chercheront à nous renseigner sur l'ennemi, mais vous apercevez le danger de mort auquel ils s'exposeront, la difficulté de franchir les lignes ennemies, la lenteur avec laquelle ils devront opérer, forcés qu'ils seront d'attendre le moment opportun.

» Au contraire, si nous possédions là un service de renseignements bien organisé, c'est-à-dire si nous avions eu soin d'envoyer d'avance dans les zones occupées, en les tenant cachés dans les villes, les châteaux, les villages, des pigeons provenant de nos colombers militaires et même des colombers que l'initiative privée entretient à Alexandrie, à Plaisance, à Bologne, à Ancône, à Vérone, à Venise, on voit immédiatement quelles facilités auraient nos correspondants secrets pour nous faire parvenir, sans aucun danger pour eux-mêmes, des renseignements sur les mouvements, la force de l'ennemi. »

Comme le dit l'auteur italien cité dans le courant de ce travail, tant que le problème de la direction des aérostats n'aura pas été résolu d'une façon entièrement satisfaisante, le système de correspondance par pigeons voyageurs sera le seul permettant

d'avoir des nouvelles en certains cas, tels que celui d'une place assiégée, d'invasion ou d'occupation d'une province. En admettant même que la direction des aérostats fût entrée entièrement dans le domaine de la pratique, il faut penser qu'une telle façon de communiquer sera toujours moins rapide, surtout beaucoup plus coûteuse que l'envoi d'un messager ailé: Au point de vue de la dépense, en particulier, la *Revue* a signalé déjà que pour les douze colombers militaires italiens, l'entretien total s'était élevé en 1885 à 12091 fr. 64, soit environ à 1000 francs par colomber. C'est là une considération qui a bien sa valeur.

Si l'on parvenait à dresser le pigeon voyageur de façon qu'il pût retourner à un colomber mobile, mais ne se déplaçant que dans une zone limitée, le problème aurait fait un pas tel que ce système de communication prendrait immédiatement le premier rang. On est arrivé déjà à les envoyer manger et boire à des distances considérables (à 100 kilomètres, par exemple), façon d'agir qui, entre deux places de guerre, éviterait l'échange. Un pigeon de Rome irait chercher sa nourriture à Naples, où il porterait une première dépêche, et reviendrait de lui-même au colomber en rapportant la réponse. Malheureusement, des distances supérieures à vingt-cinq lieues n'ont pu être franchies encore, avec des pigeons apprivoisés, mais sous ce rapport il est permis de penser qu'on fera de nouveaux progrès en utilisant le ramier sauvage, qui parcourt des distances bien plus considérables que le pigeon domestique pour aller chercher sa nourriture ou trouver de l'eau. Dresser les messagers à retrouver un colomber mobile est donc, au point de vue militaire, le but vers lequel doivent aujourd'hui tendre les éleveurs.

LE

RÈGLEMENT D'EXERCICES DE LA CAVALERIE PRUSSienne

DU 10 AVRIL 1886

La *Revue* a déjà eu l'occasion de s'occuper, à différentes reprises (1), du nouveau règlement d'exercices de cavalerie, définitivement adopté, dans l'armée prussienne, depuis le 10 avril 1886, et dans l'armée bavaroise, depuis le 2 juillet de la même année. Les quelques détails qu'elle a donnés sur ce document, avant même sa publication officielle, n'ont permis, jusqu'à présent, que de caractériser d'une façon très sommaire, l'esprit général de sa rédaction, ainsi que la nature des prescriptions nouvellement introduites.

Ces détails étaient toutefois suffisamment explicites, pour faire pressentir que ce règlement ne constituerait pas, relativement à l'ancien, une œuvre absolument nouvelle.

La vérité est, en effet, que le règlement du 10 avril 1886 n'est, à proprement parler, qu'une édition révisée de celui du 5 juillet 1876. Mais cette révision est, à elle seule, d'une importance capitale, en ce sens qu'elle s'attaque, en quelque sorte, aux œuvres vives, c'est-à-dire à la partie doctrinale même de l'ancien règlement. C'est à ce titre surtout qu'il est intéressant d'étudier l'œuvre de la Commission (2), présidée par le général v. Schlotheim.

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, nos 612, 649, 651, 654, 655 (1886).

(2) La commission chargée de reviser le règlement de 1876 était ainsi composée :

Président : le général de cavalerie v. Schlotheim, commandant le XI^e corps d'armée ;

Membres : Lieutenant-général v. Winterfeld, commandant la division de cavalerie de la garde ;

Le concert d'éloges pompeux qui avait salué, lors de son apparition, le règlement de 1876, inspiré, comme on le sait, par le général v. Schmidt, s'est reproduit, plus enthousiaste encore, quand parut dernièrement celui du 10 avril 1886. L'un et l'autre, en effet, le dernier en date surtout, sont comme de fières réponses faites par la cavalerie prussienne aux sombres prophéties annonçant la déchéance prochaine de cette arme, et la fin de son rôle sur les champs de bataille de l'avenir.

Aux sceptiques qui prétendaient que « la cavalerie a cessé d'être une arme, et que, des armées futures, la mieux préparée pour la lutte, sera celle qui, la première, aura su se débarrasser de ce *ballast* (1) », la cavalerie prussienne affirme au contraire que les autres armes auront désormais à compter avec elle ; et pour mieux souligner cette affirmation, elle rédige à nouveau, d'après les idées frédériciennes, la partie de son règlement précisément relative à la *tactique des lignes*. Le règlement de 1886 marque donc, plus que ne l'avait fait son devancier, le retour bien accusé vers les principes de Frédéric II. Ce sont les traditions du grand roi, si populaires parmi les cavaliers d'outre-Rhin, qui ressuscitent de toutes pièces, l'année même où l'on fête son centenaire.

« Quelle admiration, s'écrie le *Militär Wochenblatt* (2), ne devons-nous pas avoir pour ce grand capitaine, qui a légué à notre cavalerie des principes que nous aurions dû, depuis longtemps, reconnaître comme l'immuable vérité, principes que nous élevons

Général major v. Haeseler, commandant la 31^e brigade de cavalerie (Strasbourg) ;

Général major v. Rosenberg, commandant la 30^e brigade de cavalerie (Metz) ;

Général major v. Krosigk, commandant l'école de cavalerie de Hanovre ;

Colonel v. Treskow, commandant le 3^e ulans ;

Lieutenant-colonel v. Furstenberg-Borbeck, commandant le régiment de cuirassiers de la garde ;

Capitaines v. Ardenne et v. Hirschfeld.

(1) Épilogue d'une brochure allemande publiée en 1882, sous la signature R. V. et sous le titre : *Enquête sur le rôle de la cavalerie dans les guerres modernes*.

(2) N^o 50 du 16 juin 1886.

maintenant au rang de lois. Pussions-nous ne jamais oublier ses traditions ! Pussions-nous, au sein de la source inépuisable de ses maximes, nous perfectionner dans l'étude des moyens avec lesquels il avait élevé sa cavalerie à un si haut degré de splendeur ! »

« Il faut louer le nouveau règlement, depuis A jusqu'à Z, déclare un rédacteur militaire de la *Gazette de Cologne* (1). Il s'est inspiré du double principe qui a assuré la supériorité de l'armée allemande dans les batailles de 1866 et de 1870, savoir : l'obéissance stricte aux ordres du supérieur, et la concession de la plus large initiative à tous les échelons de la hiérarchie. »

Un autre journal s'exprime ainsi :

« Notre cavalerie possède maintenant le moule tactique propre au combat des divisions et des masses de cavalerie. Le règlement de 1876 en contenait la première ébauche ; celui de 1886 en marque le perfectionnement. ... Notre cavalerie a presque atteint les qualités manœuvrières de celle des Zieten et des Seydlitz, et elle est bien près de les égaler (2). »

Mais, il est temps de faire trêve à toutes ces hyperboles et d'étudier de sang-froid l'instrument qui les a provoquées.

Une pareille étude, de nature essentiellement comparative, ne saurait être entreprise avec fruit qu'à la condition de s'adresser à des lecteurs déjà familiarisés avec la connaissance du règlement de 1876. A ce point de vue, notre tâche sera singulièrement facilitée, vis-à-vis de ceux qui lisent la *Revue*, et qui ont été mis au courant du sujet, par les nombreux articles publiés ici même (3) sur cette question.

(1) Numéro du 7 septembre 1886. L'écrivain allemand formule pourtant deux critiques assez originales pour être signalées. Elles ont trait : 1° au titre du règlement qu'il aurait voulu voir intitulé : « Recueil de préceptes de manœuvres pour la cavalerie » ; 2° à la surabondance, dans le texte, d'expressions d'origine étrangère, telles que : *Exerzir*, *Reglement*, *Kavallerie*, *Eskadron*, *Debordiren*, *Degagiren*, etc.

(2) *National Zeitung* du 7 octobre, d'après la *N. Pr. Zeitung*.

(3) Voir : Le nouveau règlement de la cavalerie prussienne (*Revue militaire de l'Étranger*, n° 313 (1876)) ; L'histoire du règlement d'exercices de la cavalerie prussienne (*Revue militaire de l'Étranger*, n° 476, 482, 484, 485 (1879)) ; Étude comparative du règlement d'exercices de la cavalerie allemande (*Revue militaire de l'Étranger*, n° 509, 510 (1880)).

Le règlement du 10 avril 1886, est le quatrième que la cavalerie prussienne a reçu, depuis le commencement du siècle.

Il se divise, comme celui de 1876, en quatre grandes parties :

- 1^o Instruction à pied ;
- 2^o Instruction à cheval et emploi de la cavalerie ;
- 3^o Combat à pied ;
- 4^o Grande parade.

C'est la 2^e partie qui constitue le morceau capital du règlement (1). C'est également sur elle, à l'exclusion des autres, qu'ont porté les modifications introduites.

Dans leur ensemble, ces modifications sont de deux sortes ; les premières, d'ordre purement *technique*, ont pour but d'améliorer l'instrument réglementaire, en vue d'une meilleure application des principes ; elles aboutissent, en somme, à simplifier les mouvements et à rendre leur exécution plus rapide ; les secondes, au contraire, touchent à la *doctrine* même ; elles affectent les principes et amènent, comme conclusion, dans le nouveau règlement, à l'adoption d'une nouvelle *tactique des lignes*.

Cette deuxième partie comprenait, autrefois, huit titres ; elle en comprend neuf actuellement, qui sont les suivants :

TITRE I^{er}. — *Principes généraux.*

TITRE II. — *Ecole du cavalier et du peloton.*

TITRE III. — *Ecole de l'escadron.*

TITRE IV. — *Instruction ultérieure de l'escadron sur le terrain.*

TITRE V. — *Ecole du régiment.*

TITRE VI. — *Instruction ultérieure du régiment sur le terrain.*

TITRE VII. — *Ecole de la brigade.*

TITRE VIII. — *De la charge.*

TITRE IX. — *Instruction et emploi de la cavalerie sur plusieurs lignes.*

Nous relevons, dans le titre I^{er}, les modifications ou innovations ci-après :

La dénomination et l'emploi des *escadrons de soutien* disparaissent.

(1) Sur 225 pages de texte, la 2^e partie en absorbe 111.

Dorénavant, dans l'escadron en bataille, la direction sera toujours donnée par le chef du 3^e peloton (à partir de la droite), à moins qu'il n'en soit été spécifié autrement.

Dans toutes les formations en bataille, la distance entre les deux rangs est augmentée; elle est portée d'un à deux pas. Pour les ulans, elle reste fixée à trois pas, comme précédemment.

Mais aussitôt que la formation en bataille est rompue, le deuxième rang serre à un pas sur le premier.

Les avertissements donnés par les commandants de régiment ne sont plus répétés par les commandants d'escadron.

Le refrain du régiment (*Regiments-Ruf!*) est ajouté à la liste des sonneries à employer par les commandants supérieurs de troupe, sonneries qui doivent être suivies de l'exécution immédiate du mouvement, sans autres commandements ultérieurs.

La sonnerie « Flaqueurs en avant! » (*Flankeurs vor!*) est supprimée.

La liste des sonneries à employer par les commandants de régiment (ou de brigade), et qui ne doivent être suivies de l'exécution du mouvement qu'aussitôt après les commandements correspondants faits par les commandants d'escadron (ou de régiment), devient la suivante :

Déployer l'escadron (*Aufmarsch* (1) *in Escadrons*);

Déployer le régiment (*Aufmarsch oder Deployiren im Regiment*);

Former la ligne de colonnes d'escadron;

Former la colonne de pelotons;

Former la colonne de régiment;

Former la colonne de brigade.

Refrain des têtes d'escadrons (*Escadrons-Teten-Ruf*) (2).

(1) Par *Aufmarsch* il faut entendre un déploiement au 4^{er} degré, amenant d'une façon générale la disparition de la profondeur. Par *déploiement* ou *Entwicklung*, il faut entendre le déploiement au dernier degré, c'est-à-dire la formation en ligne ou en bataille.

(2) Cette sonnerie, qui était depuis longtemps en usage dans les manœuvres de la cavalerie allemande, devient maintenant réglementaire. Elle a pour but d'indiquer que le mouvement à exécuter, et dont le signal suit immédiatement la sonnerie *Teten-Ruf*, s'adresse aux têtes de colonne des escadrons.

Pelotons demi-tour à droite ;

Pelotons à droite (à gauche) ;

Pelotons demi-à-droite (demi-à-gauche).

Tout déploiement dans le régiment, s'exécute maintenant des deux côtés à la fois. Les deux escadrons qui suivent celui de la tête se déploient vers la droite, les autres vers la gauche (1).

En revanche, le déploiement de la colonne de pelotons, dans l'escadron, se fait toujours vers la gauche.

Le titre II n'a pas été modifié.

Le titre III — *École de l'escadron* — contient les changements qui suivent :

L'escadron étant en bataille, le deuxième rang, comme on l'a déjà dit plus haut, est formé à 2 pas du premier (3 pas pour les ulans). En outre, le *Wachtmeister* (maréchal des logis chef) qui, autrefois, se plaçait à l'aile gauche du 4^e peloton, sur l'alignement des sous-officiers serre-files, se place maintenant à 2 pas en arrière de ces derniers, derrière le centre de l'escadron (2).

Dans les déploiements, ruptures ou passages d'une formation à une autre, après toutes les conversions par pelotons, le mouvement en avant est repris sans nouveau commandement (3) et à l'allure à laquelle on marchait précédemment.

Les conversions en bataille se font toujours, soit en marche, soit de pied ferme, à pivot mouvant.

Un nouveau paragraphe (§ 58) prescrit, dans une large mesure, l'usage des manœuvres à la muette, timidement indiqué autrefois au paragraphe 110 de l'ancien règlement.

Toutes les prescriptions se rapportant à la charge disparaissent du nouveau titre III, ainsi que des autres titres dans les-

(1) Il convient de rappeler que le régiment allemand se compose de cinq escadrons en temps de paix et de quatre en temps de guerre. Toutes les formations et tous les mouvements sont expliqués dans le règlement allemand, pour un régiment à cinq escadrons.

(2) S'il y a, dans l'escadron, un officier en serre-file, cet officier se place à deux pas derrière la ligne des sous-officiers serre-files en arrière de l'aile droite du 2^e peloton. Le maréchal-des-logis-chef se place sur son alignement, en arrière de l'aile droite du 4^e peloton.

(3) Antérieurement, on faisait le commandement : « En avant » (*Gera-deaus*) avec indication de l'allure.

quels elles figuraient précédemment; leur ensemble, avec les modifications qui y ont été apportées, constitue maintenant un titre nouveau, qui porte le n° VIII.

Pareillement, les paragraphes relatifs aux flanqueurs (*Flankiren*), disparaissent de ce titre III et, après avoir reçu une rédaction plus simple, sont reportés au suivant.

Celui-ci — le titre IV — ne contient que cinq paragraphes; d'ailleurs très courts, dont les trois derniers sont consacrés respectivement aux éclaireurs, aux patrouilles de combat et aux flanqueurs. Les éclaireurs sont destinés, aussitôt que l'escadron prend le dispositif de combat, à reconnaître le terrain dans la direction prévue pour l'attaque. Les flanqueurs ont pour mission, dès que l'on est en contact avec l'ennemi, de repousser ses patrouilles et ses cavaliers isolés; ils doivent aussi observer. Les patrouilles de combat ont pour but d'éclairer sur les flancs de l'ennemi et de rendre compte de tous les faits importants. Elles continuent ce service même pendant que l'escadron prononce son attaque.

Les distinctions faites par le règlement allemand entre ces trois services sont, on le voit, assez subtiles.

Le titre V est consacré à l'École du régiment. C'était, autrefois, une sorte de temple élevé, par le règlement de 1876, à la plus grande gloire de la *demi-colonne* (1), — cet instrument d'évolutions merveilleux qui, au dire du général v. Schmidt, devait être « le gage certain de la victoire »; — ce principe si fécond qu'il fallait « renoncer à en déduire toutes les conséquences »; — enfin, ce moyen de combat, disait le colonel v. Scherff, « le plus parfait pour bernier l'adversaire, pourvu toutefois, ajoutait-il comme correctif, qu'on le comprenne comme, seule jusqu'ici, la cavalerie prussienne a su le comprendre. »

Cette notion, en effet, eût été difficile à saisir, pour celles d'entre les cavaleries européennes que caractérisent des tendances accusées vers les moyens simples. D'ailleurs, au sein même de cette cavalerie prussienne, les détracteurs de la

(1) Voir au sujet de la *demi-colonne* la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 313 (1876).

demi-colonne n'étaient pas rares et certains même accusaient hautement l'idole d'avoir des pieds d'argile.

La Commission, présidée par le général v. Schlottheim, aurait-elle été précisément composée par les plus notables d'entre ces incroyables ? On le croirait, puisque le nouveau règlement, sans briser absolument l'ancien fétiche, — ce qui n'eût pas été dans le tempérament allemand, — ne lui accorde plus, dans son nouveau titre V, qu'un droit d'asile fort restreint, presque provisoire. C'est donc la déchéance de la demi-colonne qui marque le point saillant et caractéristique de la nouvelle rédaction du titre V. Ce sont les mouvements par les têtes de colonne (*Dirigiren der Tete*), qu'il est prescrit maintenant d'employer, dans la plupart des cas où l'on se servait autrefois de la demi-colonne. C'est le procédé simple, rapide et facile des règlements autrichien et français. Satisfaction est ainsi donnée aux partisans du « *Suivez-moi !* » dont le colonel Brix (1) s'était fait le champion convaincu.

La *Militär Zeitung* ne dissimule pas sa satisfaction (2) de voir qu'on s'est enfin décidé à substituer, dans les évolutions, aux obliques par troupe les mouvements par les têtes de colonne (3).

Le nouveau règlement n'entre pas dans le détail, relativement à la manière de diriger les têtes ; il laisse ainsi aux commandants d'escadron l'initiative dans le choix des moyens les plus simples et les plus rapides ; comparées à cette importante réforme, les autres modifications paraissent secondaires. Nous en avons déjà signalé plus haut se rapportant, l'une au mode plus rapide de

(1) *Gedanken*.

(2) *Militär Zeitung*, n° 27 du 3 juillet 1886.

(3) Les évolutions où ces mouvements « par les têtes de colonne » trouvent maintenant leur emploi sont les suivants :

1° Former la colonne du régiment, le régiment étant :

- (a) En demi-colonne par escadrons en colonne ;
- (b) En ligne de colonnes, ayant fait pelotons demi-à-droite ;
- (c) En colonne de pelotons ;
- (d) En demi-colonne.

2° Former la ligne de colonnes, le régiment étant :

- (a) En lignes de colonnes, ayant fait peloton demi-à-droite ;
- (b) En colonne de pelotons.

déploiement ; l'autre, à l'adoption de la sonnerie « *Teten-Ruf* ». Le *Militär Wochenblatt*, dans son numéro du 16 juin dernier, résume ainsi les autres innovations introduites :

« La sonnerie d'exécution (*Ausführungs Signal*) est supprimée ; les mouvements devront, dorénavant, être exécutés aussitôt, soit après la sonnerie même du mouvement, soit après le commandement qui, dans certains cas, doit la suivre immédiatement. Les sonneries, qui nécessitent ainsi un commandement de la part des commandants d'escadron, ne seront plus répétées par les trompettes accompagnant ces officiers.

Les formations échelonnées ne sont conservées qu'à titre de formations transitoires. Ces sortes de formations sont : d'une part, la demi-colonne de régiment par escadrons en colonne (*Regiment in Halb-Kolonnen in Teten*) (1) ; de l'autre, la demi-colonne de régiment par escadrons en ligne (*Regiment in Halb-Kolonnen in Escadrons*) (2).

Les commandants de régiment ne donnent plus leurs commandements que sous forme d'avertissements. Exemple : « Alignement ! » (*Einrichten.*) — Formez là ligne de colonnes (*Regiment, — Escadrons Kolonnen formiren*), etc. »

La formation du régiment en ligne de demi-colonnes (3) est supprimée.

Le titre VI — *Instruction ultérieure du régiment sur le terrain* — ne comprend qu'un paragraphe et n'introduit aucune modification nouvelle relativement à l'exploration sur le champ de bataille. Les patrouilles de combat sont en principe, conduites par des officiers ; les éclaireurs d'un régiment sont également dirigés par un officier ou, à défaut, par un sous-officier familiarisé avec ce service. C'est avec le sifflet que l'on mène, d'habitude, ces patrouilles ou ces éclaireurs.

(1) Régiment en ligne de colonnes, ayant fait têtes de colonne demi-à-droite. Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 540 (1886), fig. 3, p. 434.

(2) Régiment en ligne de colonnes, ayant fait têtes de colonne demi-à gauche, puis ensuite pelotons à droite. Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 540 (1886), fig. 4, p. 434.

(3) Voir même numéro que ci-dessus, fig. 4, p. 434.

Le titre VII — *École de la brigade* — ne comprend que cinq pages. A signaler les changements de désignation suivante :

La brigade en colonnes de régiments avec intervalle de déploiement s'appelle maintenant : *Brigades en colonnes de régiment* (1) (*Brigade in Regiments-Kolonnen*) et sans intervalle de déploiement : *Brigade en colonne de brigade* (*Brigade in Brigade Kolonne*).

Le titre VIII est entièrement rédigé à nouveau. Il est consacré à la charge (*Attacke*). Sous une forme claire, il condense en quelques paragraphes concis, toutes les prescriptions sur la matière, autrefois éparses çà et là dans l'ancien règlement. Il précise bien nettement les différentes manières de conduire la charge suivant l'arme qu'il faut attaquer et suivant la tournure du combat.

« Dans la charge contre la cavalerie — nous citons textuellement le nouveau règlement, — la ligne d'attaque doit être compacte et arriver au choc avec le maximum d'intensité possible. Les chevaux doivent être menés de façon à être encore en haleine lors de la mêlée et de la poursuite.

D'où résulte la nécessité de maintenir la troupe assez longtemps au trot et de ne prendre le galop d'abord, puis le train de charge ensuite qu'à courte distance. Toutefois, si l'occasion s'offrait de surprendre l'ennemi pendant qu'il se déploie ou qu'il manœuvre, il ne faudrait pas la laisser échapper, dût-on prendre le galop à une distance même assez considérable.

Si l'ennemi fait demi-tour et évite la charge, on lance à sa poursuite une partie de la ligne d'attaque déployée en fourrageurs, pendant que le reste des forces suit en ordre serré.

Dans la charge contre l'infanterie, le galop doit être pris de loin, en augmentant progressivement l'allure. Contre une infanterie intacte, la cavalerie chargera en formation profonde, fractionnée en lignes d'égale force. La première ligne aura pour mission d'ouvrir la brèche ; mais ce résultat ne sera généralement pas atteint du premier coup. Une deuxième et même une troisième ligne devront, en conséquence, renouveler cet effort et tâcher

(1) La première de ces formations est notre ligne de masses avec intervalle, et, la seconde notre ligne de masses sans intervalle.

de produire la brèche par ces chocs successifs. — La distance entre les lignes ne doit pas dépasser 200 pas. Les deuxième et troisième lignes pourront déborder la première d'un front d'escadron.

Dans la charge *contre l'artillerie*, il est avantageux de gagner le flanc de cette dernière, et de se tourner à la fois contre les batteries et contre les soutiens. Mais il sera bien rare que la configuration du terrain et les circonstances du combat favorisent une semblable attaque. On sera donc obligé de charger de front les batteries. La cavalerie se divise pour cela en deux lignes, dont la première prend la formation sur un rang (1), tandis que la seconde est formée d'escadrons à rangs serrés, marchant à de grands intervalles directement derrière la première ligne. Ces escadrons doivent se mettre en mouvement pour l'attaque, assez tôt pour que leur distance à la première ligne soit de 200 pas environ au moment de l'entrée dans la zone du feu de l'ennemi. Si le terrain ne permet pas d'approcher à couvert, on prendra le galop à grande distance et on allongera l'allure le plus possible. Une troisième ligne a pour mission de s'opposer à tout mouvement que pourrait tenter la cavalerie adverse pour dégager ses batteries. »

A signaler également la prescription suivante :

« Il pourra se présenter, dans le combat, telle circonstance où il soit nécessaire d'employer, coûte que coûte, la cavalerie contre de l'infanterie ou de l'artillerie intactes. Dans ce cas, le succès ne sera obtenu qu'en réunissant des *masses de cavalerie* et en poussant l'attaque à fond. »

Un régiment qui opère isolément ne se fractionne plus en deux lignes comme autrefois, pour marcher à l'attaque. Ce n'est que dans certains cas exceptionnels, lorsque, par exemple, les forces de l'ennemi le permettront, qu'il pourra conserver un escadron en échelon (2), afin de le lancer à propos dans la mêlée. Enfin,

(1) On a fait remarquer dans un précédent article — voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 655 (1886), — que le rôle de la première ligne est d'éteindre le feu des batteries pour permettre à la seconde ligne de produire le choc.

(2) Les *échelons offensifs* des Allemands sont les *garde-flancs* de notre règlement.

le régiment peut, dans certaines circonstances, charger en échelons, en particulier lorsqu'il devra s'élancer à l'attaque, soit pendant qu'il se déploie, soit immédiatement après un passage de défilé, soit enfin quand l'ennemi sera trop près pour qu'il puisse se déployer.

Une prescription réglementaire introduit le « hourrah » au moment de la charge. Certains s'en réjouissent, d'autres, au contraire, la blâment.

« C'est avec joie, écrit le *Militär Wochenblatt*, que nous saluons l'adoption définitive du hourrah, ce vieux cri de guerre prussien pour la cavalerie qui se lance à la charge. »

Par contre, la *Deutsche Heeres-Zeitung* (1) s'exprime ainsi : « Nous ne sommes pas partisans du « hourrah ». Quelque entraînant que soit ce cri de guerre, on peut présumer qu'il ne sera pas de nature à faciliter le rassemblement. Chacun sait, en effet, qu'il est aussi difficile d'arrêter un « hourrah » qu'un feu de tirailleurs. Qui crie, n'entend pas ! Et dans la cavalerie plus que dans toute autre arme, toute cause de désordre est à éviter. »

Toutefois, les inconvénients que signale ce journal militaire semblent perdre de leur gravité devant les prescriptions nouvelles relatives à la *poursuite*. Ces dernières portent, en effet, que les cavaliers ayant pris part au combat devront dorénavant pousser l'ennemi à outrance sans se rallier, comme autrefois, après la mêlée.

Le titre IX — *Instruction et emploi de la cavalerie sur plusieurs lignes* — est l'œuvre capitale du nouveau règlement. Les principes qu'il contient sur la *tactique des lignes* diffèrent absolument de ceux qui avaient présidé à la rédaction du titre correspondant (*titre VIII*) dans le règlement de 1876. Celui-ci, en effet, adoptait pour la division de cavalerie combattant pour son propre compte un fractionnement en trois lignes d'égale force, en vue d'arriver à la décision dans le combat par des efforts successifs ; le règlement de 1886, au contraire, prescrit l'emploi de trois lignes de force inégale, la première ligne étant constituée aussi fortement que possible et devant, pour ainsi dire, à elle seule mener le combat et en assurer le succès.

(1) N° 57 du 47 juillet 1886.

Au reste, vu l'importance du sujet, nous croyons devoir mettre sous les yeux de nos lecteurs le texte même du premier des trois chapitres, que comprend le titre en question :

« *Composition et fractionnement d'une division de cavalerie.*

— La force et la formation d'une division de cavalerie sont déterminées par l'ordre de bataille.

Les brigades sont désignées par le nom de leurs chefs.

La division de cavalerie, dans le combat contre la cavalerie, se fractionne, en général, en trois lignes d'inégale force.

Le commandant de la division se détermine, pour ce fractionnement, d'après le but à atteindre, les forces de l'ennemi, les dispositions prises par ce dernier et enfin d'après le terrain ; et cela, de façon à mettre en œuvre et à utiliser, en vue du combat, la totalité des forces de la division.

Prescriptions générales : forces et formation des lignes. —

Un principe fondamental est que, dans le combat contre la cavalerie, la division de cavalerie doit adopter un ordre et un dispositif de combat propres à assurer le succès de la première ligne et à éviter, à tout prix, qu'elle ne soit ramenée.

Il découle de là, pour le rôle, la force et la formation des trois lignes, les conséquences suivantes :

1^o) La première ligne est destinée à produire l'effort principal contre l'ennemi. Elle doit être suffisamment forte pour assurer le succès. Les régiments de grosse cavalerie y ont, en conséquence, leur place marquée.

Il faut, à tout prix, procurer à la première ligne la supériorité numérique sur celle de l'adversaire, afin de se donner la possibilité d'employer les escadrons des ailes, soit pour attaquer ou déborder le flanc de l'ennemi, soit pour protéger ses propres flancs. En général, on devra placer en première ligne la moitié des escadrons dont on dispose.

2^o) La deuxième ligne a pour mission principale, par son intervention directe et faite à propos, d'amener le succès de la première et de l'empêcher d'être repoussée.

Dans ce but, elle fractionne, en général, ses escadrons en deux groupes.

Le premier, le plus faible, — avec de grands intervalles dans les escadrons, — suit la direction de la première ligne.

Le deuxième, au contraire, composée de la majeure partie des escadrons, marche en arrière de l'une ou des deux ailes de la première ligne.

Les escadrons qui débordent les ailes forment garde-flancs.

Au cas où l'une des ailes de la première ligne serait particulièrement menacée, la partie de la deuxième ligne débordant les ailes, serre à demi-distance sur la première ligne.

En général, la deuxième ligne comprend le *tiers* des escadrons de la division.

3°) La *troisième ligne*, soit la sixième partie des forces de la division, constitue la réserve spéciale du commandant. On doit l'employer sans hésitation, si son intervention doit être décisive pour l'issue du combat.

L'inconvénient résultant d'un pareil fractionnement, est, il est vrai, de briser l'autonomie des brigades; mais en face de la nécessité de donner à la première ligne un rôle prépondérant, toute autre considération doit être écartée.

4°) Aussi longtemps qu'on sera dans l'incertitude au sujet de l'aile de la première ligne à renforcer, et de la formation à faire prendre à la deuxième ligne, on fera bien de disposer en arrière de la brigade de tête les deux brigades de queue. Chacune sera disposée derrière une aile de la première ligne et à la même distance de celle-ci.

La brigade, dont le régiment intérieur doit renforcer la première ligne, emploiera son régiment extérieur en deuxième ligne pour déborder l'aile de la première du côté menacé; l'autre brigade disposera son régiment intérieur, avec de grands intervalles entre les escadrons, en deuxième ligne, en arrière de la première, tandis que son régiment extérieur sera arrêté pour constituer la troisième ligne.

Dans ce cas seulement, la deuxième ligne n'obéira pas à un chef unique.

Distance entre les lignes. — La distance entre les lignes est de 300 pas, entre la première ligne et la deuxième, et de 450 pas, entre la première et la troisième.

Le terrain, et d'autres circonstances particulières, rendent souvent nécessaire de modifier ces distances.

Au moment de l'attaque, ces distances peuvent être diminuées, mais jamais augmentées.

Rôle du commandant de la division et des chefs de ligne.

Le commandant de la division jouit, pour remplir le rôle qui lui incombe, de la plus entière indépendance. Il est responsable de la mise à profit rapide et énergique des moments favorables du combat et de l'emploi judicieux de sa troupe. Il doit se garder d'éparpiller la division et veiller particulièrement à ce que l'on n'emploie pas des lignes entières alors que des fractions plus faibles suffiraient.....

Il n'a jamais d'ordres à attendre pour entrer en action.....

Il dirige sa division au moyen d'avertissements ou d'ordres très courts, communiqués aux chefs de ligne par ses adjudants ou ses officiers d'ordonnance. Ce n'est que dans des circonstances exceptionnelles qu'il dirige les mouvements d'une ligne par des commandements ou des sonneries. Il donne aux chefs de ligne les indications générales en vue du combat.

Le chef de la première ligne se place en avant et au centre de sa ligne, qu'il dirige d'après les principes de l'école de brigade.

Le chef de la deuxième ligne choisit sa place devant le gros des escadrons qui débordent du côté de l'aile menacée. Il doit suivre les péripéties du combat de la première ligne et ne pas cesser de suivre les mouvements de l'ennemi, afin d'entrer rapidement en ligne.

Le chef de la troisième ligne se place devant sa ligne. Il maintient sa troupe à la disposition du commandant de la division; mais, si l'occasion se présente, il doit, sans attendre d'ordres, agir pour son propre compte.

Patrouilles de combat. — Éclaireurs.

Chaque ligne pousse des patrouilles de combat sur ses flancs extérieurs.

Les éclaireurs sont envoyés par les régiments, en avant du front et sur les flancs, comme il est prescrit à l'école de régiment. »

Le chapitre II traite des *exercices de la cavalerie sur plusieurs lignes*. Il n'a reçu que de très légères additions dans son

texte. La *Revue* en a publié la traduction *in extenso* en 1880 (1). Nous nous permettons d'y renvoyer nos lecteurs.

Le chapitre III et dernier, se rapporte à l'emploi de la cavalerie sur plusieurs lignes.

Il n'innove rien sur le mode d'action de la première ligne. Celui de la seconde ligne, au contraire, est modifié du tout au tout.

Il ne s'agit plus, comme autrefois, de recueillir la première ligne, au cas où cette dernière serait ramenée. Les escadrons qui suivent directement la première ligne doivent se jeter sur les détachements ennemis qui auraient réussi à la traverser. Leur mission principale est de déterminer une prompte décision dans le combat, lors de la mêlée, quand l'action semble traîner.

Le gros des escadrons de cette seconde ligne, qui débordent du côté de l'aile menacée, doit être prêt à parer à une attaque de flanc faite par l'ennemi et à se jeter sur l'aile extérieure de cette attaque.

Un escadron au moins, doit déborder du côté de l'aile de la première ligne qui n'est pas protégée par le gros des escadrons de la deuxième. La troisième ligne est en principe formée en colonne de régiment.

Le commandant de la division décide si elle doit se placer en arrière du centre ou derrière une aile.

Ce troisième chapitre traite enfin, dans son dernier paragraphe, de l'emploi de l'artillerie attachée aux divisions de cavalerie.

Le texte de ce paragraphe a été reproduit *in extenso*, avec les commentaires qu'il comporte, dans un des derniers numéros de la *Revue* (2).

En résumé, le règlement du 10 avril 1886, comparé à celui du 15 juillet 1876, peut être caractérisé par les trois points suivants :

Simplifications introduites dans les mouvements ;

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 510 (1880), p. 440 et 441, § 240 et 241.

(2) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 655, 30 septembre 1886.

Tendance marquée à s'affranchir de la demi-colonne comme instrument systématique d'évolutions ;

Adoption d'une nouvelle *tactique de lignes* conforme aux principes du grand Frédéric.

A ces trois points de vue, il y a progrès réalisé. Mais il semble que ce corps de doctrines n'ait pas encore toute la simplicité qui lui imprimerait un caractère définitif. Aussi, sans être taxé de dénigrement, il est permis d'affirmer que le nouveau règlement ne marque qu'un nouveau pas en avant dans l'évolution qui entraîne la cavalerie allemande depuis le commencement du siècle.

(97)

NOUVELLES MILITAIRES

AUTRICHE-HONGRIE

DISPOSITIONS RELATIVES AU PORT DE L'UNIFORME. — La *Revue militaire de l'Étranger* annonçait dernièrement (1) la publication d'un nouveau *règlement de service* à l'usage des troupes de l'armée austro-hongroise. Ce règlement, approuvé le 20 juin dernier, est en vigueur depuis le 1^{er} août. Il renferme, en matière de tenue, quelques innovations d'une certaine importance, ayant toutes pour but de rehausser le port de l'habit militaire, et d'en interdire l'emploi dans toutes les circonstances où il présente des inconvénients, soit au point de vue de la dignité de l'uniforme, soit au point de vue de la discipline. Voici les plus importantes de ces dispositions :

Les officiers de l'armée active sont autorisés à porter des vêtements civils pour les excursions à pied dans les montagnes, la chasse, la pêche, les exercices de sport et les saisons de cure aux eaux minérales. Cette tolérance nouvelle constitue une dérogation grave aux habitudes de l'armée austro-hongroise, dans laquelle le port de vêtements civils était jusqu'à présent absolument exceptionnel, l'exemple étant donné, sous ce rapport, par l'Empereur lui-même. Grâce à cette latitude, les officiers pourront se livrer à certaines distractions, sans déparer l'uniforme par le port d'accessoires peu militaires, tels que sacs de touristes, carniers, cannes à pêche, etc.

Une autre disposition du règlement restreint aux périodes d'appel et à certaines cérémonies le droit, pour les officiers de réserve et de la partie non active de la landwehr, de porter la tenue militaire. La considération due à l'uniforme paraît, en effet, devoir être réservée, autant que possible, à ceux qui consacrent leur existence au service, et qui sont désignés, en Autriche, par le nom d'*officiers de vocation*.

Une disposition nouvelle et intéressante du règlement de service porte que les hommes de troupe renvoyés en congé avec un vêtement militaire ne sont autorisés à le porter que *jusqu'à leur domicile*. La *Militär Zeitung* donne pour raison de cette mesure « que beaucoup d'hommes libérés, circulant en uniforme, se croyaient dispensés de

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 645, 4^{re} semestre 1896.

rendre les honneurs aux officiers. Il en résultait le plus fâcheux effet pour la discipline, effet d'autant plus regrettable que la police ne pouvait prendre aucune mesure répressive contre ces hommes habillés militairement ». La réglementation nouvelle met les hommes libérés dans l'obligation de revêtir immédiatement leurs effets civils, sous peine d'une condamnation pour port illégal d'uniforme.

NOUVEAU RÈGLEMENT DE MANŒUVRES POUR L'ARTILLERIE.—Il vient de paraître une nouvelle édition du *Règlement d'exercices de l'artillerie*, renfermant quelques innovations qui méritent d'être signalées :

Au point de vue des manœuvres proprement dites, on peut noter l'introduction du déploiement en avant de la section et de la batterie pendant la marche oblique, et l'adoption de la *colonne double* pour les divisions de batteries à cheval. Cette dernière formation s'obtient en réduisant à 30 pas l'intervalle normal des batteries en ligne de colonnes. Les batteries des divisions d'artillerie à cheval étant au nombre de deux, on forme ainsi une colonne de peu de largeur, pouvant exécuter aisément tous les mouvements de flanc et se déployer très rapidement en avant, chacune des batteries exécutant son déploiement en dehors du centre de la colonne. La colonne double est très maniable et paraît être une heureuse innovation pour les batteries appelées à suivre les troupes de cavalerie.

Pour les marches, le règlement recommande, avec plus d'insistance qu'auparavant, l'emploi des routes jusqu'au moment où il est absolument nécessaire de les quitter. On éviterait, par la stricte observation de cette règle, bien des fatigues, imposées inutilement aux attelages de l'artillerie. Il est en outre prescrit, dans les marches à travers champs, d'envoyer en avant un ou deux sous-officiers, chargés de signaler les obstacles et d'indiquer les points de passage.

Dans les colonnes de cavalerie la place de l'artillerie à cheval est près de la tête du gros. Dans les corps de cavalerie composés de plusieurs brigades, elle doit être placée à la queue de l'avant-garde.

Enfin, on a supprimé la disposition ancienne, ordonnant la retraite au pas sur le champ de bataille ; l'effet moral produit par la retraite de l'artillerie aux allures vives est moins fâcheux qu'autrefois, puisque l'infanterie engagée en première ligne ne voit plus le mouvement ; les batteries peuvent ainsi gagner plus vite une position en arrière, et rentrer plus tôt dans la lutte.

Les remaniements les plus importants du règlement ont trait à la conduite du feu et au service des munitions sur le champ de bataille.

Les prescriptions relatives au premier de ces points ont reçu une grande extension, elles prévoient l'emploi des diverses espèces de projectiles : obus, shrapnels, obus incendiaires et boîtes à mitraille, les différents modes de pointage et de tir, et indiquent dans chaque cas le rôle des chefs de section, des pointeurs, etc. (1).

Les modifications introduites dans le service des munitions ont pour but de diminuer les pertes résultant du feu de l'ennemi ; on peut les résumer ainsi :

Le 1^{er} échelon de caissons, formé de la moitié des voitures de munitions, qui devait jusqu'ici se placer à une distance de 50 à 100 pas des pièces, est autorisé à s'éloigner jusqu'à 200 pas ; le 2^e échelon, formé de la seconde moitié des caissons, reste, comme auparavant, à 500 ou 600 pas des pièces. La réserve en hommes, jusqu'à présent réunie tout entière au 2^e échelon, se divise maintenant en deux groupes dont l'un, formé pour les batteries montées d'un brigadier non monté et de 12 servants, pour les batteries à cheval d'un brigadier monté et de 6 servants, est rattaché au 1^{er} échelon.

Lorsque le feu est conduit lentement, les munitions peuvent être prises d'abord aux caissons du 1^{er} échelon, soit qu'une ou deux (2) voitures de munitions se placent à proximité des pièces, soit que les hommes de la réserve attachés au 1^{er} échelon transportent les munitions jusqu'à la batterie. Les projectiles sont déposés sur le sol, à cinq pas des pièces. Si le feu est plus vif, on utilise d'abord les munitions des avant-trains, puis, lorsque les coffres de ceux-ci sont devenus vides, ils sont mis à l'abri derrière quelque couvert ou, à défaut, placés sur le flanc de la batterie (2), ou même conduits jusqu'au 1^{er} échelon de caissons. Il faut cependant qu'ils puissent se porter rapidement vers les pièces et n'en soient séparés par aucun obstacle. Ils sont remplacés par un ou deux (3) caissons qui viennent s'établir derrière les pièces ; là on les dételle, et les attelages sont conduits vers les avant-trains ou mis à couvert à proximité. Le remplacement des munitions se fait ainsi en laissant le moins de monde possible exposé au feu ; les hommes de remplacement sont prélevés sur le 1^{er} échelon, qui se reconstitue avec les ressources du deuxième.

Citons en terminant quelques nouvelles dispositions de détail,

(1) Voir, pour les règles de tir actuelles, la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 650, 2^e semestre 1886.

(2) Un pour les batteries à cheval, deux pour les batteries montées.

(3) Il était déjà de règle de mettre les avant-trains vides à l'abri, mais le nouveau règlement est plus précis au sujet des dispositions à prendre à cet égard.

telles que : la diminution du rayon des courbes à décrire par les voitures, dans les mouvements de demi-tour ; la suppression des sonneries à l'école de section, et la réduction notable du nombre des sonneries réglementaires de l'école de batterie ; l'introduction du sifflet pour attirer, pendant le tir, l'attention des gradés sur le commandant de la batterie, lorsque celui-ci veut donner un ordre ou une indication à ses subordonnés, etc.

Mentionnons, enfin, une modification apportée à la partie du règlement relative aux manœuvres à pied, dans laquelle on a introduit, pour l'artillerie de forteresse, le maniement d'arme et diverses instructions sur l'emploi du fusil, qui étaient autrefois séparées du règlement général.

MODIFICATIONS AU SERVICE DE LA TRÉSORERIE MILITAIRE.— On sait qu'il existe en Autriche-Hongrie un service militaire de Trésorerie dont il a été récemment question dans la *Revue militaire de l'Étranger* (1). Un décret du 4 octobre dernier (2) vient de faire subir à ce service plusieurs modifications d'une certaine importance.

Il existait jusqu'ici, sous la direction du ministère de la guerre, deux caisses distinctes : l'une, dite *Caisse militaire des dépôts*, avait la gestion des fonds provenant des fondations de toute sorte faites en faveur de l'armée, des cautionnements de mariage déposés par les officiers (3), des cautionnements proprement dits des comptables, et de toutes les valeurs étrangères qui lui étaient confiées par le ministère ; l'autre, la *Caisse militaire universelle*, n'avait pas d'attributions spéciales et fonctionnait dans les mêmes conditions que les caisses militaires ordinaires. Le personnel de chacun de ces deux établissements comprenait : un directeur, un payeur militaire, des employés de caisse au nombre de 4 pour le premier et de 3 pour le second, et un stagiaire.

Ces deux administrations viennent d'être fondues en une seule, portant le nom de *Caisse du ministère de la guerre* et réunissant leurs attributions respectives. Le personnel qui lui est attaché se compose :

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 644, 4^e semestre 1886, p. 408.

(2) *Verordnungsblatt* du 15 octobre.

(3) Le règlement qui oblige les officiers à justifier d'un certain apport dotal, les oblige en outre à le conserver intact, en les astreignant à un dépôt d'une valeur égale à la dot réglementaire. Les titres déposés portent naturellement intérêt.

d'un directeur, d'un payeur, de six employés de caisse et d'un stagiaire.

Le personnel des autres caisses militaires vient d'être également modifié et réglé à nouveau de la manière suivante :

Caisses de	Directeur.	Payeur.	Employés.	Stagiaires.	Total.
Vienne.	1	»	4	1	6
Budapest.	»	1	3	»	4
Josefstadt.	»	1	2	1	4
Serajevo.	»	1	4	1	6
Succursale de Mostar .	»	»	2	»	2

En temps de guerre, le personnel de ces établissements est légèrement diminué pour faire face aux besoins des armées d'opérations.

Ces divers changements ont entraîné une nouvelle organisation du corps des *employés des caisses militaires*, dont l'effectif est sensiblement diminué; il y aura désormais :

1 directeur de 1^{re} classe,
 1 — de 2^e classe,
 4 payeurs,
 8 employés des comptes de 1^{re} classe,
 6 — — de 2^e classe,
 7 — — de 3^e classe,
 4 stagiaires.

31 employés, au total.

Enfin, ce corps qui, jusqu'à présent, se recrutait parmi les employés des grades inférieurs et conjointement, jusqu'au grade de payeur exclusivement, parmi les officiers des troupes et des établissements de l'armée, perdra ce recrutement latéral; à l'avenir, les vacances dans les divers emplois seront uniquement réservées aux employés de la classe ou du grade immédiatement inférieur.

Le Gérant : L. BAUDOUIN.

Paris. — Imprimerie L. BAUDOUIN et C^e, rue Christine, 2.

REVUE MILITAIRE

DE L'ÉTRANGER

N° 658

15 Novembre

1886

SOMMAIRE

Notice sommaire sur la constitution et le fonctionnement de l'armée indigène des Indes anglaises. — A propos de la dernière invasion de la Russie, par Sarmaticus (suite). — Essai d'un fusil à répétition dans l'armée italienne. — Ponts de campagne jetés par la cavalerie allemande. — Nouvelles militaires.

NOTICE SOMMAIRE

SUR

LA CONSTITUTION ET LE FONCTIONNEMENT DE L'ARMÉE INDIGÈNE DES INDES ANGLAISES

La *Revue militaire de l'Étranger* a publié, au printemps de 1885 (1), — quand la guerre paraissait imminente dans l'Asie centrale, — deux études sommaires sur la composition de l'armée indigène des Indes et sur celle des forces britanniques employées en permanence dans cette possession.

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 621 et 622 (1885).

Quoique les menaces de guerre que nous venons de rappeler n'aient pas abouti, et qu'on puisse espérer voir se prolonger l'entente pacifique établie, depuis lors, entre les deux grandes puissances rivales, il convient d'achever le tableau, en étudiant de plus près les conditions de l'organisation et du fonctionnement de l'armée anglo-indienne, conditions exceptionnelles comme le milieu pour lequel elles ont été créées, et qui sont à peu près inconnues en Europe.

Au surplus, cet essai pourra sembler de circonstance dans un moment où, par suite du développement donné par plusieurs puissances européennes à leurs acquisitions coloniales, presque toutes situées comme l'Inde anglaise en pays tropical, on doit mettre à l'étude un peu partout la question des institutions militaires dont il faut doter ces possessions.

Tel est le but de l'exposé sommaire qui suit, et dont les principales données ont été extraites de l'*Annuaire général de l'Inde* (*India List* — 1885), du Budget des prévisions de l'armée de l'Inde pour le dernier exercice financier (*India military Budget estimate for the year 1885-86*) et du Tableau d'organisation des troupes anglo-indiennes en campagne (*Field service equipment Tables*. — 1885).

1. — Composition et effectif de l'armée anglo-indienne.

L'empire anglo-indien, auquel sont rattachées politiquement et militairement la Birmanie, les stations du golfe Persique et la possession d'Aden, est occupé par une force mixte, composée, pour un tiers environ, de corps de troupe de l'armée britannique, et, pour les deux autres tiers, de corps indigènes. L'effectif de ces forces, modifié lors de la réorganisation de 1859, était en chiffres ronds jusqu'à la fin de 1885, de 185,000 hommes, savoir : 60,000 Anglais et 125,000 natifs, soit à peu près 1 Européen pour 2 indigènes. Cette proportion va se trouver modifiée en vertu des dispositions de la loi de finances du 13 mars 1886, pour ce qui concerne le nombre des soldats anglais de ce contingent. L'effectif budgétaire vient en effet d'être, pour l'exercice 1886-87, fixé au chiffre de 68,496 hommes ; quant à l'effectif de l'armée indigène, il reste jusqu'à nouvel ordre, sensiblement le même, malgré la nouvelle annoncée à grand bruit par la

presse de l'Inde, d'un renforcement correspondant de l'armée native (1).

Les troupes britanniques et natives, quoique également subordonnées au général commandant en chef l'armée des Indes (2) (*Commander in chief in India*) et aux généraux commandant en sous-ordre le territoire, sont absolument distinctes les unes des autres. Le principe fondamental, posé dès la création de la Compagnie des Indes et scrupuleusement maintenu depuis, a toujours été, en effet, de séparer entièrement les deux éléments ; un autre principe, conséquence du premier et auquel les chefs de l'armée semblent tenir non moins rigoureusement, est l'absence complète d'hommes de troupe européens dans les cadres inférieurs de l'armée native, un Anglais, fût-il simple soldat, ne devant jamais être directement subordonné à un Asiatique, quel que soit son rang.

Cette double règle semble en opposition avec les idées modernes et peut être discutée à ce titre ; on ne saurait nier du moins

(1) A la suite des menaces de guerre du printemps de 1885, il avait été décidé de renforcer tout d'abord l'armée native : 1^o par la création d'un 4^e escadron dans chacun des régiments de cavalerie indigène ; 2^o par celle de deux nouveaux régiments de cavalerie du Bengale ; 3^o par la formation de cinq nouveaux bataillons de Goorkhas. Ce renforcement a été opéré en ce qui concerne la cavalerie ; les quatrièmes escadrons et les deux nouveaux régiments (n^{os} 17 et 18), ont, en effet, été créés dès la fin de 1885. Quant aux bataillons de Goorkhas, il en a été seulement formé deux ; la création des trois autres, pour laquelle les bons éléments de recrutement semblent avoir fait défaut, a été indéfiniment ajournée.

La formation des quatrièmes escadrons, prélevés en très grande partie sur les escadrons existants, ne constitue pas un véritable renforcement d'effectifs ; celle des 2 régiments de cavalerie et des 2 bataillons de Goorkhas représente seulement une augmentation de 2,600 hommes.

(2) Au point de vue du *commandement militaire*, le général commandant en chef l'exerce au même titre sur les troupes anglaises et natives. Au point de vue du *commandement* qu'on pourrait appeler *administratif*, le général relève : pour les troupes anglaises, du *War Office* et du *Horse Guards* ; pour les troupes natives, du *Vice-Roi en Conseil*, à qui appartiennent, en ce qui concerne l'armée indigène, toutes les prérogatives de la Couronne. Le Conseil comprend, à cet effet, un membre militaire, qui est en quelque sorte le *Ministre de la guerre* de l'armée native ; le général en chef en est également membre de droit. L'élément militaire est donc représenté au Conseil par deux officiers généraux, sur un total de six membres, présidé par le Vice-Roi.

qu'elle ait grandement contribué à maintenir le prestige du soldat européen sur « l'homme à peau jaune ». Les réformateurs les plus radicaux de l'organisation surannée de l'Inde anglaise ne paraissent avoir jamais songé à y contrevenir.

Les troupes britanniques employées aux Indes (1) comprenaient jusqu'au printemps de cette année :

Infanterie.

50 bataillons (à l'effectif de 884 hommes de troupe).

Cavalerie.

9 régiments à 3 escadrons (à l'effectif de 454 hommes de troupe).

Artillerie.

50 batteries de campagne (dont 10 à cheval), à l'effectif de 157 hommes de troupe ;

4 batteries lourdes (pièces de siège), à l'effectif de 95 hommes de troupe ;

5 batteries de montagne (à l'effectif de 106 hommes de troupe) ;

17 batteries de forteresse (à l'effectif de 115 hommes de troupe).

Les 8,000 hommes dont elle vient d'être augmentée ont permis de créer 9 quatrièmes escadrons et 4 batteries, dont 2 à cheval, de renforcer de 128 hommes chaque bataillon d'infanterie et de compléter certains personnels auxiliaires. Grâce à l'envoi de ces renforts, le contingent britannique atteint actuellement, comme il a été dit, un effectif total d'environ 68,000 hommes.

Les troupes indigènes se composent, depuis la fin de l'automne de 1885, de :

Infanterie.

125 bataillons (à l'effectif de 816 hommes de troupe).

(1) On sait que ces troupes *font partie intégrante* de l'armée de la métropole et n'ont, en aucune façon, le caractère des troupes coloniales ; elles stationnent, en principe, aux Indes 12 années consécutives et sont relevées périodiquement (sans que cette mesure ait un caractère de régularité absolue), par des unités du même ordre de l'armée de la Reine.

Cavalerie.

40 régiments à 4 escadrons (à l'effectif de 608 hommes de troupe).

Artillerie.

6 batteries de montagne du Pundjab et du Sindh (à l'effectif de 74 hommes de troupe);

4 batteries de campagne à (l'effectif de 157 hommes de troupe);

1 batterie de forteresse du Pundjab (à l'effectif de 75 hommes de troupe).

Génie.

3 bataillons de sapeurs-mineurs formant un total de 25 compagnies (à l'effectif de 123 hommes de troupe par compagnie).

Soit un effectif total actuel d'environ 128,000 hommes.

En dehors du cas de guerre, ces diverses troupes, anglaises ou indigènes, ne sont pas groupées en divisions et brigades; elles sont réparties dans les garnisons, suivant les nécessités de la garde du territoire ou les éventualités politiques du moment, et directement subordonnées, sans distinction d'arme, aux officiers généraux investis du commandement territorial.

En cas de mobilisation, il avait été admis, jusqu'à présent, que les troupes anglaises et natives devraient être groupées, dans les divisions et brigades mobiles, suivant la règle de proportion signalée plus haut, savoir, à raison d'un bataillon ou d'un régiment anglais pour deux unités de même ordre de l'armée native.

Depuis qu'on a dû envisager les chances d'une guerre contre un ennemi européen, plus sérieux que les adversaires indigènes du passé, on a décidé, semble-t-il, de modifier cette proportion et d'introduire désormais *par moitié* les troupes anglaises dans les unités mobilisées. Il est à peine utile de faire remarquer que cette disposition ne s'applique ni à l'artillerie, qui est presque en totalité anglaise, ni aux troupes du génie, où les Anglais ne figurent guère que dans les états-majors.

Certains publicistes, même Anglais, ont parfois émis l'opinion que l'entretien de l'armée des Indes est onéreux pour la métropole; disons de suite que cette observation est le résultat d'une erreur de fait.

Le budget de l'Inde paye intégralement les services de tous les officiers et hommes de troupe, Anglais ou natifs, qui font partie, à un titre quelconque, de l'armée d'occupation; il paye même les frais de recrutement et de transport des officiers et des hommes de remplacement, comme aussi les pensions des uns et des autres, après leur mise à la retraite. Dans ces conditions, on peut non seulement affirmer que l'armée anglo indienne ne coûte rien à la métropole, mais même que l'Inde décharge le budget du Royaume-Uni d'une partie des dépenses auxquelles il devrait faire face, si, du jour au lendemain, cette admirable possession venait à échapper à l'administration de l'Angleterre.

Les troupes britanniques employées aux Indes restent soumises aux lois et règlements en vigueur dans l'armée anglaise de la métropole, et dont le détail est connu des lecteurs de la *Revue*. Leur fonctionnement ne diffère de celui des troupes employées en Angleterre que par certaines modifications dans la tenue, le chiffre des soldes et les conditions matérielles d'existence, détails d'un intérêt secondaire et qui devront faire l'objet d'une autre étude.

Les troupes indigènes ont, au contraire, une législation toute spéciale, hérissée de complications qui sont comme des reliques du passé, mais néanmoins très pratique, comme on le verra, dans ses résultats, et qui offre un curieux sujet d'étude.

Nous nous occuperons seulement ici de ces troupes, et nous essayerons de marquer les traits principaux de leur organisation en ce qui concerne l'infanterie et la cavalerie, les seules armes, à proprement parler, qui constituent l'armée native (*native army*) des Indes anglaises.

II. — Organisation et recrutement de l'armée native.

(Infanterie et cavalerie.)

A. Les troupes d'infanterie de l'armée indigène des Indes sont toutes formées en bataillons indépendants, à 8 compagnies, improprement dénommés régiments. Sauf des différences presque insignifiantes, dans certains corps recrutés d'éléments spéciaux, la composition de ces bataillons est identique.

Ils comprennent :

9 officiers anglais, dont 1 médecin ;

16 officiers indigènes, 1 capitaine (*subadar*) et 1 lieutenant (*jemmadar*) par compagnie;

40 sergents (*havildars*), dont 1 *pay-havildar* (fourrier) par compagnie;

40 caporaux (*naïks*);

16 tambours,

Et 720 soldats (*sepoys*).

Les 8 officiers anglais combattants se décomposent comme suit :

1 colonel ou lieutenant-colonel commandant le bataillon;

2 lieutenants-colonels ou majors commandants de demi-bataillon (*wing commanders*) (1);

3 capitaines ou lieutenants, adjoints des commandants de demi-bataillon (*wing officers*);

1 capitaine ou lieutenant (*wing officer*) faisant fonctions d'adjudant de bataillon;

1 capitaine ou lieutenant faisant fonctions de *quartier master* (officier d'habillement, de casernement et d'armement);

Plus, 1 médecin de bataillon, généralement du grade de *surgeon*, correspondant au rang de médecin-major de 2^e classe.

La cavalerie indigène de l'armée des Indes est formée en régiments organisés, depuis l'automne de 1885, à 4 escadrons, — chacun d'eux formant lui-même 2 *troops* (demi-escadrons). A l'exception d'un petit nombre de ces régiments, dits de cavalerie irrégulière, qui ont un cadre plus restreint d'officiers européens, tous sont organisés sur le même type, composés comme il suit :

11 officiers anglais, dont un médecin;

17 officiers indigènes, savoir 4 capitaines en premier (*ressaidars*);

4 capitaines en second (*ressaidars*), 8 lieutenants (*jemmadars*) et un *Woordie major* (adjudant-major indigène);

8 maréchaux des logis chefs (*kote duffadars*), à raison d'un par *troop*;

1 fourrier de régiment (*furrier major*) et 1 sous-officier vétérinaire indigène (*salootrie*);

(1) Il peut arriver, dans certains cas, que l'emploi de *wing commander* soit rempli par un capitaine. (Voir à ce sujet les paragraphes de la solde et de l'avancement.

56 maréchaux des logis (*duffadars*) dont un fourrier par *troop* ;

8 trompettes ;

8 cavaliers montés à dromadaire (*camel-sowars*) ;

Et 528 cavaliers (*sowars*).

Les 10 officiers anglais comprennent :

1 colonel ou lieutenant-colonel commandant le régiment ;

4 officiers supérieurs ou capitaines, commandants d'escadron (*squadron commanders*), le plus ancien ayant, avec le commandement du 1^{er} escadron, le titre de commandant en second du régiment (*second in command*) ;

5 officiers (majors, capitaines et lieutenants), adjoints aux commandants d'escadron (*squadron officers*), parmi lesquels l'un d'eux fait fonction d'*adjutant* et de *quarter master*.

Comme dans l'infanterie, le médecin (*medical officer*) est généralement du grade de *surgeon* (médecin-major de 2^e classe).

Sauf quelques rares officiers provenant de l'armée de la Compagnie et que régissent encore les règles administratives antérieures à 1861, tous les *officiers anglais* servant dans les corps natifs d'infanterie ou de cavalerie font partie de ce qu'on appelle l'*Indian Staff Corps* ou cadre spécial de l'armée indigène (1). Provenant tous de l'armée britannique, d'où ils sont admis à passer avec leur grade dans l'armée native, à la condition de n'être pas au service depuis plus de 7 ans, ces officiers sont ensuite astreints à servir dans le *Staff Corps*, jusqu'au terme de leur carrière.

Aucune exception n'est admise à cette règle *absolue*, même dans le cas de maladies ou de blessures contractées au service. L'officier peut être alors retraité par anticipation, mais n'est *jamais* admis à rentrer par permutation dans l'armée britannique.

Comme compensation à cette disposition rigoureuse, qui a

(1) Le compte rendu décennal sur les progrès matériels et moraux réalisés dans l'Inde, soumis au Parlement, le 24 juillet 1885, pour la période

pour objet de maintenir la fixité du personnel et la conservation des traditions, l'officier du *Staff Corps* jouit, comme il sera dit plus loin, de congés périodiques, d'avantages considérables de solde et d'avancement, enfin et surtout, de pensions de retraite très élevées, qui dépassent de près du double celles, déjà fort largement calculées, des officiers de l'armée de la Reine.

Les *officiers indigènes* sortent tous du rang (1). Il est fort rare qu'un natif atteigne le grade de *jemmadar* (lieutenant) avant d'avoir accompli quinze ans au moins de service. L'avancement de ces officiers, qui se fait à l'ancienneté par sélection, est, en toute hypothèse, limité au grade de capitaine (*subadar* ou *ressaldar*); aucune assimilation n'est établie entre eux et les officiers de l'*Indian Staff Corps*.

Ces officiers natifs sont pourtant les véritables, on peut dire les seuls officiers de compagnie ou d'escadron de l'armée indigène. Ils sont subordonnés au *subadar* ou *ressaldar major* (capitaine le plus ancien) du bataillon ou du régiment, qui jouit vis-à-vis d'eux, en ce qui concerne le service intérieur du corps, de l'autorité d'un officier supérieur; mais ce vieil officier lui-même reste toujours un subalterne vis-à-vis de l'officier anglais le plus jeune du corps. D'ailleurs, ni les officiers subalternes, ni même les hommes de troupe de l'armée anglaise, ne sont astreints, vis-à-vis des officiers natifs, à aucune marque extérieure de respect.

de 1873-1883, définit comme il suit la constitution de l'*Indian Staff Corps* :

« L'état-major spécial de l'armée des Indes (*Indian Staff Corps*) a été
« constitué par décret royal de 1864 et formé du mélange d'éléments appar-
« tenant à l'armée de la Compagnie avec ceux de l'armée de la Reine. Il
« consiste en un corps fermé, composé d'officiers soumis à des règles spé-
« ciales en matière de solde, d'avancement et de retraite, et recruté, partie
« parmi les officiers de la Compagnie déjà pourvus de certains emplois,
« partie parmi des officiers choisis de l'armée de la Couronne. Les officiers
« du *Staff Corps* sont susceptibles, dans une certaine limite de nombre,
« d'être employés dans les services civils de l'Inde. »

(1) Cette règle, absolue pour l'infanterie, subit quelques dérogations dans la cavalerie, où on admet exceptionnellement, avec le grade d'officier natif, certains jeunes gens de familles riches et influentes, qui amènent avec eux sous les drapeaux un certain nombre de chevaux et de cavaliers volontaires; cette disposition, assez discutée d'ailleurs, vient de recevoir encore son application lors de la formation des deux nouveaux régiments de cavalerie de l'armée du Bengale.

Les règles relatives à la solde, à l'avancement et à la mise à la retraite des officiers natifs sont entièrement différentes de celles qui régissent les officiers anglais. Les premiers vivent dans les cantonnements, presque confondus avec la troupe; leur existence est, par là même, complètement séparée de celle des officiers anglais, ce que facilitent, d'ailleurs, les principes religieux des Hindous et l'obligation qui leur est imposée de s'abstenir de toute nourriture animale et de ne manger que des aliments préparés par eux-mêmes.

Les *gradés* des régiments natifs sont tous exclusivement indigènes, en vertu du principe exposé plus haut qu'un Anglais ne peut, sous peine de compromettre gravement le prestige de l'Européen, être subordonné à un natif.

Le cadre de chaque compagnie comprend 5 sergents, dont 1 sergent-fourrier (*pay havildar*); celui de chaque demi-escadron (*troop*) de cavalerie se compose de 8 sous-officiers, dont un maréchal des logis chef et un fourrier.

Le plus ancien sergent ou maréchal des logis remplit, dans la compagnie ou dans le demi-escadron, au point de vue du commandement, les fonctions de sergent-major ou de maréchal des logis chef; le fourrier est chargé de toute la comptabilité de la compagnie ou du demi-escadron (*troop*).

Toutes les écritures des compagnies ou escadrons et tous les comptes administratifs des corps de l'armée native sont établis en *hindoustani*, sorte de langue *sabir*, composée de mots turcs, arabes et persans mélangés d'*hindi*, et que comprennent la très grande majorité des Hindous. Toutefois, quoique les officiers anglais des régiments natifs parlent tous couramment l'*hindoustani* (1), les commandements de manœuvre sont toujours

(1) La connaissance approfondie de l'*hindoustani* est une condition *sine quâ non* de l'admission dans le *Staff Corps*; à cet effet, les officiers anglais débutent par servir comme *stagiaires* et à titre temporaire dans les régiments natifs et n'y sont nommés titulaires qu'après avoir obtenu le brevet de langues orientales. Le commandement les aide, d'ailleurs, dans cette étude par l'établissement de cours spéciaux, et ne croit pas porter atteinte à leur dignité d'officiers et de *gentlemen* en attribuant une prime en argent à quiconque parmi eux a passé avec succès l'examen de langues. La valeur de ces prix s'élève avec les difficultés de la langue apprise; elle est de

faits en langue anglaise, qui n'est parlée et même comprise que par un nombre infiniment restreint d'hommes de troupe et même d'officiers indigènes.

Les *soldats natifs* (sepoys ou sowars) entrent au service par voie d'engagements volontaires; ils y sont admis de 17 à 24 ans, sans qu'il soit fait de distinction entre les sujets immédiats de l'Angleterre et ceux des princes indiens réputés indépendants. Le nombre des volontaires est toujours très supérieur aux besoins, ce qui s'explique par la pauvreté du pays, par la surabondance de la population et par le prix infime de la main-d'œuvre; aussi n'est-il pas besoin d'exciter le zèle des volontaires par le paiement de primes d'engagement et peut-on même, dans la cavalerie, exiger de tout homme qui se présente à l'engagement le versement préalable d'une somme assez forte, représentant le prix d'achat de son cheval, de son harnachement et de ses effets d'habillement et d'équipement (1).

III. — Soldes de l'armée indigène.

Le stimulant principal offert aux officiers des régiments britanniques pour les attirer dans l'*Indian Staff Corps* est celui d'une solde, non seulement très supérieure à celle de l'armée de la métropole, mais qui dépasse même notablement celle des officiers des régiments anglais servant dans les Indes. Cette solde se divise en deux parties, solde brute et allocations spéciales aux emplois.

Les tableaux ci-après permettent de se rendre compte des chiffres élevés auxquels atteignent les émoluments des officiers de tout grade d'un bataillon d'infanterie et d'un régiment de cavalerie native.

12 livres sterling (300 fr.) pour l'examen élémentaire d'hindoustani; de 40 livres sterling (1000 fr.) pour l'examen supérieur; de 80 livres sterling (2,000 fr.) pour l'examen de persan, etc. La même pratique existe dans le service diplomatique anglais et donne, paraît-il, d'excellents résultats.

(1) Cette somme est, en principe, de 350 roupies, soit à peu près 700 fr. D'ordinaire, 250 roupies (500 fr.) seulement sont versées en argent et à titre d'acompte par l'homme de recrue. Le complément est retenu mensuellement sur sa solde.

(a) SOLDE DES OFFICIERS ANGLAIS D'UN BATAILLON NATIF.

GRADES ET EMPLOIS.	SOLDE MENSUELLE.			TOTAL DE LA SOLDE ANNUELLE.		
	Solde brute du grade.	Allocations spéciales à l'emploi et indépendantes du grade.	Total.	Valeur en argent.	Valeur nominale.	Valeur approximative, d'après le cours de l'argent le 1 ^{er} janvier 1884.
	Roupies (2).	Roupies.	Roupies.	Roupies.	Francs.	Francs.
COMMANDANT.						
Colonel ou lieutenant-colonel commandant le bataillon (la solde des deux grades est la même) (1).....	827	600	1427	17.124	42.810,00	34.245,00
1^{er} WING COMMANDER.						
Lieutenant-colonel commandant le ou major..... 1 ^{er} 1/2 bataillon.	827 640	270	1097 910	13.164 10.920	32.910,00 27.300,00	26.325,00 21.840,00
2^e WING COMMANDER.						
Lieutenant-colonel } commandant le Major..... } 2 ^e 1/2 bataillon. ou Capitaine..... }	827 640 374	230	1057 870 604	12.684 10.440 7.248	31.710,00 26.400,00 18.420,00	25.365,00 20.880,00 14.496,00
WING OFFICERS.						
Capitaine adjoint..... ou Lieutenant adjoint.....	374 245	100	474 325	5.688 3.900	14.220,00 9.750,00	11.376,00 7.800,00
ADJUDANT DE BATAILLON.						
Capitaine..... ou Lieutenant.....	374 225	250 (3)	624 475	7.483 5.700	18.720,00 14.950,00	14.976,00 11.430,00
QUARTER MASTER.						
Capitaine..... ou Lieutenant.....	374 225	150	524 375	6.288 4.500	15.720,00 11.250,00	12.576,00 9.000,00
MEDICAL OFFICER.						
Médecin militaire.....	600		603	7.200	17.000,00	14.400,00

(1) Le grade de colonel a été récemment introduit dans la hiérarchie de l'armée native, dont l'échelon supérieur était celui de lieutenant-colonel; cette modification a correspondu avec celle qui a admis les officiers de cette armée à concourir, avec ceux de l'armée de la Reine, pour le grade d'officier général. Toutefois, pour conserver la forme traditionnelle, on a établi d'abord que le grade de colonel ne pourrait être obtenu que par brevet (choix hors tour), à titre de récompense pour services spéciaux, et sans que cette promotion comportât d'augmentation de solde. Cette dernière disposition a été maintenue; quant aux conditions de promotion au grade de lieutenant-colonel, elles ont été peu à peu modifiées, et ce grade est généralement conféré aujourd'hui à tout lieutenant-colonel ayant 4 ans de services effectifs dans ce grade.

(2) L'Angleterre étant monométallique et ne reconnaissant que l'étalon d'or, la rouble d'argent cesse d'être une monnaie proprement dite et reste seulement un produit d'échange, qui subit les fluctuations du cours de l'argent en lingots. Cette valeur est en baisse constante depuis plusieurs années, et la rouble, dont la valeur nominale est 2 fr. 50 (1/10 de la livre sterling), vaut actuellement un peu moins de 2 francs en monnaie d'or.

L'abandon de l'Angleterre à ne vouloir accepter qu'un étalon unique représente donc, pour tous les officiers et fonctionnaires employés dans l'Inde et qui sont payés en roupies, une perte supérieure à 1/5 de leur solde; les plaintes à ce sujet sont, on le conçoit, générales et très vives.

(3) Dont 50 roupies par mois (100 fr.) de frais de bureau.

(b) SOLDE DES OFFICIERS ANGLAIS D'UN RÉGIMENT DE CAVALERIE NATIVE.

GRADES ET EMPLOIS.	SOLDE MENSUELLE.			TOTAL DE LA SOLDE ANNUELLE.		
	Solde brute du grade.	Alloca- tions spéciales à l'emploi et indé- pendantes du grade.	Total.	Valeur en argent.	Valeur nominale.	Valeur approxima- tive d'après le cours de l'argent au 1 ^{er} janvier 1886.
	Roupees (2).	Roupees.	Roupees.	Roupees.	Francs.	Francs.
COMMANDANT.						
Colonel ou lieutenant-colonel com- mandant le régiment (1).....	827	703	1527	18,324	43.810,00	36.648,00
COMMANDANT EN SECOND.						
Lieutenant-colonel } commandant le Major..... } 1 ^{er} escadron..	827 640	300	1127 940	13,524 11,280	33.810,00 28.200,00	27.048,00 23.560,00
COMMANDANTS D'ESCADRONS.						
Lieutenant-colonel } commandant le Major..... } 2 ^e escadron..	827 640	40	1037 850	12,444 10,200	31.110,00 25.500,00	24.888,00 20.460,00
Capitaine.....	374		584	7,008	17.520,00	14.016,00
Lieutenant-colonel } commandant les Major..... } 3 ^e et 4 ^e esca- Capitaine..... } drons.....	827 640 374	180	1007 820 554	12,084 9,840 6,648	30.210,00 24.600,00 16.620,00	24.168,00 19.680,00 13.296,00
OFFICIERS D'ESCADRONS.						
Capitaine.....	374	150	524	6,288	15.720,00	12.576,00
Lieutenant.....	225		375	4,500	11.250,00	9.000,00
Capitaine..... } Adjudant de ré- Lieutenant... } giment.....	374 225	300 (3)	674 525	8,088 6,300	20.220,00 17.750,00	16.176,00 14.600,00
Médecin militaire.....	660	60 (4)	660	7,910	19.800,00	15.840,00

(1) Voir l'observation n° 1 du précédent tableau.

(2) Voir l'observation n° 2 du précédent tableau.

(3) Dont 50 roupies (100 fr.) par mois, pour frais de bureau.

(4) A titre de *horse allowance*, indemnité pour chevaux, payée seulement aux officiers du corps de santé.

Comme on voit, les soldes sont en partie indépendantes du grade et varient assez sensiblement en raison de l'emploi; cette anomalie paraîtra moins inintelligible quand on connaîtra le système spécial d'avancement en vigueur parmi les officiers du *Staff Corps*.

Il convient de noter aussi que, quoique les règlements administratifs aient été modifiés récemment dans un sens restrictif, les soldes des officiers de tout grade sont susceptibles d'augmen-

tation par le fait des *intérim*s. Tout officier du *Staff Corps* appelé, tout en conservant son commandement propre, à exercer celui d'un officier absent par maladie ou congé, cumule, avec la totalité de sa solde brute et de ses allocations, la moitié de l'allocation mensuelle de l'officier qu'il remplace dans son emploi.

Prenons pour exemple le premier *wing commander* d'un bataillon d'infanterie remplaçant le commandant du bataillon ; cet officier touchera, s'il est seulement major, une solde composée de $640 + 270 + 300 = 1210$ roupies ou 2,420 francs par mois. De même, le commandant du deuxième demi-bataillon, en cas d'absence du premier *wing commander*, percevra mensuellement, s'il n'est que capitaine, $374 + 230 + 135 = 739$ roupies, ou 1478 francs par mois.

Cette disposition, qui est commune à toutes les armes et qui s'applique du haut en bas de l'échelle hiérarchique des officiers du *Staff Corps*, est importante pour eux, en raison de longues et fréquentes absences d'officiers, soit malades, soit en congé ; il est *excessivement rare*, en effet, qu'un corps ait son complet d'officiers, d'où il résulte, pour les présents qui font le service des absents, en même temps qu'une augmentation de service, un accroissement de bien-être. A ce titre, on peut dire que les soldes budgétaires figurant sur les tableaux ci-dessus ne représentent que des *minima*.

Il en va tout autrement, comme l'indiquent les tableaux (c) et (d) ci-après, pour ce qui concerne les soldes attribuées aux officiers natifs. Il faut d'ailleurs reconnaître, en renonçant à établir entre les situations sociales et militaires des uns et des autres une assimilation qui n'existe, ni dans les dénominations des grades, ni même dans l'esprit des intéressés, que l'officier natif, qui vit à très peu près comme ses soldats, a incomparablement moins de charges que l'officier anglais et se trouve même, en fait, beaucoup plus riche que ce dernier. La preuve en est que presque tous les officiers natifs font, sur leur solde, des économies relativement considérables, tandis qu'il n'est pas rare de rencontrer de jeunes officiers anglais des corps indigènes, pour la plupart *cadets* sans fortune, ayant d'assez nombreuses dettes, qu'ils acquittent seulement quand ils parviennent aux grades supérieurs.

(c) SOLDE DES OFFICIERS NATIFS (INFANTERIE).

GRADES ET EMPLOIS.	SOLDE MENSUELLE.			SUPPLÉMENT de solde mensuelle.		SOLDE TOTALE annuelle.		OBSERVATIONS.
	en roupies.	Valeur nominale en francs.	Valeur actuelle en francs.	Roupees.	Francs.	Roupees.	Francs.	
<i>Subadar-major</i> (capitaine le plus ancien du bataillon)...	400	250,00	200,00	50	400,00	1800	3.600,00	
<i>Subadar</i> (capitaine) 1 ^{re} classe...	400	250,00	200,00	"	"	1200	2.400,00	
<i>Subadar</i> (capitaine) 2 ^e classe...	300	200,00	160,00	"	"	960	1.920,00	
<i>Jemmadar</i> (lieutenant) 1 ^{re} cl...	50	125,00	100,00	"	"	600	1.200,00	
<i>Jemmadar</i> (lieutenant) 2 ^e cl...	40	100,00	80,00	"	"	400	960,00	
<i>Jemmadar-native-adjutant</i> ...	Solde de son grade et de sa classe.			17	34,00	max. 804 min. 684	1.608,00 1.354,00	

(d) SOLDE DES OFFICIERS NATIFS (CAVALERIE).

GRADES ET EMPLOIS.	SOLDE MENSUELLE			SUPPLÉMENT de solde mensuelle.		SOLDE TOTALE annuelle.		OBSERVATIONS.
	en roupies.	Valeur nominale en francs.	Valeur actuelle en francs.	Roupees.	Francs (1).	Roupees.	Francs.	
<i>Ressaldar</i> (capitaine-commandant) de 1 ^{re} classe (2).	300	750,00	600,00	"	"	3.600	7.200,00	(1) Il n'est pas attribué de supplément de solde dans la cavalerie où les grades comportent des classes différentes. (2) Le <i>Ressaldar</i> de 1 ^{re} classe est le <i>Ressaldar-major</i> du régiment.
de 2 ^e classe...	250	625,00	500,00	"	"	3.000	6.000,00	
de 3 ^e classe...	200	500,00	400,00	"	"	2.400	4.800,00	
<i>Ressaldar</i> (capitaine en 2 ^e) de 1 ^{re} classe...	150	375,00	300,00	"	"	1.800	3.600,00	
de 2 ^e classe...	135	332,50	270,00	"	"	1.620	3.240,00	
de 3 ^e classe...	120	300,00	240,00	"	"	1.440	2.880,00	
<i>Woordie major</i> (capitaine en 2 ^e) Adjudant de régiment.....	150	375,00	300,00	"	"	1.800	3.600,00	
<i>Jemmadar</i> (lieutenant) de 1 ^{re} classe...	80	200,00	160,00	"	"	960	1.920,00	
de 2 ^e classe...	70	175,00	140,00	"	"	840	1.680,00	
de 3 ^e classe...	60	150,00	120,00	"	"	720	1.440,00	

Avant de faire connaître les chiffres budgétaires de la solde et des accessoires de solde attribués aux hommes de troupe, il im-

porte de signaler que cette solde est presque entièrement exclusive de toute autre allocation en deniers ou en nature. En effet, le sous-officier, caporal ou soldat d'infanterie native ne reçoit de l'État, en dehors d'une première mise de 30 roupies (60 francs), que son fusil, ses cartouches, et, chaque année, un pantalon et une tunique en drap.

Dans la cavalerie où la solde est, il est vrai, très supérieure, tout est à la charge de l'homme, jusques et y compris les effets de harnachement et même le sabre.

L'État ne fournit au cavalier que son fusil et ses cartouches, et ne lui alloue pas même la première mise attribuée, lors de l'engagement, au soldat indigène d'infanterie.

Les cavaliers nourrissent également sur la solde leurs chevaux et *ponies* (1 *poney* pour 2 chevaux de troupe).

La solde des hommes de troupe de l'armée native représente donc, non seulement la dépense d'achat et d'entretien de tous les autres effets d'habillement, ainsi que du linge et chaussures et du grand équipement, mais encore la totalité de dépenses de nourriture pour eux-mêmes et pour leurs montures.

En dehors de cette solde, l'État prend, toutefois, à sa charge, dans les corps natifs, la rétribution mensuelle d'un certain nombre de *followers* (suivants, ou domestiques natifs) dont le détail est donné au chapitre IV de la présente notice, le paiement de gratifications spéciales à certaines catégories de gradés, et, pour les soldats rengagés d'infanterie (après 3 ans de service), l'allocation d'une haute paie conditionnelle, dite allocation de bonne conduite (*good conduct allowance*) (1), qui peut porter au chiffre maximum de 10 roupies (20 francs), la solde mensuelle du simple soldat.

(1) On doit également citer pour mémoire et comme caractéristique du système anglais, une disposition qui consiste à exciter l'émulation, en attribuant aux soldats d'infanterie *des récompenses en argent*; les prix de tir, d'appréciation des distances, de gymnastique, d'escrime, etc., consistent toujours, en effet, en un don d'argent. Les prix de tir pour l'infanterie native coûtent annuellement au budget environ 4000 francs (500 roupies) par bataillon, sans parler de nombreux prix *de même nature* donnés par les chefs de corps et les officiers. Des subventions de même nature sont distribuées dans la cavalerie, où les officiers encouragent ainsi les exercices de *sport*, mais où il n'existe pas de prix en argent payés sur le budget.

(c) SOLDE DES HOMMES DE TROUPE DES BATAILLONS D'INFANTERIE INDIGÈNE.

GRADES ET EMPLOIS.	SOLDE MENSUELLE.			SUPPLÉMENT de solde mensuelle.		SOLDE annuelle.		OBSERVA- TIONS.
	en rou- pies.	Valeur nomi- nale en francs.	Valeur actuelle en francs.	en rou- pies.	Valeur actuelle en francs.	en roupies.	Valeur actuelle en francs.	
<i>Havildar</i> (sergent).....	14	35,00	28,00	1, 2 ou 3 rou- pies (1).	2,400 francs.	168	336,00	(1) 1 roupie par mois après 3 ans; 2 rou- pies après 9 ans; 3 roupies après 15 ans de service.
<i>Naïck</i> (caporal).....	12	30,00	25,00			144	288,00	
<i>Tambour et sepoys</i> (sol- dats).....	7	17,50	14,00			84	168,00	
EMPLOIS SPÉCIAUX :								
<i>Pay Havildar</i> (fourrier) (2)	14	33,00	28,00	5	10,00	228	456,00	(2) 1 par compagnie.
<i>Drill Havildar</i> (sergent instructeur) (3).....	14	"	"	5	10,00	228	456,00	
<i>Drill Naïck</i> (caporal ins- tructeur) (3).....	12	"	"	2 1/2	5,00	174	348,00	(4) 8 par ba- tillon.
<i>Colour Havildar</i> (sergent de la garde du dra- peau) (4).....	14	"	"	2	4,00	192	384,00	
<i>Drum major</i> (tambour- major).....	Solde de caporal ou de sergent.			5	10,00	max. 228 min. 204	456,00 408,00	
<i>Fife major</i> (sûre ma- jor).....				5	10,00	max. 228 min. 204	456,00 408,00	

(f) SOLDE DES HOMMES DE TROUPE DES CORPS INDIGÈNES DE CAVALERIE.

GRADES ET EMPLOIS.	SOLDE MENSUELLE.			SUPPLÉMENT de solde mensuelle.		SOLDE annuelle.		OBSERVATIONS.
	Roupies.	Valeur nominale en francs.	Valeur actuelle en francs.	en roupies.	en francs.	Roupies.	Valeur actuelle en francs.	
<i>Kote Duffadar</i> (maréchal des logis chef) (1).....	38	95,00	76,00	9	18,00	564	1128,00	(1) 2 par escadron.
<i>Duffadar</i> (maréchal des logis) (3).....	38	93,00	76,00	"	"	456	912,00	(2) 12 par escadron.
<i>Trompette</i> (3).....	34	85,00	68,00	"	"	408	816,00	(3) 2 par escadron.
<i>Sowars</i> (cavaliers) (4)....	27	67,50	54,00	"	"	324	648,00	(4) 134 par escadron, dont 2 Camel Sowars.
EMPLOIS SPÉCIAUX :								
<i>Pay Duffadar</i> (fourrier) (5)	38	95,00	76,00	6	12,00	528	1056,00	(5) 2 par escadron.
<i>Trompette-major</i> (6).....	34	85,00	68,00	5	10,00	468	936,00	(6) 1 par régiment.

IV. — Avancement dans l'armée indigène.

L'exposé détaillé des dispositions réglementaires relatives à l'avancement des officiers européens en service dans l'armée native, exigerait des développements qui dépassent de beaucoup les limites de cette étude. D'ailleurs, ces règles surannées ne sauraient servir utilement de modèle à personne et seraient depuis longtemps rapportées, n'était le sentiment presque superstitieux qui s'attache, en Angleterre, aux vieilles coutumes et le respect excessif des droits acquis, qui ne permet l'introduction des réformes qu'à la condition de leur enlever tout effet rétroactif(1).

On se bornera donc à en exposer sommairement les dispositions générales, en faisant remarquer que beaucoup des intéressés eux-mêmes en critiquent l'esprit et les résultats.

Officiers anglais.

Il a déjà été dit que les officiers anglais servant dans l'armée native proviennent tous, comme officiers, de l'armée de la Reine, (où ils doivent avoir servi 3 ans au moins, 7 ans au plus); on sait également qu'après une courte épreuve comme *stagiaires*, ces officiers sont définitivement admis dans le *Staff Corps*, lorsqu'ils ont satisfait à l'examen obligatoire de langues orientales. A partir du jour de cette admission, ces officiers ne peuvent plus rentrer (si ce n'est pour services exceptionnels et *comme offi-*

(1) Les complications signalées ci-dessus tiennent au fait que les cadres anglais de l'armée native comprennent encore des officiers de l'ancienne armée de la Compagnie des Indes, qui ont refusé leur admission dans le *Staff Corps*, et à qui s'appliquent encore les règlements antérieurs à 1859. En outre, les règlements postérieurs au rattachement de l'Inde à la Couronne ayant eux-mêmes été plusieurs fois modifiés depuis lors, *toujours sans effet rétroactif*, les officiers qui servent actuellement dans l'armée native sont soumis, les uns aux règlements dits de 1859, les autres aux règlements de 1875, d'autres, enfin, aux règlements de 1884, les plus récemment promulgués; il en résulte, on le conçoit facilement, une série de dispositions variables, parfois en apparence contradictoires, appliquées souvent aux officiers de même régiment, et sur lesquels il ne serait possible de jeter un peu de lumière qu'à la condition de se perdre dans d'inutiles détails. On a cru préférable de les passer sous silence, en se bornant à signaler, pour mémoire, cette singulière situation.

ciers généraux) dans les rangs de l'armée britannique, et ne sont admis à sortir de ceux de l'armée native que par démission, par révocation ou par mise à la retraite.

Comme compensation à cette condamnation à un exil quasi perpétuel, la Compagnie avait admis, et la Couronne a maintenu ce principe, que tout officier servant dans les rangs de l'armée native a droit à la promotion au grade supérieur, jusques et y compris celui de colonel (1), après avoir passé au service un certain nombre d'années, et sans qu'il soit tenu compte des vacances d'emplois.

Le règlement le plus récent, celui de 1881, fixe comme il suit ces conditions d'avancement :

Tout lieutenant est promu capitaine après 12 ans de services effectifs.

Tout capitaine est promu major après 20 ans de services effectifs.

Tout major est promu lieutenant-colonel après 26 ans de services effectifs.

Tout lieutenant-colonel est promu colonel après 30 ans de services effectifs.

Dans ce nombre des années de service compte, bien entendu, le temps passé dans les rangs de l'armée britannique et même le temps d'école militaire, — Sandhurst ou Wolwich. — Toutefois, et cette particularité est à noter car elle entraîne de singulières conséquences dont il sera parlé plus loin, les officiers, lors de leur admission dans le *Staff Corps*, tout en étant portés sur la liste générale à leur rang absolu d'ancienneté, ne prennent rang dans le corps auquel ils sont affectés qu'à dater du jour de leur arrivée au corps.

Or, les nominations aux divers *emplois*, nominations presque aussi importantes pour les officiers du *Staff Corps* que les promotions aux grades, puisqu'elles représentent de notables avantages de commandement et de solde, les nominations, disons-nous, aux emplois de la hiérarchie régimentaire se font *par corps et d'après l'ordre d'ancienneté sur les contrôles du corps*.

(1) Voir la note annexée au tableau des soldes, sur les conditions de la promotion au grade de colonel.

Cette disposition a pour conséquence qu'un lieutenant entré tardivement dans le *Staff Corps* et classé le dernier parmi les *wing officers* d'un bataillon d'infanterie, passe néanmoins capitaine avant d'autres lieutenants qui sont entrés *et restent classés avant lui* dans le bataillon, quoique ayant une ancienneté absolue moindre que la sienne ; que cette supériorité d'emploi étant maintenue, malgré la différence de grade, à l'officier plus jeune s'il est plus ancien dans le corps, le même officier, arrivé lieutenant-colonel, par droit d'ancienneté absolue, peut n'avoir que le commandement du deuxième demi-bataillon, tandis que celui qui marche avant lui, et qui peut n'être encore que major, commande le premier demi-bataillon ; enfin, qu'en cas d'absence du chef de corps, le major commandant le demi-bataillon de droite, fait, de droit, l'intérim du colonel, ayant sous ses ordres directs le lieutenant-colonel commandant le demi-bataillon de gauche.

La même règle est appliquée dans la cavalerie, où il n'est pas rare de rencontrer un major commandant le 3^e escadron, alors qu'un capitaine commande la 2^e et touche, de ce fait, des allocations supérieures ; de même aussi, le commandement du 1^{er} escadron et le titre de commandant en second d'un régiment peuvent être dévolus à un lieutenant-colonel ou colonel ancien appelé à servir sous les ordres d'un chef de corps moins ancien que lui dans le même grade (1).

On doit ajouter que si tout officier anglais servant dans l'armée native reste a-suré, d'une part, d'arriver, au terme de ses 30 années de service, au grade de colonel, et, d'autre part, de gravir successivement, suivant les chances de son ancienneté relative, les divers échelons de la hiérarchie régimentaire, une disposition récente vient d'atténuer un des plus graves inconvénients de ce

(1) On achèvera de peindre le caractère extraordinaire de ces situations, encore fréquentes dans l'armée anglaise, si on ajoute que, d'autre part, l'officier du grade le plus élevé conserve ses droits au commandement *en dehors du corps* ; il s'ensuit que si, dans un des cas prévus ci-dessus, le commandant d'armes vient aussi à s'absenter, l'officier supérieur commandant en sous-ordre se trouve appelé, on vertu de son ancienneté ou de sa supériorité de grade, à en remplir les fonctions et devient à son tour le supérieur momentané du chef de corps sous les ordres de qui il se trouve normalement placé.

système, en laissant au choix du Vice-Roi, sur la proposition du général en chef, la désignation des chefs de corps.

Si donc, ce qui est encore excessif, un médiocre officier, à la seule condition de n'avoir pas commis de faute assez grave pour être rayé des cadres, garde la certitude d'arriver, comme tout autre, au grade de colonel, qui constitue l'échelon supérieur de la hiérarchie dans le *Staff Corps*, le commandement a du moins, aujourd'hui, la faculté de ne plus lui confier un commandement qui dépasse ses moyens. De l'application de cette disposition résulte le fait, déjà signalé plus haut, que certains régiments comptent actuellement 2 colonels, dont l'un, commandant en second, quoique parfois plus ancien, ne sera peut-être jamais chef de corps.

Il semble à peine utile d'ajouter, pour achever de faire ressortir le vice de ce système, qu'avec ces promotions indépendantes des vacances d'emplois, les cadres regorgent d'officiers de grades élevés, auxquels, même s'ils sont jugés méritants, le commandement ne peut souvent confier que des fonctions inférieures. Pour y parer, une nouvelle réforme vient encore d'être introduite, qui limite à 5 ans le temps pendant lequel un officier supérieur peut garder le commandement d'un corps de troupe; mais il saute aux yeux que cette règle offre, d'autre part, le grave inconvénient de priver indistinctement l'armée, après ce court terme, des services de tous les chefs de corps, qui, s'ils ne sont pas ensuite pourvus d'une commission de *brigadier général*(1), viennent grossir, sans avantage pour l'armée et au grand détriment du trésor, l'énorme liste des *unemployed officers* (*officiers disponibles*).

On croirait devoir passer ici sous silence la question des avancements *par brevet*, pour services exceptionnels, qui existent dans

(1) *Brigadier général* est non un grade, mais un emploi. Le colonel qui en est investi, pour commander un district territorial, porte les insignes d'officier général pendant la durée de son commandement, qui est aussi de cinq ans; mais si, durant ce temps, des occasions exceptionnelles de politique ou de guerre ne lui ont pas valu le grade de *major général* (général de brigade), il rentre ensuite, *comme colonel*, sur la liste des officiers disponibles. Généralement, alors, il peut être mis en congé jusqu'à sa retraite, ou est employé, en l'attendant, dans quelque commission.

le *Staff Corps* comme dans l'armée britannique, parce que l'étude des règles, fort élastiques, qui président à ces promotions et des situations spéciales faites aux officiers promus par *brevet*, achèverait d'embrouiller un exposé déjà fort difficile à présenter clairement. On dira seulement que les promotions par brevet, qui sont sans influence au point de vue de l'emploi, sur la carrière des officiers qui en sont l'objet, ont cependant pour eux une grande valeur, en ce sens que les nominations d'officiers généraux étant faites sur une liste commune à l'armée native et à l'armée anglaise, à l'ancienneté dans le grade de colonel, les officiers du *Staff Corps* arrivés jeunes colonels par brevet sont les seuls qui puissent espérer atteindre cet échelon supérieur de la hiérarchie (1).

Il est à noter, d'ailleurs, que les pensions de retraite étant réglées, avant 1881, de façon que la pension *maxima* fût acquise après 38 ans de service à tout officier du *Staff Corps*, qu'il fût, ou non, officier général, la question d'avancement à ce dernier grade laissait la plupart d'entre eux assez indifférents. Le règlement du 1^{er} juillet 1881 ayant, comme il sera indiqué plus loin, créé des pensions de retraite d'officiers généraux, en même temps qu'il réduisait celle des simples colonels, les officiers du *Staff Corps* paraissent devoir prendre désormais un intérêt plus vif à cette question d'avancement.

Officiers indigènes.

Les officiers natifs sont nommés ou promus au grade supérieur, par le général commandant en chef l'armée des Indes, sur la proposition des chefs de corps, le plus souvent d'après les principes de l'ancienneté par sélection. Il n'est fait, parmi eux, de nominations au choix sur l'ensemble de l'arme que dans des cas

(4) Le décret royal du 40 novembre 1884 détermine comme il suit la part proportionnelle attribuée aux officiers du *Staff Corps*, sur la liste générale de l'état-major général de l'armée :

Généraux (commandants de corps d'armée).....	4
Lieutenants-généraux (généraux de division).....	43
Majors-généraux (généraux de brigade).....	38

exceptionnels comme, par exemple, la création de corps nouveaux; c'est par ce moyen qu'ont été formés les cadres d'officiers indigènes des nouveaux régiments de cavalerie du Bengale et des deux bataillons de Goorkhas récemment créés.

En général, les *havildars* (sergents) ou *duffadars* (maréchaux des logis) promus au grade de *jemmadar* (lieutenant) ont 15, 18 et jusqu'à 20 ans de service; les *jemmadars* promus *subadars* ou *ressaidars* (capitaine) servent depuis 22, 24 et 26 ans.

Quoique le *subadar* ou le *ressaldar-major* (1^{er} capitaine) de chaque corps de troupe soit, en principe, le plus ancien officier natif de ce grade dans le corps, l'usage tend à s'établir de faire de cette désignation l'objet d'une nomination au choix; toutefois, dans les circonstances récentes où un officier indigène plus ancien a été ainsi éliminé on a cru devoir, pour sauvegarder les droits de l'ancienneté, soit mettre en congé l'officier éliminé, jusqu'à la liquidation de sa retraite, soit le détacher du corps pour être employé à un service extérieur. Il semblerait plus rationnel, puisqu'on donne dans la pratique à l'officier investi de ce titre un véritable droit de commandement sur ses camarades, et qu'on le rend responsable de l'ordre intérieur dans les cantonnements, où il est le représentant le plus élevé du commandement, de lui conférer un grade équivalent à celui du major; mais cette disposition, plusieurs fois proposée, a toujours été écartée comme susceptible de créer des difficultés ultérieures en rendant moins entière la subordination du *subadar* ou du *ressaldar-major* aux jeunes lieutenants anglais, et aussi comme devant donner, vis-à-vis des natifs, une trop grande importance à certaines personnalités de l'armée indigène.

Quant aux promotions aux grades de sous-officiers et de caporaux, elles sont faites par les chefs de corps, suivant des règles analogues à celles en usage dans notre armée.

(A suivre.)

(22)

A PROPOS
DE LA
DERNIÈRE INVASION DE LA RUSSIE
PAR SARMATICUS
(Suite) (1).

Quand, au début d'une campagne, on n'a pu s'assurer l'initiative des premiers mouvements, ou quand on l'a perdue momentanément au courant des opérations, il faut savoir attendre. Telle était la conclusion de notre dernier article. Attendre quoi, dira-t-on ?

Attendre qu'on ait réuni les moyens de vaincre : c'est une question de bon sens, et l'on n'a pas le droit d'affronter une crise décisive si l'on n'a pas ou si l'on ne croit pas avoir les moyens ou les chances de la dénouer à son profit.

Attendre les armes à la main devant un adversaire qui, lui, n'a plus rien à attendre, c'est lutter sans doute ; il faut donc lutter, mais alors à condition de se soustraire en temps opportun aux désastres où l'ennemi va s'efforcer de nous entraîner, car il a son intérêt à le faire.

Nous raisonnons, bien entendu, dans l'hypothèse d'un adversaire qui fait la vraie guerre, et qui, ayant ses moyens réunis, ne cherche plus qu'une chose : la bataille finale.

Il s'agit donc ici, et en dernière instance, de gagner du temps : le temps nécessaire pour réunir les moyens de vaincre ; c'est un mode d'action particulier qui va présenter et doit même présenter les prodromes d'un acte décisif, mais sans jamais le produire ni l'accepter réellement ; qui oscillera entre le mode défensif et le

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 647, 648, 653 (1886).

mode offensif, leur empruntera leurs formes et les combinera à des doses variables ; depuis les pointes les plus audacieuses sur les flancs de l'armée d'invasion, quand on pourra les mettre en scène sans s'exposer à des catastrophes, jusqu'aux mouvements de retraite prolongés et, s'il le faut, nettement accusés, voire même jusqu'aux fins de non-recevoir absolues, quand les gros de l'adversaire deviennent trop pressants.

Que la situation soit le résultat d'une première concentration portée trop loin en avant, on de tout autre mécompte, la conclusion pratique est toujours la même : ajourner la crise jusqu'au moment où l'on a les moyens et les chances d'en sortir victorieusement.

Sous ces réserves, nous dirons donc avec Clausewitz qu'il faut adopter l'attitude défensive, — on dirait aujourd'hui le mode *démonstratif*, non pas que l'expression soit plus juste, mais parce qu'elle est moins dangereuse (1), — et utiliser toutes ses ressources, non seulement sur les théâtres d'opérations où l'on ne peut chercher de solution décisive, mais encore dans la direction même où on la cherche réellement, aussi longtemps qu'on n'a pas les moyens suffisants pour aller au-devant d'une crise. Réciproquement, quand on les a, ces moyens, il faut partir ; le temps ne nous doit plus rien et ne nous apportera plus rien que des hésitations, des déceptions, c'est-à-dire, des défaillances et des déboires.

La Russie a des ressources largement suffisantes pour lutter, — surtout chez elle, — non seulement contre un de ses puissants voisins, mais contre une coalition ; toutefois, il est clair

(1) Dans la grande guerre qui vise la ruine de l'adversaire, il ne peut être question de défensive pour aucun des deux camps ; l'attitude dite défensive ne peut être qu'un épisode, un temps, dans la conduite des opérations ou d'une bataille. Opposer la défensive *pure* comme forme pleine à l'offensive, c'est une hérésie qualifiée ; Clausewitz le constate, le proclame hautement, énergiquement. Le mot ne représente donc pas la chose dont il parle ; malheureusement, il en représente une autre dont il ne veut pas entendre parler, et avec raison. De là, l'inextricable confusion. Il n'y a pas de sophisme qui ait plus contribué à la ruine des doctrines et à celle des armées que cette malencontreuse opposition entre l'offensive et la défensive : deux modes qui ne s'équilibrent nullement.

qu'elle ne peut être sous les armes en même temps que son voisin le plus redoutable : l'Allemagne.

Comme le déclarait fièrement le *Novoe Vremia*, le Russe ne se brisera pas la tête contre le mur parce qu'il n'a pas de mobilisation modèle, et il est décidé à combattre dans toutes les conditions : il y aura toujours en Russie, assure le moujik, des hommes, des chevaux et du blé. Nous dirons plus : par l'immensité de ses ressources et de son territoire, par l'indomptable patriotisme et le fanatisme religieux de ses habitants, la Russie est peut-être la seule puissance militaire en Europe qui pourrait se permettre, devant un adversaire plus tôt prêt et concentré, ces efforts successifs qui, pris isolément, ne peuvent conduire à la victoire, mais dont la répétition prolongée peut avoir raison des efforts de l'agresseur, quand le défenseur est certain d'avoir le dernier mot dans cette sorte de surenchère. Mais hâtons-nous d'ajouter que, dans la situation, actuelle, — qui n'est plus celle de 1812, — l'état-major russe serait encore plus impardonnable qu'en 1812 d'adopter de propos délibéré ce jeu de l'usure successive, qui est toujours une faute, aussi bien dans la conduite des opérations que dans la conduite d'une bataille, quand on peut faire autrement, et auquel il ne faut recourir qu'à son corps défendant, — avec la ferme intention d'en sortir au plus tôt et par tous les moyens possibles.

Nous préconisons donc avec Clausewitz la concentration à outrance des forces et des efforts sur un point de l'étendue et sur un instant de la durée. Elle n'est réalisable que si nous pouvons choisir l'heure et le lieu ; il faut donc nous réserver ce choix, même au prix de sacrifices.

Cet ajournement voulu, volontaire, fait, à notre avis, la différence essentielle entre l'attaque et la défense d'un pays ou d'un théâtre de guerre.

La solution que nous avons cherchée en connaissance de cause, et voulue aussi décisive que possible, tourne-t-elle contre nous ? Il ne nous reste rien à faire qu'à en atténuer les effets et à en préparer une deuxième, mais toujours d'après les mêmes principes. Toutefois, plus la situation aura été critique, plus évidemment il faudra de temps et de labeurs pour atténuer les conséquences du dénouement, quand ce dernier tournera contre nous. Il en résulte que le premier, le deuxième, le troi-

sième effort, etc., les uns et les autres exercés toujours d'après le principe de la concentration, vont être séparés dans le temps et dans l'espace par des intervalles plus ou moins considérables, et accompagnés de sacrifices plus ou moins coûteux et douloureux. On objectera que nous sommes en ce moment enfoncés jusqu'au cou dans l'*usure successive* tant de fois conspuée et avec raison. Eh ! sans doute, mais nous y entrons chaque fois malgré nous et nous faisons chaque fois tout notre possible pour en sortir. On aura beau faire, et même en dépit de l'organisation moderne si bien d'accord avec la concentration soudaine de toutes les ressources militaires d'un peuple, on ne pourra pas amener toutes les forces vives d'une nation sur un seul et unique champ de bataille, et la sentence, si tragique qu'elle soit, ne sera jamais sans appel. Il faut donc en appeler. La raison, le bon sens l'exigent, et à leur défaut, voire à leur encontre, l'honneur national, — le plus précieux de tous les biens, — nous commanderait encore de tenter l'impossible.

A ce point de vue, on peut affirmer que les colossales dimensions et les inépuisables ressources de la Russie la rendent irréductible, et lui font une sécurité absolue et quasi dangereuse. Absolue, disons-nous, car on ne voit pas bien ce qu'on pourrait imaginer pour réduire la Russie « tant que son souverain restera inébranlable et la nation fidèle » ; dangereuse, parce que le sentiment d'une sécurité, absolue en dernière instance, peut endormir les premiers efforts ; parce que les gens qui sont sûrs d'avoir raison devant le tribunal suprême sont assez exposés à ne pas faire le nécessaire pour gagner leur procès aux premières instances. Faute grave, après tout, car elle entraîne des pertes de temps, des longueurs, des émotions et des dépenses qu'on pouvait et, par conséquent, qu'on devait s'épargner.

Mais nous pouvons, nous aussi, épargner au lecteur une bonne partie des réflexions que nous suggère le rapprochement entre la thèse de Sarmaticus et les solides leçons que nous venons de reproduire. Ce rapprochement a été fait de main de maître, par Clausewitz lui-même, qui non seulement a formulé la doctrine, mais l'a appliquée à ce cas particulier, joignant ainsi, l'exemple au précepte.

Il y revient à chaque instant, sur cette campagne mémorable,

pour les raisons que nous avons dites déjà, et aussi pour une autre que nous allons dire : Il a trouvé, dans la campagne de 1812, une justification saisissante, et peut-être même, la première idée de sa théorie, — quelque peu spécieuse, — sur le point limite de l'offensive (*Abnehmende Kraft, Kulminationspunkt des Angriffs*).

« Bonaparte voulut conduire et terminer la guerre contre la Russie comme il avait conduit et terminé toutes ses autres guerres. Commencer par de grands coups, exploiter ses succès pour frapper de nouveaux coups, placer toujours et sans cesse tout son avoir sur une carte jusqu'à ce que la banque saute, telle était sa manière, et il faut bien dire que les incroyables succès qu'il a obtenus, il les devait uniquement à cette manière de faire, et qu'il était à peu près impossible d'y songer de toute autre façon.

» En Espagne, elle n'avait point réussi. La campagne des Autrichiens, en 1809, avait sauvé l'Espagne, parce qu'elle n'avait point permis à Napoléon d'expulser les Anglais du Portugal. Depuis lors, il était resté impliqué dans une sorte de guerre défensive, qui lui coûtait très cher et paralysait ses mouvements.

» Il était bien naturel et très légitime qu'avant d'entreprendre une guerre contre la Russie, il s'appliquât à éviter une nouvelle, interminable et très coûteuse guerre défensive, dans une région beaucoup plus éloignée que l'Espagne. Il lui fallait donc à tout prix terminer la guerre russe en une ou tout au plus deux campagnes.

» Joindre les forces ennemies, les battre, les disperser, enlever la capitale, acculer l'adversaire sur les derniers boulevards de l'empire, et dans le désarroi de cette débâcle lui imposer la paix : tel avait été jusqu'alors son plan de conduite. En Russie, il allait être en présence d'un territoire immense, et avec l'inconvénient d'un empire à deux têtes, c'est-à-dire, deux capitales très éloignées l'une de l'autre.

» Ce qui pouvait manquer aux effets de démoralisation, produits par le succès de ses armes, il espérait sans doute le remplacer par deux choses : il a dû spéculer, d'une part, sur la faiblesse du gouvernement russe, et, d'autre part, sur l'éventualité

d'une révolte des grands du royaume. Il s'est trompé dans les deux sens, et c'est pourquoi Moscou, abandonné et ruiné par ses adversaires, lui a été si fatal. Il avait espéré agir de Moscou même sur Pétersbourg, sur la Russie entière et sur l'opinion publique.

» Dans ces conditions, Bonaparte était conséquent avec lui-même, lorsqu'il voulait aller à Moscou d'une seule traite. L'influence de l'étendue du territoire, les effets d'une guerre nationale, bref, l'énorme poussée de ce formidable empire ne pouvait se faire sentir d'emblée, et ne pouvait se manifester avec son irrésistible puissance que si elle n'était point paralysée par des marches et une invasion rapides.

» Que Bonaparte ait réellement songé à terminer la guerre en deux campagnes, peu importe, c'était toute une affaire pour lui d'entrer oui ou non à Moscou dans sa première campagne. La capitale une fois prise, il pouvait espérer tuer dans l'œuf tous les préparatifs pour une résistance ultérieure, parce qu'il pouvait en imposer à l'ennemi par la présence d'une armée redoutable et victorieuse à Moscou même; décontenancer, égarer l'opinion; décourager, paralyser le sentiment du devoir.

» Si Moscou restait aux mains de Russes, les préparatifs pour une deuxième campagne pouvaient prendre de telles dimensions que les armées françaises affaiblies étaient exposées à devenir impuissantes. Bref, il espérait que la conquête de Moscou le rendrait maître de la situation.

» Voilà les pensées que nous pouvons prêter à un homme comme Bonaparte. Il s'agit simplement de savoir si un pareil plan était complètement irréalisable en l'espèce, et si un autre pouvait plus sûrement conduire au but.

» Nous ne le croyons pas.

» Batare l'armée russe, la disperser, prendre Moscou, tout cela pouvait se faire en une seule campagne, mais nous pensons qu'une condition indispensable a fait défaut : il fallait entrer à Moscou avec une armée redoutable, avec des forces imposantes.

» Et nous pensons aussi que cette condition pouvait être remplie sans l'incroyable insouciance et l'audace outreconfiante qui caractérisaient ce grand homme de guerre.

» Il est entré à Moscou avec 90,000 hommes et il pouvait y arriver à la tête de 200,000.

» La chose était possible, s'il avait conduit son armée avec plus de précautions et plus de ménagements. Mais toutes ces préoccupations n'étaient point son péché mignon. Il aurait pu économiser 30,000 hommes dans ses combats, s'il n'avait pas toujours pris le taureau par les cornes. Un peu plus de soins, un peu plus d'ordre dans les marches où il enfournait inutilement des masses effroyables sur une seule route, lui aurait permis d'éviter à son armée bien des privations et de la maintenir sur un pied beaucoup plus redoutable ; que cette armée de 200,000 hommes, entrée victorieusement au cœur de la monarchie, ait suffi pour produire l'effet moral désiré et pour faire signer la paix à l'adversaire, c'est une question que nous ne voulons pas trancher, mais, dans tous les cas, il était permis de l'espérer.

» On ne pouvait pas prédire, on ne pouvait peut-être pas même prévoir que les Russes abandonneraient Moscou, le brûleraient et se lanceraient dans la guerre à outrance ; du jour où ces faits devaient se produire, la campagne était perdue d'avance, quelle que fût la façon de la conduire...

» Maintenant, quel était donc cet autre plan imaginé après coup, et qu'on prétend être plus sage ou plus méthodique, selon l'expression à la mode ?

» Bonaparte devait, dit-on, faire halte sur le Dnieper et la Duna, terminer dans tous les cas la première campagne par la prise de Smolensk ; puis s'installer dans la région conquise, assurer ses ailes, asseoir sa base d'opérations, mettre la Pologne sous les armes ; rassembler ainsi toutes ses forces vives pour se précipiter, d'un élan plus sûr et plus vigoureux, vers Moscou, à la reprise des hostilités.

» Tous ces projets ont une certaine apparence quand on ne les étudie pas de très près, et quand on ne compare pas leurs chances respectives avec celles du plan suivi en réalité par Bonaparte.

» D'après ses critiques, il aurait donc dû s'occuper dans la première campagne des sièges de Riga et de Bobruisk (les seules places fortes de la région), et organiser pour l'hiver une ligne de défense, allant de Riga, par la Duna, jusqu'à Vitebsk, de là par Smolensk, le long du Dniepr, jusqu'aux environs de Rogatchev, puis le long de la Pripet et du Muchaviez jusqu'au Boug : total, une longueur de 200 milles environ.

» Il aurait donc terminé la première campagne sans avoir battu l'armée russe, qui serait restée intacte, et sans même avoir menacé Moscou. Les forces russes, très faibles au début des hostilités, auraient été bientôt doublées ; les formations nouvelles auraient en le temps de s'instruire, de s'organiser, et l'hiver ne se serait pas écoulé avant qu'une offensive vigoureuse se fût dessinée sur un ou plusieurs points de cette immense ligne de défense. Pareilles éventualités n'étaient pas de nature à sourire à Bonaparte. Ce qu'il devait appréhender par-dessus tout, c'est qu'une victoire remportée dans de pareilles conditions restât improductive, parce qu'au milieu de l'hiver, et même à la fin de l'automne, il ne pouvait plus trouver aucun objectif à ses coups pour exploiter ses succès et donner du corps à ses victoires.

» Il n'aurait donc pu que parer les coups, sans pouvoir riposter efficacement.

» Et si l'on songe à l'exécution ! Comment installer ses troupes ? Dans des cantonnements ? L'opération ne pouvait s'appliquer qu'à certains corps, voisins des villes considérables. Dans des camps ? C'était impraticable en hiver. Et s'il avait groupé ses masses dans les grandes villes seulement, toutes les régions intermédiaires n'étaient plus à lui et appartenaient aux Cosaques.

« Les pertes qu'aurait faites l'armée française dans de pareils quartiers d'hiver ne pouvaient être compensées par l'armement de la Pologne. Cette contrée était écrasée par la présence des armées qui absorbaient toutes ses ressources.

» Admettons néanmoins, pour un instant, que ce plan eût atteint son objectif, c'est-à-dire eût permis de préparer la campagne suivante.

» Songeons un peu à ce que devait donner l'autre plan ; songeons que Bonaparte prenait son adversaire au dépourvu, pouvait lui opposer une supériorité numérique écrasante, lui arracher de vive force une grande victoire, et mener toute son entreprise avec cette rapidité qui est si nécessaire aux effets de démoralisation, et qu'enfin il pouvait espérer aller à Moscou d'une traite et y attendre les propositions du vaincu. Si nous rapprochons toutes ces chances des éventualités de la campagne, dite méthodique, on peut en déduire, tout bien pesé, que le plan adopté par Bonaparte avait pour lui beaucoup plus de chances que l'autre, et qu'à ce point de vue il était, pour parler correcte-

ment, le plus méthodique et le plus prudent. On comprend bien, dans tous les cas, qu'un homme comme Bonaparte n'ait pas hésité longtemps entre les deux projets.

» Ce sont les dangers du moment qui dictent le plus impérieusement la conduite des hommes et c'est pourquoi un acte qui nous paraît une témérité est souvent l'unique voie de salut, et constitue parfois un acte de haute sagesse. Rarement la raison seule suffit pour déterminer chez l'homme des actes de cette nature; il y faut presque toujours l'audace que donne une grande force de caractère.

» Cette qualité ne manquait certes pas au célèbre conquérant de l'Europe, et elle lui manquait si peu qu'il aurait choisi par tempérament le parti le plus audacieux, lors même que son génie ne l'aurait pas averti que ce parti était en même temps le plus sage.

» Nous le répétons : tout ce qu'il a été, il le doit précisément à son audace, à son esprit de résolution, et ses campagnes les plus brillantes auraient été blâmées comme celle de 1812, si elles n'avaient pas été couronnées de succès. »

« Tout ramener à une seule grande bataille décisive », dira pour la centième fois Clausewitz, à propos de la campagne de 1815, « voilà ce que Bonaparte, le premier, a osé faire. Nous disons osé, non pas que ce procédé soit nécessairement plus audacieux que celui qui consiste à diviser, à décomposer l'action et les coups, car dans bien des cas cette dernière manière est mille fois plus risquée que l'autre; mais nous parlons d'audace parce que, abstraction faite de tous les conseils et calculs de la raison, l'esprit humain recule effrayé devant l'idée de concentrer tous les efforts et toutes les espérances dans un seul et unique moment, dans une seule et unique bataille. Il semble que notre esprit ainsi emprisonné dans un court instant de la durée soit à l'étroit, et nous espérons vaguement qu'un peu plus de temps nous permettrait peut-être de nous procurer de nouvelles chances et de nouvelles ressources. Toutes ces idées confuses, quand elles ne sont que des sentiments et ne reposent sur aucune donnée précise, objective, sont de véritables défaillances de l'esprit humain, défaillances que les âmes fortes surmontent facilement. Bonaparte peut compter parmi les âmes les plus fortes, et le premier, disons-nous, il a osé

chercher la solution, toute la solution, dans la grande tragédie de la bataille ; disons plus, cette manière, il l'a toujours préférée partout où elle était possible. »

Clausewitz est revenu bien souvent sur cet exemple mémorable, et nous n'avons que l'embarras du choix. « Cette campagne de 1812 », dit-il dans un des chapitres de son livre sur la guerre », n'a point échoué parce que Napoléon était allé trop vite et trop loin, comme on l'assure habituellement, mais simplement parce que les conditions essentielles du succès ont fait défaut.

» La Russie n'est pas un pays qu'on puisse conquérir, c'est-à-dire qu'on puisse occuper avec les forces militaires d'un état européen quelconque, et les 500,000 hommes de Bonaparte ne pouvaient pas non plus suffire à pareille besogne.

» Une puissance comme la Russie ne peut être entamée et réduite que par ses propres faiblesses et par des divisions à l'intérieur.

» Et pour atteindre les côtés faibles de son existence politique, il faut aller frapper un grand coup au cœur même de cet immense corps. Bonaparte ne pouvait espérer avoir raison de l'obstination du gouvernement, ne pouvait ébranler la confiance, la foi et le patriotisme de la nation que s'il pouvait atteindre d'emblée la vieille et sainte capitale de Moscou. A Moscou seulement il pouvait espérer la paix, et la paix était le seul but raisonnable de sa campagne.

» Il conduisit donc le gros de ses forces vers le gros des forces russes, qui se déroba, vaille que vaille, et ne fit tête qu'à Smolensk. Il entraîna Bagration dans son mouvement, battit la grande armée russe et prit Moscou. Il agit donc ici comme il l'avait toujours fait ; c'est ainsi qu'il était devenu le maître de l'Europe et il ne pouvait le devenir que par ce procédé.

» Celui qui l'admire dans ses autres campagnes ne peut pas ici s'élever contre lui. Sans doute, il est permis de juger une campagne militaire d'après l'événement, parce que celui-ci en est la meilleure critique, la meilleure pierre de touche (voir le V^e chapitre du V^e livre), mais ce jugement motivé uniquement sur l'issue de la guerre ne peut être présenté comme le dernier mot de la sagesse. Chercher les causes d'un insuccès n'est pas encore faire la critique d'une opération ; quand on a démontré que ces

causes pouvaient être entrevues, devaient être prévues, alors seulement on critique et on appelle à la barre le délinquant.

» Nous prétendons que voir une absurdité dans la campagne de 1812 simplement parce qu'elle a été un immense désastre, tandis qu'on y aurait admiré les plus sublimes conceptions si elle avait réussi, c'est faire preuve d'une grande pauvreté de jugement.

» Si Bonaparte était resté en Lithuanie, comme la plupart de ses critiques le lui ont conseillé après coup, pour s'emparer des places, c'est-à-dire de Riga et de Bobruisk, car il n'y en avait pas d'autres, c'était s'engager pour l'hiver dans une campagne défensive, absolument désastreuse. S'il l'eût fait, les critiques qui l'accablent aujourd'hui de leurs reproches auraient été les premiers à s'écrier : « Mais, ce n'est plus le Bonaparte d'autrefois ! Comment ! il n'a pu une seule fois livrer une grande bataille, lui qui savait si bien assurer ses conquêtes par des victoires, comme Austerlitz, Friedland, victoires remportées sur les derniers boulevards de la défense ! La grande capitale, la sainte Moscou complètement découverte, il a hésité à la prendre et il a laissé subsister, à portée de sa main, ce foyer de la résistance ? Il a eu la bonne fortune de surprendre ce colosse protégé par la distance comme on surprend un état voisin, aussi complètement que Frédéric a pu surprendre la petite Silésie, et il ne profite pas de cet avantage inespéré ; il s'arrête au milieu de sa course comme si un mauvais génie s'était attaché à ses talons ! » — Ainsi auraient-ils parlé d'après l'événement, car la plupart de leurs critiques n'ont pas d'autres bases que l'événement.

» Par contre, nous disons, nous : La campagne de 1812 n'a pas réussi parce que le gouvernement est resté inébranlable, parce que le peuple aussi a été inébranlable et fidèle ; enfin parce qu'elle ne pouvait pas réussir. C'est peut-être une faute de l'avoir entreprise, l'événement a tout le moins démontré que Bonaparte s'est trompé dans ses calculs ; mais nous prétendons que si le but pouvait être atteint, il ne pouvait l'être, en principe, d'une autre façon.

» Au lieu de s'embarquer vers l'extrême orient, dans une de ces campagnes défensives inextricables et très coûteuses, semblable à celle qui le paralysait déjà de l'autre côté dans l'ouest, Bonaparte a employé le seul moyen qui pouvait le conduire au but ; il a cherché à dicter la paix par un grand coup qui démora-

lise et renverse l'adversaire. Que son armée fût ainsi exposée à la ruine, c'est le risque, c'est l'enjeu de la partie engagée et le prix qu'il devait mettre à la réalisation de ses espérances. Si le désastre, si les pertes ont été plus grandes que de raison, ce n'est point parce qu'il a poussé trop avant, ce qui était inévitable pour atteindre le but poursuivi, mais bien parce qu'il a ouvert la campagne trop tard ; parce que sa tactique brutale a consommé trop de monde ; parce qu'il a négligé les soins nécessaires à l'entretien des troupes, insuffisamment organisé sa route de retraite, et enfin parce qu'il a quitté Moscou trop tard....

» Si Bonaparte avait repassé le Niemen avec 250,000 hommes au lieu de 50,000, débris des 600,000 qui l'avaient franchi en juillet, chose qui était possible s'il avait évité les fautes que nous lui avons reprochées il y a un instant, la campagne était sans doute un échec ; mais la théorie n'aurait rien à dire, car perdre la moitié de son monde, ce n'est pas un enjeu extraordinaire, surtout quand on songe à la grandeur du but poursuivi. »

A propos du plan que les Russes avaient, non pas adopté, mais qu'ils ont suivi en réalité, *volens nolens*, Clausewitz avait déjà dit :

« L'infériorité numérique était encore plus considérable au début de 1812, pour les Russes, qu'elle n'avait été pour Frédéric au commencement de la guerre de Sept Ans. Mais les Russes avaient l'espoir de se renforcer considérablement pendant la campagne. Toute l'Europe était secrètement, mais foncièrement hostile à Bonaparte, dont la puissance avait atteint son apogée. Une guerre atroce était déchainée en Espagne, et les énormes dimensions de la Russie allaient permettre à celle-ci d'user, jusqu'aux dernières limites, les forces de l'adversaire par une retraite prolongée sur une longueur de plus de 100 milles. Une campagne entreprise dans de pareilles conditions et avec des proportions aussi grandioses, non seulement devait aboutir à un désastre, si elle ne réussissait pas (et comment pouvait-elle réussir si Alexandre ne signait pas la paix, et si ses sujets ne se révoltaient pas ?), mais encore ce désastre pouvait entraîner la ruine de l'adversaire. La plus haute sagesse n'aurait pu conseiller un plan meilleur que celui que les Russes ont suivi sans le vouloir.

» Qu'on n'ait pas vu les choses sous ce jour au début de la

campagne, et qu'on ait taxé ce plan d'extravagance, peu importe, ce n'est pas cette raison qui nous empêche de le tenir pour ce qu'il y avait de plus raisonnable. Si l'histoire doit nous apporter quelques enseignements, nous devons considérer comme possibles, dans l'avenir, les événements tels qu'ils se sont passés; et ceux qui ont la prétention de porter un jugement en pareille matière reconnaîtront que les incidents, consécutifs à la marche sur Moscou, ne sont pas tous l'effet du hasard. Si les Russes avaient pu défendre convenablement leur frontière, la puissance française probablement recevait une atteinte et l'étoile du grand capitaine pâlisait; mais ni la puissance, ni la fortune de la France ne recevaient un aussi rude coup. »

Et à propos du droit qu'a la critique d'invoquer l'événement pour porter un jugement sur les faits, il nous dira encore :

« Lorsque Bonaparte se mit en route pour Moscou, en 1812, il s'agissait de savoir si la prise de cette capitale et les événements qui allaient la précéder seraient suffisants pour forcer Alexandre à signer la paix, comme il l'avait fait après Friedland, en 1807, comme l'avait fait l'empereur François après Austerlitz et Wagram, en 1805 et en 1809; car si Napoléon ne trouvait pas la paix à Moscou, il ne lui restait plus qu'à faire demi-tour; la campagne se terminait par un échec stratégique. Nous ne nous inquiéterons pas de ce que Bonaparte a fait pour arriver à Moscou, et nous ne rechercherons pas s'il a oublié quelques-unes des choses qui auraient pu inciter l'empereur Alexandre à demander la paix; nous ferons abstraction aussi des circonstances désastreuses qui ont aggravé la retraite et dont on trouverait peut-être l'origine dans la conduite même de la campagne.

» La question reste toujours la même; car, si brillants que pussent être les résultats d'une entrée triomphale à Moscou, il fallait toujours se demander si la prise de la capitale démoraliserait l'empereur Alexandre au point de l'amener à récipiscence; et la retraite, même avec des caractères moins tragiques, aboutissait toujours à l'échec de l'entreprise. Si l'empereur Alexandre avait signé une paix désavantageuse (1), la campagne de 1812

(1) C'est-à-dire avait eu la faiblesse de se reconnaître vaincu.

prenait rang à côté des campagnes d'Austerlitz, de Friedland, de Wagram. Mais sans la paix, ces dernières aussi eussent abouti probablement à de semblables catastrophes. A tout le moins nous devons laisser au destin le soin de résoudre cette dernière énigme, et cela, quelque habileté, quelque sagesse et quelque force que Napoléon ait pu déployer. Appuyé sur cet exemple de 1812, allons-nous maintenant déclarer que ses campagnes de 1805, 1807 et 1809 sont œuvres de témérité, d'imprudence; que l'événement était contraire à la nature des choses, et qu'en 1812, enfin, les lois supérieures de la stratégie ont eu raison de l'aveugle fortune? Ce serait une sentence injuste, tyrannique, dont on ne pourra jamais fournir qu'une demi-justification, car la recherche la plus minutieuse des relations de causes à effets ne nous fait pas pénétrer assez profondément dans le for intérieur du prince vaincu, pour nous dire ce qui s'y passe et ce qui s'y passera.

» On n'a pas davantage le droit de dire que la campagne de 1812 méritait le même succès que les autres, et que son insuccès est dû à une cause extraordinaire, en dehors de toute prévision humaine; car l'inébranlable fermeté de l'empereur Alexandre n'est point une chose inattendue, surhumaine.

» Combien il est plus simple de dire : en 1805, 1807 et 1809, Bonaparte a bien jugé son adversaire; en 1812, il l'a mal jugé, il s'est trompé : alors il a eu raison, et, après, il a eu tort. Et qui nous autorise à tenir ce langage? *L'événement!* »

En toute chose, dira-t-il ailleurs, il faut considérer la fin, et cette dictée du bon sens s'applique *a fortiori* à la grande guerre, à la guerre vraie, *absolue*, qui vise la ruine totale de l'adversaire. Ici c'est donc le succès final qu'il faut voir. « Tant qu'on ne le tient pas, il n'y a rien de fait. C'est le cas de le répéter sans cesse : la fin couronne l'œuvre. A ce point de vue, la guerre devient un tout indivisible, dont les différentes parties n'ont de valeur que par leur rapport avec l'ensemble. La conquête de Moscou et de la moitié de la Russie n'avait aucune valeur pour Bonaparte si elle ne lui procurait pas la paix qu'il voulait obtenir. Ce n'était qu'une pièce de son plan de campagne, auquel il manquait une autre pièce, savoir : la dispersion des armées russes; supposons cette lacune com-

blée, et la paix devenait aussi probable que peuvent l'être les choses prévues par la sagesse humaine. Mais ce succès complémentaire, Bonaparte ne pouvait plus l'atteindre, maintenant qu'il avait laissé échapper l'occasion favorable, et tous ses autres avantages, non seulement furent inutiles, mais causèrent sa perte. »

Nous avons déjà fait allusion plus haut au parti qu'on pourrait tirer des enseignements de Clausewitz pour ramener tout le concept de la guerre à une idée très simple : la démoralisation ; et toute la théorie de la guerre à la théorie de la démoralisation.

« Bien que dans les livres — c'est Clausewitz qui parle — on s'occupe peu ou point des grandeurs morales, elles appartiennent cependant à la théorie de la guerre comme tout le reste. » (Beaucoup plus que tout le reste) : « Car je dois le dire encore une fois : Pauvre philosophie que celle qui va chercher ses principes et ses règles en dehors du domaine des grandeurs morales et qui, au moment inévitable, où celles-ci paraissent sur la scène, se met à énumérer scientifiquement, pesamment de prétendues exceptions ; ou encore fait appel au talent, au génie, qui sont, comme on dit, au-dessus de toutes les règles ; ce qui autorise à conclure que ces règles, non seulement sont faites pour des imbéciles, mais encore sont en elles-mêmes des niaiseries. »

Imbécillité et niaiseries ne sont pas des termes trop forts pour qualifier une opération qui consiste, après tout, à supprimer, dans l'examen d'un débat, ce qui fait précisément le fond du débat. Car la guerre, et en dernière instance la bataille, son grand agent, est essentiellement un conflit de forces morales. Et, dès lors, quel moyen d'écarter de ce conflit les grandeurs morales et leur toute-puissante influence ? Et sous quel prétexte d'ailleurs ? Sous le prétexte qu'on les suppose égales de part et d'autre ? Le résultat de cette belle opération reste le même : une sottise doublée d'un escamotage ridicule. Ridicule ou enfantin, comme on voudra ; attendu qu'il n'est jamais venu à l'esprit d'un théoricien quelconque de mettre, par exemple, des troupes armées de fusils à magasin en présence d'adversaires pourvus de simples bâtons.

Au contraire, toutes les théories, à l'origine de leurs spécula-

tions, supposent égales de part et d'autre — elles ne peuvent agir autrement — non seulement les grandeurs morales, mais toutes les grandeurs matérielles : le nombre, l'armement, l'instruction, etc., sans renoncer, de ce fait, à examiner le jeu de ces derniers facteurs.

Pourquoi donc, refuseraient-elles d'examiner le jeu des forces par excellence, des forces morales, des facteurs psychologiques ? Parce qu'on ne peut les mesurer, les chiffrer, les peser comme les autres ? Nous n'avons pas licence de supprimer tout ce qui ne peut se peser et se mettre en équation. Ce serait de la démenche.

Il est bien plus simple d'accepter comme un axiome ce que la raison et l'expérience nous enseignent : la démoralisation est la fin dernière, comme l'instrument efficace et l'explication vraie du succès ; d'en conclure immédiatement que toutes les spéculations et combinaisons du commandement, ainsi que tous les actes des exécutants doivent, par conséquent, tendre à la démoralisation de l'adversaire ; que tous les procédés, stratégiques et tactiques, doivent être passés à cette pierre de touche infailible, afin de choisir, avec connaissance de cause, ceux qui entament le moral de l'adversaire et réciproquement, de rejeter ceux qui pourraient entamer le nôtre.

Pour parler net, il faudrait résolument s'atteler à la théorie de la démoralisation.

C'est une très grosse besogne, qui demanderait à être faite pour elle-même et non pas à la cantonade, et à propos des élucubrations de Samarticus ; et, si nous revenons ici sur cette pensée, c'est simplement parce qu'elle nous paraît propre à fixer dans l'entendement les leçons de Clausewitz.

En effet, si l'idée d'une pareille entreprise est déjà suggérée au lecteur attentif par l'exposé des doctrines mêmes que nous avons entendues et que nous allons entendre encore, elle s'attache à lui, elle l'obsède en quelque sorte, quand Clausewitz, appliquant ses doctrines au cas mémorable de 1812, nous fait comprendre le sens de son profond aphorisme : « La guerre table sur les faiblesses humaines et elle est tout entière dirigée contre elles : *Der ganze Krieg setzt die menschliche Schwäche voraus und gegen diese ist er gerichtet.* »

C'est toute la philosophie de la guerre et c'est bien aussi toute la philosophie de 1812.

Terrasser l'adversaire, voilà le but de la guerre, sans doute, mais le terrasser, ne l'oublions plus maintenant, c'est le démoraliser.

Parmi les moyens que préconise Clausewitz pour terrasser l'adversaire figure, bien entendu et en première ligne, la grande bataille décisive, tragique : la bataille napoléonienne ; et, on peut dire que, sous ce rapport et en dépit du proverbe, Clausewitz a été prophète dans son pays ; ses enseignements ont créé les doctrines, ont, à la lettre, façonné et pétri les cervelles des militaires et des hommes d'État prussiens.

« Quand nous entreprendrons une grande guerre, leur a-t-il dit bien souvent, il faut tout d'abord que nos forces soient suffisantes :

» 1^o Pour remporter une victoire décisive sur l'adversaire ;

» 2^o Pour suffire aux dépenses et au prolongement des efforts jusqu'au point où l'exploitation de notre succès rompra l'équilibre, de telle façon, qu'il ne puisse plus se rétablir.

» Ensuite notre situation politique doit nous garantir que notre victoire ne va pas nous susciter un nouvel adversaire, qui nous obligerait immédiatement à lâcher prise...

» Il nous faut donc prévoir et examiner ces trois instances possibles du procès, afin qu'après l'avoir gagné aux deux premières nous ne le perdions pas à la troisième et dernière, pour nous entendre condamner à tous les dépens. »

Sarmaticus méprise aujourd'hui ces sages conseils, c'est son affaire ; mais on doit constater que, dans la conduite des guerres que la Prusse a eu à soutenir jusqu'ici, ses militaires et hommes d'État ont pris garde de ne point les dédaigner.

Napoléon aurait-il donc oublié, lui, de prévoir, en 1812, toutes ces instances ? Nous ne le croyons pas. En quoi s'est-il donc trompé ? Il s'est trompé dans l'estimation du moral de son adversaire ; il s'est trompé sur le degré d'efficacité de ses procédés d'intimidation habituels appliqués au tempérament de la nation russe et de son souverain.

Quant à ceux qui, comme Sarmaticus, insinuent que Napoléon, une fois engagé en Russie, pouvait mener son entreprise à bonne fin par une meilleure division du travail dans le temps, par une marche plus lente, plus méthodique — bref, en échangeant ses pro-

cédés et sa manière — ils feront bien, ceux-là, de méditer les lignes qui suivent :

« Dans cet examen du jeu et de l'emploi des forces, l'esprit s'accroche souvent à l'idée d'une analogie dynamique et on se figure que le temps peut entrer comme facteur dans le résultat total, dans l'effet utile poursuivi. On est exposé à se dire : la moitié des efforts, la moitié des forces dépensés en deux ans suffiront pour obtenir le même résultat que la totalité dépensée en un an. Cette idée qu'on retrouve souvent ou claire ou confuse dans les plans de campagne est absolument fausse.

» Comme tous les actes humains, la guerre a besoin, pour s'accomplir, d'un certain temps. On ne peut pas aller à pied de Vilna à Moscou en huit jours, c'est trop clair; mais il n'y a pas trace ici d'une permutation, d'une substitution possible de la force et du temps comme en dynamique. Le temps est nécessaire aux deux champions, il s'agit simplement de savoir quel est celui des deux qui peut trouver un bénéfice à attendre; c'est visiblement celui qui succombe sous les efforts de l'autre...

» Nous avons voulu démontrer par ce raisonnement qu'aucune conquête ne saurait être menée trop rapidement; que si l'on est obligé, en réalité, de diviser le travail dans le temps, cette obligation n'allège pas, mais alourdit la tâche. Si ce point de vue est juste, il est juste aussi de dire : Si l'on est assez fort pour faire une conquête, on doit l'être assez pour la faire d'un seul coup, sans décomposer, sans étapes intermédiaires. Nous ne parlons pas de ces haltes insignifiantes, toujours nécessaires pour se reposer, se remettre et se rassembler.

» Cette manière de voir, qui va pousser sans relâche l'offensive vers la crise dernière, sape par la base l'idée en vertu de laquelle on voudrait substituer à cette marche continue, implacable, la marche dite méthodique qu'on lui oppose volontiers, comme étant plus prudente et plus sûre. Peut-être même que ceux qui, jusqu'ici, nous ont accordé leur adhésion vont trouver notre assertion paradoxale; en effet, elle heurte de front, à première vue, des préjugés si enracinés, des doctrines prônées tant et tant de fois dans les livres, qu'il n'est pas inutile de nous y arrêter quelques instants. Sans doute, un objectif prochain est plus facile à atteindre qu'un objectif éloigné; mais, pourtant, si ce dernier peut seul nous donner satisfaction, est seul dans nos desseins, une

halte, une station, après la première moitié du trajet, ne nous facilitera nullement l'autre moitié. Une petite enjambée demande moins d'efforts qu'une grande ; mais celui qui a un large fossé à franchir ne s'avisera jamais de le sauter en deux fois. »

Clausewitz a dit ailleurs, et dans une autre occasion : « Au moment où toutes nos forces sont là rassemblées sous la main pour une partie décisive, l'esprit humain se cabre, hésite, et il lui semble qu'il gagnerait quelque chose à attendre. Pure illusion ! le temps ne doit plus rien et il ne nous apportera rien, au contraire. » C'est plus qu'une illusion, c'est une défaillance, et il ne faut pas se lasser de le répéter : Quand on touche à la crise qu'on a voulue, cherchée, il faut *y aller*, et l'insuccès, à la guerre surtout, est encore plus le résidu, le *caput mortuum* des défaillances de la volonté que des éclipses de l'intelligence.

« Si nous examinons de plus près, continue l'auteur, le concept de la marche dite méthodique, nous voyons qu'il prétend se justifier habituellement par les considérations suivantes :

» 1^o Capturer les places ennemies qu'on a rencontrées sur son chemin ;

» 2^o Rassembler des approvisionnements ;

» 3^o Fortifier certains points importants : dépôts, têtes de pont, positions, etc.

» 4^o Reposer et refaire les troupes dans des cantonnements ou dans des quartiers d'hiver ;

» 5^o Attendre les renforts que l'année suivante nous promet.

» Pour atteindre ces différents objectifs on fait une station dans la marche, une halte dans le mouvement, et l'on croit ainsi se procurer une nouvelle base et de nouvelles forces, comme si la nation elle-même allait venir se mettre sur les talons de l'armée, et comme si ses forces vives pouvaient s'augmenter à chaque nouvel effort, à chaque nouvelle campagne.

» La poursuite de tous ces objectifs secondaires peut être plus agréable à l'offensive, mais elle n'augmente pas la certitude pour l'avenir ; la plupart des motifs que la marche méthodique met en avant ne sont que des prétextes pour masquer certaines défaillances du généralissime ou des cabinets. Nous allons essayer de culbuter tous ces arguments les uns sur les autres, en commençant par la gauche :

» 5^o Attendre des renforts c'est autant, et il faut dire plus, le fait de la défense que de l'attaque. En outre, il est dans la nature des choses qu'un État puisse mettre sur pied en une année autant de force armée qu'il en pourrait mettre en deux. Ce n'est pas l'accroissement général de ses ressources en une année qui peut modifier son rendement sous ce rapport.

» 4^o L'adversaire se repose aussi bien que nous.

» 3^o Fortifier les villes et les positions n'est pas l'affaire de l'armée, qui ne doit pas s'arrêter de ce chef.

» 2^o Avec le mode de ravitaillement des armées modernes, les magasins sont encore plus nécessaires en station qu'en mouvement. Tant que se prolonge le mouvement de progression on s'empare d'approvisionnements qui peuvent nous aider dans les contrées pauvres.

» 1^o La capture des places fortes ne peut pas être considérée comme une suspension de l'attaque ; c'est un surcroît d'intensité dans l'action et l'arrêt extérieur qu'elle produit dans le mouvement en avant ne rentre point dans le cas examiné, où il s'agit d'une suspension, d'une atténuation dans l'emploi de la force armée. Siège en règle ou investissement, ou simple observation des places ? C'est une question qui doit être élucidée dans chaque cas particulier, d'après les circonstances de l'espèce. Tout ce qu'on peut dire, en général, c'est que la réponse à cette question en tranchera une autre, savoir : si un simple investissement et la continuation de la marche nous exposent à de trop grands dangers. Si ce n'est point le cas, et si on a de la place pour déployer ses forces, on fera mieux de remettre le siège en règle pour le moment où le mouvement en avant prendra fin. On ne se laissera donc point entraîner à négliger l'essentiel pour mettre ses premières conquêtes en sécurité ;

» Il semble, en effet, que la continuation de la marche doive remettre en question ce qui est déjà acquis. Nous croyons, néanmoins, que les repos, haltes et coupures ne sont point à leur place dans une guerre offensive ; que s'ils deviennent inévitables il faut les considérer comme des inconvénients qui, loin d'assurer le succès final, ne peuvent que le compromettre ; nous dirons plus et nous maintiendrons ferme ce point de vue général qu'une halte que nous avons dû faire par impuissance ne nous procurera pas un nouvel élan ; que si cette impulsion se produit, la halte,

alors, n'était réellement pas nécessaire, et enfin que, si les forces sont insuffisantes pour aller d'emblée jusqu'au but, elles le seront toujours avec ou sans arrêt dans le mouvement.

» Nous n'exprimons, nous l'avons dit, qu'une vérité d'ordre général, et nous avons voulu simplement repousser cette idée que le temps puisse conspirer pour l'agresseur. Comme les constellations politiques peuvent se modifier d'une année à l'autre, il se produira souvent des cas particuliers qui échapperont à la règle générale.

» On pourrait croire aussi que nous avons abandonné le point de vue d'ensemble où nous nous étions placé dès le début, et que nous n'envisageons plus que la guerre offensive. Il n'en est rien. Certainement, celui qui a juré la ruine de son adversaire (*Niederwerfung des Feindes*) n'ira pas volontiers chercher son salut dans la forme défensive, qui ne vise qu'à rester en possession ; mais nous déclarons obstinément qu'une défense sans principe positif est un véritable contre-sens, en stratégie comme en tactique, et nous répétons donc que toute défense est tenue rigoureusement de songer à l'attaque ; de se ménager les moyens de la faire aussitôt que son attitude première lui a donné ce qu'elle en attendait ; et qu'en conséquence, au deuxième acte, véritable objet de la défensive, on fera bien de se donner soi aussi pour dénouement la destruction totale de l'adversaire ; et, qu'enfin, l'agresseur lui-même, qui s'est imposé *à priori* ce même but, préférera cependant, plus d'une fois, commencer par l'attitude défensive. Il serait facile de démontrer, par l'exemple de 1812, que ce dernier concept n'est point une chimère. Sans doute l'empereur Alexandre ne s'était point proposé au début la ruine totale de l'adversaire qui a été, en réalité, l'issue finale de la guerre ; mais ne pouvait-il pas l'avoir en vue, et si oui, n'était-il pas naturel de commencer néanmoins par la défensive ? »

Ce concept si ferme, si viril de la guerre offensive est, comme on le voit, la condamnation en forme, non pas seulement du plan de campagne de Sarmaticus, mais de tous les plans qui, sous prétexte de méthode, ouvrent la porte aux atténuations, altérations de « l'énergie sanglante », qui est la loi supérieure de ce terrible jeu de la guerre.

Nous savons donc qu'il faut entendre par destruction de l'ad-

versaire, en dernière instance : la destruction de ses forces morales, sa démoralisation.

Un excellent procédé pour atteindre ce but, procédé qui a été fortement recommandé de tout temps, et n'a rien perdu de sa valeur, consiste à briser ses moyens d'action sur le champ de bataille : à détruire hommes, chevaux, canons et autres engins ou instruments ; sans doute, mais ce n'est qu'une première étape, qu'une première instance, car, tant que l'adversaire conserve la force morale, c'est-à-dire la volonté d'agir, il conserve toujours des moyens d'action et il peut, au besoin, s'en procurer de nouveaux. En outre, et cette observation est capitale, des expériences mille fois répétées nous avertissent que la cause vraiment efficiente du succès ou de la défaite, c'est non pas la rupture de l'équilibre des forces physiques et des moyens d'action, mais bien la rupture de l'équilibre moral, puisqu'à chaque instant nous voyons le vainqueur faire plus de pertes que le vaincu. Il y a plus : le vaincu, au moment où il se reconnaît tel, a très souvent conscience que le vainqueur a plus souffert que lui. « Une bataille perdue est une bataille qu'on croit avoir perdue. » A bien plus forte raison : une campagne perdue est une campagne qu'on croit avoir perdue.

La victoire décisive, la victoire vraie, c'est la victoire morale.

Non, dirons-nous donc avec Clausewitz, ce n'est point la manière de Napoléon, qui a été en défaut en 1812. Sa manière était la bonne. Et, en effet, l'homme qui a été le plus profondément pénétré de toutes ces doctrines, jusque dans les moelles ; qui en a été l'incarnation la plus vivante et la plus puissante, parce qu'il était admirablement doué pour les appliquer et les a appliquées souvent avec une maestria incomparable ; le plus grand démolisseur d'armées que l'on connaisse ; le roi des *enfonceurs*, selon le mot du grognard de Charlet ; et, enfin, le plus fougueux et le plus terrible artisan de démoralisation qui ait jamais travaillé sur les champs de bataille, c'est lui, Napoléon, que Clausewitz a appelé le Dieu de la guerre moderne.

Quand Gouvion-Saint-Cyr, se joignant à tous ceux que Clausewitz a réfutés, vient nous dire, à son tour, que Napoléon s'est perdu en 1812 pour avoir suivi trop aveuglément le principe de Machiavel (il paraît qu'il est de Machiavel), c'est-à-dire pour avoir trop couru après la grande bataille décisive, nous

osons répondre : Si Napoléon a eu un tort, ce n'est point d'avoir couru après la bataille décisive, c'est de ne l'avoir pas pu atteindre. Il a gagné des victoires en 1812, à jamais mémorables ; mais la victoire vraie, décisive, qui déconcerte l'adversaire, la victoire morale enfin, il ne l'a jamais tenue. Et, dès lors, tout s'explique, Napoléon n'ayant pu atteindre le but final de la guerre, l'entreprise ne pouvait aboutir qu'à un désastre.

Qu'il fût possible d'en diminuer l'étendue, peu nous importe en ce moment ; le désastre restait parce qu'il était inévitable.

Une des plus étonnantes applications de l'aphorisme cité plus haut : « Une bataille perdue est une bataille qu'on croit avoir perdue », est bien celle qu'a faite le vieux Kutuzov, le soir de Borodino.

La scène est racontée et un peu arrangée sans doute, — mais qu'importe, — par Tolstoï avec le talent que l'on sait.

« — Vous avez vu, vous avez vu ? hurlait Kutuzov qui s'était levé brusquement et se précipitait sur Vollzogen. Vous osez !... Vous avez cette audace ! — Et il le menaçait de sa main tremblante, et sa voix s'étranglait dans son gosier. — Comment osez-vous, Monsieur, me conter de pareilles histoires ? Vous ne savez absolument rien. Allez dire de ma part au général Barclay que ses renseignements sont faux et que moi, feld-maréchal, je sais mieux ce qu'il en est que lui.

» Vollzogen voulut répliquer, mais Kutuzov l'interrompit. — L'ennemi est repoussé à gauche, il est battu à droite. Si vous avez la berlue, Monsieur, ne parlez pas de ce que vous ignorez. Allez au général Barclay et dites-lui que mon intention est d'attaquer l'adversaire demain matin — ajouta sévèrement Kutuzov. Tout le monde se tut et on n'entendit plus que la respiration haletante du vieux maréchal. — Repoussés partout ! J'en rends grâce à Dieu et à nos braves troupes. L'ennemi est battu et demain nous le ferons évacuer le sol de la sainte Russie. — Et Kutuzov se signait et il sanglotait et des larmes coulaient sur ses joues ridées. Vollzogen se retira sans mot dire, haussant les épaules et se mordant les lèvres devant l'obstination de son chef.

» Kutuzov, sans prendre la peine de le regarder, se mit à dicter les ordres pour l'attaque du lendemain.

» Et par ces canaux invisibles et mystérieux qui font circuler



l'énergie morale, c'est-à-dire la véritable vie dans une armée, les paroles de Kutuzov, ses ordres pour l'attaque du lendemain parvinrent en un clin d'œil jusqu'au dernier des combattants.

» Et tous ces braves, épuisés, découragés par une lutte terrible, apprenant qu'on attaquait l'ennemi demain, croient ce qu'ils désirent, ils se rassèrent et bientôt se félicitent les uns les autres. »

« L'issue de la campagne, écrit Clausewitz à propos de cette bataille, qui ne pouvait être entrevue, au début des hostilités, que par un homme d'une grande sagacité et d'un profond jugement, et sur laquelle ne pouvait spéculer qu'un esprit d'une envergure extraordinaire, — cette issue était si prochaine, si visible qu'un esprit clairvoyant pouvait déjà la deviner. Bonaparte était engagé dans des difficultés si inextricables, que les choses allaient s'arranger naturellement pour les Russes et presque sans leur concours.

» Certainement Kutuzov n'eût point livré la bataille de Borodino, qu'il ne pouvait avoir l'espérance de gagner, s'il n'y avait été forcé par l'opinion de la cour, de l'armée et par la voix publique qui la réclamait dans toute la Russie. Il alla probablement au-devant de cette bataille comme on va au-devant d'un mal nécessaire. Mais il connaissait les Russes et savait les prendre. Avec une audace inouïe, il se proclama vainqueur, annonça partout la ruine prochaine de l'armée française, laissa croire à tous qu'il allait livrer une deuxième bataille pour défendre Moscou, et n'épargna enfin aucune hablerie. De cette façon, il flatta l'amour-propre de l'armée et de la nation. Par ses proclamations et ses invocations religieuses, il chercha à agir sur les esprits et créa ainsi une nouvelle espèce de confiance, artificielle sans doute, mais qui, au fond, reposait sur quelque chose de réel, savoir : la déplorable situation de l'armée ennemie. De sorte que la légèreté cynique et les hableries du vieux renard ont mieux servi les intérêts russes que n'aurait pu le faire l'honnêteté de Barclay. »

Cette dernière réflexion de Clausewitz est un peu amère et pessimiste. Peu nous importe que les motifs qui ont dicté la conduite de Kutuzov, le soir de Borodino, soient plus ou moins désintéressés, il s'agit de savoir si un général en chef peut et doit faire des efforts pour combattre ou atténuer les effets de démoralisation d'un échec ? Toute la question est là. Aussi pré-

férons-nous les réflexions inspirées au général Dragomirov par la scène racontée plus haut. « Maintenant, dit-il, mettez à la place de Kutuzov un de ces généraux qui, selon le mot de Napoléon, se font des tableaux, c'est-à-dire qui prennent les mouches pour des éléphants (*Kotorye dielaïoute ize moukhi slona*). Le rapport de Vollzogen l'aurait convaincu que tout était perdu et qu'il n'y avait plus rien à faire qu'à battre en retraite au plus vite ; on aurait vu des officiers aux physionomies défaites partir au grand galop dans toutes les directions ; les ordres de retraite étaient donnés avec précipitation et la retraite s'effectuait de même ; si elle ne dégénérait pas en déroute, le résultat moral de la journée n'en était pas moins perdu. Si l'on veut bien tenir compte de ces considérations, on reconnaîtra que l'attitude, la personne même du généralissime a une tout autre importance que ne le croit l'auteur de *Voina i Mir*. D'ailleurs, le comte Tolstoï est à lui-même son meilleur Aristarque ; dès qu'il se met à peindre, il démolit de fond en comble ses théories philosophiques. » L'artiste tue le philosophe, comme l'a dit auparavant le général Dragomirov.

Et en effet, le comte Tolstoï, qu'on pourrait accuser d'avoir voulu introduire le nihilisme dans l'art de la guerre lorsqu'il affirme que l'influence du commandement est nulle dans la conduite des événements, nous prouve le contraire par des arguments sans réplique ; sans réplique, parce qu'ils sont suggestifs, parce que l'artiste nous émeut et nous subjuge. Comme les soldats de Bagration à Hollabrünn, de Kutuzov à Borodino, nous sentons remuer et s'affirmer en nous-même l'irrésistible puissance de la force morale, avec laquelle on peut tout, et sans laquelle on ne pourra jamais rien. Et d'où vient cette force qui a soulevé les cœurs à Hollabrünn, les a soutenus à Borodino, qui nous a soulevés nous-mêmes, nous simples lecteurs ? Du cœur, de l'âme de Bagration et de Kutuzov ! — Ou de l'artiste si l'on veut ; mais c'est toujours la même chose ; elle vient du généralissime ou de l'homme de talent qui s'est mis, comme on dit familièrement, dans sa peau.

Cette influence d'une âme forte et fière sur les autres âmes qui lui sont confiées, influence que le théoricien a voulu nier, l'artiste nous l'a prouvé victorieusement ; il la fait sentir, et confesser au plus réfractaire.

(A suivre.)

(45)

ESSAI D'UN FUSIL A RÉPÉTITION

DANS L'ARMÉE ITALIENNE

La transformation de l'armement de l'infanterie et l'adoption du fusil à répétition ont donné lieu, en Italie, à des recherches aussi actives, à des études aussi approfondies que chez les autres puissances militaires : là, comme dans certaines armées, le courant d'opinion en faveur des magasins logés dans le fût ou dans la crosse a fait place à une préférence marquée pour des chargeurs rapides.

Après avoir présenté en 1881 un type de Wetterli transformé en arme à répétition avec un magasin dans le fût, le major Bertoldo a imaginé un mécanisme s'adaptant simplement à la boîte de culasse, comme les chargeurs Schurda, Krnka, Mannlicher et Schmarda : la charge se fait en renversant le fusil, le canon en dessous.

En même temps, le capitaine Vitali, attaché à la manufacture d'armes de Turin, laissant de côté le type de fusil à magasin dans la crosse, qu'il avait présenté en 1882, vient de reprendre l'idée du chargeur mobile, mais en évitant d'avoir à renverser le fusil pour la charge : le magasin fixe, renfermant quatre cartouches, est placé en arrière de la position de la main gauche lorsque le tireur met en joue. De plus, les cartouches sont réunies à l'avance en paquets de quatre au moyen d'une mince enveloppe de fer-blanc, de sorte que le chargement complet du magasin n'exige pas plus de temps que le chargement d'une seule cartouche.

Le prix de la transformation ne s'élève pas à plus de 10 francs par arme.

Dès le 30 septembre, douze officiers d'infanterie ont été appelés à Turin pour y suivre un cours sur le fonctionnement et le mode d'emploi de l'arme nouvelle ; à la suite de ce cours terminé le

10 octobre, 6 bataillons d'infanterie, 3 bataillons de bersaglieri et 2 bataillons alpins ont reçu des fusils modèle Vitali. Le mois de novembre sera consacré, par ces troupes, à des expériences de tir individuel et de tir de combat.

Le 21 octobre, le Ministre de la guerre faisait publier la progression des exercices dont nous croyons devoir reproduire le texte intégralement, tel que le donne l'*Esercito italiano* :

1° Le but des expériences est de constater définitivement si le fusil à répétition modèle Vitali répond à toutes les exigences d'une arme de guerre aussi bien dans le tir que dans tout service;

2° Les expériences seront faites dans les bataillons ci-dessous désignés :

- 1 bataillon alpin et 1 bataillon de bersaglieri du I^{er} corps d'armée.
- 1 bataillon alpin du III^e corps.
- 2 bataillons d'infanterie du IV^e corps.
- 1 bataillon alpin et 1 bataillon d'infanterie de ligne du V^e corps.
- 1 bataillon d'infanterie du VI^e corps.
- 1 bataillon d'infanterie du VIII^e corps ;
- 1 bataillon de bersaglieri et 1 bataillon d'infanterie du IX^e corps.
- 1 bataillon de bersaglieri du X^e corps.

Dans les bataillons qui doivent procéder aux expériences, les armes à répétition seront distribuées en nombre égal à chacune des deux premières compagnies, les deux autres conservant le fusil actuel.

Avec les fusils, les compagnies désignées recevront des cartouchières en toile destinées à porter les cartouches.

Les unes seront portées en bandoulière sur l'épaule gauche, les autres s'enfileront sur le ceinturon placé sur la giubba : à cet effet, la giubba sera fendue sur les côtés. Ces cartouchières seront portées sur la hanche droite ;

3° Chaque homme recevra avec le fusil nouveau :

- a) Une cartouchière avec six chargeurs (il versera la giberne réglementaire).

- b) Un chargeur contenant quatre cartouches d'exercice.
- c) Une boîte de fer-blanc contenant six chargeurs de réserve pour placer dans le sac.

4° L'administration enverra à chacun des corps chargés des expériences un spécimen de *giubba* pour les hommes qui doivent porter la cartouchière au ceinturon.

D'après ce modèle, les corps feront transformer le nombre de *giubbe* nécessaires, en les prélevant sur l'approvisionnement d'effets en cours de durée : la dépense de confection sera à la charge de la masse générale d'entretien, on tiendra compte dans chaque compagnie que la moitié des hommes armés du fusil Vitali auront la cartouchière en bandoulière, l'autre moitié au ceinturon.

5° Les fusils, chargeurs, cartouchières, cartouches d'exercices seront expédiés aux corps par la manufacture d'armes de Turin, en deux fois : le 15 octobre et l'un des derniers jours du mois.

A la fin des expériences, tout le matériel sera tenu à la disposition du Ministre qui donnera des ordres ultérieurement.

6° Pendant le cours des expériences, il ne sera fait aucune réparation aux armes distribuées, et s'il arrive qu'un fusil devient impropre au service, les expériences se poursuivront avec les autres armes.

7° Au cours de cette période, les armes et les cartouchières seront employées non seulement au tir, mais dans toutes les circonstances du service. Les chargeurs contenus dans les cartouchières seront tenus pleins.

8° Aussitôt reçu, le matériel sera distribué de manière que l'on puisse procéder, sans retard, à une instruction préparatoire, conformément au texte que l'administration de la manufacture doit distribuer en même temps. Pendant cette instruction préparatoire, tous les gradés ou soldats de la compagnie tireront 50 cartouches à balle en tirs individuels, moitié par chargement à répétition. La durée de cette instruction préparatoire sera de quinze jours environ, elle sera dirigée de manière à donner, dans le plus bref délai, aux hommes, une connaissance complète de leur arme.

9° Aussitôt cette instruction terminée, il sera procédé avec le

plus grand soin aux épreuves nécessaires pour constater la manière dont se comportent les armes et les munitions dans toutes les circonstances se rapprochant le plus possible de celles de la guerre. Ces épreuves consisteront en un grand nombre de tirs exécutés sous forme de feux de guerre, et en marches faites dans des conditions de temps et de lieu aussi variées que possible. Les bataillons seront, s'il le faut, détachés, à cet effet, près du terrain où ils peuvent exécuter leurs tirs de combat.

10° Les marches et les tirs de combat seront toujours exécutés par toutes les compagnies du bataillon avec le chargement de campagne au complet. Les hommes armés du fusil Wetterli ordinaire seront approvisionnés de 96 cartouches à balle réparties à raison de 24 dans la giberne, 48 dans la cartouchière du sac et 24 dans l'intérieur du sac. Les hommes armés du fusil Vitali en auront le même nombre à raison de 24 dans la giberne, 24 dans la poche à cartouches et 48 dans la cartouchière du sac.

11° Dans les marches, comme dans le tir, on tiendra compte de la fatigue ou de l'incommodité que peut occasionner la poche à cartouches soit portée en bandoulière, soit portée au ceinturon.

12° La plus grande initiative est laissée aux commandants des bataillons pour la manière d'atteindre le but proposé : il s'agit, à la fin des expériences, de donner un avis motivé sur la valeur du nouveau fusil comparé à tous égards à l'ancien.

13° Il est établi et joint à cette instruction un tableau indiquant la progression des expériences que l'on peut faire facilement et qui suffiront à établir le jugement en question. Cette progression n'est nullement obligatoire, elle est destinée à servir de guide, d'indication aux chefs de bataillon directeurs des expériences.

14° Les bataillons auront, pour le tir individuel aussi bien que pour le tir de combat, 400 cartouches à balle, à étui de laiton allégé, pour chaque fusil Vitali, et 120 cartouches pour chaque fusil Wetterli modèle 1870.

15° Dès que les expériences seront terminées, chaque commandant de bataillon, après avoir réuni les avis de ses capitaines, établira un rapport présentant les observations suivantes :

Inconvénients relatifs au fonctionnement du mécanisme de répétition, circonstances dans lesquelles ils se sont fait remar-

quer, combien de fois ils se sont produits ; on mentionnera par leurs numéros les armes où ils se sont manifestés.

Accidents, ruptures, dégradations survenus au mécanisme, avec indication des causes et avec désignation des armes.

Le chargement soit à la main, soit avec le chargeur, se fait-il facilement ?

La saillie du chargeur gêne-t-elle le soldat pour le maniement de l'arme ?

Le chargeur étant plein, peut-on facilement exécuter le tir lent, en chargeant à la main, et passer de ce tir au feu rapide ?

Des deux poches à cartouches en essai, laquelle semble préférable ?

Le montage, le démontage et l'entretien du fusil Vitali se font-ils facilement ?

Outre ces données principales, l'on pourra ajouter dans le rapport toutes les observations auxquelles les expériences auront donné lieu.

16° Au cas où le port en bandoulière de la poche à cartouches serait préféré, il y aurait lieu d'essayer de supprimer la courroie du bidon de manière à empêcher le croisement de trois courroies sur la poitrine.

Les corps auront à étudier la solution meilleure à proposer : on pourra essayer de mettre dans la gamelle une partie du pain de munition et de renfermer le bidon dans la musette.

17° Le résultat de ces expériences concernant l'équipement sera consigné dans le rapport prescrit.

18° Le rapport devra parvenir au Ministre (Direction générale de l'artillerie) le 1^{er} décembre.

19° Pendant la période des marches et tirs de combat, qui ne devra pas excéder quinze jours, la troupe et les officiers des bataillons désignés pour prendre part aux expériences recevront un supplément de solde et l'indemnité de marche.

**PROGRESSION DES TIRS D'EXPÉRIENCE QUI POURRONT S'EXÉCUTER
À 300 MÈTRES.**

1^{re} séance. — En chaîne, de pied ferme, debout et à bras francs ; feu à volonté ; tir à chargement successif, le chargeur plein : 20 cartouches.

2^e séance. — En chaîne, de pied ferme, position du tireur couché, même tir : 20 cartouches.

3^e séance. — A rangs serrés : 1^{er} rang couché, 2^e rang à genou ; feu à commandement ; chargement successif : 20 cartouches.

4^e séance. — A rangs serrés : 1^{er} rang couché, 2^e rang à genou ; feu à volonté ; chargement successif : 20 cartouches.

5^e séance (comparative). — En chaîne, debout, à bras francs ; feu à volonté ; tir accéléré ; chargement successif pour les deux fusils Vitali et Wetterli : 17 cartouches (chargeur vide, pour le fusil Vitali).

6^e séance (comparative). — Répétition de la 5^e séance dans la position du tireur couché.

7^e séance (comparative). — A rangs serrés : 1^{er} rang couché, 2^e rang à genou ; feu à volonté ; tir accéléré ; chargement successif pour les deux fusils : 17 cartouches (le chargeur Vitali rempli).

8^e, 9^e, 10^e séances (comparatives). — Répétition des 5^e, 6^e et 7^e séances, soit : 51 cartouches.

11^e séance. — En chaîne, debout, à bras francs ; feu à volonté ; tir rapide en consommant les cartouches du chargeur : 5 cartouches.

12^e séance. — En chaîne, position du tireur couché ; feu à volonté comme dans la 11^e séance : 5 cartouches.

13^e séance. — A rang serrés : 1^{er} rang couché, 2^e rang à genou, même tir : 5 cartouches.

14^e, 15^e, 16^e séances. — Répétition des 11^e, 12^e et 13^e séances : 15 cartouches.

17^e séance. — En chaîne, à bras francs ; feu à volonté, accéléré en faisant usage des cartouches du magasin et des chargeurs : 17 cartouches.

18^e séance. — Mêmes dispositions, même tir dans la position du tireur couché : 17 cartouches.

19^e séance. — A rangs serrés : 1^{er} rang couché, 2^e rang debout, même tir : 17 cartouches.

20^e, 21^e, 22^e séances. — Répétition des 17^e, 18^e et 19^e séances en tirant 25 cartouches.

Le but employé sera toujours un panneau de 20 mètres de largeur sur 1^m,80 de hauteur.

Il faut remarquer que l'on ne fera de tirs comparatifs avec le fusil Wetterli que dans les six séances numérotées de 5 à 10.

Ainsi qu'on le voit, les expériences prennent en Italie une extension qui fait pressentir, à bref délai, la solution de la question d'armement de l'infanterie en fusils à tir rapide. Il ne s'agit plus seulement d'expériences de manufacture ou de polygone : le fusil, et l'équipement qu'il comporte, sont mis en service dans 22 compagnies, soit : 1800 hommes appelés à faire usage, pendant un mois, dans toutes les circonstances du service, et dans des régions diverses, de l'armement nouveau.

Ces essais présentent donc un intérêt particulier : ils permettront, sans doute, de tirer des conclusions importantes, non seulement au point de vue du tir et de son effet utile, mais encore au point de vue du chargement du soldat, du port des cartouches et de la manière dont se comportera, en campagne, une arme compliquée par un mécanisme extérieur assez délicat.

(77)

PONTS DE CAMPAGNE

JETÉS PAR LA CAVALERIE ALLEMANDE

Parmi tous les obstacles auxquels la cavalerie peut se heurter à la guerre, pendant son service d'exploration, les cours d'eau constituent les plus sérieux. Depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours, on ne s'était jamais avisé pour les franchir d'un autre expédient, quand les ponts faisaient défaut, que de les passer à la nage.

Il semble qu'en Allemagne on se soit préoccupé de cette question dans ces derniers temps d'une façon spéciale.

Aucun élément n'est constitué dans les troupes à pied de campagne sans qu'il soit doté, dans son train de combat, d'un détachement de pionniers destinés à faire le service du pontage plutôt que celui de la fortification passagère, ce dernier étant la plupart du temps dévolu à l'infanterie qui est instruite et outillée à cet effet. On ne peut songer non plus à affecter à la cavalerie des équipages de pont, dont le moindre inconvénient serait de l'alourdir.

La solution qu'on préconise pour les troupes à cheval n'exigerait pas le transport d'un matériel toujours pesant : on entrerait dans un ordre d'idées tout autre ; c'est-à-dire qu'on enseignerait aux cavaliers les meilleurs moyens d'utiliser, pour les constructions de ponts, les matériaux trouvés sur les lieux mêmes.

C'est ainsi que le général-lieutenant comte Haeseler s'est appliqué, d'abord en Silésie, puis en Alsace, à faire jeter des ponts par les cavaliers placés sous ses ordres.

La manière d'opérer est, en elle-même, fort simple : on mesure d'abord la largeur et la profondeur de la rivière, on estime la hauteur que doit avoir le tablier du pont au-dessus du niveau de l'eau, puis l'on procède à la réquisition des matériaux nécessaires.

Le bois neuf doit être employé de préférence ; car on ne peut

avoir qu'une confiance très limitée dans la solidité des bois provenant de vieilles charpentes.

L'officier chargé de faire la réquisition doit se baser sur cette donnée que le tablier est supporté par cinq rangs de poutrelles, mais il devra tenir compte de ce que les poutrelles ne sont pas placées bout à bout, et prendre toujours six fois autant de poutrelles qu'il en faut pour représenter une fois la largeur de la rivière. En outre, il faut disposer, pour chaque travée du pont, de trois à quatre poutrelles d'une longueur égale à deux hauteurs d'homme chacune. Le nombre de travées dépendra de l'épaisseur des poutrelles qu'on aura sous la main pour former les supports du tablier. Si les poutrelles sont de la grosseur du poing, elles pourront avoir une double hauteur d'homme ; si elles sont de l'épaisseur d'un empan, il faudra qu'elles aient trois fois la hauteur d'homme ; et si elles ont 1 pied d'épaisseur, ce sera quatre fois cette même hauteur. Quand on mettra cinq poutrelles parallèles pour chaque portée, l'espacement des travées devra être proportionné à la longueur des poutrelles.

Lorsque la portée dépasse une longueur égale à une double hauteur d'homme, il faut étayer la poutre en son milieu, pour empêcher des balancements désagréables. Il sera bon de couper les poutrelles à la longueur approximative, sur l'emplacement même où on les aura trouvées, afin d'éviter des transports inutiles. La largeur du pont se détermine d'après les besoins : en général, elle sera de 1 à 1 1/2 hauteur d'homme.

On prendra le nombre de madriers nécessaire pour recouvrir tout le pont ; mais il faudra, en outre, disposer d'une réserve de 10 p. 100, soit cinq madriers par travée, pour les écharpes diagonales de travée et la réserve générale. On prendra à peu près autant de lattes pour les rampes que de poutrelles. Ce matériel est chargé sur les plus longues voitures de paysan qu'on aura pu trouver. Comme outils, il faut : 1 à 2 marteaux de forgeron, 3 scies, 3 à 4 haches, et par travée 20 clauds de charpentier ; en ce qui concerne les clous, tout sous-officier intelligent doit pouvoir se rendre compte de la quantité nécessaire.

La *Revue* a publié dans son numéro du 15 octobre le compte rendu de différentes opérations de pontage exécutées sur la Sarre par le 7^e ulans.

L'ensemble du matériel employé à cette occasion cadre bien avec les données théoriques énumérées ci-dessus. Quant à la construction elle-même, voici les recommandations que donne, à ce sujet, le major de cavalerie Scheibert de l'armée allemande.

Si le fond de l'eau est pierreux, on fera bien de procéder comme le 7^e ulans prussien, et de fabriquer des chevalets sur la rive; on fixe les pieds avec des clamauds et on consolide le tout avec des écharpes. Ces chevalets sont ensuite placés dans l'eau aux places déterminées, et assujettis. Si, au contraire, le fond de l'eau est vaseux, comme cela se rencontre dans l'Allemagne du Nord, on pourra opérer d'une façon bien plus simple. Il n'est évidemment pas question ici des ponceaux pour lesquels il suffit de jeter des poutres d'une rive à l'autre en les munissant simplement d'un heurtoir, afin que les voitures n'endommagent pas les tabliers, et pour lesquels il suffit de soutenir les extrémités des poutrelles au moyen de madriers ou de bouts de lambourdes pour éviter qu'elles ne s'enfoncent dans les terres détrempées de la rive, mais il s'agit des ponts pour lesquels il y a lieu d'établir plusieurs travées intermédiaires.

Pour construire ces travées, points d'appuis intermédiaires, dont le nombre sera calculé d'après les indications données plus haut, on prend deux ou trois pièces de bois de la grosseur du poing ou d'un pied d'équarrissage; on les appointit par le bas. Il faut avoir eu soin de les choisir ou de les tailler à une dimension supérieure à la hauteur du tablier au-dessus du fond.

Dans un terrain mou, deux pièces suffisent, en terrain dur il en faut trois. Comme il est à supposer que les cours d'eau sur lesquels la cavalerie sera appelée à jeter des ponts n'auront pas une profondeur telle qu'un homme ne puisse y avoir pied, on fera tenir le premier pieu par deux hommes pendant qu'un troisième, monté sur les épaules d'un camarade, frappera sur le pieu pour l'enfoncer jusqu'à ce qu'il soit solide, et dans le cas d'un fond vaseux, jusqu'à refus. A cinq ou six pieds au moins du premier pieu, et dans le sens du courant, on enfonce un deuxième pieu de la même manière: si les pieux vacillent, on en plantera un troisième entre les deux premiers. L'assemblage du système de pieux est assuré au moyen de lattes clouées transversalement ou par des écharpes. A une hauteur uniforme au-dessus du niveau de l'eau, hauteur qui correspond à celle que doit avoir le

tablier on scie horizontalement les têtes des pieux, puis on place une forte lambourde que l'on relie à la tête des pieux au moyen de quatre clamauds. Cette lambourde doit avoir une longueur suffisante pour déborder de 0^m,30 au delà des pieux extrêmes. C'est sur cette pièce de bois que sont fixées les cinq poutrelles, reliées d'autre part au corps-mort que l'on a solidement établi sur la rive. Chacune des poutrelles est retenue à la lambourde au moyen de deux clamauds de charpentier. Quand bien même cette première travée aurait un mouvement de balancement latéral, le système entier acquerra une solidité suffisante dès que l'ensemble du travail sera terminé. Le tablier se place sur les poutrelles; on peut, soit clouer chaque madrier, soit assujettir le tablier par des poutrelles de guindage clouées de distance en distance aux extrémités des madriers.

Quant aux garde-fous, c'est aux constructeurs du pont à les imaginer.

Si, d'autre part, la rivière est trop profonde pour que les hommes puissent se mettre à l'eau et y travailler debout, il faudra se servir d'une plate-forme flottante, faite sur des nacelles au moyen de poutres sur lesquelles les hommes puissent se tenir debout pour enfoncer les pieux, et maintenir ces supports immobiles par des ancrs ou des câbles, afin que le courant de l'eau ne les fasse pas dévier.

C'est de cette façon que la cavalerie a jeté un grand nombre de ponts. La 12^e brigade a construit sur l'Oder un pont de 61 mètres en quatre heures trois quarts avec 4 sous-officiers et 30 ulans; sur la Biela, un pont de 27 mètres en quatre heures trente-sept minutes avec 4 sous-officiers et 30 ulans.

En Alsace, la 31^e brigade a jeté sur le canal de Strasbourg un pont de 22 mètres en trois heures un quart avec 6 sous-officiers et 50 ulans; sur la Zintzel, un pont de 18 mètres en une heure et demie avec 6 sous-officiers et 50 ulans; sur la Blies, un pont de 28 mètres en cinq heures avec 5 sous-officiers et 27 chevaux-légers.

Ces essais seront probablement renouvelés dans d'autres armées, la cavalerie ne pouvant que gagner à se rendre indépendante des autres troupes.

NOUVELLES MILITAIRES

AUTRICHE-HONGRIE

COMMISSION D'ÉTUDES DU FUSIL A RÉPÉTITION. — Une commission composée de quatre commandants de corps d'armée, du chef d'état-major général, du président du comité militaire technique et de plusieurs spécialistes en matière d'armement, a été formée sous la présidence du ministre de la guerre, en vue de déterminer le modèle du fusil à répétition à adopter pour l'armée austro-hongroise.

D'après le *Pester Lloyd* du 30 octobre, la tâche de cette commission consisterait à choisir entre diverses armes soumises à son examen, et pouvant toutes être immédiatement mises en fabrication courante. Tout en reconnaissant que l'état présent des études, notamment en ce qui concerne le calibre et surtout la nature de la poudre à adopter, ne permet pas de considérer la question du fusil à répétition comme entièrement résolue, le ministre a exprimé l'opinion qu'une partie au moins de l'infanterie devait recevoir une arme nouvelle répondant aux progrès actuels de la science. Le fusil Werndl, adopté en 1867 et amélioré en 1874, est d'un modèle trop ancien, et l'on devra adopter, fût-ce provisoirement, l'arme qui sera reconnue comme étant présentement la plus satisfaisante.

Trois millions et demi de florins sont demandés cette année pour faire face aux premières dépenses de cette transformation de l'armement.

BIRMANIE

SITUATION MILITAIRE AU COMMENCEMENT DE NOVEMBRE 1886. — La situation ne paraît pas s'améliorer sensiblement en Birmanie; chaque jour, les journaux anglais enregistrent quelque nouveau méfait des *rebelles*, dont l'audace paraît s'accroître sans cesse.

Dans les derniers jours du mois d'octobre, le courrier de Yemethen est enlevé, l'escorte dispersée, et le convoi, composé de 30 voitures, dont plusieurs de munitions, tombe aux mains de l'ennemi. Le 1^{er} novembre, à Thanatpin, les rebelles attaquent un détachement chargé de protéger les travailleurs qui construisent la route de Tounghoo à Ningyan et interrompent les communications entre ces

deux villes. Le 2 novembre, 900 hommes sous la conduite de Boshway incendient la partie de la ville de Minhla, épargnée par le bombardement du général Prendergast.

D'après les dernières nouvelles, les bandes de rebelles se réunissent en corps plus nombreux et se donnent des chefs; le plus redouté d'entre eux, Boshway, serait à Napeh, point fortifié dans les montagnes du Yomadung, à 25 milles seulement à l'ouest de Mimbou et menacerait la basse Birmanie. A 18 milles au nord-ouest de Ninggyan, il y aurait un millier d'insurgés, dont les plus audacieux battent le pays aux environs de cette ville. Un prince alompra, du nom de Minoa, cherche à organiser la résistance dans le pays des Shans, du côté de Karennee. Dans le district de Tsagain, c'est le chef dacoit, Illa-oo, dont on avait plusieurs fois annoncé la mort, qui reprend les armes et sème la terreur dans le pays.

Enfin, les fièvres et le choléra ont causé de grands ravages, même parmi les troupes natives des Indes. D'après l'*United service Gazette* du 30 octobre, les hommes ont été tellement saturés de *malaria* que le retour aux Indes ou un voyage en mer pourraient seuls leur rendre la santé. La plupart sont réduits à un incroyable état de faiblesse et d'apathie, qui motivera, paraît-il, le relèvement prochain des régiments les plus éprouvés.

Parmi les victimes des fièvres, il faut citer le général Macpherson, qui a succombé le 20 octobre, et a été remplacé dans le commandement du corps expéditionnaire par sir Frederick Roberts, commandant en chef aux Indes.

Le corps expéditionnaire (1) comprenant actuellement plus de 30,000 hommes, est formé en majeure partie par des troupes indiennes. L'armée du Bengale y compte 7 régiments d'infanterie (2) et 1 de cavalerie; celle de Madras, 8 régiments d'infanterie et 2 de cavalerie; celle de Bombay, 3 régiments d'infanterie, 1 de cavalerie et 1 batterie de montagne. Le contingent d'Hyderabad est représenté par 1 régiment d'infanterie, et le corps frontière du Punjab par 1 batterie de montagne.

En dehors de ces divers éléments, le corps d'opération comprend quelques bataillons anglais et quatre batteries d'artillerie de l'armée

(1) Il n'est pas question ici des garnisons de l'ancienne Birmanie anglaise.

(2) Ces régiments sont, à proprement parler, des bataillons à huit compagnies.

européenne. Une nouvelle batterie s'est embarquée à Calcutta le 24 octobre pour aller renforcer les troupes de la haute Birmanie.

Ces forces, non compris un détachement spécial opérant dans la vallée du Chindwin, sont divisées en 6 brigades, occupant un grand nombre de postes. La brigade la plus forte est celle de Mandalay, qui compte plus de 6,000 hommes; la 6^e brigade, à Pagan, chargée de défendre la région ravagée par Boshway, est d'environ 4,000 hommes; la brigade la plus faible est celle de Bhamo. Le détachement du Chindwin forme un commandement séparé; il est fort de 900 hommes.

On s'attend à une prochaine reprise des hostilités; les opérations importantes ne commenceront guère avant les premiers jours de décembre. Cependant une petite expédition vient déjà d'être dirigée sur Zebinglay, dans la partie haute du pays des Shans, au sud-est de Mandalay. Après un léger engagement, les deux colonnes chargées de l'opération ont atteint la ville, qui a été trouvée brûlée.

Une des principales préoccupations des Anglais paraît être pour le moment la construction des routes; une assez forte colonne vient de quitter Mandalay pour aller établir une communication avec la région où sont exploitées les mines de rubis.

Le plan proposé pour la pacification définitive du pays consisterait à soutenir les postes fixes de l'intérieur par un système de patrouilles constantes, à masser les régiments sur les points les plus importants et à organiser des colonnes montées toujours prêtes à donner la chasse aux rebelles. Ces mesures seront complétées ultérieurement par le désarmement général de la population, le retrait graduel des postes de l'intérieur et le renforcement correspondant du corps de police existant déjà en Birmanie.

RUSSIE

EXAMENS D'ADMISSION A L'ACADÉMIE D'ÉTAT-MAJOR NICOLAS. — *L'Invalide russe* fait connaître le résultat des examens qui viennent d'avoir lieu pour l'admission à l'académie d'état-major Nicolas. Nous lui empruntons les données qui suivent :

Le nombre des officiers qui ont manifesté le désir de subir les épreuves s'est élevé à 220, dont 5 pour la section géodésique. Sur ce nombre, 207 officiers se sont présentés à l'examen, 20 en ont été exclus, 53 ne l'ont pas passé d'une manière satisfaisante, et 134 l'ont subi avec succès. Ont été admis à l'académie les 70 premiers des 134 candidats classés et 4, en outre, pour la section géodésique.

D'après les circonscriptions militaires auxquelles ils appartiennent, ces candidats se sont répartis comme il suit :

Circonscriptions.	Candidats qui ont demandé à concourir.	Candidats qui se sont présentés à l'examen.	Candidats qui ont subi l'examen avec succès.
Saint-Pétersbourg...	76	67	35
Moscou.....	22	22	13
Vilna.....	24	24	17
Varsovie.....	20	19	17
Kiev.....	6	6	3
Kharkov.....	12	12	7
Odessa.....	13	13	12
Kazan.....	8	8	4
Finlande.....	8	7	5
Caucase.....	23	21	14
Turkestan.....	4	4	4
Omsk.....	2	2	1
Irkoutsk.....	2	2	2
TOTAUX...	220	207	134

Les 74 officiers qui vont suivre les cours se répartissent, par armes, en 21 officiers d'infanterie, dont 14 de la garde et 7 de l'armée ; 8 officiers de cavalerie, dont 5 de la garde et 3 de l'armée ; 33 officiers d'artillerie montée, dont 3 de la garde et 30 de l'armée ; 8 officiers d'artillerie à cheval, dont 2 de la garde et 6 de l'armée, et 4 officiers du génie. — Au total, 24 officiers de la garde et 50 de l'armée.

Au point de vue de leur origine, 9 de ces officiers sortent du corps des pages de S. M. l'Empereur, 6 de l'école militaire Paul, 14 de l'école militaire Constantin, 12 de l'école militaire Alexandre, 3 de l'école de cavalerie Nicolas, 18 de l'école d'artillerie Michel, 3 de l'école du génie Nicolas, 1 du corps des cadets de Finlande, 1 de chacune des écoles des Youngers de Varsovie, Riga et Tiflis, et 5 proviennent des volontaires conditionnels.

Quant à l'ancienneté de service, 1 a servi 13 ans ; 2, 10 ans ; 2, 9 ans ; 6, 8 ans ; 4, 7 ans ; 8, 6 ans ; 13, 5 ans ; 18, 4 ans, et 20, 3 ans.

Sur les 53 qui n'ont pas passé l'examen d'une manière satisfaisante, ont échoué : pour les mathématiques, 18 ; pour la fortification, 10 ; pour la langue russe, 9 ; pour l'histoire politique, 8 ; pour la géographie, 3 ; pour l'administration militaire, 2 ; pour les règlements, 1 ; pour l'artillerie, 1, et 1 pour les langues étrangères.

ORGANISATION NOUVELLE DE L'ADMINISTRATION DU TURKESTAN. — La *Gazette russe* de Saint-Pétersbourg rappelle qu'à partir du 1^{er} janvier prochain le nouveau règlement de l'administration du Turkestan, sanctionné le 12 juin dernier, entrera en vigueur. D'après l'organisation qu'il établit, le Turkestan se compose de trois arrondissements, ceux du Syr-Daria (avec la section de l'Amou-Daria), de Ferghana et de Samarcande. A leur tête se trouve un gouverneur général résidant à Tachkent où siègent également les organes centraux de l'administration générale et des différents ressorts. Les arrondissements sont administrés par des gouverneurs militaires dont la compétence est plus étendue que celle des gouverneurs civils de la Russie d'Europe. Le nombre des districts dans les trois arrondissements et la section de l'Amou-Daria est de quinze. Le pouvoir administratif et de police y est confié à des chefs de district nommés par le gouverneur général. Le district est divisé en rayons, administrés par des commissaires de police.

La législation générale de l'Empire ne s'applique, au Turkestan, qu'aux organes de l'administration financière, du contrôle, de l'instruction publique, des postes et télégraphes : pour le reste, il a fallu admettre d'importantes déviations à la règle générale, en tenant compte des coutumes locales.

Le Gérant : L. BAUDOUIN.

Paris. — Imprimerie L. BAUDOUIN et C^e, rue Christine, 2.



REVUE MILITAIRE

DE L'ÉTRANGER

N° 659

30 Novembre

1886

SOMMAIRE

Notice sommaire sur la constitution et le fonctionnement de l'armée indigène des Indes anglaises (suite et fin). — La mobilisation de l'armée allemande en 1870, d'après les historiques régimentaires (suite). — Notes sur la mobilisation de la cavalerie austro-hongroise. — Les grandes manœuvres de l'armée russe en 1886 (Opérations de Crimée). — La question du service personnel en Belgique. — Nouvelles militaires.

NOTICE SOMMAIRE

SUR

LA CONSTITUTION ET LE FONCTIONNEMENT

DE L'ARMÉE INDIGÈNE

DES INDES ANGLAISES

(Suite et fin) (1).

V. — Pensions et congés dans l'armée indigène.

Malgré le bien-être et les avantages de carrière qu'assurent, aux officiers anglais de l'armée des Indes, des soldes élevées et la certitude d'un avancement exceptionnel, l'obligation pour des

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 658 (1886).

Européens de servir, la plus grande partie de leur vie, sous un climat tropical, à cette distance de la mère patrie, a semblé tellement pénible que la Compagnie des Indes, et après elle le gouvernement anglais, ont cru devoir y joindre une autre série d'avantages. Ce sont, d'une part, des *pensions de retraite* considérables, qui permettent à tous de vivre aux Indes, sans préoccupations sérieuses d'avenir, d'une existence si confortable qu'on est en droit de la juger trop large, et, d'autre part, des *congés périodiques* d'une longue durée dont l'obtention, après un certain temps de séjour, est un droit pour l'officier, et qui lui permettent de se retremper physiquement et moralement, presque à terme fixe, sous un climat et dans un milieu européens.

Cette double série d'avantages rentrant dans les conditions organiques de fonctionnement de l'armée des Indes, on croit devoir en faire l'objet d'une mention spéciale. Toutefois, après avoir fait observer que, pour les retraites et les congés comme pour l'avancement, la législation actuellement en vigueur dans l'armée des Indes se trouve encore compliquée par la coexistence de plusieurs réglementations successives, on se bornera à exposer les principales dispositions des règlements les plus récents.

a) — *Pensions de retraite.*

Tout officier du *Staff Corps* a droit à la pension proportionnelle à partir de 20 ans de service, les services antérieurs dans l'armée britannique ne comptant que pour 2 ans. Ces pensions sont indépendantes du grade et de l'emploi et calculées uniquement sur l'ancienneté de service, sauf en ce qui concerne, comme on le verra, les officiers généraux.

Toutes les pensions allouées aux officiers du *Staff Corps* sont payées sur le budget de l'Inde; elles sont comptées, pour tous ceux qui déclarent se retirer en Europe, non en roupies, valeur variable selon le cours de l'argent, mais en monnaie d'or anglaise (livres sterling). Leur tarif est le suivant :

Après 20 ans de service militaire,	250 liv. sterl.,	6,250 fr.
— 24	— 365	— 9,125
— 28	— 500	— 12,500
— 32	— 700	— 17,500
— 38	— 750	— 18,750

Ce qui revient à dire, en ce qui concerne la grande masse des officiers qui n'ont pas obtenu de promotion au choix hors tour ou par brevet, que tout officier du *Staff Corps* arrivé au grade de major a droit, sur sa simple demande et sans qu'il ait à faire preuve de maladies ou d'infirmités, à une pension annuelle, qui varie de 6,250 à 9,125 francs, suivant qu'il a servi de 20 à 24 ans; que tout lieutenant-colonel ayant 28 ans de service a droit, dans les mêmes conditions, à une pension de 12,500 francs; enfin, que tout colonel ou officier général a droit, après 32 ans de service, à une retraite qui varie de 17,500 à 18,750 francs, selon qu'il a servi de 32 à 38 ans.

Une disposition additionnelle, applicable seulement aux officiers entrés au service après le 1^{er} juillet 1866, porte ces pensions aux chiffres de :

800 livres sterling (20,000 francs) pour tout officier ayant atteint l'âge de 62 ans;

900 livres sterling (22,500 francs) pour les lieutenants généraux ayant atteint l'âge de 67 ans;

1000 livres sterling (25,000 francs) pour les généraux en chef ayant atteint l'âge de 67 ans.

Le même règlement fixe à 700 livres sterling (17,500 francs) le *minimum* de pension pour tout officier général, à la seule condition de compter au moins 20 ans de service.

Le temps passé en congé hors de l'Inde n'est déduit de la durée des années de service exigé pour la retraite que pour les officiers provenant de l'armée de la Compagnie et auxquels, à ce titre, sont attribuées des pensions supérieures aux tarifs ci-dessus. Encore cette déduction n'est-elle exercée que si ces années dépassent :

2 ans de congé pour 20 ans de service.

3	d°	24	d°
---	----	----	----

4	d°	28	d°
---	----	----	----

5	d°	32	d°
---	----	----	----

6	d°	38	d°
---	----	----	----

Pour les officiers soumis aux règlements actuels sur les congés, les absences régulièrement autorisées dans les conditions du décret de 1875, qui fera l'objet d'un exposé ultérieur, ne sont pas déduites du temps de service exigé pour la retraite.

Enfin, il convient encore de noter que tout officier admis à la retraite a le droit de demander la capitalisation d'une partie de sa pension, jusqu'à concurrence d'un tiers.

Ce capital, variable en raison de son âge, est remis à l'officier retraité, soit lorsqu'il quitte le service, soit à toute époque ultérieure, lorsqu'il en fait régulièrement la demande (1).

Quant aux pensions pour les veuves et orphelins, qui sont l'objet de dispositions également compliquées, il suffira de donner ici les tableaux indiquant les chiffres auxquels s'élèvent les unes et les autres :

PENSIONS DE VEUVES D'OFFICIERS.

		1 ^{re} CLASSE.	2 ^e CLASSE.	3 ^e CLASSE.	4 ^e CLASSE.	5 ^e CLASSE.	OBSERVATIONS.
		Le mari officier général, colonel ou lieutenant-colonel ayant 5 ans de grade.	Le mari lieutenant-colonel.	Le mari major.	Le mari capitaine.	Le mari lieutenant.	
PENSIONS PAYÉES							
en	Livres sterling.	160	130	100	70	40	(1) La différence entre la valeur réelle de la pension payée en or et de la pension en roubles représente la dépréciation de l'argent.
Europe.	Francs.....	4,000	3,250	2,500	1,750	1,000	
aux	Roupies.....	1,669	1,356	1,043	730	417	
Indes.	Francs (1).....	3,338	2,712	2,086	1,460	834	

PENSIONS D'ORPHELINS D'OFFICIERS (SANS DISTINCTION DE CLASSE.)

		De la naissance à l'âge de 6 ans.	De 6 à 12 ans.	De 12 à 21 ans.	Pour les filles seules, à partir de l'âge de 11 ans et jusqu'à leur mariage.	OBSERVATIONS.
PENSIONS PAYÉES						
en	Livres sterling..	10	20	30	45	(1) Voir l'observation du tableau ci-dessus.
Europe.	Francs.....	250	500	750	1,125	
aux	Roupies.....	104	208	313	469	
Indes.	Francs (1).....	208	416	616	938	

(1) Exemple : un lieutenant-colonel qui se retire à 28 ans de services a

Il convient d'ajouter, pour expliquer les chiffres considérables des pensions de retraite d'officiers ainsi que des pensions de veuves et d'orphelins, que non seulement il est opéré à cet effet une retenue mensuelle d'une certaine importance sur la solde des officiers de tous grades, mais encore que l'obligation est imposée à tout officier marié de faire au trésor, lors de son mariage, un versement dont le chiffre est déterminé d'après le grade de l'officier, son âge, et la différence existant entre son âge et celui de sa femme (1).

Les retenues mensuelles sur la solde en vue de la retraite sont indiquées dans le tableau ci-après :

	RETENUE MENSUELLE imposée à chaque officier marié.		RETENUE MENSUELLE imposée à chaque officier célibataire.		OBSERVATIONS.
	Roupees.	Francs.	Roupees.	Francs.	
1 ^{re} classe { officier général, colonel ou lieutenant-colonel, après 5 ans de grade. ... }	54	108,00	27	54,00	
2 ^e classe (lieutenant-colonel).	43 3/16	86,35	17 1/4	34,50	
3 ^e classe (major).....	36 6/16	64,76	12 13/16	25,83	
4 ^e classe (capitaine).....	24 10/16	43,25	7 9/16	15,15	
5 ^e classe (lieutenant).....	10 13/16	21,73	4 5/16	8,63	

b). — CONGÉS.

Le règlement le plus récent sur les congés date du 30 octobre 1875; il est applicable aux officiers entrés au service indien depuis cette date, ainsi qu'à ceux, entrés antérieurement, qui ont

le choix entre le paiement intégral de la pension de 12,500 francs, attribuée à son grade, ou celui d'une pension de 8,334 francs et d'une somme une fois donnée qui s'élève, s'il est âgé de 49 ans, à 29,225 francs, etc.

(1) Exemple : un capitaine de 37 ans, qui épouse une femme âgée de 22 ans, verse 746 roupies ou 4496 francs. Un colonel, âgé de 54 ans, qui épouse une femme âgée de 29 ans, verse 5,976 roupies ou 44,952 francs. Ces versements sont faits soit en bloc, soit pendant l'année qui suit le mariage, en 12 versements mensuels.

demandé à y être soumis. Le même règlement laisse subsister pour les autres, selon la catégorie à laquelle ils appartiennent, les dispositions des décrets (*warrants*) de 1796, de 1854 et de 1868. On se bornera à exposer sommairement ci-après les traits généraux du règlement le plus récent.

Tout officier appartenant au *Staff Corps* ou employé à un titre quelconque au service indien (abstraction faite des officiers des régiments de la reine, qui sont soumis à une réglementation spéciale), a droit, après 5 ans de présence dans l'Inde et après chaque période ultérieure de même durée, à un congé d'un an. Si un congé vient à être interrompu pour une raison quelconque, dépendant ou non de la volonté de l'officier, la période de congé restant à courir est reportée sur le congé suivant. Le droit de reporter sur une période ultérieure les congés, ou parties de congé dont l'officier n'a pu ou voulu profiter est limité toutefois par ce fait qu'aucun officier ne peut obtenir une autorisation d'absence supérieure à 3 années consécutives.

Il est également spécifié que le droit des officiers à jouir de ces congés reste, en toute circonstance, subordonné aux obligations du service; c'est ainsi que tous les officiers du service indien qui se trouvaient en congé en Europe au printemps de 1885 ont été rappelés à leur corps, lors des bruits de guerre avec la Russie, sans que ce rappel leur ait donné droit à aucune indemnité, mais en leur laissant, en vertu des dispositions ci-dessus, la faculté de reporter sur leur prochain congé le temps de liberté dont ils ont été privés.

Ces congés étant de droit, les années passées en congé ne cessent pas de compter pour la retraite; de même, la délivrance des congés ne doit entraîner pour l'officier, en aucune circonstance, la perte de son emploi.

Tout officier en congé a droit à la moitié de sa solde de l'Inde et de ses allocations, jusqu'à concurrence d'un traitement annuel maximum de 1000 livres sterling (25,000 francs). Pour les officiers inférieurs, en congé régulier, cette solde ne peut être moindre de 250 livres sterling (6,250 francs).

En dehors des congés réguliers, le vice-roi peut, sur la proposition du commandant en chef et sur le vu d'un certificat médical, accorder à tout officier qui justifie d'au moins 2 années de présence consécutive aux Indes un congé de convalescence dont

la durée peut être portée jusqu'à 2 ans. Ce congé donne également droit à la demi-solde du *Staff Corps*; mais, à moins qu'il ne soit accordé pour blessures reçues à l'ennemi, le temps de cette absence doit être décompté des congés réguliers auxquels l'officier pourrait ensuite avoir droit.

Si un pareil congé, dûment appuyé de certificats médicaux, est demandé pour un officier comptant moins de 2 ans de séjour aux Indes, il peut néanmoins être accordé, mais à la condition, pour l'officier intéressé, de ne jouir pendant le temps de son absence que de la moitié de la solde de congé de son grade en Angleterre (1); ce temps d'absence n'est pas non plus compté pour la retraite, à moins que le congé n'ait été demandé pour blessures ou maladies contractées à la guerre.

Dans des cas urgents, il peut encore être accordé, en dehors de toute période de temps de service ou de présence, des congés pour convenances personnelles; mais ces congés ne donnent droit à aucune solde, et leur temps ne compte pas pour la retraite.

Une disposition, renouvelée des anciens règlements de la Compagnie des Indes, autorise les chefs de corps à accorder annuellement aux officiers, si les nécessités du service le permettent, des *permissions* d'une durée maxima de 6 mois, à la condition que les officiers à qui elles sont accordées en jouiront « à l'est du 40° degré de longitude », à l'exclusion, par conséquent, de l'Afrique et de l'Europe. Cette règle singulière, qui date du temps où le voyage d'Europe aux Indes, par le cap, exigeait plusieurs mois, permet aux officiers, sans les priver des congés périodiques d'un an dont il a été parlé ci-dessus, de faire des voyages d'étude, généralement dirigés vers l'Australie, le Japon, la Chine, ou, plus ordinairement, d'aller passer dans les stations d'été de l'Himalaya les mois les plus chauds de l'année, pendant lesquels le service régimentaire est à peu près nul.

(1) La demi-solde ou solde de congé en Angleterre est :

Pour les lieutenants de.....	6 schellings, 6 pence	(8 fr. 40) par jour.
— capitaines de.....	40 — 6 —	(12 50) —
— majors de.....	46 — " —	(20 00) —
— lieuten.-colonels de.	4 livre sterling	(25 00) —

Les permissions de deux mois sont accordées à solde entière, à charge pour l'officier d'assurer son service par une entente avec ses camarades. Pour les permissions de plus longue durée, les officiers continuent à jouir de leur solde brute, mais de la moitié seulement des allocations de leur emploi ; on a vu, en effet, au paragraphe relatif à la solde, que la seconde moitié de ces allocations est dévolue à l'officier intérimaire.

Des avances de 3 mois de solde de congé sont faites, sur leur demande, aux officiers se rendant en congé en Europe ; lors de leur retour, à l'expiration de leur congé, ces mêmes officiers peuvent recevoir une seconde avance dont le montant s'élève :

Pour les lieutenants	à 65 liv. st. (1,625 fr.).
— capitaines	à 100 — (2,500 —).
— officiers supérieurs	à 150 — (3,750 —).

Aucun congé ou permission, fût-il accordé à titre de convalescence, ne donne droit aux frais de route ou au passage gratuit.

On a cru devoir, pour ne pas interrompre cet exposé, traiter successivement la question des pensions et des congés pour les officiers anglais du *Staff Corps* ; il y a peu à dire, d'ailleurs, sur le même sujet, en ce qui concerne les officiers et les hommes de troupe natifs.

Les pensions des officiers natifs sont relativement élevées si on les compare à la solde d'activité. Le minimum pour un *subadar* ou *ressaldar* (capitaine), à 30 ans de service, campagnes de guerre comprises, est de 50 roupies (100 francs) par mois ; le maximum, à 50 ans de service, est de 100 roupies (200 francs) par mois. La retraite du *jemmadar* (lieutenant) varie de même de 25 à 50 roupies (50 à 100 francs) par mois.

Les pensions sont naturellement beaucoup plus faibles pour les hommes de troupe : celle des *havildars* et *duffadars* (sous-officiers) varie de 10 à 20 roupies (20 à 40 francs) par mois ; celle des *naiks* et des *sepoys* (caporaux et soldats), de 7 à 12 roupies (14 à 24 francs). Par contre, ces derniers jouissent de l'avantage d'être mis à la retraite, si le chef de corps les déclare trop fati-

gués pour renouveler leur engagement, après 15 ans de service : dans ce cas, leur pension est de 4 roupies (8 fr.) par mois (1).

Il n'est pas prévu par les règlements de congés à long terme pour les natifs.

Quant aux permissions, accordées, bien entendu, pour en jouir dans l'Inde, elles sont délivrées par les chefs de corps aux officiers et sous-officiers, dans les conditions de durée et de solde prévues pour les officiers anglais, aux caporaux et soldats, sans condition de durée, mais aussi sans solde.

Exceptionnellement, il est perçu, pour les cavaliers, dont les montures doivent être nourries sur leur solde, une allocation spéciale représentant, pendant la durée de leur absence, la dépense de nourriture du cheval. En principe, tout homme de troupe natif partant en permission laisse au corps, non seulement ses effets d'équipement et ses armes, mais encore toute sa tenue militaire, qui, pourtant, lui appartient ; cette précaution paraît prise en vue des désertions.

VI. — Administration régimentaire, habillement, casernement, détails divers.

Le principe de l'administration dans les corps de l'armée native est celui d'une décentralisation à peu près complète. Les officiers et soldats natifs ne recevant, en dehors de la solde et de quelques accessoires de solde, aucune allocation en deniers, ni en nature (sauf, pour l'infanterie, une tunique et un pantalon de drap par an), tout ce qui concerne la gestion administrative, les perceptions de vivres, les distributions d'effets, etc., est concentré

(1) Cette disposition, d'après de récents télégrammes envoyés de l'Inde aux journaux anglais, est ou va être abrogée. On annonce, en effet, la promulgation d'une ordonnance, aux termes de laquelle le *minimum* d'ancienneté exigé pour la mise à la retraite des hommes de troupes indigènes serait de 24 ans. — La durée normale des services pour arriver à la jouissance de la pension intégrale du grade serait de 32 ans.

Les hommes libérés avant le terme de 24 ans de service resteraient classés dans la *réserve active* ; ils seraient astreints à des périodes d'exercice de 30 jours par an et recevraient une solde mensuelle. Les hommes retraités après 24 ans de service formeraient la *réserve sédentaire*, astreinte à servir un mois tous les deux ans.

dans le corps seul et laissé à la responsabilité exclusive du chef de corps.

Il n'y a pas, dans les corps, de centralisation administrative. Les officiers du commissariat établissent leurs revues de liquidation sur les pièces de dépenses des compagnies ou escadrons.

C'est au chef de corps qu'il appartient de constituer, à l'aide de retenues faites sur la solde des hommes, et dans une proportion qu'il lui est réservée de fixer suivant les circonstances, une série de *fonds régimentaires*, fonds de l'habillement et de l'équipement, fonds de casernement (1), fonds de remonte (pour la cavalerie), etc., à l'aide desquels il achète ou fait acheter de gré à gré les effets d'habillement et d'équipement nécessaires aux hommes, les chevaux et le harnachement pour la cavalerie, paye les matières premières employées pour la construction et l'entretien de baraques, etc.

Pour les prestations en nature, quoique l'action du commandement s'exerce moins directement, puisque les hommes sont libres de vivre, ou non, en famille dans le casernement, et que les besoins sont à ce titre variables, le chef de corps intervient néanmoins, pour fixer le *minimum* de la ration journalière des hommes de troupe; l'Hindou, accoutumé aux privations et vivant de peu, aurait, en effet, une fâcheuse tendance à réaliser sur sa nourriture, au détriment de ses forces physiques, des économies excessives. La quotité de la ration pour les chevaux et *ponies* est également fixée par le chef de corps. Cette ration se compose partie de grain, orge, avoine ou *dall* (sorte de vesce), achetés au commerce, partie d'herbe coupée dans les terrains vagues avoisinant les garnisons; le soin de faire cette récolte journalière incombe aux *grass cutters* (coupeurs d'herbe), sortes de valets d'armée qui sont attachés réglementairement aux corps de cavalerie, à raison d'un homme pour deux chevaux de troupe ou d'officier.

L'exécution des ordres du chef de corps à ce sujet est sur

(1) L'État alloue pour la construction et l'entretien des baraques des corps natifs, qui sont construites par les corps eux-mêmes, une première mise variable et une *annuité* individuelle dont le chiffre, pour l'armée du Bengale, est de 2 roupies (4 francs). Dans celle de Bombay, où le bois est plus rare et plus cher, cette annuité est portée à 4 roupies (8 francs).

veillée par le *subadar major* ou *ressaldar major*, qui a dans ses attributions le contrôle du *bazar* (marché indigène de vivres) attaché à chaque corps.

L'indépendance avec laquelle tout chef de corps est autorisé à user, au mieux des intérêts du corps, des divers fonds régimentaires est si grande que cet officier supérieur conserve le droit de modifier l'habillement, l'équipement et le harnachement, sauf en ce qui concerne les traits distinctifs de la tenue spéciale à chaque corps ; il peut de même, en ce qui concerne les chevaux, les réformer, les acheter, les vendre et les racheter, sans être soumis à aucune autre obligation que d'avoir des escadrons bien montés et de posséder dans le rang un nombre de chevaux égal à l'effectif soldé.

Ce n'est pas ici le lieu de traiter des détails d'uniforme ; on ajoutera seulement que la liberté dont jouissent à ce point de vue les chefs de corps a eu pour conséquence de nombreux essais auxquels sont dues quelques réformes heureuses, aujourd'hui généralisées : telles sont l'adoption du *khakee* (tenue de campagne de couleur poussière, en serge ou en toile) ; celle des *patties* (bandes en poil de chèvre servant de jambières et se substituant à la botte) ; celle du ceinturon de sabre à double bandrier, avec cartouchières adhérentes, etc.

Grâce à ces mesures, on peut dire que l'armée native des Indes, et avec elle l'armée britannique, qui a suivi l'exemple donné, est, dans l'ensemble, l'armée la plus pratiquement habillée et équipée qui existe, au point de vue de la guerre en pays exotique.

Même dans les corps indigènes, un certain nombre de serviteurs (*native followers*), entretenus aux frais du budget, aspirent à certains services fatigants ou répugnants dont sont ainsi débarrassés les soldats. — Un bataillon d'infirmiers indigènes compte 31 de ces serviteurs, savoir : 9 *pakhalis* (muletiers), 8 *bhistis* (porteurs d'eau), 8 *maters* (balayeurs et vidangeurs), 2 *bildars* (maçons), 4 employés du *bazar*, auxquels s'ajoutent, en campagne, 16 cuisiniers, compris les domestiques indigènes des officiers. — Un régiment de cavalerie ne compte, en temps de paix, que 14 de ces *followers* ; mais il convient de ne pas oublier,

dans cette nomenclature des auxiliaires indigènes, les 300 *grass cutters* ou palefreniers régulièrement attachés à chaque régiment.

Un dernier détail à noter, pour ordre, est le fait que chaque corps natif est pourvu d'un petit hôpital régimentaire, qui remplace à la fois nos infirmeries et nos hôpitaux. Deux aides-médecins natifs sont adjoints au médecin militaire anglais de chaque corps et y assurent le service de la garde, des pansements et de la pharmacie, avec le concours de soldats et de serviteurs natifs. Les dépenses d'entretien de ces hôpitaux figurent au budget de chaque corps; les natifs, quel que soit leur rang, ne sont jamais admis dans les hôpitaux militaires proprement dits, qui sont réservés exclusivement aux soldats anglais.

VII. — Ce que coûte un corps de troupe indigène.

Les indications numériques données au paragraphe de la *Solde* ont déjà fait connaître la principale dépense qu'impose au budget de l'Inde l'entretien d'un corps natif.

Il semble inutile, en conséquence, de revenir ici sur les détails de ces tarifs, dont on se bornera à indiquer les totaux dans la série des différents chapitres de dépenses d'un corps de troupe d'infanterie ou de cavalerie de l'armée native.

Bataillon d'infanterie formant corps.

A. SOLDE :		Roupees.	Francs.
(a) Solde brute annuelle. ...	9 officiers anglais (1).....	42,859	85,710,00
	46 officiers natifs.....	42,960	25,920,00
	316 hommes de troupe.....	74,304	448,608,00
		430,423	260,246,00
(b) Allocations d'emploi. ...	8 officiers anglais.....	22,800	45,600,00
	2 officiers natifs.....	804	4,608,08
	46 hommes de troupe.....	876	4,752,00
		24,480	48,960,00

(1) La solde des officiers, avec ses accessoires, est exclusive de toute allocation en nature, vivres, fourrages, etc.; les officiers ne doivent pas, non plus, employer de soldats à leur service personnel.

		Roupees.	Francs.
B. ALLOCATION ANNUELLE POUR LOCATION ET ENTRETEN DU MESS DES OFFICIERS EUROPÉENS.			
		4.200	2.400,00
C. HOPITAL RÉGIMENTAIRE :			
(a) Solde annuelle du personnel indigène.	2 aide-médecins.	480	960,00
	4 infirmier.	60	120,00
	2 porteurs d'eau.	96	192,00
	4 aide-pharmacien.	48	96,00
	2 cuisiniers.	96	192,00
	2 balayeurs.	120	240,00
	4 porteurs de palanquins.	252	504,00
		4.452	2.304,00
(b) Matériel et médicaments (dépense moyenne annuelle).			
		500	1.000,00
D. ÉCOLE RÉGIMENTAIRE :			
Solde annuelle de 2 professeurs natifs.	1 ^{er} professeur.	444	288,00
	2 ^e professeur.	84	168,00
		228	456,00
E. NATIVE FOLLOWERS (<i>servants indigènes</i>) :			
Domestiques régimentaires : paye annuelle du personnel.	1 chef muletier.	216	432,00
	8 muletiers.	552	1.004,00
	8 porteurs d'eau.	480	960,00
	8 balayeurs.	384	748,00
	2 maçons.	84	168,00
	1 chef de bazar.	132	284,00
	1 comptable du bazar.	60	120,00
	2 peseurs du bazar.	96	192,00
		4.904	3.808,00
F. FONDS DIVERS :			
(a) Abonnements annuels.	Entretien et réparation des armes. ..	2.040	4.080,00
	Tir à la cible.	48	96,00
	Entretien des salles d'école.	60	120,00
	Livres scolaires.	480	360,00
	Fournitures scolaires.	60	120,00
		2.388	4.776,00
(b) Musique régimentaire.			
		4.478	2.356,00

		Roupies.	Francs.
(c) Haute-paye de rengagement et premières mises d'habillement (par bataillon d'infanterie, chiffre moyen).		9.041	18.082,00
(d) Prix de tir, d'appréciation des distances (chiffre moyen par bataillon d'infanterie).		500	1.000,00
(e) Entretien des baraquements (moyenne).		1.700	3.400,00
Dépense annuelle résultant de la fourniture d'une tenue de drap.	Tu-niques.	39 sergents.	250 500,00
		1 libre-major.	8 1/2 17,00
		46 tambours.	121 242,00
	Pan-talons.	760 caporaux et soldats.	3.950 7.900,00
		40 sous-officiers.	260 520,00
		776 caporaux, soldats et tambours.	4.268 8.536,00
		Galons (moyenne annuelle).	150 300,00
		Transports (moyenne annuelle).	250 500,00
		9.257	18.514,00

Si l'on additionne ces différents totaux, on voit que le chiffre des dépenses qu'impose au budget de l'Inde l'entretien d'un bataillon d'infanterie native, à l'effectif de 9 officiers européens, 16 officiers natifs et 816 hommes de troupe, s'élève annuellement, dépenses d'habillement comprises, à 183,651 *roupies* ou 367,302 *fr.* Cette somme représente exactement le coût total d'un bataillon d'infanterie native, sauf l'intérêt du capital représenté par l'armement des hommes de troupe (fusils, sabres et cartouches), et de la consommation annuelle de munitions de tir.

Dans ce chiffre de dépenses annuelles de 367,302 francs, les 9 officiers européens entrent pour 133,708 francs, soit un peu plus d'un tiers de la dépense totale; la part afférente aux 832 indigènes reste donc seulement, officiers natifs compris, de 233,584 francs, soit un peu moins de 281 *francs de dépense annuelle par homme*. Si l'on veut être tout à fait précis et compter la dépense annuelle résultant de l'armement et du tir, qui ne saurait être évaluée à plus de 12 à 15 francs par homme et par an, on peut constater que le prix de revient d'un soldat natif d'infanterie de l'armée des Indes, en temps de paix, reste, tous frais compris, inférieur à 300 francs.

Régiment de cavalerie à 4 escadrons.

A. SOLDE :		Roupees.	Francs.
(a) Solde brute annuelle.	44 officiers anglais.....	45,672	91,314,00
	47 officiers indigènes.....	25,980	51,960,00
	603 hommes de troupe.....	209,028	418,056,00
		280,680	561,360,00
(b) Allocations d'emploi.	44 officiers anglais.	30,460	60,920,00
	» officiers natifs.	»	»
	49 hommes de troupe.	4,860	2,720,00
		32,320	64,640,00
B. ALLOCATION ANNUELLE POUR LOCATION ET ENTRETIEN DU MESS des officiers européens.			
		1,200	2,400,00
C. HOPITAL RÉGIMENTAIRE :			
(a) Solde annuelle du personnel indigène.....	2 aides-médecins.....	480	960,00
	1 infirmier.....	60	120,00
	4 porteurs de palanquins.....	252	504,00
	1 porteur d'eau.....	60	120,00
	4 balayeur.....	72	144,00
		924	4,848,00
(b) Matériel et médicaments (dépense moyenne annuelle).			
		400	800,00
D. ÉCOLE RÉGIMENTAIRE :			
Solde annuelle de 2 professeurs natifs.	1 ^{er} professeur.....	444	288,00
	2 ^e professeur.....	84	168,00
		228	456,00
E. NATIVE FOLLOWERS (servants indigènes) :			
Domestiques régimentaires : paye annuelle du personnel.	2 muletiers.	120	240,00
	8 porteurs d'eau.....	432	864,00
	1 chef de bazar.....	432	264,00
	1 comptable de bazar.....	60	120,00
	2 peseurs de bazar.	96	192,00
		840	4,680,00
F. FONDS DIVERS :			
(a) Abonnements.	Indemnité de ferrure.	720	4,440,00
	Frais de bureau des commandants d'escadrons (par quart).....	4,440	2,880,00
	A reporter.....	2,460	4,320,00

		Roupies.	Francs.
	Report.....	2.160	4.320,00
(a) Abonnements (suite).	Allocations pour les secrétaires et garde-magasins.	360	720,00
	Entretien des salles d'école.....	60	120,00
	Fournitures scolaires.	480	360,00
	Entretien du champ de tir.	48	96,00
	Entretien des armes.	120	240,00
	Réparation des armes.	720	4.440,00
		3.648	7.296,00
(b) Haute-payes, prix divers (chiffre moyen par régiment).	Haute-paye de bonne conduite....	7.538	45.076,00
	Prix de tir.....	75	450,00
	Gratifications aux instructeurs. ...	63	426,00
		7.676	45.352,00

L'addition de ces totaux successifs donne un chiffre de 327,916 roupies, soit 633,832 francs; ce chiffre représente la charge imposée au budget par l'entretien d'un corps de cavalerie régulier à 4 escadrons, fort de 633 sabres — Toutes les dépenses y sont comprises, sauf celles de l'armement fourni par l'État (qui ne se compose, comme il a été dit, que d'une carabine) et de la faible consommation annuelle des cartouches de tir.

Si l'on calcule, comme il a été fait plus haut pour l'infanterie, et si l'on évalue à 5 roupies (10 francs) par an l'annuité d'armement et de tir, soit, pour 608 hommes de troupe, 3,040 roupies ou 6,080 francs, on voit que le coût total annuel d'un régiment de cavalerie ne dépasse guère 660,000 francs. — Et si, d'autre part, on veut déduire les 76,000 roupies (158,000 francs) que représente la solde des 11 officiers européens, ce chiffre se trouve réduit, pour tout le reste du corps, officiers natifs, cavaliers, remonte, fourrages, etc., à un peu plus de 500,000 francs (exactement 508,000 francs), soit 815 francs de dépense annuelle par cavalier indigène monté.

VIII. — Résumé et Conclusion.

En résumé, l'empire anglo-indien, avec l'immense superficie qu'il embrasse (1) et ses 250 millions d'habitants, est gardé par une force mixte un peu inférieure à 200,000 hommes de troupes de toutes armes, où les éléments européens, nettement séparés d'ailleurs des éléments indigènes, entrent dans la proportion *d'environ un tiers* (68,000 hommes de troupes britanniques, pour 178,000 hommes de troupes natives).

Les troupes anglaises, dont il n'a été fait mention que pour mémoire dans la présente étude, comprennent des unités de toutes armes, avec une très forte proportion d'artillerie, l'expérience de la révolte des cipayes ayant clairement prouvé le danger de mettre des canons entre les mains d'Orientaux, dont la fidélité est toujours incertaine. Ces troupes, on ne saurait trop le redire, ne sont que des fractions détachées de l'armée de la métropole, relevées de *douze en douze ans*, par les unités correspondantes des mêmes régiments. Malgré la longueur de leur séjour en pays tropical, ces troupes parviennent maintenant, grâce aux conditions d'existence qu'un commandement pratique et expérimenté a su leur créer, à résister aux influences morbides du climat et à remplir, sans pertes excessives, le seul rôle qui convienne au soldat européen dans ces pays, *celui d'un instrument supérieur et perfectionné de combat*.

L'armée native, presque exclusivement composée de corps d'infanterie et de cavalerie, est uniquement formée d'indigènes placés sous le commandement supérieur d'officiers anglais. Recrutée parmi toutes les races de l'Inde et des pays limitrophes, elle comprend, avec une majorité d'Hindous de rite brahmanique, des Hindous musulmans (2), des Radj-

(1) La superficie de l'Inde anglaise, déduction faite du Cachemyre et des deux Birmanies, est évaluée à plus de trois millions et demi de kilomètres carrés, soit environ *sept fois* l'étendue de la France.

(2) On estime qu'il existe, dans l'Inde, environ 200 millions d'Hindous de rite brahmanique et 50 millions d'Hindous musulmans.

poutes (1), des Jhats, des Goorkas bouddhistes, des Beloutches, des Pathans et des Afghans musulmans, enfin, dans une proportion relativement considérable, des Sikhs du Pendjab (2).

Au point de vue du commandement militaire, elle relève, comme les troupes détachées de l'armée de la reine, du commandant en chef de l'armée des Indes. Elle est *administrée* par le conseil exécutif suprême de l'Inde, que préside le vice-roi, et dont font partie le commandant en chef et un officier général, investi des fonctions de ministre de la guerre.

Les officiers anglais qui constituent les cadres supérieurs des corps de troupes indigènes sortent tous de l'armée britannique, où ils ont dû servir comme officiers. Tous sont, en principe, — sauf en ce qui concerne quelques vieux officiers, débris de l'armée de la Compagnie, — partie d'un corps ou cadre spécial, dit *Indian Staff Corps*, qui comprend les officiers de tout grade qui se sont engagés à servir aux Indes *jusqu'au terme de leur carrière*.

A titre de compensation, des règlements encore très libéraux, — quoiqu'ils aient été modifiés récemment dans un sens plus étroit, — leur assurent des soldes considérables, des conditions d'avancement exceptionnelles, de longs congés périodiques avec solde, enfin, des pensions dont le tarif est si élevé que la mise à la retraite ne représente, pour aucun d'entre eux, une diminution sensible de position pécuniaire.

Les natifs, officiers et soldats, sont, par contre, traités avec une parcimonie relative, qui prouve que les Anglais, dont la main est si largement ouverte quand il faut être généreux,

(1) Les Radjpoutes sont des Hindous de rite brahmanique, qui habitent une région montagneuse située au nord des monts Windhias : cette race est fière, assez aguerrie, et a conservé, sous le contrôle de l'Angleterre, une sorte d'organisation féodale.

(2) Les Jhats sont de même race que les Sikhs du Pendjab. Ces populations ont des instincts militaires développés ; elles fournissent, avec les Goorkhas de l'Himalaya et les musulmans des frontières afghanes, les plus vigoureux éléments de l'armée anglo-indienne.

savent comprendre la valeur des petites économies. Ce sont ces économies mêmes qui, s'appliquant à beaucoup d'hommes et s'additionnant l'une à l'autre, constituent le supplément de ressources budgétaires qui permet de traiter d'une façon si large et si intelligente, les officiers et hommes de troupe européens.

Profitant de ce que la main d'œuvre et la vie matérielle sont pour rien dans ce pays relativement pauvre, à population très dense, où le climat a peu d'exigences (1), le gouvernement anglo-indien a réglé les soldes des indigènes sur un pied très modeste; nul ne songe à s'en plaindre, ni l'officier qui, avec ses 2,000 ou 3,000 francs d'appointements annuels, se trouve placé au niveau de la bourgeoisie aisée du pays, ni le soldat, qui se voit presque riche, gagnant de 15 à 20 francs par mois, à côté de l'ouvrier agricole, qui en gagne à peine la moitié.

Ces conditions, peu onéreuses pour le trésor, puisqu'un fantassin coûte à peine 300 francs par an au budget et que, d'autre part, le coût total d'un cavalier monté ne dépasse guère 800 francs, n'empêchent pas les candidats à l'engagement de se présenter toujours en nombre supérieur aux besoins; elles n'empêchent pas davantage les officiers et soldats indigènes de se montrer relativement satisfaits d'assurer les services militaires pénibles, de tenir les garnisons malsaines, et d'assumer les grosses corvées du pied de paix, tandis que les Européens sont plus particulièrement réservés au service de combattants.

Les cipayes aiment cette vie de soldat, malgré tout assez peu fatigante pour des indigènes, et s'en acquittent bien. L'avenir, — un avenir éloigné, nous l'espérons, — nous dira peut-être s'ils sont aussi bien préparés à assurer le service de guerre, et si les succès qu'ils ont obtenus en combattant des adversaires de même race, moins bien armés et commandés, per-

(1) Les conditions de latitude, de climat et d'existence de la presqu'île anglo-indienne sont fort analogues, semble-t-il, à celles de l'Annam et du Tonkin. — Hué est à peu près à la latitude de Bombay, Hanoï à celle de Calcutta.

mettent de les considérer comme aptes à se mesurer contre des ennemis d'une autre race, supérieure au point de vue militaire (1).

(22)

(1) Les nouvelles télégraphiques auxquelles il a été fait plus haut allusion, et qui datent des derniers jours du mois d'octobre, signalent un essai de groupement des bataillons indépendants d'infanterie de l'armée native. — D'après ces nouvelles, dont il convient d'attendre la confirmation, les bataillons, tout en gardant leurs numéros, leurs couleurs et leur commandement indépendant du pied de paix, seraient, dès à présent, groupés *par trois*, en vue de la mobilisation. — Lors du passage sur le pied de guerre, deux sur trois de ces bataillons seraient mobilisés et portés à l'effectif de 1000 hommes par suite de prélèvements faits sur le 3^e bataillon, qui resterait comme le dépôt du régiment de marche à 2 bataillons.

Appliquée à la totalité de l'infanterie native, cette mesure, qui paraît devoir être seulement expérimentée parmi les troupes du Bengale, donnerait 42 régiments mobilisés à 2 bataillons, ou 84,000 hommes d'infanterie, en laissant sur le territoire 42 bataillons à 400 hommes, dont les engagements ne tarderaient pas, sans doute, à grossir l'effectif. — Cet essai concorde avec la formation des réserves *active* et *sédentaire* dont il a été parlé plus haut. Il est permis de douter qu'une pareille disposition, appliquée à des indigènes de tempérament peu belliqueux, donne d'excellents résultats en ramenant dans le rang, au moment d'une mobilisation, des hommes déshabitués de la vie militaire. — Le fait, néanmoins, est intéressant à retenir, car il prouve la préoccupation du gouvernement de l'Inde de grossir les effectifs, sans aggraver sensiblement les charges du budget. — Là, comme partout, le problème est le même; comme partout aussi, et plus qu'ailleurs, la valeur de la solution demeure incertaine.

LA

MOBILISATION DE L'ARMÉE ALLEMANDE EN 1870

D'APRÈS LES HISTORIQUES RÉGIMENTAIRES.

(Suite) (1).

III.

Couverture de la mobilisation.

Le système de mobilisation employé dès 1870 par les Allemands suppose, pour porter tous ses fruits, que l'armée ne commencera ses opérations de guerre qu'après avoir parcouru graduellement toutes les phases de son accroissement dans les délais prévus par le plan général. En effet, comme nous l'avons vu, les éléments actifs servent de noyau à toutes les formations nouvelles, ils en facilitent l'agrégation rapide et, par là, rendent possible leur mise en mouvement immédiate. Si donc les corps permanents étaient appelés à marcher, à la hâte, avant d'avoir pu opérer leurs échanges avec les différentes réserves, celles-ci se trouveraient considérablement retardées dans leur constitution, sans compter que leur valeur comme troupes de campagne serait singulièrement affaiblie.

Cependant l'adversaire pourrait être tenté de pénétrer brusquement dans le pays ennemi, pendant cette période laborieuse de la préparation. N'y gagnerait-il pas de bousculer facilement des corps momentanément disloqués, et, outre l'effet moral atteint par les premiers succès, ne jetterait-il pas le désordre dans un mécanisme d'autant plus délicat qu'il est plus parfait ?

Comment faire face à ce danger sans mobiliser prématurément une partie de l'armée ? Comment poursuivre méthodique-

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 635 et 636, 4^{re} semestre 1886.

ment l'organisation de ses forces tout en protégeant sa mobilisation ?

En 1870, la question se posait dans les conditions les plus intéressantes : la France, grâce à sa forte armée permanente, pouvait immédiatement jeter 150,000 hommes ou 200,000 hommes sur le Rhin, essayer de retenir l'Allemagne du Sud en dehors de l'alliance prussienne et peut-être obtenir de grands résultats politiques avant que l'armée de la confédération du Nord ait eu le temps de se concentrer.

Cette hypothèse n'avait pas dû échapper au grand état-major de Berlin. Comment l'envisageait-il et quelles mesures avait-il prises pour y parer ?

« Les Français, disait le mémoire sur la guerre avec la France rédigé par le général de Moltke pendant l'hiver 1868-1869, les Français ont de nombreuses troupes massées dans la région nord-est du pays, ils possèdent un réseau ferré très complet et un matériel d'exploitation fort riche. Ils pourraient donc réunir très rapidement une armée de 150,000 hommes à la frontière, sans attendre leurs réserves. Cette brusque offensive serait bien, d'ailleurs, dans leur tempérament national, et l'on sait qu'il en a été question dans les cercles militaires.

« Une armée ainsi improvisée serait sans doute richement dotée en cavalerie et en artillerie. Qu'on l'a suppose réunie à Metz le 5^e jour, qu'elle passe la frontière à Sarrelouis le 8^e jour, nous pourrions encore arrêter à temps nos transports sur les chemins de fer, et débarquer nos forces sur les bords du Rhin. Pour atteindre cette ligne, l'invasion aurait encore six marches à parcourir. Lorsqu'elle y arriverait, le 14^e jour, elle y serait arrêtée par des forces supérieures. Nous tiendrions donc le passage du fleuve et, peu de jours après, nous pourrions prendre l'offensive avec une armée plus que double de celle de l'ennemi.

« Les inconvénients et les dangers qu'entraînerait, dans la suite, pour l'armée française, son mouvement en avant, sont trop évidents pour qu'elle adopte facilement ce plan de campagne. »

Ainsi, le général de Moltke déclarait qu'une offensive rapide de l'armée française n'offrait de danger que pour elle-même ; il ne prenait aucune disposition pour l'empêcher, et il concluait tranquillement, dans le cas où elle se produirait, à un débarquement en arrière. L'offensive partirait du Rhin au lieu de commencer à la

frontière ; la supériorité numérique en assurerait la possibilité à l'armée allemande, aussitôt la mobilisation achevée.

Et, en fait, lorsque l'armée française parut vouloir franchir la frontière, avant d'avoir reçu ses réserves et complété son organisation, l'état-major allemand se borna à reporter en arrière la zone de débarquement prévue pour la 2^e armée. « On retardait ainsi de quelques jours l'invasion de la France, mais on ne renonçait nullement à l'entreprendre (1) ».

Cependant si à Berlin l'on ne considérait pas comme une circonstance autrement défavorable, un mouvement général de l'adversaire en avant, l'on n'était pas disposé pour cela à laisser le territoire ouvert à toutes les entreprises des détachements ennemis. Une série de mesures avait été prise pour assurer la mobilisation des corps frontières dans les meilleures conditions possibles, pour couvrir les voies ferrées contre des tentatives de destruction et, en même temps, pour surveiller et suivre les mouvements de l'armée française.

Nous avons déjà vu que, dans les garnisons avancées, les troupes furent mises sur pied dès la première heure ; et que, ce rideau fut successivement renforcé pendant les jours suivants, du moins en ce qui concerne la cavalerie. Nous allons ici étudier de plus près le rôle et la vie de ces avant-postes, jusqu'à l'arrivée de l'armée sur le théâtre des opérations.

Le plan de mobilisation de l'armée de la confédération du Nord pour 1867 prévoit des circonstances spéciales où l'ordre de mobilisation est encore ajourné, mais où l'on a intérêt à préparer la mise en route des troupes de première ligne. La mobilisation peut être ainsi accélérée au moment décisif, et, lorsque l'ordre en est donné, on a la possibilité de hâter le début de la concentration.

Ce travail préparatoire a-t-il été ordonné d'une manière générale en 1870 dans les corps d'armée de la frontière ? L'examen des historiques régimentaires le laisse supposer à bon droit.

Voici, en effet, ce qu'on lit dans l'Histoire du régiment de fusiliers rhénans, n^o 40, p. 12, 13 et suiv. :

(1) *La Guerre franco-allemande de 1870-1871* par le Grand Etat-major prussien, tome I, p. 90.



« Malgré la modération que le gouvernement allemand manifestait en présence des prétentions exorbitantes de la France, modération qui semblait garantir le maintien de la paix, on prit des mesures appropriées au cas où les hostilités éclateraient à l'improviste.

« On fit donc tous les préparatifs nécessaires pour pouvoir, le cas échéant, paralyser l'invasion ennemie par une active surveillance et par une résistance aussi énergique que possible. Il fallut prévoir :

« 1^o La retraite, vers le Rhin, des bureaux de recrutement de la régence de Trèves (1) (Trèves I et II, Sarrelouis et Saint-Wendel) et du bureau de Simmern ;

« 2^o La formation sur le Rhin des dépôts pour les troupes en garnison dans la régence de Trèves ;

« 3^o L'appel par voie d'affiches de toutes les réserves ;

« 4^o L'enlèvement aussi rapide que possible de tout le matériel emmagasiné à Sarrebrück, à Saint-Wendel et à Trèves, et le transport de ce matériel à Coblenze ou dans les environs de cette place.

« En vue d'assurer ces mesures, le 13 juillet déjà, un ordre de la division prescrivait aux corps de troupes et aux bureaux de recrutement de se tenir prêts à pouvoir évacuer leur garnison dans les vingt-quatre heures, avec tout leur matériel : les objets d'habillement et d'équipement nécessaires aux troupes de dépôt, de garnison et de campagne, ainsi qu'aux états-majors, devaient être classés, emballés, étiquetés, tout prêts à être portés au chemin de fer. L'infanterie devait faire des marches assidues pour briser les chaussures neuves. Elle serait exercée à manœuvrer et à combattre dans les formations prévues par l'*Instruction* pour les commandants supérieurs. La cavalerie avait à renouveler la ferrure de ses chevaux et à distribuer aux hommes tous les effets à emporter.

« Ces ordres furent exécutés au régiment. Le 15 juillet, les compagnies y avaient reçu tout l'habillement de guerre, et l'on s'occupait activement à emballer le reste des effets dans des caisses et dans des tonneaux. »

Dans le grand-duché de Bade, les choses se passaient de

(1) *Regierung zu Trier.*

même. Le 12 juillet, au matin, les officiers du 6^e régiment d'infanterie badois, n° 114, étaient réunis chez leur colonel. Là, ils recevaient connaissance d'une dépêche du ministre de la guerre, prescrivant à la garnison de Constance de se tenir prête à partir pour Rastadt, avec tout le matériel du régiment, huit heures après l'ordre de mouvement reçu.

Le secret sur ces préparatifs était recommandé de la manière la plus absolue.

Le 13 juillet, les officiers en congé du 5^e régiment d'infanterie badois, n° 113, étaient secrètement rappelés à leur corps.

A la même date, au 34^e fusiliers, destiné à compléter la garnison de Rastadt, un ordre de régiment prévoyait le départ subit du corps à l'effectif de paix, fixait la constitution des cadres du dépôt et prescrivait aux officiers de tout préparer en vue de l'entrée en campagne.

De toutes ces données particulières n'est-on pas en droit de déduire que, sur toute la frontière, les quelques jours qui précéderent la mobilisation furent discrètement employés aux préparatifs les plus urgents et les plus utiles ?

D'ailleurs, les résultats de ce travail ne tardent pas à apparaître. Dans la nuit du 15 au 16 juillet, le Grand État-major envoie aux corps avancés, les premiers, l'ordre de mobilisation. Cet ordre entraîne l'organisation immédiate du service de sûreté, la mise en route de plusieurs régiments vers les places fortes les plus menacées, la retraite des bureaux de recrutement.

Tous ces mouvements doivent se faire sans arrêter un instant l'appel des réserves, la réquisition des chevaux, la formation des dépôts, l'armement des forteresses. Comment les corps vont-ils suffire à leur tâche, qui enverra les ordres d'appel, dans quelles conditions se feront tous ces transports si hâtifs ?

Le jour n'a pas paru que toute la machine est déjà en jeu, sans à-coups, sans désordre, avec une régularité parfaite. Les trains qui emportent le personnel du recrutement recueillent en route les réservistes arrivés à heure fixe ; les patrouilles sillonnent les routes, les avant-postes ont pris position, les ouvrages d'art des voies ferrées et les points importants des routes sont gardés. Quels que soient les événements, la mobilisation du corps d'armée est assurée. N'est-ce pas là une preuve des plus certaines que tout a été non seulement prévu de longue

main, mais encore revu et mis en œuvre, au dernier moment, comme les prescriptions du plan de mobilisation et les récits de plusieurs historiques régimentaires semblent l'établir?

Le 16, la mobilisation est donc commencée partout, à la frontière comme à l'intérieur. Au VII^e corps (1) et dans le grand-duché de Bade (2), probablement aussi dans le Palatinat, les opérations ont été accélérées. Nous avons vu, dans les chapitres précédents, les régiments de cavalerie et d'infanterie aux prises avec les difficultés particulières à cette situation; nous n'y reviendrons pas. Mais nous allons essayer de montrer le rideau de surveillance et de protection qui s'étend sur la zone menacée, couvre le travail intérieur, établit le contact avec l'ennemi; puis, cette mission remplie, s'apprête à se retirer devant l'invasion, jusqu'au moment où les masses mobilisées dans le pays pourront, à leur tour, prendre l'offensive.

« Le 15 au soir, raconte l'historien du régiment de fusiliers n° 40, le général baron de Barnekow, commandant la 16^e division, réunit les commandants de brigade et de régiment de la garnison. Il n'y avait pas encore d'ordre de mobilisation, et la nouvelle de la déclaration de guerre paraissait prématurée, mais les déclarations du ministère français aux Chambres prouvaient clairement que la France voulait la guerre, et l'histoire présente plusieurs exemples d'armées ayant envahi le territoire ennemi sans déclaration de guerre préalable. On n'avait pas le droit de se laisser surprendre, et il était temps de surveiller la frontière.

« Le général confia au 9^e régiment de hussards la garde de la zone située en face de Thionville. Un bataillon du 40^e régiment d'infanterie devait surveiller le grand-duché de Luxembourg, et était chargé de couper la ligne ferrée qui conduit à Luxembourg. Le colonel du 40^e, baron de Eberstein, donna communication de ces ordres aux officiers supérieurs du régiment et désigna le 2^e bataillon pour cette mission. »

Le 9^e hussards avait ordre de bivouaquer à Conz et de pousser

(1) Historique du régiment de fusiliers de Hohenzollern, n° 40, p. 47.

(2) Historique du 4^e régiment de dragons du corps badois n° 20, p. 429.

ses reconnaissances jusque vers Losheim et Perl. L'infanterie devait porter une compagnie en ce même point, important comme nœud des lignes Trèves—Sarrebrück et Trèves—Luxembourg; les trois autres compagnies occuperaient Wasserbillig, détruiraient la ligne de Luxembourg et observeraient la frontière.

Nous avons raconté le départ du 9^e hussards. Ses premières patrouilles dépassèrent Sierk (1).

Le bataillon du 40^e quitta son quartier à dix heures trois quarts du soir; chaque homme avait reçu environ 45 cartouches. La 6^e compagnie se mit immédiatement en marche pour aller occuper la gare de Conz. Les trois autres compagnies partirent un peu plus tard par un train spécial dans la direction de Wasserbillig; elles emmenaient avec elles des ouvriers de la voie réquisitionnés en passant à Conz.

« A cette dernière station, le commandant du bataillon avait appris que le télégraphe était coupé du côté du Luxembourg. Cette nouvelle lui fit craindre que les troupes françaises n'eussent envahi le grand-duché. Pour être prêt à toute éventualité, il donna donc l'ordre à la 8^e compagnie de placer une section, les fusils chargés, dans les trucs à hauts rebords qui suivaient immédiatement la locomotive. Le commandant de la compagnie devait monter lui-même sur la locomotive et choisir le point où l'on pourrait s'arrêter.

« Le train stoppa à une demi-lieue du pont du chemin de fer. Les hommes descendirent des voitures, et l'on gagna le pont. La 8^e compagnie, qui avait servi d'avant-garde pendant la marche, établit des postes le long de la Sure jusqu'à Langfur et envoya des patrouilles jusqu'à la frontière. Pendant ce temps, sous la direction d'un ingénieur de la voie, la 7^e compagnie enlevait les rails et les traverses et barricadait les ponts en face de Wasserbillig. On organisa la défense sur la rive gauche de la Sure et l'on ramena tous les bateaux sur cette rive. La 5^e compagnie restait en réserve sur la grand'route, à côté du moulin de Bœwener.

« Pendant la nuit, un peloton de hussards rejoignit le bataillon. Il servit à éclairer la 8^e compagnie et à établir des postes de communication avec Trèves. »

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 655, p. 329.

Le lendemain, 16, vers midi, le 1^{er} bataillon vint relever le 2^e qui put ainsi aller compléter ses préparatifs.

Le soir de ce jour-là, tous les hommes du régiment avaient reçu 80 cartouches et étaient complètement équipés. La troupe fut consignée à Trèves, parce que le bruit s'était répandu dans la ville que dix trains chargés de troupes françaises avaient passé à Luxembourg, se dirigeant vers la Prusse.

Le 17, le 2^e bataillon partit en chemin de fer occuper Sarrebrück, et le 3^e releva le 1^{er} à la frontière luxembourgeoise.

Le 18, le général de division réduisit, sur ce dernier point, les avant-postes à deux détachements, forts chacun d'une compagnie et d'un escadron, occupant Conz et Igel.

En prévision d'un combat on organisa une petite colonne sanitaire de dix voitures de réquisition.

Le 19, lorsqu'il fut confirmé que la neutralité du grand duché serait respectée, le poste d'Igel fut supprimé et la Compagnie de chemin de fer fut même autorisée à rétablir sa voie.

Au sud de Trèves, la place de Sarrelouis avait été mise aussi vite que possible en état de défense. Le bataillon du 69^e, détaché à Trèves, et celui du 70^e, détaché à Sarrebrück, y avaient été envoyés dès le 16 au matin. Les deux régiments formaient la garnison de la place avec deux escadrons du 7^e ulans, de l'artillerie et du génie. Les postes avancés étaient poussés au sud jusqu'à Völklingen, se reliant ainsi avec le détachement de Sarrebrück.

A Sarrebrück, les trois escadrons restant du 7^e ulans avaient été renforcés dans la journée du 17 par le 2^e bataillon du 40^e. L'ordre était de surveiller la frontière et de couvrir la voie ferrée contre des partis ennemis. Si l'on était menacé par des forces importantes, l'on devait se retirer sur Neunkirchen en détruisant le chemin de fer. Les avant-postes s'établirent entre le Schanzenberg et Saint-Arnual, et les patrouilles battirent le terrain jusqu'à la frontière. Les bagages étaient parqués sur la ligne de retraite, à une demi-lieue en arrière de la ville. On avait réuni au parc des voitures de réquisition pour porter les sacs au besoin. Le 19 et le 20 il y eut plusieurs alertes ; la cavalerie reconnut Forbach où elle rencontra des chasseurs à cheval ennemis. Le 20, les patrouilles tirèrent leurs premiers coups de fusil et tuèrent deux chasseurs.

Dans le Palatinat, en dehors des garnisons de Germersheim et de Landau, le 5^e bataillon de chasseurs bavarois et 2 escadrons du 5^e chevaux-légers surveillaient la région montagneuse à l'ouest de la province, et tenaient Hombourg, Deux-Ponts, Pirmasens et Vorder-Weidenthal. Le 1^{er} bataillon du 7^e régiment d'infanterie et 2 escadrons occupaient Bergzabern, Winden et Langen Kan del. A Winden se faisait la liaison avec les troupes badoises. Ces mesures furent prises en partie dans la journée du 16.

Dans le grand-duché de Bade, dès le 16, le pont de bateaux de Kehl avait été replié et un détachement du 2^e régiment de dragons (1), fort de 53 hommes, sous les ordres d'un second-lieutenant, avait été envoyé à Au-sur-le-Rhin pour observer Lauterbourg. Le 17, à 7 heures du matin, le reste du régiment (313 hommes et 9 officiers) quittaient Lauterbourg : un escadron surveillait le Rhin, entre Ilfeszheim et Neufreistett, et se reliait à Kehl ; un deuxième escadron fut poussé au sud jusqu'à Bühl, et chargé de se mettre en communication avec un détachement d'infanterie établi à Oberkirch. Les deux autres escadrons restaient cantonnés à Kuppenheim et communiquaient, d'une part, avec les avant-postes du régiment, de l'autre, avec l'état-major de la brigade à Karlsruhe.

Le 18, le service de surveillance était en pleine activité : des dragons déguisés, des voituriers et des paysans avaient été envoyés au delà du Rhin. Une patrouille avait été poussée jusqu'à la tuilerie de Membrechtshofen. Pour tromper l'ennemi sur leur force, les dragons se montraient tantôt à pied, et tantôt à cheval, en casque ou en casquette, sur des points différents des digues et échangeaient quelques coups de feu avec les postes français installés sur la rive gauche du fleuve.

Le 1^{er} régiment de dragons badois, n^o 20, fut également mis en route le 17. Le 19, il avait un escadron à Winden, un autre à Hagenbach tenant les routes de Lauterbourg, avec 2 compagnies du 2^e régiment de grenadiers badois comme soutien. Aussitôt la guerre déclarée, ces escadrons poussèrent leurs reconnaissances au delà de la frontière, sur le territoire français. C'est de ce régi-

(1) Historique du 2^e régiment de dragons badois, p. 3 et suiv.

ment que partiit, le 23, la fameuse *patrouille* conduite par le capitaine v. Zeppelin de l'état-major wurtembergeois.

L'activité de l'infanterie avait été au moins aussi grande que celle de la cavalerie. Dans la nuit du 15 au 16, à 1 heure du matin, une compagnie d'infanterie du 3^e régiment d'infanterie badois n° 111 est envoyée par chemin de fer à Oberkirch, pour exécuter, en cas d'invasion, la destruction des voies ferrées du Rhin et de la Kinzig ainsi que des routes de la Kniebis conduisant à Stuttgart.

Le 3^e régiment n° 111 et le 5^e, n° 113, partent dès le 16 pour Rastadt. Ils sont presque immédiatement dirigés vers le Rhin pour y renforcer les avant-postes. Le 18, un bataillon du 3^e occupe la ligne Oetigheim Steinmauern. Le 20, les deux régiments, au complet du pied de guerre, sont réunis en brigade, avec l'escadron du 3^e dragons et 2 batteries, et chargés d'observer la région entre Lauterbourg et la Murg.

Pendant cette même période, tout est préparé pour défendre ou détruire les différents moyens de passage du Rhin. Les communes participent volontairement à la garde de la frontière (1).

Sur les côtes de la mer du Nord, nous trouvons des postes du 78^e à l'embouchure de l'Ems. Ils sont continuellement sur pied, à en juger par l'historique du régiment, leurs télescopes cherchent fidèlement à découvrir le « colosse français » qui pourrait contenir l'ennemi, ils patrouillent dans les marais et ont grand'peine à en sortir, ils sont complètement mis en l'air par les expériences de tir de Wilhemshaven, qu'ils prennent pour une bataille navale. Ce sont des jeunes troupes quelque peu nerveuses, mais dont la vigilance du moins ne saurait être prise en défaut. A côté, un bataillon du 91^e est détaché à Wilhemshaven dans la nuit du 16 au 17 ; il est éclairé le long de la côte par les dragons du 19^e régiment oldenbourgeois.

En face de la Belgique elle-même des mesures actives de surveillance sont prises, et les garnisons de la frontière ne manquent pas de se faire éclairer. Le régiment rhénan des hussards du roi, n° 7, en garnison à Bonn, envoie deux pelotons aux environs de

(1) *Histoire de la guerre franco-allemande*, par le Grand État-major prussien p. 96.

Malmédy. On est prêt à transporter les approvisionnements de Bonn sur la rive droite du Rhin, à la première alerte (1).

Tel est le tableau des premières mesures prises au moment même où la mobilisation commençait. On n'y découvre ni où ni quand une surprise eût été possible. Aussi n'est-on pas étonné que, derrière ce rideau, chacun ait pu conserver assez de calme et de sécurité pour mener à bonne fin le travail difficile de la mobilisation dans une région menacée.

Le 22, 10 escadrons wurtembergeois dans le grand-duché de Bade, et, le 25, le 5^e régiment de dragons rhénans, au sud de Bliescastel, viennent renforcer les avant-postes.

Le 23, la division badoise est complètement prête, et concentrée entre Carlsruhe et Mörsch; la 4^e division bavaroise s'est réunie dans le Palatinat aux trois quarts complète.

Le 24, le VIII^e corps commence son mouvement de concentration.

A partir du 25, toutes les lignes de transport amènent des troupes de l'intérieur dans la zone de concentration.

Désormais ce sont ces têtes de colonnes qui sont chargées d'arrêter l'ennemi. On relève les avancées des frontières de leur périlleuse mission; le grand quartier général avise directement le commandant du détachement de Sarrebrück qu'il peut replier son infanterie sur Soultzbach ou Bildstock, et conserver seulement avec sa cavalerie le contact de l'ennemi. Le Klingbach, dans le Palatinat, et, dans le grand-duché de Bade, une position en avant de Rastadt, sont indiqués comme lignes de défense.

Le 29 juillet encore, la 2^e armée reçoit l'ordre d'occuper la ligne Alsenz-Göllheim-Grünstadt « terrain que l'état-major avait reconnu auparavant et trouvé parfaitement favorable à la défensive (2) ».

Le 30 seulement, ordre est donné à la 3^e armée de prendre l'offensive, et son chef demande encore quelque délai afin d'attendre ses envois. Le mouvement en avant ne commence que dans les premiers jours d'août.

L'histoire des faits semble donc bien établir les principes

(1) Historique du régiment des hussards du roi n° 7, page 485.

(2) *Histoire de la guerre franco-allemande*, p. 403.

suivis par les Allemands en 1870 pour la couverture de leur mobilisation :

1° Un rideau, formé par les garnisons de la frontière mobilisées instantanément sur le pied de paix, grâce à une préparation antérieure, est chargé d'arrêter les partis ennemis ou de ralentir la marche des détachements plus importants en détruisant les voies de communication ;

2° Les centres de mobilisation dans la zone menacée sont reportés en arrière, souvent à l'abri de places fortes, sur une ligne que l'ennemi ne pourrait atteindre qu'au bout de quelques jours ; les délais d'appel des réservistes sont d'ailleurs diminués ; la distance paraît être un obstacle absolu opposé aux entreprises de l'adversaire.

3° Derrière cette première zone, où tout est prévu pour que l'invasion ennemie ne cause ni surprise ni désordre, l'armée entière poursuit avec sécurité sa mobilisation complète. La fin de la concentration doit entraîner le mouvement offensif.

La situation est-elle aujourd'hui la même qu'en 1870 ? A cette question nous n'hésitons pas à répondre que, depuis quinze ans, la couverture de la mobilisation a été l'objet de tous les soins de l'état-major allemand, et qu'il a dû réaliser de grands progrès dans cette sphère. D'un côté, la période dangereuse a été diminuée par suite de l'accélération imprimée à toute la mobilisation. De l'autre, l'agglomération des troupes sur la frontière a été très augmentée, et les effectifs de paix y sont sensiblement renforcés.

Nous avons vu que les différents corps avaient en moyenne gagné de deux à trois jours dans la durée de leur mobilisation. On peut donc admettre que le septième jour, la situation serait à peu près ce qu'elle était au 25 juillet 1870 ; qu'à ce moment les troupes de l'intérieur commenceraient à affluer, et que la période de couverture serait terminée.

En 1870, les Allemands n'avaient en face de la frontière française que la 15^e division prussienne, la division badoise et la 8^e brigade bavaroise, moins bien préparée à la guerre que les troupes de la confédération du Nord. L'infanterie prussienne comptait environ 90 hommes, l'infanterie badoise 70 à 80 hommes (1),

(1) Historique du 6^e régiment d'infanterie badois, n° 114, p. 65.

l'infanterie bavaroise seulement 60 hommes (1) par compagnie.

Aujourd'hui, le XV^e corps tout entier est sur la frontière. Grâce à la forme mince et allongée de son territoire, il est absolument doublé par la 16^e division du VIII^e corps, par la brigade bavaroise du Palatinat et par le XIV^e corps badois.

L'effectif de paix du XV^e corps est de 43,000 hommes et 8,000 chevaux. Les compagnies y comptent 163 hommes. La 16^e division du VIII^e corps compte à Sarrebrück, Sarrelouis et Trèves 6,500 hommes et 1250 chevaux.

Il y a 16,000 hommes et 3,550 chevaux au XIV^e corps.

Enfin, dans le Palatinat, les garnisons comprennent 5,500 hommes et 500 chevaux. Soit 71,000 hommes et 13,300 chevaux groupés, dès le temps de paix, en face de la frontière française.

Il n'est pas nécessaire d'insister sur ce chiffre. Il démontre outre mesure que les Allemands pourraient à l'avenir non seulement constituer le rideau de surveillance qu'ils avaient développé en 1870, mais encore le soutenir, dès le premier jour, par de fortes réserves d'avant-postes. Ces troupes, appuyées sur les places de Thionville, de Metz, de Sarrelouis et de Strasbourg, constitueraient une force défensive suffisante pour assurer la levée des réserves, et, en cas de nécessité, l'évacuation et la formation des dépôts à l'abri des forteresses. Ce ne sont plus seulement des partis ennemis, mais des détachements considérables que ce système avancé aurait la puissance d'arrêter.

Il ne nous appartient pas de discuter ici la question de savoir si la cavalerie allemande est destinée à apparaître dans la zone frontière pendant cette période de la couverture de la mobilisation. Nous avons démontré qu'elle pouvait le faire : cela suffit à notre tâche. Mais ce que nous voulons retenir de cette étude, c'est qu'au moment même où l'ordre de mobilisation est donné dans l'intérieur de l'empire, la frontière est déjà fortement gardée. A cette heure, les ouvrages d'art des voies de communication aussi bien que le personnel du recrutement ou que les magasins militaires sont à l'abri d'un coup de main. Il n'y a place ni pour une surprise ni pour une pointe fructueuse. Et puisque le

(1) Historique du 5^e régiment d'infanterie bavarois, p. 46.

7^e jour les renforts vont affluer, quel résultat pourrait atteindre même une grande opération dirigée dans le but de troubler les préparatifs de l'adversaire ? La mobilisation allemande est donc couverte de la manière la plus certaine et à l'abri de toute tentative de la part de l'adversaire. Voilà la conclusion que met en lumière l'examen des procédés employés en 1870, et de la situation actuelle des forces allemandes sur la frontière.

Nous avons cherché dans cette étude ainsi que dans les précédentes à caractériser le système de mobilisation employé chez nos voisins, par ses côtés pratiques et moraux. C'est un système qui a subi l'épreuve de l'expérience et qui a été perfectionné à l'usage. Il est presque à l'abri des mécomptes. Les progrès tentés après 1866 portèrent leurs fruits en 1870. Les enseignements recueillis à cette époque ont été certainement aussi utilisés.

Mais dans cette progression continuelle il est intéressant de retrouver cette puissance offensive que développent toutes les institutions militaires allemandes.

L'amélioration de la mobilisation, la concentration des forces avant toute opération, l'accroissement des troupes de campagne, tout cela tend logiquement à préparer l'effort offensif aussi rapide, aussi énergique, aussi puissant que possible. Si les Allemands sont bien près, sous ce rapport, d'avoir obtenu le maximum d'effet possible, ils le doivent à la persévérance avec laquelle ils tendent vers ce but unique.

(94)

NOTES

SUR LA

MOBILISATION DE LA CAVALERIE AUSTRO-HONGROISE

Les *Dispositions Organiques* pour la cavalerie qui tracent, dans ses grandes lignes, l'organisation de cette arme en Autriche-Hongrie viennent (1) de subir des changements, touchant en quelques points aux opérations de la mobilisation (2).

La cavalerie est, de toutes les armes, celle dont la mise sur pied de guerre exige le plus de rapidité. Appelée d'une part à couvrir la mobilisation de la région frontière et la concentration des armées, à défendre les lignes ferrées sur le territoire national, elle a, d'autre part, la mission d'inquiéter l'ennemi, de porter le trouble dans ses transports, de chercher à les ralentir en opérant d'importantes destructions sur ses voies ferrées. L'une des premières conditions du succès est de prévenir l'adversaire à la frontière, et de s'y présenter en forces supérieures; aussi toutes les puissances continentales ont-elles fait de grands efforts pour obtenir ce résultat.

On a augmenté les effectifs jusqu'à donner aux régiments de cavalerie un effectif de paix sensiblement égal à celui des éléments de première ligne du pied de guerre; on a rapproché de la frontière la plus menacée la majeure partie des divisions de cavalerie indépendante; enfin la nécessité de gagner du temps paraissant s'imposer chaque jour davantage, on est arrivé à prévoir telles éventualités où, sacrifiant la régularité à ce besoin toujours plus urgent, on dirigerait sur la frontière la cavalerie disponible, quelques heures après l'ordre de mobilisation.

(1) *Journal militaire officiel* du 40 novembre 1886.

(2) Voir pour l'organisation de la cavalerie austro-hongroise la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 533 et 534 (2^e semestre 1884).

De ces trois modes d'opérer, l'Autriche-Hongrie avait déjà dans une certaine mesure employé les deux premiers ; les nouvelles dispositions organiques donnent à penser qu'elle veut se réserver, le cas échéant, la possibilité de recourir au troisième.

Si l'on compare les effectifs de paix (1) et de guerre des 6 escadrons de première ligne d'un régiment austro-hongrois, on trouve une identité absolue dans la composition du personnel en hommes ; quant aux chevaux, la seule différence tient à ce que le sous-officier comptable est monté en temps de guerre et que les quatre officiers chefs de peloton (2) sont tenus de se procurer à leurs frais un troisième cheval. A première vue, les escadrons sont donc mobilisables sans délai, et n'ont nul besoin d'avoir recours à un escadron supplémentaire, dont le jeu permet, dans d'autres pays, d'arriver à des résultats analogues, mais non sans quelques pertes de temps.

Dans la pratique, il y a quelques réserves à faire. Il faut, en effet, tenir compte de l'obligation, pour les escadrons, de fournir un certain nombre de sous-officiers et d'hommes de l'effectif de paix, soit comme pionniers à l'état-major du régiment, soit comme gendarmes de campagne aux quartiers généraux (3), soit enfin, à diverses autorités locales. Il y aurait à laisser en arrière les malades, les éclopés, les recrues de l'année, si la déclaration de guerre les trouvait encore insuffisamment instruits ; aussi ne devrait-on pas compter comme disponibles les 165 hommes de troupe de l'effectif de paix ; il est cependant probable que, du commencement du printemps à la fin des manœuvres d'automne (4), chaque escadron pourrait mettre sur pied 150 hommes,

(1) L'effectif de paix est de 5 officiers, 2 maréchaux des logis chefs ; 4 maréchaux des logis ; 4 sous-officier comptable non monté ; 4 trompette ; 430 cavaliers montés ; 43 cavaliers non montés ; 5 ordonnances, 1 maréchal errant ; 4 bourrellier.

(2) Capitaine en second, lieutenant ou sous-lieutenant.

(3) Le nombre de gendarmes de campagne à fournir serait d'une dizaine environ par régiment.

(4) Les effectifs sont portés au complet du pied de paix au 1^{er} octobre, date de l'incorporation des recrues, et reconstitués au printemps par les soins du commandant du régiment, qui rappelle un certain nombre d'hommes en congé permanent ; en cas d'insuffisance prévue de ces derniers, il en est

tout en fournissant les divers détachements dont nous avons parlé plus haut (1).

Quant à l'état-major du régiment, il subit une augmentation sensible. Par prélèvement sur les escadrons, il forme le peloton de pionniers (2) et il reçoit en outre 33 soldats du train, 2 bouchers, 2 ordonnances et 2 cantiniers (3). De ces divers éléments, les soldats du train et les chevaux de trait sont les seuls qui puissent occasionner quelque retard ; tout le reste de l'état-major est disponible en tout temps.

Donc, à la condition de se priver quelques jours du convoi, évidemment moins nécessaire au début d'une campagne, un régiment de cavalerie peut s'embarquer dès la réception de l'ordre de mobilisation, et amener sur le théâtre des opérations six escadrons de guerre, représentant avec le peloton de pionniers la valeur d'environ 900 sabres (4).

Le deuxième expédient mis en œuvre pour gagner du temps sur l'ennemi consiste, nous l'avons dit, à rapprocher du théâtre présumé de la guerre une partie importante de la cavalerie. Pour l'Autriche-Hongrie, la puissance la plus menaçante est actuellement la Russie, et le théâtre de guerre le plus probable, la Pologne. Or la partie autrichienne de la Pologne, la Galicie, est dans de mauvaises conditions pour l'installation des troupes. Le climat y est rude, la maladie y cause des pertes plus sensibles que partout ailleurs, surtout au printemps ; le pays n'offre que des ressources très faibles en fait de casernement ; aussi est-il impossible d'y accumuler de grandes masses de troupes. De

rendu compte au commencement de mars au ministre de la guerre, qui y pourvoit, soit en recourant à l'ersatz-réserve, soit de toute autre manière.

(1) Ce chiffre de 450 suppose un déchet de 90 hommes sur les six escadrons ; il y en aurait 30 environ employés à l'état-major du régiment, 40 comme gendarmes de campagne, et une cinquantaine d'autres non mobilisables de suite pour un motif quelconque.

(2) 4 officier, 4 maréchal des logis, 3 brigadiers, 22 pionniers de cavalerie.

(3) Il laisse au dépôt un brigadier secrétaire.

(4) Le nombre des combattants est de 933 lorsque le régiment s'est mobilisé d'une manière régulière, et possède ses escadrons au complet de 465 hommes de troupe.

plus, l'occupation militaire entraînant de lourdes charges pour les provinces (1), on est dans l'obligation de répartir les troupes aussi équitablement que possible. Cependant les deux seules divisions de cavalerie constituées en temps de paix (2) sont stationnées en Galicie où, par suite, l'on dispose en tout temps de cinquante-quatre escadrons, non compris ceux de la landwehr locale.

Quant aux six autres divisions de cavalerie indépendante à créer au moment de la mobilisation, elles seront formées en divers points bien placés sur les voies ferrées, et dont le plus éloigné de Cracovie serait Vienne; elles seraient dans d'excellentes conditions pour un transport rapide sur leurs emplacements de concentration (3).

Si l'on jette un coup d'œil sur l'emplacement des troupes russes de l'autre côté de la frontière de Galicie, on voit deux divisions de cavalerie placées d'une manière menaçante pour les voies ferrées autrichiennes. L'une, la 14^e division de dragons, a ses régiments échelonnés le long de la rive gauche de la Vistule, à courte distance du fleuve; l'autre, la division de cosaques du Don, est concentrée sur la rive droite, au sud de Zamosc, où se trouve son quartier général. Ces divisions qui sont sur pied de guerre, et n'ont pour se compléter qu'à réunir sur place quelques chevaux de trait, resteront-elles inactives? Il est plus que probable qu'elles chercheront, tout au contraire, à pousser une pointe hardie sur le sol autrichien pour y opérer des destructions de toute sorte. A cet envahissement du territoire il faut opposer sans délai des forces supérieures, et une partie de la cavalerie se trouve appelée à entrer en ligne avant d'avoir pu terminer sa mobilisation régulière.

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 630 (2^e semestre 1885).

(2) Les divisions de Cracovie et de Lemberg sont à 2 brigades; la 21^e brigade de cavalerie à Lemberg est à 3 régiments, les 3 autres brigades sont à 2 régiments.

(3) Dans la séance du 16 novembre de la délégation autrichienne, le Ministre de la guerre a émis l'opinion que la cavalerie n'était pas en force suffisante à la frontière et annoncé que les chemins de fer seraient employés à en transporter une partie, aussitôt l'ordre de mobilisation donné. Cette déclaration confirme les suppositions émises plus haut.

Jusqu'ici une telle éventualité eût entraîné de singulières complications dans la mise au complet de guerre des éléments prématurément engagés.

Les réservistes étaient en effet classés, suivant leur destination, soit à l'état-major, soit dans chacun des six escadrons, soit dans les diverses unités formées par le dépôt, savoir : l'escadron de dépôt, l'escadron de réserve, et les 2 pelotons d'état-major. Ceux qui appartenaient aux éléments de première ligne figuraient sur les contrôles de l'état-major du régiment. Obligé de partir inopinément, celui-ci aurait transmis ses contrôles au cadre de dépôt, dont les officiers auraient dû recevoir les réservistes, les habiller, les équiper et les mettre en route, sans avoir pu préparer aucune de ces opérations.

Une autre disposition sujette à critique consistait dans la réunion de l'état-major du régiment et du dépôt, toujours stationnés dans la même garnison.

Supposons, par exemple, que la 17^e brigade actuellement à Vienne, destinée à faire partie d'une division indépendante, ait été dirigée d'urgence sur Cracovie ; elle se compose des 2^e et 7^e régiments de dragons, se recrutant tous deux en Bohême, sur le territoire du VIII^e corps : ses réservistes auraient été transportés de Bohême en basse Autriche, remis au cadre de dépôt qui, n'étant pas préparé à les recevoir, aurait forcément perdu du temps avant de pouvoir les mettre en route, et dirigés enfin sur la Galicie, après avoir fait un détour très considérable (1).

(1) Celui des deux régiments qui se trouvait dans les conditions les moins favorables, le 2^e régiment de dragons, se recrute à Prague et à Beraun ; il est stationné à Wiener-Neustadt. Les réservistes appelés de Prague à Wiener-Neustadt et dirigés ensuite sur Cracovie par Prerau, avaient à effectuer, pour arriver à ce dernier embranchement, un parcours total de 634 kilomètres ; à l'avenir ils seront dirigés sur Prerau par Kolin et Olmütz et n'aurait à parcourir que 273 kilomètres. La différence est de 351 kilomètres, auxquels il faut ajouter la double traversée de Vienne. Pour les réservistes de la circonscription de Beraun la différence est moindre de quelques kilomètres. Il n'est pas exagéré d'admettre que le temps gagné sur le transport par suite de la diminution de la distance, du nombre moins grand des embarquements et débarquements s'élèvera à 24 heures au moins pour les réservistes de ce régiment.

Quant au bénéfice de temps dû à la préparation de la mobilisation par le

Pour améliorer cette situation et éviter tous les retards que nous venons de signaler, on a modifié le rôle du dépôt, en lui confiant la tâche de fournir leur complément de guerre en hommes à tous les éléments du régiment.

Représenté en temps ordinaire par un cadre formé de 2 officiers subalternes et de 17 hommes de troupe, le dépôt devient donc le centre de réunion de tous les réservistes, le *réservoir* unique où viendront puiser les divers éléments du régiment soit pour porter leurs effectifs au pied de guerre, soit pour les tenir au complet au cours des opérations. Il y a dès lors tout intérêt à le placer aussi près que possible de la région dans laquelle il s'alimente; les appels, les renvois, les mutations de toute sorte y gagneront en rapidité, et, de plus, les transports ainsi évités se traduiront pour le trésor par de fortes économies.

Les considérations précédentes ont amené à inscrire dans le nouveau statut organique le principe de la séparation du dépôt et de l'état-major. Le premier, stationné sur la circonscription de recrutement, n'aura plus à se déplacer à chaque changement de garnison du régiment.

Quant à l'état-major et aux escadrons de guerre, ils doivent, d'après le même règlement, être placés *en principe*, sur le territoire du corps d'armée, et, s'il est possible, sur celui de la circonscription de recrutement, chargés de l'alimenter. Il y a lieu d'admettre que la nécessité des garnisons des grandes villes, les difficultés du casernement et d'autres raisons secondaires empêcheront ce principe de recevoir, au moins d'ici quelque temps, une application complète.

Par suite de ces dispositions, le cadre de dépôt se trouvera souvent séparé de l'état-major du régiment; le commandant du cadre détaché dépendra en partie du commandant du régiment, en partie de l'autorité militaire territoriale. En matière de discipline, il possédera les droits d'un commandant d'escadron. Au point de vue administratif, le cadre de dépôt relève, en temps de paix, du conseil d'administration du corps s'il se trouve dans la même garnison; mais, dès la mobilisation, celui-ci est dissous et un nou-

cadre de dépôt, il ne peut être évalué, mais il est évidemment d'une certaine importance.

veau conseil est constitué au dépôt; le second lieutenant du cadre est alors chargé de l'administration et de la comptabilité du magasin.

Les contrôles des escadrons de guerre et de l'état-major ne renferment plus que des hommes présents ou en congé permanent (1). Tous les ans, au départ de la classe, le cadre de dépôt reçoit les hommes libérés du service actif et les inscrit sur ses contrôles de manière à pouvoir fournir :

1° Les réservistes nécessaires à la mise sur pied de guerre de l'état-major et des six escadrons de première ligne, avec une majoration de 6 p. 100 de l'effectif de guerre;

2° Un nombre de réservistes égal à celui des recrues de l'année afin de pouvoir laisser ces derniers au dépôt si leur instruction n'est pas assez avancée; on doit comprendre dans ce nombre 30 sous-officiers;

3° L'effectif de guerre en sous-officiers et cavaliers des escadrons de dépôt et de réserve, et des deux pelotons d'état-major, avec une majoration de 6 p. 100 en gradés et en simples soldats;

4° Les sous-officiers et cavaliers désignés pour certains emplois spéciaux, comptant en dehors des éléments précités.

A la mobilisation, le cadre de dépôt reçoit les hommes insuffisamment instruits, les malades, les hommes en détention et ceux qui sont l'objet d'une instruction judiciaire, les sous-officiers et cavaliers détachés d'une manière permanente auprès des autorités militaires ou dans les établissements, et enfin les chevaux incapables de faire campagne. Il livre à chaque escadron les réservistes désignés pour le compléter, choisis autant que possible parmi ceux qui y ont déjà servi.

En dehors de ces dispositions d'ensemble, les nouveaux statuts organiques renferment quelques innovations d'importance secondaire parmi lesquelles on peut citer les suivantes :

Le seul cadet (2) existant maintenant dans le régiment compte

(1) Ceux-ci peuvent être rappelés sur simple avis et avant l'ordre de mobilisation.

(2) Voir la *Revue militaire de l'Etranger*, n° 648 (2^e semestre 1886).

à l'effectif de l'un des escadrons, de préférence à celui qui est désigné pour fournir le chef du peloton de pionniers.

Les sous-officiers comptables ne seront plus nécessairement du grade de maréchal des logis chef.

L'effectif de l'état-major du régiment mobilisé est augmenté d'un cantinier, d'un aide-cantinier et d'une voiture à deux chevaux (1); il s'élève à 11 officiers, 82 hommes, 116 chevaux, soit, avec les six escadrons de guerre, 41 officiers, 1079 hommes et 1083 chevaux.

L'effectif de l'escadron de dépôt est augmenté d'une ordonnance, il compte 8 officiers, 170 hommes, 161 chevaux. En ajoutant aux éléments précédents l'escadron de réserve et les deux pelotons d'état-major, on a l'effectif total du régiment sur pied de guerre : 57 officiers, 1506 hommes et 1498 chevaux.

Mentionnons enfin les réductions opérées, conformément au règlement de 1884, sur les effectifs des détachements de gendarmes de campagne à cheval affectés aux divers états-majors (2). Le tableau ci-après en indique la composition nouvelle :

	Capi- taine.	Officiers subalternes. (s ^t -officiers).	Gendarmes (s ^t -officiers).	Ordon- nances.	Chevaux.
Grand quartier général...		4	40	4	43
Quartier général d'armée.	4		40	4	43
Commandement général d'armée.....		4	20	4	23
Quartier général de corps d'armée.....		4	6	4	9
État-major de division d'in- fanterie.....			3		3
État-major de division de cavalerie.....			4		4

On a supprimé l'emploi d'officier supérieur, chef des gendarmes de campagne, dans chaque armée.

(1) Le cantinier était déjà réglementaire, mais ne figurait pas sur les états d'effectif de l'état-major, l'aide-cantinier était facultatif.

(2) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 534 (2^e semestre 1884).

Avec les nouveaux effectifs, le nombre d'hommes nécessaires à la mise sur pied de guerre des 41 régiments de cavalerie sera pour les éléments de première ligne (1) de 1,681 officiers, 44,239 hommes, 44,403 chevaux, et, pour l'ensemble des unités à former par les régiments, de 2,337 officiers, 61,746 hommes et 61,418 chevaux; en y ajoutant les gendarmes de campagne destinés aux quartiers généraux, les hommes à fournir aux états-majors de brigades et de divisions actives de cavalerie, on arrive à un nécessaire d'environ 63,000 hommes.

L'effectif de paix au 31 décembre 1885 était de 44,136 hommes de troupe; il faudra donc environ 19,000 réservistes pour compléter les formations de guerre, soit, avec la majoration de 6 p. 100, 20,000 réservistes à faire figurer sur les contrôles des cadres de dépôt.

A la même date du 31 décembre 1885 le nombre des réservistes était de 42,563 (2); l'existant est donc de beaucoup supérieur au nécessaire et permettrait de faire face sans difficulté à tous les besoins du recomplètement en temps de guerre. Quant à des formations nouvelles, elles ne sont à prévoir que dans des limites assez restreintes, en raison des difficultés que l'on rencontrerait à en constituer les cadres.

En résumé les nouveaux statuts organiques, sans modifier sensiblement les effectifs de la cavalerie, lui permettent de simplifier sa mise sur pied de guerre, et de rendre, dès la mobilisation, des services fort importants, qui jusqu'à présent n'auraient pu lui être demandés sans de sérieux inconvénients.

(2)

(1) L'état-major et les six escadrons de guerre. L'escadron de réserve est destiné à marcher également en première ligne, mais il ne sera pas employé au début des opérations dans les mêmes conditions que les escadrons de guerre.

(2) Il y avait en outre 23 hommes dans l'*Ersatz Reserve*

LES

GRANDES MANŒUVRES DE L'ARMÉE RUSSE

EN 1886

(OPÉRATIONS DE CRIMÉE)

L'Invalide russe du 28 octobre (9 novembre) dernier contient l'énumération des troupes qui ont pris part aux grandes manœuvres de 1886, dans la presqu'île de Crimée ; il donne l'hypothèse, les plans conçus par les commandants des deux partis ; enfin, il décrit en détail l'opération qui a donné à ces manœuvres une physionomie tout à fait originale : le débarquement d'un corps d'attaque sur la côte de la presqu'île, en présence de l'ennemi.

Le théâtre des opérations touche celui de la guerre de 1854-1855 ; il empiète même sur ce dernier, et nous pensons que nos lecteurs ne reverront pas sans intérêt quelques-uns des noms qui figurent dans le compte rendu ci-après :

« Le programme des travaux d'été pour 1886 — dit la feuille militaire russe — fixait, pour la période du 21 au 27 août, une grande manœuvre dans l'espace compris entre *Sébastopol*, *Simféropol* et *Alouchta*, sous la direction du général commandant en chef les troupes de la circonscription d'Odessa.

Des deux corps mis en présence, l'un, dit *corps de Crimée*, sous les ordres du lieutenant général *Abramoff*, commandant la 13^e division d'infanterie, comprenait : les 50^e et 51^e régiments d'infanterie, un régiment mixte fourni par la 34^e division d'infanterie, 2 escadrons de cavalerie avec une compagnie de chasseurs, les 4 premières batteries de la 13^e brigade d'artillerie, une compagnie de sapeurs du génie, et un détachement d'héliographistes.

En tout : 12 bataillons $1\frac{1}{4}$, 2 escadrons, 32 pièces et un détachement.

L'autre corps, dit *corps de débarquement*, sous les ordres du général-major *Arpsufen*, commandant la 4^e brigade de chasseurs, comprenait : le 49^e régiment d'infanterie, une compagnie du 52^e régiment, la 4^e brigade de chasseurs (4 bataillons), un détachement mixte d'infanterie de marine, les 5^e et 6^e batteries de montagne de la 13^e brigade d'artillerie, une sotnia du régiment n° 8 de cosaques du Don, une compagnie de sapeurs, une compagnie de pontonniers et un détachement d'héliographistes.

En tout : 8 bataillons $3\frac{1}{4}$, 1 sotnia, 16 pièces et 2 détachements.

En vue d'égaliser théoriquement les forces des deux partis, et pour donner au commandant du corps de débarquement plus de commodité pour ses dispositions, le général directeur des manœuvres avait décidé que la compagnie du 52^e régiment et le détachement d'infanterie de marine seraient considérés comme des bataillons, et que toutes les autres fractions du corps de descente seraient censées avoir un effectif double de celui qu'elles avaient.

L'hypothèse était celle-ci :

Le parti du Sud, maître de la mer, et profitant de la faiblesse de son ennemi en Crimée, se décide à mettre à terre un corps de débarquement (8 bataillons $3\frac{1}{4}$, 1 sotnia, 16 canons et 2 détachements) sur un point de la côte sud de la presqu'île. Les forces principales de l'attaque (supposées) doivent arriver, dans un temps très court, sur les côtes de Crimée. La mission du premier corps de débarquement est, après avoir pris pied sur la côte sud, d'occuper les abords du massif montagneux du *Yaïl*, depuis *Alouchta* jusqu'à *Baïdar*, de se porter rapidement sur *Baktchisarai* et *Simféropol*, puis, de profiter de l'éparpillement des forces ennemies pour les traverser, et s'établir sur les communications de Sébastopol avec l'intérieur de l'Empire.

Le parti du Nord, dont les forces principales agissent sur un autre théâtre, ne peut consacrer à la défense de la partie sud-ouest de la Crimée que les troupes énoncées ci-dessus, comme composant le corps de Crimée.

Au commencement de la manœuvre, ces troupes sont disposées de la manière suivante : 2 bataillons et 1 escadron surveillent la côte, ayant leurs réserves à *Yalta* et à *Baïdar*, les forces princi-

pales gardent, d'une part, la rivière de *Belbeck*, à *Douvankoï*, sur la route de Simféropol à Sébastopol; d'autre part, la ligne ferrée d'Ekaterinoslaw à Baktchisarai. En outre, Sébastopol est occupé par une faible garnison spéciale (supposée).

La mission du corps de Crimée est de s'opposer à un débarquement de l'ennemi : dans le cas où il aurait débarqué, de l'attaquer résolument pour le refouler sur ses vaisseaux et le forcer à attendre les renforts qui doivent lui arriver par mer.

Les dispositions prises par les chefs des deux partis furent les suivantes :

Le commandant du corps de débarquement, éclairé par des reconnaissances antérieures, se décide à débarquer dans la baie de *Gourtzoufou* dans celle de *Parténit*. Aussitôt à terre, on marchera par *Alouchta* vers la vallée de l'*Alma*, se dirigeant sur la station du même nom du chemin de fer de Sébastopol.

Le commandant du corps de Crimée avait supposé que le principal, l'unique objectif même de l'ennemi devait être Sébastopol, port fortifié, avec un chantier de vaisseaux de guerre; que, dès lors, la baie de *Balaklava* lui semblerait la plus avantageuse pour un débarquement et que, s'il ne pouvait le faire dans cette baie, il l'essayerait dans celle de *Laspi*. Aussi, considérant que tout le long de la côte méridionale de la Crimée court la grande route de Sébastopol—Yalta—Alouchta, la meilleure voie de communication de la contrée, et que cette route n'est doublée d'aucune autre dans le même sens, il prit le parti, après avoir occupé le rivage comme il a été indiqué ci-dessus, de porter la partie principale de son corps à Tchorgoun; et, pour défendre l'accès de Baktchisarai du côté du rivage sud, dans le cas possible où l'ennemi débarquerait vers Yalta, de détacher du 2^e échelon de ses forces principales (de Baktchisarai) 1 bataillon, 4 canons et 1/2 escadron, sur *Kourtler-Phots-Sala* et *Kokkoz*, dans la direction du point de débarquement. Ces dernières fractions devant s'unir, le cas échéant, à celles qui défendraient la côte, suffiraient, pensait-il, pour repousser un ennemi même quatre fois plus nombreux qui marcherait vers *Kokkoz*.

Le thème proposé était très avantageux pour le corps de débarquement qui, lors de sa mise à terre, ne devait trouver devant lui que les faibles détachements ennemis défendant directement la côte.



Échelle de $\frac{1}{600,000}$.

Au commencement de la manœuvre, pour se conformer au plan conçu par leur chef, les troupes du corps de Crimée exécutèrent les mouvements suivants :

Le 22 août : un détachement de montagne (1 bataillon et demi, 4 canons et 1/4 compagnie de sapeurs) se rendit à *Kourtler-Photz-Sala* ; le reste (5 3/4 bataillons, 1/2 escadron, 20 pièces et 3/4 de la compagnie de sapeurs), gagna, sur deux colonnes, les hauteurs de *Fédioukhine* et *Tchorgoun* ; la réserve (3 bataillons et 8 pièces) fut laissée à Baktchisarai.

Le 23 août : le détachement de montagne se porta sur le Yaïl, et les forces principales se rapprochèrent de Baïdar.

Le corps d'attaque s'embarqua, partie à Odessa, partie à Sébastopol. L'escadre de transport d'Odessa comprenait les vapeurs : la *Tzarine*, le *Nakhimoff*, et les schooners *Danube* et *Dniéper* ; l'escadre de Sébastopol se composait du vapeur *Rostow*, des schooners *Salghir* et *Pruth*. En outre, l'autorité maritime avait adjoint aux deux escadres, en qualité de convoyeurs, le croiseur *Souvenir-de-Mercure* et le schooner le *Messenger*.

L'embarquement des troupes, le chargement des bagages et du campement eurent lieu à Odessa le 21 août, à Sébastopol le 22. A Odessa s'embarquèrent : la 4^e brigade de chasseurs, une partie de l'infanterie de marine, la sotnia de cosaques et les détachements de la 3^e brigade de sapeurs, soit 6 généraux, 117 officiers, 2,668 hommes de troupe ; à Sébastopol : le 49^e régiment d'infanterie, les 5^e et 6^e batteries de montagne de la 13^e brigade d'artillerie, et le reste de l'infanterie de marine, soit 72 officiers et 2,548 hommes de troupe (1). On chargea, en outre, à Odessa 242 chevaux, 29 voitures, 4,002 pouds de bagages de toute sorte ; à Sébastopol 150 chevaux, 23 voitures et 1000 pouds de bagages.

Les deux escadres se réunirent à hauteur du cap de *Miskhor* (2), le 22 août, à 9 heures du soir.

Le 23, à 4 h. 1/2 du matin, au moment où l'escadre passait à hauteur du cap *Nikita*, le croiseur *Souvenir-de-Mercure* donna

(1) La compagnie du 52^e régiment d'infanterie fut jointe au corps de débarquement aussitôt après la mise à terre de celui-ci.

(2) Miskhor est situé entre Aloupka et Yalta, à 3 verstes du premier de ces deux points, et à 12 verstes environ du second.

le signal « Formez la colonne de débarquement, les schooners en avant ». A 5 heures fut donné le signal « Tournez à gauche », et, à 5 h. 35, « Stoppez et mouillez ». L'escadre prit son ordre de combat dans la baie de *Gourtzouf*, de la manière suivante : en 1^{re} ligne les schooners, à environ 100 sagènes du rivage ; en 2^e ligne, à 150 sagènes en arrière de la première, les vapeurs ; sur le flanc gauche de la 2^e ligne, le croiseur *Souvenir-de-Mercure*, et sur le flanc droit de la même ligne, le schooner *Messenger*.

A 6 h. 1/4, tous les bâtiments étaient à l'ancre. Au bout d'une demi-heure s'engagea un feu auquel prirent part, du côté du corps de Crimée, la 2^e compagnie du 51^e régiment, qui était chargée de défendre la portion de la côte voisine de *Gourtzouf*, et du côté du corps d'attaque, le *Souvenir-de-Mercure*, le *Messenger* et le *Pruth* ; un peu plus tard aussi, le *Salghir*. Ces bâtiments tiraient sur le village de *Gourtzouf*, sur un promontoire voisin où se trouvaient des ruines d'anciennes fortifications, et aussi, principalement, sur une hauteur boisée dominant la partie occidentale de la baie.

En même temps on mettait à l'eau les chaloupes et les appareils de débarquement destinés au premier échelon : 683 hommes de la brigade de chasseurs et du 49^e régiment, 19 cosaques avec chevaux, la 6^e batterie de montagne et 60 sapeurs.

La première tentative de débarquement des chasseurs, faite un peu après 7 heures, près des cabines de bains, s'effectua avec quelques difficultés. Les premiers détachements du 49^e débarquèrent beaucoup plus heureusement sur des bas-fonds, à l'Est des ruines de fortifications et tout près du village. A 7 h. 3/4 les détachements avaient pris pied sur le rivage. Au même moment, la 2^e compagnie du 51^e régiment se partagea en deux, opposant l'un de ses pelotons aux troupes du 49^e régiment, et déployant l'autre en tirailleurs pour s'opposer au débarquement des chasseurs. Ce dernier peloton se trouva en retard, et n'arriva pas en temps utile sur la position qui lui avait été assignée.

Quelques moments après, les deux pelotons du 51^e gagnèrent la montagne, et le reste du débarquement s'effectua sans obstacle, comme en temps de paix.

L'infanterie débarqua avec une vitesse satisfaisante. Les bataillons de chasseurs terminèrent leur descente : le 14^e à 9 heures, le 15^e à 9 h. 3/4, le 16^e à 10 h. 10 minutes et le 13^e à 11 heures.

res; le 49^e régiment d'infanterie à 3 heures de l'après-midi. Le débarquement de la cavalerie et de l'artillerie fut un peu retardé par l'insuffisance des canots à vapeurs. Le déchargement du campement et des bagages fut terminé à 11 heures du soir (1).

Depuis le moment de leur entrée à bord jusqu'à la fin de la descente à terre, toutes les troupes du corps d'attaque s'étaient conformées à un projet de règlement préparé à l'état-major de la circonscription, sous ce titre : *Recueil des ordres donnés aux troupes de la circonscription militaire d'Odessa pour l'embarquement à bord, la traversée et le débarquement*.

Le jour suivant, d'après le plan qu'il avait adopté, le chef du corps d'attaque se dirigea par *Alouchta* et *Kébit-Borghaz* vers la vallée de l'Alma. Deux détachements furent chargés de couvrir sa marche par une double démonstration.

La suite des manœuvres comporta la marche en avant du corps d'attaque, la concentration du corps de défense, et le passage de celui-ci au rôle offensif.

Le terrain sur lequel s'exécutèrent ces manœuvres remplit au plus haut degré les conditions voulues pour l'instruction de toutes les armes; il se prête à l'application des principes de la guerre en pays de montagne, aux services de sûreté et d'exploration, à la transmission des ordres, à l'expérimentation même des divers effets, etc...

Le 28 août, à Baktchisarai, en présence des arbitres, des commandants des deux partis, et de tous les chefs de corps et de détachements, le général d'infanterie Roop, commandant de la circonscription d'Odessa, fit une critique détaillée de toutes les opérations. »

Nous apprécions davantage la très intéressante relation qui précède, si elle ne s'arrêtait pas au lendemain du débarquement. Nous aurions voulu suivre les deux partis jusqu'à leur rencontre, afin de savoir si, dans le cas présent, la défaite finale de l'envahisseur a été un résultat rationnel des opérations engagées, ou simplement l'exécution d'un programme arrêté à l'avance.

(91)

(1) Pour accélérer le débarquement, on employa des ponts volants, de trois systèmes différents : de Kappelleff, du colonel Siennicki et du colonel en retraite Potchinski.

LA

QUESTION DU SERVICE PERSONNEL EN BELGIQUE

Bien qu'aucune disposition législative n'ait encore modifié le vieux système de recrutement de l'armée belge, nous croyons devoir signaler les efforts tentés par nos voisins pour établir chez eux le service militaire personnel et obligatoire, et donner une analyse du projet de loi présenté dans ce but par M. le comte d'Oultremont.

Depuis de longues années déjà, des généraux et des hommes politiques clairvoyants avaient reconnu les inconvénients du remplacement : ils se rappelaient qu'en 1870, au moment de la mobilisation, on avait eu de sérieuses difficultés pour atteindre les effectifs réglementaires ; que l'on avait dû se résoudre, pour combler les vides, à incorporer les détenus de tout ordre ; enfin que, moins de deux mois après la mobilisation, il s'était produit de nombreux cas de désertion, la plupart des déserteurs appartenant à la catégorie des remplaçants.

Cette année, les troubles graves pour la répression desquels on a dû recourir à l'emploi de la troupe ont attiré l'attention générale sur la force militaire de la Belgique. Plusieurs journaux ont donné sur sa composition, sur les effectifs et leur répartition, des renseignements détaillés. Quelques autres ont émis des considérations plus intéressantes, en ce qu'elles rendaient compte de l'esprit et des dispositions morales de l'armée belge.

C'est ainsi que la *Gazette militaire suisse* de Bâle (1), reproduisant une correspondance allemande, a dénoncé le maintien du remplacement comme constituant un sérieux danger :

« Les remplaçants, qui forment encore actuellement le tiers

- (1) *Allgemeine Schweizerische militär Zeitung*, 1886, n° 47.

de l'armée belge, appartiennent aux classes les plus déshéritées du royaume.

« L'armée forme un corps indépendant du peuple, ne participant ni à sa vie, ni à ses sentiments, et ne servant guère que pour la solde.

« Les gens avisés se demandent si, dans un pays menacé de troubles anarchiques, cette armée de prolétaires sera longtemps capable de maintenir l'ordre intérieur. »

Ce tableau, pour être exagéré, n'en contient pas moins une bonne part de vérité. On le reconnaît en Belgique, et il s'est produit cette année un puissant mouvement d'opinion en faveur de l'établissement du service militaire personnel et obligatoire.

Les conseils communaux de Bruxelles et de Liège ont émis le vœu que le gouvernement proposât un meilleur système de recrutement, « capable de donner satisfaction aux réclamations légitimes et d'assurer l'ordre ainsi que la sécurité des citoyens ». D'autre part, on a fait circuler dans les hautes régions politiques une note anonyme, attribuée à un général fort en vue : c'était un éloquent plaidoyer où l'auteur, faisant appel aux plus nobles sentiments des classes élevées, à leur patriotisme, à leur courage, à leur prudence, les conjurait de revendiquer leur part des charges militaires.

Les partisans du service personnel pouvaient espérer que le gouvernement présenterait aux Chambres un projet de loi conforme à leurs vœux. Mais, le 9 novembre dernier, jour de l'ouverture de la session législative, le discours royal a fait pressentir l'abstention du gouvernement. Voici, en effet, le seul passage de ce discours qui soit relatif à la question militaire :

« Les questions relatives au recrutement de l'armée préoccupent, à juste titre, l'opinion publique, et il est bien désirable que l'accord patriotique des partis permette à mon gouvernement de leur donner la solution que commandent des intérêts de l'ordre le plus élevé. »

L'absence de tout projet gouvernemental laisse donc son importance entière au projet de loi présenté par M. le comte d'Oultremont à la Chambre des représentants.

Voici quelles sont les principales dispositions de ce projet :

Le remplacement est supprimé et le tirage au sort est maintenu ; le tirage au sort est précédé d'un examen de l'état sani-

taire et de l'état légal des hommes de la classe, de façon à ne porter que sur les jeunes gens valides et appelés à servir.

La classe, comprenant tous les citoyens belges âgés de 20 ans, est divisée par le tirage au sort en deux contingents, le contingent annuel actif et le contingent disponible.

La loi admet pour les jeunes gens âgés de plus de 16 ans des engagements volontaires pour une durée de quatre ans et des rengagements.

Les hommes du contingent annuel actif sont astreints à 10 ans de service : 3 ans dans l'armée active, 4 ans dans la réserve de l'armée active, et 3 ans dans la réserve nationale. Les trois années passées dans l'armée active constituent la présence réelle sous les armes en temps de paix. L'armée active en temps de paix comprend donc trois contingents actifs, les engagés volontaires et les rengagés ; le chiffre du contingent annuel actif est fixé de telle façon que l'effectif de l'armée permanente en temps de paix soit égal à 1/100^e de la population du royaume.

Le contingent annuel disponible n'est astreint, en temps de paix, à aucun service militaire permanent ; son instruction militaire ne comporte qu'un service temporaire d'une durée totale de trois mois, réparti sur les deux premières années de service de la classe.

La loi prévoit les engagements conditionnels d'un an. Après l'expiration de leur terme d'un an, les engagés conditionnels subissent un examen ; s'ils y satisfont, ils deviennent libres de tout service militaire en temps de paix et ils reçoivent désignation des grades ou des fonctions qui leur incombent pour le cas de mobilisation.

En cas de mobilisation de guerre, tous les hommes ayant appartenu à des contingents actifs, âgés de moins de 31 ans, rejoignent leurs corps respectifs.

Le roi peut mobiliser dans les contingents disponibles la portion jugée nécessaire au service de l'armée.

Le projet du comte d'Oultremont constitue dans le sens des idées modernes un très réel progrès sur le système actuellement en vigueur en Belgique.

Nous mettrons nos lecteurs au courant des prochains débats du Parlement belge sur cette question dont nul ne peut se dissimuler l'importance au point de vue social et politique. (63)

NOUVELLES MILITAIRES

CHINE

CANONNIÈRES A VAPEUR CONSTRUITES A WHAMPOA (1). — La *Gazette officielle de Pékin* publie régulièrement le compte rendu des séances du Conseil de l'Empire, où se centralisent, sous forme de *Mémoires*, toutes les affaires du pays. Ces comptes rendus sont reproduits en chinois par les autres journaux de province, et en anglais par le *North China Daily News* de Shanghai, qui leur conserve textuellement la forme originale. Nous empruntons à la séance du 4 août le mémoire relatif à la mise en service de 4 canonnières.

Mémoire présenté au Conseil par le Gouverneur général, gouverneur de Canton, au sujet de la mise en service de 4 navires de guerre, à faible tirant d'eau, destinés à la rivière de Canton.

« Ainsi qu'il en a été rendu compte antérieurement à Sa Majesté, il n'y avait, pour ainsi dire, pas de navires de guerre à vapeur propres à garder les six entrées de la rade de Canton ; désireux de combler cette lacune fâcheuse, l'auteur du présent mémoire a consacré, à titre d'expérience, une somme d'un million de francs, prélevée sur la ferme des loteries, à la construction de 4 canonnières à faible tirant d'eau. Le travail a été confié à un groupe d'officiers, sous les ordres de l'amiral Fang-Yao, avec prescriptions formelles d'exécuter les travaux à Whampoa, et de n'employer que la main-d'œuvre chinoise ; les plans seuls devaient provenir des chantiers étrangers ou chinois de Hong-kong.

En réponse au mémoire présentant ce projet à l'approbation du Conseil, en juin 1885, un décret impérial autorisa les travaux et prescrivit de se livrer à une inspection minutieuse des navires dès qu'ils seraient terminés, un second mémoire devant alors faire connaître les résultats et guider ainsi le Conseil dans ses résolutions futures.

En conséquence, le Gouverneur rend compte aujourd'hui que les quatre navires ont été lancés l'hiver dernier et ont reçu respective-

(1) Whampoa, port situé dans une île, à 49 kilomètres au sud-est de Canton, mouillage habituel des navires étrangers.

ment les noms de : *Kuang-Yüan*, *Kuang-Heng*, *Kuang-Li* et *Kuang-Chen*. Le printemps de l'année 1886 a été consacré à les aménager et à les équiper ; les marins ont été ensuite progressivement exercés à la manœuvre, jusqu'à ce qu'ils fussent entièrement au courant de leur service.

Le 24 juin, le Gouverneur s'est rendu à bord pour procéder à l'inspection prescrite.

Les dimensions communes sont les suivantes :

Longueur	(pieds anglais).....	111	(33 ^m ,85)
Largeur	—	18	(5 ^m ,50)
Hauteur	—	8,5	(2 ^m ,60)
Tirant d'eau	—	7,5	(2 ^m ,30)

Ces dimensions sont données en pieds anglais, toutes les cotes des plans étant comptées en mesures étrangères.

Les navires *Kuang-Yüan* et *Kuang-Chen* ont des machines de 78 chevaux, et peuvent fournir 40 milles ou 33 li (1) à l'heure. Les deux autres, dont la machine n'est que de 65 chevaux, ne donnent que 9 milles ou 30 li.

La carcasse du navire, ainsi que les mâts (qui sont démontables), est entièrement métallique. L'armement comporte : à l'avant, une pièce de 4,5 tonnes se chargeant par la culasse ; à l'arrière, un canon en acier de Krupp ; au mât et sur chaque flanc, un canon Nordenfeldt ; toutes ces pièces sont protégées par des boucliers en acier.

L'inspection des bâtiments étant terminée, le Gouverneur les a fait mener à Lien-hua-Shan, à l'intérieur du Bogue (1), où l'on avait dressé une cible. On a fait évoluer les navires et tirer sur le but dans des conditions variées. Le calibre des pièces a paru être parfaitement proportionné aux dimensions de la canonnière ; le tir a été exécuté à une distance de 5 li (2,800 mètres). [La portée maxima des pièces est de 8 li (4,500 mètres)]. Sur chaque série de 40 coups, 5 ou 6 projectiles ont chaque fois touché le but.

Les manœuvres se sont exécutées facilement et rapidement ; la machine, propre et bien tenue, fonctionne bien et régulièrement ; enfin, quoique entièrement construits par des Chinois, ces quatre navires ont absolument l'air de navires étrangers.

(1) Le li, qui varie légèrement avec les provinces, a une valeur moyenne de 559 mètres.

(2) Bogue ou Bocca Tigris ; embouchure de la principale branche du Chu-kiang ou rivière de Canton, large de 30 kilomètres environ.

La dépense totale a été de 125,100 taëls (1) (1,000,000 de francs) ; dans ce chiffre, ne figure pas l'armement, acquis antérieurement, ni une partie des agrès, d'une valeur de 17,500 taëls (140,000 francs), existant en magasin. La dépense mensuelle sera de 682 taëls (5,500 francs) pour chaque navire en service. On pourrait, au fur et à mesure des ressources budgétaires, continuer ces constructions.

Observations du Conseil : Envoyez cette pièce en communication au ministère qu'elle intéresse.

DANEMARK

Deux nouveaux projets de loi sur les fortifications de Copenhague viennent d'être déposés sur le bureau du Landsting.

La loi de défense ayant été retirée au cours de la dernière session, le corps du génie a pu compléter les études de tracé et de profillement ; c'est à la suite de ces études que les projets de défense du côté de la terre puis vers la mer ont été établis.

1° Dans le but d'augmenter la force défensive des inondations de la plaine de Lyngby et du front nord du camp retranché, on reporterait en avant la portion d'enceinte continue entre Gjentofte et Hellerup jusqu'au bassin même d'inondation, la gauche appuyée à l'inondation de Hundesø : on renonce aux forts du Triangle et de Kristiansholm. Ce front nord masqué par les bois de Dyrehaven et de Jøgersborg, promenade favorite de la population, et dominé par les hauteurs de Bavneshøj et de Dyrehavegaard est le plus faible ;

2° Sur le secteur nord-ouest, on remplacerait de même par une enceinte continue les deux forts de Gladsaxe.

Les crédits nécessaires à l'exécution de ce plan de fortifications du côté de la terre s'élèvent à 36,891,600 couronnes et seraient répartis sur cinq exercices financiers jusqu'à celui de 1891-1892.

Quant aux défenses maritimes de Copenhague, les crédits nécessaires à l'exécution des batteries de côte ayant été introduits dans le budget extraordinaire, il ne s'agit ici que du fort à élever sur la pointe nord du *Middelgrund* en avant de Trekroner ; ce fort, construit en eau assez profonde, pourrait être serré de très près par une escadre ennemie : il faudra donc lui donner une organisation défensive qui porterait à 15 millions de couronnes les crédits nécessaires à répartir sur sept exercices jusqu'à 1893-94.

Le fort de Gardchøj est dû à une souscription privée et sa construction n'exige pas de crédits particuliers.

(1) Le taël, dont le cours est variable, vaut en moyenne 8 francs.

EMPIRE ALLEMAND

LE NOUVEAU SEPTENNAT MILITAIRE. — La nouvelle session du Reichstag a été ouverte le 25 novembre, par un discours du Trône qui contient l'énumération des mesures législatives dont le Parlement aura à s'occuper. Parmi celles-ci figure, en première ligne, une demande en augmentation de l'effectif de paix de l'armée et du budget de la guerre.

Le texte du projet de loi concernant le nouveau septennat militaire est ainsi conçu :

« § 1. L'effectif du pied de paix de l'armée allemande est fixé, à partir du 1^{er} avril 1887 jusqu'au 31 mars 1894, à 468,409 hommes, non compris les volontaires d'un an.

« § 2. A partir du 1^{er} avril 1887, l'infanterie comprendra 534 bataillons ; la cavalerie 465 escadrons ; l'artillerie de campagne 364 batteries ; l'artillerie de forteresse 31 bataillons ; le génie 19 bataillons, et le train 18 bataillons.

« § 3. Sont abrogés, à partir du 31 mars 1887, les articles 1 et 2, § 1, de la loi du 6 mai 1880, modifiant la loi militaire du 2 mai 1874, ainsi que les dispositions du § 2 de cette dernière loi concernant le nombre des formations.

« § 4. La présente loi est immédiatement applicable à la Bavière, en vertu de la convention du 23 novembre 1870, ainsi qu'au Wurtemberg, en vertu de la convention du 25 novembre 1870. »

Ce projet est précédé d'un exposé de motifs qui, dans son ensemble, peut être résumé ainsi qu'il suit :

L'effectif de l'armée était, en 1870, de 378,069 hommes ; il a été porté, en 1871/2 à 401,639 hommes, et, en 1881, à 427,274 ; celui de la marine a été porté de 5,744 hommes à 13,892.

Malgré ces augmentations successives, la situation militaire en Europe s'est trouvée modifiée au détriment de l'Allemagne. Le nouvel empire, qui est sorti d'une guerre glorieuse, court ainsi le danger de n'être plus en mesure de faire prévaloir sa politique, tendant au maintien de la paix générale, le jour où un conflit européen menacera de se produire.

Il y a plus : dans le cas où l'Allemagne elle-même serait entraînée dans une guerre, l'indépendance à peine acquise par l'empire serait en danger. Il faut donc soumettre à une consciencieuse comparaison les forces armées de l'Allemagne et celles des États voisins.

La France, bien que sa population soit moins nombreuse que la nôtre, a porté son effectif de paix, qui était en 1870 de 358,846 hommes, à 444,477 hommes en 1880, à 471,811 hommes en 1876. L'effectif a donc été augmenté de 1,22 0/0 de la population. La France a

en ce moment 649 bataillons d'infanterie, 446 batteries d'artillerie de campagne avec 1856 pièces attelées et 851 caissons ; et l'artillerie vient encore d'être augmentée de 34 pièces attelées. D'après le dernier projet de loi militaire, l'armée française sera aussi renforcée de 44,000 hommes.

Quant à la Russie, elle a réorganisé complètement son armée après la guerre d'Orient ; elle a augmenté encore l'effectif appelé à combattre, qui était déjà numériquement supérieur à l'effectif des autres armées ; elle a systématiquement complété le réseau de ses chemins de fer ; en même temps qu'elle renforçait ses forces disponibles, elle perfectionnait son système de mobilisation. L'infanterie et l'artillerie de campagne russes comprennent 934 bataillons avec 547,450 hommes, sans les officiers, 395 batteries avec 1736 pièces.

La marine française comprend 67,336 hommes ; la marine russe, 26,272 hommes.

Cette situation est d'autant plus grave que l'Allemagne, pour être prête à faire face à toutes les éventualités, doit se préoccuper des forces armées de plus d'un des Etats voisins ; la force et l'organisation de l'armée allemande doivent être mises à la hauteur des circonstances, qui se sont modifiées. Ces mesures doivent être prises aussi complètement et aussi rapidement que possible.

Sans doute, elles nous imposeront de nouveaux sacrifices. Mais, du moment que nos voisins se sont décidés à en faire autant, sinon plus, de leur côté, pour augmenter la force agressive dont ils peuvent disposer contre nous, nous n'avons que le choix entre ces deux choses : faire résolument ces nouveaux sacrifices ou bien vouloir diminuer le degré de sécurité dont jouit en ce moment l'Allemagne.

Les budgets de la guerre et de la marine en Allemagne, qui étaient en 1870 de 272 millions de marcs, ont été portés en 1880 à 403 millions, et en 1886 à 446 millions ; il en résulte que l'armée coûte 9 marcs 52 par tête de la population. Le budget de guerre français est monté de 397 millions à 826 millions, et coûte à la population 21 marcs 57 par tête. Le budget de guerre russe est de 785 millions, en augmentation de 279 millions depuis 1870 et de 87 millions depuis 1880.

Comme l'effectif ne doit être augmenté qu'à la date du 1^{er} avril 1888, la loi de 1880 pourrait encore nous suffire ; mais, en présence de la situation qui s'est produite au delà des frontières allemandes, un retard apporté à notre réorganisation pourrait entraîner les plus graves conséquences. Quant à augmenter l'armée par la réduction de la durée du service, cela n'est pas possible. En réalité, la durée du service pour l'infanterie n'est en moyenne que de deux ans et quatre mois. D'autre part, il faut que l'Allemagne compense par une bonne

organisation la supériorité numérique des grands États voisins contre lesquels elle aura probablement à lutter dans une guerre future. L'augmentation demandée doit se faire principalement au profit de l'infanterie. Mais il faudra renforcer également les corps de chemins de fer et l'artillerie.

En conséquence, on demande la création des formations nouvelles ci-après :

- 1° *États-majors* : 2 états-majors de division d'infanterie ;
4 états-majors de brigade d'infanterie ;
1 état-major de brigade de cavalerie.

Le tout, en vue de la formation de deux nouvelles divisions d'infanterie — la 32^e et la 33^e, — l'une dans le XII^e corps (saxon), l'autre dans le XV^e corps (Alsace-Lorraine).

L'état-major de la division de cavalerie du XII^e corps sera supprimé.

- 2° *Infanterie* : 5 régiments (4 prussiens, 1 saxon) ;
13 quatrièmes bataillons (prussiens) ;
3° *Chasseurs* : 1 bataillon (saxon) ;
4° *Artillerie de campagne* : 21 états-majors d'abtheilung (16 prussiens, 2 bavarois, 1 saxon, 2 wurtembergeois) ;
24 batteries (17 prussiennes, 2 bavaroises, 3 saxonnes, 2 wurtembergeoises) ;
5° *Troupes de chemins de fer* : 3 états-majors de bataillon (2 prussiens, 1 bavarois) ;
9 compagnies (6 prussiennes, 1 bavaroise, 1 saxonne, 1 wurtembergeoise) ;
6° *Génie* : 1 compagnie (prussienne) ;
7° *Train* : 14 compagnies (12 prussiennes, 1 saxonne, 1 wurtembergeoise).

Le reste de l'augmentation sera employé à renforcer l'effectif des corps déjà existants, ce qui aura lieu surtout, et sur une vaste échelle, pour l'infanterie.

Dans la cavalerie les effectifs du pied de paix seront maintenus au complet pendant toute l'année ; dans les autres corps, on renforcera principalement les cadres. Pour raison d'économie, on ne réunira pas en régiments les quinze nouveaux bataillons d'infanterie ; on les répartira, au contraire, parmi les régiments déjà existants.

Les augmentations budgétaires, nécessitées par cet accroissement dans l'effectif de l'armée, s'élèveront, pour le budget ordinaire, à

23,000,000 marcs (dépenses du service courant), et à 24,200,000 marcs (dépenses accidentelles).

En résumé, la nouvelle loi augmente l'effectif permanent de l'armée allemande de 41,135 hommes, répartis en 31 nouveaux bataillons d'infanterie, 24 nouvelles batteries d'artillerie, 3 nouveaux bataillons de troupes de chemins de fer, 1 nouvelle compagnie du génie et 24 compagnies du train. Elle augmente également l'effectif des compagnies d'infanterie et assure une période d'instruction plus longue aux troupes de cavalerie. Dès à présent, elle renforce d'une division la garnison de l'Alsace-Lorraine.

Enfin, pour l'avenir, elle donnera aux troupes de première ligne de l'empire un accroissement d'environ 180.000 hommes instruits.

ESPAGNE

CRÉATION D'UNE BRIGADE TOPOGRAPHIQUE AU DÉPÔT DE LA GUERRE.

— Un décret royal en date du 17 novembre crée, au dépôt de la guerre, une brigade topographique qui comprendra : 1^o 1 chef de brigade, du grade de capitaine, ayant sous ses ordres 2 lieutenants et 4 alférecès ; 2^o 6 chefs d'atelier, 8 dessinateurs commissionnés, 20 dessinateurs ou employés de première classe, 20 de seconde et 170 de troisième, respectivement du grade de sergents-majors, sergents, caporaux de 1^{re}, de 2^e classe, et soldats.

Les officiers de la brigade auront droit, par chaque période de dix ans de service, à une indemnité annuelle de 1000 francs, pour les capitaines, de 650 pour les lieutenants, et de 250 pour les alférecès.

Une somme de 130,000 francs au lieu de 100,000 francs sera inscrite au budget de la guerre au titre de la brigade de nouvelle création.

AUGMENTATION DANS LES CADRES DU CORPS DE SANTÉ. — Par un décret du 22 novembre, la reine régente vient de remanier les cadres du corps de santé militaire en les augmentant légèrement.

L'effectif des médecins comprendra désormais :

3 inspecteurs	de 1 ^{re} classe (actuellement 3,
8 —	2 ^e — (au lieu de 4)
17 sous-inspecteurs	1 ^{re} — (au lieu de 14)
24 —	2 ^e — (au lieu de 19)
97 médecins-majors	(au lieu de 65)
143 médecins en premier	(au lieu de 138)
148 médecins en second	(au lieu de 164)
<u>440</u>	<u>427</u>

Dans la section de pharmacie, l'effectif des pharmaciens de 1^{re} classe est porté de 19 à 24.

ITALIE

APPEL DE LA 1^{re} CATÉGORIE DU CONTINGENT DE LA CLASSE 1866. — Le contingent de 1^{re} catégorie, fixé au chiffre de 82,000 hommes pour l'année 1886, vient d'être appelé sous les drapeaux aux dates des 8, 9, 10 et 22 novembre. La portion de ce contingent, pour laquelle le service est réduit à deux ans, a été arrêtée au chiffre de 17,000 hommes.

AFFECTATION A LA CAVALERIE, D'UNE PORTION DU CONTINGENT PRÉLEVÉE SUR LES TROUPES A PIED. — Une décision ministérielle du 4 novembre établit que les districts doivent affecter aux régiments de cavalerie et aux escadrons de palefreniers (1) un certain nombre d'inscrits appelés pour le service de deux ans, dans les proportions suivantes :

900 hommes aux régiments de lanciers ;

1140 aux régiments de cheval-légers ;

40 aux escadrons de palefreniers ;

soit, au total, 2,130 hommes.

Cette mesure ne modifie d'ailleurs nullement le contingent de la cavalerie astreint au service : les hommes ainsi appelés seront répartis comme conducteurs entre les diverses armes après leurs deux années de service.

La catégorie d'appelés visée par cette décision sera ajoutée au contingent de la cavalerie ; la durée de son service restera de 12 ans : elle sera prélevée sur le nombre d'hommes de la 1^{re} catégorie affectés aux troupes à pied, avec l'obligation de 2 années de service effectif.

Cette disposition est prise à titre d'essai d'un mode d'instruction à adopter pour former des conducteurs.

BUDGET DE LA GUERRE POUR 1886-1887. — L'exercice 1886-1887 présente sur le précédent une augmentation de 154,900 francs. D'une

(1) Le décret du 21 janvier 1872, qui a réorganisé l'école normale de cavalerie a institué près de cette école 2 escadrons de *palefreniers* destinés à fournir, indépendamment de l'escadron d'instruction, les hommes et les chevaux nécessaires à l'enseignement de l'équitation à l'école de Pignerolles, à l'école de Modène, à l'école de guerre, à l'académie militaire et à l'école d'application de l'artillerie et du génie.

part, il y a eu, il est vrai, des diminutions de dépenses; elles proviennent de ce que l'appel de la 1^{re} catégorie de la classe 1860 ainsi que de la milice mobile n'a pu avoir lieu à cause de l'épidémie cholérique, et de ce que la période d'instruction de la 2^e catégorie a été, pour le même motif, réduite de 75 à 45 jours; mais, d'autre part, il y a surcroît de dépenses par suite de l'élévation de l'effectif des carabiniers royaux (13 officiers et 400 hommes à partir du 1^{er} janvier 1877), de l'organisation du régime militaire dans les collèges nationaux d'Aquila, Macerata et Sienne, et de la création du collège militaire de Messine.

Des augmentations de dépenses doivent être attribuées en outre à la prolongation de la période d'instruction des classes de la milice territoriale qui a été portée de 10 à 15 jours, aux frais des expériences de tir avec le fusil à répétition, enfin aux améliorations apportées dans le matériel des troupes alpines et dans l'installation de magasins et établissements divers.

Pour l'exercice actuel, sur le chiffre total de 251,256,520 francs, les dépenses ordinaires s'élèvent à 215,910,420 francs, et les dépenses extraordinaires à 37,185,000 francs, dont 31,827,000 francs pour les travaux de défense.

BUDGET DE LA MARINE. — Les différences introduites dans l'état de prévision pour l'exercice 1886-1887 proviennent de l'application de lois ou décrets divers ou de circonstances imprévues; elles se résument en une augmentation de 2,474,752 francs.

L'épidémie cholérique a donné lieu, comme pour le budget de la guerre, à un surcroît de dépenses; mais l'augmentation provient surtout de l'impulsion donnée aux constructions navales et aux travaux exécutés dans les possessions de la mer Rouge.

Le montant total du budget s'élève à 83,539,539 francs dont 77,863,979 francs pour la marine militaire seule.

RUSSIE.

CRÉATION DES GROUPES DE CHASSEURS FRANCS DANS L'ARMÉE RUSSE.

— L'*Invalide russe* du 14 novembre contient, dans son entier, l'ordre impérial qui crée en Russie une institution militaire nouvelle: des groupes d'hommes soigneusement choisis dès le temps de paix, recevront, sous le nom de *chasseurs francs*, une instruction à part qui les préparera à jouer, en temps de guerre, un rôle tout particulier. Voici le texte de l'ordre (n° 260, en date du 2 octobre):

« Dans chaque corps d'infanterie et de cavalerie, il se trouve un certain nombre d'hommes exceptionnellement bien doués, qu'une préparation convenable, donnée de bonne heure, mettra à même de rem-

plir en temps de guerre des missions périlleuses, exigeant des aptitudes spéciales.

« Ces hommes seront choisis parmi les plus énergiques, les plus vigoureux, les plus adroits, bons tireurs (ou dans la cavalerie, bons cavaliers), et ayant les qualités d'esprit nécessaires pour l'objet indiqué ci-dessus. Pour les instruire, on les réunira, dans chaque corps ou détachement, en un groupe spécial, dit *groupe de chasseurs francs*.

« La composition de ces groupes, l'époque de leur réunion et le programme de leurs travaux seront fixés par les généraux de division ou autorités investies des mêmes pouvoirs ; on ne dépassera pas, toutefois, la proportion de quatre hommes par compagnie, escadron, sotaia, ou batterie.

« Les groupes de chasseurs francs seront placés sous la direction d'un certain nombre d'officiers, désignés par les mêmes autorités, et ayant rang de commandant de compagnie.

« Les travaux spéciaux de ces groupes consisteront principalement, pour l'infanterie, dans la chasse aux bêtes fauves ; pour la cavalerie, dans la chasse à courre avec chiens. Ces travaux seront combinés, autant que possible, avec des exercices relatifs au service d'exploration et à l'étude du terrain.

« Dans les localités où il existerait des difficultés particulières pour la chasse, on remplacera celle-ci par d'autres exercices propres à développer l'entrain, la hardiesse et l'intelligence : ainsi de longues marches de jour et de nuit, accompagnées de reconnaissances du terrain ; la nage (dans la cavalerie avec le cheval) ; la navigation en canots à rames ou à voiles, accompagnée ou non de la pêche, etc.

« En un mot, on donnera à ces groupes des occupations en rapport avec les ressources du pays, et de nature à les préparer pour remplir, en temps de guerre, des missions particulièrement dangereuses ou pénibles.

« Les officiers et hommes de troupe des groupes de chasseurs francs ne sont pas dispensés des différentes parties de l'instruction donnée à leur corps. Ainsi, ils ne devront s'occuper de leurs exercices spéciaux que dans les moments laissés libres par l'instruction générale : le samedi dans l'après-midi, les jours de fête, les heures des *travaux libres* (1).

« Pour fournir aux groupes de chasseurs francs les fusils de chasse, l'équipement nécessaire, les chiens, etc., on pourra prélever sur les fonds d'économie, suivant les ressources disponibles, une somme une fois payée qui ne dépassera pas 500 roubles pour un régiment,

(1) Travaux chez l'habitant.

200 roubles pour un bataillon détaché, 100 roubles pour une compagnie.

« Les officiers chargés du commandement des groupes tiendront des registres de comptabilité spéciaux indiquant : la composition de chaque groupe, son matériel, la quantité de gibier de poil ou de plume abattu, les recettes et dépenses d'argent. Ce registre, visé par le chef de corps ou de détachement, sera présenté au contrôle des inspecteurs périodiques.

« Le gibier abattu par un groupe appartient collectivement au groupe : il peut être vendu avec l'autorisation du chef de corps ou de détachement ; pour l'usage de l'argent ainsi obtenu, on se conformera aux règles qui concernent l'argent gagné par les hommes de troupe dans leurs travaux libres.

« Tous les détails concernant la formation, l'instruction et le service des groupes de chasseurs francs seront soumis à l'approbation des généraux de division ou autorités ayant les mêmes pouvoirs : dans leurs rapports annuels, ceux-ci rendront compte des méthodes qui auront été adoptées pour le fonctionnement des groupes et des progrès obtenus dans leurs exercices spéciaux.

« Les terrains de chasse seront choisis par l'autorité militaire, dans les bois et autres biens privés, communaux ou domaniaux ; on devra, toutefois, s'assurer au préalable de l'autorisation des propriétaires ou régisseurs pour chasser dans un endroit donné. Dans les bois et terrains domaniaux, à la suite d'une entente avec le ministère des biens de l'empereur, la chasse des groupes francs sera autorisée gratuitement et en toute saison ; par exception, dans les plantations de sapins, l'usage des armes à feu sera interdit du 15 mars au 15 novembre.

« Les démarches pour l'autorisation de chasser seront faites par ceux des chefs militaires (y compris les officiers commandants des groupes de chasseurs francs), qui auront été délégués à cet effet par les généraux de division ou autorités équivalentes.

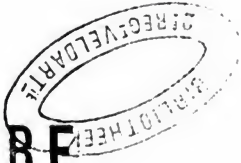
« Les chasseurs francs qui chasseront isolément dans les forêts de l'État, seront soumis à toutes les prescriptions contenues dans les règlements émanant du ministère des biens impériaux.

« La formation des groupes de chasseurs francs n'est pas obligatoire dans les armes spéciales.

« Les prescriptions qui précèdent s'appliquent au territoire du grand-duché de Finlande, dans la limite des lois particulières qui le régissent. »

Le Gérant : L. BAUDOUIN.

Paris. — Imprimerie L. BAUDOUIN et C^e, rue Christine, 2.



REVUE MILITAIRE

DE L'ÉTRANGER

N° 660

15 Décembre

1886

SOMMAIRE

*Les possessions italiennes sur les côtes de la mer Rouge.
— Remaniement des cadres supérieurs de l'infanterie
austro-hongroise. — La Serbie en 1886. — Nouvelles
militaires.*

LES

POSSESSIONS ITALIENNES

SUR LES COTES DE LA MER ROUGE

Le développement progressif des possessions italiennes sur les côtes de la mer Rouge et les mesures d'organisation prises pour créer, dans une région inhospitalière, une colonie d'avenir ne ressortent que de documents épars, de faits éloignés les uns des autres par des périodes assez longues. Il semble intéressant de rassembler dans un aperçu sommaire ces données diverses et d'étudier la transformation d'un poste sans importance, composé de quelques huttes que dominait l'habitation du consul italien, en un groupement de possessions fortement occupées.

Nous jetterons un coup d'œil sur ces territoires appelés à se souder de proche en proche et à constituer, dans un avenir peu éloigné peut-être, une colonie ayant près de 600 kilomètres de côtes.

I.

Au moment où le percement de l'isthme de Suez changeait le tracé de la route des Indes et transformait la mer Rouge, autrefois déserte entre des rivages brûlants et inhabités, en une voie commerciale de premier ordre, toutes les puissances maritimes avaient porté leur attention sur ces côtes.

L'Angleterre avait pris pied à Périm et Khur-Amara, tenant ainsi, par le détroit de Bab-el-Mandeb, le débouché sud du canal creusé par l'initiative française : la France occupait peu après Sekeira ; l'Italie avait, comme puissance méditerranéenne, un intérêt de premier ordre à s'assurer aussi un port sur la nouvelle voie : elle acheta Assab avec la pensée d'en faire une base d'opérations par laquelle la civilisation italienne pénétrerait au milieu des tribus sauvages qui avoisinent l'Abyssinie, puis de créer là un débouché à l'industrie nationale et un centre commercial pour les échanges avec les riches régions de l'Aussa, le pays des Gallas, la côte arabe, et avec les stations de la route des Indes.

A la fin de 1870, la Compagnie Rubattino loua pour dix années les îles de Darmakieh, à l'entrée de la rade de Bouhia : elle les acheta à l'expiration du bail ; le 15 mars 1880, un autre contrat assura à la Compagnie l'achat de toutes les îles comprises dans la baie d'Assab, entre le cap Santour au sud et le cap Louma au nord, puis tout le littoral limité par ces deux promontoires sur une profondeur de 11^{km},100 entre Ras-Darma et Ras-Louma ; de 3^{km},700 de Ras-Louma à Cheikh-Douchan, et de 7^{km},400 entre Cheikh-Douchan et Ras-Santour.

Peu après, le gouvernement envoya dans les eaux d'Assab l'avis *Esploratore*, avec mission d'étudier les conditions hydrographiques que présente cette région. Il fut avéré qu'Assab aussi bien que Bouhia présentent deux bons mouillages, et le commandant de Amezaga fut chargé de représenter officiellement le gouvernement dans les négociations avec les sultans Danakils, possesseurs de la côte entre la baie d'Assab et Edd. L'île de Sannabor fut vendue par le sultan Ibrahim le 15 mai 1880, et le gouverne-

ment, rachetant à la Compagnie Rubattino ses droits de propriété sur toutes les acquisitions faites, institua Assab colonie italienne.

Le 12 juin 1882, une loi présentée au Parlement sanctionna cette prise de possession.

Sans délai, le gouvernement italien, voulant assurer les abords du territoire qu'il érigeait en colonie, affirmait, avec l'adhésion de l'Angleterre, son protectorat sur le territoire de Beilul au nord et sur celui de Raheita au sud.

Déjà, depuis 1880, des missions ayant à la fois un but scientifique et un but commercial avaient été dirigées vers le cours supérieur de la Mara, afin de faire connaître les dispositions des peuplades voisines et les ressources des pays dont on espérait attirer le commerce vers le débouché d'Assab.

L'expédition Giuletti-Biglieri pénétra dans la direction du lac Tsana jusqu'à 100 kilomètres environ dans l'intérieur. Elle ne revint pas : elle avait été massacrée vers le mois de mai 1881.

La même année, M. Bianchi faisait une reconnaissance dans le pays des Gallas, puis en Abyssinie.

En 1883, ce voyageur fut attaché à une mission officielle du gouvernement italien envoyée au roi d'Abyssinie sous la conduite du commissaire civil d'Assab, M. Bianchi : les négociations eurent plein succès, et à la rentrée de la mission Bianchi voulut poursuivre ses explorations dans le pays de Goggiam, puis en Abyssinie afin de trouver une route directe dispensant les caravanes de passer par le Choa et l'Aussa pour aller en Abyssinie, et traversant directement le vaste territoire des Danakils.

Après l'échec d'une première tentative en 1884, et au cours d'une nouvelle expédition, le voyageur italien et ses compagnons furent massacrés : l'opinion publique s'émut de ce nouvel attentat dont les bandes de nomades Danakils rendaient une fois de plus victimes les missionnaires des Sociétés de géographie et, à la suite d'une interpellation à la Chambre des députés, l'envoi d'un détachement de troupes à Assab fut décidé.

C'était précisément le moment où deux colonnes anglaises, avec les généraux Stewart et Earle, marchaient sur Kartoum pour tenter de délivrer Gordon bloqué étroitement par les troupes du mahdi.

La coïncidence de la mort de Bianchi et du blocus de Kartoum amena, entre les gouvernements anglais et italien,

un échange de correspondance très actif. Une action commune pouvait être tentée ; une colonne italienne partant de Souakim ou de Massouah pouvait contribuer à la délivrance de Kartoum et de Kassala, et traverser ensuite les régions occupées par les peuplades coupables des massacres successifs des expéditions scientifiques envoyées par l'Italie.

Enfin, en Italie, comme en Allemagne, comme partout en Europe, le courant d'opinions en faveur des colonies s'accroissait.

Quoi qu'il en soit, des ordres étaient donnés le 3 janvier pour former un corps d'expédition à destination d'Assab, et le 14 janvier 1885 ce corps, fort d'environ 800 hommes, s'embarquait à Naples sous les ordres du colonel Saletta (1).

II.

La côte vers laquelle se dirigeait l'expédition ne présente, à l'exception de la qualité de ses mouillages, aucune des apparences qui désignent d'ordinaire une colonie à l'attention des navigateurs. Sur une étendue indéfinie, elle a l'aspect d'une série de dunes arides dont les sables brûlants forment une sorte de barrage qui obstrue les embouchures des cours d'eau venant des massifs éthiopiens. Pas de rivière permanente entre Beiloul et Raheita : les torrents formés pendant la saison des pluies se dessèchent pour le reste de l'année ou vont se perdre dans les sables avant d'arriver au littoral ; le plus important est le Mara, dont le delta fangeux présente, près de Margableh, quelque végétation. L'eau potable, sans être abondante, est fournie par des puits assez nombreux, particulièrement près de Beiloul.

La superficie du territoire dépendant d'Assab est de 620 à 640 kilomètres.

On compte à Margableh 300 habitants.

— à Bouhia 440 habitants.

— à Assab et autres groupes 560 habitants.

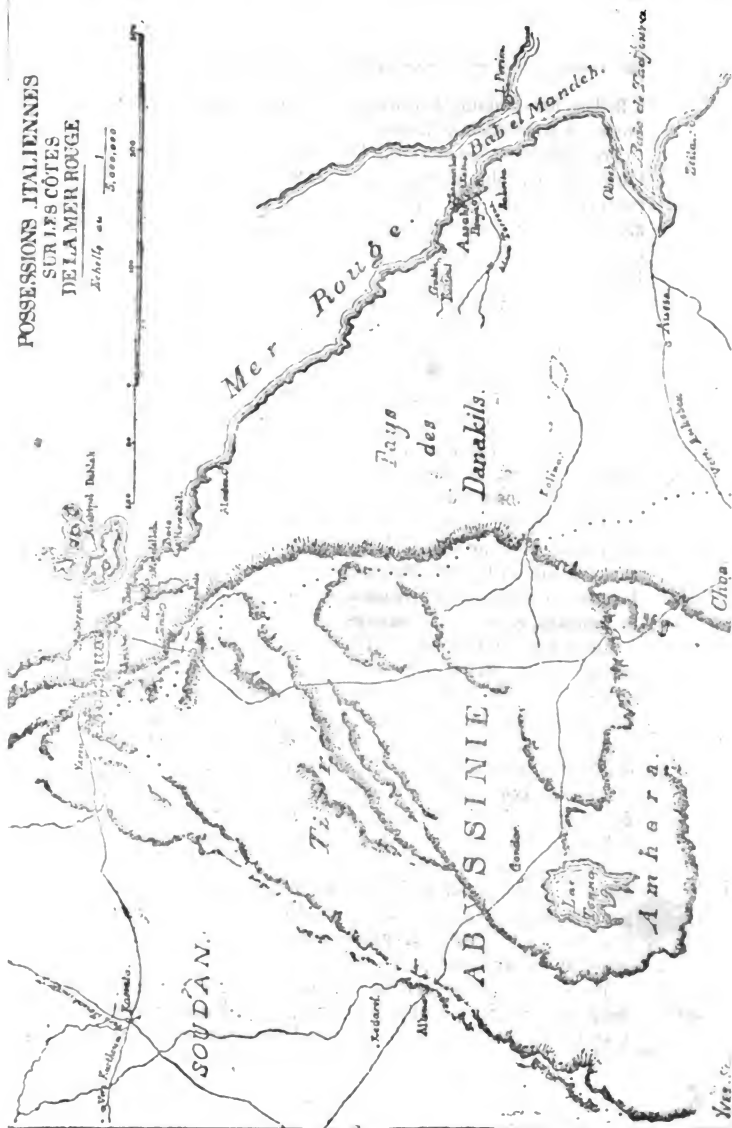
Soit au total 1300 habitants environ.

Quant aux territoires sur lesquels s'étend le protectorat, il y a

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 614 (1885).

POSSESSIONS ITALIENNES
SUR LES CÔTES
DE LA MER ROUGE

Echelle au 1/3,000,000



à Beiloul une centaine de cabanes, et l'on peut évaluer à 2,000 habitants la population de Raheita.

Très difficiles avec le Tigré, les communications d'Assab avec l'intérieur sont plutôt dirigées vers l'Abyssinie méridionale. Les caravanes qui se rendent à la côte suivent le cours du Kebnia et arrivent à Assab en huit ou neuf jours de marche; c'est sur cette route que furent exterminées les expéditions Giuletti et Bianchi.

Les communications d'Assab avec l'Abyssinie méridionale ou Choa, et particulièrement avec Ankober, se font par la région d'Aussa, relativement peuplée, habitée par des tribus paisibles et laborieuses qui tirent bon parti de leur pays arrosé par l'Aouach et ses affluents. Lors de la saison des pluies, il se produit dans cette région des débordements qui laissent sur le sol des dépôts d'alluvions, et le rendraient extrêmement fertile si la culture était bien entendue. La route la plus fréquentée par les caravanes remonte de la baie de Tadjoura vers Aussa, puis Ankober par le cours de l'Aouach; c'est cette route qu'il faudrait, pour la prospérité de la colonie italienne, faire déboucher à Assab ou Beiloul. Mais d'Assab à Aussa, il y a à traverser la région pierreuse et brûlée par le soleil que sillonnent les bandes de Danakils, émules des Touaregs.

Les tribus de Danakils sont essentiellement guerrières, leur langage imagé, emphatique, tient à la fois de l'arabe, du galla et de l'éthiopien. Une partie de cette peuplade est formée de pasteurs à l'humeur indépendante, orgueilleuse, mais accessibles pourtant à la civilisation; les autres sont nomades et pillards, ennemis acharnés de toutes les nations civilisées.

C'est à travers cette région que se fait activement le commerce des esclaves: les convois sont amenés sur la côte entre Massouah et Beiloul, à Mader et surtout à Edd, station qui est passée des mains d'un négociant français à celles du consul de France à Massouah, puis à la Société Pastré d'Alexandrie, et enfin au gouvernement égyptien: Edd est aussi le centre du commerce de la *doura*, sorte de blé noir qui entre dans l'alimentation des indigènes et des Abyssins.

Des marchés du Choa, un courant commercial secondaire se dirige vers Sokota et Antolo pour aboutir à Massouah après avoir traversé les plateaux et les vallées de l'Abyssinie orientale.

Les produits apportés par les caravanes vers le littoral consistent particulièrement en plumes d'autruche, gomme, ivoire, café, peaux et aussi en céréales : l'exportation annuelle de ces seuls produits atteignait, pour la route Berber-Souakim, avant les troubles de 1883, le chiffre annuel de 7,850,000 francs.

De Gondar, centre de l'Abyssinie, les débouchés vers la mer tendent plutôt vers Massouah que vers Assab : une première route va à Addoua, capitale du Tigré, puis, réduite à un sentier, elle traverse les gorges de Gudda et aboutit à Monkoulo : il faut dix jours de marche à une petite caravane pour ce trajet. L'autre route conduit vers le nord-ouest à M'tama, Kedaref, en suivant le cours de l'Atbara, puis elle arrive à Kassala, carrefour des routes de Massouah, de Kartoum, de Souakim et de Gondar.

Il y a à Kassala 5,000 habitants, Abyssins, Égyptiens, Nubiens et Grecs. Construite sur une haute colline et entourée sur trois faces de précipices abrupts, Kassala est une place forte naturelle à laquelle on ne peut arriver que par des gorges étroites : l'eau y est mauvaise, le torrent qui passe au pied de la ville reste à sec de novembre à mai. La région qui l'entoure est bien cultivée et la route de Keren, tantôt pittoresque et variée, tantôt monotone au milieu des plaines, traverse, pendant 360 kilomètres, une région où pullulent les animaux sauvages.

De Keren à Massouah, on compte 160 kilomètres : Keren a été fortifié et occupé, après 1870, par une garnison égyptienne transférée depuis à Massouah. La route, jusqu'aux dunes arides qui s'étendent entre les plateaux abyssins et la mer, coupe une région riche en végétation : il faut seize jours à une petite caravane sans *impedimenta* pour se rendre de Gondar à Massouah ; cette route a sur les autres plus courtes, l'avantage d'être praticable à tous les convois et d'être sûre.

Donc Assab, pour la région méridionale de l'Abyssinie, et les contrées productives de l'Aussa, du Choa et des Gallas, Massouah, pour l'Abyssinie centrale et le Soudan égyptien, sont les meilleurs débouchés commerciaux, et il semble que, sans les difficultés amenées par l'état de lutte incessante entre l'Abyssinie et l'Égypte, ces deux ports auraient depuis longtemps acquis une importance et un trafic assez considérables.

Massouah, ancienne colonie persane, suivant la tradition, con-

quise en 1557 par les Turcs, est bâtie sur la plus grande des quatre îles situées au nord de la baie d'Arkiko. Au recensement prescrit en septembre 1885, la population, non comprise la garnison, s'élevait à 5,000 habitants, parmi lesquels 45 Italiens, 51 Grecs, 11 Français, 2 Maltais, 1 Allemand, 92 Indiens, 235 Abyssins, 275 Éthiopiens, etc. La ville compte une église catholique annexée à la mission française et 7 mosquées, puis 26 maisons de commerce dont 6 italiennes, 4 grecques, 8 arabes, 1 française et 7 indiennes, enfin, une mission suédoise.

Les îles et la côte sont d'une aridité complète, sans autre végétation que quelques cactus et quelques mimosas rabougris. Une digue de 500 mètres unit Massouah à l'île de Taoulout, puis une chaussée de 1200 mètres unit Taoulout à la terre ferme; cette digue porte l'aqueduc amenant à Massouah, d'une distance de 8 kilomètres, les eaux du village de Monkoulo.

Massouah a plutôt pour défenses les bas-fonds et les écueils qui l'entourent que les fortins de Ras-Moudour, de Gherrar, de Taoulout, et les ouvrages destinés à protéger les puits d'Otoulmo et de Monkoulo.

Gherrar constitue la meilleure défense; un fort et quelques magasins y étaient déjà établis avant l'arrivée des Italiens, mais l'île manque absolument d'eau.

Le port compris entre Gherrar et Massouah présente un mouillage profond et bien abrité.

Tous les forts, de construction égyptienne, étaient armés de canons en bon état, qui sont restés aux mains des Italiens.

En face de Massouah se trouve l'archipel des îles Dahlak, dont la population, s'élevant environ à 2,000 habitants, est composée de pêcheurs de perles, de nacre et de tortues.

La pêche des perles représente actuellement, dans ces parages, une valeur d'un million par an. La majeure partie des perles et des coquilles à nacre est envoyée à Trieste, puis à Vienne.

Au nord-ouest de Gherrar s'élève un plateau distant de la mer de 3 kilomètres environ, où 1000 indigènes sont groupés autour de la mosquée d'*Emberemi*; puis au sud, à 12 kilomètres de Massouah, on rencontre *Arkiko*, grosse bourgade dont la population équivaut au moins à celle de Massouah, et où les Égyptiens ont construit un fortin.

A peu de distance d'Arkiko s'élèvent les derniers contreforts

des monts d'Abyssinie et ceux des monts Ghaddem sur le revers desquels se trouve, au fond de la baie d'Adulis, le village d'Arafali, dont l'accès pour des navires est difficile en raison de sa plage en pente douce.

Au sud d'Arafali s'ouvre une vallée large et profonde présentant de beaux pâturages et une végétation luxuriante dont les teintes vertes contrastent étrangement avec les flancs sombres et gris des montagnes volcaniques qui l'enferment et se rattachent aux contreforts du mont Souara, d'une altitude de 3,000 mètres.

La presqu'île de Bourri, qui ferme la baie d'Adulis, contient les grandes salines approvisionnant de sel, soit par Zoula, soit par Arafali et l'intérieur, les marchés abyssins : *Macalillé*, à une heure de chemin de la côte, domine la presqu'île. Les Italiens y ont construit, depuis l'occupation, un retranchement (*zérabah*) où un détachement de bachi-bouzouks tient garnison.

Climat. — Les assertions les plus diverses ont eu cours relativement au climat de Massouah et d'Assab.

D'après un vieux proverbe arabe, Djeddah est un four, Aden une fournaise, Massouah un enfer.

La chaleur est excessive, en effet, à Massouah, et le thermomètre y atteint souvent 54° centigrades à l'ombre : elle est moins pénible à Assab, où l'air sec et toujours en mouvement n'occasionne pas autant de fièvres que dans les lagunes ou les vallées inondées de l'intérieur ; elle oscille entre 32° et 38° en moyenne au mois de mai.

Les familles de négociants européens établies depuis longtemps dans le pays n'ont pas été particulièrement éprouvées, et depuis les améliorations apportées au service de l'approvisionnement en eau, depuis surtout que l'expérience a appris aux soldats les dangers de l'abus de la glace ou des boissons froides, la statistique médicale ne mentionne qu'un nombre de malades n'excédant pas 7 ou 8 p. 100, chiffre peu élevé si l'on considère que la plupart des hommes faisant partie du corps expéditionnaire italien n'ont que vingt-deux ou vingt-trois ans, et qu'aucun d'eux n'est préparé, comme dans les troupes coloniales d'autres nations, aux exigences du climat des tropiques.

D'après les derniers rapports, cette proportion aurait même déchu au point de ne pas excéder celle des malades en Italie, soit 2,1 pour 1000.

III.

Pendant que la première expédition était encore en mer, Kartoum était pris, et les colonnes anglaises arrivées trop tard, à travers mille difficultés, commençaient leur retraite sur Korti après avoir essuyé des pertes considérables : l'idée d'une action anglo-italienne contre le madhi fut abandonnée.

Le 5 février, l'expédition destinée à Assab s'arrêta à Massouah : après quelques brefs pourparlers avec les autorités égyptiennes, une compagnie débarqua sur la digue entre Taoulout et la terre ferme ; une demi-compagnie fut de suite dirigée sur le fort qui, malgré les protestations du commandant égyptien, ouvrit ses portes : le drapeau italien y était arboré dès six heures du soir ; l'autre demi-compagnie prenait possession en même temps du palais du gouverneur. Gherrar, Monkoullo et Otoumlo furent de même occupés. En quelques heures, une garnison italienne s'était substituée, sans coup férir, à la garnison égyptienne.

Le corps expéditionnaire procéda de suite au déchargement du matériel et aux constructions sommaires de magasins, de baraques, etc., puis à l'établissement d'un télégraphe reliant le siège du commandement avec le camp et les forts de Taoulout, Otoumlo et Monkoullo.

Un second détachement, embarqué à Naples sous les ordres du lieutenant-colonel Leitenitz (1), arriva à Massouah le 24 février, avec des approvisionnements d'eau, de charbon et 68 chevaux et mulets. Mais les animaux avaient souffert sensiblement pendant le voyage ; de plus, leur faible nombre ne pouvait suffire aux exigences du service des transports. On ne peut en effet songer, dans cette région, à former des convois d'attelages ; les mulets et les chameaux sont peu nombreux à Massouah et coûtent en moyenne 125 francs la mule, 175 francs le chameau. La charge du mulet est calculée à raison de 100 kilogrammes, et celle du chameau à raison de 150 kilogrammes. Aucun mouvement ne pouvant se faire sans assurer à la troupe un convoi, le commandant fit immédiatement la répartition entre les compagnies de toutes les

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 646 (1885).

bêtes de somme disponibles, de manière à exercer, dès le début, les hommes au chargement et au déchargement des bûts.

Pendant ce temps, une compagnie d'infanterie était conduite sur le territoire d'Assab et installée à Beiloul.

Le 7 mars, une troisième expédition, forte de 1600 hommes environ, partait avec le général Ricci, sous-chef du corps d'état major chargé d'inspecter les postes déjà établis et d'examiner les conditions d'avenir que présentaient les possessions (1).

Après ce dernier envoi de troupes, les Italiens avaient en moyenne 3,200 hommes répartis entre les territoires de Massouah et d'Assab, dont 350 à Assab et Beiloul.

Tout le mois de mars fut employé à l'installation de la garnison à Massouah, aux travaux de défense, à l'établissement de communications postales régulières, correspondant avec le service des courriers de la ligne Gênes-Bombay.

Les travaux à Assab se poursuivaient aussi avec la plus grande activité : une loi de janvier 1885 attribua, à cet effet, un crédit de 700,000 francs pour les travaux du port et la construction de deux phares dans l'île Fatma et au cap Bouïa.

Dans la séance du 17 mars, le général Ricotti, interpellé au Parlement sur la politique coloniale, répondit que les 2,500 hommes envoyés à Massouah suffisaient pour l'occupation ainsi que pour les reconnaissances aux environs, et que, d'ailleurs, il pourrait, sans nuire le moins du monde au plan de mobilisation, envoyer 15 ou 20,000 hommes dans la mer Rouge. Mais, ajoutait le ministre, le moment n'est pas venu songer à des expéditions à l'intérieur, non plus qu'à la création de troupes coloniales.

Il ressort, en effet, des travaux exécutés et des mouvements de troupes ordonnés à ce moment, que le but unique poursuivi pendant cette période a été de consolider, d'assurer et de défendre les postes établis, en étendant, suivant les besoins, la zone d'occupation.

C'est ainsi qu'en avril 1885 un détachement s'établit à Arafali, station salubre à 65 kilomètres environ au sud de Massouah, au fond de la baie d'Adulis : la petite garnison égyptienne qui occupait ce point fut reconduite à Suez par le vapeur qui avait amené

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 647 (1885).

la compagnie italienne. Il faut noter, en passant, qu'un traité conclu, le 29 décembre 1859, avec Négoussié, roi du Tigré, avait donné à la France toute la partie du pays située au pied des monts Gheddem, passant par la plaine de Zoula et faisant le tour de la baie d'Adulis ou d'Annesley, jusques et y compris les îles d'Ooda et de Dissié.

En raison des souffrances imposées aux troupes par le séjour sous des tentes trop exigües pour ce climat torride, le Ministre de la guerre fit expédier, à ce moment, des tentes coniques, puis des bois de construction pour installer des baraques. Deux baraques système Tollet furent mises à l'essai à Beiloul; mais, en raison de la difficulté de construction et de transport à dos de chameau, on adopta un système un peu différent dont aucun élément ne dépassait la longueur de 2 mètres. Chacune de ces baraques, fournies par l'*Impresa industriale italiana*, peut contenir 30 hommes et présente une surface de 100 mètres carrés.

Le 21 avril 1885, la corvette *Ancona* débarqua à Arkiko une compagnie de marine qui se substitua, sans plus de résistance que dans les autres postes, à la garnison égyptienne. Une compagnie d'infanterie vint relever ce détachement et s'y installer en garnison définitive.

Le 1^{er} mai, le contre-amiral Noce prit le commandement de l'escadre comprenant les bâtiments suivants :

<i>Varese</i> , corvette.	250 hommes d'équipage.
<i>Ancona</i> , corvette.	300 —
<i>Garibaldi</i> , corvette, aménagée pour	250 malades.
<i>Città di Napoli</i> , transport de 1 ^{re} classe.	250 hommes d'équipage.
<i>Comte Cavour</i> , 2 ^e classe. . . .	150 —
<i>Menagrero</i> , aviso.	
<i>Esploratore</i> , aviso.	
<i>Agostino Barbarigo</i> , aviso.	
6 torpilleurs formant deux escadrilles (1).	

(1) Ces torpilleurs avaient fait la traversée d'Italie à Massouah de la façon la plus satisfaisante.

L'un des avisos, l'*Esploratore*, fut envoyé à Hauachil, à Mader et à Edd pour y proclamer le protectorat de l'Italie.

La baie d'Hauachil, à 60 milles marins au sud-est de Massouah, est le centre de pêche où se groupent les sambuks (ou barques à voiles) de la côte de l'Arabie et de l'Yémen.

Mader, situé au fond de la baie d'Anfila, était depuis de longues années l'objet d'incursions et de razzias de la part des tribus de l'intérieur. Des chefs abyssins, après avoir refoulé les habitants dans les îles arides de la côte, leur avaient imposé une taxe de 2,000 thalers sur l'exploitation des mines de sel gemme d'Asaali, à deux journées de marche de Mader. C'est de ces mines que l'Abyssinie extrait sa monnaie appelée « amola », pièces oblongues ou carrées de sel gemme qui, à la côte, valent 1/17 de thaler, et qui, à l'intérieur, prennent une valeur croissante s'élevant jusqu'à 1/4 ou 1/2 thaler (1).

Au mois de juin arrivait aussi à Massouah un peloton de cavalerie avec ses chevaux italiens, et un renfort pour les détachements des armes spéciales :

- 1 officier et 50 hommes du 17^e régiment d'artillerie de forteresse (Capoue).
- 1 officier et 50 hommes du 2^e régiment du génie, avec du matériel et un corps de musique.

Au mois de juillet, le lieutenant-colonel Battista est envoyé prendre le commandement du district de Massouah, puis en septembre, le général Gené est nommé commandant supérieur des troupes d'Afrique.

A dater de ce moment, le régime des divers postes échelonnés autour de Massouah et d'Assab prend le caractère d'un réel gou-

(1) Le thaler Marie-Thérèse constituait, jusqu'au moment de l'occupation italienne, la monnaie la plus répandue sur le littoral ; sa valeur est de 47 piastres et demie. La piastre valant en francs ou *lire*, 0,239, ce thaler vaut donc en francs ou *lire* : 4,407.

La monnaie anglaise, la monnaie égyptienne en *piastres* et *para* et les monnaies des États de l'Union monétaire ont actuellement cours dans les possessions italiennes de la mer Rouge.

vernement de colonie. Le drapeau égyptien qui, jusque-là, était partout arboré à côté du drapeau italien, fut remis au détachement de troupes khédiviales qui s'embarqua le 2 décembre 1885, avec les fonctionnaires égyptiens, laissant complètement aux Italiens la direction de tous les services militaires et civils dans la région.

Les autorités italiennes s'attachèrent aussitôt à nouer des relations amicales avec les tribus voisines ; Raz-Aloula appelle des médecins italiens pour soigner les Abyssins blessés au combat de Kufit mais, apprenant que son ennemi, le chef de la tribu des Habab, a été reçu amicalement à Massouah, il les congédie.

Les travaux se poursuivaient cependant avec activité : la route d'Assab à Beiloul était achevée sur une longueur de 10 kilomètres dès le mois de mars ; les 54 kilomètres restants doivent être terminés en novembre. Les bâtiments de la douane déjà construits sont complétés, depuis le mois d'octobre, par des magasins et des hangars spacieux.

Des améliorations sensibles changeaient, en outre, complètement les conditions, au début très défavorables, de l'approvisionnement en eau. La rareté des pluies, la constitution coralline du sol saturé de matières organiques en décomposition, l'ardeur du soleil sur des sables brûlants, réduisaient les ressources en eau au point de constituer une difficulté très sérieuse au moment de l'occupation. L'eau à Massouah n'était fournie que par le long aqueduc de Monkoulo, les puits d'Otoumlo, les citernes ou appareils distillatoires de la ville, et enfin par l'appareil du navire stationnaire : c'était insuffisant lorsque les envois successifs de troupes et l'organisation des services eurent porté l'effectif du corps expéditionnaire à son chiffre actuel. On a travaillé sans relâche, depuis le mois de mars 1885, à rechercher et à creuser des puits ainsi qu'à améliorer le système des conduites d'eau : les puits d'Otoumlo et une conduite d'eau alimentent les garnisons de Gherrar et d'Abd-el-Kader : seule la garnison de Taoulout fait encore usage de l'eau de l'aqueduc de Monkoulo. Des citernes et des réservoirs ont été aménagés, en outre, dans Massouah.

Dans le cercle d'Assab, des puits donnant une eau très saine ont été facilement creusés près du rivage, et de nombreuses barques arabes ou indigènes viennent chercher leur provision à ceux de Bouïa.

Les perfectionnements apportés à l'installation ne suffisent pas toutefois pour donner à la colonie toutes les garanties nécessaires; si Massouah et les autres ports de la côte n'ont pas eu antérieurement le développement voulu, c'est à l'état incessant d'hostilité entre l'Égypte et l'Abyssinie, à un échange de mesures vexatoires, à une guerre de tarifs, qu'on en doit attribuer la cause.

En février 1886, le gouvernement italien avisa le roi d'Abyssinie qu'une mission officielle, dirigée par le général Pozzolini, allait lui être envoyée; mais le Négus, retenu dans le Sud, à Bourmeida, par la répression d'une révolte, se fit attendre jusqu'au moment de la saison des pluies : la mission dut rentrer sans avoir pu atteindre le roi d'Abyssinie.

Sur ces entrefaites, une expédition dans l'Harrar, partie de Zeila, sous les ordres du comte Porro, fut cernée entre Bousse et Artou, et pendant qu'elle était ramenée par les nomades vers Ghildessa, les huit Européens furent massacrés : la nouvelle fut portée à Aden par un indigène qui escortait le voyageur italien.

Interpellé sur les intentions du gouvernement, à la suite de ce meurtre, le Ministre des affaires étrangères déclara qu'une expédition dans l'Harrar coûterait 7,000 hommes, 25 millions, pour une campagne d'une année, et qu'il n'y avait pas lieu de se lancer dans une politique d'aventures, puisque le voyage du comte Porro n'avait aucun caractère officiel.

L'année 1886 s'achève sans événements autrement importants que quelques escarmouches : c'est ainsi que le 1^{er} septembre, le fameux chef Debbab a surpris, avec 60 bandits, le poste d'irréguliers égyptiens établi dans Zoula : pendant la lutte, un détachement de 100 autres bachi-bouzouks rentrant à Arkiko, après avoir escorté une caravane, passa près de ce poste et fut accueilli par la fusillade. Après un engagement où les irréguliers perdirent un chef et quatorze hommes, la bande prit la fuite laissant sur le terrain sept des siens et un lieutenant de Debbab.

Une autre rencontre avait lieu le 11 septembre près de Ouia, et enfin le 7 octobre les pillards sont encore venus jusqu'à 35 kilomètres environ de Massouah, attaquer une caravane entre Ailet et Sahati; les irréguliers n'ont pu en dégager qu'une faible partie. La même semaine, une razzia était faite à quelques lieues d'Arkiko.

A la suite de ces hardies incursions, la garnison d'Arkiko a été renforcée d'une demi-compagnie et 50 bachi-bouzouks ont été envoyés à Zoula. Ce dernier point présente une importance particulière : c'est Zoula que les Anglais avaient pris pour base d'opérations et de ravitaillement, lors de l'expédition de 1867-1868, avec l'assentiment du gouvernement français et sous la condition expresse que l'évacuation suivrait immédiatement la fin de la campagne. Par l'occupation de Zoula et d'Ouia, les Italiens tiennent les routes directes de l'Abyssinie à la mer. Debbé resserré ainsi entre les États du Négus et les postes italiens ne pourra plus étendre aussi loin le rayon de ses razzias et jeter l'effroi dans toute la région que traversent les caravanes.

Toutefois, ces mesures ont rendu plus tendue la situation entre l'Abyssinie et l'Italie.

En somme les possessions italiennes présentent actuellement la situation suivante :

I. — *Territoire gardé et administré par les Italiens.* — Emberemi, Massouah et environs, Arkiko, Arafali, Macalileh, Dahlak.

II. — *Territoire placé sous le protectorat de l'Italie.* — Aouakil, Mader, Edd.

III. — *Territoire appartenant en toute souveraineté à l'Italie.* — Assab et ses dépendances, Beibul et Goubbi, Raheita, Aussa.

La garnison d'Assab compte, outre un détachement de carabiniers déjà établi dans le pays depuis 1880, une compagnie d'infanterie, une trentaine de canonnières, puis 160 hommes dans le fort construit entre Beibul et Goubbi, soient 360 hommes environ au total.

Dans le cercle de Massouah, en y comprenant les détachements cantonnés à Taoulout, Arkiko, Monkoulo, Otoumlo, l'île de Gherrar et la pointe d'Abd-el-Kader, les troupes présentent un effectif de 2,700 hommes environ.

Il faut y ajouter 900 ou 1000 bachi-bouzouks qui, du service de l'Egypte, sont passés au service de l'Italie. Chaque homme reçoit 40 francs par mois; cette troupe d'irréguliers est d'une extrême mobilité et assure avec zèle la protection des caravanes contre les pillards.

L'organisation des bachi-bouzouks a été maintenue telle qu'elle était au temps de l'occupation égyptienne. 24 hommes forment un boulouk ou peloton, commandé par un *boulouk-bachi*. — 4 boulouk forment l'unité correspondant à la compagnie; elle est commandée par un chef de centaine, appelé *jus-bachi*. Deux ou plusieurs centaines sont commandées par un *bim-bachi*; un *sandjak* commande 10 centaines.

Les bachi-bouzouks sont répartis dans les postes avancés, tels que Emberemi, Macalileh, Dahlak, Saati, Otoumlo, Monkoulo, Arliko et Arafali.

Du 15 au 20 septembre, 1600 hommes ont été expédiés sur le *Gottardo* et le *San Gottardo* pour relever les troupes à rapatrier, comme toujours, ils ont été fournis par les régiments d'infanterie nos 1, 4, 6, 7, 15, 20, 37, 41, 54, 79, 91, 93, par les régiments de bersaglieri nos 1, 4, 7, 8, par les 15^e et 17^e d'artillerie et les 2^e et 3^e du génie.

Organisation des corps expéditionnaires.

Les troupes successivement envoyées à Massouah et à Assab, et dont la *Revue* a donné la composition (1), puis les emplacements, ont été formées par le groupement d'éléments pris dans le X^e, IX^e et VIII^e corps, de manière à ne porter aucune atteinte au plan de mobilisation et à laisser intacts les corps de la frontière ainsi que ceux d'Ancône et de Sicile.

Le bataillon de bersaglieri a été constitué avec 4 compagnies tirées au sort dans les 1^{er}, 4^e, 7^e et 8^e régiments: les 3 bataillons d'infanterie ont été formés de compagnies complètes désignées dans 12 régiments. Mais chaque compagnie, partant sur le pied de 150 hommes en moyenne, a dû recevoir de toutes les autres compagnies du régiment un certain nombre d'hommes valides, instruits; de là le grave inconvénient d'affaiblir les cadres, d'enlever à tout un corps de troupes ses meilleurs éléments en gradés et en anciens soldats, au moment de l'instruction des recrues.

C'est de cette manière qu'à défaut de troupes coloniales, l'autorité militaire a dû procéder au début de l'expédition, et c'est par

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, 1.^{re} 614, 616, 617, 618 (1885).

ce même système qu'elle pourvoit au relèvement des détachements et au maintien des effectifs. En principe, les militaires de tout grade du corps expéditionnaire ont droit à être relevés au bout d'un an.

Une loi du 18 avril 1886 a établi que, pour tous les militaires ou employés de l'État, le temps passé en service sur les côtes de la mer Rouge, jusqu'à concurrence de deux années, est compté double pour la liquidation des pensions. Ce décompte est augmenté d'un tiers pour le temps passé en sus de deux années. De plus, les maladies contractées dans les possessions d'Afrique constitueront, pour les pensions de retraite, les mêmes droits que les blessures ou les infirmités provenant du service.

Enfin, un décret en date du 15 juin 1886 a coordonné les dispositions successivement expérimentées et adoptées pour donner au régime des possessions nouvelles une organisation régulière et assurer le fonctionnement des divers services.

Le principe essentiel de cette organisation consiste à rapporter à un centre administratif *unique* établi en Italie tout ce qui concerne le personnel et le matériel nécessaires aux possessions d'Afrique : c'est dans ce but que le décret du 7 juin 1886 a institué à Naples un *dépôt central* sous la dépendance directe et immédiate du ministre de la guerre.

Ce dépôt comprend :

- 1 colonel d'infanterie, chef du dépôt.
- 1 officier supérieur comptable.
- 3 capitaines, dont 2 comptables et 1 d'infanterie.
- 10 commis d'ordres.
- 3 sous-officiers.
- 1 caporal-major.
- 3 caporaux.
- 22 soldats.

Tous les officiers, employés et hommes de troupes, tous les animaux destinés au corps d'occupation sont dirigés comme isolés ou en détachements sur le dépôt central, qui les prend en subsistance du jour de leur arrivée à Naples, et ils ne figurent plus que pour mémoire sur les contrôles de leurs corps respectifs.

Inversement, à la rentrée en Italie, ils sont rendus par le dépôt à leurs corps d'origine, ou bien envoyés, par ses soins, suivant le cas, en congé ou à l'hôpital.

Lorsque les malades sont rapatriés, seule, une commission instituée au dépôt central, a qualité pour statuer sur leur mise en réforme.

Donc, le dépôt *seul* prend en subsistance et administre le personnel du corps d'occupation. Les régiments n'ont qu'à tenir à jour les matricules, d'après les avis de mutation que le dépôt leur communique, concernant les officiers et hommes de troupe détachés en Afrique.

Le conseil d'administration du dépôt comprend le colonel, président, l'officier supérieur comptable, rapporteur, et 2 capitaines comptables : à l'un de ceux-ci incombent la comptabilité intérieure, le compte rendu des dépenses pour achat de matériel et pour les divers services à la charge du budget ; l'autre a dans ses attributions la comptabilité des allocations, des indemnités de route et des dépenses afférentes à l'équipement.

C'est ce conseil d'administration qui doit pourvoir à l'approvisionnement des magasins d'Afrique et établit le tarif de tous les objets qui peuvent être acquis à titre onéreux.

Le dépôt central exerce aussi le contrôle des caisses des commandants de cercles de Massouah et d'Assab, qui fonctionnent à son compte : c'est dans les mêmes conditions que les corps payent aux officiers dirigés sur Naples, à destination de l'Afrique, une *indemnité d'équipement* fixée ainsi qu'il suit :

Officier général.	2,000 francs.
Colonel.	1,000 —
Officier supérieur.	600 —
Capitaine.	400 —
Officier subalterne	300 —

Quant à l'indemnité de transport, elle est décomptée du jour qui suit l'embarquement jusqu'à celui inclus du débarquement.

Les officiers et assimilés ont droit au voyage en 1^{re} classe sur les bâtiments de l'État ou de la Société de navigation.

Les sous-officiers reçoivent, par journée de traversée, 50 centimes, les caporaux et soldats 20 centimes.

Les transports sur mer à l'aller et au retour sont en toutes circonstances, même pour les permissionnaires, à la charge de l'État.

Le service des transports est absolument centralisé au dépôt.

Les corps pourvoient jusqu'à Naples à la subsistance des hommes ou des animaux qu'ils fournissent : c'est ensuite le dépôt qui assure le transport en Afrique. C'est également sur le dépôt que sont dirigés les hommes rapatriés par les soins des commandants de Massouah ou d'Assab : le dépôt assure le voyage de Naples à la destination. Si, pour une raison particulière, des officiers ou hommes de troupe devaient être embarqués ou débarqués en des ports autres que Naples, les districts militaires auraient à assurer ces transports au compte du dépôt.

Suivant l'état de vacances fourni périodiquement par le commandant supérieur des possessions africaines, le ministre désigne les officiers devant partir ; les propositions sont établies, dans les corps ou services, par ordre d'ancienneté, sauf pour les officiers déjà inscrits au tableau d'avancement ou de ceux dont la santé ne permet pas une campagne sous les tropiques.

En Afrique, les officiers portent le béret ou le casque blanc, l'habit et le pantalon de toile de coton blanche ou de flanelle blanche, à volonté. La giubba n'a qu'un rang de boutons et deux poches sur la poitrine. Les boutons et les insignes de grades sont les mêmes que sur l'uniforme de drap. La pèlerine complète l'uniforme qui a la même coupe que la tenue réglementaire en Italie.

Quant aux hommes de troupe, on leur retire, avant de quitter le corps, les effets de drap et tous les accessoires ne figurant pas au tableau ci-après ; ils partent pour Naples avec une tenue de toile, un manteau-pèlerine, une couverture de campement, une poche à cartouches, un sac à vêtements et leur armement complet, plus 3 paquets de cartouches ; ils versent au dépôt de Naples leur tenue de toile et reçoivent les effets dont le détail suit et que chaque soldat doit avoir en-Afrique :

- 1 manteau-pèlerine,
- 2 giubbe de coton blanc,
- 2 pantalons de coton,
- 2 casques blancs,

- 1 béret de drap,
- 2 gilets de tricot devant remplacer les chemises en temps ordinaire,
- 1 chemise,
- 2 paires de guêtres,
- 2 cravates,
- 2 mouchoirs,
- 2 caleçons,
- 1 paire de bretelles,
- 6 paires de bandelettes-chaussures,
- 2 paires de souliers,
- 1 paire de sous-pieds de rechange,
- 1 boîte à cirage,
- 4 paires de boutons de rechange,
- 2 ceintures de laine,
- 1 paire de genouillères,
- 1 toile de tente avec accessoires,
- 1 sac à vêtements,
- 1 poche à cartouches,
- 2 sacs à biscuit,
- 1 tasse d'étain,
- 1 gourde,
- 1 musette à pain,
- 1 musette d'ustensiles de propreté,
- 1 brosse,
- 1 cuiller,
- 1 gamelle,
- 1 livret individuel,
- 1 dragonne de sabre,
- 1 couverture de campement.

En outre, comme vivres de réserve :

- 2 boîtes de viande de conserve,
- 2 rations de biscuit,
- 50 grammes de sel.

Pendant la durée du service en Afrique, les officiers reçoivent l'indemnité de marche et la ration journalière de vivres de campagne. Le commandant supérieur a une indemnité spéciale de 6,000 francs ; les employés des diverses administrations ont

droit à des indemnités analogues, selon le grade auquel ils sont assimilés.

Les hommes de troupe reçoivent un supplément de solde de 0 fr. 13 par jour et les sous-officiers des compagnies de subsistances 0 fr. 53. En ce qui concerne les carabiniers royaux, ce supplément est de : 1 franc pour les sergents, 0 fr. 75 pour les caporaux, 0 fr. 30 pour les carabiniers.

Le chef du corps de musique reçoit, en outre, une indemnité d'équipement de 200 francs.

Le ministre détermine les suppléments de solde à attribuer aux interprètes, aux chameliers et aux auxiliaires des différents services.

La ration journalière de vivres de campagne comporte, en Afrique :

800	grammes de pain ou 600 grammes de biscuit ;
400	— de viande fraîche ou une boîte de conserves ;
200	— de riz, de pâtes ou de biscuit de soupe ;
15	— de fromage ou de lard ;
20	— de sel ;
15	— de café ;
22	— de sucre ;
25	centilitres de vin ou 6 centilitres de rhum.

Cette ration, déterminée et fournie par les approvisionnements du dépôt central, peut être, par ordre du commandant supérieur, augmentée ou variée.

La ration normale de fourrages, pour les chevaux et mulets, est fixée à 5 kilogrammes d'avoine et à 4 kilogrammes de foin :

Ainsi, le dépôt central assure, pour les troupes d'Afrique, les services du personnel, du matériel, des transports, des subsistances, de l'habillement et de la solde.

A cette unité administrative en Italie correspond, en Afrique, une unité de commandement.

Les fonctions de *commandant supérieur en Afrique*, instituées par décret du 5 novembre 1885, assurent cette corrélation.

Le commandant supérieur a sous ses ordres toutes les troupes de terre ou de mer détachées sur les côtes de la mer Rouge.

Pour les questions se rattachant à la politique extérieure, ce commandant supérieur dépend du ministre des affaires étrangères, et, en ce qui concerne les divers services, des ministres compétents. Toutefois, aucune disposition entraînant l'emploi des troupes ne peut être prise sans l'assentiment du ministre de la guerre ou de la marine. Un commissaire civil est adjoint, en sous-ordre, au commandant supérieur.

Dans le cercle d'Assab, le commandant d'armes exerce en même temps les fonctions de commissaire civil : il peut, en cas d'urgence, correspondre directement avec la métropole en avisant par le même courrier le commandant supérieur.

Près du commandant supérieur sont institués à Massouah :

- 1° Une direction du service de santé ;
- 2° Une direction du commissariat militaire ;
- 3° Un commandant local d'artillerie ;
- 4° Un commandant local du génie.

Ces mêmes services sont assurés à Assab par le commandant militaire et l'officier le plus élevé en grade de chaque arme.

En ce qui concerne les fonds, le commandant du cercle de Massouah a près de lui une caisse alimentée par la *caisse militaire* au compte du dépôt central. Les fonds sont destinés aux achats d'animaux, de matériel ou d'approvisionnement, à pourvoir à la solde des officiers et de la troupe, et enfin à alimenter constamment, pour deux mois, la caisse succursale d'Assab. Les comptes de gestion sont mensuellement présentés au dépôt central.

Les chevaux, mulets ou chameaux achetés en Afrique sont attribués aux détachements divers et pris à l'effectif pour le compte du dépôt central.

Ces caisses de commandants de cercle ont un compte ouvert avec les commandants locaux de l'artillerie et du génie pour les réparations à l'armement ou les travaux de construction.

Les caisses de Massouah et d'Assab sont alimentées par une *caisse militaire centrale* établie près le commandant supérieur à Massouah. Cette caisse fonctionne aux frais du Trésor, et en est une sorte de succursale directe.

Les fonds sont fournis par la direction générale du Trésor, d'après les demandes adressées par le ministre de la guerre.

La caisse doit être normalement approvisionnée pour 3 mois.

L'officier trésorier tient un registre-journal de la caisse et réunit toutes les pièces justificatives des recettes ou des dépenses.

Aucun paiement ne peut être effectué sur ces fonds qu'en vertu d'un ordre de paiement émanant de la direction du service du commissariat et laissé comme pièce justificative à l'appui du registre-journal.

La caisse militaire pourvoit aussi aux besoins en deniers des navires de l'État en station ou de passage dans la mer Rouge. Les comptes sont alors liquidés entre le ministère de la guerre et le ministère de la marine.

Elle encaisse à titre de recettes les versements provenant de la douane, et elle est autorisée à effectuer le paiement des titres de rente sur l'État.

A la fin de chaque exercice, le caissier envoie au ministre des finances le compte rendu général de la gestion des fonds ; cette pièce, contresignée par le contrôleur, est transmise par la direction du Trésor à la Cour des comptes.

Depuis le mois de mai 1886, une commission coloniale de santé a la haute direction du service des hôpitaux et de l'hygiène en général.

Il y a à Massouah deux hôpitaux : l'un, situé entre la ville et le fort de Ras-Mudur ; l'autre, établi à bord du *Garibaldi*, présente un total de 200 lits.

L'hôpital de Massouah est formé de baraques de bois, dont une, réservée aux maladies contagieuses, est isolée sur le rivage à 150 mètres des autres : cet hôpital peut contenir 200 malades.

Chaque détachement est, de plus, pourvu d'une infirmerie, et Assab possède un hôpital particulier.

Le personnel et les médicaments sont fournis par le dépôt central dont dépend la gestion de tous les établissements hospitaliers des possessions africaines.

Le service vétérinaire est assuré par deux infirmeries : l'une à Massouah et l'autre à Assab.

La direction du commissariat a, dans ses attributions, la gestion des magasins établis en Afrique.

Ces magasins se divisent en trois catégories :

Les magasins de subsistances,

Les magasins d'équipement,

Les magasins-bazars.

Chaque magasin est dirigé par un officier comptable.

Les magasins de subsistances ont en charge la viande sur pied, la farine et les vivres en général; des boulangeries leur sont annexées.

En fin de mois, l'officier comptable présente à la caisse son compte de gestion, et de plus, après chaque période de 8 ou 10 jours, suivant le départ des courriers, il adresse hiérarchiquement au ministre, par la voie du dépôt central, la balance des fonds au début et à la fin de la période écoulée, en faisant ressortir l'évaluation du temps pour lequel le magasin est encore approvisionné.

Les magasins d'équipement comprenant aussi les objets d'ameublement sont gérés d'après les mêmes principes.

En fin de mois, l'officier comptable adresse, avec les bons servant de pièces justificatives, au dépôt central, un relevé des entrées et sorties.

Les officiers ont la faculté de se procurer, dans ces magasins, certains objets d'équipement ou d'habillement à titre remboursable.

Près de ces magasins est établi un atelier de tailleurs chargé de réparer ou de confectionner les effets de toute nature, suivant les besoins.

Enfin les magasins-bazars sont destinés à permettre à tous les militaires de se procurer les objets d'usage journalier qu'ils seraient obligés de faire venir des pays civilisés.

Tous les achats sont faits argent comptant.

Les objets, tous tarifés, sont fournis soit par le dépôt central, soit par le ministère, ou achetés dans des maisons de commerce.

Les achats d'approvisionnements quels qu'ils soient ne doivent, à moins d'urgence, être faits en Afrique qu'à des prix au plus égaux à ceux consentis par l'administration en Italie.

Toutes les troupes italiennes détachées en Afrique sont installées dans des baraques rectangulaires de 20 à 30 mètres de long sur 5 ou 6 de large, sans étages superposés, pouvant loger une

demi-compagnie ; chaque face présente une large porte, et de plus, la partie supérieure des parois peut, sur toute la périphérie du rectangle, s'ouvrir de manière à aérer à volonté l'intérieur du casernement. Le toit débordé comme dans les chalets suisses, et une sorte de treillage de branches et de feuillage environne chaque baraque, de manière à former tout autour un corridor bien ombragé : les parois des baraques sont ainsi soustraites à l'action directe du soleil. L'ensemble des baraques pouvant servir de casernement à un bataillon forme une sorte de village très régulier dont les rues ont 10 ou 20 mètres de largeur.

Le génie a, indépendamment de ces constructions, exécuté avec le concours de soldats d'infanterie ou d'indigènes, divers travaux tels que :

1° La construction complète du fort d'Abd-el-Kader ;

2° La reconstruction partielle des forts Gherrar, Taoulout, Ras-Moudour, Otoumlo, Monkoulo et Arkiko.

Enfin, l'on encourage parmi les soldats, à titre de distraction aussi bien que d'expérience, des essais de culture qui, favorisés cette année par des pluies relativement fréquentes, semblent démentir quelque peu la réputation d'absolue stérilité de ces régions sablonneuses et brûlées. Quelques plantations de tabac et de coton ont réussi : des graines d'eucalyptus, d'acacia et d'autres plantes tropicales ont été expédiées de Melbourne au corps expéditionnaire. Les indigènes, séduits par ces premiers résultats, s'adjoignent volontiers aux travaux, et des expériences, méthodiquement dirigées par un pharmacien militaire dans les jardins de l'hôpital et de Taoulout, font prévoir l'acclimatation de plusieurs plantes maraîchères dans des plates-bandes formées de terre apportée d'Arkiko.

Dans l'organisation en voie de formation, c'est le service des communications qui laisse le plus à désirer : la Chambre n'a pas statué sur le projet de loi qui lui a été présenté, dès le 2 décembre 1885, pour établir un service hebdomadaire entre Suez et Aden, avec escale à Souakim, Massouah et Assab, confié à la Société de navigation générale italienne.

La correspondance postale se fait par Aden au moyen des bateaux partant de Brindisi le lundi : d'Aden, les sacs de dépêches sont expédiés à Assab puis à Massouah, où ils arrivent

douze jours après le départ d'Italie, sur un vapeur nolisé par le ministère de la marine.

Seul, un bâtiment de l'État fait le trajet direct entre Naples et Massouah une fois par mois.

Il n'y a pas encore de ligne télégraphique entre les possessions d'Afrique et d'Italie : les dépêches sont expédiées à Aden, puis apportées par le paquebot faisant le service hebdomadaire; elles peuvent encore être adressées à Souakim sous le couvert du consul d'Angleterre et le courrier de quinzaine de la Société khédiviale les porte à destination.

Au milieu de l'extension progressive des services civils, il faut mentionner particulièrement l'établissement de plusieurs écoles italiennes pour les jeunes indigènes.

Le rapport du ministre des affaires étrangères, M. de Robilant, sur l'enseignement de l'italien à Massouah fait ressortir la facilité avec laquelle les indigènes s'assimilent cette langue; une impulsion énergique a été donnée de même aux écoles arabes, dans le but d'arriver peu à peu à instruire les indigènes et à mettre entre leurs mains diverses fonctions administratives, d'après le système adopté par les Anglais dans leurs colonies.

Les Italiens n'ont pas dans leurs possessions actuelles les éléments d'une colonie d'exploitation : c'est une colonie de négoce qu'ils créent lentement, sans guerroyer, recherchant avant tout à assurer solidement leur occupation, et à nouer avec les populations indigènes et l'Abyssinie des relations amicales à la suite desquelles ils attireront vers leurs ports, tout le commerce des riches régions que domine le plateau d'Éthiopie. La situation même de la côte qu'ils tendent à occuper, sur la grande route de l'Europe aux Indes fait présager un avenir de réelle importance pour leurs possessions.

Au point de vue militaire, l'organisation du dépôt central a été une heureuse innovation assurant l'unité d'administration pour le corps expéditionnaire, comme la création d'un commandant supérieur assure l'unité de commandement : il semble difficile de mieux suppléer au manque de troupes coloniales.

Toutefois, l'épreuve ne sera concluante que lorsque la période d'installation étant terminée, des colonnes auront à pénétrer dans

l'intérieur pour mettre fin au brigandage des Danakils et à la traite des esclaves, obstacles principaux au développement et à la prospérité des marchés de la région. C'est alors que l'on verra, si des troupes européennes formées d'éléments jeunes, souvent renouvelés, suffisent à la garde de ces possessions lointaines, ou s'il convient plutôt de recourir à des troupes natives, encadrées par des officiers et des gradés, auxquels l'âge assure un tempérament robuste et une plus longue résistance aux attaques du climat.

(77)

REMANIEMENT
DES
CADRES SUPÉRIEURS DE L'INFANTERIE
AUSTRO-HONGROISE

En Autriche-Hongrie comme dans la plupart des autres pays, la question de l'avancement dans l'armée a donné naissance à de vives controverses. Là aussi, les mécontents ont pris le public pour juge de leurs doléances et rempli les journaux militaires ou politiques du bruit de leurs réclamations. Au milieu des nombreuses statistiques et des tableaux comparatifs publiés en faveur de telle ou telle arme, de tel ou tel service, un fait paraissait toutefois ressortir clairement, c'était l'inégalité de la répartition, entre les diverses armes, des emplois d'officiers généraux.

Les règles d'avancement en vigueur dans l'armée austro-hongroise sont connues (1) ; elles n'ont subi aucune modification récente ; tout au plus, ont-elles éprouvé quelques changements d'ordre secondaire par suite de la dernière réorganisation du cours des officiers supérieurs (2). Pour tous les grades, jusqu'à celui de général-major inclus, on peut les résumer ainsi : avancement très exceptionnel au choix ; avancement normal à l'ancienneté avec sélection. Cette sélection se pratique à tous les changements de grade, mais principalement au passage des capitaines au grade de major ; nous avons montré récemment qu'elle était facilitée par l'institution de cours spéciaux (2). Une importante disposition, qu'il est nécessaire de rappeler, consiste dans la réunion en une seule liste d'ancienneté de tous les colonels de

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 280 et 281 (1^{er} semestre 1876).

(2) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 657 (2^e semestre 1886).

l'armée, appelés ainsi à concourir sans distinction d'origine, pour le grade de général-major (1).

De ces diverses dispositions résulte que, théoriquement, le nombre des places de général-major attribuées à chaque arme est sensiblement proportionnel à celui des places de colonel; pratiquement, il y a lieu de tenir compte, en outre, de l'âge moyen auquel on obtient ce dernier grade, car les colonels arrivés trop tard atteignent l'âge de la retraite avant d'être promus généraux, et le tour d'avancement perdu par eux n'est pas restitué à leur arme d'origine.

Dans le but de régulariser l'avancement, on a donc été amené à déterminer dans une certaine mesure le nombre des colonels d'après celui des places de général-major que l'on voulait réserver à chaque arme, sans se limiter au nombre des commandements de régiment. C'est ainsi que l'infanterie, composée de 102 régiments de ligne, d'un régiment de chasseurs tyroliens et de 32 bataillons de chasseurs (2), a droit à 130 places de colonel.

Le résultat évident de ce système a été la consécration de l'indépendance du grade et de l'emploi.

Pour utiliser, en effet, les 27 colonels d'infanterie auxquels il n'était pas possible de donner un régiment, on a dû en placer quelques-uns dans le commandement immédiatement supérieur, celui de la brigade, et en laisser un certain nombre dans le commandement immédiatement inférieur, celui du bataillon (3). Les colonels commandants de bataillons sont nombreux, et certains régiments d'infanterie comptent jusqu'à trois colonels pré-

(1) La situation faite, sous ce rapport, aux colonels est la même que celle des généraux de brigade en France. Sur l'Annuaire, ils occupent une place séparée, à la suite des généraux-majors, et y sont classés par ancienneté sans distinction d'arme. La liste des officiers, par arme, ne comprend que les grades de sous-lieutenant à lieutenant-colonel.

(2) Les bataillons d'infanterie bosniaque sont en dehors de la composition normale de l'armée active.

(3) On laisse généralement aux colonels les moins anciens le commandement d'un bataillon, puis on leur donne celui d'un régiment. Les commandants de brigade sont choisis parmi les plus anciens. Il n'existe pas en Autriche de situation analogue à celle du lieutenant-colonel en France; il n'y a pas de commandant en second dans le régiment, les lieutenants-colonels commandant des bataillons.

sents (1) ; dans la cavalerie, un seul des 41 régiments possède deux colonels présents, et plusieurs des 14 régiments d'artillerie sont actuellement commandés par des lieutenants-colonels, bien que ce commandement soit du grade supérieur.

L'infanterie paraissait donc bien partagée, au point de vue du nombre des colonels, puisque sur les 260 officiers de ce grade n'appartenant pas à des catégories spéciales moins propres à l'avancement (2), elle en comptait 130, c'est-à-dire la moitié (3). Il s'en fallait cependant de beaucoup qu'elle bénéficiât de la moitié des places d'officiers généraux.

La raison de cette anomalie apparaît clairement lorsque l'on compare l'âge moyen des officiers des diverses armes. En 1884 (4) l'âge moyen des colonels dépasse dans l'infanterie 51 ans et demi, tandis qu'il est de 45 ans et demi dans l'état-major, de 48 ans dans la cavalerie et de 49 ans et demi dans l'artillerie (5). La différence s'accroît bien davantage si l'on recherche le nombre des officiers de ce grade ayant moins de 50 ans d'âge ; on n'en trouve, dans l'infanterie, que 30 : c'est-à-dire moins du quart, alors qu'il y en a dans la cavalerie 34 sur 49 : soit plus des deux tiers, et dans l'état-major 33 sur 37, c'est-à-dire la presque totalité : à ce point de vue, l'artillerie n'est guère plus favorisée que l'infanterie.

La conséquence naturelle de cet état de choses est d'augmenter

(1) C'est-à-dire non employés en dehors du régiment.

(2) Colonels de la troupe de santé, du train, des diverses branches d'administration, de l'*Armée-Stand*, etc.

(3) L'autre moitié des colonels se répartit à peu près ainsi : 34 pour l'état-major ; 44 pour la cavalerie, y compris les 3 commissions de remonte ; 32 pour l'artillerie (état-major particulier et troupes) ; 23 pour l'état-major particulier du génie et les troupes techniques. Ces chiffres ne sont pas absolus. Il y a d'ailleurs souvent des officiers à la *suite* dans les diverses armes.

(4) La statistique de l'âge des officiers n'a pas été publiée pour l'année 1885. Il s'agit ici de la moyenne d'âge de tous les colonels en activité de service dans chaque arme et non de l'âge auquel les lieutenants colonels sont promus au grade de colonel.

(5) D'après l'exposé des motifs du budget de 1887, le retard de l'avancement de l'infanterie se produirait principalement dans le grade de major. Il faut, en effet, dans cette arme, 6 ans à 6 ans 1/2 d'ancienneté pour être nommé lieutenant-colonel, tandis qu'il suffit de 3 ans à 3 ans 1/2 dans l'état-major ou la cavalerie, et de 4 à 5 ans dans l'artillerie ou le génie.

notablement le nombre des places perdues par l'infanterie par suite des mises à la retraite. Dans les dix années 1876 à 1885 (1), le nombre des colonels retraités, soit directement, soit après avoir passé par la position de congé pour infirmités temporaires, a atteint dans l'infanterie plus de 16 p. 100 de l'effectif, tandis que la proportion correspondante était de 11 p. 100 dans l'artillerie, de 7 1/2 p. 100 dans la cavalerie, et de 1/2 p. 100 seulement dans le corps d'état-major.

Aussi, dans les promotions semestrielles de mai et de novembre, la proportion de généraux-majors provenant de l'infanterie se trouve-t-elle abaissée au tiers environ des nominations. De plus, à quelques rares exceptions près, ces généraux-majors sont relativement âgés, et beaucoup d'entre eux ne peuvent atteindre le grade de feldmarschall-lieutenant, réservé au choix; enfin parmi ceux qui y parviennent, il en est peu que leur âge ne condamne bientôt au repos; sur les 21 feldzeugmeister (autres que des archiducs), on n'en compte que 3 sortant de l'infanterie (2), tandis qu'il y en a 13 provenant de la cavalerie (3), et portant en souvenir de leur origine le titre de *général de cavalerie* au lieu de celui de *feldzeugmeister*, désignation habituelle de ce grade.

Il paraît inutile d'insister sur cette statistique; les chiffres qui précèdent suffisent à montrer la grande inégalité qui s'est produite dans la répartition des grades élevés et, par suite, des hauts emplois. C'est à cet état de choses peu favorable au bon esprit général de l'armée, que l'on a voulu porter remède.

Le mode d'avancement à l'intérieur des diverses armes ne permet pas de favoriser tel ou tel officier et d'obtenir par suite un certain nombre de jeunes colonels pour l'arme dont on désire augmenter le débouché dans le cadre des officiers généraux. Ce résultat ne peut être atteint que par une mesure d'ensemble,

(1) Les chiffres qui vont suivre sont basés sur les données fournies par la série des *Annales militaires statistiques*, publication officielle du ministère de la guerre.

(2) Ce sont : le duc Guillaume de Wurtemberg, ayant fait toute sa carrière dans l'infanterie; le baron Mondel, 4^e aide de camp de l'empereur, qui a fait une grande partie de sa carrière auprès du souverain, et le baron Bauer, sorti du génie, mais versé de bonne heure dans l'infanterie.

(3) Ayant ou non passé par le service d'état-major.

et la plus avantageuse est l'augmentation du nombre des colonels ; tel est, en effet, le système qui vient d'être adopté et dont l'exécution va entraîner un remaniement des cadres supérieurs de l'infanterie.

Le ministre de la guerre a décidé la création de 35 emplois nouveaux de colonels d'infanterie ; le nombre total des officiers de ce grade atteindra donc 165 (1) au lieu de 130. Pour alimenter le cadre des colonels, celui des lieutenants-colonels sera également augmenté et porté de 155 à 167. Comme il n'est créé d'autre part aucune formation nouvelle et que le nombre total des places d'officiers supérieurs ne peut être modifié, se trouvant limité par celui des régiments et bataillons à commander, le nombre des majors sera réduit de 379 à 332. Les propositions du ministre, récemment soumises aux Délégations en raison des dépenses nouvelles qu'elles entraînent, ont été acceptées sans difficulté. Le général comte Bylandt Rheidt a d'ailleurs refusé catégoriquement d'opérer, dans les cadres des autres armes, aucune des réductions proposées en vue de diminuer l'importance des crédits demandés. L'amélioration projetée pour l'infanterie se fera dans les trois promotions de mai et novembre 1887, et de mai 1888.

L'effet de ce remaniement sera, d'une part, d'augmenter la proportion des généraux-majors attribués à l'infanterie, de l'autre, de permettre aux officiers de cette arme de prendre rang plus tôt pour l'avancement à ce grade, d'y arriver plus jeunes, et d'avoir ainsi plus de chances d'atteindre les hauts emplois de la hiérarchie militaire.

Les modifications apportées aux cadres de l'infanterie, montrent le parti que l'on peut tirer du principe de l'indépendance du grade et de l'emploi, principe qui permet seul d'égaliser l'avancement en temps de paix, tout en laissant à chaque arme l'organisation qui lui convient pour le temps de guerre.

(2)

(1) Ce chiffre de 165 a été déterminé par la condition d'obtenir sensiblement la proportion de 1 colonel pour 1 lieutenant-colonel et 2 majors.

LA SERBIE EN 1886

Les événements dont la Bulgarie vient d'être récemment le théâtre ont appelé de nouveau l'attention de l'Europe sur la péninsule des Balkans.

Déjà, en 1885, la révolution de Philippopoli avait porté une première atteinte à l'œuvre du congrès de Berlin. Actuellement, la question bulgare, entrée dans une phase aiguë, préoccupe vivement l'opinion publique qui n'est pas sans appréhender la solution qu'elle est appelée à recevoir et qui l'envisage, jusqu'à un certain point, comme une menace pour la paix du continent européen.

Il nous a semblé que le moment pouvait être avantageusement choisi pour étudier l'organisation militaire des divers États qui se partagent cette région des Balkans dont le traité de Berlin a réglé les destinées nouvelles.

La *Revue*, à diverses reprises, a déjà fait connaître les principales institutions militaires de la Serbie, de la Roumanie et de la Bulgarie. Mais, outre que les documents publiés alors ont besoin d'être mis à jour, nous croyons indispensable de présenter sur ces pays une étude d'ensemble qui n'a pas encore été faite ici.

Elargissant le cadre des articles déjà parus, nous diviserons notre travail en trois parties, dont la première sera destinée à faire connaître sommairement la constitution géographique et l'organisation politique de ces États, la deuxième, à rappeler brièvement leur histoire, la troisième enfin, à présenter un aperçu de leur puissance militaire.

I.

Tel qu'il a été délimité en 1878, le territoire du royaume de Serbie affecte la forme d'un pentagone irrégulier dont les côtés ont été tracés par l'article XXXVI du traité de Berlin.

Le côté Nord est formé par la partie inférieure du cours

de la Save et le cours du Danube jusqu'à Orsova ; le côté Est, par ce même fleuve depuis Orsova jusqu'au confluent du Timok, puis par ce dernier cours d'eau jusque vers Galova, et ensuite par une ligne artificielle suivant la crête des Balkans jusqu'au village de Doïkinci. Sur le côté Sud-Est du pentagone, la frontière s'infléchit vers le sud, en laissant en territoire bulgare les vallées supérieures de la Temska, de la Nischava et de la Sukova. Elle gravit le mont Stol, suit la ligne de partage des eaux entre la Morava, la haute Jukova et la Struma, et aboutit au Crni-Vrh, et de là, par la Babina Gora, à l'Ilija Planina où elle atteint son point le plus méridional. Elle remonte alors brusquement vers le nord-ouest, coupe la Morava, gravit les hauteurs de la Karpina, de la Poljanitsa et de Goliak Planina qui séparent les eaux de la Kriva de celles de la Veternitsa et de la Jablonitsa. Elle se dirige ensuite sur le Kopaonik qui surmonte à 2,000 mètres la brèche par laquelle s'écoule l'Ibar à travers une gorge étroite. Atteignant cette rivière vers Jarinje, elle la suit jusqu'à son confluent avec la Rachka dont elle remonte le cours et qu'elle abandonne ensuite pour gravir les plateaux de Golja et de Javor qui dominent les sources de la Morava serbe. Elle redescend de ces hauteurs pour suivre l'Uvatz, affluent de droite du Lim, jusque vers Dobroselitsa, et aboutir enfin sur la Drina, en suivant le pied des pentes du Stolat Planina.

A partir de ce point, la frontière fait face à l'ouest et descend le cours de la Drina jusqu'à son confluent avec la Save.

Comme il a été facile de s'en rendre compte à l'examen de la carte (1), en suivant le périmètre que nous venons de tracer, le royaume de Serbie est loin d'être enfermé dans des frontières naturelles. La seule partie qui soit nettement déterminée est celle que constitue la grande ligne d'eau formée par la Save et le Danube et qui sépare la Serbie de la Hongrie. Le Danube, à

(4) Cartes à consulter :

Special Karte der fürstenthümer Serbien und Montenegro, au 1:100,000, éditée chez Flemming (Glogau) ;

Neue general Karte der Unter-Donau und Balkan-Länder, de H. Kiepert, éditée chez Reimer (Berlin) ;

General Karte von Bosnien, der Herzegovina, etc., de Steinhauser, éditée chez Artaria (Vienne).

partir des portes de Fer jusqu'au confluent du Timok, sert de limite à la Roumanie. A l'embouchure du Timok commence la frontière bulgare qui ne se termine qu'au Crni-Vrh. Si le cours d'eau et les hauteurs des Balkans jusqu'à Doikinci constituent un obstacle naturel, il n'en est plus ainsi dans la partie comprise entre ce dernier point et les hauteurs du Stol. La vallée de la Nischava ouvre dans la frontière le passage de la route de Pirot à Sofia : c'est la ligne naturelle d'invasion venant de la Bulgarie.

Il en est de même dans la partie sud-ouest de la frontière que la Morava franchit entre les plateaux d'Ilija et de Karpina en ouvrant la route d'Uskub à Nisch par Vranja et à travers laquelle passe, par la brèche de l'Ibar, la route de Novi-Bazar à Karanovatz. Aussi, lorsqu'au congrès de Berlin, la Serbie reçut comme agrandissement de territoire la vieille Serbie avec les villes de Nisch, Lescovatz et Vrandja, ne fut-elle qu'à demi-satisfaite. Elle aurait désiré s'avancer davantage vers le sud, pousser jusqu'au Kara-Dagh et gagner ainsi un point de la voie ferrée qui relie Salonique à Mitrovitsa.

Mais si les accidents naturels qui lui servent de limites protègent mal le royaume de Serbie contre les invasions qui peuvent le menacer, par contre, sa configuration intérieure, les cours d'eau qui le sillonnent et les hauteurs boisées qui s'y dressent en font un pays très difficile, se prêtant admirablement à une défense pied à pied.

La région comprise entre la Drina à l'ouest, la Save au nord, et la Morava serbe à l'est et au sud, n'est qu'une succession de plateaux et de collines couvertes d'immenses forêts, d'une altitude moyenne de 500 à 600 mètres. C'est la *Sumadia* d'où émerge le Rudnik du sommet duquel la Serbie « apparaît comme une forêt sans fin, coupée çà et là par des éclaircies qui marquent l'emplacement des villes et des villages. »

La Kolubara qui passe à Valjevo et se jette dans la Save entre Chabatz et Belgrade après avoir reçu sur sa rive gauche la Tamnava, forme, avec ce dernier cours, le principal déversoir des eaux qui descendent des plateaux de Tser, de Vlasitj, de Medvednik, de Jablanik, de Maljen, de Subovor, de Schturatorz et de Komaï dont l'ensemble forme la ceinture demi-circulaire de ce bassin.

La Morava serbe, qui borde la Sumadia au sud et à l'est, descend du Javor en coulant d'abord vers le nord, puis elle court de l'ouest à l'est jusqu'à son confluent avec la Rasina, au nord de Krouchevatz, et se perd enfin dans la grande Morava ou Morava bulgare. Sur sa rive gauche, la Detinja qui passe à Oujitsa, la Tchmera qui se jette en amont de Tchatchak et la Grouja lui apportent les eaux descendant des pentes méridionales des hauteurs qui forment le bassin de la Kolubara. Sur sa rive droite, la Belitsa, l'Ibar et la Rasina recueillent les eaux de la région comprise entre la Morava serbe et le contrefort du Kaponik qui la sépare de la Morava bulgare. Ce contrefort, qui prend les noms de plateaux de Lepenatz et de Jastrevatz, atteint une altitude de 1400 mètres et vient dominer le confluent des deux Morava qui se réunissent vers Stalatch.

La Morava bulgare forme la grande coupure qui, du sud au nord, traverse tout le royaume et constitue la vallée la plus riche et la plus peuplée. Son bassin supérieur, dans lequel elle se grossit de la Nischava, représente une partie de la vieille Serbie dont Vranja était la capitale. C'est l'acquisition faite en exécution du traité de Berlin dont les stipulations ont détruit celles du traité de San-Stefano que la Serbie trouvait beaucoup plus avantageuses, puisqu'elle y gagnait Novi-Bazar et se rapprochait ainsi, comme nous l'avons déjà dit, de la ligne ferrée de Salonique. L'opposition formelle de l'Autriche, qui ne voulut admettre aucun agrandissement de ce côté, fit reporter l'acquisition de territoire vers le sud-est et obtint qu'on détachât de la Bulgarie les territoires de Nisch, Lescovatz, Pirot et Vranja. Après avoir arrosé Alexinatz et s'être réunie à la Morava serbe au pied des pentes septentrionales du Jastrevatz, la grande Morava passe près de Paratchin, Tchupria, Jagodin, Svilainatz et vient tomber dans le Danube, en aval de Smederevo, au milieu d'un delta marécageux.

La région qui s'étend entre la rive droite de la grande Morava et le Timok a pour point culminant le Goloubinje Planina dont le mont Stole atteint 1135 mètres. De ce massif montagneux descendent les cours d'eau qui vont se jeter dans la Morava, le Danube et le Timok.

En résumé, on peut partager le territoire serbe, dont la superficie est de 49,391 kilomètres carrés, en quatre régions : celle du

nord-est, entre Drina et Morava, qui est la Sumadia; celle du sud-ouest, entre la Morava serbe qui la limite au nord et la ligne des plateaux de Javor, Galija Kopaonik et Jastrevatz qui la bordent au sud; celle du sud-est, constituée par le bassin supérieur de la grande Morava et celui de la Nischava; enfin celle du nord-est, comprise entre la grande Morava et le Timok.

Dans un pays accidenté comme l'est la Serbie, il faut s'attendre à ce que les communications entre les vallées principales ne soient pas très nombreuses. On peut ajouter que celles qui existent laissent beaucoup à désirer sous le rapport de la praticabilité. Entretienues toutes par corvées, les routes semblent, en général, n'avoir été tracées que pour « rejoindre un point à un autre par la ligne la plus courte, sans tenir aucun compte des pentes. Aussi parfois rencontre-t-on des chemins latéraux, tracés sans le secours des ingénieurs et dans des conditions beaucoup plus rationnelles, par les paysans qui laissent sans entretien la route officielle ». Leur largeur ne dépasse guère cinq mètres et se réduit le plus souvent à deux; les travaux d'art sur lesquels elles franchissent les nombreux ruisseaux qui sillonnent le pays ne consistent guère qu'en ponts de bois de deux mètres de largeur, en mauvais état. Quelque mauvaises qu'elles soient, elles méritent d'autant plus d'être étudiées que le pays qu'elles traversent est d'une praticabilité difficile.

Dans une brochure publiée sur la Serbie (1), en 1883, le colonel Fulek von Wittinghausen, de la landwehr hongroise, a présenté, d'une façon très complète, le réseau des voies de communication du royaume, qu'il a étudié au point de vue militaire, et en prévision des luttes que la Serbie peut avoir à soutenir contre les pays limitrophes. La classification qu'il a adoptée, nous a, en partie, servi de guide pour présenter l'ensemble des routes qui parcourent le territoire serbe.

On peut, d'après leur direction, les ranger en trois catégories dont la première comprend les routes qui, partant de Belgrade et du Danube, conduisent vers Nisch, et de là, permettent d'opérer, d'un côté, sur Widdin, de l'autre, sur Sofia; la seconde, celles qui des bords de la Save se dirigent vers Novi-Bazar, et

(1) *Das Königreich Serbien* (Pressburg et Leipzig (1883).

la troisième, les routes transversales qui, orientées sensiblement de l'Est à l'Ouest, coupent celles des catégories précédentes.

Parmi les premières, figurent :

1° La route qui, partant de Belgrade, passe à Gronka, sur le Danube, à Kolari, Palanka, Ratcha, Batotchina, Bogradan, Jagodin (3,500 habitants), Tchupria (3,000) (1), où elle franchit la Morava pour remonter cette rivière par sa rive droite, Paratchin (3,164), Rajan, Alexinatz (3,000), Nisch (16,178), Banjor (1800), Ak-Palanka (3,000), Pirot (3,500), et Tcherendol, village au delà duquel elle coupe la frontière bulgare ;

2° La route qui part de Tekije, sur les bords du Danube, en face de Vieux-Orsova, suit le fleuve en passant par Kladovo, Brza-Palanka, et Negotin (3,000), se dirige parallèlement au cours du Timok, par Selach et Rgotina, atteint le Timok à Zaïtchar (3,000), et par Kniajevatz, vient aboutir à Nisch où elle rejoint la précédente. Elle est doublée jusqu'à Rgotina d'une route qui descend du nord et quitte le Danube à Milanovatz ;

3° La route de Smederevo (6,578) à Pojarevatz (6,000) et Svilaïnatz qui remonte la rive droite de la Morava, et rencontre à Tchupria celle qui a remonté le même cours d'eau sur sa rive gauche ;

4° La route qui part de Belgrade, se dirige droit au sud sur Ripanj, passe par Topola, Kragouievatz, ville de 9,000 habitants, ancienne capitale de la Serbie, Kavandar, Televatz, atteint à Jasika la Morava serbe qu'elle franchit sur un pont, traverse Krouchevatz (5,150), longe les pentes du Jastrevatz en passant par Djunis, Teschije et aboutit à Nisch, après avoir franchi la Morava au pont de Marmor.

Les routes qui peuvent être rangées dans la 2° catégorie sont :

1° La route qui remonte la vallée de la Drina en passant par Ratcha, Liechnitsa (1200), Loznitsa, Mali-Zvornik, Lonja, Zaglava, Oujitsa (5,613), Tchastina, vient couper la frontière turque vers Radonina, sur l'Uvatz, et conduit sur Novi-Bazar par Nova-Varoch, Sjenitsa et la vallée de la Rachka ;

(1) Les nombres mis entre parenthèses indiquent la population.

2° La route qui, partant de Belgrade, longe la Save, franchit la Kolubara et la Tamnava à hauteur de Palej, remonte ce dernier cours d'eau par sa rive gauche, le coupe vers Tsrvena-Jabouka, passe à Oub, et par Radobitch et Pojelanopol rejoint la précédente à Oujitsa.

3° La route Belgrad - Ripanj - Topola - Kragouievatz qui, à partir de ce dernier point, se dirige sur Karanovatz par Biélosava, remonte la vallée de l'Ibar jusqu'à Maglitch, passe à Bresnik, traverse le Djakovo-Planina pour rejoindre l'Ibar et suivre ce cours d'eau jusqu'à Rachka, et de là aboutit à Novi-Bazar.

A ces voies de communication qui conduisent sur la frontière ottomane, on peut ajouter la route de Nisch à Prichtina qui remonte la Toplitsa après avoir franchi la Morava sur le pont en fer de Marmor, passe par Prokoplje, Kurchumlje et qui s'engage dans la petite vallée de la Raniska pour atteindre la frontière entre Dubinovatz (serbe) et Prepolatz (ture).

Une autre route enfin, partant également de Nisch, remonte toute la vallée supérieure de la Morava, par Leskovatz et Vranja, et de là se dirige sur Uskub, station du chemin de fer Salonique-Mitrovitza.

Il nous reste à compléter ce tracé par l'indication des lignes transversales dont les principales sont :

1° La route qui longe la Save et le Danube sur leur rive droite et dont les points principaux sont Ratcha, Chabatz (9,206), Palej, Belgrade, Smederovo, Pojarevatz, Gradichte, Goloubatz, Dobra, Milanovatz et Brza-Palanka ;

2° Celle qui relie Mali-Zvornik à Zaïtchar et qui passe par Sokol (2,500), Valjevo (2,000), suit la Kolubara sur sa rive droite, s'en écarte pour venir passer à Trbouchnitsa, descend dans la vallée de la Morava par Arandjelovatz (sur la Kouberchnitsa), suit pendant quelque temps la vallée de la Jasenitsa, et par Minovatz, aboutit à Kragouievatz, d'où, par Jagodin, Tchupria et Krivivir, elle atteint Zaïtchar ;

3° La route qui, partant d'Oujitsa, passe par Pojega, Tchatchak, descend la Morava serbe par Karanovatz, Trstenik, Krouchevatz, Djunis, franchit la grande Morava, passe un peu au nord d'Alexinatz et par Bania vient aboutir à Kniajevatz.

Tel est, dans son ensemble, le réseau des voies de communica-

tion principales qui relient les différents centres ou conduisent au delà des frontières.

Quant aux chemins de fer, ils n'ont encore reçu qu'un faible développement. La ligne la plus importante est celle qui met en communication Belgrade et Nisch et qui fut ouverte le 5 septembre 1884. A cette époque, la *Revue* a fait connaître en détail le tracé de cette voie destinée à relier les réseaux autrichien et ottoman (1).

L'article XXXVIII du traité de Berlin imposait en effet à la Serbie le raccordement de ces deux réseaux par des lignes à construire sur le territoire qui venait de lui être accordé. Les travaux ont été commencés en 1882, et aux termes de la convention à quatre, signée par l'Autriche, la Turquie, la Serbie et la Bulgarie, les nouvelles lignes devaient être ouvertes à l'exploitation avant le 15 octobre 1886.

En ce qui concerne les engagements pris par la Serbie, la ligne qui doit remonter la Morava et rejoindre à Uskub celle de Salonique est déjà construite jusqu'à Vranja. Quant à celle qui doit relier Nisch à Sofia, elle sera prochainement ouverte jusqu'à Pirot (90 kil.). En dehors de ces deux voies, il n'y a plus à citer que le tronçon qui va de Smederevo à Velika Plana et qui, primitivement établi pour le transport des matériaux de construction de la voie de Belgrade à Nisch, vient d'être ouvert à la circulation le 21 novembre dernier, et la ligne qui, partant de la station de Lapova, sur cette même voie, doit atteindre Kragouievatz. Toutes ces lignes sont à une voie unique. La nature accidentée du pays qu'elles traversent a nécessité la construction de nombreux travaux d'art. C'est ainsi que pour traverser la chaîne des hauteurs qui séparent la Save de la Morava, entre Ripanj et Vlachka, la ligne Belgrade-Nisch passe sous trois tunnels longs de 1600, 225 et 562 mètres; de même pour franchir la gorge étroite de laquelle sort la Morava, vers Stalatch, elle passe dans le roc sous un tunnel de 220 mètres. Tous ces travaux sont établis pour une voie simple.

Pour construire ces chemins de fer, il a fallu que la Serbie qui, pendant longtemps était restée sans dette publique, se lançât

(1) Voir la *Revue militaire de l'Etranger*, n° 607 (1884).

dans la voie des emprunts. Il en est résulté pour elle une situation financière qui ne laisse pas que de présenter des difficultés. Les parties construites et exploitées payent à peu près leurs dépenses et, pour le moment, ne font réaliser aucun bénéfice. Il est permis, cependant, d'espérer que l'état de choses ira en s'améliorant. Lorsque la Bulgarie aura terminé les 125 kilomètres qu'elle doit construire de Tsaribrod à Vacarel, sur la frontière turque; que la Porte, de son côté, aura construit les 40 kilomètres qui séparent Vacarel de Belova, dernière station du chemin de fer de Philippopoli, et joint Uskub à Vranja (75 kilomètres), alors Nisch et Belgrade seront sur les routes reliant Vienne à Salonique et à Constantinople, et il y a lieu de penser que les chemins de fer serbes deviendront plus que rémunérateurs.

Les communications artificielles, routes et voies ferrées, sont à peu près les seules que puisse utiliser le trafic commercial à l'intérieur du royaume.

Les cours d'eau ne sont pas navigables, mais seulement flottables. La Save et le Danube ne servent guère que de limites et ne constituent pas une artère commerciale du pays. La Drina, dont la profondeur varie de 0^m,50 à 2 mètres, vers Zvornik, n'est navigable à partir de ce point, en raison des rochers sur lesquels elle court, que pour des bateaux d'un très faible tirant d'eau. La Kolubara ne cesse d'être bourbeuse qu'à partir de Palej. La Morava, dont la profondeur atteint de 6 à 7 mètres, et qui serait navigable à partir de Tchupria, a son cours embarrassé par des troncs d'arbre et des bancs de sable. Le Timok n'offre guère non plus de ressources pour la navigation. Il faudrait donc de nombreux travaux pour faire de tous ces cours d'eaux des voies fluviales dont le commerce puisse tirer parti.

Les richesses du sol seraient cependant assez considérables pour donner lieu à un trafic important, mais elles ne sont pas exploitées aussi complètement qu'elles pourraient l'être.

Les vallées de la Drina, de la Kolubara, de la Morava et du Timok constituent naturellement les régions les plus fertiles. Parlant de la plaine de la Morava serbe, Elisée Reclus (1) dit que

(1) *Nouvelle géographie universelle*, tome I.

les bassins de Tchatchak et de Karanovatz peuvent se comparer aux campagnes de la Lombardie pour leur richesse exubérante. « Peu de vallées, dit-il encore, sont à la fois aussi fertiles et aussi gracieuses que celles du Timok, surtout le bassin de Kniajevatz où se réunissent les premiers affluents de la rivière. »

On évalue à 800,000 hectares la superficie des terrains sur lesquels on cultive les céréales, la vigne, le chanvre et surtout le maïs. Quelquefois la sécheresse persistante fait manquer la récolte ; le climat qui est excessif présente des températures de — 16° et 41° centigrades.

Les prairies s'étendent sur 430,000 hectares et permettent l'élevage d'un bétail nombreux qui représente l'un des revenus les plus importants parmi ceux que l'on tire du sol. Il n'est pas rare de voir environ 10,000 bœufs réunis sur un champ de foire, et après la guerre de 1876, en un mois, plus de 18,000 de ces animaux ont été expédiés en Autriche. Actuellement, l'estimation de la richesse en bétail s'élève à 826,550 bêtes à cornes, 122,500 chevaux, 3,620,750 moutons, et 1,067,940 porcs.

Les forêts, qui sont une des beautés des paysages serbes, pourraient aussi, si elles étaient économiquement exploitées, apporter un appoint considérable à la fortune publique. Malheureusement, au lieu d'être soumises à une exploitation régulière, elles sont l'objet d'une lente destruction. « Déjà le déboisement est consommé en maint district des montagnes ; la roche s'y montre à nu comme dans les Alpes de la Carniole et de la Dalmatie. Quand le paysan a besoin d'une branche ou d'une touffe de feuillage, il abat l'arbre entier ; pour alimenter un feu nocturne, les bergers ne se contentent pas d'amasser le bois sec, il leur faut tout un chêne. Après les bergers, la chèvre et le porc sont les deux grands ennemis de la végétation forestière, et lui causent un préjudice considérable » (1).

Outre ces ressources naturelles qui se développent sur sa surface, le sol de la Serbie renferme encore en lui même des richesses susceptibles d'être utilisées. Dans le pàté montagneux qui s'élève dans l'angle formé par le Danube, à Maidanpeck et à Koutchaïna, une compagnie anglaise qui a obtenu, en 1869, une concession

(1) Élisée Reclus (ouvrage déjà cité).

pour 90 ans, exploite des gisements de cuivre, de fer et de plomb. Cette exploitation industrielle, confiée à des mains étrangères, est un fait qui, s'il est peu fréquent en ce moment, se reproduira vraisemblablement dans l'avenir, lorsque les voies ferrées nouvelles auront ouvert des débouchés, car la population serbe méprise, en général, les travaux autres que ceux de l'agriculture. Encore ne s'adonne-t-elle pas à ces derniers autant qu'elle semblerait pouvoir le faire, puisqu'il n'y a guère qu'un huitième du sol qui soit cultivé et que presque partout le mode de culture est des plus barbares et fait succéder une jachère annuelle à chaque moisson. Il est vrai que, vu le peu de densité de la population qui est, en moyenne, d'un habitant par deux hectares et demi, la vie matérielle est facilement assurée. La statistique montre même que, chaque année, la Serbie exporte du bétail, des vins, des fruits et des grains pour une valeur d'environ 40 millions de francs.

Du reste, l'état social lui-même, basé sur la conservation d'anciens usages, ne semble pas favorable au développement d'une activité plus intense. Les cultivateurs de la Serbie possèdent la terre en communauté et ont conservé l'ancienne *zadruga* du moyen âge. La *zadruga* est constituée par une association de plusieurs personnes qu'unissent généralement des liens de parenté et qui vivent ensemble en communauté de biens. Peu nombreuse, la *zadruga* vit dans une maison unique, avec une chambre pour chaque ménage ; si son importance s'accroît, le chef, qui est le père de famille, vit avec ses enfants dans l'habitation principale, et les autres ménages ont chacun dans le même enclos une petite maison à part. Cette association est reconnue par la loi comme une personne qui a pour représentant le chef élu : elle ne peut être dissoute que par une sentence judiciaire, et, dans ce cas, la communauté est contrainte de construire une maison pour ceux qui veulent rompre l'association, et la fortune est partagée entre les personnes mâles qui la composent. Le gouvernement encourage ce mode d'existence et « dans leurs délibérations les délégués du parlement prennent toujours soin de respecter le principe slave de la propriété commune du sol : ils y voient avec raison le moyen le plus sûr de garantir leur pays de l'invasion du paupérisme. Malgré tous ces avantages, malgré la faveur des lois et de l'opinion, le nombre des *zadrugas* di-

minue d'année en année. L'appel du commerce et de l'industrie, le tourbillon de plus en plus actif de la vie sociale qui s'agite au dehors, troublent la routine habituelle de ces sociétés, et le fonctionnement en devient de plus en plus difficile. Il semble probable qu'elles ne pourront se maintenir sous leur forme actuelle » (1).

La race serbe, qui constitue le noyau principal de la population du royaume, s'étend bien au delà des limites politiques que les traités lui ont imposées. Outre la Serbie proprement dite, elle peuple la Bosnie et l'Herzégovine que l'article XXV du traité de Berlin a provisoirement placées sous l'autorité de l'Autriche, la Croatie, la Sirmie, la Dalmatie, la Slavonie et une partie du Banat, qui sont des provinces autrichiennes, plus le Montenegro, le sandjak de Novi-Bazar, les territoires de Kossovo-Polje, de Potch, de Diakova et de Prisrend, dans le district de Metoja (Albanie), et une partie du nord de la Macédoine. Cette extension de la race au delà des frontières assignées à la Serbie indépendante, et qui rappelle les glorieux antécédents de l'empire serbe, explique les légitimes aspirations de ce petit État qui voudrait reconquérir une situation prépondérante dans la péninsule balkanique, sachant que « sa cause est celle de dix millions d'hommes ».

Actuellement, le royaume lui-même renferme une population de 2,000,000 d'habitants, composée de 1,840,000 Serbes orthodoxes, 111,000 Roumains, 25,000 Tziganes, 2,000 israélites, 7,000 mahométans et 15,000 catholiques et protestants. Les Roumains que le gouvernement serbe avait appelés, après la guerre de l'Indépendance, pour cultiver des terrains ravagés restés sans maîtres, et qui leur étaient gratuitement offerts, ont pris rapidement un développement qui va toujours en grandis-

(1) Élisée Reclus (ouvrage déjà cité). Il faut ajouter que, d'après la loi, l'agriculteur, le manouvrier, etc., ne peuvent aliéner ni les meubles, ni les outils et ustensiles indispensables pour leur profession, tels que : une charrue, un chariot, un bœuf ou un cheval de trait, qui leur sont nécessaires pour eux et leur famille, ni le bétail jusqu'à la récolte suivante. L'agriculteur ne peut non plus vendre les cinq premiers acres dont il est propriétaire, qu'ils consistent en terres arables ou en bois, en vergers ou en vignobles, ni l'habitation avec ses dépendances, jusqu'à concurrence des 5 acres en question.

sant. Les colons bulgares, venus dans la vallée du Timok et de la Morava se sont presque fondus dans la population serbe. Les Tziganes sont disséminés dans toute l'étendue du royaume: quant aux israélites, ils sont presque tous Allemands ou Hongrois.

Cette population s'accroît annuellement dans des proportions considérables. D'après la statistique de 1884 (1), l'excédent moyen des naissances sur les décès pendant la période des cinq dernières années serait de 35,000 habitants par an. Sa répartition sur le territoire est très clairsemée. Les centres les plus peuplés sont les villes de Belgrade, avec 35,471 habitants, Nisch, avec 16,178, Leskovatz avec 10,807, Chabatz, avec 9,206, Kragouievatz, avec 9,083, Smederevo, avec 6,578, Oujitsa, avec 5,613, Paratchin, avec 5,164, Krouchevatz, avec 5,150. Les autres localités se composent de petites villes, bourgs et villages, dans lesquels la population varie de 5,000 à 500 habitants.

Ainsi qu'a pu le faire déjà pressentir l'organisation de la zadruga, le régime administratif est très démocratique. La commune, à la tête de laquelle est le kmète, assisté d'un conseil nommé par les habitants, jouit d'une autonomie complète. Ce sont les conseillers qu'elle élit et dont le nombre est proportionné à celui de ses habitants qui, en matière d'impôts, estiment la valeur des biens et des ressources qui serviront de base à l'assiette des impôts ordinaires, ce sont eux aussi qui répartissent les contributions et qui en perçoivent le montant, le gouvernement se bornant à surveiller l'inscription des contribuables. Pour ses propres besoins la commune peut aussi créer des impôts extraordinaires, jusqu'à concurrence de la moitié de l'impôt ordinaire. En matière de justice, elle puise également dans son sein les éléments qui composent la première de toutes les juridictions, car le maire et deux adjoints, élus pour un an, constituent un tribunal communal ou justice de paix, dont la compétence s'étend, au civil, jusqu'aux contestations dont l'objet n'excède pas 200 francs, et, sous le rapport pénal, aux délits de simple police. Elle fournit même, pour les sentences rendues par ce tribunal,

(1) *Almanach de Gotha* de 1886.

une juridiction d'appel constituée par une commission de 5 membres qui sont élus pour trois mois.

Au-dessus de l'organisation communale, on trouve celle de l'arrondissement ou district, subordonnée elle-même à l'organisation départementale. Les 1400 communes de Serbie sont ainsi réparties entre 81 arrondissements qu'administrent des sous-préfets, et qui composent, à leur tour, 21 départements (okrougs) à la tête desquels est un préfet (natchalnik), représentant du pouvoir central. Il y a dans chaque préfecture une section des finances, une des travaux publics, une du service sanitaire, une de la police, une du culte et une de l'instruction publique.

A l'organisation départementale correspond, en matière de finances, la perception des droits sur les passeports, les cartes à jouer, la bière, les mines, les vins, les ventes de forêts, etc., qui est faite par les préfets et les sous-préfets; et, en matière de justice, un tribunal civil ou de première instance qui juge avec 3 membres au moins, connaît des crimes et délits autres que ceux d'incendie, de brigandage et de vol dangereux, et retient les affaires commerciales là où il n'y a pas de tribunal de commerce.

Au sommet de l'organisation administrative est le ministre de l'intérieur, qui a sous ses ordres la police et la gendarmerie et dont les attributions sont à peu près analogues à celles confiées au chef du même département dans notre administration.

Dans l'ordre judiciaire, le tribunal de première instance établi dans chaque département, est la juridiction la plus élevée qui existe en dehors de la métropole.

A Belgrade siègent la cour d'appel qui est unique pour tout le royaume et comprend deux chambres, et la cour de cassation, juridiction suprême, comptant 14 membres et 1 président, et dont les attributions sont analogues à celles dont jouit, dans l'organisation française, le tribunal du même degré.

Les crimes et délits d'incendie, de brigandage et de vol dangereux soustraits, comme nous l'avons dit, à la compétence des tribunaux de première instance, relèvent de la cour d'assises, tribunal composé de magistrats et de jurés, et spécialement institué pour juger les faits de cette catégorie. Suivant l'importance de la commune, un certain nombre de jurés sont élus par le conseil municipal, et la cour se compose du président du tribunal civil du département, assisté de deux ou trois juges et

de quatre jurés, parmi lesquels figurent généralement ceux de la commune dont le prévenu fait partie. Contrairement à ce qui a lieu dans notre procédure, les juges se prononcent avec les jurés sur la question de culpabilité et appliquent la peine.

Quant aux questions commerciales, elles sont du ressort du tribunal de commerce qui siège à Belgrade, ou des tribunaux de première instance dans les départements.

Tel est, en résumé, le mécanisme de l'organisation judiciaire dont la direction appartient au ministre de la justice. Le fonctionnement en est assuré par des magistrats dont la législation serbe consacre l'indépendance et l'immovibilité, et qui sont nommés par le roi, sauf les assesseurs au tribunal de commerce, élus pour un an, par une délégation des négociants de Belgrade, et les juges de paix élus pour le même temps par les communes. Ressortissent encore au ministre de la justice, outre ses attributions de direction sur les tribunaux qui jugent, celles de surveillance sur les établissements où les condamnés subissent leurs peines.

Ces lieux de détention sont :

1° La forteresse de Belgrade, dont les casernes sont affectées aux condamnés à la réclusion et aux travaux forcés, parmi lesquels quelques-uns sont détachés à l'arsenal de Kragujevatz ;

2° Topchidéré, réservé aux mineurs ;

3° Pojarevatz, où sont placés les condamnés pour délits et les femmes ;

4° Nisch, affecté aux condamnés provenant des 4 départements récemment annexés (Vranja, Nisch, Pirot et Toplitsa).

Ainsi qu'il a été facile de s'en rendre compte, l'édifice de l'organisation administrative et judiciaire de la Serbie a été copié sur les institutions similaires des peuples de l'Occident.

Il en est de même en matière d'instruction publique. Mais, de ce côté, les efforts énergiques que fait le gouvernement pour en activer les progrès et la diffusion sont encore loin d'avoir donné des résultats appréciables. Il est bien vrai qu'une loi récente, votée le 12 janvier 1883, prescrit l'obligation de l'instruction pour les enfants de 7 à 13 ans, impose aux communes de fournir les locaux, le matériel et les livres, et crée même un impôt spécial pour constituer les ressources nécessaires à son application,

mais c'est encore l'ancien état de choses qui subsiste, et la Serbie ne dispose guère actuellement que d'une école pour 3,000 habitants. En 1883, le nombre exact était de 618 écoles fréquentées par 36,314 enfants des deux sexes.

Quant à l'enseignement secondaire, il est dans une situation plus satisfaisante. 3 gymnases établis à Belgrade, Kragouievatz et Nisch, reçoivent un millier d'élèves, et 25 demi-gymnases, qui ne comportent que 4 classes, en comptent 5,000.

L'enseignement supérieur est confié au Lycée qui correspond à peu près à nos facultés, et qui prépare l'élite de la jeunesse aux carrières libérales.

170 élèves fréquentent les cours de ses trois sections ou facultés qui correspondent, l'une à la philosophie, aux sciences naturelles et aux mathématiques, l'autre aux arts et métiers, qui est dite technique, et dont la troisième est celle de droit comptant à elle seule 80 auditeurs. Il faut ajouter que, chaque année, l'État envoie hors du royaume quelques jeunes gens qui vont, à ses frais, suivre les cours des universités étrangères, soit pour y compléter leurs études, soit pour les faire en entier, notamment celles de médecine qui n'ont, en Serbie, aucun enseignement.

Deux écoles normales, à Belgrade et à Nisch, assurent le recrutement des professeurs : elles comptent respectivement 120 et 40 élèves.

A côté de cette organisation officielle des hautes études, il faut placer quelques sociétés savantes, comme celles de médecine et d'agriculture. Encouragées par l'État et aidées par le roi, elles sont libres et ne reçoivent pour ainsi dire aucune subvention du gouvernement. De plus, la Skouptchina, au cours de sa dernière session (1886), a voté la création, à Belgrade, d'une Académie des sciences et des arts. Placée sous le patronage du roi, cette Académie comprendra 4 classes : celles des sciences naturelles, de philosophie, des sciences morales et politiques, des beaux-arts. Elle aura son organe, le *Glas* (voix) de l'Académie royale de Serbie et publiera des *Mémoires*. Le nombre de ses membres sera de vingt-cinq, dont huit pourront être étrangers.

Toute cette organisation relève du ministre de l'instruction publique qui est aidé dans sa tâche par un conseil supérieur auquel incombe le soin d'élaborer les règlements.

Aucune école de médecine, avons-nous dit il y a un instant, n'existe en Serbie, et les jeunes gens qui veulent en faire l'objet de leurs études sont obligés d'aller s'asseoir sur les bancs des universités étrangères. Cette absence d'enseignement mérite d'être d'autant plus remarquée que l'organisation du service sanitaire, dans toute l'étendue du royaume, est l'objet d'une réglementation excessive qui n'a d'équivalent dans aucun autre pays, et qu'il nous paraît intéressant d'indiquer en quelques mots.

Cela nous est d'autant plus facile que, dans une étude publiée récemment par la *Revue des Deux-Mondes*, sous le titre « En deçà et au delà du Danube », M. Emile de Laveleye, nous fournit à ce sujet des renseignements précieux.

Chaque commune, d'une certaine importance, doit posséder un médecin qui, de droit, fait partie du conseil municipal; plus haut, à côté du sous-préfet, est un médecin d'arrondissement; plus haut encore, à côté du préfet, un médecin départemental. Dans les attributions de ce dernier rentrent la surveillance de la propreté des maisons habitées et le soin d'en éloigner les causes d'infection ou de maladie. Sous peine de punition disciplinaire, il est tenu d'obtenir du préfet les mesures propres à faire disparaître, soit des ateliers, soit des familles particulières, tout ce qui peut nuire à la santé. Sous sa surveillance et celle du préfet, et en présence du maire, ont lieu les opérations de la vaccination qui est gratuite et obligatoire pour tout enfant entre le 3^e et le 12^e mois, une seconde fois à la sortie de l'école primaire et une troisième fois, pour les jeunes gens, au moment de leur entrée au service militaire.

Pour le traitement des malades, un hôpital de 20 lits au moins doit être ouvert dans chaque chef-lieu de département et dans chaque arrondissement.

Au-dessus de cette organisation départementale est instituée, au ministère de l'intérieur, une section sanitaire composée d'un chef de service, d'un inspecteur général, d'un secrétaire, de deux chimistes et d'un vétérinaire général. La compétence de cette section s'étend à tout ce qui concerne l'hygiène. Sa surveillance s'étend même sur les industries qui travaillent à l'alimentation publique et envers lesquelles elle peut user du droit de réglementation.

En même temps qu'il dirige les services qui concernent l'en-

seignement, le chef du département de l'instruction publique exerce à la fois les fonctions de ministre des cultes.

Sur tout le territoire du royaume, les cultes sont libres, et l'article XXXV du traité de Berlin spécifie que « leur liberté et leur pratique extérieure seront assurées à tous les ressortissants de la Serbie, aussi bien qu'aux étrangers », sans qu'une entrave puisse être apportée soit à l'organisation hiérarchique des différentes communions, soit à leurs rapports avec leurs chefs spirituels.

La majorité des Serbes professe le culte orthodoxe et le métropolitain, archevêque de Belgrade, est le chef de l'Église nationale depuis qu'en 1879, à la suite du traité de Berlin, elle s'est affranchie du patriarcat de Constantinople.

L'organisation départementale comporte un archipresbytérat dont le chef est un archiprêtre qui exerce le pouvoir disciplinaire sur les prêtres des paroisses de sa circonscription. Les paroisses, qui sont au nombre de 972 pour l'ensemble du territoire, sont réparties entre cinq évêchés dont les sièges sont à Belgrade, Chabatz, Negotin, Nisch et Oujitsa. Les évêques proviennent généralement des archimandrites ou igoumans, supérieurs des couvents de moines : ils représentent la partie la plus instruite du clergé. Investis du droit de nommer les prêtres ou popes, sans l'intervention de l'État, ils sont assistés d'un consistoire qui les aide dans leur administration : eux seuls reçoivent un traitement de l'État, le reste du clergé étant entretenu par les fidèles.

Annuellement se réunit, à Belgrade, le synode épiscopal qui se compose des évêques et des archiprêtres et qui constitue la première autorité dans les questions ecclésiastiques. C'est au synode épiscopal, convoqué par l'évêque le plus ancien, qu'appartient la nomination du métropolitain, nomination qui doit être approuvée par le roi. Le pope est le prêtre qui vit le plus près de la population : « marié, cultivant lui-même son champ, partageant les sentiments populaires et ne visant nullement à une puissance théocratique, il est aimé du peuple. En général, son instruction n'est pas fort étendue. »

Nous venons de montrer sommairement l'organisation de divers services publics : le moment nous semble venu de faire connaître par quels procédés se créent les ressources financières

qui permettent de pourvoir aux dépenses que motive l'entretien de cette organisation.

En matière de finances, l'analogie que nous avons constatée, à diverses reprises, avec les institutions des pays de l'Occident, n'existe plus au même degré, et l'assiette de l'impôt, sa répartition et sa perception présentent des particularités intéressantes.

L'impôt direct, qui comprend : l'impôt foncier, l'impôt sur les bâtiments, sur le revenu du capital, sur le revenu du travail et l'impôt personnel est fixé par « tête contributive ». La contribution moyenne, de ce chef, est d'environ 30 francs ou 6 thalaris, dont 3 comme capitation et 3 comme taxe sur la fortune présumée. Il existe d'ailleurs un grand nombre de classes, entre lesquelles les contribuables sont répartis d'après leur revenu. C'est la commune qui fait la répartition de cet impôt entre les habitants, et c'est elle aussi qui le perçoit au profit de l'État. Dans le budget des recettes de 1884-1885, l'impôt direct est évalué à 20,000,000 de dinars ou de francs. Les impôts indirects représentent dans le même budget un revenu de 10,580,000 francs, dont 5,500,000 proviennent des douanes, et 5,080,000 du tabac, des sels et des boissons. En général, la perception de ces ressources est faite par des banques auxquelles les contributions indirectes ont été remises comme gages d'emprunts ; si le gouvernement intervient, ce n'est que pour exercer un contrôle peu efficace. Les taxes judiciaires, prélevées dans chaque tribunal, rapportent 2,550,000 francs. Les biens de l'État : domaines, postes, télégraphes, produisent 2,140,000 francs. Un chapitre spécial figure aux recettes sous la rubrique : « Fonds de l'enseignement » et s'élève à 2,300,000 francs. C'est une application de la loi de 1883, sur l'instruction obligatoire qui a créé un impôt scolaire spécial. Il n'est pas le seul qui soit d'institution récente, et, à côté de lui, s'ouvre le chapitre des recettes produites par l'impôt spécial pour le payement des dettes, en exécution de la loi du 12 juin 1884, dont le montant est de 2,300,000 francs.

En ajoutant aux évaluations que nous venons d'énumérer, 5,630,000 francs portés sous la rubrique « Recettes diverses », on arrive au total de 46 millions de francs comme budget des recettes.

Les dépenses se soldent par 1,200,000 francs pour la liste

civile, 11,583,824 francs pour le service des dettes (1), et 31,452,730 francs pour les services généraux des ministères, soit au total par 44,236,562 francs (2). Une particularité à noter, dans les finances serbes, c'est le caractère de grande clarté que présente la quittance d'impôt reçue par chaque contribuable. Voici celle d'un habitant de Belgrade appartenant à 11^e classe :

Impôt direct pour l'État 30 fr. 32, fonds des écoles (application de la loi du 12 juin 1883) 2 fr. 50, fonds des hôpitaux 1 fr. 60, pour le clergé 2 francs, pour le commerce 13 fr. 48, pour les pauvres 1 fr. 90, pour l'armement 1 franc, pour les invalides 2 francs, pour l'amortissement de la dette 2 francs. Au total, c'est une note à payer de 56 fr. 80, et celui qui l'acquitte se rend aisément compte de l'emploi de son argent.

Nous retrouvons, dans cette énumération, la part qui sert à alimenter le fonds des écoles, celle attribuée au clergé qui, comme nous l'avons dit, est entretenu par les fidèles, et l'impôt qu'exige le service de la dette. Nous aurons lieu d'indiquer l'origine de l'impôt pour l'armement. Quant à celui pour le commerce, il faut dire que les communes ont le droit de percevoir une taxe, sans que cette taxe puisse dépasser l'impôt direct du quart dans les villages, du tiers dans les villes, de la moitié à Belgrade. Les fonds des hôpitaux permettent d'ouvrir et d'entretenir l'hôpital d'au moins vingt lits que doit posséder chaque chef-lieu de département et chaque arrondissement, et où les indigents sont soignés gratuitement. Le ministre des finances n'exerce pas, sur l'administration de la fortune publique, une action aussi directe que dans notre organisation. Nous avons eu l'occasion de montrer que la perception des impôts incombait à des autorités qui ne relèvent pas de son département. Sa mission est donc plutôt une mission de contrôle, et elle n'a peut-être pas toute l'efficacité

(1) L'équilibre des finances serbes a été rompu à partir de 1876. La dette, depuis cette époque, s'est élevée à plus de 200 millions de francs.

(2) Le budget des dépenses que vient de voter la Skoupchtina en 1886 est de 44,416,000 francs. Ce vote a été accompagné de mesures fiscales qui ont supprimé une série de contributions directes difficiles à percevoir. Ce renseignement, qui nous est fourni par le *Temps* du 23 novembre dernier, sera complété quand les mesures dont il s'agit nous seront mieux connues.

voulue pour assurer une administration économique des finances du pays.

Nous terminerons la première partie de cette étude en faisant connaître le fonctionnement des pouvoirs publics, tels qu'ils résultent de la constitution du 4 juillet 1869, modifiée le 6 mars 1882, lorsque le prince Milan fut proclamé roi sous le nom de Milan Obrenovitch I^{er}.

La forme de gouvernement est celle d'une monarchie héréditaire constitutionnelle et représentative. Le roi est le chef du pouvoir exécutif et il jouit de toutes les prérogatives que lui confère cette autorité. Il est secondé par le Conseil des Ministres, qui sont au nombre de huit, placés respectivement à la tête des départements de l'intérieur, des affaires étrangères, de la guerre, des travaux publics, de la justice, de l'instruction publique et des cultes, des finances, du commerce et de l'agriculture.

Le *Conseil d'État*, dont les membres varient de 15 à 11, et sont nommés par le roi parmi les propriétaires fonciers ayant au moins trente-cinq ans d'âge et dix ans de service consacrés à l'État, élabore et examine les projets de lois et de règlements administratifs. Il émet son avis sur les questions que le gouvernement lui soumet, autorise les emprunts d'État, statue sur les impositions des départements, des arrondissements et des communes, dont il autorise aussi les emprunts et les aliénations d'immeubles qui leur appartiennent; c'est encore lui qui prononce les expropriations pour cause d'utilité publique.

Le roi partage le pouvoir législatif avec une Chambre unique, appelée Skouptchina, composée actuellement de cent soixante-quatorze membres, dont les trois quarts sont élus par le peuple et un quart est nommé par le roi. Les membres nommés par le peuple sont élus au suffrage direct dans les villes et au suffrage à deux degrés dans les campagnes, à raison d'un député par 3,000 habitants payant la capitation. Ceux nommés par le roi doivent être pris, dit la Constitution, parmi les personnes distinguées par leur instruction ou leur expérience des affaires publiques.

Le corps électoral est composé par tous les Serbes majeurs payant impôt sur leurs biens, leur travail ou leur revenu.

Ne sont éligibles que les Serbes ayant plus de trente ans, payant au moins 30 francs à l'État, à l'exclusion des fonction-

naires, officiers, avocats et membres du clergé qui ne peuvent être nommés que par le roi.

La Skouptchina est convoquée par le roi, soit en session ordinaire, soit en session extraordinaire quand les circonstances l'exigent. Elle peut être prorogée et dissoute; dans ce dernier cas, les élections doivent avoir lieu dans le délai de quatre mois et la nouvelle Assemblée doit être réunie, au plus tard, six mois après la dissolution de l'Assemblée précédente.

Les votes qu'elle émet sont publics et ne sont valables que s'ils réunissent les trois quarts des membres de l'Assemblée : les Ministres assistent aux séances qui sont publiques, mais ne prennent pas part au vote.

Cette Assemblée exerce le pouvoir législatif dans les conditions normales et assure le fonctionnement régulier de la vie gouvernementale. Dans des circonstances exceptionnelles, il est créé une autre Assemblée ou Skouptchina extraordinaire, élue par la nation, et dont le nombre des membres est quadruple de celui de l'Assemblée ordinaire. Par trois députés élus par le peuple, il en est nommé un par le roi. Cette Skouptchina extraordinaire est généralement convoquée, soit pour élire le souverain, quand celui qui disparaît ne laisse pas de successeurs dans les conditions prévues par la Constitution, soit, le cas échéant, pour élire la régence, soit encore pour changer la Constitution, statuer sur les questions d'importance majeure relatives à l'aliénation ou à l'échange d'une portion de territoire de l'État, soit enfin lorsque le roi juge nécessaire d'avoir son avis sur une question d'un intérêt particulièrement grave pour le pays.

Après avoir essayé, dans les lignes qui précèdent, de donner un aperçu de la constitution géographique et de l'organisation politique de la Serbie, nous nous proposons de rappeler sommairement les phases de son histoire et les évolutions successives par lesquelles elle a dû passer avant de conquérir la situation qu'elle occupe dans l'Europe de 1886. Cette étude fera l'objet d'un prochain article.

(A suivre.)

(34)

NOUVELLES MILITAIRES

AUTRICHE-HONGRIE

PROJET DE LOI MILITAIRE POUR LE TYROL ET LE VORARLBERG. — En étudiant la loi sur le landsturm, récemment adoptée en Autriche-Hongrie (1), nous avons fait remarquer que le Tyrol et le Vorarlberg, possédant depuis longtemps une institution de ce genre, n'avaient pas été compris dans l'application de la loi et avaient conservé l'organisation ancienne du landsturm.

Cette exception constituait en faveur des Tyroliens un avantage assez sensible, car les obligations imposées par la nouvelle loi étaient notablement plus dures que celles de leur ancienne levée en masse. Ils jouissaient en outre de divers privilèges au point de vue des exercices des landesschützen et possédaient sur leur emploi un certain droit de contrôle, exercé par une commission régionale de défense.

Il vient d'être déposé un projet de loi militaire ayant pour but de diminuer ces privilèges dans une certaine mesure et de restreindre les pouvoirs de la commission de défense au profit des autorités militaires; celles-ci jouiront par suite d'une plus grande indépendance pour la préparation et la mise en œuvre des forces de seconde ligne de ces deux pays.

EMPIRE ALLEMAND

OUVERTURE DE LA LIGNE STUTTGART-STRASBOURG, PAR FREUDENSTADT (*chemin de fer de la Forêt-Noire*.) — La dernière section de la ligne de la Forêt-Noire, comprise entre Freudenstadt et Wolfach, vient d'être livrée à la circulation. La communication directe entre Stuttgart et Strasbourg, est ainsi établie. La ligne est à une voie, mais ne présente que des pentes moyennes. Elle se prête donc aux transports stratégiques et ouvre un nouvel accès aux forces allemandes vers le Rhin. Nous renvoyons nos lecteurs aux considérations développées précédemment dans la *Revue* (2), au sujet de l'importance militaire de cette ligne.

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 650 (2^e semestre 1886).

(2) Voir la *Revue militaire de l'Étranger* : « Des principes de l'exploitation des chemins de fer en Allemagne », n° 645 (1886), pages 472 et 476.

LE BUDGET DE LA GUERRE POUR 1887-1888. — Le budget de la guerre de l'Empire prévoit, pour l'exercice 1887-1888, des dépenses ordinaires (*fortdauernde*), montant à 349,453,526 marcs (436,816,908 fr.), — en augmentation de 8,416,813 marcs (10,521,016 fr.), — et des dépenses extraordinaires (*einmalige*) montant à 58,667,051 marcs (73,333,814 fr.) — en augmentation de 17,155,463 marcs (21,444,329 fr.). Parmi ces dernières, celles qui figurent au budget ordinaire sont destinées, en grande partie, à compléter le matériel de guerre, les approvisionnements en munitions, et à mettre les fortifications de l'Empire en état de résister aux nouveaux explosifs de l'artillerie. Les dépenses qui figurent au budget extraordinaire et qui devront être couvertes par un emprunt, seront consacrées à des travaux de casernement.

Il convient en outre de rappeler qu'en dehors des sommes détaillées ci-dessus un crédit de 47,200,000 marcs (59,000,000 fr.) sera demandé au Parlement, pour faire face au nouveau projet de loi militaire.

LE BUDGET DE LA MARINE POUR 1887-1888. — Le budget de la marine s'élève à 38,338,192 marcs (47,924,740 fr.). Un mémoire, très intéressant, annexé à ce projet de budget, conclut à une extension plus large à donner aux torpilleurs, ainsi qu'à la création de dix canonnières cuirassées de grand modèle, pour la protection de l'embouchure des fleuves allemands.

Chacun de ces nouveaux bâtiments coûtera 3,500,000 marcs environ (4,375,000 fr.). Six d'entre eux seront affectés à la région de l'Elbe, et devront être prêts pour l'époque où sera achevé le canal des deux mers. Enfin, on prévoit un accroissement d'effectif annuel — et pendant cinq années consécutives — de 15 officiers et de 300 hommes, dans le personnel des équipages de la flotte.

CRÉATION DE DEUX DÉTACHEMENTS DE TORPILLEURS. — Une décision récente du chef de l'Amirauté a prescrit la formation de deux détachements de torpilleurs, l'un à Kiel, l'autre à Wilhelmshaven. Chacun de ces détachements est placé sous le commandement d'un capitaine-lieutenant ou d'un lieutenant déjà ancien. Il compte à l'effectif 43 hommes des équipages de la flotte, et 42 hommes des divisions de chantiers, soit en tout, 85 hommes.

INSTRUCTION SUR LE FUSIL À RÉPÉTITION, MODÈLE 1871-1884. — Une décision ministérielle du 3 décembre autorise dès maintenant la

vente, dans le commerce, de l'*Instruction sur le fusil d'infanterie, modèle 1871-1884* (Instruction über das Infanterie-Gewehr, M/71.84.)

L'arme dont il s'agit est le fusil Mauser à répétition. Cette instruction était, jusqu'à ce jour, demeurée confidentielle.

LA HAUSSE DU FUSIL A RÉPÉTITION MODÈLE 1871-1884. — La *Deutsche Heeres-Zeitung* du 4 décembre annonce que, par un ordre de cabinet en date du 19 août 1886, le fusil à répétition modèle 1871-1884 doit recevoir un appareil de hausse identique à celui dont est actuellement munie la carabine des chasseurs. Il comprendra, par suite, une hausse fixe (*Stand Visir*) pour la distance de 200 mètres; une petite hausse mobile (*kleine Klappe*) pour la distance de 300 mètres, et enfin une grande hausse mobile à curseur (*grosse Schieber-Klappe*), pour les distances variant de 400 à 1600 mètres.

ITALIE

PREMIÈRE CONVOCATION A TITRE D'EXPÉRIENCE DE LA MILICE COMMUNALE. — Les journaux italiens annoncent comme très prochaine la mise en essai du fonctionnement de la milice communale à Alba et à Tortone.

On sait qu'aux termes de la loi du 30 juin 1876, la milice communale est instituée pour fournir un service de garde et d'ordre public à la réquisition des autorités militaires ou civiles. Tous les militaires de l'armée permanente en congé illimité, tous les hommes des milices mobile ou territoriale font partie de la milice de la commune où ils sont domiciliés.

Avant de réglementer d'une manière précise les obligations et le service de cette milice, le Ministre de la guerre a jugé nécessaire de faire un appel, à titre d'expérience, dans deux communes.

Les hommes seront personnellement avertis 24 heures avant le commencement de leur service qui durera 8 jours et sera journalier pour chaque milicien convoqué. Les fonctions de gradé seront remplies par des militaires de 1^{re} catégorie en congé, en commençant par ceux de la classe la plus jeune. En ce qui concerne les miliciens faisant le service de simple soldat, la convocation ne s'étendra qu'aux hommes ayant déjà reçu une instruction militaire, en commençant par la plus jeune classe de la 2^e catégorie, puis continuant par la plus jeune classe de 3^e catégorie et ainsi de suite, alternativement.

Les hommes devront, à moins d'encourir les peines prévues par le

Règlement, se présenter à l'heure fixée : ils peuvent toutefois se faire remplacer par des miliciens de la commune, à condition d'en informer le syndic 12 heures avant le moment prescrit pour le rassemblement.

Une indemnité journalière sera attribuée à tous les militaires convoqués pour cette expérience, à raison de 8 fr. pour un officier supérieur, 6 fr. pour un capitaine, 5 fr. pour un officier subalterne, 2 fr. 50 pour un sous-officier et 1 fr. 50 pour un caporal ou milicien.

Un officier subalterne en congé, de la milice territoriale de préférence, sera convoqué pour assister l'autorité municipale pendant toute la période.

Les commandants d'armes n'auront pas à intervenir dans les opérations : ils se tiendront seulement prêts à prendre toutes les mesures que rendraient nécessaires des faits de nature à troubler l'ordre public.

A la fin de cette période d'expérience, le syndic rendra compte à la préfecture de la manière dont il a été procédé et des résultats obtenus : de son côté, l'officier, chargé de diriger le service, adressera un rapport au commandant d'armes, qui le transmettra par voie hiérarchique au ministre.

PORTUGAL

APPEL DU CONTINGENT POUR 1886. — Conformément aux prescriptions de la loi votée le 20 avril dernier, un décret royal du 26 juillet appelle à l'activité 12,500 jeunes gens de la classe 1886. En sus de ce premier contingent, les 2,400 suivants sur les listes de recrutement sont convoqués au titre de la réserve ; enfin, 300 autres conscrits sont destinés au recrutement de la flotte.

CONCESSION DE PERMISSIONS A SOLDE ENTIÈRE PAR LE MINISTRE DE LA GUERRE. — Jusqu'ici, les permissions de longue durée ne pouvaient être obtenues par les officiers que pour raison de santé, et elles entraînaient une diminution dans la solde. Un décret royal du 20 juillet autorise le ministre de la guerre à accorder des permissions à solde entière pour convenances personnelles, pouvant aller jusqu'à trente jours.

Toute demande devra être appuyée d'un certificat du chef de corps, constatant que le service n'aura pas à souffrir de l'absence de l'intéressé. En outre, les chefs d'unités (régiments, compagnies, escadrons, batteries) continueront, pendant le cours de leur permission, à être responsables de la gestion administrative des troupes sous leurs ordres.

RÉORGANISATION DU COLLÈGE MILITAIRE ROYAL.—L'*ordem do exercito* n° 27 publie un décret royal en date du 3 novembre réorganisant le Collège militaire royal et remaniant complètement les programmes d'instruction.

L'enseignement, réparti en six années, comprendra : la langue portugaise, la langue française, la langue anglaise, la langue latine, les mathématiques élémentaires, la physique, la chimie, l'histoire naturelle, l'histoire, la géographie et des éléments de philosophie.

Il est institué un conseil de perfectionnement des études qui aura pour but de maintenir constamment le niveau de l'enseignement à la hauteur des progrès effectués dans les sciences en Portugal ou à l'étranger.

RUSSIE

RÉPRESSION DES TROUBLES DE LA TCHETCHNIA. — Le *Journal de Saint-Petersbourg* a donné, d'après le *Caucase*, le compte rendu suivant des troubles qui se sont produits récemment dans certaines localités du Caucase, et de leur répression par les troupes de cette région :

« Au commencement de l'été dernier, il avait été notifié aux Tchetchènes qu'on allait dresser les listes de leurs familles. La notification était accompagnée d'une explication du but de cette mesure et des devoirs qui allaient incomber aux Tchetchènes, après la mise en vigueur de la loi astreignant les populations indigènes du Caucase au service obligatoire dans l'armée.

Dans le courant de l'été, des bruits absurdes commencèrent à circuler dans les *aouls* (hameaux). On prétendait que, d'après la nouvelle loi, les Tchetchènes seraient astreints au service personnel dans l'armée, malgré l'ordre impérial accordant aux musulmans le droit de remplacer ce service par le paiement d'une taxe spéciale. A partir du mois d'août la confection des listes commença à rencontrer des obstacles, et bientôt après, cinq *aouls* de l'arrondissement de Groznoé refusèrent catégoriquement de présenter ces listes. Les moyens dont disposait l'administration civile s'étant trouvés insuffisants, il fallut recourir à la force militaire.

Le commandant des troupes du Caucase décida que l'affaire serait menée de manière à en finir d'un coup et, s'il était possible, sans effusion de sang. Il fallait, pour cela, mettre en ligne une force suffisante pour ôter à des bandes de jeunes exaltés toute tentation de résistance.

Le prince Amilakhvari, chargé de cette mission, et mis à la tête de



40 bataillons d'infanterie, 15 escadrons de cavalerie et 16 canons, arriva à Vladikavkaz le 25 août et donna à ces troupes l'ordre de se préparer à entrer en campagne ; mais, il ne les fit pas entrer immédiatement dans la Tchetchnia, avant de se rendre compte de la situation, et afin de tenter un dernier effort pacifique.

Il convoqua pour le 31 août, à Groznoé, les délégués de tous les aouls tchetchènes.

Deux cents délégués élus parmi les *anciens* des aouls se rendirent à cet appel. Ils furent harangues d'abord par le général Jourkovski, gouverneur de la province, qui s'était rendu sur les lieux, puis par le prince Amilakhvari. On leur expliqua l'absurdité des bruits répandus, et on leur ordonna de retourner dans leurs foyers pour faire savoir aux populations que toute résistance ultérieure serait réprimée par la force.

Six jours de sursis leur furent accordés pour faire cette communication.

En attendant, les troupes s'avancèrent en trois colonnes jusqu'à la limite de la Tchetchnia et prirent position à Groznoé, à Gherzel-aoul et à la *stanitsa* cosaque Assenskaïa.

À la date fixée, le dénombrement fut repris et d'abord tout alla sans encombre ; mais à partir du 9 septembre des troubles se produisirent de nouveau dans la partie Est de l'arrondissement de Groznoé. En outre, de l'arrondissement de Khassaw-Yourt arriva la nouvelle que 27 aouls *koumyks*, *aoukhs* et *salataïs* refusaient de signer les listes. Il devenait évident que l'indulgence des autorités était prise pour de la faiblesse.

La colonne de la *stanitsa* Assenskaïa reçut en conséquence l'ordre de marcher sur Vozdvijerskoé. Le 27 septembre, le dernier aoul récalcitrant de l'arrondissement de Groznoé fournit les signatures exigées et les troupes passèrent dans l'arrondissement de Khassaw-Yourt, où rien n'avait changé. La résistance des 27 aouls, bien que passive, n'en persistait pas moins.

On constata que l'impulsion venait de l'aoul Andrejevski, riche bourgade koumyke située sur la rivière d'Aktasch, à l'endroit où elle débouche sur le plateau tchetchène. Le prince Amilakhvari marcha contre cet aoul avec le gros de ses forces, tandis qu'une colonne commandée par le général-major Fischer s'avancait le long de la rivière Yarak sur le village de Yarak-sou-Aoukh, pour couper les communications entre les Koumyks et les Aoukhs. Des notables indigènes furent envoyés en même temps dans les aouls des Salataïs pour les amener à se soumettre avant l'arrivée des troupes.

Le 30 septembre, celles-ci se présentèrent devant l'aoul Andrejevski. La population refusa d'abord de signer : elle fut frappée d'une amende.

Puis des désaccords se produisirent dans son sein, et les signatures furent données le 2 octobre, dans la matinée.

La colonne du prince Amilakhvari marcha aussitôt sur Aktasch-Aoukh. En route, elle croisa les délégués des Salataïs venant annoncer la soumission de leurs aouls. Il ne restait donc plus que les Aoukhs de la vallée de Yarak-Sou.

Pour y pénétrer de la vallée d'Aktasch, il fallait s'avancer par un sentier de montagne très difficile pour la cavalerie. Cette difficulté retarda un peu le mouvement. Dans la nuit du 2 au 3 octobre le sentier fut rendu assez praticable pour faire passer, non sans quelque peine pourtant, l'artillerie de la colonne.

Le 3 octobre, les troupes se trouvaient devant le village de Kischen-Aoukh. La vallée de Yarak-Sou et les derniers aouls récalcitrants étaient cernés par les colonnes du général Fischer et du prince Amilakhvari. Ils ne tardèrent pas à se soumettre et, le 5 octobre, tout était terminé sans effusion de sang. Le 7, les troupes se remettaient en marche vers leurs garnisons.

L'énergie des chefs et l'admirable discipline des troupes avaient suffi pour rétablir l'ordre au milieu de populations belliqueuses, d'un caractère farouche, et occupant des positions d'un abord pénible. Une étincelle aurait suffi pour faire éclater l'incendie; mais on n'a pas laissé cette étincelle se produire ».

(*Journal de Saint-Pétersbourg.*)

LE BRONZE SILICEUX. — *L'Invalide russe* résume un article du *Dingler's polytechnisches Journal* de 1886, d'après lequel on aurait découvert récemment un procédé très pratique pour produire économiquement le bronze siliceux, dont les avantages sont très appréciés par l'artillerie, et qui, jusqu'à présent, revenait à un prix très élevé.

« Des expériences, faites par Geissler, ont montré la possibilité d'obtenir cet alliage en fondant ensemble du cuivre avec du fer siliceux et de la fonte siliceuse, produits qui, s'obtenant directement, reviennent à très bas prix.

Cette fusion se fait dans un creuset chauffé à blanc : dans la couche qui se forme au fond, la proportion de silicium peut arriver à 0,03; elle dépend, naturellement de la proportion de ce métalloïde qui existait dans le fer siliceux et qui ne dépasse pas 17 p. 100. Au-dessus du cuivre siliceux qui occupe le fond, il se forme un alliage de fonte, silicium et cuivre, mélangé avec du fer; cet alliage, après avoir été purgé de son fer, peut rendre une certaine quantité de cuivre. Pour retirer l'alliage du fourneau, on procède comme pour le cuivre-

rosette, c'est-à-dire en projetant de l'eau à la surface ardente du fourneau très plein, et en retirant la couche en forme de disque qui se fige par le refroidissement.

L'addition du cuivre siliceux aux divers alliages du cuivre augmente beaucoup leur ténacité et leur faculté de se laminier ; il leur donne la propriété de ne pas former de pailles dans la fusion, soit qu'ils contiennent du manganèse et du nickel, soit que, comme d'habitude, ils contiennent du zinc et du plomb.

En outre, l'introduction du cuivre siliceux dans le bronze manganésifère permet à ce dernier de s'étirer d'une manière remarquable.

Enfin, d'après le *Journal de Dingler*, l'addition du silicium augmente pour le bronze la faculté conductrice de l'électricité.

La présence du silicium dans les divers alliages de cuivre paraît avoir pour effet d'anéantir l'oxydure de cuivre, dont l'interposition entre les molécules affaiblit les qualités mécaniques de l'alliage. De plus, le silicium empêche la formation de l'oxyde de carbone, qui peut engendrer des pailles et d'autres défauts. »

(*Invalide russe.*)

Le Gérant : L. BAUDOUIN.

Paris. — Imprimerie L. BAUDOUIN et C^e, rue Christine, 2.

REVUE MILITAIRE

DE L'ÉTRANGER

N° 661

30 Décembre

1886

SOMMAIRE

A propos de la dernière invasion de la Russie par Sarmaticus (suite et fin). — L'École d'état-major de Sandhurst. — La question du fusil à répétition en Autriche-Hongrie. — Lignes principales de la nouvelle loi de recrutement en Turquie. — Marches forcées de la cavalerie russe. — Nouvelles militaires. — Table des matières du trentième volume.

A PROPOS

DE LA

DERNIÈRE INVASION DE LA RUSSIE PAR SARMATICUS

(Suite) (1).

Si la conduite de Kutuzov à Borodino est une belle application de l'aphorisme de Joseph de Maistre — qu'elle a peut-être inspiré à l'auteur des *Soirées de Saint-Petersbourg* — il faut bien reconnaître que la conduite d'Alexandre I^{er} a exercé, à son tour, sur l'issue de la campagne, une influence autrement durable et

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 647, 648, 653, 658 (1884).

efficace. C'est l'indomptable résolution du souverain, partagée par la nation entière, de ne pas signer la paix tant qu'un soldat de la grande armée foulerait le sol de la sainte Russie, qui a été après tout, la seule idée directrice de la défense et de toute la campagne. Et cette résolution a suffi à tout ; elle a réparé, racheté toutes les erreurs de conduite et toutes les fautes, stratégiques ou tactiques ; elle a comblé toutes les lacunes de la direction ; elle a lutté avec succès contre des supériorités écrasantes réunies comme à plaisir : celles du nombre et du génie. Que disons-nous ? elle en a eu complètement raison, et la plus belle armée du monde a été anéantie : par les fautes de son chef ? — nous savons maintenant ce que cela veut dire : par les rigueurs du climat ? — elle était perdue déjà avant l'hiver, et l'hiver de 1812 eu égard à ceux qui l'ont suivi ou précédé, a été relativement doux : non, elle s'est brisée et elle devait se briser contre une volonté plus forte, contre la volonté d'airain de l'adversaire. Quoi que fasse Napoléon, de quelque façon qu'il s'y prenne, la campagne est perdue, comme dit Clausewitz, le jour où Alexandre a juré dans son cœur qu'il ne se reconnaîtrait jamais vaincu. Tant il est vrai, pour paraphraser l'aphorisme de Joseph de Maistre, qu'une campagne n'est perdue que le jour où on la croit perdue.

Quelques écrivains, entre autres Danilevsky et v. Smitt, ont essayé de réclamer pour le quartier général russe le bénéfice d'une idée : celle du plan de retraite, qui était en effet indiqué par la situation et qui a été suivi en réalité, mais *volens nolens*, et non pas, tant s'en faut, de propos délibéré.

C'est en vain qu'on essaierait de faire tenir debout cette thèse historique absolument contraire à la réalité des faits, et qui a été abandonnée, d'ailleurs, par les historiens russes les plus récents. Et avec raison : ils ont compris que moins il y aurait à dire sur le talent des chefs qui ont conduit les opérations en 1812, plus l'influence de l'élément moral deviendrait manifeste, plus la part qui revient au souverain, à l'armée et à la nation russes serait grande et glorieuse.

L'historien v. Bernhardi a écrit sur cette question du plan de campagne des Russes des pages solides et assez curieuses. Nous lui emprunterons, pour finir, quelques détails, peu connus en général des lecteurs, et qui pourront peut-être les intéresser.

« V. Smitt, dit cet auteur, s'occupe tout particulièrement d'une question, qui n'en est plus une, à bien la prendre, pour nous du moins.

» Il s'agit du plan d'opérations des Russes ; v. Smitt s'efforce d'établir que la retraite vers l'intérieur du vaste empire russe était préconçue et que l'idée maîtresse du plan de campagne était d'utiliser ce facteur qui a, en effet, exercé une influence prépondérante sur l'issue de la guerre, c'est-à-dire l'immense étendue dont les profondeurs devaient peu à peu user les énergies de l'attaque et finalement les absorber, les engloutir.

» Son exposition ne nous a pas convaincu, et les arguments qu'il apporte ne suffiront pas, croyons-nous, pour établir cette thèse historique.

» Qu'il nous soit permis de résumer en peu de mots ce que nous considérons comme acquis à l'histoire au point de vue de la situation générale et du plan de campagne des Russes :

» En 1812, la Russie avait rassemblé sur sa frontière occidentale, pour la lutte décisive contre Napoléon, des forces divisées en trois armées et qui, déduction faite des cosaques, ne dépassaient pas 175,000 hommes. »

V. Bernhardt prend ces chiffres dans les notes de Toll, dont il a écrit la vie, et il constate, d'ailleurs, qu'ils sont, à peu de chose près, d'accord avec ceux de Bogdanovitch, l'historien russe le plus récent et le plus impartial.

« Bien que le cabinet de l'empereur et le quartier général de Barclay n'aient jamais soupçonné l'écrasante supériorité numérique de Napoléon, les plus avisés des conseillers d'Alexandre connaissaient, néanmoins, l'infériorité de l'armée russe et savaient bien que la situation générale imposait la défensive.

» Or, il est de l'essence même de la défense d'ajourner les engagements décisifs et de ne point les accepter dans les premiers jours, et sur la frontière du pays à défendre. La condition nécessaire de toute défensive c'est de se soustraire à l'action décisive jusqu'au moment où l'action d'un certain élément, dont on escompte l'influence, éloignée ou prochaine, modifie, retourne la situation à notre avantage, ou nous laisse, à tout le moins, les chances suffisantes pour tenter un effort décisif.

» S'échapper, céder plus ou moins de terrain devant l'adversaire qui, de son côté, cherche une affaire décisive, c'est donc

tout à fait dans l'ordre ; c'est inévitable quand l'agresseur est entreprenant et cherche réellement une solution décisive. »

L'auteur qui, comme on le voit, s'est abreuvé aux meilleures sources, connaît son Clausewitz sur le bout des doigts, et il a adopté en particulier sa fameuse thèse du point-limite, de l'apogée de l'offensive (*Angriff's Kulminations-Punkt*). Laissons-le parler.

« En l'espèce, il s'agit maintenant de savoir quel est ce facteur qui va entrer dans nos calculs stratégiques et qui doit amener ce revirement de la situation. La réponse à cette question nous fournit alors l'idée directrice des opérations ; c'est l'essence même du plan de campagne.

» En Russie, on pouvait, comme nous l'avons dit, appeler à son aide l'immense étendue de l'empire dont la profondeur devait user et absorber toutes les forces vives de l'attaque. Mais pour cela il fallait être décidé à céder le terrain, à abandonner à l'ennemi de vastes étendues de territoire, enfin à reculer assez loin pour que l'ennemi ne puisse plus nous suivre et pour que l'armée de la défense soit à nombre égal avec l'échelon de tête, peu à peu affaibli par les pertes journalières, par l'usure de l'énorme machine et par les détachements multiples que l'agresseur est obligé de laisser en arrière pour garder ses communications.

..... » La pensée d'utiliser l'immense étendue de l'empire, d'y chercher le moyen de rétablir peu à peu l'équilibre des forces, est restée étrangère à l'empereur Alexandre et à ses conseillers, en 1812. Le général Phull, chargé d'élaborer le plan de campagne, était lui-même resté étranger aux enseignements de la guerre nouvelle, aux événements contemporains et à tous les changements qu'ils avaient provoqués ; son esprit se perdait dans les abstractions et n'était rempli que des hauts faits de Jules César et de Frédéric ; son optique de la guerre ne s'étendait pas au delà de la guerre de Sept ans. Il ne voyait rien de mieux que le camp de Bunzelwitz où Frédéric, appuyé d'autre part sur Schweidnitz avait pu tenir en échec ses adversaires. Conformément à ce concept, la guerre devait être conduite avec des groupes séparés, par deux armées indépendantes, dont l'une, retranchée dans une position inexpugnable, ferait tête aux masses principales de l'ennemi, tandis que l'autre ferait des diversions sur ses derrières. »

Dans le plan où le camp de Drissa et la place de Dunabourg jouaient, en effet, le rôle du camp de Bunzelwitz et de la place de Schweidnitz, l'immense étendue du territoire n'entraînait pour rien, ajoute le critique. Il fut adopté, comme on sait, par Alexandre, et reçut un commencement d'exécution, en dépit des protestations du généralissime prince Barclay de Tolly. Il fut abandonné au dernier moment, et on se mit en route pour Smolensk « non pas pour exécuter une retraite à l'intérieur, mais seulement parce que la jonction avec Bagration n'était plus alors possible qu'à Smolensk. Ce n'est donc pas le plan d'opération, mais l'abandon de ce plan qui conduisit les armées russes vers l'intérieur, et cela sans qu'on eut une idée claire du rôle que le territoire pouvait jouer dans la conduite de la guerre.

» Avant la jonction des deux armées, dit Bogdanovitch, la retraite s'imposait ; mais maintenant que cette jonction était effectuée, tout le monde, depuis le général jusqu'au simple soldat, était absolument convaincu qu'on allait avoir une grande bataille décisive ; même Barclay de Tolly, Bagration, Yermolov et Toll la jugeaient absolument nécessaire et ne doutaient plus du succès.

» On était toujours dans l'erreur sur la supériorité numérique de Napoléon. On ne la croyait pas aussi considérable, et grâce aux pertes que l'armée française venait de subir dans sa marche, on se croyait en état de se mesurer avec elle, l'écart possible devant être suffisamment compensé par la bravoure du soldat russe.

» A Pétersbourg et dans l'entourage de l'empereur la situation n'était pas jugée autrement qu'au quartier général. Nous en avons la preuve dans la lettre qu'Alexandre écrivit de sa main au généralissime :

« — Je ne puis vous dissimuler que si différentes causes et circonstances nous ont obligés à livrer sans défense la frontière de l'empire au début des hostilités, la retraite jusqu'à Smolensk a été pour moi un grand chagrin.

» J'attends avec impatience la nouvelle de vos mouvements offensifs, que je considère, d'après vos dépêches, comme en voie d'exécution en ce moment. — »

« Et, en effet, le prince Barclay eut l'intention d'attaquer l'armée française ; mais diverses circonstances, et surtout le manque de confiance l'y firent renoncer. Et même à Smolensk,

quelques jours après, il finit par se soustraire à l'affaire décisive qu'on lui offrait. Mais ce n'est point en vertu d'un plan, qu'il n'a jamais invoqué d'ailleurs pour se justifier, mais pour certaines raisons tirées de la situation du moment ; et le mouvement de retraite devait, en principe, s'arrêter à la première position favorable pour recevoir la bataille. »

L'idée d'utiliser la retraite comme principal moyen de rétablir l'équilibre lui était aussi étrangère qu'à son souverain, et la bataille dont on allait chercher le terrain devait, dans son esprit, mettre fin à l'invasion et expulser l'adversaire du territoire.

« Cette bataille, qu'on avait ainsi acceptée en principe, n'eut pas lieu immédiatement après Smolensk, c'est vrai, mais ce n'est pas non plus en vertu d'un plan de conduite qu'elle fut ainsi ajournée. L'abandon de Smolensk avait provoqué une émotion extraordinaire dans l'armée — et presque une mutinerie chez les généraux — ; on ne parlait plus que de l'incapacité et même de la trahison de Barclay : une puissante intrigue fut ourdie contre lui, et l'empereur fut accablé de rapports, de plaintes où l'on disait qu'aussi longtemps que Barclay commanderait les armées, on n'avait aucune chance de trouver jamais un champ de bataille convenable. Les positions, à peine reconnues et adoptées, étaient abandonnées les unes après les autres, au moment de combattre ; et on s'en allait ainsi clopin-clopant, comme dit Clausewitz, à la recherche d'une position, sans plan général et sans autre préoccupation que d'en trouver une nouvelle et une meilleure, jusqu'au moment où Kutuzov arriva de Pétersbourg avec la mission expresse de donner enfin satisfaction à l'opinion publique ; c'est-à-dire d'arrêter net tout mouvement de retraite et de chercher une solution sur le champ de bataille.

» Après la boucherie de Borodino, la retraite fut continuée, Moscou même fut abandonnée, mais non en vertu d'un plan. Les motifs étaient plus simples et plus immédiats ; on avait précisément perdu cette grande bataille tant réclamée, et l'on jugeait l'armée russe incapable, après les pertes qu'elles avait subies, de défendre la capitale.

» Auparavant, v. Smitt, se mettant à la remorque de Clausewitz, avait apprécié beaucoup plus sainement le cours de la campagne. A propos du plan de Phull, il s'exprimait ainsi dans sa critique de l'ouvrage de Danilevsky :

« — Avec ces procédés mesquins empruntés à la guerre de Sept ans, Phull prétendait conjurer l'orage, et il a failli simplement mettre l'armée russe à deux doigts de sa perte totale. Et pourtant, ce sont ces fautes du début qui ont été le salut de la Russie. Comme les enseignements de l'histoire nous montrent bien ici toute la fragilité des conceptions de la sagesse humaine, dont la Providence se sert comme d'un instrument ou d'un jouet pour accomplir ses desseins ! Le plan détestable de Phull a eu pour résultat de séparer les deux armées russes et la nécessité de les réunir a eu pour conséquence le mouvement de retraite.

» ... D'abord, il fallut aller à Smolensk pour opérer la jonction et ensuite, pour trouver le champ de bataille convenable, on recula jusqu'à Borodino, et, la bataille perdue, jusqu'à Moscou ! »

« Maintenant que v. Smitt a changé d'avis, dit v. Bernhardi, il nous doit les preuves de sa thèse nouvelle.

» L'idée maîtresse qui informe toute la conduite de la guerre n'est exprimée nulle part dans les plans d'opérations successivement adoptés ; on doit se demander où elle était et qui en était le gardien. Il ne s'agit pas de savoir si elle a été exprimée ici ou là par l'un ou l'autre, mais bien si l'empereur Alexandre ou ses conseillers l'ont adoptée et dans quelle mesure elle a pu régler la conduite générale de la guerre : les documents officiels sont muets sur ces deux questions.

» — Ce plan d'opérations, dit v. Smitt, c'est la conscience nationale qui en était le dépositaire.

» La conscience nationale, l'instinct général, ajoute-t-il, s'inspirant des traditions, de la situation géographique et des conditions climatiques de la Russie disaient : la mauvaise saison, les énormes distances et la famine, voilà nos meilleurs alliés, et c'est avec leur concours qu'il faut faire la guerre ; par conséquent, traîner la guerre en longueur jusqu'aux approches de l'hiver, se retirer dans l'intérieur en ruinant tout devant l'armée française, comme ont fait nos ancêtres devant les Tartares et les Suédois, et plus sûrement il succombera sous la famine et les privations de toute sorte qui l'attendent. »

« C'est à croire — si l'on n'avait pas la certitude du contraire — que l'auteur ignore absolument la campagne de 1812. A-t-il donc complètement oublié, qu'au contraire, la conscience natio-

nale était absolument convaincue que la puissance militaire de la Russie pouvait se mesurer avec les armées françaises et qu'elle prétendait renvoyer l'envahisseur chez lui à grands coups de crosse de fusil, s'il avait l'audace de fouler le sol de la sainte Russie ? Que la majorité des conseillers de l'Empereur désapprouvaient même la retraite jusqu'à Drissa et réclamaient une solution immédiate à la pointe de l'épée ? Que la Russie tout entière s'émut et protesta quand elle entendit pour la première fois parler d'une retraite ? Est-ce que cette retraite, quand elle s'effectua et se prolongea, n'a pas fait crier à la trahison la Russie tout entière ?

» D'après l'opinion publique, un traître seul était capable d'amener ainsi l'étranger au cœur même du pays, et la « conscience nationale » se souleva avec une telle passion et une telle véhémence contre cette retraite et ses auteurs supposés, que l'empereur Alexandre se vit obligé, bien contre son gré, d'enlever le commandement au général Barclay.

» Ce plan d'opérations, nous dira enfin v. Smitt, bien que Barclay ne l'eût jamais produit, était sa pensée de derrière la tête. »

L'auteur nous donne, en effet, quelques renseignements fort intéressants et inédits sur les occupations et préoccupations de Barclay avant la guerre : — « Nous savons, dit l'historien, que le principe de Bülow, en vertu duquel un objectif important est beaucoup mieux défendu par une position de flanc que par une position de front, principe exposé d'une façon catégorique (*apodiktisch vorgetragen*), avait produit la plus profonde impression sur Barclay, et que ce dernier, pour y satisfaire, voulait concentrer l'armée russe à Chavli, en Samogitie (au nord de Vilna).

» Son raisonnement était le suivant : Vilna est le principal objectif des Français ; on défend les points importants, surtout par des positions de flanc (l'élève répète bien sa leçon !) ; par conséquent, aucune position ne me paraît plus favorable que celle de Chavli sur le flanc de Vilna. Si l'ennemi marche sur cette capitale de la Lithuanie nous partons de Chavli, nous donnons dans son flanc et nous menaçons ses communications ; il devra ou se retirer ou perdre ses communications avec la Vistule. Non, répliquait Phull, la position de Chavli est trop loin à droite ou peut être tournée par l'ennemi et l'on peut être coupé de la Düna. La position de Sventsiani est bien préférable ; les

communications avec la Dûna sont en sécurité et on garde ainsi toutes les routes qui conduisent à Pétersbourg et en Livonie. Barclay convint, qu'à un certain point de vue, on devait accorder la préférence à la position de Svetsiani, mais il la trouvait trop éloignée — 18 milles — de la frontière pour permettre une action offensive sur les flancs et les derrières de l'armée française (1).»

« Après une longue discussion sur les mérites respectifs des positions de Chavli et de Svetsiani, on se décida pour la dernière, où l'on devait attendre l'ennemi. Tous ces projets ne dépassaient donc pas les limites de la région comprise entre le Niemen et la Dûna ; que la guerre pût se transporter sur d'autres régions et prendre d'autres dimensions, on n'y pensait même pas, et le fameux camp de Drissa — la conception propre de Phull — qu'on a blâmé plus tard, comme étant trop près de la frontière pour servir de point *terminus* à la retraite, ce camp paraissait alors beaucoup trop loin à tous les faiseurs de plans qui croyaient terminer la guerre aux environs de Vilna.

» Enfin v. Smitt dira que l'idée mère du plan de campagne suivi par les armées russes reposait silencieusement dans un coin réservé de l'esprit de l'empereur Alexandre.

» Que l'empereur ait juré, dès le début, de ne point signer la paix tant qu'un soldat de la grande armée foulerait le sol de la sainte Russie, c'est un fait acquis à l'histoire : fait considérable, puisque cette résolution virile, partagée par la nation tout entière, a fait, en réalité, et devait faire échouer l'entreprise. Que l'empereur ait pu entrevoir l'éventualité d'une retraite continuée au besoin jusqu'aux dernières limites de cet empire sans limites, plutôt que de venir à résipiscence, c'est probable et, si l'on veut, certain ; mais que le souverain ou ses généraux aient voulu conduire, de propos délibéré, l'armée française jusqu'à Moscou, et au delà si c'était nécessaire — et là est toute la question, — c'est ce qui n'est pas prouvé. »

V. Bernhardi a donc raison de demander la preuve de cette

(1) Nous connaissons déjà la réponse du moujik : Fort bien, Votre Grâce, si c'est Vilna que Napoléon veut prendre ; mais si c'est moi qu'il vise, comment ferai-je pour me mettre à côté de moi-même ?

nouvelle assertion de v. Smitt. La correspondance citée plus haut démontre déjà que l'empereur, pendant le cours des opérations, n'a exercé aucune influence en ce sens, que l'armée et la nation russes, comme lui, ont subi et non médité la retraite jusqu'à Moscou; par une dernière citation, v. Bernhardt va réfuter d'avance les preuves que v. Smitt nous doit encore, dit-il, de l'existence même embryonnaire du plan, et à l'état d'arrière-pensée, dans l'esprit du souverain.

« C'est une lettre signée de l'empereur, 6 décembre, en réponse à une justification que lui avait présentée le général Barclay :

« — Le plan d'opérations que nous avons adopté, le seul — je le crois encore, et l'expérience paraît l'avoir démontré — qu'on pût opposer à un homme comme Napoléon, ce plan devait humilier, révolter une nation qui connaissait peu l'art de la guerre et qui, remplie des souvenirs de ses faciles succès contre des ennemis peu redoutables et des généraux inhabiles, ne pouvait qu'être déçue par des opérations conduisant l'étranger vers l'intérieur du pays. On devait prévoir ce mouvement d'antipathie, et je m'y étais préparé. » (Nous voilà édifiés, en passant, sur le fameux plan de retraite qui hantait la « conscience nationale »; nous allons voir maintenant ce que l'empereur entendait par cette expression : l'intérieur du pays) :

« Les très grosses fautes commises par le prince Bagration qui s'était laissé devancer par l'ennemi à Minsk, à Borisov et à Mohilev, vous ont obligé d'abandonner les rives de la Duna pour vous porter sur Smolensk ».

(Donc ce sont ces fautes et non pas un nouveau plan d'opérations agrandi, qui ont conduit les armées russes à Smolensk).

« Mais la fortune nous a été favorable, et la jonction a pu se faire, contre toute probabilité à Smolensk.

» C'était le moment d'arrêter les mouvements rétrogrades; mais le manque de renseignements sur l'ennemi et ses mouvements, incertitude qui vous a poursuivie, général, pendant toute la campagne, vous a fait commettre la faute de marcher sur Porietché pour attaquer la gauche de l'ennemi, qui, pendant ce temps, se concentrait à Liady pour franchir le Dniepr. Vous avez réparé cette faute en prévenant l'ennemi à Smolensk; mais les deux armées une fois réunies, comme il était dans votre plan de livrer bataille, peut-être un plus tard, il était aussi bien de le

faire à Smolensk qu'à Tsarevo-Zaimitché; vos forces eussent été encore plus intactes, car les pertes que vous avez éprouvées le 5, le 6 et les jours suivants jusqu'à Tsarevo-Zaimitché, vous n'auriez point eu à les subir. Quant au danger d'être tourné, il était à peu près le même partout, et vous ne pouviez y échapper à Tsarevo-Zaimitché. L'ardeur du soldat eût été extrême à Smolensk, car c'était la première ville vraiment russe qu'il s'agissait de défendre.

» La perte de Smolensk a produit un effet moral extraordinaire dans tout l'empire. A l'antipathie générale qui avait accueilli notre plan de campagne vinrent se joindre les récriminations.» — Et l'empereur raconte ensuite, comment il s'est vu obligé de donner le commandement à Kutuzov.

» Ces lignes, l'empereur les écrivait le 6 décembre.

» L'armée de Napoléon était déjà perdue, et l'empereur n'avait pas encore compris que la retraite, après Smolensk, avait été une nécessité; que cette retraite, dans l'intérieur du pays, avait pu seule provoquer cet heureux changement de fortune; qu'en conséquence, une grande bataille eût été une désastreuse folie.

» L'énigme de la campagne était dévoilée par l'événement et un événement inouï, et l'empereur ne comprenait pas encore!

» D'ailleurs, l'empereur n'avait nullement espéré la ruine totale de l'armée de Napoléon comme une conséquence inévitable de la retraite. Il fut plus qu'étonné devant l'événement, qu'il considérait non pas comme la conséquence d'un plan d'opérations, mais plutôt, avec le mysticisme dont il subissait déjà l'influence, comme une intervention du ciel. Des témoins oculaires nous ont affirmé que plusieurs fois il s'est exprimé en ce sens devant ses généraux à Pétersbourg : « C'est le doigt de Dieu; ce n'est point Witgenstein, ce n'est point Kutuzov -- c'est Dieu qui a tout fait. Et c'est sous l'empire de cette impression qu'il a choisi la devise inscrite sur la médaille commémorative de 1812 : *Non nobis, non nobis, Domine, sed nomini tuo da gloriam* (1). »

Soit, nous dira-t-on, l'inébranlable résolution du souverain et

(1) *No name, no name, a Imeni Tvoemou* : C'est aussi l'inscription de la médaille de 1877-78.

de la nation russes ont eu raison des efforts du génie, mais il faut dire que cette résolution a trouvé un solide et exceptionnellement favorable point d'appui dans l'immensité du territoire, et que, dans d'autres situations, l'influence de l'élément moral ne serait peut-être pas décisive.

Il faut s'entendre.

Rappelons au lecteur que nous dissertons « à propos de l'invasion de la Russie par Sarmaticus », et que, nous plaçant tantôt dans un camp, tantôt dans l'autre, nous nous « exerçons » à faire échec aux visées de l'auteur. Il a choisi la Pologne comme champ clos et il y convie, il y défie ses futurs adversaires. Nous connaissons les raisons de son choix. Pour parler son propre langage, elles sont *subjectives*. Allons-nous maintenant demander aux Russes de ne point relever le gant et d'abandonner complètement la Pologne ? Non. Nous disons simplement que l'état-major russe ne peut accepter d'affaires décisives, ni en Pologne ni ailleurs, avant d'avoir réuni ses moyens. Nous disons que si la Russie, en Pologne ou ailleurs, croise le fer avec des moyens insuffisants contre un adversaire armé de pied en cap, elle pêche contre les saines doctrines, c'est-à-dire contre le bon sens, et commet la même faute que le jour où elle a accepté le champ clos sur le plateau de la Chersonèse, où les alliés pouvaient, plus facilement qu'elle faire affluer leurs moyens d'action. Comme on l'a remarqué après coup, il a été fort heureux pour les alliés qu'ils aient oublié de prendre Sébastopol le premier jour où ils se sont présentés devant cette place. Si la ville et la péninsule avaient été conquises d'emblée et par conséquent presque sans lutte, on ne voit pas les raisons qui auraient pu forcer les Russes à signer la paix, et on ne voit guère non plus ce qu'auraient pu faire ultérieurement les alliés pour réduire la Russie. C'était la marche sur Moscou qui recommençait dans une autre région et dans une autre direction. Ce sont, en effet, les efforts dépensés pendant deux ans sur ce terrain, défavorable à la Russie, qui ont épuisé cette dernière ; c'est le sang versé à flots devant cette place qui a permis aux deux antagonistes de baisser le fer l'un devant l'autre, en déclarant l'honneur satisfait. Guerre chevaleresque, sans doute, mais parce que les Russes n'ont pas su la transformer en guerre absolue ; parce qu'ils ont accepté bâtement la lutte sur une région où leurs moyens devaient rester insuffi-

sants. Duel à armes courtoises ! parce que le Russe, surpris et impatient, a préféré s'engager avec ce qu'il avait sous la main, c'est-à-dire avec l'épée de cour et n'a pas eu la sagesse d'attendre ou de forger le « glaive qui coupe bras et jambes ».

La Pologne, dans un conflit teuto-slave, peut elle devenir une autre Crimée, et Varsovie un autre Sébastopol ? Oui, dans une certaine mesure, si la Russie s'engage à fond et prématurément pour sauver, coûte que coûte, la Pologne ; si elle se fait un point d'honneur de ne laisser, à aucun prix Varsovie tomber entre les mains de l'agresseur ; bref, si elle commet la faute d'entrer dans l'usure successive vis-à-vis d'un adversaire pourvu d'emblée de tous ses moyens.

Mais enfin, nous dira-t-on, vous préconisez, en dernière instance, l'abandon plus ou moins complet de la Pologne. Peut-être ! Mais sûrement nous affirmons qu'il faut être prêt à tous les sacrifices plutôt que de s'engager dans une crise décisive sans les moyens d'en sortir à son profit, et, encore une fois, c'est le bon sens qui le demande.

Ici, comme partout ailleurs, les doctrines ont leur importance. Non seulement elles assurent à celui qui est pourvu, à cet égard, un avantage manifeste sur celui qui est dépourvu, mais elles lui permettent de spéculer, le cas échéant, sur l'indigence avérée de l'adversaire.

Expliquons notre pensée par quelques hypothèses.

Si l'état-major allemand est convaincu que l'état major russe manque de doctrines, il peut escompter l'impatience de son adversaire et espérer des actions décisives en Pologne ; il peut même chercher une solution rapide et tendre un piège aux Russes ; par exemple : hâter, accélérer la mobilisation et les transports de 15 ou 20 corps, pourvus pour huit jours, et aller offrir une bataille décisive aux 8 ou 10 corps d'armée que pourra alors lui opposer son adversaire.

Pure hypothèse, bien entendu, mais voyons l'inverse.

L'état-major russe, autrichien, français, peu importe, peut-il hâter, précipiter sa mobilisation et les transports de 20 corps d'armée, avec l'espoir de joindre en rase campagne les 8 ou 10 corps d'armée — ou leur valeur — que pourrait lui opposer en ce moment l'état-major d'une autre puissance.

Non, parce qu'un adversaire méthodique a des doctrines qui

lui interdisent absolument de travailler pour de bon sans avoir ses outils. A cette manœuvre, il opposera, jusqu'à nouvel ordre, une fin de non-recevoir quelconque ; au besoin, il saura reculer. Dans son rapport présenté au Roi pendant l'hiver de 1868-69, le général de Moltke vise l'éventualité d'une irruption de 150,000 Français dans les provinces rhénanes, et il propose simplement de suspendre, dans ce cas, le débarquement des forces allemandes sur la frontière, pour l'effectuer sur le Rhin. C'est l'abandon pur et simple d'une province ou, plutôt, c'est un prêt avec usure. Si cette éventualité s'était produite, aurait-on eu le droit de conclure que le général de Moltke, condamné à une première période défensive ou d'expectative, avait pu songer un instant à autre chose qu'à la guerre d'agression, qu'à la guerre absolue, qui vise la ruine totale de l'adversaire ? Non certes. Le général de Moltke savait qu'il ne s'agissait point de défendre la frontière ou les provinces allemandes contre les aventures et même contre une invasion, mais bien de vaincre, et il était résolu à ne point chercher la victoire sans avoir tout d'abord les moyens de l'obtenir.

Par conséquent, au début ou dans le courant d'une campagne, les écrivains militaires les plus autorisés soutiennent qu'on peut et qu'on doit céder du terrain. Quand ? Nous l'avons dit assez. Combien ? C'est une question qu'il faut résoudre sur place, en s'inspirant des circonstances de l'espèce. Autant qu'il en faut pour gagner le temps nécessaire et le moins possible, bien entendu. Cette doctrine est plausible, et si elle commande parfois d'ajourner les crises décisives, ce n'est point pour tourner le dos au véritable but, mais pour mieux l'atteindre ; ce n'est point pour atténuer l'énergie sanglante, mais bien pour l'exalter jusqu'au paroxysme ; ce n'est point pour altérer l'essence même de la guerre absolue, de la guerre vraie, mais pour lui restituer et lui conserver jusqu'au bout son véritable caractère. Quand les nations modernes prennent les armes, ce n'est point pour protéger la frontière ou telle et telle région. Il ne s'agit pas de livrer bataille sur telle et telle position, sur tel et tel terrain plus ou moins favorable. Peu importe que l'adversaire soit battu à un endroit ou à un autre, pourvu que nous le battions.

Ce concept de la vraie guerre, dont le généralissime doit se pénétrer, ne le dispense nullement, tant s'en faut, de mettre

dans son cœur, dans celui des combattants et de la nation entière cette « résolution virile » dont nous proclamons l'invincible puissance. Qu'il soit nécessaire parfois de céder du terrain, pour obéir aux lois primordiales de la grande guerre, nous l'avons dit. Qu'il s'agisse parfois de le *prêter*, voire même de l'*offrir*, nous le savons aussi. Mais si la « retraite de Moscou » n'est point à la portée de tout le monde, il est trop évident que, dans des conditions ordinaires, une fin de non-recevoir aussi prolongée n'est nullement nécessaire pour l'application des principes. D'aussi lourds sacrifices peuvent toujours être évités par celui qui a juré la ruine de l'adversaire ; ils pouvaient être évités même en 1812. Et, la résolution de ne point se reconnaître vaincu (1), une fois acquise au débat, la campagne de 1812 était un échec pour Napoléon, même si Alexandre 1^{er} avait eu les moyens suffisants pour lutter dès le début sur la frontière, même si l'immense étendue du territoire n'avait eu aucun rôle à jouer.

(45)

(1) Danilevsky, dont le récit, au point de vue anecdotique, est intéressant, raconte dans son livre que pendant l'espace d'armistice consécutif à l'occupation de Moscou, des relations fort courtoises et presque régulières s'étaient établies entre les généraux d'avant-garde, Murat et Miloradovitch, attirés l'un vers l'autre par une mutuelle sympathie et, si l'on en croit l'auteur, de singuliers colloques auraient eu lieu pendant ces entrevues. — Il faut me céder votre position, dit un matin Murat à son ami. — Mais Votre Majesté ! — Il n'y a pas de majesté, ici, je ne suis que général. — Eh bien, mon général, veuillez la prendre, je vous recevrai. J'avais pensé que vous m'attaqueriez et, dans cet espoir, j'avais préparé une jolie petite affaire de cavalerie, sans déranger les voisins, pour voir quelle est la meilleure, de la vôtre, qui est célèbre, ou de la mienne. Le terrain est favorable, mais je vous conseille de ne pas m'attaquer par la gauche ; vos chevaux s'enfonceraient jusqu'au ventre. — Murat put constater, en effet, que le terrain, de ce côté, était impraticable. Il mit fin à la plaisanterie. — Les Français et les Russes, lui dit-il un jour, n'ont aucune raison de se détester et de se battre, l'honneur est satisfait, et nous allons avoir la paix. — La paix ! s'écria Miloradovitch, qui a changé de ton et de visage ; si l'Empereur, mon maître, signe la paix, je déchire mon uniforme et je fais la guerre pour mon compte tant qu'il y aura un étranger sur le territoire.

L'ÉCOLE D'ÉTAT-MAJOR

DE SANDHURST

Dans son *Aide-Mémoire de campagne*, le général Wolseley (1) s'exprime, au sujet des officiers d'état-major, dans les termes suivants :

« L'état-major est à une armée ce que la vapeur est à la locomotive ; quelque bonne que soit la machine, quelque remarquable que soit le mécanicien, ce système savant et coûteux ne sera jamais qu'un amas inerte de pièces métalliques, tant que la vapeur ne lui aura pas donné la vie.

« Plus la science militaire se développe, plus la nécessité d'un bon état-major devient urgente ; mais, à mesure que ce corps d'officiers doit prendre plus d'extension, ses devoirs deviennent plus nombreux et plus difficiles à remplir. L'officier d'état-major, réellement utile au bien du service, doit avoir étudié avec fruit, à l'école, la fortification (permanente et passagère), l'artillerie, l'histoire, etc. ; mais, avant tout, il doit posséder à fond et imperturbablement tous les règlements, toutes les lois militaires : Tout cela, ce n'est pas à l'école, c'est au régiment seul qu'il peut l'apprendre. Le roulement des officiers de troupe et de ceux de l'état-major est, peut-être, de toutes les règles de notre système militaire celle qui a les conséquences les plus fécondes ; elle supprime, en effet, les jalousies qui entourent partout les corps d'élite, elle stimule le zèle des jeunes officiers et infuse chaque année un sang nouveau aux cadres des corps de troupe.....

« Depuis l'organisation de l'École d'état-major (*Staff-College*), tout bon officier peut, pour la partie théorique surtout, se préparer aux fonctions les plus élevées du temps de guerre ; et quand ce temps sera venu (je parle d'une vraie guerre), il n'y aura

(1) *The Soldier's Pocket-Book*, page 126, édition de 1886.

« plus, je l'espère, dans les états-majors, qu'un fort petit nombre d'officiers qui n'aient pas passé par cette École. »

Créée en 1858, après la guerre de Crimée, à Sandhurst, cette École avait été, dès 1870, l'objet d'une première réorganisation. Dans le courant de l'année 1874, la *Revue* (1) a publié une étude complète de cette institution, et plus généralement du service d'état-major, tels qu'ils étaient régis par l'ordre général du 1^{er} avril de cette année.

Mais, comme le fait remarquer le général Wolseley, les exigences de l'art de la guerre s'étant accrues d'année en année, il fallait également remanier presque incessamment les programmes des cours, assurer par des examens d'entrée plus sévères une sélection plus rationnelle parmi les nombreux candidats, et enfin élever de plus en plus le niveau des études.

Ce développement progressif est clairement indiqué par la série des ordres généraux publiés tous les mois. Il ressort encore plus nettement dans les *Queen's Regulations and Orders for the army*, sorte d'édition refondue de l'ensemble des ordres et circulaires, que le ministère fait paraître à des intervalles indéterminés.

La *Revue* du 11 juillet 1874 a publié *in extenso* la traduction du règlement du 1^{er} avril ; depuis cette époque jusqu'au 1^{er} novembre 1886, de nombreuses modifications y ont été apportées, dans le sens que nous avons indiqué plus haut, les dates les plus importantes étant : 1881, 1883 et 1886.

Au 1^{er} mai 1876, l'ordre général n° 28 reproduit l'ordre n° 26 de 1874, avec quelques modifications de détail dans le programme des cours ; les mathématiques sont introduites officiellement dans le travail obligatoire de la 1^{re} année, au lieu d'être implicitement comprises dans la topographie ; la photographie et la télégraphie sont reportées au travail facultatif. Il donne également le sommaire des matières demandées à l'examen de passage avec les coefficients attachés à chaque note :

1 ^o <i>Mathématiques</i>	2
2 ^o <i>Fortification</i>	3

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 483 et 203 (1874).

3 ^o <i>Histoire militaire.</i>	3
4 ^o <i>Dessin topographique. — Reconnaissances.</i>	2,5
5 ^o <i>Administration militaire.</i>	3
6 ^o <i>Langues vivantes.</i>	2

L'examen de sortie subit aussi une légère modification en ce que la note obtenue en mathématiques à l'examen de passage figure avec le coefficient 3, dans le calcul des points du candidat.

En janvier 1877, un nouvel ordre (n^o 1) complète l'ordre précédent. Au sujet du certificat que doit donner à l'officier une Commission composée de son chef de corps et des deux plus anciens officiers du régiment, il spécifie les questions confidentielles auxquelles ces trois membres auront à répondre. Il fixe, en outre, la procédure des demandes d'inscriptions et des examens; il règle, enfin, le temps affecté à chaque composition, ainsi que la répartition des séances par jour.

En octobre 1877 (G. O. n^o 59), on donne le sujet de l'examen d'histoire militaire de juin 1878 :

I. — *Campagne de 1813 dans la Péninsule.*

Le candidat sera tenu de répondre aux questions concernant la géographie de l'Espagne.

II. — *Principes généraux de l'art de la guerre.*

Ouvrages à étudier { JOMINI. — *L'art de la guerre.*
 { HAMLEY. — *Opérations de guerre.*

Ce sujet est maintenu pour les examens de février 1879 par l'ordre (n^o 2) du 1^{er} janvier 1878 et pour juin 1880 par celui (n^o 13) de janvier 1880 (1).

En mars 1881, l'ordre n^o 16 publie un nouveau règlement abrogeant les précédents; c'est, en résumé, la codification des ordres de détail parus jusqu'à ce jour.

Le principe des 5 années de service effectif, antérieures à

(1) Pour juin 1881, l'ordre n^o 412 de septembre 1880 substitue à la campagne de 1813 celle de 1814 en France, avec le détail des combats de la Rothière et de Laon.

l'examen, est maintenu ; mais les 2 mois de sursis ne seront pas décomptés comme temps passé en congé. C'est ce règlement qui reparait presque textuellement dans les *Queen's Regulations* de 1883, avec quelques légères additions. L'ordre (n° 18) de janvier 1882 fixe la limite d'âge à 37 ans, à partir de 1884, cette mesure est prorogée à 1885 par l'ordre (n° 58) d'avril 1883.

Le 10 mai 1883, le *War Office* publie le tome II des *Queen's Regulations* qui donnent alors le texte complet et révisé jusqu'à ce jour. Les différences entre les deux règlements de 1874 et 1883 sont nombreuses et importantes.

Le 1^{er} paragraphe, tout en maintenant le principe du concours, le nombre de 20 élèves par promotion et la répartition numérique des différentes armes, fixe en outre un point qui était resté dans le doute : il permet de faire recommencer une année à un officier obligé, par raison de santé, d'interrompre ses cours. Il établit aussi le droit d'envoyer, sans délai, à son nouveau corps, si les besoins du service l'exigent, tout officier promu lieutenant-colonel pendant sa présence à l'École ; enfin il consacre la limite d'âge de 37 ans pour les candidats, à partir des examens de 1885. Le paragraphe 3 de 1874, qui établissait la gratuité de l'enseignement, est rejeté à la fin (paragraphe 14) avec les questions de détail où il trouve une place plus rationnelle.

Nous avons déjà parlé des 5 années de services antérieurs. L'attestation prescrite par le paragraphe 6 doit être complétée par la mention suivante : Le chef de corps doit certifier que l'officier est porté (préciser la date de l'inscription) sur la liste de choix (1) ; et qu'il propose tel candidat parce qu'il croit que ce choix serait à la fois un honneur pour le régiment et une bonne acquisition pour le service, aucune raison morale ou physique ne mettant d'ailleurs obstacle à sa nomination. Le certificat d'aptitude professionnelle est encore exigé pour les lieutenants ; le certificat médical doit porter en plus que l'officier n'est ni sourd ni myope.

La pièce confidentielle, que le règlement de 1874 ne faisait qu'indiquer, est divisée en 8 questions par celui de 1883 :

(1) Voir plus bas.

1. Le candidat a-t-il toujours fait preuve, dans sa conduite, de fermeté et de prudence ? Est-il sobre à tous les points de vue ?
2. Se livre-t-il à des dépenses exagérées ?
3. Est-il doué d'un caractère énergique et actif ?
4. Est-il bon (assez bon ou médiocre) cavalier ?
5. Montre-t-il dans son service du zèle, de l'activité, de l'intelligence et de la discrétion ? Semble-t-il aimer son métier ?
6. Apportera-t-il dans ses nouvelles fonctions le tact et le discernement nécessaires à un officier chargé de transmettre des ordres ?
7. Son caractère ou sa manière d'être, comme homme, sont-ils de nature à le faire vivre en mauvaise intelligence avec ceux qui l'approchent ou le fréquentent ?
8. Spécifier tous les détails particuliers favorables ou défavorables au candidat.

Ou rappelle, en outre, aux officiers chargés d'établir ces pièces, que le succès ou l'insuccès d'un officier d'état-major rejaillit toujours sur la réputation de son régiment.

Le paragraphe 6 du règlement de 1874 prescrivait un stage préliminaire dans l'état-major d'une brigade ou d'une division ; cette clause est maintenue, mais constitue plutôt une sorte d'examen d'admissibilité ; elle est remplacée, comme condition obligatoire, par l'inscription sur la liste de choix (*selected list*).

Cette liste, tenue dans chaque corps de troupe, contient les noms des officiers (ayant plus de trois ans de service) que le chef de corps juge dignes, à tous les points de vue, de concourir pour l'École. Elle doit être présentée aux inspections du général, qui formule son opinion motivée dans un rapport confidentiel joint au rapport d'inspection ; c'est lui qui autorise les additions ou les radiations.

Les deux règlements passent ensuite aux programmes d'examen :

	Maximum des points affectés	
	en 1874.	en 1883.
<i>Mathématiques.</i> — Arithmétique, algèbre, géométrie, trigonométrie plane, mécanique élémentaire.....	900	900
Histoire militaire et géographie.....	900	900
Langue française.....	300	400
— allemande.....	300	300

	Maximum des points affectés	
	en 1874.	en 1883.
Langue hindoustani.....	300	300
Fortification (le règlement de 1883 spécifie passagère et permanente).....	600	600
Topographie militaire.....	Néant	300
Dessin militaire.....	300	Néant
* Tactique.....	Néant	300
* Lois militaires.....	Néant	300
* Géologie (moins la minéralogie).....	300	300
* Chimie. — Chaleur. — Électricité et magnétisme..	300	300

(Dans le règlement de 1883, le candidat est autorisé à désigner à son gré deux des quatre matières marquées d'un astérisque, sur lesquelles il désire être interrogé.)

Dans les deux textes, 400 points sont affectés à l'arithmétique, aux 4 premiers livres de géométrie et à l'algèbre (jusqu'aux équations du 1^{er} degré inclusivement). Le minimum obligatoire est de 250 points.

En ce qui concerne les langues vivantes, le minimum était, en 1874, de 150 points pour le français, de 100 pour l'allemand ou l'hindoustani; en 1883, il est porté au chiffre de 200 points pour le français, cette note pouvant (jusqu'en juin 1884) être remplacée par une note composée de 100 points en français et 150 en allemand (ou en hindoustani). A partir de juin 1884, les 200 points de français seront obligatoires pour tous les candidats.

Pour la fortification, le minimum est porté du tiers ($\frac{1}{3}$) à la moitié ($\frac{1}{2}$) des points; pour la topographie militaire, introduite en 1883, il est de la moitié ($\frac{1}{2}$).

Un minimum total des points est également introduit et fixé à 1500 points; les points gagnés sur les sujets volontairement choisis continuant à subir une réduction de 60 points par matière.

Les candidats seront encore informés des campagnes sur lesquelles ils seront interrogés en histoire militaire; mais tandis que le règlement de 1874 spécifiait qu'ils seraient prévenus à la session d'examen précédente, celui de 1883 reste dans le vague en disant qu'ils seront prévenus à temps, comme le prouvent, d'ailleurs, les dates citées plus haut.

L'ordre du 1^{er} avril 1874 ne donnait aucun renseignement sur les questions de détail les plus importantes, au moins pour les candidats, telles que :

Date des examens. — Mode d'inscription. — Composition des jurys. — Programmes détaillés. — Transmission des pièces. — Notification des résultats aux intéressés. — Visites d'arrivée, etc.

Toutes ces lacunes sont comblées par le règlement de 1883. Enfin, le programme des deux années d'études, au lieu de paraître dans les ordres mensuels comme en 1874, sera tiré à part et remis chaque année aux élèves au début des cours, après avoir été élaboré par une commission composée de tous les professeurs.

Cette organisation parut bientôt insuffisante; le nombre des élèves était trop restreint; l'armée des Indes et les troupes de la marine n'étaient pas officiellement représentées, le choix du chef de l'armée n'avait pas, non plus, d'action dans la liste d'entrée.

L'ordre général (n° 125) du 1^{er} novembre 1886, calqué d'ailleurs sur celui de 1883, remédie à ces inconvénients. Le nombre maximum d'élèves présents à l'École (2 promotions) est porté à 60, ce chiffre comportant 8 officiers de l'armée des Indes et de la marine (troupes).

Le principe du concours est maintenu.

Il ne pourra encore y avoir simultanément à l'École plus de 1 officier par bataillon d'infanterie ou régiment de cavalerie, et 12 (au lieu de 10) officiers des deux armes de l'artillerie et du génie (les élèves redoublant une année pour raison de santé ne sont pas comptés). Le nombre des candidats est illimité, mais les chefs de corps devront, néanmoins, assurer le service dans leurs régiments.

24 vacances (1) seront mises chaque année au concours et seront remplies de la façon suivante : 3 officiers d'artillerie; 2 officiers du génie; 1 place supplémentaire affectée annuellement à 1 officier de l'une ou de l'autre de ces deux armes, alternativement (à condition qu'il soit classé dans les 24 premiers); 18 officiers des autres armes.

(1) Les 30 places étant complétées par 4 officiers des Indes ou de la marine et les 2 officiers proposés par le commandant en chef.

Le chef de l'armée peut désigner, annuellement, 2 officiers qui se sont distingués en campagne, ou qui ont rempli, pendant 4 années consécutives, les fonctions d'aide de camp dans l'armée régulière. Ces officiers subiront un examen légèrement restreint.

Au paragraphe 2 (a) le principe des 5 années de service est maintenu, mais on ne spécifie pas la durée du sursis à la nomination. Le paragraphe 6 prescrit aux chefs de corps d'exprimer clairement, dans leur attestation, le désir d'avoir leur candidat comme officier d'ordonnance. Au certificat d'aptitude, exigé pour les lieutenants, il faut ajouter l'appréciation de leurs connaissances en équitation. Le questionnaire confidentiel est réduit à 6 alinéas ; les questions 1, 3, 5, 6 et 8 sont maintenues, 2 et 7 sont supprimées ; un nouvel alinéa (3) est introduit :

3) Rendre compte en détail des connaissances en équitation du candidat. — Spécifier les circonstances qui motivent et justifient l'opinion formulée.

Les recommandations aux officiers chargés d'établir ces pièces sont encore plus nettes qu'en 1883 : « Si un officier, porteur de ces pièces, était reconnu, en quoi que ce soit, impropre au service d'état-major, le chef de l'armée se verrait contraint de porter un jugement sévère sur le discernement et l'intelligence de ceux qui auraient, par légèreté, appuyé ce candidat. »

Le programme des examens d'entrée et les points affectés à chaque matière sont également l'objet de nombreux changements :

<i>Mathématiques.</i> — Arithmétique, algèbre (jusqu'aux équations du 2 ^e degré inclusivement), géométrie (Euclide, livres I, II, III, IV et VI), logarithmes, trigonométrie plane jusqu'à la résolution des triangles inclusivement.	400
<i>Histoire militaire et géographie.</i>	800
* Fortification : passagère, 500 points ; permanente, 400 points. Cette dernière ne traitera que des types récents des systèmes bastionnés ou polygonaux.....	600
* Topographie militaire.....	500
* Tactique.....	600
* Lois militaires.....	400
Français.....	500
Allemand.....	500
Hindoustani.....	300

* Le programme de ces matières (à l'exception de la fortification permanente) sera celui de l'examen pour le grade de commandant.

Tout candidat devra être interrogé sur les matières suivantes :

- 1^o Mathématiques ;
- 2^o Langues vivantes (français ou allemand, sauf pour les officiers des Indes, autorisés à choisir l'hindoustani) ;
- 3^o Fortification (passagère et permanente) ;
- 4^o Topographie militaire ;
- 5^o Tactique.

Dans chacune de ces cinq matières, le candidat devra obtenir au moins la moitié du maximum de points affectés à chaque catégorie (les 2 officiers proposés par le chef de l'armée ne seront tenus que d'obtenir les $\frac{3}{8}$ des points).

Les autres matières sont laissées au choix des candidats, dont les notes bénéficieront des points acquis, à condition qu'ils soient supérieurs au quart ($\frac{1}{4}$) du maximum dans chaque matière, et que le total dépasse 1600.

Une mauvaise écriture entraînera un décompte de points qui ne pourra dépasser 10 pour 100 du total. Une écriture illisible fera rayer le candidat. Ces deux questions seront réglées par le Directeur général de l'Enseignement militaire.

Les candidats seront encore prévenus en temps opportun au sujet de l'examen d'histoire militaire.

Les paragraphes suivants sont à peu près identiques à ceux de 1883 ; ils règlent les mêmes points de détail, avec quelques légères additions : ainsi l'examen est fermé aux officiers faisant fonctions d'officier d'état-major dans les troupes auxiliaires (ordre de 1883).

Le jury d'examen sera composé, autant que faire se pourra, de 3 officiers supérieurs ; en tous cas, le président devra être de ce grade. Les officiers stationnés dans le Royaume-Uni passeront leurs examens à Londres ; pour les garnisons situées en dehors du Royaume, un centre d'examen commode pour tous ceux d'un même groupe sera désigné par les généraux en chef (1883-1885). Enfin, les 17 derniers articles, réglant les procédures d'admission, de passage ou de renvoi, sont identiques dans les deux éditions.

Ce nouveau programme répond donc aux desiderata du général Wolseley ; dans l'espace de 12 années, le nombre des élèves a été augmenté de $\frac{1}{3}$, le niveau des examens a été relevé et rendu plus scientifique.

Ce développement a peut-être même été un peu brusque. Son Altesse Royale le duc de Cambridge, commandant en chef de l'armée, dans un *memorandum* publié vers le 15 novembre, exprime la surprise pénible que lui a causée le résultat des examens de juin 1886. Dans toute l'armée [à l'exception de l'artillerie et du génie, dont les officiers reçoivent une instruction scientifique et mathématique à l'Académie militaire] 41 officiers seulement se sont présentés à l'École d'état-major; dans ce chiffre, le nombre de ceux qui ont satisfait aux examens est à peine suffisant pour remplir les places vacantes. Son Altesse Royale a le regret de constater qu'un tableau aussi restreint est totalement insuffisant pour les besoins du service.

(64)

LA

QUESTION DU FUSIL A RÉPÉTITION EN AUTRICHE-HONGRIE

Le 17 novembre dernier, le Ministre de la guerre, comte Bylandt-Rheidt, a fait à la commission hongroise de l'armée un exposé de la question du fusil à répétition ; nous donnons, d'après la *Neue Freie Presse*, un résumé de cet exposé, dont l'importance n'échappera pas à nos lecteurs.

Le discours du Ministre commence par un aperçu historique de la question, plus compliquée qu'on ne croirait au premier abord. Il rappelle que l'emploi des fusils à magasin remonte à la guerre de Sécession, où ils jouèrent un rôle important : néanmoins, aucune grande puissance ne se décida alors à en armer son infanterie. C'est sur le champ de bataille de Plewna, dans les rangs de l'armée turque que, pour la première fois en Europe, parurent les fusils à répétition.

Après la guerre turco-russe, beaucoup de militaires furent convaincus que l'on devait tendre à introduire dans l'armement de l'infanterie le fusil à répétition. Mais les modèles connus à cette époque étaient trop compliqués et peu propres au service de la guerre : le capitaine Kropatschek, aujourd'hui colonel, fut donc invité à construire une arme d'un emploi plus pratique, et le résultat de ses travaux fut la création du fusil qui porte son nom, et qui se distingue de tous les autres par sa simplicité.

Cette arme fut soumise à des expériences détaillées de 1875 à 1880. Elle fut également l'objet, dans les corps de troupes, d'essais nombreux qui permirent de penser que, moyennant quelques modifications, elle deviendrait le meilleur de tous les fusils à répétition connus alors. En 1881, le fusil Kropatschek était assez perfectionné pour obtenir la préférence, si les circonstances

politiques ou l'exemple d'autres États avaient exigé l'adoption d'une arme à répétition. Le corps franc de Bosnie fut même armé de 400 de ces fusils, et son emploi n'a présenté aucun inconvénient.

Mais il faut remarquer que le corps franc est une sorte de gendarmerie dont l'armement n'a pas à satisfaire aux mêmes exigences que celui d'une troupe destinée à combattre sur le champ de bataille.

Une description détaillée du fusil Kropatschek permet d'attirer l'attention de la commission sur les principaux défauts de cette arme : le mécanisme à répétition dépend d'un ressort à boudin ; les cartouches contenues dans le magasin s'échauffent et peuvent même s'enflammer ; la balle s'aplatit par l'effet du recul ; enfin, le centre de gravité est reporté en avant quand le magasin est rempli, ce qui nuit à la justesse du tir. Mais le reproche le plus sérieux à faire à ce fusil consiste en ce que, le chargement du magasin se faisant cartouche par cartouche, exige trop de temps et devient presque impossible dans le trouble du combat et sous le feu de l'ennemi.

Après une description du fusil Mauser, qui est basé, fait observer le Ministre, sur le même principe que le fusil Kropatschek, il ajoute que le rôle d'une arme à répétition est de permettre de fournir, à un moment donné, une quantité de feux d'une intensité maxima. Le choix du moment doit être laissé au chef. Avec les modèles précédemment adoptés, si l'on décharge trop tôt le magasin, l'homme n'a plus qu'un fusil à un coup quand arrive le moment décisif.

Les techniciens se sont efforcés de remédier à ces inconvénients. Différentes améliorations furent proposées : le magasin, au lieu d'être placé sous le canon, fut logé dans la crosse ou disposé au milieu du fût sous la forme d'un barillet de revolver. Mais ces systèmes, quoique réalisant déjà un progrès considérable, n'étaient pas pratiques à la guerre. Les barillets étaient trop difficiles à recharger, surtout dans l'excitation du combat. Quoi qu'il en fût, les Allemands se décidèrent à adopter un fusil à répétition du système Kropatschek, et cela, non comme on l'a dit, en transformant le fusil Mauser en service, mais en construisant de toutes pièces une arme du même calibre de 11 millimètres.

Voici comment on procède en Autriche, lorsqu'il s'agit d'exa-

miner de nouvelles inventions se rapportant à des armes. Chaque projet est soumis au Comité militaire technique et administratif, composé d'officiers possédant les connaissances techniques et pratiques nécessaires, auxquels s'adjoignent, en cas de besoin, des officiers de troupe. Si le comité reconnaît qu'il y a lieu de donner suite à l'invention, le fusil est envoyé à l'École de tir qui l'expérimente en détail. Dans ce but, la récente organisation de l'École de tir comporte un personnel permanent, à la tête duquel est placé un général dont la compétence est reconnue.

Or, l'École de tir déclara qu'il fallait substituer au chargement du magasin coup par coup, le chargement par paquets de cartouches ; de cette façon, l'arme est constamment prête à être employée comme fusil à répétition, et peut exécuter le feu rapide, sans, pour ainsi dire, quitter l'épaule du tireur.

L'ingénieur Mannlicher, qui avait proposé divers systèmes de fusil à répétition, parvint au commencement de 1885 à satisfaire à ces conditions.

Le nouveau fusil, muni d'une fermeture à verrou animée d'un simple mouvement longitudinal permet d'introduire les cartouches par paquets de 5 au moyen d'un chargeur. Dès qu'un tel chargeur est placé, le tir à répétition peut commencer ; lorsqu'il est vide, il est rejeté, et un chargeur plein lui est substitué dans le même temps qu'il faudrait pour introduire une cartouche isolée. (La démonstration pratique en a été faite par le Ministre de la guerre sous les yeux de la commission.)

On a objecté que c'était peu de cinq coups pour un tir à répétition ; mais il est à remarquer que généralement la fumée produite par un feu rapide de cinq coups ne permet pas de continuer à viser et qu'il est nécessaire de faire une petite pause, après laquelle on reprendra le feu rapide ou l'on exécutera un feu lent. Le fusil Mannlicher peut d'ailleurs être utilisé comme fusil à un coup.

Le reproche que l'on fait au fusil à magasin de permettre le gaspillage des munitions paraîtra peu fondé si l'on considère qu'avec le fusil à répétition un tireur peut, il est vrai, brûler toutes ses cartouches en 4 minutes, mais qu'avec le fusil Werndl actuel, il arrive au même résultat en 7 minutes.

Or, dans les dernières guerres, où l'on se servit du fusil se chargeant par la culasse, certaines batailles durèrent des

journées entières, et les statistiques montrent que les Prussiens n'ont tiré que 6 cartouches par fusil dans toute la campagne de 1866, et que, pendant la guerre franco-allemande, qui dura si longtemps, la consommation moyenne fut de 100 cartouches par arme.

Le fusil Mannlicher fut d'abord essayé au comité, en présence du commandant et de deux professeurs de l'École de tir. Les résultats furent satisfaisants, et on construisit un assez grand nombre d'armes de ce modèle, tant pour en étudier la fabrication en grand et en déterminer le prix de revient, que pour voir comment elles se comporteraient entre les mains des troupes sous divers climats. 5 bataillons appartenant à des corps d'armée différents furent armés de ce fusil. La livraison aux troupes eut lieu en octobre 1885, et les rapports furent envoyés au mois de juin dernier.

Ces rapports furent examinés, sous la présidence du Ministre, par une commission composée d'un certain nombre de commandants de corps, de division, de brigade, de régiment et de bataillon, ainsi que d'autres officiers compétents dans les questions d'armes.

Cette commission, comme les rapports eux-mêmes, fut unanime à reconnaître que le fusil Mannlicher possédait une grande supériorité sur tous les fusils à répétition existants et remplissait complètement les conditions imposées à une arme de guerre; de plus, elle exprima, à l'unanimité, l'avis qu'il fallait s'arrêter à ce système.

La commission formula seulement quelques desiderata relatifs à des détails de construction.

En outre, elle demanda que le chargeur, au lieu d'être enlevé, lorsqu'il est vide, par un levier-éjecteur, pût tomber automatiquement, afin d'éviter que le tireur, dans l'excitation de la lutte, n'enlevât le chargeur avant que toutes les cartouches fussent tirées.

M. Mannlicher vient de proposer un nouveau modèle de chargeur très simplifié, qui rend inutile le levier-éjecteur, le chargeur tombant de lui-même. Le Ministre le démontre sur un fusil et fait observer que cette modification abaisse le prix du fusil et du chargeur.

Il fait ressortir les avantages du système de fermeture, qui

donne les meilleurs résultats surtout dans la position du tireur couché.

En somme, le fusil Mannlicher lui semble le meilleur de tous les systèmes actuels. Dans ces derniers temps, des inventeurs ont présenté divers projets : l'ingénieur Schulhof, le lieutenant Krnka et le chevalier von Jurnitschek. Tous ces fusils ont été examinés. En outre, ils ont été essayés, au point de vue du service de guerre, par le comité militaire technique et administratif, ainsi que par l'École de tir. Le principal défaut du système Krnka tient à ce que le chargeur est trop lourd et renferme deux ressorts dont la conservation est difficile. Les autres systèmes proposés ont également des inconvénients.

En ce qui concerne le fusil de petit calibre, le comité technique et administratif en a essayé quelques-uns dès l'année 1884, et les expériences, faites avec des armes de 8 et 9 millimètres, n'ont pas donné de résultats satisfaisants. En particulier, un fusil à répétition de petit calibre, construit d'après le système Mannlicher, a présenté de très nombreuses défauts.

Le Ministre croit que tant que la question de la poudre ne sera pas résolue, aucun État ne pourra se décider à adopter des fusils de petit calibre, et pour son compte, cette considération le force à y renoncer. Les expériences n'en sont pas moins poursuivies sans interruption ; mais, en présence des efforts faits par d'autres puissances, il préconise l'adoption du fusil à répétition de 11 millimètres, parce que personne ne voudrait assumer la responsabilité de voir les soldats autrichiens entrer en campagne avec le sentiment qu'ils sont plus mal armés que l'ennemi, et se trouvent par là dans des conditions d'infériorité.

L'étude de la question des munitions a montré qu'il serait à désirer qu'on pût utiliser celles du fusil Werndl. Mais l'emploi de nouvelles meules a permis récemment de perfectionner la fabrication de la poudre, d'obtenir un mélange plus intime de ses éléments constitutifs, et de lui donner ainsi des propriétés balistiques bien supérieures : avec le même étui et la même balle, elle permet d'obtenir une vitesse initiale de 480 mètres et une zone dangereuse de 400 mètres, tandis que l'ancienne poudre, employée dans le fusil Werndl, ne donne qu'une vitesse initiale de 434 mètres et une zone dangereuse de 285 mètres.

Les fusils Werndl serviront à armer le landsturm, qui fera

usage des anciennes munitions ; mais il deviendra nécessaire de créer de nouvelles cartouches pour les fusils à répétition. On pourra à cette occasion mettre à profit les progrès accomplis dans la fabrication de la poudre.

A la séance du lendemain, le Ministre, abordant le côté financier du projet dans une explication très détaillée et appuyée de chiffres exacts, conclut que le fusil Mannlicher reviendra, tous frais payés, au prix de 47 florins environ.

(93)

LIGNES PRINCIPALES
DE LA
NOUVELLE LOI DE RECRUTEMENT
EN TURQUIE

Au commencement du mois de novembre dernier, le Sultan a promulgué, pour toute l'étendue de l'Empire ottoman, une nouvelle loi de recrutement qui entrera en vigueur le 1^{er}/13 mars 1887.

Cette loi était en préparation depuis que le baron Von der Goltz avait succédé à Kaehler-pacha, comme chef de la mission militaire allemande à Constantinople.

Kaehler-pacha avait présenté, en 1882, un vaste ensemble de projets, qui bouleversaient de fond en comble l'organisation militaire ottomane : accueillis avec froideur par l'état-major et par le Sultan, ils n'avaient jamais abouti, malgré l'opiniâtreté avec laquelle Kaehler-pacha les avait soutenus pendant trois ans, jusqu'à sa mort.

Mieux avisé, le baron von der Goltz, en arrivant au séraskiérat, s'empressa de déclarer qu'il n'avait aucunement l'intention de renverser l'édifice des institutions militaires ottomanes, qu'il préférerait de beaucoup l'améliorer et se proposait d'étudier, sous forme de projets de règlements, les perfectionnements à introduire dans l'organisation des divers services.

Cette manière de procéder fut approuvée en principe : le général von der Goltz se mit à l'œuvre, avec la collaboration de Muzafer-pacha et de quelques jeunes officiers ottomans, et il a déjà élaboré plusieurs projets : ses propositions sont discutées par une commission composée de 6 fériks, qui siège au séraskiérat, sous la présidence du ministre de la guerre.

Estimant que le recrutement est la base de toute organisation

militaire, on a étudié d'abord un *projet de loi* de recrutement, et des *règlements pour l'application de cette loi*. Examiné par le Sultan, le projet fut amendé sur quelques points, puis soumis à la sanction du Conseil d'État, et enfin, un récent iradé l'a rendu exécutoire.

Lorsque la nouvelle loi aura été imprimée, il sera possible de l'étudier dans ses détails; mais nous pouvons déjà en indiquer brièvement les principales dispositions.

Rappelons d'abord en quelques mots comment les choses se passent aujourd'hui.

Les jeunes musulmans inscrits sur les listes de recrutement passent tout d'abord devant un conseil de revision, qui les classe en deux catégories :

Ceux qui ont un motif valable d'exemption, ou qui n'ont pas un parent qui puisse venir en aide à leur famille (*mouinsiz*, sans soutien), sont classés dans les rédifs, ou rayés des listes, et renvoyés dans leurs foyers ;

Ceux qui ont un soutien pour leur famille (*mouinli*, avec soutien), et qui sont reconnus aptes au service militaire, doivent seuls tirer au sort.

Les bulletins qu'ils tirent ne portent pas de numéros ; les uns sont blancs, les autres remplis par le mot *asker* (soldat).

Ceux qui ont tiré des bulletins remplis sont incorporés dans l'armée active (*nizam*) ; ceux qui ont tiré des bulletins blancs sont renvoyés dans leurs foyers ; ils doivent ensuite venir de nouveau tirer au sort pendant cinq années, et courir, chaque fois, la chance d'amener un bulletin rempli, qui les ferait classer, suivant leur âge, dans l'armée active (jusqu'à 23 ans), ou dans la réserve de l'armée active jusqu'à 26 ans).

A leur 27^e année, ils sont définitivement incorporés dans l'armée de réserve, et on donne alors à ceux qui n'ont point passé sous les drapeaux, un semblant d'instruction militaire. Ils doivent, chaque année, faire un service de 40 jours au dépôt de recrutement du bataillon ; mais en fait, sous prétexte d'économies à réaliser, on ne les a plus convoqués depuis quatre ans.

Il en résulte qu'aujourd'hui, 60 pour 100 des soldats de l'armée de réserve n'ont jamais été exercés.

La nouvelle loi a pour objet d'améliorer l'instruction de l'armée ottomane, en faisant passer le plus d'hommes possible sous les

drapeaux, et en prenant des mesures efficaces pour exercer les hommes qu'on laisse dans leurs foyers.

Désormais les jeunes musulmans ne tireront plus au sort qu'une seule fois : au lieu de bulletins blancs ou remplis, ils tireront une série de numéros.

Les premiers numéros seront appelés sous les drapeaux pour trois ans (sauf renvoi par anticipation).

Les derniers numéros seront appelés successivement sous les drapeaux pour une période d'instruction variant, suivant les corps d'armée, entre 6 mois et 9 mois. Ceux-ci feront leur service dans le bataillon le plus voisin, ou, s'il n'y a pas de garnison à proximité (comme, par exemple, dans le centre de l'Asie-Mineure), ils seront exercés au dépôt de recrutement des bataillons de rédifs.

Quant aux *mouinsiz*, qui ont été classés immédiatement et sans tirer au sort dans la deuxième portion du contingent, ceux d'entre eux qui sont aptes au service militaire seront exercés dans leur village, ou à proximité, le vendredi de chaque semaine depuis la prière du jour jusqu'au soir.

Sous le nom collectif de *gouvêi nizamié* (forces régulières) seront désignées les trois grandes catégories de l'Empire ottoman : l'armée active (*mouazzaf*, qui doit le service); l'armée de réserve (*rédifs*), et l'armée territoriale (*mustahfiz*).

Comme par le passé, la population de Constantinople et de sa banlieue est exemptée du service militaire : mais il convient de remarquer que les 7/10 des jeunes gens qui suivent les cours des différentes écoles militaires de la capitale sont originaires de Constantinople. La ville fournit donc à l'armée ottomane, sans compter un grand nombre d'engagés volontaires, une proportion considérable d'officiers.

Le règlement qui concerne la première portion du contingent a déjà été approuvé par le Sultan; il définit les obligations des deux catégories de *mouinli*.

Le règlement relatif à la deuxième portion du contingent, c'est-à-dire aux *mouinsiz* est encore à l'étude.

Il ne sera plus permis désormais de se racheter du service; mais tout *mouinli* de la 1^{re} catégorie qui payera une somme de 50 livres turques (1150 fr.) sera immédiatement classé dans la 2^e catégorie.

Les chrétiens continuent à être exemptés du service militaire ; ils sont toujours astreints à la taxe de 50 livres, ou à des corvées en nature aux travaux de l'État.

Le résultat de l'application de la nouvelle loi serait de fournir, pour l'armée permanente, un effectif normal de 145,000 hommes, comprenant 3 classes, plus ou moins complètes, de 40,000 *mouinli* de la 1^{re} catégorie, et une proportion de *mouinli* de la 2^e catégorie à déterminer, suivant la durée des périodes d'instruction, de manière à ne pas modifier sensiblement l'effectif total de l'armée.

Du surplus des soldats instruits et exercés, on compte former, en temps de guerre, des bataillons supplémentaires et l'on se préoccupe déjà d'avoir des officiers de réserve. On les choisira parmi les sous-officiers qui quittent le service sachant lire et écrire, et ayant justifié, devant une commission régimentaire, de leur aptitude au commandement des troupes ; en outre, parmi les soldats *mouinli* de la 2^e catégorie ou *mouinsiz* qui, avant d'entrer au service, auraient suivi les cours d'une école militaire *primaire* ou *préparatoire*, à la condition toutefois qu'ils aient fait deux périodes d'exercice de 5 mois.

Les 8 classes de rédifs ne seront plus divisées en deux bans : on les désignera par leurs numéros. Chaque *merkess* (district de recrutement), qui devait fournir autrefois un régiment de rédifs de chacun des deux bans, fournira désormais une brigade de deux régiments de rédifs, placés sur le même pied. On doublera les *merkess* de bataillon, sans toutefois augmenter les cadres existants. On créera de nouveaux dépôts de recrutement, avec magasins d'armes, d'habillement et d'équipement.

Ce sera une simplification pour les mobilisations futures ; mais, pour le présent, c'est une dépense considérable que l'on s'impose.

On prépare en ce moment la carte des nouvelles circonscriptions militaires, en tenant compte, plus que par le passé, du chiffre de la population.

On s'occupe aussi des changements à faire dans le numérotage des régiments de rédifs.

Signalons, en terminant, quatre progrès essentiels qui seront réalisés par la nouvelle loi de recrutement :

1^o Chaque rédif sortira des mouazzaf et, par suite, possédera une certaine instruction militaire ;

2^o On disposera, en temps de guerre, d'un assez grand nombre de *mouinsiz* déjà exercés et immédiatement utilisables, pour combler les vides qui se produiront dans les rangs des mouazzaf ;

3^o Tous les soldats d'un bataillon auront à peu près le même âge (tandis que, jusqu'à présent, on complétait, en temps de guerre, l'effectif des corps du nizam avec des mustahfiz beaucoup plus âgés) ;

4^o Enfin, les cadres de recrutement ne partiront plus avec les rédifs : ils resteront pour lever et encadrer les mustahfiz.

(91)

MARCHES FORCÉES

DE LA CAVALERIE RUSSE

Nous avons déjà parlé des courses de résistance effectuées cette année par la 4^e division de cavalerie russe (1). Le gouvernement russe a continué de s'occuper de ces exercices qui ont pour but d'arriver, par un entraînement graduel, à obtenir des régiments de cavalerie, dans un temps donné et sans compromettre ni la santé des hommes et des chevaux, ni leur aptitude au combat, des marches forcées, considérées jusqu'ici comme peu réalisables.

Le *Journal officiel* de Varsovie vient de publier, à cet égard, des renseignements dont nous ne donnerons ici qu'un court résumé, les dispositions de détail ne différant guère de celles qui avaient été prises au printemps par le général Stroukoff. Nous appelons surtout l'attention sur les résultats obtenus.

Le général Gourko a prescrit à tous les chefs de corps de cavalerie placés sous ses ordres, de former des détachements composés de sept ou huit officiers, et de vingt à trente sous-officiers ou soldats, commandés par le colonel du régiment ou par un chef d'escadrons et suivis d'un aide-chirurgien, d'un vétérinaire et de tous les officiers amateurs, disposés à se joindre à eux. On a pris de préférence les chevaux pourvus de bonnes jambes, de reins solides et mangeant vite, car cette condition a une importance capitale; sans tenir compte, d'ailleurs, de l'âge, de la race, ni du nombre d'années de service du cheval.

Voici le relevé des troupes de cavalerie qui ont exécuté ces marches forcées :

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 648 (1886).

	Officiers.	Sous-officiers et soldats.	Chevaux.
3 ^e brigade de la 2 ^e division de cavalerie de la garde.....	43	64	74
5 ^e division de cavalerie.....	34	422	456
6 ^e —	28	97	425
44 ^e —	34	420	454
41 ^e division de cosaques du Don.....	45	479	494
Division (2 escadrons) de cosaques du Kouban.	2	40	42
	<u>423</u>	<u>589</u>	<u>712</u>

Pour entraîner les hommes et surtout les chevaux, on les a d'abord soumis, pendant trois ou quatre semaines, à des marches quotidiennes de plusieurs heures, pendant lesquelles des distances variant de 15 à 60 verstes (1) ont été successivement parcourues à diverses allures. Cette préparation s'est effectuée de manières différentes pour chaque détachement, en raison de la divergence d'opinion qui s'est produite parmi leurs chefs sur les procédés d'entraînement les plus efficaces.

Pendant la durée de cet entraînement, la ration des chevaux a été augmentée, et on leur a donné, outre 15 livres de foin, de 4 ou 5 garnets (16 à 20 litres) d'avoine par 24 heures. Dans quelques régiments, on leur a même donné autant d'avoine qu'ils ont pu en manger. Mais même après les marches les plus fatigantes, aucun cheval n'en a consommé plus de 6 à 7 garnets (24 à 28 litres) par jour.

Après cette préparation, les distances parcourues ont été, pour chaque régiment :

CORPS.	DISTANCES PARCOURUES (en verstes) (1).			
	1 ^{er} jour.	2 ^e jour.	3 ^e jour.	TOTAL.
<i>Garde impériale.</i>				
Régiment de lanciers de la garde.....	80 3/4	74	48	202 3/4
— hussards de la garde.....	66 1/4	74	60 1/4	200 1/2
<i>5^e division de cavalerie.</i>				
Régiment de dragons de Kargopol.	75	65 1/2	50	190 1/2
— dragons de Lithuanie.....	58 1/2	65 1/2	50	174
— dragons d'Alexandre.....	69	70	50	189
Régiment n° 5 de cosaques du Don.	68 1/4	70 3/4	50	189

(1) La verste russe équivaut à 1^k^m,067.

CORPS.	DISTANCES PARCOURUES (en verstes).			
	1 ^{er} jour.	2 ^e jour.	3 ^e jour.	TOTAUX.
<i>6^e division de cavalerie.</i>				
Régiment de dragons de Gluchoff.	77	76	55	208
— dragons de Volhynie.	82	63 3/4	53 3/4	199 1/2
— dragons de Klastritz.	76	70	41	187
Régiment n° 6 de cosaques du Don.	78	70	36	184
<i>14^e division de cavalerie.</i>				
Régiment de dragons de la Petite-Russie.	"	130 1/2	86 3/4	217 1/4
— dragons de Jambourg.	"	124 1/2	86 3/4	210 1/2
— dragons de Mittau.	"	146 1/2	51 1/2	198
Régiment n° 14 de cosaques du Don.	"	109 1/4	88 1/2	197 3/4
<i>1^{re} division de cosaques du Don.</i>				
Régiments n° 9 et 13 de cosaques du Don.	65	67	60	192
— 10 et 15 — — — — —	80	67	60	207
1 ^{re} sotnia de la division de cosaques du Kouban.	76	83	64	223
2 ^e — — — — —	82	70	70	222

Il résulte de ces données qu'à temps égal, le parcours le plus long (228 et 222 verstes) a été effectué par les cosaques du Kouban, et que la course la plus rapide a été fournie par les régiments de dragons de la Petite-Russie, de Jambourg et de Mittau, qui ont effectué en deux jours seulement des parcours de 217, 208 et 198 verstes. Le dernier de ces régiments a obtenu la plus grande vitesse en un jour : 146 verstes 1/2, soit 155 kilomètres.

Outre son équipement de campagne complet, chaque homme avait emporté 2 à 3 garnets (8 à 12 litres) d'avoine et quelques livres de foin. Les chevaux étaient ferrés des quatre pieds, et la marche a été effectuée à différentes allures, généralement quatre verstes au trot et une au pas.

Pour soulager leurs chevaux, les hommes mettaient parfois pied à terre et les conduisaient par la bride.

A moitié route, une halte de deux à quatre heures était réservée pour donner à manger aux chevaux, qui étaient dessellés, essuyés et frottés avec de la paille.

Indépendamment de cette halte réglementaire, de courts arrêts de cinq minutes à trois quarts d'heure, nécessités par le mauvais état des routes, étaient autorisés de temps à autre, pour relâcher les sangles, examiner le harnachement et donner aux chevaux



quelques poignées de foin ou de pain rassis, qu'ils mangeaient d'ailleurs avec peu d'appétit, préférant l'avoine mouillée.

Pendant les haltes de nuit, souvent fort courtes (3 à 4 heures), les chevaux, placés dans des hangars sur de bonnes litières, rarement en plein air, recevaient de 8 à 12 litres d'avoine et quelques livres de foin. Ils ne mangeaient volontiers qu'après environ deux heures de repos.

La ration des hommes a été également modifiée pendant ces marches. On leur a donné chaque jour de la viande et trois rations d'eau-de-vie. Les aliments chauds ne leur étaient servis qu'une fois par jour, le soir, en arrivant à l'étape; mais dans les haltes de jour, on les autorisait à prendre du thé chaud.

A la fin du troisième jour, les régiments, partis de localités différentes, sont arrivés sans un seul retardataire et presque en même temps sur le champ de course de Varsovie, où ils ont été passés en revue par le général Gourko, qui a constaté l'état satisfaisant du plus grand nombre des chevaux.

Quelques-uns étaient écorchés ou avaient les jambes enflées, surtout parmi ceux qui avaient eu à parcourir certaines chaussées empierrées; mais l'enflure a disparu dans la nuit sans laisser de traces.

Après la revue et un court moment de repos, les détachements ont repris le chemin de leurs cantonnements respectifs, et y sont revenus, pour la plupart, par étapes ordinaires. Quelques-uns cependant ont effectué le chemin de retour dans le même laps de temps, de telle sorte qu'ils ont parcouru plus de 400 verstes en 6 jours.

Ces essais ont démontré de nouveau qu'après un entraînement progressif, les marches de 200 verstes et plus ne présenteraient pas, en temps de guerre, des difficultés trop grandes, et qu'après les avoir parcourues, les cavaliers comme les chevaux ne perdent rien de leur aptitude au combat.

NOUVELLES MILITAIRES

EMPIRE ALLEMAND

PASSAGE DES OUVRAGES DE DÉFENSE DU BAS WESER DANS LE RESSORT DE L'AMIRAUTÉ. — Un ordre de cabinet, en date du 23 novembre, prononce le passage, à partir du 1^{er} avril 1887, des ouvrages du bas Weser dans le ressort de l'Amirauté impériale. Cette mesure complète celles qui ont déjà été adoptées depuis quelques années (1), en vue de confier à l'amirauté, à l'exclusion du département de la guerre, non seulement la défense des ports militaires de l'Empire, mais encore celle de toutes les places fortes situées sur la mer et de tous les ouvrages fortifiés situés sur les côtes.

CHINE

RÉDUCTION D'EFFECTIFS. — Nous relevons dans le compte rendu des séances du Conseil de l'Empire, à la date du 7 septembre, les renseignements suivants sur les forces du Setchouen (1).

Le gouverneur, faisant fonctions de gouverneur général de cette province, rend compte de la réduction d'un dixième qu'il a opérée sur l'effectif de l'armée permanente de sa province, conformément aux ordres du Conseil.

Les statuts, antérieurement en vigueur, fixaient l'effectif de l'armée du Setchouen à 33,081 hommes, dont 3,467 de cavalerie, 11,800 de troupes combattantes, et 17,814 de troupes défensives ou de garnisons.

La réduction d'un dixième donne donc les chiffres suivants :

Cavalerie	3.467		
Réduction	347	Effectif actuel	3.120
Troupes combattantes ...	11.800		
Réduction	1.180	—	10.620
Troupes de garnisons....	17.814		
Réduction	1.782	—	16.032
Effectif total actuellement présent.....			29.772

(1) Voir la *Revue militaire de l'Étranger*, n° 608 (1884).

(1) Setchouen ou Szechuen, la plus grande des provinces de la Chine

Ce désarmement avait été opéré dès le printemps dernier, mais la maladie et la mort du précédent gouverneur, en désorganisant momentanément l'administration provinciale, ont empêché d'en rendre compte plus tôt au conseil.

HOLLANDE

TIRS A LA MER EXÉCUTÉS PAR DES TROUPES D'INFANTERIE. — Le *Militair Blad* du 15 décembre 1886 donne quelques renseignements intéressants, au sujet d'expériences exécutées à Katwijk-sur-Mer, le 8 octobre et le 10 novembre de cette année.

On voulait se rendre compte de l'effet du feu de l'infanterie sur un but mobile, venant de la haute mer, et se dirigeant vers la côte. On se plaçait ainsi dans l'hypothèse d'une flotte ennemie tentant un débarquement, le service de sûreté étant supposé organisé sur tout le littoral.

Au nord et au sud de Katwijk, on avait donc établi une ligne de vedettes, avec de petits postes aux écluses; enfin, un peu plus en arrière, à Katwijk Binnen, se trouvaient les troupes de soutien.

L'installation du but présentait quelques difficultés. On amena par le Nouveau-Canal un chaland à sable, jusqu'à l'écluse de mer; ce bateau était long de 9^m,50; on dut alors, en le remplissant presque entièrement d'eau, relever suffisamment sa ligne de flottaison, pour qu'il pût passer sous le guichet de l'écluse; l'obstacle franchi, on vida l'eau, puis on installa les cibles.

Pour l'expérience du 8 octobre, on disposa, horizontalement, sur les bordages, un panneau de 7 mètres de long; et, verticalement, un panneau de 7 mètres de longueur et de 4^m,70 de hauteur. Une raie noire, tracée à la hauteur de 0^m,70 figurait le plan des têtes de soldats assis dans les chaloupes. On admettait de plus que les baïlles touchant la cible au-dessus de ce plan, étaient encore bonnes, dans l'hypothèse d'une colonne de 12 chaloupes s'avancant sur trois de front.

Des câbles de 600 mètres étaient fixés à chaque extrémité du chaland, d'une part, et à la côte de l'autre. Tout étant prêt, on amena le but à 600 mètres en mer, puis on l'amarra à une bouée destinée à

proprement dite, est limitrophe du Yunnan au sud, et du Thibet à l'ouest. Sa population est évaluée, approximativement, à 24,534,678 habitants. Le pays est généralement montagneux; et la présence de tribus à moitié sauvages, exige un assez grand déploiement de forces.

neutraliser l'action des vagues ou du courant. Les câbles étant tenus à terre par des hommes, mis à l'abri dans l'angle mort formé par le pied des falaises ; quand ces hommes tiraient sur les câbles, ils faisaient marcher la cible vers la rive.

Le 8 octobre, de bon matin, le 4^e régiment d'infanterie plaça ses vedettes, ses petits postes et ses soutiens.

Le thème était le suivant :

Une flotte ennemie arrivait en vue, marchant vers le nord ; elle suivait d'abord une ligne parallèle à la côte ; puis, à 1000 mètres environ de l'écluse de mer de Katwijk, elle jetait l'ancre pour tenter un débarquement. 4 chaloupes à vapeur remorquaient alors 12 canots chargés d'hommes, qu'elles laissaient à 600 mètres environ du rivage, distance qui restait à parcourir à la rame, ainsi qu'on le fait généralement.

Les vedettes tenaient les soutiens au courant des mouvements de la flotte, et, dès qu'elles virent tomber les ancres, elles firent concentrer toutes les forces de la région menacée aux environs du point de débarquement présumé. Les sections se répartirent le long de la crête de la falaise, à dix mètres d'intervalle.

En 5 minutes on tira 20 salves, et à ce moment l'ennemi était assez rapproché pour permettre un feu rapide, efficace, qui dura 40 secondes, après lesquelles on alla relever les coups. Sur 4,331 cartouches tirées, il y avait 1009 balles dans la cible (soit 23 p. 100), se répartissant ainsi : 319 balles dans la paroi du chaland ; cible verticale : 332 au-dessous de la ligne, 223 au-dessus ; cible horizontale : 93 en avant de l'axe, 40 en arrière.

Afin de rendre l'expérience plus frappante, on embarqua alors 1 sous-officier et 12 hommes dans une vraie chaloupe, et quand ils furent à 600 mètres du rivage, ils revinrent à force de rames ; à 30 mètres de la rive, ils se jetèrent à l'eau ; toute cette manœuvre prit 8 minutes, sans trouble ni hésitations.

L'expérience du 10 novembre fut analogue ; il y avait un peu plus d'hommes, la mer était moins calme, on avait supprimé le panneau horizontal et tracé la ligne noire à 0^m,45 au-dessus du bordage.

Trois sections seulement se réunirent au point de débarquement, à 100 mètres au nord de l'écluse, la quatrième prenant l'ennemi en flanc à 1300 ou 1400 mètres ; le feu rapide fut commencé à 200 mètres.

Les trois sections — 172 hommes — tirèrent ainsi 3,341 coups dont 691 de bons (soit 29 p. 100) répartis de la façon suivante : au-dessous de la ligne 203, au-dessus 158 ; dans le bateau 26 ; dans les parois 302. Le feu de la quatrième section n'a pas donné de résultats appréciables.



Beaucoup d'officiers assistaient à ces exercices ainsi qu'à la conférence préliminaire. On a pu constater qu'un tireur ordinaire, même par une mer agitée, règle son tir plus facilement que sur terre, les points de chute des balles, même isolées, produisant une gerbe d'eau très nette. Vu le succès de ces expériences, on a décidé qu'elles seraient reprises l'année prochaine sur une plus grande échelle.

ITALIE

BUDGET DE LA GUERRE : CRÉATION D'UNE ÉCOLE D'APPLICATION D'INFANTERIE. — La Chambre des Députés a adopté le budget présenté par le Ministre de la guerre, ainsi que les propositions de modifications à apporter à l'organisation de l'armée : dans le projet présenté, l'article 62 seul a donné lieu à une discussion ; il a été aussi adopté.

Cet article contient les dispositions suivantes :

1° Aux écoles militaires du Royaume est ajoutée l'école d'application d'infanterie, pour compléter l'instruction pratique des sous-lieutenants sortant de l'école militaire ;

2° Chacune des deux batteries d'instruction déjà créées par la loi de 1882 est réunie administrativement et disciplinairement à un régiment d'artillerie de campagne ;

3° Des pelotons d'élèves-officiers de complément, dont le nombre est chaque année déterminé par le Ministre, sont institués près des régiments de toutes armes ;

4° Dans les mêmes conditions, des pelotons d'élèves-sergents sont organisés près des régiments d'infanterie, de cavalerie, d'artillerie et du génie.

Il semble résulter de ces dispositions que les corps spéciaux, et en particulier les bataillons d'instruction seraient supprimés.

Le siège désigné pour la nouvelle école d'application d'infanterie est le château royal de Caserte qui, en raison de son aménagement et de sa situation dans le Midi a paru offrir les conditions les plus avantageuses pour assurer à l'instruction pratique un fonctionnement facile pendant toutes les saisons.

Au cours de la discussion, le Ministre a nettement délimité les attributions de cette école.

« Il ne s'agit pas, a-t-il dit, de donner aux jeunes officiers la pratique du service de caserne, mais de leur donner assez d'autorité pour exercer le commandement auquel ils sont appelés et d'augmenter leurs connaissances professionnelles, que les cours de Parme étaient destinés à compléter sur certaines parties de l'instruction technique. »

Le Ministre a fait allusion à l'opportunité qu'il y aurait de créer un

grade immédiatement inférieur à celui d'officier, pour les jeunes gens sortant de l'école de Modène, mais non pourvus encore de commandement. Il estime que, dans l'avenir, afin d'effacer toute trace de diversité d'origine entre les officiers, les sous-officiers ayant suivi le cours de l'école militaire pourront être aussi admis à l'école de Caserte.

ADOPTION DU FUSIL A MAGASIN MODÈLE VITALI. — Le système d'arme à magasin du capitaine Vitali a été définitivement adopté, à la suite des expériences dont la *Revue* a présenté un exposé sommaire le 15 novembre dernier. Les arsenaux ont déjà commencé le travail de transformation du fusil Wetterli, actuellement en service.

RUSSIE.

Au ministère de la marine, on a mis en avant la nécessité d'établir un chemin de fer entre *Vladivostock* (sur le Pacifique) et le fleuve Oussouri; ce chemin de fer ferait de *Vladivostock* le débouché de toute la Sibérie.

On s'occupe également du projet de chemin de fer *Transbaïka-lien*, sur une étendue de 950 verstes; cette ligne, partant de *Srétensk* et passant par *Nertchinsk*, *Tchita*, irait aboutir à *Klutcheska*. Elle faciliterait beaucoup les relations avec le nord-est de la Chine.

(*Journal de Saint-Petersbourg.*)

Le 4 décembre dernier, a eu lieu à *Sébastopol* l'inauguration d'un nouveau bassin, construit par l'État.

(*Invalide russe.*)

SUISSE

ORGANISATION DU LANDSTURM. — Le 23 mars 1885, le Conseil des États avait adopté la motion suivante :

« Le Conseil fédéral est invité à présenter à l'Assemblée fédérale un projet tendant à assurer à la défense nationale, autrement dit au landsturm, le caractère et les droits de belligérant. »

Le Conseil fédéral s'est conformé à cette invitation et il a présenté aux Chambres fédérales, en juin 1886, un projet de loi sur l'organisation du landsturm, projet dont voici les principales dispositions :

Les premiers articles posent en principe que le landsturm fait partie intégrante de l'armée, au même titre que l'élite et la landwehr, et déterminent ainsi son recrutement :

« Tout citoyen suisse, âgé de 17 à 50 ans révolus, qui n'est incorporé ni dans l'élite ni dans la landwehr, ou qui est exempté du service aux termes de l'article 2 de la loi sur l'organisation militaire, est tenu de faire partie du landsturm à l'heure où le pays est en danger. » — « Les volontaires qui ont dépassé l'âge de 50 ans sont également admis dans le landsturm, s'ils sont aptes à porter les armes. »

Quant aux officiers sortis de l'élite ou de la landwehr, ils peuvent être tenus de servir dans le landsturm jusqu'à l'âge de 55 ans.

En temps de paix, les hommes qui font partie du landsturm sont exemptés de tout service.

Le landsturm ne doit être mis sur pied que lorsque le pays est menacé d'une invasion étrangère; la mise sur pied est ordonnée par le Conseil fédéral et exécutée par les autorités militaires des cantons.

Une fois sous les armes, le landsturm est soumis à la loi pénale militaire, il a les mêmes droits et les mêmes devoirs que les autres troupes de l'armée fédérale; il est subordonné au commandant de l'armée à proximité de laquelle il a été levé.

En cas de besoin, quelques classes d'âge du landsturm peuvent, par une décision du Conseil fédéral, servir à remplacer l'élite et la landwehr.

Le projet n'entre dans aucun détail relativement à l'organisation proprement dite, à la division territoriale, aux signes distinctifs, à l'équipement et à l'armement, aux opérations de la mise sur pied.

Des ordonnances spéciales viendront en temps et lieu combler cette lacune.

Le Conseil national a voté la loi le 29 juin dernier :

Le Conseil des États vient seulement de l'examiner à la session actuelle et l'a voté tel quel le 29 novembre.

Le Gérant : L. BAUDOUIN.

Paris. — Imprimerie L. BAUDOUIN et C^e, rue Christine, 2.

TABLE DES MATIÈRES

TABLE ANALYTIQUE

DES

MATIÈRES CONTENUES DANS LE TRENTIÈME VOLUME

DE LA

REVUE MILITAIRE DE L'ÉTRANGER

(NUMÉROS 650 A 664).

N. B. — Afin de faciliter les recherches, on a, dans cette table, fait précéder d'un astérisque les titres des *articles*, qu'un simple coup d'œil permet ainsi de distinguer des *nouvelles militaires*.

Administration.

	Pages.
Conditions exigées pour le mariage des officiers (Autriche-Hongrie).	56
* Instruction pour le ravitaillement en munitions sur le champ de bataille dans l'infanterie russe.....	257
* L'École des officiers de cavalerie en Russie.....	357
Classification des vétérinaires militaires (Autriche-Hongrie).....	377
Modifications à l'organisation des établissements de l'habillement (Autriche-Hongrie).....	378
Augmentation de la solde des lieutenants-colonels et capitaines de toutes armes (Espagne).....	382
* Réorganisation du ministère de la guerre prussien.....	385
Modifications au service de la trésorerie militaire (Autriche-Hongrie).	514
* Notice sommaire sur la constitution et le fonctionnement de l'armée indigène des Indes anglaises.....	513
III. Soldes de l'armée indigène.....	523
IV. Avancement.....	530
V. Pensions et congés dans l'armée indigène.....	578
VI. Administration régimentaire. Habillement. Détails divers..	585
VII. Ce que coûte un corps de troupe indigène.....	588
VIII. Résumé et conclusion.....	593

	Pages.
Organisation nouvelle de l'administration du Turkestan (Russie).....	576
Création d'une brigade topographique au Dépôt de la guerre. Indemnités allouées aux officiers (Espagne).....	636
* Les possessions italiennes sur les côtes de la mer Rouge. <i>Organisation administrative</i>	659
Concession de permissions à solde entière par le ministre de la guerre (Portugal).....	700

Aérostation.

Les Colombiers militaires (Italie).....	254
Augmentation de l'effectif de la section aéronautique (Empire allemand).....	380
* Les colombiers militaires en Italie.....	484

Afghanistan.

* Les invasions dans l'Inde [par le général Sobolev] (<i>suite</i>)....	235 422
---	---------

Alsace-Lorraine.

Renforcement des garnisons.	000
----------------------------------	-----

Angleterre.

Corps d'officiers (statistique).....	249
* Les Anglais dans la Haute Égypte :	
Exposé de la question.....	263
I. La Nubie (voir le croquis page 268).....	264
II. La frontière méridionale. Positions occupées.....	267
III. La campagne de 1885.....	274
Kocheh (avec croquis).....	277
IV. La campagne du printemps de 1886.....	285
Ouadi-Halfa (avec croquis).....	286
Assouan et Chellal (avec croquis).....	292
État sanitaire.....	296
Résumé de la situation.....	297
* Note sur le service géographique dans l'Inde anglaise (Survey of India).....	449
* Notice sommaire sur la constitution et le fonctionnement de l'armée indigène des Indes anglaises.....	513

	Pages.
I. Composition et effectif de l'armée anglo-indienne.....	514
II. Organisation et recrutement de l'armée native.....	518
III. Soldes de l'armée indigène.....	523
IV. Avancement dans l'armée indigène.....	530
V. Pensions et congés.....	578
VI. Administration régimentaire, habillement, casernement, détails divers.....	585
VII. Ce que coûte un corps de troupe indigène.....	588
VIII. Résumé et conclusion.....	593
Situation militaire en Birmanie, au commencement de novembre 1886	572
* L'école d'état-major de Sandhurst.....	720

Armes portatives. — Tir. — Munitions.

* L'appréciation des distances dans le tir de l'infanterie allemande..	51
Expériences sur un sac-cartouchière (Italie).....	188
* Instruction pour le ravitaillement en munitions sur le champ de ba- taille dans l'infanterie russe.....	257
Essai d'un fusil à répétition (Italie).....	447
Suppression des exercices de tir réduit (Italie).....	447
Nouveau règlement de manœuvres pour l'artillerie (Autriche- Hongrie).....	509
* Essai d'un fusil à répétition dans l'armée italienne.....	564
Commission d'études du fusil à répétition (Autriche-Hongrie).....	572
Instruction sur le fusil à répétition modèle 1871-1884 (Empire alle- mand).....	698
La hausse du fusil à répétition modèle 1871-1884 (Empire allemand)..	699
* La question du fusil à répétition en Autriche-Hongrie.....	730
Tirs à la mer exécutés par des troupes d'infanterie (Hollande).....	746
Adoption du fusil à magasin, modèle Vitali (Italie).....	749

Art militaire. — Tactique.

* A propos de la dernière invasion de la Russie par Sarmaticus..	5	468
	493	536
* Les torpilleurs sous-marins.....	90	
* Les tendances actuelles de la cavalerie russe (<i>suite et fin</i>).....	429	
* Emploi de l'artillerie attachée aux divisions de cavalerie alle- mandes.....	354	

Artillerie.

* Les nouvelles règles de tir de l'artillerie de campagne autri- chienne.....	26
--	----

	Pages
* Les torpilleurs sous-marins.....	90
* Emploi de l'artillerie attachée aux divisions de cavalerie allemandes.....	351
Envoi à Spezia d'un canon de 120 tonnes.....	447
Nouveau règlement de manœuvres (Autriche-Hongrie).....	509
Le bronze siliceux (Russie).....	703

Asie.

* Les invasions dans l'Inde [par le général Sobolev] (<i>suite</i>)....	235	422
* Notice sommaire sur la constitution et le fonctionnement de l'armée indigène des Indes anglaises.....	513	577

Autriche-Hongrie.

* Les nouvelles règles de tir de l'artillerie de campagne autrichienne.....	26
* La loi sur le landsturm en Autriche-Hongrie.....	39 65 150
Conditions exigées pour le mariage des officiers.....	56
Modifications aux conditions du volontariat pour les étudiants en médecine.....	249
* L'infanterie de la landwehr hongroise.....	300
Classification des vétérinaires militaires.....	377
Augmentation de l'infanterie bosniaque.....	378
Modifications à l'organisation des établissements de l'habillement...	378
* La cavalerie autrichienne aux manœuvres de Galicie en 1896.....	390
* Les cours des officiers supérieurs en Autriche-Hongrie.....	463
Dispositions relatives au port de l'uniforme.....	508
Nouveau règlement de manœuvres pour l'artillerie.....	509
Modifications au service de la trésorerie militaire.....	514
Commission d'études du fusil à répétition.....	572
* Notes sur la mobilisation de la cavalerie austro-hongroise.....	614
* Remaniement des cadres supérieurs de l'infanterie austro-hongroise.....	670
Projet de loi militaire pour le Tyrol et le Vorarlberg.....	697
* La question du fusil à répétition en Autriche-Hongrie.....	730

Belgique.

* La question du service personnel en Belgique.....	627
---	-----

Birmanie.

Situation militaire au commencement de novembre 1886.....	572
---	-----

Budgets militaires.

	Pages.
Augmentation de la solde des lieutenants-colonels et capitaines de toutes armes (Espagne).....	382
Création d'une brigade topographique au Dépôt de la guerre (Espagne).....	636
Budget de la guerre pour 1887-1888 (Italie).....	637
Budget de la marine (Italie).....	638
Budget de la guerre pour 1887-1888 (Empire allemand).....	698
Budget de la marine pour 1887-1888 (Empire allemand).....	698

Bulgarie. — Roumélie. (Voir au titre Serbie.)**Camps et rassemblements d'exercices et manœuvres en 1886.**

<u>Les camps d'instruction en 1886 (Italie).....</u>	<u>58</u>
<u>* L'assaut des retranchements par l'infanterie russe.....</u>	<u>122</u>
Simulacre de siège à Vérone (Italie).....	127
Détails sur les grandes manœuvres de 1886 (Empire allemand).....	250
* La cavalerie autrichienne aux manœuvres de Galicie en 1886.....	390
Un exercice du régiment des chemins de fer (Empire allemand).....	445
* Les grandes manœuvres de l'armée russe en 1886 (opérations de Crimée).....	620
* Marches forcées de la cavalerie russe.....	741

Cavalerie. — Remonte.

Adoption par la Bavière du nouveau règlement d'exercices de la cavalerie prussienne.....	127
* Les tendances actuelles de la cavalerie russe (<i>suite et fin</i>).....	129
Envoi d'officiers supérieurs de cavalerie à l'École de tir de Spandau (Empire allemand).....	188
Dépôt de remonte (Hollande).....	253
Les grandes manœuvres de la cavalerie allemande en 1886.....	250
* La mobilisation de l'armée allemande en 1870, d'après les historiques régimentaires. — I. Mobilisation de la cavalerie.....	323
* Emploi de l'artillerie attachée aux divisions de cavalerie allemandes.....	351
* L'École des officiers de cavalerie en Russie.....	357
Classification des vétérinaires militaires (Autriche-Hongrie).....	377
* La cavalerie autrichienne aux manœuvres de Galicie en 1886.....	390
Emploi de la cavalerie à des travaux de pontage (Empire allemand).....	443

	Pages.
Remonte des capitaines d'infanterie (Russie).....	447
Avancement dans la cavalerie (Russie).....	448
* Le règlement d'exercices de la cavalerie prussienne du 40 avril 1886.....	491
* Ponts de campagne jetés par la cavalerie allemande.....	568
* Notes sur la mobilisation de la cavalerie austro-hongroise.....	614
Affectation à la cavalerie d'une portion du contingent prélevée sur les troupes à pied (Italie).	637
Création des groupes de chasseurs francs dans l'armée russe.....	638
* Marches forcées de la cavalerie russe.....	744

Chemins de fer.

<u>Inauguration du chemin de fer de Merv (Russie).....</u>	<u>491</u>
<u>* La compagnie militaire des chemins de fer en Portugal.....</u>	<u>372</u>
<u>Augmentation de l'effectif de la section aéronautique (Empire allemand).....</u>	<u>380</u>
<u>Nouvelles voies ferrées en Portugal (Vendas-Novas à Santarem et Extremoz à Villa-Veilha de Rodão).....</u>	<u>384</u>
<u>* Le nouveau chemin de fer de la vallée d'Aoste (Italie).....</u>	<u>446</u>
<u>Un exercice du régiment des chemins de fer (Empire allemand).....</u>	<u>445</u>
<u>Inauguration de la ligne Helsingfors-Uléaborg (Russie).....</u>	<u>448</u>
Ouverture de la ligne Stuttgart-Strasbourg, par Freudenstadt.....	697
Projets de chemins de fer en Sibérie (Russie).....	749

Chine.

<u>Canonnières à vapeur construites à Whampoa.....</u>	<u>630</u>
<u>Réduction d'effectifs.....</u>	<u>745</u>

Colonies africaines.

<u>* Les possessions italiennes sur les côtes de la mer Rouge.....</u>	<u>641</u>
--	------------

Danemark.

Fortifications de Copenhague.....	632
-----------------------------------	-----

Divers.

<u>Répression des troubles de la Tchetchnia (Russie).....</u>	<u>701</u>
<u>Le bronze siliceux (Russie).....</u>	<u>703</u>

Écoles militaires.

Envoi d'officiers supérieurs de cavalerie à l'École de tir de Spandau (Empire allemand).....	438
--	-----

	Pages.
* L'École des officiers de cavalerie en Russie.....	357
École militaire de Haarlem (Hollande).....	383
Création d'une École de constructions de forteresses (Empire allemand).....	444
Collège militaire de Messine (Italie).....	447
Promotions d'officiers (Russie).....	447
Examens d'admission à l'Académie d'état-major Nicolas (Russie).....	574
Réorganisation du collège militaire royal (Portugal).....	701
* L'école d'état-major de Sandhurst (Angleterre).....	720
Création d'une école d'application d'infanterie (Italie).....	748

Égypte.

* Les Anglais dans la Haute Égypte :

Exposé de la question.....	263
I. La Nubie (voir le croquis page 268).....	264
II. La frontière méridionale. Positions occupées.....	267
III. La campagne de 1885.....	271
Kocheh (avec croquis).....	277
IV. La campagne du printemps de 1886.....	285
Ouadi-Halfa (avec croquis).....	286
Assouan et Chellal (avec croquis).....	292
État sanitaire.....	296

Empire allemand.

* L'appréciation des distances dans le tir de l'infanterie allemande..	54
Adoption par la Bavière du nouveau règlement d'exercices de la cavalerie prussienne.....	127
Envoi d'officiers supérieurs de cavalerie à l'École de tir de Spandau.....	188
Mise en essai d'un nouveau paquetage pour l'infanterie prussienne.....	468
* La marine de guerre de l'Allemagne en 1886 (suite).....	244
Détails sur les grandes manœuvres de 1886.....	250 316
* La mobilisation de l'armée allemande en 1870 d'après les historiques régimentaires.....	324 402 597
* <u>Emploi de l'artillerie attachée aux divisions de cavalerie allemandes.....</u>	<u>351</u>
<u>Fractionnement du bataillon d'infanterie de marine en deux demi-bataillons.....</u>	<u>380</u>
<u>Augmentation de l'effectif de la section aéronautique.....</u>	<u>380</u>
<u>Modifications dans les exercices de gymnastique.....</u>	<u>380</u>
<u>Modifications apportées à la coiffure et à l'uniforme des troupes bava- roises.....</u>	<u>380</u>

	Pages.
* Réorganisation du ministère de la guerre prussien.....	385
Emploi de la cavalerie à des travaux de pontage.....	443
Création d'une École de constructions de forteresses.....	444
Un exercice du régiment des chemins de fer.....	445
* Le règlement d'exercices de la cavalerie prussienne du 40 avril 1886	491
* Ponts de campagne jetés par la cavalerie allemande.....	568
Le nouveau septennat militaire.....	633
Ouverture de la ligne Stuttgart-Strasbourg, par Freudenstadt.....	697
Le budget de la guerre pour 1887-1888.....	698
Le budget de la marine pour 1887-1888.....	698
Création de deux détachements de torpilleurs.....	698
Instruction sur le fusil à répétition modèle 1871-1884.....	698
La hausse du fusil à répétition modèle 1871-1884.....	699
Passage dans le ressort de l'Amirauté des ouvrages de défense du bas Weser.....	745

Espagne.

* La réorganisation de l'infanterie de marine espagnole en 1886.....	227
Augmentation de la solde des lieutenants-colonels et capitaines de toutes armes.....	382
Effectif de l'armée permanente en 1886-87.....	382
Organisation de la brigade topographique du génie.....	445
Création d'une brigade topographique au Dépôt de la guerre.....	636
Augmentation dans les cadres du corps de santé.....	636

Etat-major.

* L'infanterie de la landwehr hongroise.....	300
Examen d'admission à l'Académie d'état-major Nicolas (Russie).....	574
* L'École d'état-major de Sandhurst (Angleterre).....	720

Événements de guerre contemporains.

(Voir Histoire militaire).

Gendarmerie.

Modifications apportées à la coiffure et à l'uniforme des troupes bava- roises (gendarmerie).....	380
--	-----

Génie. — Fortification. — Travaux publics.

	Pages.
* <u>L'assaut des retranchements par l'infanterie russe</u>	422
<u>Simulacre de siège à Vérone (Italie)</u>	427
<u>Ouverture du canal Marie (Russie)</u>	491
<u>Outils de pionniers des compagnies d'infanterie (Russie)</u>	255
* <u>Les Anglais dans la haute Égypte. — Ouadi Halfa</u>	269 287
— — — <u>Kocheh</u>	277
— — — <u>Assouan et Chellat</u>	293
<u>Création d'une école de constructions de forteresses (Empire alle-</u> <u>mand)</u>	444
<u>Organisation de la brigade topographique du génie (Espagne)</u>	445
* <u>Ponts de campagne jetés par la cavalerie allemande</u>	568
<u>Fortifications de Copenhague (Danemark)</u>	632
<u>Passage dans le ressort de l'Amirauté des ouvrages de défense du</u> <u>bas Weser (Empire allemand)</u>	745

Géographie militaire. — Topographie.

<u>Un nouveau port dans la Transcaspienne (Russie)</u>	62
<u>L'occupation de Port-Lazarev par la Russie</u>	489
<u>Ouverture du canal Marie (Russie)</u>	491
* <u>Les Anglais dans la haute Égypte. — La Nubie. (Voir le croquis,</u> <u>page 268.)</u>	264
* <u>Le nouveau chemin de fer de la vallée d'Aoste (Italie)</u>	416
<u>Organisation de la brigade topographique du génie (Espagne)</u>	445
* <u>Note sur le service géographique dans l'Inde anglaise (Survey of</u> <u>India)</u>	449
<u>Organisation nouvelle de l'administration du Turkestan (Russie)</u>	576
<u>Création d'une brigade topographique au dépôt de la guerre</u> <u>(Espagne)</u>	636
* <u>Les possessions italiennes sur les côtes de la mer Rouge</u>	644
* <u>La Serbie en 1886</u>	675

Grèce.

<u>Organisation des commandements territoriaux</u>	446
--	-----

Histoire militaire.

* <u>A propos de la dernière invasion de la Russie par Sarmaticus.</u> <u>5, 468, 493, 536.</u>	705
<u>L'occupation de Port-Lazarev par la Russie</u>	489

	Pages.
* La réorganisation de l'infanterie de marine espagnole en 1886....	227
* Les invasions dans l'Inde (<i>par le général Sobolev</i>) (<i>suite</i>).....	235 422
* Les Anglais dans la haute Égypte :	
Exposé de la question.....	263
I. La Nubie (voir le croquis, page 268).....	264
II. La frontière méridionale. Positions occupées.....	267
III. La campagne de 1885.....	271
Kocheh (avec croquis).....	275
IV. La campagne du printemps de 1886.....	287
Ouadi-Halfa (avec croquis).....	286
Assouan et Chellal (avec croquis).....	292
État sanitaire.....	296
Résumé de la situation.....	297
* La mobilisation de l'armée allemande en 1870 d'après les historiques régimentaires.....	323
* Note sur le service géographique dans l'Inde anglaise (<i>Survey of India</i>).....	449
Situation militaire en Birmanie au commencement de novembre 1886.	572
* Les possessions italiennes sur les côtes de la mer Rouge.....	641
* La Serbie en 1886.....	675

Hollande.

Dépôt de remonte.....	253
École militaire de Haarlem.....	383
Tirs à la mer exécutés par des troupes d'infanterie.....	746

Infanterie.

* L'appréciation des distances dans le tir de l'infanterie allemande..	51
* L'assaut des retranchements par l'infanterie russe.....	422
Mise en essai d'un nouveau paquetage pour l'infanterie prussienne..	488
Expériences sur un sac-cartouchière (Italie).....	488
* La réorganisation de l'infanterie de marine espagnole en 1886....	227
Outils de pionniers des compagnies d'infanterie (Russie).....	255
* Instruction pour le ravitaillement en munitions sur le champ de bataille dans l'infanterie russe.....	257
* L'infanterie de la landwehr hongroise.....	300
Augmentation de l'infanterie bosniaque (Autriche-Hongrie).....	378
Fractionnement du bataillon d'infanterie de marine allemand en deux demi-bataillons.....	380
Modifications dans les exercices de gymnastique (Empire allemand)..	380
Création d'une nouvelle compagnie (Hollande).....	383
* La mobilisation de l'armée allemande en 1870 d'après les historiques régimentaires. — II. Mobilisation de l'infanterie.....	402

	Pages.
Remonte des capitaines d'infanterie (Russie).....	447
* Essai d'un fusil à répétition dans l'armée italienne.....	564
Création des groupes de chasseurs francs dans l'armée russe.....	638
* Remaniement des cadres supérieurs de l'infanterie austro-hongroise.....	670
Tirs à la mer (Hollande).....	746
Création d'une école d'application d'infanterie (Italie).....	748

Instruction militaire. (Voir Ecoles militaires).

* L'appréciation des distances dans le tir de l'infanterie allemande..	54
<u>Recrutement du corps d'officiers (Monténégro) ..</u>	<u>62</u>
<u>Adoption par la Bavière du nouveau règlement d'exercices de la cavalerie prussienne.....</u>	<u>127</u>
* L'infanterie de la landwehr hongroise.....	300
* Le recrutement des officiers de réserve en Russie.....	336
<u>Modifications dans les exercices de gymnastique (Empire allemand) ..</u>	<u>380</u>
* Les cours des officiers supérieurs en Autriche-Hongrie.....	465
* Le règlement d'exercices de la cavalerie prussienne du 40 avril 1886.	494
Nouveau règlement de manœuvres pour l'artillerie (Autriche-Hongrie).....	509
Création des groupes de chasseurs francs dans l'armée russe.....	638

Italie.

<u>Les camps d'instruction en 1886.....</u>	<u>58</u>
<u>Simulacre de siège à Vérone.....</u>	<u>127</u>
<u>Expériences sur un sac-cartouchière.....</u>	<u>488</u>
<u>Expérience de mobilisation partielle à la frontière des Alpes.....</u>	<u>254</u>
<u>Les colombiers militaires.....</u>	<u>254</u>
* <u>Le nouveau chemin de fer de la vallée d'Aoste.....</u>	<u>446</u>
<u>Essai d'un fusil à répétition.....</u>	<u>447</u>
<u>Suppression des exercices de tir réduit.....</u>	<u>447</u>
<u>Collège militaire de Messine.....</u>	<u>447</u>
<u>Envoi à Spezia d'un canon de 420 tonnes.....</u>	<u>447</u>
* <u>Les colombiers militaires en Italie.....</u>	<u>481</u>
* <u>Essai d'un fusil à répétition dans l'armée italienne.....</u>	<u>561</u>
<u>Appel de la 4^e catégorie du contingent de la classe 1886.....</u>	<u>637</u>
<u>Affectation à la cavalerie d'une portion du contingent prélevée sur les troupes à pied.....</u>	<u>637</u>
<u>Budget de la guerre pour 1887-1888.....</u>	<u>637</u>
<u>Budget de la marine.....</u>	<u>638</u>
* <u>Les possessions italiennes sur les côtes de la mer Rouge.....</u>	<u>641</u>
<u> Première convocation, à titre d'expérience, de la milice communale.....</u>	<u>699</u>

	Pages.
Création d'une école d'application d'infanterie	748
Adoption du fusil à magasin, modèle Vitali.....	749

Marine militaire.

<u>Un nouveau port dans la Transcaspienne (Russie).....</u>	<u>62</u>
* <u>Les torpilleurs sous-marins.....</u>	<u>90</u>
* <u>La marine de guerre de l'Allemagne en 1886 (suite).....</u>	<u>214</u>
* <u>La réorganisation de l'infanterie de marine espagnole en 1886.....</u>	<u>227</u>
* <u>Les Anglais dans la haute Égypte. — La flottille.....</u>	<u>270 286</u>
<u>Fractionnement du bataillon d'infanterie de marine allemand en deux</u> <u>semi-bataillons.....</u>	<u>380</u>
<u>Réorganisation de la compagnie des torpilleurs (Portugal).....</u>	<u>383</u>
<u>Canonnières à vapeur construites à Whampoa (Chine).....</u>	<u>630</u>
<u>Le nouveau septennat militaire (Empire allemand).....</u>	<u>633</u>
* <u>Les possessions italiennes sur les côtes de la mer Rouge. — L'es-</u> <u>cadre.....</u>	<u>653</u>
<u>Appel du contingent pour 1886 (Portugal).....</u>	<u>700</u>
<u>Passage dans le ressort de l'Amirauté des ouvrages de défense du</u> <u>bas Weser (Empire allemand).....</u>	<u>745</u>
<u>Tirs à la mer exécutés par des troupes d'infanterie (Hollande).....</u>	<u>746</u>
<u>Inauguration d'un nouveau bassin à Sébastopol (Russie).....</u>	<u>749</u>

Médecine et pharmacie militaire.

<u>Pertes de l'armée russe pendant la guerre de 1877-78.....</u>	<u>191</u>
<u>Modifications aux conditions du volontariat pour les étudiants en mé-</u> <u>decine (Autriche-Hongrie).....</u>	<u>249</u>
* <u>Les Anglais dans la haute Égypte. — État sanitaire.....</u>	<u>206</u>
<u>Augmentation dans les cadres du corps de santé (Espagne).....</u>	<u>636</u>

Mobilisation.

* <u>A propos de la dernière invasion de la Russie par Sarmaticus.....</u>	<u>5 468</u>
<u>Expérience de mobilisation partielle à la frontière des Alpes (Italie).....</u>	<u>493 536 705</u>
* <u>L'infanterie de la landwehr hongroise.....</u>	<u>300</u>
* <u>La mobilisation de l'armée allemande en 1870 d'après les historiques</u> <u>régimentaires.....</u>	<u>321 402 597</u>
<u>Modifications à l'organisation des établissements de l'habillement</u> <u>(Autriche-Hongrie).....</u>	<u>378</u>
* <u>Le nouveau chemin de fer de la vallée d'Aoste (Italie).....</u>	<u>416</u>
* <u>Notes sur la mobilisation de la cavalerie austro-hongroise.....</u>	<u>611</u>

Monténégro.

Pages.

Recrutement du corps d'officiers.....	62
---------------------------------------	----

Organisation générale des armées.*(Voir aux titres Infanterie, Cavalerie, Artillerie, Génie).*

* La loi sur le landsturm en Autriche-Hongrie.....	39 65 450
Projet de modifications dans le service militaire des tribus du Caucase et du Transcaucase (Russie).....	490
* La marine de guerre de l'Allemagne en 1886 (<i>suite</i>).....	214
* La réorganisation de l'infanterie de marine espagnole en 1886....	227
* Renseignements statistiques sur l'armée russe en 1884.....	244
Corps d'officiers. — Statistique (Angleterre).....	249
Création d'un bataillon de réserve à Striétsensk (Russie).....	255
* Les Anglais dans la haute Égypte. — Les bataillons « Fellah » et les « Black Troops ».....	297
* L'infanterie de la landwehr hongroise.....	300
* Le recrutement des officiers de réserve en Russie.....	336
* L'école des officiers de cavalerie en Russie.....	357
* La compagnie militaire des chemins de fer au Portugal.....	372
Augmentation de l'infanterie bosniaque (Autriche-Hongrie).....	378
Fractionnement du bataillon d'infanterie de marine allemand en deux demi-bataillons.....	380
École militaire de Haarlem. — Création d'une nouvelle compagnie d'in- fanterie (Hollande).....	383
Réorganisation de la compagnie des torpilleurs (Portugal).....	383
* Réorganisation du ministère de la guerre prussien.....	385
Organisation de la brigade topographique du génie (Espagne).....	445
Organisation des commandements territoriaux (Grèce).....	446
* Les cours des officiers supérieurs en Autriche-Hongrie.....	465
Modifications au service de la trésorerie militaire (Autriche-Hongrie). 511	
* Notice sommaire sur la constitution et le fonctionnement de l'armée indigène des Indes anglaises :	513
I. Composition et effectif de l'armée anglo-indienne.....	514
II. Organisation et recrutement de l'armée native.....	518
III. Soldes de l'armée indigène.....	523
IV. Avancement dans l'armée indigène.....	530
V. Pensions et congés.....	578
VI. Administration régimentaire, habillement, casernement, détails divers.....	585
VII. Ce que coûte un corps de troupe indigène.....	588
VIII. Résumé et conclusion.....	593
* Notes sur la mobilisation de la cavalerie austro-hongroise.....	614
Le nouveau septennat militaire (Empire allemand).....	633

	Pages.
Création d'une brigade topographique au dépôt de la guerre (Espagne).....	636
Augmentation dans les cadres du corps de santé (Espagne).....	636
* Les possessions italiennes sur les côtes de la mer Rouge. — <i>Organisation des corps expéditionnaires</i>	658
* <u>Remaniement des cadres supérieurs de l'infanterie austro-hongroise</u>	<u>670</u>
<u>Réduction d'effectifs (Chine)</u>	<u>745</u>
<u>Organisation du landsturm (Suisse)</u>	<u>749</u>

Portugal.

* La compagnie militaire des chemins de fer en Portugal.....	372
Réorganisation de la compagnie des torpilleurs.....	383
Nouvelles voies ferrées (Vendas-Novas à Santarem et Extremoz à Villa-Velha de Rodão).....	384
Appel du contingent pour 1886.....	700
Concession de permissions à solde entière par le Ministre de la guerre.....	700
Réorganisation du Collège militaire royal.....	704

Postes.

Organisation nouvelle de l'administration du Turkestan (Russie).....	576
* Les possessions italiennes sur les côtes de la mer Rouge. — <i>Correspondance postale</i>	667

Recrutement.

* La loi sur le landsturm en Autriche-Hongrie.....	39 65 450
<u>Recrutement du corps d'officiers (Monténégro)</u>	<u>62</u>
<u>Projet de modifications dans le service militaire des tribus du Caucase et du Transcaucase (Russie)</u>	<u>490</u>
<u>Création d'un bataillon de réserve à Striétsensk (Russie)</u>	<u>255</u>
<u>Modifications apportées aux obligations du service militaire des Finlandais (Russie)</u>	<u>255</u>
* <u>L'infanterie de la landwehr hongroise</u>	<u>300</u>
* La mobilisation de l'armée allemande en 1870 d'après les historiques régimentaires	321 402 597
* <u>Le recrutement des officiers de réserve en Russie</u>	<u>336</u>
<u>Effectif de l'armée permanente en 1886-87 (Espagne)</u>	<u>382</u>
<u>Organisation de la brigade topographique du génie (Espagne)</u>	<u>445</u>

Modification au service militaire des troupes du Turkestan et de Sibérie (Russie).....	448
* <u>Notice sommaire sur la constitution et le fonctionnement de l'armée indigène des Indes anglaises.</u>	513
II. Organisation et recrutement de l'armée native.....	518
* <u>La question du service personnel en Belgique.</u>	627
<u>Le nouveau septennat militaire (Empire allemand).</u>	633
<u>Appel de la 4^e catégorie du contingent de la classe 1886 (Italie).</u>	637
<u>Affectation à la cavalerie d'une portion du contingent prélevée sur les troupes à pied (Italie).</u>	637
<u>Première convocation, à titre d'expérience, de la milice communale (Italie)</u>	699
<u>Appel du contingent pour 1886 (Portugal).</u>	700
<u>Répression des troubles de la Tchetchnia (Russie).</u>	704
* <u>Lignes principales de la nouvelle loi de recrutement en Turquie.</u> ..	736
<u>Organisation du landsturm (Suisse).</u>	749

Russie.

* <u>A propos de la dernière invasion de la Russie par Sarmaticus.</u> 5, 468 493, 536, 705	
<u>Un nouveau port dans la Transcaspienne.</u>	62
* <u>L'assaut des retranchements par l'infanterie russe.</u>	122
* <u>Les tendances actuelles de la cavalerie russe (suite et fin).</u>	129
<u>L'occupation de Port-Lazarev par la Russie.</u>	189
<u>Projet de modifications dans le service militaire des tribus du Caucase et du Transcaucase.</u>	190
<u>Inauguration du chemin de fer de Merv.</u>	191
<u>Pertes de l'armée russe pendant la guerre de 1877-78.</u>	191
<u>Ouverture du canal Marie.</u>	191
* <u>Les invasions dans l'Inde [par le général Sobolev] (suite).</u> 235, 422	
* <u>Renseignements statistiques sur l'armée russe en 1884.</u>	244
<u>Création d'un bataillon de réserve à Striétsensk.</u>	255
<u>Outils de pionniers des compagnies d'infanterie.</u>	255
<u>Modifications apportées aux obligations du service militaire des Fin-landais.</u>	255
* <u>Instruction pour le ravitaillement en munitions sur le champ de bataille dans l'infanterie russe.</u>	257
* <u>Le recrutement des officiers de réserve en Russie.</u>	336
* <u>L'école des officiers de cavalerie en Russie.</u>	357
<u>Promotions d'officiers.</u>	447
<u>Remonte des capitaines d'infanterie.</u>	447
<u>Inauguration de la ligne Helsingfors-Uléaborg.</u>	448
<u>Modification au service militaire des troupes du Turkestan et de Sibérie.</u>	448
<u>Avancement dans la cavalerie.</u>	448
<u>Examen d'admission à l'académie d'état-major Nicolas.</u>	574
<u>Organisation nouvelle de l'administration du Turkestan.</u>	576

	Pages.
* Les grandes manœuvres de l'armée russe en 1886 (Opérations de Crimée).....	620
Création des groupes de chasseurs francs dans l'armée russe.....	638
Répression des troubles de la Tchetchnia.....	704
Le bronze siliceux.....	703
* Marches forcées de la cavalerie russe.....	744
Projets de chemins de fer en Sibérie.....	749
Inauguration d'un nouveau bassin à Sébastopol.....	749

Serbie.

Pertes de l'armée serbe dans la campagne de 1886.....	192
* La Serbie en 1886.....	675

Statistique militaire.

* La loi sur le landsturm en Autriche-Hongrie.....	39, 65, 450
Pertes de l'armée russe pendant la guerre de 1877-78.....	494
Pertes de l'armée serbe pendant la guerre de 1886.....	192
* Renseignements statistiques sur l'armée russe en 1884.....	244
Corps d'officiers (Angleterre).....	249
* La Serbie en 1886.....	675

Suisse.

Organisation du landsturm.....	749
--------------------------------	-----

Turquie.

* Lignes principales de la nouvelle loi de recrutement en Turquie..	736
---	-----

Uniformes.

Modifications apportées à la coiffure et à l'uniforme des troupes bava- roises.....	380
Dispositions relatives au port de l'uniforme (Autriche-Hongrie).	508
* Les possessions italiennes sur les côtes de la mer Rouge. — <i>Uni- forme des corps expéditionnaires</i>	664

FIN DE LA TABLE DU TRENTIÈME VOLUME.

Stanford University Libraries



3 6105 024 434 735

U

2

R475

**Stanford University Libraries
Stanford, California**

Return this book on or before date due.

